RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉPARTEMENT DE LA LOZÈRE

lozère

LE DÉPARTEMENT

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS N°15-06-04

DÉLIBÉRATIONS

CONSEIL DÉPARTEMENTAL DU 26 JUIN 2015

ISSN : 1957-4339

Le Conseil Départemental de la Lozère, régulièrement convoqué, s'est réuni, sous la présidence de Madame Sophie PANTEL, Présidente.

Le quorum étant atteint, la séance s'est ouverte à 14 h 30

Présents à l'ouverture de la séance : Robert AIGOIN, Françoise AMARGER-BRAJON, Alain ASTRUC, Laurence BEAUD, Régine BOURGADE, Henri BOYER, Patricia BREMOND, Eve BREZET, Francis COURTES, Sabine DALLE, Bruno DURAND, Bernard DURAND, Valérie FABRE, Christine HUGON, Sophie MALIGE, Michèle MANOA, Jean-Claude MOULIN, Bernard PALPACUER, Sophie PANTEL, Guylène PANTEL, Jean-Paul POURQUIER, Patrice SAINT-LEGER, Michel THEROND, Valérie VIGNAL.

Pouvoirs : Denis BERTRAND ayant donné pouvoir à Guylène PANTEL, Laurent SUAU ayant donné pouvoir à Régine BOURGADE.

Assistaient également à cette réunion :

M. Patrick BOYER	*Directeur des TIC et de la prospective*
M. Gilles CHARRADE	*Directeur de l'eau, de l'agriculture et de l'environnement*
Mme Elisabeth CLUZEL	*Directrice du laboratoire départemental d'analyses*
Mme Laetitia FAGES	*Directrice de l'aménagement du territoire et de l'économie*
Mme Valérie KREMSKI-FREY	*Directrice de la solidarité départementale*
M. Benoît LAIGUEDE	*Directeur des archives départementales*
Mme Martine PRADEILLES	*Directrice des finances et du budget*
M. Jean TOGUYENI	*Directeur des routes, transports et bâtiments*

DÉPARTEMENT DE LA LOZÈRE

SOMMAIRE DU RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

Séance du Vendredi 26 juin 2015

- 14h30 -

I - Commission Infrastructures, désenclavement et mobilités

Délibération n° CD_15_1016 :	Infrastructures routières : règlement départemental de signalisation d'information locale - délégation à accorder à la commission permanente	1

III - Commission Enseignement et jeunesse

Délibération n° CD_15_1017 :	Enseignement : subventions au titre du programme d'investissement 2015 des collèges privés	4

IV - Commission Culture, sports et patrimoine

Délibération n° CD_15_1018 :	Activités de pleine nature : approbation de la charte départementale de la signalétique pour les activités de pleine nature de la Lozère et inscription de lieux de pratique de sports de nature au Plan Départemental des Espaces, Sites et Itinéraires	9

V - Commission Eau, AEP, Environnement

Délibération n° CD_15_1019 :	Environnement : approbation du Schéma Départemental des Espaces Naturels Sensibles et de son règlement départemental	71

VI - Commission Développement des activités économiques

Délibération n° CD_15_1020 :	Aides aux entreprises : modifications des modalités d'aides en faveur de l'itinérance au titre du Fonds d'Intervention Economique	75
Délibération n° CD_15_1021 :	Aides aux entreprises : modification du règlement Aide à l'immobilier industriel et artisanal	82
Délibération n° CD_15_1022 :	Aides aux entreprises : modification du règlement Zones d'Activités	89

VII - Commission Finances et gestion de la collectivité

Délibération n° CD_15_1023 :	Gestion de la collectivité : rapport d'activité - année 2014	95
Délibération n° CD_15_1024 :	Gestion de la collectivité : détermination des emplois permettant l'attribution de véhicules de fonctions, de logements de fonction et de l'indemnité de frais de représentation	154
Délibération n° CD_15_1025 :	Gestion de la collectivité: évolution des effectifs et présentation du tableau des effectifs	161
Délibération n° CD_15_1026 :	Gestion de la collectivité : augmentation de l'autorisation de programme 2015 "Frais d'Insertion" et affectation des crédits correspondants	167
Délibération n° CD_15_1027 :	Gestion de la collectivité : augmentation de l'autorisation de Programme : Mobilier, Matériel et Outillage et affectation des crédits correspondants	172

Délibération n° CD_15_1028 :	Finances : reversement de la taxe sur l'électricité - signatures des conventions avec le SDEE et la commune de Mende induisant une modification de l'autorisation de programme correspondante et l'affectation des crédits	175
Délibération n° CD_15_1029 :	Finances : Approbation du compte administratif départemental et du compte de gestion 2014 - Affectation du résultat 2014	184
Délibération n° CD_15_1030 :	Finances : modification des autorisations de programmes antérieures et état des autorisations de programmes 2015 votée	354
Délibération n° CD_15_1031 :	Finances : Décision modificative n° 2 de l'exercice 2015	366
Délibération n° CD_15_1035 :	Gestion de la collectivité : Agenda d'accessibilité programmée des établissements recevant du public - délégation à accorder à la commission permanente	463

VIII - Commission Politiques territoriales et Europe

Délibération n° CD_15_1032 :	Politiques territoriales : proposition de modification du règlement en faveur des travaux exceptionnels	466
Délibération n° CD_15_1033 :	Politiques territoriales : modification du règlement d'aide "animation territoriale" et individualisation de crédits	470
Délibération n° CD_15_1034 :	Politiques territoriales : autorisation de répondre à l'Appel à Projets "Accompagner les territoires du Massif central dans la mise en œuvre d'une offre d'accueil qualifiée »	479

Délibération n°CD_15_1016

DÉPARTEMENT DE LA LOZÈRE

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

Séance du 26 juin 2015

Objet : Infrastructures routières : règlement départemental de signalisation d'information locale - délégation à accorder à la commission permanente

Commission : Infrastructures, désenclavement et mobilités

Dossier suivi par Routes, transports et bâtiments

Le Conseil départemental de la Lozère, régulièrement convoqué, s'est réuni, sous la présidence de Sophie PANTEL.

Le quorum étant atteint, la séance est ouverte à 14h30

Présents : Robert AIGOIN, Françoise AMARGER-BRAJON, Alain ASTRUC, Laurence BEAUD, Denis BERTRAND, Régine BOURGADE, Henri BOYER, Patricia BREMOND, Eve BREZET, Francis COURTES, Sabine DALLE, Bruno DURAND, Bernard DURAND, Valérie FABRE, Christine HUGON, Sophie MALIGE, Michèle MANOA, Jean-Claude MOULIN, Bernard PALPACUER, Sophie PANTEL, Guylène PANTEL, Jean-Paul POURQUIER, Patrice SAINT-LEGER, Michel THEROND, Valérie VIGNAL.

Pouvoirs : Laurent SUAU ayant donné pouvoir à Régine BOURGADE.

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des Départements et des Régions;

VU le code général des collectivités et notamment les articles L 1111-1, L 1111-2, L 3211-1, L 3211-2 ;

VU les articles L581-1 à 45 et R581-1 à 583-88 du code de l'environnement ;

VU les articles L411-6, R418-1 à 9, R411-1 et R411-25 du code de la route ;

VU les articles L113-1 et L116-2 et R 116-2 du code de la voirie routière ;

VU les articles L 3121-22 et L 3111-2 du code général des collectivités territoriales ;

CONSIDÉRANT le rapport n°100 intitulé "Infrastructures routières : règlement départemental de signalisation d'information locale - délégation à accorder à la commission permanente" en annexe ;

Le Conseil Départemental, après en avoir délibéré,

Vu l'avis favorable de la commission « Infrastructures, désenclavement et mobilités » du 19 juin 2015 ;

ARTICLE UNIQUE

Donne délégation à la commission permanente pour examiner le projet de règlement départemental d'implantation de signalisation d'information locale dans le cadre de la loi du 12 juillet 2010 visant à réduire le nombre d'activités pouvant bénéficier des préenseignes dérogatoires autorisées et à harmoniser celles-ci.

Adopté à l'unanimité des voix exprimées,

La Présidente du Conseil Départemental
Sophie PANTEL

Rapport n°100 "Infrastructures routières : règlement départemental de signalisation d'information locale - délégation à accorder à la commission permanente", joint en annexe à la délibération n°CD_15_1016 de la Commission Permanente du 26 juin 2015

Dans le cadre de la politique de préservation du paysage et de la conservation du cadre de vie, constatant la multiplication des préenseignes dérogatoires, la loi du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement s'est traduite par une révision profonde de la réglementation. Cette dernière vise à réduire le nombre d'activités pouvant bénéficier de ces préenseignes et à harmoniser les préenseignes dérogatoires autorisées.

Les services du Département travaillent actuellement à l'élaboration d'un projet de règlement départemental d'implantation d'une signalisation d'information locale. La réflexion pour aboutir doit être présentée aux acteurs locaux.

C'est pourquoi je vous propose de donner délégation à la commission permanente pour examiner, lors d'une séance ultérieure, le projet de règlement départemental d'implantation de signalisation d'information locale.

Délibération n°CD_15_1017

DÉPARTEMENT DE LA LOZÈRE

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

Séance du 26 juin 2015

Objet : Enseignement : subventions au titre du programme d'investissement 2015 des collèges privés

Commission : Enseignement et jeunesse

Dossier suivi par Enseignement, Sports et Culture

Le Conseil départemental de la Lozère, régulièrement convoqué, s'est réuni, sous la présidence de Sophie PANTEL.

Le quorum étant atteint, la séance est ouverte à 14h30

Présents : Robert AIGOIN, Françoise AMARGER-BRAJON, Alain ASTRUC, Laurence BEAUD, Denis BERTRAND, Régine BOURGADE, Henri BOYER, Patricia BREMOND, Eve BREZET, Francis COURTES, Sabine DALLE, Bruno DURAND, Bernard DURAND, Valérie FABRE, Christine HUGON, Sophie MALIGE, Michèle MANOA, Jean-Claude MOULIN, Bernard PALPACUER, Sophie PANTEL, Guylène PANTEL, Jean-Paul POURQUIER, Patrice SAINT-LEGER, Michel THEROND, Valérie VIGNAL.

Pouvoirs : Laurent SUAU ayant donné pouvoir à Régine BOURGADE.

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des Départements et des Régions;

VU le code général des collectivités et notamment les articles L 1111-1, L 1111-2, L 3211-1, L 3211-2 ;

VU les articles L 442-9 du code de l'éducation ;

VU l'article L 3212-3 du Code général des collectivités territoriales ;

VU la délibération n°CG_14_8137 du 19 décembre 2014 approuvant la politique départementale 2015 et le règlement et n°CG_14_8138 du 19 décembre 2014 votant l'autorisation de programme ;

VU la délibération n°CG_14_5101 du 30 juin 2014 approuvant le principe des subventions pour 2015 ;

CONSIDÉRANT le rapport n°300 intitulé "Enseignement : subventions au titre du programme d'investissement 2015 des collèges privés" en annexe ;

Le Conseil Départemental, après en avoir délibéré,

Vu l'avis favorable de la commission « Enseignement et Jeunesse » du 18 juin 2015 ;

VU la non-participation au débat et au vote des conseillers sur les dossiers concernant les différents collèges dès lors qu'ils siègent au conseil d'administration ;

ARTICLE 1

Affecte un crédit de 182 401,00 €, au titre du « Programme d'investissement 2015 des collèges privés », comme suit :

Organismes de gestion de l'enseignement catholique (OGEC) du collège de	Projet	Aide allouée
Marvejols	Travaux de mise en conformité accessibilité : réfection d'un escalier extérieur en pierre, fourniture et pose d'un ascenseur, passerelle extérieure – 1ère tranche de travaux Dépense retenue : 216 157,00 €	21 616,00 €
Mende	Travaux de rénovation et de mise en sécurité du foyer des élèves Dépense retenue : 587 278,00 €	58 728,00 €
Meyrueis	Travaux d'insonorisation, d'isolation thermique et d'amélioration de la détection incendie du réfectoire ainsi que l'amélioration de la détection incendie dans le bâtiment principal comprenant l'internat filles et l'internat garçons Dépense retenue : 292 929,00 €	29 293,00 €

Organismes de gestion de l'enseignement catholique (OGEC) du collège de	Projet	Aide allouée
Saint Alban sur Limagnole	Travaux de rénovation et de remise en conformité d'une partie des fenêtres du couloir des classes du collège (1er étage) Dépense retenue : 28 742,00 €	2 874,00 €
Saint Chély d'Apcher	Travaux d'amélioration des conditions d'accessibilité du pôle administratif du bâtiment du collège Dépense retenue : 653 782,00 €	65 378,00 €
Langogne	Travaux de mise aux normes électriques et de sécurité des dernières salles de cours du collège et levée des réserves formulées par le bureau de contrôle Dépense retenue : 45 119,00 €	4 512,00 €

ARTICLE 2

Autorise la signature des conventions nécessaires à la mise en œuvre de ces financements et les avenants éventuels.

ARTICLE 3

Précise que le Conseil académique de l'Éducation nationale a été saisi pour donner son avis sur ces subventions, lors de sa réunion prévue en fin d'année 2015, et que le crédit correspondant sera présenté, en conséquence, au budget primitif 2016.

Adopté à l'unanimité des voix exprimées,

La Présidente du Conseil Départemental
Sophie PANTEL

Délibération n°CD_15_1017

Rapport n°300 "Enseignement : subventions au titre du programme d'investissement 2015 des collèges privés", joint en annexe à la délibération n°CD_15_1017 de la Commission Permanente du 26 juin 2015

Je vous propose, au regard des demandes de chacun des organismes de gestion de l'enseignement catholique concerné, d'allouer aux établissements privés, dans le respect de l'article L 151-4 du Code de l'Éducation et du règlement départemental consultable dans le guide des aides, au titre du programme 2015 des subventions d'investissement pour un montant total de 182 401 € selon les tableaux ci-après.

Par ailleurs, en application de l'article L 234-6 du Code de l'Éducation, je vais saisir Madame le Recteur d'Académie, Présidente du Conseil académique de l'Éducation nationale, pour solliciter l'avis de cette instance.

Lorsque ce Conseil académique de l'Éducation nationale, siégeant dans sa forme contentieuse et disciplinaire, aura donné son avis officiel sur l'attribution de ces subventions, elles deviendront définitives.

Dans la mesure où le Conseil académique de l'Éducation nationale se réunit en fin d'année, ces subventions ne pourront être payées qu'en 2016. Aussi, je vous informe que ce crédit de 182 401 € sera présenté obligatoirement au budget primitif 2016 sur l'opération « Aide à l'investissement des collèges publics et privés 2016 » au chapitre 912 BD.

Je vous serais obligé de bien vouloir vous prononcer sur le principe de l'octroi des subventions, telles qu'elles résultent des dossiers présentés par chacun des organismes de gestion de l'enseignement catholique concerné.

Collège de Marvejols : travaux de mise en conformité accessibilité : réfection d'un escalier extérieur en pierre, fourniture et pose d'un ascenseur, passerelle extérieure – 1ère tranche de travaux

Dépenses de fonctionnement	Coût des travaux	Total	Dotations accordées (contrat d'association) + autres remboursements	Dépense subventionnable	**Proposition subvention**
939 953 €	54 500 €	994 453 €	- 778 296 €	216 157 €	**21 616 €**

Collège de Mende : travaux de rénovation et de mise en sécurité du foyer des élèves

Dépenses de fonctionnement	Coût des travaux	Total	Dotations accordées (contrat d'association) + autres remboursements	Dépense subventionnable	**Proposition subvention**
1 172 506 €	76 537 €	1 249 043 €	- 661 765 €	587 278 €	**58 728 €**

Collège de Meyrueis : travaux d'insonorisation, d'isolation thermique et d'amélioration de la détection incendie du réfectoire ainsi que l'amélioration de la détection incendie dans le bâtiment principal comprenant l'internat filles et l'internat garçons

Dépenses de fonctionnement	Coût des travaux	Total	Dotations accordées (contrat d'association) + autres remboursements	Dépense subventionnable	**Proposition subvention**
481 786 €	55 735 €	537 521 €	- 244 592 €	292 929 €	**29 293 €**

Collège de Saint Alban sur Limagnole : travaux de rénovation et de remise en conformité d'une partie des fenêtres du couloir des classes du collège (1er étage)

Dépenses de fonctionnement	Coût des travaux	Total	Dotations accordées (contrat d'association) + autres remboursements	Dépense subventionnable	**Proposition subvention**
130 659 €	3 267 €	133 926 €	- 105 184 €	28 742 €	**2 874 €**

Collège de Saint Chély d'Apcher : travaux d'amélioration des conditions d'accessibilité du pôle administratif du bâtiment du collège

Dépenses de fonctionnement	Coût des travaux	Total	Dotations accordées (contrat d'association) + autres remboursements	Dépense subventionnable	**Proposition subvention**
1 101 681 €	95 274 €	1 196 955 €	- 543 173 €	653 782 €	**65 378 €**

Collège de Langogne : travaux de mise aux normes électriques et de sécurité des dernières salles de cours du collège et levée des réserves formulées par le bureau de contrôle

Dépenses de fonctionnement	Coût des travaux	Total	Dotations accordées (contrat d'association) + autres remboursements	Dépense subventionnable	**Proposition subvention**
175 467 €	6 417 €	181 884 €	- 136 765 €	45 119 €	**4 512 €**

Je vous demande de bien vouloir délibérer sur ces propositions et m'autoriser à signer les conventions nécessaires à la mise en œuvre de ces financements et les avenants éventuels.

Délibération n°CD_15_1018

DÉPARTEMENT DE LA LOZÈRE

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

Séance du 26 juin 2015

Objet : Activités de pleine nature : approbation de la charte départementale de la signalétique pour les activités de pleine nature de la Lozère et inscription de lieux de pratique de sports de nature au Plan Départemental des Espaces, Sites et Itinéraires

Commission : Culture, sports et patrimoine

Dossier suivi par Eau, Agriculture et Environnement

Le Conseil départemental de la Lozère, régulièrement convoqué, s'est réuni, sous la présidence de Sophie PANTEL.

Le quorum étant atteint, la séance est ouverte à 14h30

Présents : Robert AIGOIN, Françoise AMARGER-BRAJON, Alain ASTRUC, Laurence BEAUD, Denis BERTRAND, Régine BOURGADE, Henri BOYER, Patricia BREMOND, Eve BREZET, Francis COURTES, Sabine DALLE, Bruno DURAND, Bernard DURAND, Valérie FABRE, Christine HUGON, Sophie MALIGE, Michèle MANOA, Jean-Claude MOULIN, Bernard PALPACUER, Sophie PANTEL, Guylène PANTEL, Jean-Paul POURQUIER, Patrice SAINT-LEGER, Michel THEROND, Valérie VIGNAL.

Pouvoirs : Laurent SUAU ayant donné pouvoir à Régine BOURGADE.

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des Départements et des Régions;

VU le code général des collectivités et notamment les articles L 1111-1, L 1111-2, L 3211-1, L 3211-2 ;

VU l'article L 3212-3 du code général des collectivités territoriales ;

VU les articles L 311-1 et suivants du code du sport ;

VU la délibération de la Commission Permanente du Conseil général en date du 17 juillet 2009 adoptant le projet de Plan Départemental des Espaces, Sites et Itinéraires ;

CONSIDÉRANT le rapport n°400 intitulé "Activités de pleine nature : approbation de la charte départementale de la signalétique pour les activités de pleine nature de la Lozère et inscription de lieux de pratique de sports de nature au Plan Départemental des Espaces, Sites et Itinéraires" en annexe ;

Le Conseil Départemental, après en avoir délibéré,

VU l'avis de la commission « Culture, sports et patrimoine » du 18 juin 2015 ;

ARTICLE 1

Approuve la charte départementale de la signalétique pour les activités de pleine nature de la Lozère, telle que présentée en annexe, qui s'applique à tous les sites inscrits au Plan Départemental des Espaces, Sites et Itinéraires, hormis sur le territoire cœur du Parc National des Cévennes qui dispose d'une signalétique spécifique.

ARTICLE 2

Donne un avis favorable à l'inscription au Plan Départemental des Espaces, Sites et Itinéraires, des lieux de pratique suivants :

- le GR470 « Sources et Gorges de l'Allier » ;
- le GR65 « Chemin de Saint Jacques de Compostelle » ;
- les 15 circuits VTT sur le territoire de la Communauté de communes Florac Sud-Lozère.

Adopté à l'unanimité des voix exprimées,

La Présidente du Conseil Départemental
Sophie PANTEL

Rapport n°400 "Activités de pleine nature : approbation de la charte départementale de la signalétique pour les activités de pleine nature de la Lozère et inscription de lieux de pratique de sports de nature au Plan Départemental des Espaces, Sites et Itinéraires", joint en annexe à la délibération n°CD_15_1018 de la Commission Permanente du 26 juin 2015

Le Département de la Lozère, s'est engagé depuis 2006 dans une politique en faveur des sports de nature au travers de la mise en œuvre du Plan Départemental des Espaces, Sites et Itinéraires (PDESI). Ce plan intègre le Plan Départemental des Itinéraires de Promenade et de Randonnée (PDIPR).

Je vous rappelle que l'objectif de ce plan est :

- d'assurer une offre de qualité vis-à-vis de la sécurité (pérennité foncière, garantie d'entretien et de gestion régulière) ;
- de proposer une offre accessible au plus grand nombre ;
- de présenter une vitrine des Espaces, Sites et Itinéraires les plus représentatifs du patrimoine départemental ;
- de limiter l'impact des activités sur le milieu naturel.

1 – Charte départementale de la signalétique

Afin d'uniformiser la signalétique installée sur l'ensemble des sites de sports de nature, le Département a retenu en décembre 2013, la société BM SERVICES située à La Canourgue, pour actualiser la charte départementale de la signalétique qui avait été élaborée en 1995.

En effet, ce document tel que conçu à l'époque ne prenait en compte que les activités de randonnées non motorisées. De plus, certains éléments comme les panneaux de départ n'avaient pas été précisés.

La charte de la signalétique a été validée par le Comité de pilotage créé à cet effet, du 28 janvier 2015.

Cette charte détermine les règles à suivre pour créer des éléments de signalétique. Il donne des indications notamment sur les caractéristiques techniques (dimension des lames, matériaux, fixation, impression) concernant la réalisation des balises, jalons, panneaux directionnels et panneaux d'informations. Les activités de pleine nature pratiquées dans le département et concernées par la charte, seront représentées au moyen de pictogrammes qui pourront être utilisés sur les divers supports.

Il est à noter que cette charte départementale est en cohérence avec les chartes officielles de balisage et de signalétique des diverses fédérations (Fédération Française de la Randonnée Pédestre, Fédération Française de Cyclisme, Fédération Française d'Équitation). Dans ce cadre, le Département sera amené à faire une demande d'autorisation d'utilisation de balises, jalons ou panneaux auprès des diverses fédérations.

Il convient également de souligner qu'en cœur de Parc, seule la charte signalétique du Parc National des Cévennes s'y applique.

Enfin, tous les sites inscrits au PDESI, devront respecter la charte départementale de la signalétique pour les activités de pleine nature de la Lozère, afin d'uniformiser la signalétique installée sur l'ensemble des sites de sports de nature.

Je vous transmets ci-joint la charte en annexe.

2 – Inscription de lieux de pratique de sports de nature au PDESI

Dans le respect des objectifs du PDESI, certains lieux de pratique ont pu être analysés et ont un reçu un avis favorable du groupe de travail Randonnée-Neige et de la CDESI. Aussi, je soumets à votre examen, l'inscription au PDESI, des lieux de pratique suivants :

- le GR470 « Sources et Gorges de l'Allier » ;
- le GR65 « Chemin de Saint Jacques de Compostelle » ;
- les 15 circuits VTT sur le territoire de la Communauté de communes Florac Sud-Lozère.

En conséquence, compte tenu de l'intérêt de ces démarches pour notre collectivité et au regard des éléments présentés ci-dessus, je vous propose d'approuver :

- la charte départementale de la signalétique pour les activités de pleine nature de la Lozère (document ci-joint en annexe).
- l'inscription des trois sites décrits ci-dessus au Plan Départemental des Espaces, Sites et Itinéraires.

La signalétique

Pour les activités de pleine nature

lozère
LE DÉPARTEMENT

Édito

Le département de la Lozère a souhaité établir une charte graphique concernant la signalétique pour les activités de pleine nature.

Ce document détermine les règles à suivre pour créer des éléments de signalétique. Il donne des indications concernant la réalisation des balises, jalons, panneaux directionnels et panneaux d'informations.

L'objectif de cette charte est d'assurer une cohérence entre tous les éléments de signalétique; elle est basée sur la charte graphique du département de la Lozère.

Ce document a vocation à faciliter les démarches lors de la création d'un nouvel élément de signalétique. Le prestataire, quel qu'il soit, n'aura qu'à suivre les indications détaillées sur ce document pour créer un fichier en adéquation avec l'identité visuelle, et avec les éléments de signalétique déjà en place sur le terrain. Cette charte donne les indications à suivre concernant les fichiers de création et les commandes de fabrication (détails d'impression, de matériaux de pose etc.).

A noter qu'en coeur de Parc, seule la charte signalétique du Parc National des Cévennes s'y applique.

d'information ponctuelle

Les panneaux directionnels

Les jalons

Les balises

Les activités de pleine nature

Sommaire

Panneaux d'informations patrimoniales 50

Totems de départ 46

Panneaux simples de départ 42

Signalétique de présentation générale 36

Signalétique de dangerosité et 2

Les activités de pleine nature

Les pictogrammes

Cette charte indique comment baliser les chemins et créer les panneaux directionnels ou d'informations sur le département de la Lozère. Les activités de pleine nature pratiquées dans le département et concernées par cette charte sont répertoriées ci-contre et seront représentées au moyen des pictogrammes détaillés ici. Ces pictogrammes pourront être utilisés sur des panneaux directionnels pour indiquer le chemin à suivre pour trouver le point de départ d'une activité, sur les totems ou panneaux de départ de l'activité en question et sur des panneaux d'informations générales présentant un territoire et les activités qu'il y est possible de pratiquer.

Randonnée équestre

Randonnée pédestre

Trail

VTT

Cyclisme
Cyclotourime

Escalade

Course d'orientation

Spéléologie

Tir à l'arc

Via ferrata

Canoë kayak

Planche à voile

Rafting

Jet-Ski

Canyoning

Kitesurf

Voile

Vol à voile

Vol libre

Snowkite

Raquette

Ski de fond

Ski alpin

Chiens de traineaux

Ski de randonnée

4x4

Motocross / Enduro

Quad

C=50 M=0 J=100 N=0
C=0 M=49 J=97 N=0
C=85 M=50 J=0 N=0

C=45 M=89 J=0 N=0
C=70 M=0 J=0 N=0
C=30 M=31 J=87 N=00

Balises

Pour les activités de pleine nature

Le balisage consiste en l'apposition sur un itinéraire, de marques de peinture permettant d'indiquer à l'usager le chemin à suivre.

Ces marques utilisent des formes et couleurs standardisées corespondant à des codes nationnaux définis par les différentes fédérations (randonnée, VTT, équitation etc.).

Ce chapitre vous donne les indications pour procéder au balisage des chemins sur le département de la Lozère.

Obligation de contacter le CG et la fédération concernée par la demande pour leur mise en œuvre.

Les différents types de balises

À pied

Le rectangle jaune indique un itinéraire de promenade ou de randonnée (PR).

Deux rectangles blanc et rouge indiquent un itinéraire de grande randonnée (GR).

Deux rectangles jaune et rouge indiquent un itinéraire de grande randonnée de pays (GRP).

À cheval (itinéraire équestre)

Le rectangle orange indique un itinéraire équestre.

À cheval (pratique d'attelage)

Ce symbole indique un itinéraire pour les attelages.

C=0 M=13 J=100 N=0

C=0 M=0 J=0 N=0

C=0 M=99 J=100 N=0

Pantone 151C

À VTT

Randonnée

Balisage jaune pour les itinéraires locaux.

C=0 M=46 J=100 N=0

Balisage marron pour les itinéraires locaux des parcs naturels régionaux.

C=32 M=74 J=98 N=30

Balisage rouge pour les itinéraires de plus de 80 km et grandes traversées VTT. Le parcours balisé ainsi sera automatiquement classé comme difficile de par sa longueur.

C=0 M=99 J=100 N=0

Enduro VTT

Parcours très facile

C=75 M=0 J=100 N=0

Parcours facile

C=85 M=50 J=0 N=0

Parcours difficile

C=15 M=100 J=100 N=0

Parcours très difficile

C=0 M=0 J=0 N=100

VTT de descente

Parcours très facile

C=75 M=0 J=100 N=0

Parcours facile

C=85 M=50 J=0 N=0

Parcours difficile

C=15 M=100 J=90 N=10

Parcours très difficile

C=0 M=0 J=0 N=100

Parcours élite

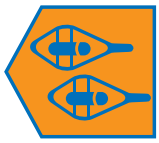
C=0 M=0 J=0 N=100

Itinéraire Nordique

Parcours très facile

C=100 M=0 J=0 N=0

Itinéraire en raquettes



Fléchage du parcours

C=0 M=50 J=100 N=0

C=100 M=51 J=0 N=0

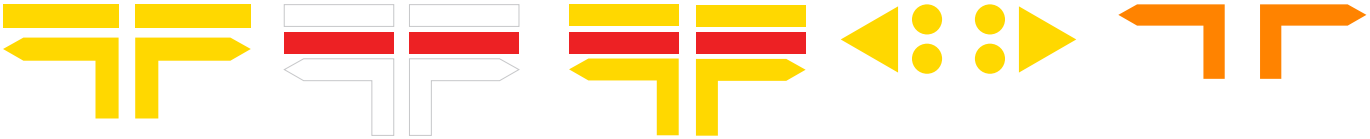
Les déclinaisons de balises

Continuité de sentier

PR | GR | GRP | VTT | À cheval

Changement de direction

PR | GR | GRP | VTT | À cheval



Mauvaise direction

PR | GR | GRP | VTT | À cheval

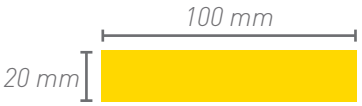
Procéder au balisage d'un chemin

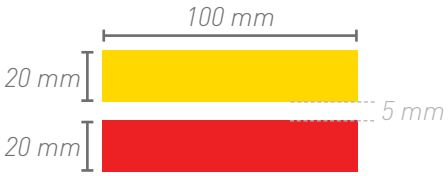
Technique de balisage

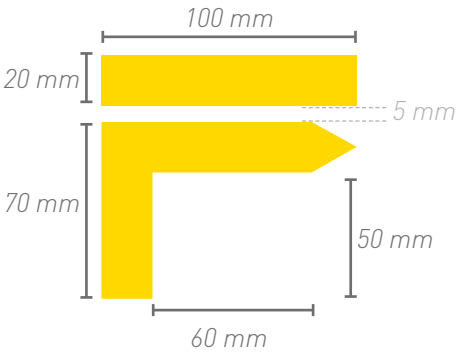
Il est nécessaire de contacter le Conseil Général de la Lozère pour s'informer de toutes les conventions passées entre les différents organismes officiels qui régissent les normes de balisage : Fédération Française de Randonnée, Fédération de la Filière Cheval, Parc National des Cévennes, ainsi que les collectivités. Nous rappelons également que les prestataires en charge de réaliser le balisage doivent obligatoirement avoir été formés sur les techniques et méthodes de balisage conventionnelles.

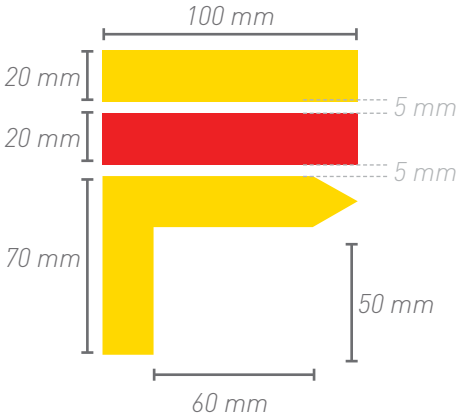
Nous vous invitons à vous référer à la charte de balisage de la Fédération Française de Randonnée pour les détails techniques.

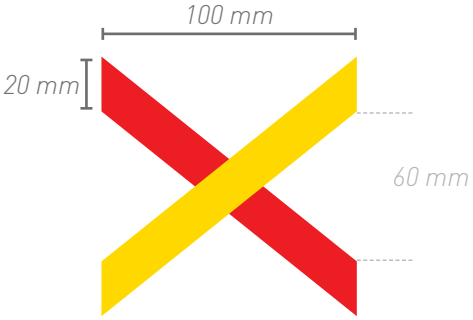
Le balisage peinture





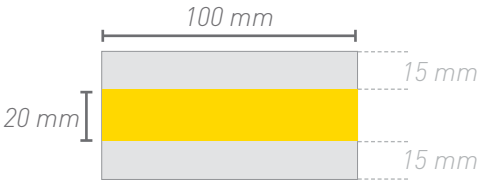


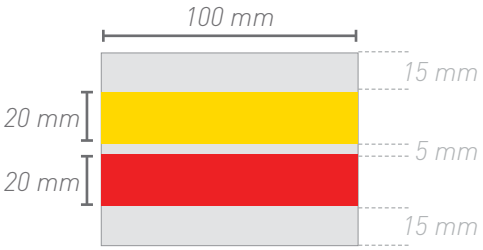


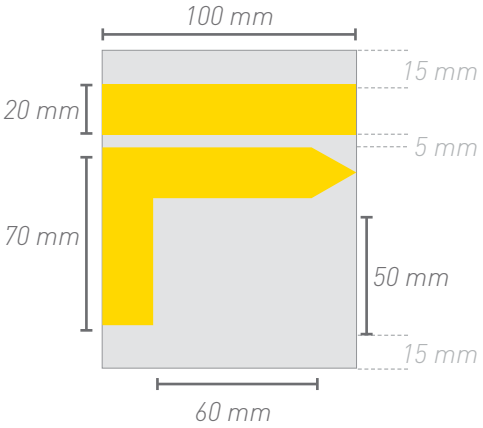


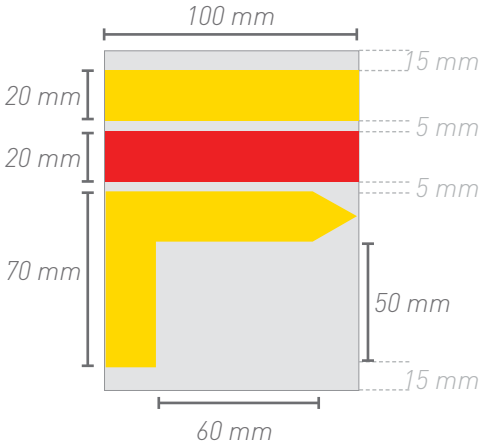
Les adhésifs de balisage

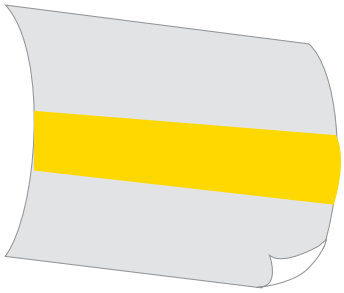
Il est important de toujours privilégier la peinture. Cependant vous pouvez également utiliser l'adhésif sur les surfaces métalliques (poteaux urbains) **ATTENTION, les stickers sont à proscrire sur les jalons.**

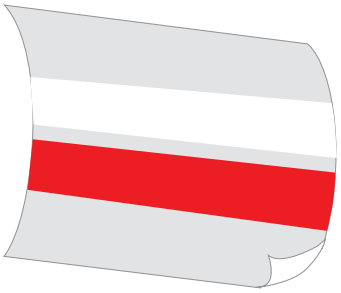


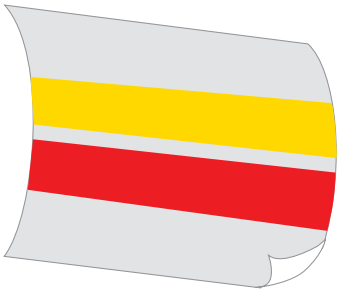






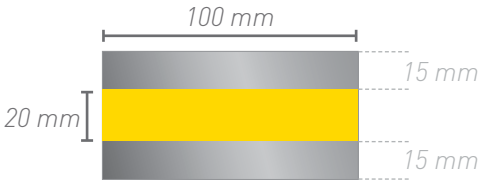


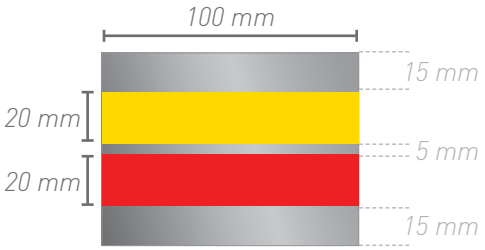


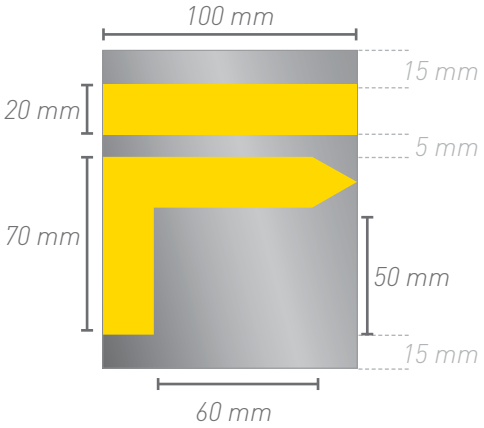


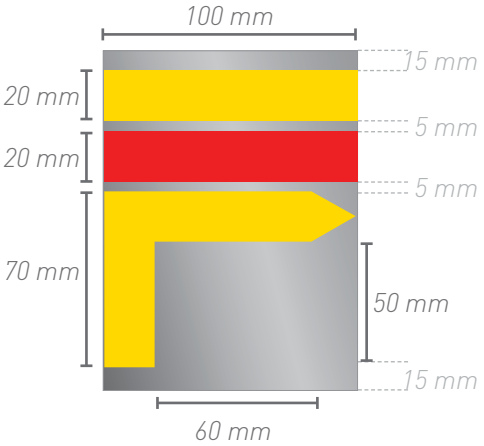
Le balisage sur plaques métalliques

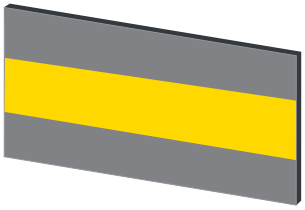
L'utilisation des plaques métalliques se fait pour apposer un balisage sur un jalon. En aucun cas ces plaques ne doivent être fixées sur un support naturel. Ces plaques sont posées au moyen de vis à chaque angle.

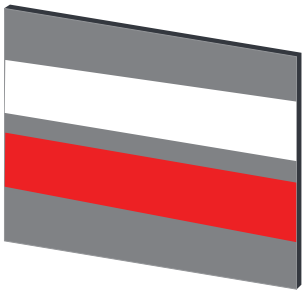


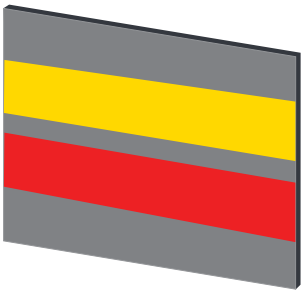












Les jalons

Utilisation des jalons

Pour réaliser le balisage d'un parcours, il est impératif de toujours privilégier la peinture au pochoire. Toutefois, dans certains cas, la configuration du terrain sur lequel on doit positionner une balise ne permet pas de recourir à la peinture. Par exemple dans le cas où il n'y aurait pas d'emplacement disponible au balisage pour que celui-ci soit suffisamment visible par l'utilisateur. Dans ce cas, on utilisera un jalon.

À quoi le jalon doit-il ressembler ?

Le jalon est un poteau en bois. De forme arrondie, sa hauteur doit être de 120 cm hors sol, il est fixé dans le sol à une profondeur de 30 cm. Son diamètre est de 12 cm.

Les balises doivent être apposées à la peinture sur le jalon. Elle sont positionnées à 6 cm du haut du poteaux (voir schéma ci-dessous).

Les jalons sont faits à partir de pin massif traité classe 4.

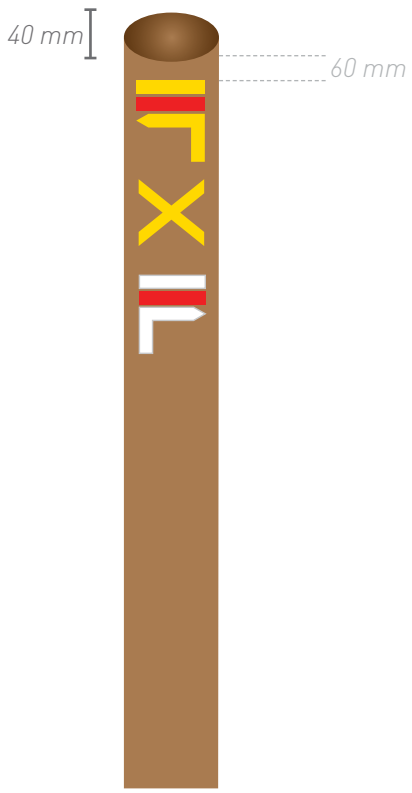
La pose de jalon

Le jalon peut être fixé dans le sol de trois manières différentes (en fonction du site et des solutions possibles) :
- Pose directement dans le béton avec des vis anti arrachement,
- Empierrement plus vis anti-arrachement,
- Pose sur platine pour jalons démontables (fixation par goujon) ou lorsque le sol ne permet pas de creuser.

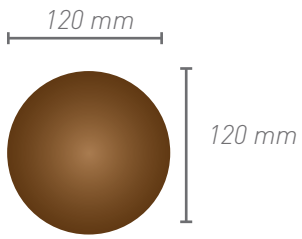
Les poteaux de jalonnement

Poteaux en bois de types ronds

Vue de face

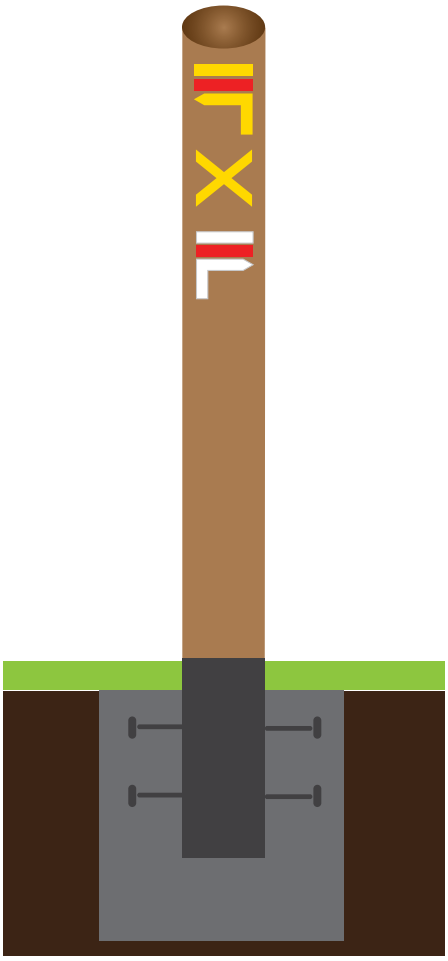


Vue de dessus

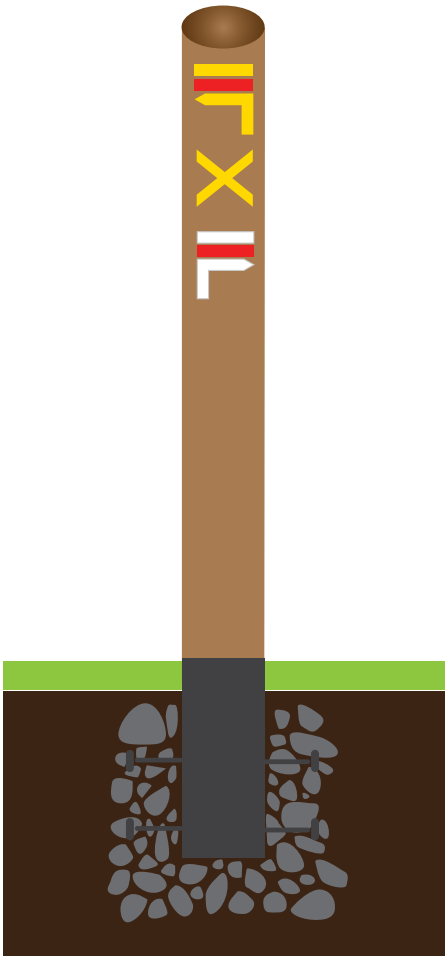


Pose d'un poteau

Les différents types de pose envisageables



Pose dans un dé de béton



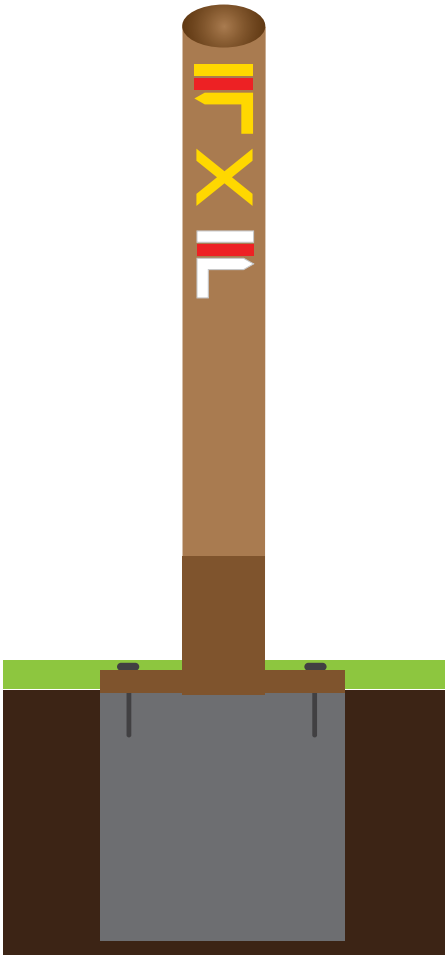
Empierrement

Pose dans un dé de béton

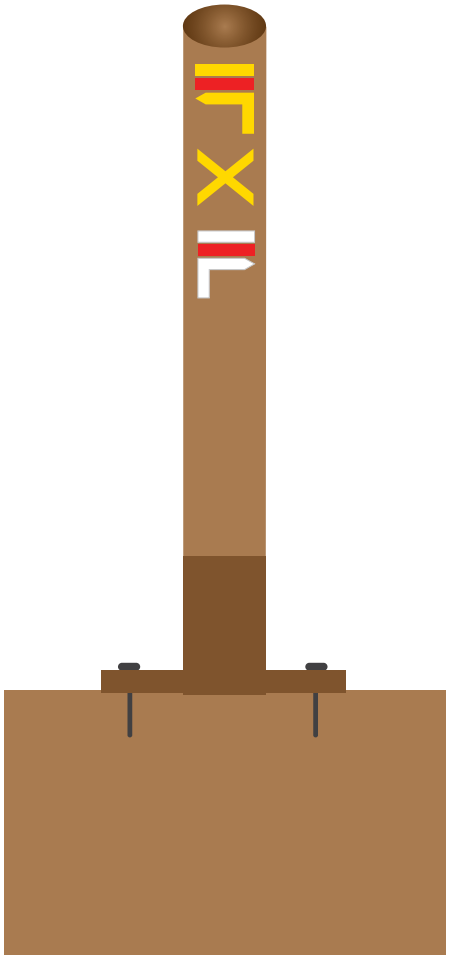
Cette méthode consiste à creuser dans le sol un trou de 350 x 350 x 350 mm. Couler ensuite du béton dans ce trou. Poser le jalon à l'intérieur avec des vis anti-arrachement sur les côtés. Finir ensuite de remplir le trou avec du béton autour du poteau.

Empierrement

Cette méthode consiste à creuser dans le sol un trou d'environ 350 x 350 x 350 mm. Disposer des pierres dans le fond du trou. Poser ensuite le jalon muni de vis anti-arrachement, puis disposer des pierres tout autour du jalon. Recouvrir ensuite le tout de terre.



Pose sur platine pour jalon démontable ou sur sol très dur



Pose sur platine pour jalon démontable ou sur sol très dur

Pour cette troisième méthode, couler un dé de béton dans le sol sur 350 x 350 x 350 mm. Une fois le béton pris, fixer par dessus une platine à l'aide de vis qui accueillera ensuite le jalon. Dans le cas d'un sol dur, fixer directement la platine sur le sol.

Les panneaux directionnels

Les panneaux directionnels fournissent aux utilisateurs plusieurs types d'informations. Il en existe deux sortes différentes. Les lames directionnelles organisées en réseaux d'itinéraires, parmi lesquelles on trouve également les lames spécifiques aux itinéraires jacqaires et les lames directionnelles en reseaux de carrefours.

Chaque collectivité doit choisir parmi l'une ou l'autre de ces configurations pour mettre en place sa signalétique.

Configuration en réseaux d'itinéraires

Si l'on choisit cette configuration, on axe la signalétique sur les différents parcours proposés sur un territoire. Ce système d'indication met en avant les itinéraires de randonnées. Les lames directionnelles indiquent pour chaque itinéraire, la balise, le code et le nom du parcours.

Cette configuration permet aussi de signifier un itinéraire jacquaire par la présence d'un pictogramme supplémentaire.

Configuration en réseaux de carrefours

Si l'on choisit cette configuration, on axe la signalétique sur le territoire et les villes et villages alentours. Les lames directionnelles indiquent dans ce cas le nom d'une ville ou d'un village proche, suivi d'une balise si la direction indiquée est répertoriée en tant qu'itinéraire, puis une indication kilométrique de la distance restante entre ce carrefour et la direction indiquée. Pour cette configuration, on doit utiliser des bagues de localisation sur le haut du poteau, indiquant l'endroit où l'on se trouve, l'altitude et le numéro de carrefour sur lequel on est.

Configuration en réseaux d'itinéraires

La configuration en réseau d'itinéraires indique à l'utilisateur la direction à suivre pour randonner le long d'un itinéraire donné. Ces panneaux sont donc constitués du nom de l'itinéraire, du rappel de son balisage, de son code (ex : GR20).
Si l'on choisit a configuration en réseaux d'itinéraire pour le balisage de chemin, ce type de panneau devra toujours être utilisé.

Ces panneaux sont jaunes et rectangulaires. Une forme de flèche noire peinte sur une des extrémités indique la direction à suivre. Cette flèche peut prendre différentes formes. Si une lame est dédiée à une direction on utilise une flèche prennant toute la hauteur du panneau. Dans le cas où une lame servirait à indiquer deux directions opposées, une flèche plus petite en forme de triangle est positionnée en bout de ligne du côté de la direction qu'elle indique (si elle indique la droite, la flèche se trouve à droite du panneau, elle sera positionnée à gauche du panneau si elle indique la gauche).

Modèle de panneau

Organisation sur une ligne

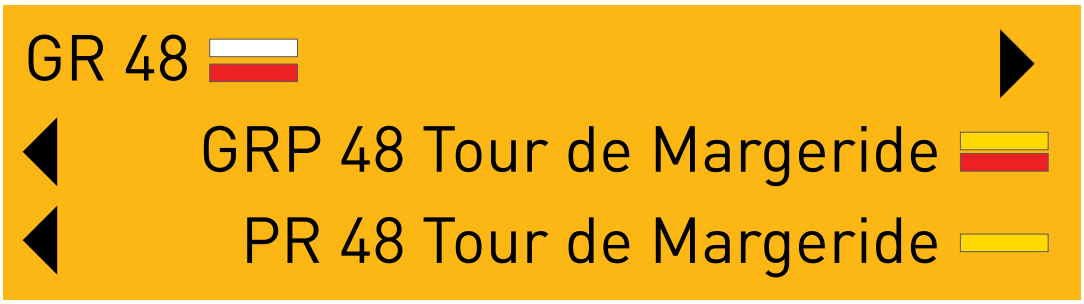
Dimension : 475 X 95 mm
Couleur de fond : jaune bouton d'or
Couleur de la flèche : noir
Typographie : Din OT 80 pt noir (en cas de dépassement la compression est autorisée jusqu'à 80 %
Numéro de l'itinéraire en capitales
Nom de l'itinéraire en minuscules
Laisser 15 mm de marge entre les bords du panneaux et les indications

Organisation sur deux lignes

Organisation sur deux lignes : utilisation d'une lame pour deux directions opposées

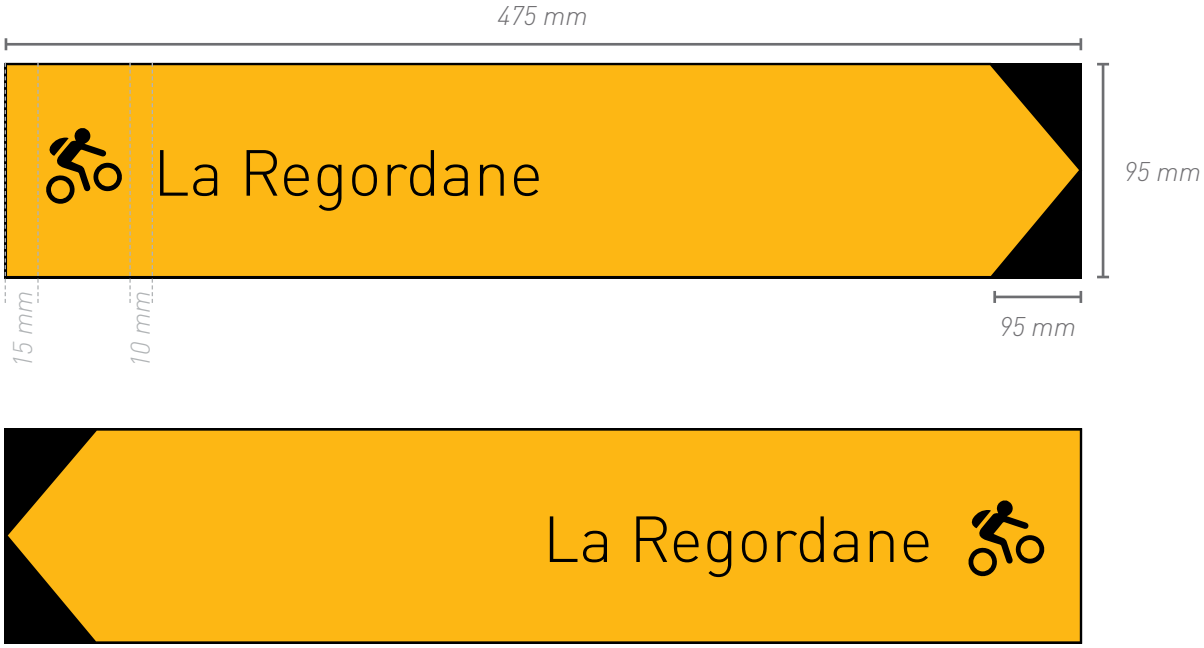
Organisation sur trois lignes

Organisation sur trois lignes : utilisation d'une lame pour deux directions opposées

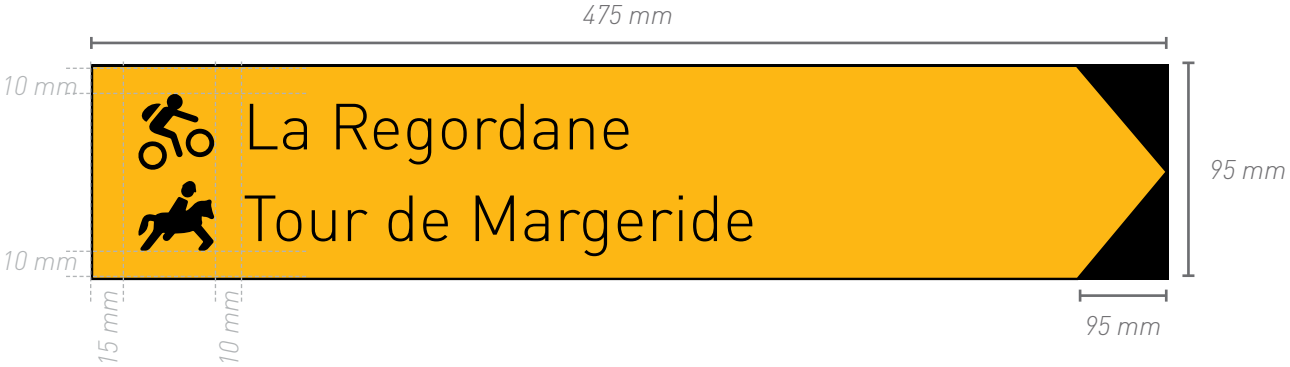


Modèle de panneau pour des activités autres que la randonnée

Organisation sur une ligne

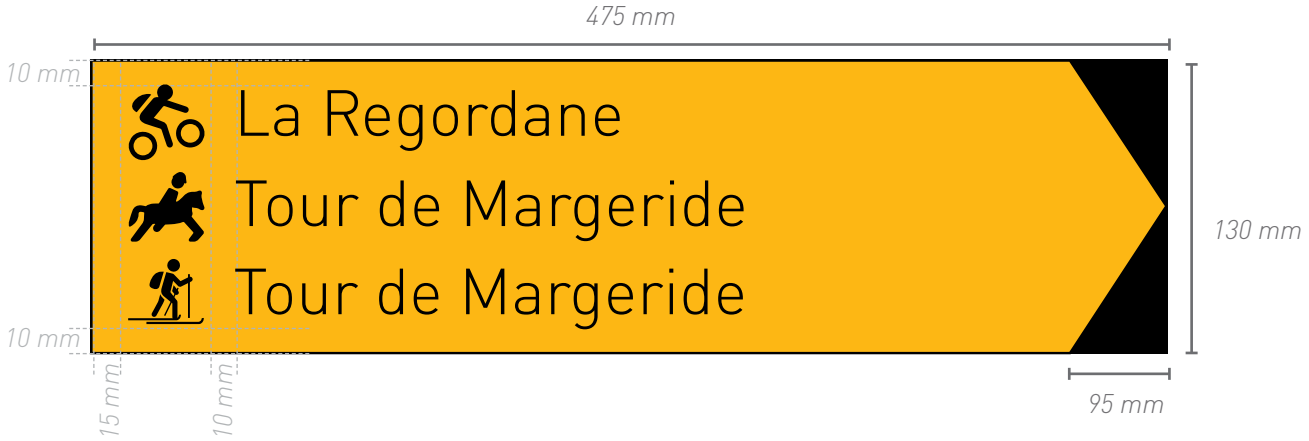


Organisation sur deux lignes

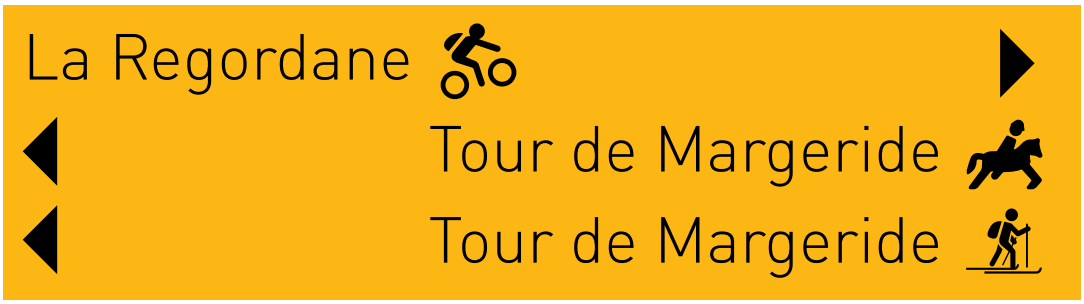


Organisation sur deux lignes : utilisation d'une lame pour deux directions opposées

Organisation sur trois lignes



Organisation sur trois lignes : utilisation d'une lame pour deux directions opposées



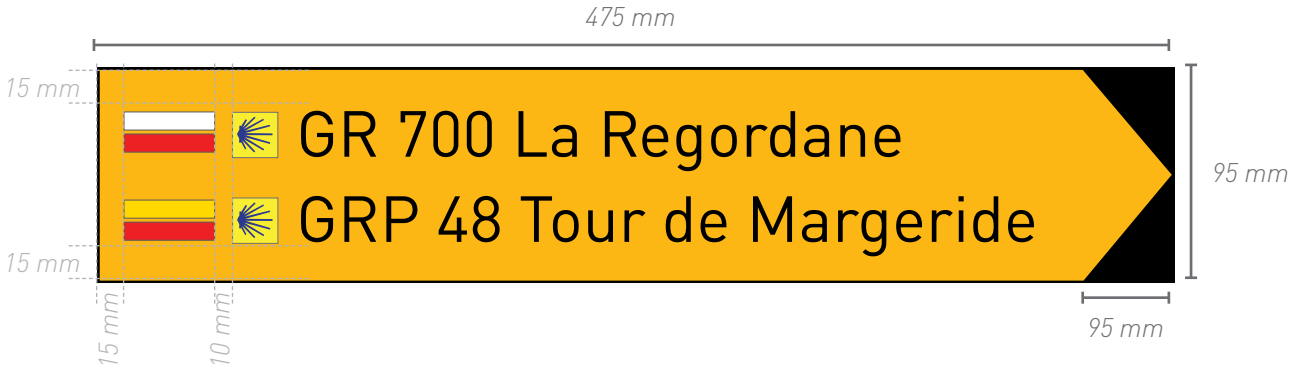
Configuration en réseau d'itinéraire jacquaire

Ces panneaux indiquent à l'usager une direction à suivre quant à un itinéraire jacquaire. Ils se composent de la même façon que les lames précédentes avec un pictogramme supplémentaire pour mentionner sa particularité.

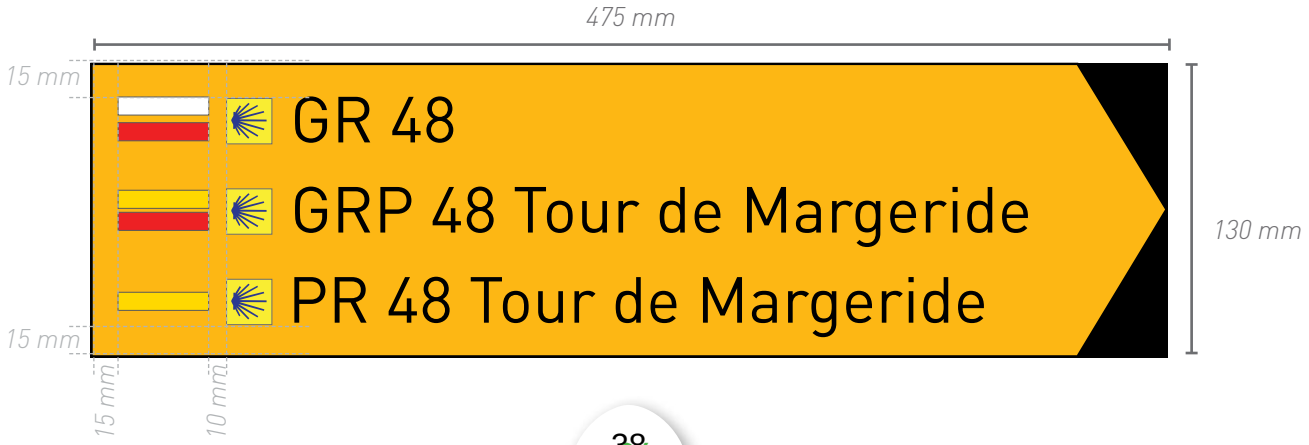
Modèle de panneau

Organisation sur une ligne

Organisation sur deux lignes



Organisation sur trois lignes

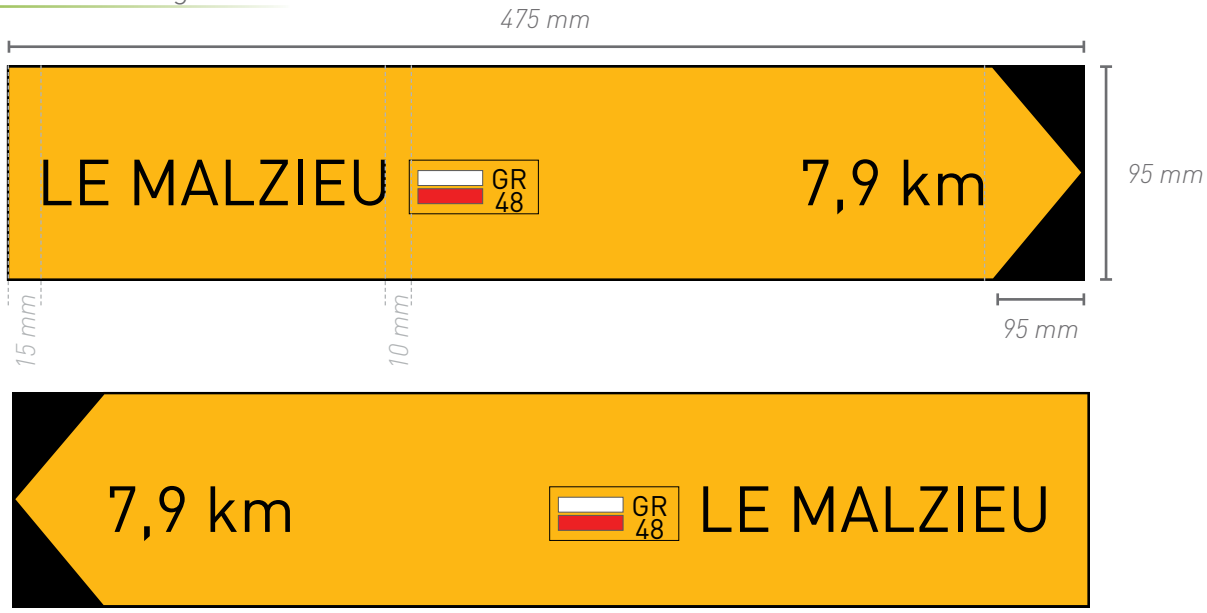


Configuration en réseaux de carrefours

Ces panneaux indiquent à l'usager une direction à suivre pour rejoindre des villes, villages ou destinations données. Sur ces lames figurent le nom du lieu suivi éventuellement d'une balise si le carrefour se trouve sur un itinéraire de randonnée puis la distance à parcourir jusqu'à la destination indiquée. Les lames sont rectangulaires et une flèche est peinte à l'intérieur pour indiquer la direction à suivre. Cette flèche peut prendre différentes formes. Si une lame est dédiée à une direction, on utilise une flèche prennant toute la hauteur du panneau. Dans le cas où une lame servirait à indiquer deux directions opposées, une flèche plus petite en forme de triangle est positionnée en bout de ligne du côté de la direction qu'elle indique (si elle indique la droite, la flèche se trouve à droite du panneau, elle sera positionnée à gauche du panneau si elle indique la gauche).

Modèle de panneau

Organisation sur une ligne



Organisation sur deux lignes

Indication de lieux de départ d'activité

Ces panneaux, situés sur les chemins, indiquent la direction à suivre pour trouver le point de départ d'une activité. Ils sont jaunes et noirs et composés du pictogrammes de l'activité concernée, d'une indication texte (ex : «Départ via ferrata»), d'une flèche directionnelle et d'une indication kilométrique quant à la distance restant à parcourir pour y arriver.

Modèle de panneau

Les caractéristiques techniques d'un panneau directionnel

Dimensions des lames

Ces panneaux mesurent 47,5 x 9,5 cm et sont fixés sur des poteaux de bois d'une hauteur de180 cm.

Matériaux

Le matériau utilisé pour la réalisation sera du stratifié compact 13 mm ou le dibond.
Le poteau est à prévoir en pin massif traité classe 4 de forme ronde.

Fixation

Les lames seront fixées au panneau par des plaques en acier croquées.

Impression

Impression en sérigraphie.

Les bagues de localisation

La bague de localisation donne une information quant au lieu sur lequel l'usager se trouve et sur l'altitude correspondante.
Elle est fixée autour du poteau en haut. Elle ne s'utilise que sur des panneaux en configuration de carrefour et indique également un numéro d'intersection.

Dimension : 305 x 130 mm
Couleur de fond : vert bouteille
Typographie : Din OT 80 pt blanche
Localité en capitales
Altitude en minuscules
Ne pas dépasser 170 mm de large pour les indications, sinon passer sur deux lignes.

C=27 M=4 J=100 N=0

C=70 M=64 J=59 N=53

Les caractéristiques techniques d'une bague de localisation

Dimensions

Ces bagues mesurent 350 x 95 mm.

Matériaux

Les bagues de localisation sont réalisées à partir de plaques en aluminium.

Fixation

La fixation se fait au moyen de 4 vis aux angles de la plaque.

Impression

On utilise la sérigraphie.

Signalétique de dangerosité et d'information ponctuelle

Il peut arriver sur certains espaces, sites ou itinéraires que des dangers ou informations particulières nécessitent d'être signalés. Pour ce faire, on utilise des panneaux d'informations particuliers. Ceux-ci peuvent être isolés sur un poteau dédié ou sous forme de lames fixées sur un poteau indiquant d'autres informations de type itinéraires ou carrefours.

Les différents types d'avertissements

Refermez les barrières

Risque de chute de pierres

Attention au patou

Ne rien jeter

Passage dangereux

Traversée d'une propriété privée

Contournez les troupeaux

Feux interdits

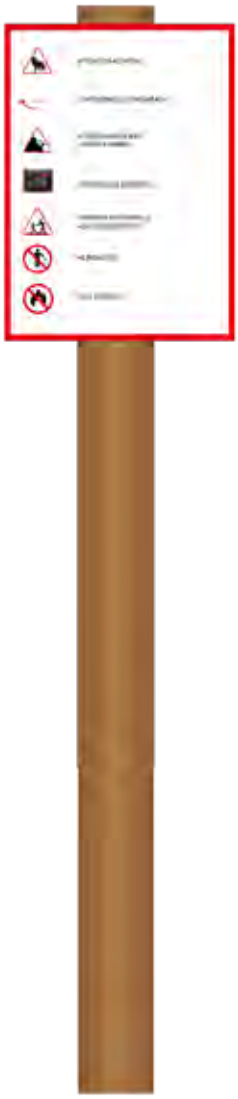
Itinéraire déconseillé aux jeunes enfants

Interdit aux chiens

C=9 M=100 J=100 N=2

C=74 M=67 J=66 N=85

Modèles de panneaux



Il peut y avoir deux sortes de signalisation d'avertissement ou de danger. Soit sur un panneau au format A4 fixé sur un poteau pour signaler plusieurs dangers avec une liste de pictos et textes, soit sous forme de lame au format 10 x 15 cm fixé sur le poteau pour ne signaler qu'un seul danger.

Les caractéristiques techniques d'un panneau de dangerosité

Dimensions des lames

Ces panneaux mesurent 21 x 29,7 cm et sont fixés sur des poteaux de bois d'une hauteur de 180 cm.
S'il n'y a qu'une information à mettre en avant on utilisera un format 10 x 15 cm.

Matériaux

Le matériau utilisé pour la réalisation de ces panneaux sera le dibond 3,5cm ou le stratifié compact.

Fixation

La fixation se fera à l'aide de vis étoiles et pattes de fixation.

Impression

Impression en sérigraphie.

Signalétique de présentation générale

Ce type de signalétique s'utilise sur des sites pour donner des informations générales quant au lieu sur lequel on se trouve, les activités que l'on peut y pratiquer, les itinéraires existants, etc. Ils servent également à donner des renseignements sur la pratique des activités de pleine nature et à rappeler les règles de bonne conduite à observer.

Panneaux de point d'information générale de territoire

Ces panneaux sont utilisés pour mettre en valeur l'ensemble des sports de nature présents sur un territoire donné. Ils peuvent comporter différents types d'informations sur le territoire présenté (des informations pratiques, un zoom cartographique, des photographies, etc.). L'objectif de ces panneaux est de donner au public une large visibilité sur le territoire sur lequel il s'apprête à entrer.

La cartographie

Il est impératif que ces panneaux comportent une zone dédiée à la représentation cartographiée du territoire. Cette zone permettra en effet à l'utilisateur d'avoir un aperçu des reliefs ou points d'eau éventuels. Un pictogramme «vous êtes ici» figurera systématiquement sur la carte. Il est nécessaire de pouvoir se repérer rapidement et comprendre l'espace facilement. Cette cartographie devra également être légendée avec une rose des vents, une échelle et une indication des différents chemins, routes et voies férrées. On répertorie les points remarquables, les monuments historiques etc. à l'aide de pictogrammes sur fond gris foncé. Les itinéraires de randonnées seront aussi tracés sur cette carte.

Les activités de pleine nature

Les activités de pleine nature sont répertoriées sur la carte au moyen de pictogrammes positionnés au niveau des points de départ des activités. Elles font l'objet d'une légende spécifique précisant la durée de l'itinéraire, la distance à parcourir et le nom du point de départ. Si plusieurs points de départ d'une même activité existent sur le même territoire on accompagnera le pictogramme de l'activité par une bulle indiquant un numéro (#1 pour l'itinéraire légendé comme le numéro 1). Les différentes routes et chemins seront représentés et legendés. De même, les itinéraires de randonnées figureront également sur la carte de la couleur du picto de l'activité correspondante (vert pour les randonnées pédestres par exemple).

Informations diverses

Ces panneaux sont également utilisés pour présenter le territoire de manière générale. Un petit texte sera consacré à la situation géographique et historique de la zone et pourra être agrémenté de photographies de points remarquables et d'informations complémentaires.

Logo partenaires

Il est impératif de toujours faire figurer les logotypes des partenaires en bas du panneaux. Suivant la taille de celui-ci, leur dimension devra être raisonnable afin d'être vue par tous. Celle-ci ne pourra pas être inférieure à 2 x 2 cm.

Mise en page type

La mise en page du panneau doit toujours être organisée selon un même principe. On placera la cartographie à droite du panneau. La légende consacrée aux informations purement géographiques sera placée en bas à droite dans un encart blanc à contour gris.
La légende dédiée aux activités de pleine nature sera quant à elle placée sur le bord gauche de la carte. Toutes les informations liées à la cartographie sont placées sur le côté droit du panneau et sur un fond gris très clair. Sur la carte figureront également les tracés des itinéraires répertoriés. Sur la gauche, on positionnera sur fond blanc toutes les informations texte renseignant l'utilisateur sur le territoire ainsi que les photographies éventuelles.

Double utilisation du panneau

Dans la plupart des cas, il y aura des départs d'activités de pleine nature qui se feront à partir de ce panneau. Afin d'optimiser au mieux ce support, le verso de ce panneau sera utilisé pour détailler les départs des activités comme sur l'exemple ci-dessous.

Les caractéristiques techniques d'un panneau d'informations générales du territoire

Dimensions

Ces panneaux d'informations générales doivent être suffisament imposants pour être repérés facilement et permettre une lecture facile. Ils sont composés de deux panneaux mesurant chacun 75 x 107cm afin de mesurer au total 150 x 107 cm.

Si ce format ne suffisait pas à faire figurer un nombre important d'informations, on multipliera les panneaux et on les positionnera côte à côte.

Matériaux

Le matériau utilisé pour la réalisation sera le dibond.
La structure le soutenant sera faite de poteaux en pin traité par autoclave, en mélèse ou en chêne.

Fixation

La fixation se fait avec un encadrement bois en pin massif classe 4.

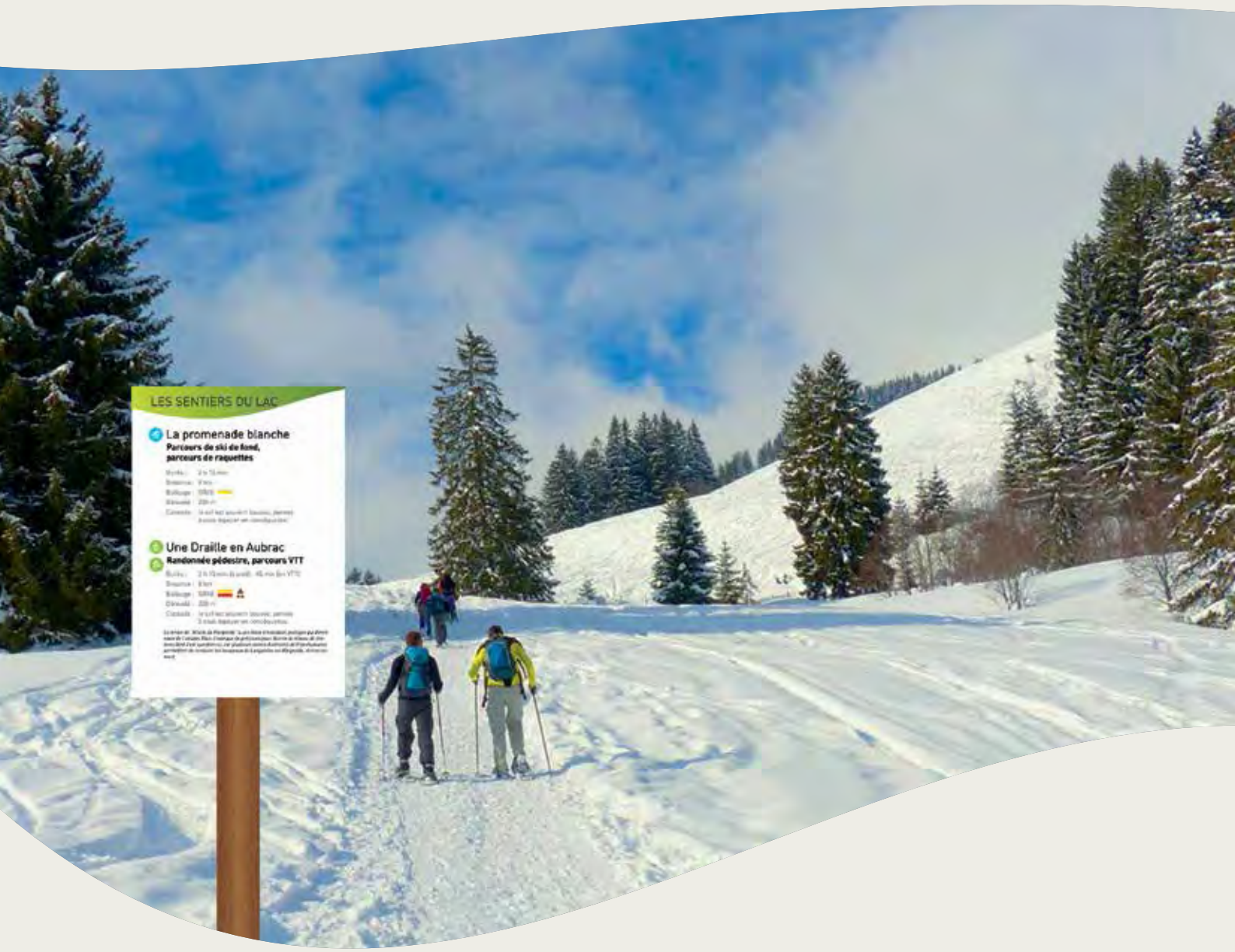
Impression

L'impression se fera en sérigraphie.

Panneaux simples de départ

Ces panneaux sont utilisés sur les lieux de départ des activités de pleine nature. Ils ont pour objectif d'informer l'utilisateur sur l'activité qu'il s'apprête à pratiquer. À partir de ce panneau commencent les randonnées, parcours VTT, parcours d'escalades ou autres activités. Ils précise la durée de l'activité, éventuellement la distance à parcourir et autres informations de type avertissements, conseils de sécurité ou rappel des règles.

Le panneau de départ est réservé à deux itinéraires maximum, on passe sur un totem si plus.



Détail du panneau

Nom du lieu

La partie haute du panneau est dédiée à l'appelation du lieu sur lequel on se trouve. Celui-ci est toujours positionné sur un fond dégradé vert en forme de vague (pour respecter la charte graphique du département de la Lozère).

Les activités

Chaque activité est ensuite détaillée par un pictogramme, le nom du parcours et le type d'activité en toutes lettres (ex : «Randonnée pédestre»).

Le détail

Le détail de l'activité est ensuite précisé (durée, distance, difficulté, balisage, dénivelé, etc.).

L'explication

Quelques lignes sont ensuite consacrées à la description de l'activité, un rappel des règles et des préconisations.

Mise en page

297 mm

La Draille des troupeaux

Randonnée pédestre

Durée : 2 h 15 min
Distance : 8 km
Balisage : GR48
Dénivelé : 250 m
Conseils : le sol est souvent boueux, pensez à vous équiper en conséquence.

Le terme de "draille de Margeride" a une force d'évocation poétique qui donne envie de l'utiliser. Mais il manque de précision pour décrire le réseau de chemins dont il est question ici, car plusieurs autres itinéraires de transhumance permettent de conduire les troupeaux du Languedoc en Margeride, et inversement.

Une Draille en Aubrac

Randonnée pédestre, parcours VTT

Durée : 2 h 15 min (à pied) 45 min (en VTT)
Distance : 8 km
Balisage : GR48
Dénivelé : 250 m
Conseils : le sol est souvent boueux, pensez à vous équiper en conséquence.

Le terme de "draille de Margeride" a une force d'évocation poétique qui donne envie de l'utiliser. Mais il manque de précision pour décrire le réseau de chemins dont il est question ici, car plusieurs autres itinéraires de transhumance permettent de conduire les troupeaux du Languedoc en Margeride, et inversement.

lozère

420 mm

Les caractéristiques techniques d'un panneau simple de départ

Dimensions

Ces panneaux mesurent 21 x 29,7 cm et sont fixés sur des poteaux de bois d'une hauteur de 180 cm

Matériaux

Le matériau utilisé pour la réalisation sera du stratifié compact.
La structure le soutenant sera faite de poteaux en pin traité par autoclave, en mélèse ou en chêne.

Fixation

Plaque acier croquée.

Impression

Ces panneaux seront imprimés en sérigraphie.

Totem de départ

Dans le cas où il y aurait beaucoup d'informations de départ à faire figurer sur un même lieu, le panneau simple de départ peut ne pas être suffisant. Dans ce cas, on utilise des panneaux de type totem. De hauteur plus importante, il permettent de lister davantage d'activités et d'informations.

Détail du totem

La mise en page des informations sur ce type de panneau est similaire à celle des panneaux simples de départ et se compose de la façon suivante :

Nom du lieu

La partie haute du panneau est dédiée à l'appellation du lieu sur lequel on se trouve. Celui-ci est toujours positionné sur un fond dégradé vert en forme de vague (pour respecter la charte graphique du département de la Lozère).

Les activités

Chaque activité est ensuite détaillée par un pictogramme, le nom du parcours et le type d'activité en toutes lettres (ex : "Randonnée pédestre").

Le détail

Le détail de l'activité est ensuite précisé (durée, distance, difficulté, balisage, dénivelé, etc.).

L'explication

Quelques lignes sont ensuite consacrées à la description de l'activité, un rappel des règles et des préconisations.

Mise en page

500 mm

1900 mm

Les caractéristiques techniques d'un panneau simple de départ

Dimensions et fixations

Ces panneaux mesurent 50 x 190 cm et sont fixés sur un socle scéllé, ou fixés sur des platines.

Matériaux

Le matériau utilisé pour la réalisation sera du dibond 3,5 cm ou du stratifié compact.
La structure le soutenant sera faite de poteaux en pin traité par autoclave, en mélèse ou en chêne.

Impression

Le totem devra être imprimé en sérigraphie.

Panneaux d'informations patrimoniales

Ces panneaux sont situés sur certaines zones géographiques lorsqu'il y a un point de vue particulier à observer ou une histoire du patrimoine à raconter.

Le format peut varier en fonction de la densité de l'information mais on privilegiera un format A2 pour mettre en avant les paysages et monuments.

Détail du panneau

La mise en page des informations sur ce type de panneau est similaire à celle des panneaux simples de départ et se compose de la façon suivante :

Nom du lieu

La partie haute du panneau est dédiée à l'appellation du lieu sur lequel on se trouve. Celui-ci est toujours positionné sur un fond dégradé vert en forme de vague (pour respecter la charte graphique du département de la Lozère).

Texte de présentation

Un texte est ensuite dédié à la presentation historique et géographique du lieu.

Illustrations

Des illustrations ou photographies agrémentent le texte et facilitent la compréhension.

Mise en page

La Margeride
Bienvenue en terre sauvage !
Le canton comprend 7 communes : St Germain du Teil, Chirac, Le Monastier Pin Moriès, St Pierre de Nogaret, les Salces, les Hermaux, Trélans.
Sa superficie totale est de 178,83 km² pour une population de 2996 habitants : densité 16,8.Le canton comprend 7 communes : St Germain du Teil, Chirac, Le Monastier Pin Moriès, St Pierre de Nogaret, les Salces, les Hermaux, Trélans.
Sa superficie totale est de 178,83 km² pour une population de 2996 habitants : densité 16,8.Le canton comprend 7 communes : St Germain du Teil, Chirac, Le Monastier Pin Moriès, St Pierre de Nogaret, les Salces, les Hermaux, Trélans.
Sa superficie totale est de 178,83 km² pour une population de 2996 habitants : densité 16,8.Le canton comprend 7 communes : St Germain du Teil, Chirac, Le Monastier Pin Moriès, St Pierre de Nogaret, les Salces, les Hermaux, Trélans.Le canton comprend 7 communes : St Germain du Teil, Chirac, Le Monastier Pin Moriès, St Pierre de Nogaret, les Salces, les Hermaux, Trélans.

Les caractéristiques techniques d'un panneau simple de départ

Dimensions

La taille de ces panneaux peut être ajusté en fonction du contenu. On privilegiera un format paysage.

Matériaux

Le matériau utilisé pour la réalisation sera du dibond 3,5 cm ou du stratifié compact.

Fixation

La fixation se fait avec un encadrement bois en pin massif classe 4.

Impression

L'impression en sérigraphie est préconisée.

Panneaux de délimitation départementale

Ces panneaux sont utilisés aux limites du département lozéren pour signifier à l'usager qu'il entre sur le département ou qu'il en sort.

Ces panneaux seront mis en place sur les itinéraires de randonnées.

Détail du panneau

Informations

Ces panneaux indiquent à l'usager qu'il sort du département de la Lozère ou bien qu'il y entre.

Charte graphique du département

Il est fondamentale d'appliquer les règles définies par la charte graphique du département de la Lozère. Ces panneaux seront donc verts sur la partie haute, et blancs sur le tiers inférieur. La séparation entre les deux se fera au moyen de courbes en forme de vagues.

En signature, on positionnera le logotype du Conseil Général, en bas à droite.

Mise en page

210mm

297 mm

Les caractéristiques techniques d'un panneau simple de départ

Dimensions

Ces panneaux mesurent 21 x 29,7 cm et sont fixés sur des poteaux de bois d'une hauteur de 180 cm.

Matériaux

Le matériau utilisé pour la réalisation sera du stratifié compact.
La structure le soutenant sera faite de poteaux en pin traité par autoclave, en mélèse ou en chêne.

Fixation

Plaque acier croquée.

Impression

Ces panneaux seront imprimés en sérigraphie.

© CDT Lozère : Régis DOMERGUE
Les photos ne sont pas libres de droits, elles sont prises en charges par le CDT dans une convention annuelle, elles ne doivent être utilisées que pour ce document :
Tous droits de reproduction et de représentation réservés. Toutes les photographies sont protégées par des droits de propriété intellectuelle – droits d'auteur.
Ces photographies vous sont confiées pour illustrer exclusivement le document de présentation de la « Charte signalétique départementale APN ».
En dehors de cette utilisation, aucune de ces photographies ne peut être reproduite, modifiée, transmise, rediffusée, vendue, exploitée commercialement ou réutilisée de quelque manière que ce soit sans l'accord préalable écrit du photographe.

Délibération n°CD_15_1019

DÉPARTEMENT DE LA LOZÈRE

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

Séance du 26 juin 2015

Objet : Environnement : approbation du Schéma Départemental des Espaces Naturels Sensibles et de son règlement départemental

Commission : Eau, AEP, Environnement

Dossier suivi par Eau, Agriculture et Environnement

Le Conseil départemental de la Lozère, régulièrement convoqué, s'est réuni, sous la présidence de Sophie PANTEL.

Le quorum étant atteint, la séance est ouverte à 14h30

Présents : Robert AIGOIN, Françoise AMARGER-BRAJON, Alain ASTRUC, Laurence BEAUD, Denis BERTRAND, Régine BOURGADE, Henri BOYER, Patricia BREMOND, Eve BREZET, Francis COURTES, Sabine DALLE, Bruno DURAND, Bernard DURAND, Valérie FABRE, Christine HUGON, Sophie MALIGE, Michèle MANOA, Jean-Claude MOULIN, Bernard PALPACUER, Sophie PANTEL, Guylène PANTEL, Jean-Paul POURQUIER, Patrice SAINT-LEGER, Michel THEROND, Valérie VIGNAL.

Pouvoirs : Laurent SUAU ayant donné pouvoir à Régine BOURGADE.

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des Départements et des Régions;

VU le code général des collectivités et notamment les articles L 1111-1, L 1111-2, L 3211-1, L 3211-2 ;

VU l'article L 141.1 du Code de l'urbanisme ;

VU la délibération n°CG_11_5108 du 17 octobre 2011 ;

VU la délibération n°CG_14_8139 du 19 décembre 2014 approuvant la politique départementale 2015 ;

CONSIDÉRANT le rapport n°500 intitulé "Environnement : approbation du Schéma Départemental des Espaces Naturels Sensibles et de son règlement départemental" en annexe ;

Le Conseil Départemental, après en avoir délibéré,

VU l'avis réservé de la commission "Eau, AEP, Environnement" du 19 juin 2015 ;

ARTICLE 1

Décide d'ajourner l'examen du dossier, dans l'attente d'éléments supplémentaires concernant la mise en œuvre du schéma départemental des Espaces Naturels Sensibles de la Lozère, notamment sur la communication qui sera réalisée auprès des acteurs locaux autour de ce schéma.

ARTICLE 2

Donne délégation à la Commission Permanente pour l'examen du schéma départemental des Espaces Naturels Sensibles de la Lozère et de ses modalités de mise en œuvre.

Adopté à l'unanimité des voix exprimées,

La Présidente du Conseil Départemental
Sophie PANTEL

Rapport n°500 "Environnement : approbation du Schéma Départemental des Espaces Naturels Sensibles et de son règlement départemental", joint en annexe à la délibération n°CD_15_1019 de la Commission Permanente du 26 juin 2015

L'Assemblée Départementale a délibéré successivement :

- le 17 octobre 2011 sur le principe de la mise en œuvre d'une politique en faveur des Espaces Naturels Sensibles (ENS) ainsi que sur les quatre types de milieux proposés comme espaces naturels sensibles et qui pourront faire l'objet d'une intervention du Département ;
- le 31 octobre 2013 sur l'augmentation de la taxe départementale d'aménagement sur le département de la Lozère ;
- le 20 décembre 2013 sur le lancement de la politique des Espaces Naturels Sensibles et la création des différents comités.

I – Préambule

1 – Cadre règlementaire de la taxe d'aménagement

En référence de l'article L. 142-2 du Code de l'Urbanisme, le Département peut instituer, par délibération du Conseil général, une part départementale de la Taxe d'Aménagement (TA) destinée à financer les espaces naturels sensibles, à un taux maximum de 2 %.

Le produit de la taxe peut être utilisé pour financer les dépenses suivantes :

- l'acquisition de terrains (par voie amiable, expropriation ou exercice du droit de préemption), ainsi que l'aménagement et l'entretien d'espaces naturels, boisés ou non, appartenant au département, sous réserve de l'ouverture au public ;
- l'acquisition de terrains par une commune ou un groupement de communes, ainsi qu'à l'aménagement et l'entretien de ces terrains ;
- l'aménagement et l'entretien d'espaces naturels, boisés ou non, appartenant aux collectivités locales ou à leurs établissements publics et ouverts au public, ou bien appartenant à des propriétaires privés, sous réserve de la passation d'une convention d'ouverture au public ;
- l'acquisition, l'aménagement et l'entretien de sentiers figurant sur un Plan Départemental des Itinéraires de Promenade et de Randonnées (PDIPR), ainsi que des chemins et servitudes de halage et de marchepied des voies d'eau domaniales concédées non ouvertes à la circulation publique, l'aménagement et la gestion des chemins le long des autres cours d'eau et plans d'eau ;
- l'acquisition, l'aménagement et la gestion des espaces, sites et itinéraires figurant au Plan Départemental des Espaces, Sites et Itinéraires (PDESI) relatifs aux sports de nature, sous réserve que l'aménagement ou la gestion envisagés maintiennent ou améliorent la qualité des sites, des paysages et des milieux naturels ;
- l'acquisition, la gestion et l'entretien des sites Natura 2000 et des territoires classés en réserve naturelle ;
- les études et inventaires du patrimoine naturel nécessaires à l'élaboration et à la mise en œuvre de la politique de protection et de gestion des espaces naturels sensibles destinés à être ouverts au public ;
- l'acquisition de sites destinés à la préservation de la ressource en eau, leur aménagement et leur gestion ;
- les travaux contribuant à la préservation ou à la remise en bon état des continuités écologiques identifiées dans les schémas.

Cette taxe est perçue sur la totalité du territoire du département.

2 – Concernant la politique environnementale, le Conseil départemental subventionnera en priorité les opérations découlant du Schéma Départemental des ENS mais se donne également la possibilité, dans la limite des crédits disponibles, de pouvoir accompagner des opérations ponctuelles en matière de politique environnementale.

I I – Présentation de la demande

Le bureau d'étude ECOTONE de Ramonville-Saint-Agne (31) retenu pour l'appui méthodologique à l'élaboration du schéma des Espaces Naturels Sensibles (ENS), a restitué le rapport final fin janvier 2015 (ci-joint en annexe).

Ce rapport présente la stratégie globale départementale et le programme opérationnel sur les 5 prochaines années et comprend les éléments suivants :

- le diagnostic de la richesse naturelle du département et des menaces qui pèsent sur elle ;
- la définition des méthodes de hiérarchisation des sites ;
- la proposition d'un programme d'actions et de modalités d'interventions adaptées à chaque site présentant un intérêt pour la politique des ENS ainsi que la création d'une base de données avec la représentation géo-référencée des sites et une fiche descriptive associée ;
- la liste des sites prioritaires du département où sera appliquée la politique des ENS.

Le bureau d'étude a fait appel aux partenaires locaux pour le recueil des données naturalistes et des besoins en matière de préservation de ces espaces naturels.

Les actions pourront être financées par le produit de la taxe d'aménagement dont le taux est de 1 % réparti comme suit : 0,6 % pour les ENS et 0,4 % pour le CAUE (Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et d'Environnement).

Le règlement départemental présenté ci-joint en annexe 2, précise les aides du Conseil départemental en matière de politique des Espaces Naturels Sensibles, à destination des communes ou groupements de communes ainsi que des syndicats mixtes, des établissements publics et des associations.

Dans ce cadre, une convention sera signée entre le Conseil départemental et le bénéficiaire afin de définir les obligations de chaque partie. Vous trouverez le projet de convention en annexe 3.

En terme d'évaluation de la démarche, il est proposé de faire le bilan au bout de 2 ans, sur un plan quantitatif et qualitatif. Une liste de critères d'évaluation est proposée en annexe 4.

I I I – Propositions

En conséquence, compte tenu de l'intérêt de cette démarche territoriale pour notre collectivité et au vu des éléments présentés ci-dessus, je vous propose :

- d'adopter :
  - ▪ le schéma départemental des espaces naturels sensibles de la Lozère ci-annexé ;
    ▪ le règlement départemental relatif à la préservation et à la valorisation des espaces naturels sensibles de la Lozère (annexe 2) ;
    ▪ le principe d'évaluation de la démarche (annexe 4) ;
- de valider la liste des 17 sites prioritaires retenus dans le cadre du schéma (annexe 1) ;
- d'approuver le projet de convention figurant en annexe 3 à conclure avec les bénéficiaires ;
- d'autoriser la Présidente du Conseil départemental à signer les documents correspondants.

Délibération n°CD_15_1020

DÉPARTEMENT DE LA LOZÈRE

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

Séance du 26 juin 2015

Objet : Aides aux entreprises : modifications des modalités d'aides en faveur de l'itinérance au titre du Fonds d'Intervention Economique

Commission : Développement des activités économiques

Dossier suivi par Aménagement du territoire et économie

Le Conseil départemental de la Lozère, régulièrement convoqué, s'est réuni, sous la présidence de Sophie PANTEL.

Le quorum étant atteint, la séance est ouverte à 14h30

Présents : Robert AIGOIN, Françoise AMARGER-BRAJON, Alain ASTRUC, Laurence BEAUD, Denis BERTRAND, Régine BOURGADE, Henri BOYER, Patricia BREMOND, Eve BREZET, Francis COURTES, Sabine DALLE, Bruno DURAND, Bernard DURAND, Valérie FABRE, Christine HUGON, Sophie MALIGE, Michèle MANOA, Jean-Claude MOULIN, Bernard PALPACUER, Sophie PANTEL, Guylène PANTEL, Jean-Paul POURQUIER, Patrice SAINT-LEGER, Michel THEROND, Valérie VIGNAL.

Pouvoirs : Laurent SUAU ayant donné pouvoir à Régine BOURGADE.

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des Départements et des Régions;

VU le code général des collectivités et notamment les articles L 1111-1, L 1111-2, L 3211-1, L 3211-2 ;

VU le règlement n°1407/2013 de la commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de mi-nimis ;

VU l'article L 1111-10, L 1611-4, L 3212-3, L 3233-1, L 3231-2 du Code général des collectivités territoriales ;

VU la délibération n°CG_13_5120 du 20 décembre 2013 approuvant le règlement général d'attribution des subventions ;

VU la délibération n°CG_14_8112 du 19 décembre 2014 approuvant la politique départementale 2015 et le règlement ;

VU la délibération n°CG_14_8158 du 19 décembre 2014 votant le budget primitif 2015 ;

VU la délibération n°CD_15_1012 du 27 avril 2015 votant la décision modificative n°1 ;

CONSIDÉRANT le rapport n°600 intitulé "Aides aux entreprises : modifications des modalités d'aides en faveur de l'itinérance au titre du Fonds d'Intervention Economique " en annexe ;

Le Conseil Départemental, après en avoir délibéré,

ARTICLE 1

Approuve, pour 2015, les modifications du règlement « Fonds d'Intervention Économique » ci-annexé, relatives aux aides en faveur des associations ou structures qui œuvrent pour le développement des itinéraires de randonnées, comme suit :

- le plan d'actions sur 3 ans ne sera pas demandé ;
- le taux d'aide reste inchangé ;
- le plafond est réévalué à 8 000 €.

ARTICLE 2

Précise que de nouvelles modalités seront proposées en 2016 afin de contribuer au financement de ces actions dans le cadre des appels à projets.

Adopté à l'unanimité des voix exprimées,

La Présidente du Conseil Départemental
Sophie PANTEL

Rapport n°600 "Aides aux entreprises : modifications des modalités d'aides en faveur de l'itinérance au titre du Fonds d'Intervention Economique ", joint en annexe à la délibération n°CD_15_1020 de la Commission Permanente du 26 juin 2015

L'itinérance est un enjeu du Schéma Départemental du Tourisme. Dans ce contexte, nous souhaitons dès 2015 davantage soutenir les associations ou structures qui œuvrent pour le développement des itinéraires de randonnées. C'est pourquoi, il est proposé de modifier les aides en faveurs de ces associations pour 2015.

Ainsi, le plan d'actions sur 3 ans ne sera pas demandé.

Par ailleurs, le taux d'aide reste inchangé, seul le plafond est réévalué de 5 000 € à 8 000 €.

De nouvelles modalités seront proposées en 2016, afin de contribuer au financement des actions dans le cadre des appels à projet dans l'itinérance.

Je vous propose donc d'adopter le nouveau règlement « Fonds d'Intervention Economique » (ci-joint) intégrant ces modifications.

FONDS D'INTERVENTION ÉCONOMIQUE

Dispositions complémentaires au règlement général d'attribution des subventions

I- SOUTIEN A DES ACTIONS ÉCONOMIQUES EN FONCTIONNEMENT

A – DISPOSITIF GEODE

Dispositions complémentaires au règlement général d'attribution des subventions

NATURE DES OPÉRATIONS SUBVENTIONNÉES

La Banque de France a développé, à l'intention des entreprises, une prestation de service dénommée GEODE. Cette prestation est réalisée par un spécialiste en entreprises, avec la participation du chef d'entreprise (ou de son représentant).

S'appuyant sur un dialogue confidentiel avec un expert, sur une vision globale de l'entreprise et de son marché, sur un examen financier approfondi, GEODE offre aux chefs d'entreprise :

- d'une part, une analyse économique et financière très complète mettant en évidence les atouts et les points sensibles de l'entreprise, enrichie notamment, pour les entreprises industrielles, d'une approche stratégique ;
- d'autre part, une réponse adaptée à leurs préoccupations car GEODE inclut une analyse prévisionnelle reposant sur des simulations qui permettent de sécuriser les choix engageant l'avenir de leur entreprise par une évaluation des conséquences des décisions envisagées.

Une convention de partenariat a été signée entre le Département et la Banque de France afin de promouvoir la prestation de service GEODE auprès des entreprises du département.

BÉNÉFICIAIRES

Entreprises, quel que soit leur secteur d'activité.

SUBVENTION

Une partie du coût de la prestation est prise en charge par le Département, à hauteur de 50% du montant HT. La subvention annuelle du Département en faveur de ce dispositif ne peut excéder 10 000 €.

CONDITIONS PARTICULIÈRES D'ATTRIBUTION

La décision d'attribution de l'aide est prise par la Commission Permanente.

La subvention est versée directement aux entreprises.

Le versement de la subvention intervient sous réserve de la transmission de la facture acquittée et de d'une synthèse du rapport de diagnostic.

CADRE RÈGLEMENTAIRE

Fonds Régional d'Aide au Conseil (FRAC court).

B – AUTRES ACTIONS DÉPARTEMENTALES ET LOCALES

NATURE DES OPÉRATIONS SUBVENTIONNÉES

- Études économiques et expertises ;
- Actions de commercialisation, de soutien à une publicité ou à une image de produit ;
- Actions ponctuelles diverses en faveur du développement économique.

Les opérations d'intérêt local pourront être aidées au titre du FIE si un financement au titre des PED est accordé par le conseiller général

- **Structuration de l'itinérance (concerne uniquement les itinéraires suivants :Stevenson, Régordane, St Guilhem, St Jacques, Urbain V)**

Concernant la structuration de l'itinérance :

- les associations gestionnaires de ces itinéraires pourront bénéficier d'une aide au fonctionnement dans la mesure où elles engagent des actions de structuration de l'itinéraire (en cohérence avec la politique Massif Central).

L'aide départementale allouée s'élèverait à 10% du budget de l'association, sachant qu'elle serait plafonnée à 8 000 €.

Le Fonds d'Intervention Économique permet également d'abonder la Plateforme d'Initiative Locale (PFIL) et AIRDIE.

II- SOUTIEN A DES INVESTISSEMENTS ÉCONOMIQUES

A - INVESTISSEMENTS ÉCONOMIQUE D'EXCELLENCE

- Projet immobilier revêtant un caractère d'excellence.

Seuls les projets d'envergure départementale pourront faire l'objet d'un financement du Département. En effet, le dispositif départemental n'interviendra que sur des projets structurants, et/ou innovants, apportant une réelle plus value au niveau économique pour le département.
On entend par envergure départementale tout projet dont la notoriété est à minima de départementale, dont l'impact économique et/ou en terme d'emploi est significatif à l'échelle départementale.
Le porteur de projet devra présenter un plan d'affaire à 3-5 ans démontrant la viabilité économique du projet

B- INVESTISSEMENTS MATÉRIEL DES STRUCTURES DÉPARTEMENTALES

Seules les structures départementales portant des projets dont le rayonnement est au moins d'envergure départementale pourront faire l'objet d'un financement du Département.

BÉNÉFICIAIRES

- Entreprises
- Divers organismes.

Sont exclues les SCI

SUBVENTION

La participation du Département varie en fonction de la nature et de l'importance de l'opération.

CONDITIONS PARTICULIÈRES D'ATTRIBUTION

En plus des documents nécessaires à la constitution de tout type de dossier, listés dans le règlement général d'attribution des subventions d'investissement ou de fonctionnement, il convient de fournir les pièces complémentaires suivantes :

Pour l'investissement :

- projets immobilier : un titre de propriété et un document justifiant le coût du bien si ce titre ne le spécifie pas ;

- projets mobilier : matériel neuf ou garantie par un professionnel pendant un an ;
- arrêté de permis de construire ou de déclaration de travaux ;
- tout document permettant de justifier de la situation du demandeur au regard de la TVA.
- Lorsqu'une société ou un exploitant en nom propre réalise des travaux sur un bâtiment ou un terrain appartenant à une SCI (dans laquelle il est concerné), il doit exister un bail emphytéotique d'une durée minimale de 18 ans entre les deux structures juridiques. Si les personnes présentes dans la société d'exploitation et la SCI sont différentes, il doit exister un bail commercial.

Pour tous les projets d'investissement immobilier ou mobilier : présentation d'un plan d'affaire à 3-5 ans démontrant la viabilité économique du projet

PAIEMENT

Pour les subventions de fonctionnement, un acompte de 50% sera versé à la signature de la convention.

Le solde sera versé sur présentation de justificatifs acquittés ainsi que sur présentation du bilan d'activités (bilan technique et financier)..

CADRE RÉGLEMENTAIRE

FIE Investissement

Décret n°2009-1717 du 30 décembre 2009 relatif aux aides à l'investissement immobilier et à la location d'immeubles accordées aux entreprises, le Département de la Lozère étant exclu du zonage AFR.

Règlement n°1407/2013 de la commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis

En application de l'article L 1111-10 du CGCT une subvention à une association doit s'inscrire dans l'exercice d'une compétence dont le Département dispose. De plus, pour être légale cette aide spontanée du Département à une association doit venir en complément d'une aide régionale.

FIE fonctionnement :

Règlement n°1407/2013 de la commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis

Règlement validé le 19 décembre 2014

Contact

Direction de l'Aménagement du Territoire et de l'Économie
Service du Développement économique et Tourisme
Tél : 04 66 49 66 66 (poste 3212)
Fax : 04 66 49 66 33
Courriel : economie@cg48.fr

Délibération n°CD_15_1021

DÉPARTEMENT DE LA LOZÈRE

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

Séance du 26 juin 2015

Objet : Aides aux entreprises : modification du règlement Aide à l'immobilier industriel et artisanal

Commission : Développement des activités économiques

Dossier suivi par Aménagement du territoire et économie

Le Conseil départemental de la Lozère, régulièrement convoqué, s'est réuni, sous la présidence de Sophie PANTEL.

Le quorum étant atteint, la séance est ouverte à 14h30

Présents : Robert AIGOIN, Françoise AMARGER-BRAJON, Alain ASTRUC, Laurence BEAUD, Denis BERTRAND, Régine BOURGADE, Henri BOYER, Patricia BREMOND, Eve BREZET, Francis COURTES, Sabine DALLE, Bruno DURAND, Bernard DURAND, Valérie FABRE, Christine HUGON, Sophie MALIGE, Michèle MANOA, Jean-Claude MOULIN, Bernard PALPACUER, Sophie PANTEL, Guylène PANTEL, Jean-Paul POURQUIER, Patrice SAINT-LEGER, Michel THEROND, Valérie VIGNAL.

Pouvoirs : Laurent SUAU ayant donné pouvoir à Régine BOURGADE.

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des Départements et des Régions;

VU le code général des collectivités et notamment les articles L 1111-1, L 1111-2, L 3211-1, L 3211-2 ;

VU le régime cadre exempté de notification N° SA 39252 relatif aux aides à finalité régionale (AFR) pour la période 2014-2020 ;

VU le régime N215-2009 aides aux investissements en faveur des entreprises de transformation et de commercialisation du secteur agricole (prolongé jusqu'au 31/12/2015) ;

VU le règlement général d'exemption par catégorie n° 651-2014 du 17 juin 2014 ;

VU l'article L 1111-10, L 1611-4, L 3212-3, L 3233-1, L 3231-2 du Code général des collectivités territoriales ;

VU le décret n° 2014-758 du 2 juillet 2014 relatif aux zones d'aide à finalité régionale et aux zones d'aide à l'investissement des petites et moyennes entreprises pour la période 2014-2020 ;

VU la délibération n°CG_13_5120 du 20 décembre 2013 approuvant le règlement général d'attribution des subventions ;

VU la délibération n°CG_14_7109 du 24 novembre 2014 approuvant les modalités de la politique contractuelle départementale 2015-2017 ;

VU la délibération n°CG_14_8147 du 19 décembre 2014 approuvant la politique départementale 2015 et la délibération n°CG_14_8149 du 19 décembre 2014 votant l'autorisation de programme ;

VU la délibération n°CG_14_8158 du 19 décembre 2014 votant le budget primitif 2015 ;

VU la délibération n°CD_15_1011 du 27 avril 2015 faisant état des autorisations de programme antérieures et des autorisations de programme 2015 ;

VU la délibération n°CD_15_1012 du 27 avril 2015 votant la décision modificative n°1 ;

VU la délibération n°CD_15_1015 du 27 avril 2015 ;

VU la délibération n°CP_15_437 du 22 mai 2015 ;

CONSIDÉRANT le rapport n°601 intitulé "Aides aux entreprises : modification du règlement Aide à l'immobilier industriel et artisanal" en annexe ;

Le Conseil Départemental, après en avoir délibéré,

VU l'avis favorable de la commission « Développement des activités économiques » du 18 juin 2015 ;

ARTICLE 1

Approuve les modifications du règlement « Immobilier Industriel et Artisanal » suivantes :

- précision de la notion de services : services aux entreprises.

- le taux d'aide du Département est de :
  - soit 10 % du projet global plafonné à 60 000 €,
  - soit 30 % d'une partie des dépenses (40 % en agroalimentaire) si le reste du projet immobilier est éligible par ailleurs, dans la limite de 10 % du projet global plafonné à 60 000 € ;
- le projet immobilier d'une entreprise dans le cadre d'un simple déménagement dans le périmètre départemental devient éligible ;
- versement des acomptes jusqu'à 80 % et visite sur place pour le versement du solde de la subvention.

ARTICLE 2

Précise que ces modifications seront intégrées au règlement des contrats territoriaux.

ARTICLE 3

Indique que la décision d'attribution de l'aide sera prise par la commission permanente après un examen préalable du projet par une commission technique interne présidée par les conseillers départementaux en charge de l'économie et composée notamment de représentants de la Chambre de Commerce et d'Industrie ou de la Chambre de Métiers, de représentants de la Banque de France, de représentants de la trésorerie générale, de représentants « de Lozère Développement » et des services du Département.

Adopté à l'unanimité des voix exprimées,

La Présidente du Conseil Départemental
Sophie PANTEL

Délibération n°CD_15_1021

Rapport n°601 "Aides aux entreprises : modification du règlement Aide à l'immobilier industriel et artisanal", joint en annexe à la délibération n°CD_15_1021 de la Commission Permanente du 26 juin 2015

Lors du vote du budget primitif en date du 19 décembre 2014, le règlement « Immobilier Industriel et Artisanal » a été adopté.

Certaines modalités de ce règlement sont à préciser, à supprimer ou à modifier.

Voici le détail de ces évolutions :

- précision de la notion de services : services aux entreprises
- Le taux d'aide du Département est de :
  - soit 10 % du projet global plafonné à 60 000 € (inchangé),
  - soit 30 % d'une partie des dépenses (40 % en agroalimentaire) si le reste du projet immobilier est financé par ailleurs, dans la limite de 10 % du projet global plafonné à 60 000€
- le projet immobilier d'une entreprise dans le cadre d'un simple déménagement dans le périmètre départemental devient éligible.
- Versement des acomptes jusqu'à 80 % et visite sur place pour le versement du solde de la subvention.

La proposition du nouveau règlement est jointe en annexe.

Si vous en êtes d'accord, je vous propose d'approuver les modifications proposées ci-dessus et de les intégrer au règlement des contrats territoriaux lors d'une prochaine session .

AIDE À L'IMMOBILIER INDUSTRIEL ET ARTISANAL

Cette aide est destinée à aider les projets immobiliers (création, modernisation, extension) qui concourent au maintien ou au développement durable des entreprises des secteurs suivants :
- industrie,
- artisanat,
- services aux entreprises (le chiffre d'affaire doit être majoritairement réalisé auprès d'autres entreprises).

NATURE DES OPÉRATIONS SUBVENTIONNÉES

- Achat du terrain dans la limite de 10 % du coût de l'assiette éligible globale du projet immobilier
- Travaux et VRD dans les limites de la parcelle
- Travaux de construction
- Acquisition de bâtiment et leur aménagement : la localisation du bâtiment est justifiée par le projet d'entreprise. Ce bâtiment ne doit pas avoir bénéficié d'aide départementale sur les 10 dernières années (sauf en cas de liquidation judiciaire). L'acquisition d'un bâtiment devra être destinée à une activité entreprenariale et devra être motivée par le maintien ou le développement d'activité.
- Aménagements paysagers
- Frais liés au projet (maître d'œuvre, ingénierie, notaire, géomètre, étude, frais de raccordement, etc)
- Dans le cadre de l'auto-construction, le coût HT des matériaux seulement sera pris en compte. De plus, l'activité professionnelle du porteur de projet doit être en lien direct avec les travaux qu'il souhaite réaliser en auto-construction.

CONDITIONS PARTICULIÈRES

Lorsqu'une société ou un exploitant en nom propre réalise des travaux sur un bâtiment ou un terrain appartenant à une SCI (dans laquelle il est concerné), il doit exister un bail emphytéotique d'une durée minimale de 18 ans entre les deux structures juridiques ou un bail commercial.

Dans le cadre d'un crédit bail, l'aide ne peut être accordée que si le contrat de crédit-bail ou de location-vente a une durée d'au moins cinq ans après la date anticipée d'achèvement du projet d'investissement. Lorsque l'entreprise bénéficiaire est une petite entreprise ou une entreprise au sens du règlement mentionné à l'article R.1511-5, cette durée est de trois ans.

Le seuil minimum des dépenses est fixé à 20 000 €

BÉNÉFICIAIRES

- Collectivités locales et leurs groupements dès lors que la destination finale est une entreprise artisanale, industrielle ou de services aux entreprises faisant l'objet d'une convention ou d'un contrat avec la collectivité.
- Entreprises artisanales, industrielles ou de services aux entreprises
- sociétés d'économie mixte, société de crédit bail, organismes consulaires dès lors que la destination finale est une entreprise artisanale, industrielle ou de services faisant l'objet d'une convention ou d'un contrat avec la collectivité.
- Sont exclus : les professions libérales, les SCI et les auto-entrepreneurs.

SUBVENTION

Aide financière :

- soit 10 % des dépenses éligibles sur le projet global, plafonnée à 60 000 €,

- soit maximum 30 % des dépenses éligibles sur seulement une partie du projet (lorsque les autres dépenses sont cofinancées par ailleurs), plafonné à 60 000 €.

Toutefois, il est nécessaire que le projet immobilier se réalise globalement pour le versement du solde de la subvention départementale.
Dans les deux cas, l'aide du Département ne pourra pas excéder 10 % du projet global.

selon les modalités suivantes, en fonction de l'inscription du territoire au zonage AFR. Les reste du territoire est considéré en zone PME.

Taux maximum d'aides publiques :

- Pour les toutes petites et petites entreprises « TPE - PE » (entre 0 et 49 salariés et dont le chiffre d'affaires ou le total du bilan est inférieur à 10 millions d'euros)
- Pour les moyennes entreprises « ME » (entre 50 et 249 salariés et dont le chiffre d'affaires est inférieur à 50 millions d'euros ou le total du bilan inférieur à 43 millions d'euros)
- Pour les grandes entreprises « GE » (toute entreprise qui n'est pas une PME est une grande entreprise)

Zonage	TPE - PE	ME	GE
AFR	30%	20%	10%
PME	20%	10%	0% ou De Minimis

- Pour les entreprises du secteur agroalimentaire : le taux maximum d'aides publiques est porté à 40% (sous réserve de la parution des textes règlementaires).

VERSEMENT

Le versement se fera sur présentation des justificatifs acquittés.

Une visite sur place sera systématiquement effectuée afin vérifier la conformité du projet et la réalisation globale du projet notamment en cas de financement partiel de l'opération).

Le versement d'acomptes sera possible jusqu'à 80 % de la subvention.

Le paiement du solde se fera après la visite sur place.

PIÈCES SPÉCIFIQUES A FOURNIR

En plus des documents nécessaires à la constitution de tout type de dossier, listés dans le règlement général d'attribution des subventions d'investissement ou de fonctionnement, il convient de fournir les pièces complémentaires suivantes concernant l'entreprise pour laquelle le projet est réalisé :

- extrait K-BIS de l'entreprise bénéficiaire ;
- déclaration des aides publiques directes ou indirectes perçues les trois dernières années ;
- photos ;
- permis de construire et photocopie de l'ensemble des pièces constituant la demande de permis de construire ;
- plans (masse, situations, coupes et intérieurs...) ;
- acte notarié de propriété ;
- bilans comptables des deux derniers exercices budgétaires ;

CADRE RÉGLEMENTAIRE SPÉCIFIQUE

- AFR :
  - Décret n° 2014-758 du 2 juillet 2014 relatif aux zones d'aide à finalité régionale et aux zones d'aide à l'investissement des petites et moyennes entreprises pour la période 2014-2020
  - Régime cadre exempté de notification N° SA 39252 relatif aux aides à finalité régionale (AFR) pour la période 2014-2020
- IAA : Régime N215-2009 Aides aux investissements en faveur des entreprises de transformation et de commercialisation du secteur agricole (prolongé jusqu'au 31/12/2015)
- PME : Règlement général d'exemption par catégorie n° 651-2014 du 17 juin 2014

Délibération n°CD_15_1022

DÉPARTEMENT DE LA LOZÈRE

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

Séance du 26 juin 2015

Objet : Aides aux entreprises : modification du règlement Zones d'Activités

Commission : Développement des activités économiques

Dossier suivi par Aménagement du territoire et économie

Le Conseil départemental de la Lozère, régulièrement convoqué, s'est réuni, sous la présidence de Sophie PANTEL.

Le quorum étant atteint, la séance est ouverte à 14h30

Présents : Robert AIGOIN, Françoise AMARGER-BRAJON, Alain ASTRUC, Laurence BEAUD, Denis BERTRAND, Régine BOURGADE, Henri BOYER, Patricia BREMOND, Eve BREZET, Francis COURTES, Sabine DALLE, Bruno DURAND, Bernard DURAND, Valérie FABRE, Christine HUGON, Sophie MALIGE, Michèle MANOA, Jean-Claude MOULIN, Bernard PALPACUER, Sophie PANTEL, Guylène PANTEL, Jean-Paul POURQUIER, Patrice SAINT-LEGER, Michel THEROND, Valérie VIGNAL.

Pouvoirs : Laurent SUAU ayant donné pouvoir à Régine BOURGADE.

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des Départements et des Régions;

VU le code général des collectivités et notamment les articles L 1111-1, L 1111-2, L 3211-1, L 3211-2 ;

VU la délibération n°CG_14_7109 du 24 novembre 2014 approuvant les modalités de la politique contractuelle départementale 2015-2017 ;

VU la délibération n°CG_14_8147 du 19 décembre 2014 approuvant la politique départementale 2015 et la délibération n°CG_14_8149 du 19 décembre 2014 votant l'autorisation de programme ;

VU la délibération n°CD_15_1015 du 27 avril 2015 ;

VU la délibération n°CP_15_437 du 22 mai 2015 ;

CONSIDÉRANT le rapport n°602 intitulé "Aides aux entreprises : modification du règlement Zones d'Activités" en annexe ;

Le Conseil Départemental, après en avoir délibéré,

VU l'avis favorable de la commission « Développement des activités économiques » du 18 juin 2015 ;

ARTICLE 1

Approuve les modifications du règlement « Zones d'Activités » suivantes :

- suppression de la distinction en fonction de la taille des zones : même taux et même plafond pour toutes les zones ;
- taux et plafond d'aide :
    - étude : 80 % aide plafonnée à 20 000 €,
    - restructuration : 40 % aide plafonnée à 60 000 €,
    - création : 40 % plafonné à 200 000 € ;
- financement des Zones d'Activités commerciales possible ;
- intégration des recettes (hors autofinancement).

ARTICLE 2

Précise que ces modifications seront intégrées au règlement des contrats territoriaux.

Adopté à l'unanimité des voix exprimées,

La Présidente du Conseil Départemental
Sophie PANTEL

Rapport n°602 "Aides aux entreprises : modification du règlement Zones d'Activités", joint en annexe à la délibération n°CD_15_1022 de la Commission Permanente du 26 juin 2015

Lors du vote du budget primitif en date du 19 décembre 2014, le règlement « Zones d'Activités » a été adopté.

Je vous propose de donner un avis sur des modifications de règlement qui seront à intégrer au règlement contrat.

Voici le détail de ces évolutions :

- Suppression de la distinction en fonction de la taille des zones : même taux et même plafond pour toutes les zones.
- Taux et plafond d'aide :
  - Étude : 80 % aide plafonnée à 20 000 €
  - Restructuration : 40 % aide plafonnée à 60 000 €
  - Création : 40 % plafonné à 200 000 €
- Financement des ZA commerciales possible.
- Intégration des recettes (hors autofinancement).

La proposition du nouveau règlement est jointe en annexe.

Si vous en êtes d'accord, je vous propose d'approuver les modifications proposées ci-dessus et de les intégrer au règlement des contrats territoriaux lors d'une prochaine session .

ZONES D'ACTIVITÉS

• ÉTUDES PRÉALABLES

NATURE DES OPÉRATIONS SUBVENTIONNÉES

- Les études de définition de stratégies économiques et foncières doivent comporter plusieurs phases :
  - un diagnostic dynamique identifiant les caractéristiques économiques du territoire (offre existante, tissu économique local, attractivité...), les disponibilités foncières (repérage des sites potentiels de développement, dureté foncière...) et les infrastructures existantes (desserte, numérique…)
  - une stratégie de développement économique pour cinq ans axée sur les spécificités et les besoins de développement du territoire et proposant des axes d'interventions stratégiques et des outils de développement économique local.
  - Des préconisations opérationnelles : selon les territoires, l'étude devra identifier des sites prioritaires avec des actions spécifiques, étudier l'opportunité de la création ou la requalification de sites d'activités économiques.

Cette étude devra également comporter un volet paysager et environnemental :

- préserver la qualité des paysages et réduire l'impact sur les milieux au travers d'une étude paysagère
- étudier l'extension des réseaux secs et humides
- respecter le plan départemental d'élimination des déchets ménagers et assimilés

Le Département, avec l'appui technique de Lozère Développement, sera associé aux EPCI pour la mise en place de ces études (conseil à la maîtrise d'ouvrage, participation aux comités de pilotage, réunions, etc...).

SUBVENTION

Le Département participe directement au financement de ces études préalables à hauteur maximale de 80 % avec un plafond de subvention de 20 000 €.

A. Conforter les zones ou parcs d'activités existants

En matière d'actions sur les zones et parcs d'activités existants, l'une des urgences en matière d'intervention concerne la requalification et l'optimisation foncière des zones et parcs existants, avec plusieurs types d'actions :

- un travail sur les zones et parcs avec des disponibilités (foncier commercialisable) à réaliser, pour essayer d'optimiser ce stock : augmentation des emprises au sol, analyse fine des demandes pour éviter la sous-consommation etc.
- dans les zones et parcs existants, il peut être intéressant de travailler sur la récupération de foncier : délaissés, négociation avec les entreprises pour remettre sur le marché des terrains non bâtis (redécoupage parcellaire)

L'objectif est d'inciter les gestionnaires à requalifier les zones et parcs d'activités afin de donner une image nouvelle, plus en phase avec les problématiques de développement durable.

Par ailleurs, la réalisation d'une étude préalable conditionnera l'attribution d'aide départementale pour la réalisation du projet .

BÉNÉFICIAIRES

EPCI ou syndicats mixtes (SMRN88, SMA75)

SUBVENTION

Le Département participe directement au financement du projet de requalification à hauteur maximale de 40%, avec un plafond de subvention de 60 000 €.

En ce qui concerne les travaux d'aménagements et de requalification de zones/parcs d'activités, la subvention sera calculée sur le coût des travaux, déduction faite des recettes escomptées de la vente des terrains. Les recettes de la vente des terrains ne pourront pas entrer dans l'autofinancement.

NATURE DES OPÉRATIONS SUBVENTIONNÉES

- Mise en valeur des entrées de zone,
- Valorisation des délaissés, optimisation foncière,
- Redécoupage parcellaire,
- Réfection de la voirie, des espaces verts,
- Développement des réseaux de télécommunication,
- Renforcement de la sécurité,
- Signalétique interne et balisage externe

PIÈCES SPÉCIFIQUES A FOURNIR

Pour la demande de subvention, le dossier doit comporter pour l'étude préalable :

- Divers plans (masse, situation, cadastral...),
- Acte notarié de propriété.

B.Création de nouvelles zones ou parcs d'activités

Le Département ne financera aucun nouveau projet de zones d'activités s'il n'existe pas de document d'urbanisme à l'échelle communale voire intercommunale (les documents d'urbanisme en cours de révision seront admis).
Par ailleurs, la réalisation d'une étude préalable conditionnera l'attribution d'aide départementale pour la réalisation du projet.

BÉNÉFICIAIRES

EPCI ou syndicats mixtes (SMRN88, SMA75)

SUBVENTION

Le Département participe directement au financement du projet de création à hauteur maximale de 40%, avec un plafond de subvention de 200 000 €.

En ce qui concerne les travaux d'aménagements ou de création de zones/parcs d'activités, la subvention sera calculée sur le coût des travaux, déduction faite des recettes escomptées de la vente des terrains. Les recettes de la vente des terrains ne pourront pas entrer dans l'autofinancement.

NATURE DES OPÉRATIONS SUBVENTIONNÉES

- Les acquisitions foncières (l'achat du terrain nécessaire à l'aménagement de ces zones d'activités est pris en compte dans le financement dans la limite de 10 % de l'assiette éligible)
- Les travaux d'aménagement
- L'aménagement paysager et la signalétique
- Les V.R.D.

Les travaux d'accès à la zone (voirie, rond point....) seront financés dans le cadre du contrat au travers du dispositif voirie communale.

Dans le cas d'extension de zones/parcs d'activités existantes, les travaux d'aménagement seront considérés comme relevant d'une requalification s'il existe une continuité fonctionnelle avec la zone existante.

PIÈCES SPÉCIFIQUES A FOURNIR

Pour la demande de subvention, le dossier doit comporter pour l'aménagement des zones/parcs d'activités :

- Étude préalable et son cahier des charges,
- Promesse de vente des terrains,
- Permis d'aménager la zone,
- Estimation des recettes générées par la vente des lots.

Délibération n°CD_15_1023

DÉPARTEMENT DE LA LOZÈRE

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

Séance du 26 juin 2015

Objet : Gestion de la collectivité : rapport d'activité - année 2014

Commission : Finances et gestion de la collectivité

Dossier suivi par Finances et budget

Le Conseil départemental de la Lozère, régulièrement convoqué, s'est réuni, sous la présidence de Sophie PANTEL.

Le quorum étant atteint, la séance est ouverte à 14h30

Présents : Robert AIGOIN, Françoise AMARGER-BRAJON, Alain ASTRUC, Laurence BEAUD, Denis BERTRAND, Régine BOURGADE, Henri BOYER, Patricia BREMOND, Eve BREZET, Francis COURTES, Sabine DALLE, Bruno DURAND, Bernard DURAND, Valérie FABRE, Christine HUGON, Sophie MALIGE, Michèle MANOA, Jean-Claude MOULIN, Bernard PALPACUER, Sophie PANTEL, Guylène PANTEL, Jean-Paul POURQUIER, Patrice SAINT-LEGER, Michel THEROND, Valérie VIGNAL.

Pouvoirs : Laurent SUAU ayant donné pouvoir à Régine BOURGADE.

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des Départements et des Régions;

VU le code général des collectivités et notamment les articles L 1111-1, L 1111-2, L 3211-1, L 3211-2 ;

VU l'article L 3121-21 du code général des collectivités locales ;

CONSIDÉRANT le rapport n°700 intitulé "Gestion de la collectivité : rapport d'activité - année 2014" en annexe ;

Le Conseil Départemental, après en avoir délibéré,

VU l'avis favorable de la commission « Finances et gestion de la collectivité » du 19 juin 2015 ;

ARTICLE UNIQUE

Prend acte de la présentation, par la Présidente du Conseil Départemental, du rapport d'activités 2014 du Département de la Lozère.

Adopté à l'unanimité des voix exprimées,

La Présidente du Conseil Départemental
Sophie PANTEL

Délibération n°CD_15_1023

Rapport n°700 "Gestion de la collectivité : rapport d'activité - année 2014", joint en annexe à la délibération n°CD_15_1023 de la Commission Permanente du 26 juin 2015

Conformément au code général des collectivités (article L 3121-21), *l'exécutif départemental doit rendre compte au Conseil Départemental, par un rapport spécial qui donne lieu à débat, de la situation du département, de l'activité et du financement des différents services du département.*

Le rapport soumis à votre examen retrace l'activité départementale 2014 et présente les moyens et ressources déployés pour mettre en œuvre la politique départementale décidée par la précédente assemblée.

Ce rapport spécial doit normalement donner lieu a débat mais en raison du changement de majorité, je vous propose de prendre simplement acte du rapport d'activité 2014.

Actions
Autonomie
Lozère nouvelle vie
Accueil des nouvelles populations
Démographie médicale
Collèges
Tourisme
Solidarité
Énergie
Très Haut Débit
Réseaux
Entreprises
Transports
Association
Prévention des déchets
Loisirs
Enfance
Eau
Fibre optique
Attractivité
Economie
Analyses
Routes
Patrimoine
Budget
Environnement
Mobilité
Proximité
Jeunesse
Ambassadeurs
Agents
Bibliothèque
Projets
Hygiène
Communication
Sports
Lozère 2020
Contractualisation
Territoire
Insertion
Archives
Agriculture
Marchés publics
Développement durable
Aménagements
Télétravail
Équipement
Partenariat
Ingéniérie
Culture
Formation

lozère
LE DÉPARTEMENT

SOMMAIRE

3 - La Lozère en chiffres
4 - Regards sur 2014
6 - Assemblées- Cabinet du Président
7 - Assemblée départementale
8 - ORGANIGRAMME DES SERVICES
9 - Budget départemental 2014
13 - PÔLE JEUNESSE - VIE ASSOCIATIVE - CULTURE
22 - PÔLE INFRASRUCTURES
28 - PÔLE SERVICES GÉNÉRAUX
35 - PÔLE SOCIAL
40 - PÔLE DÉVELOPPEMENT DURABLE
51 - PERSPECTIVES
Lozère 2020
Attractivité
Accueil de nouvelles populations
53 - Partenaires du Département

Il n' y a pas d' éditorial pour l'édition 2014 du rapport d'activités de la collectivité en raison du changement de majorité.

La Lozère en chiffres

Vallée du Lot P. BOTTÉ

QUATRE GRANDES RÉGIONS

- Aubrac
- Gorges du Tarn & Causses
- Cévennes & Mont Lozère
- Margeride

Point culminant - Le Mont Lozère - 1699 m

- 81 281 habitants
- 5 168 km²
- 15 hab/km²
- 25 cantons
- 24 communautés de communes
- 185 communes
- Préfecture - Mende
- Sous préfecture - Florac

SOLIDARITÉ

- 5 centres médico-sociaux
- 29 maisons de retraite (EHPAD)
- Petite enfance :13 crèches et micro-crèches
- 23 centres ¨ accueil de loisirs sans hébergement¨

PERSONNES HANDICAPÉES

- 5 foyers d'hébergement d'Etablissements et Services d'Aide par le Travail
- 13 foyers de vie
- 3 foyers d'accueil médicalisé
- 1 établissement d'accueil temporaire et d'urgence

ENSEIGNEMENT

- 84 écoles primaires publiques
- 28 écoles primaires privées
- 13 collèges publics, 6 collèges privés
- 5 lycées publics, 5 lycées privés
- 6 lycées professionnels

VOIRIE

- 2265 km de voiries départementales
- 4500 km de voies communales
- 156 km de routes nationales
- 69 km d'autoroute
- 24 Centres Techniques du Département
- 6 Unités Techniques du Département

Évènements et actions 2014

JANVIER

10 & 11
Congrès de Médecine à Brest
(Démographie médicale)

13
Lancement Brochure personnes âgées

16
Convention ERDF Fibre à Saint Chély d'apcher

17
Consultation citoyenne suite à la nouvelle carte cantonale

20
Budget CG

22
Les 12 ambassadeurs Lozère Nouvelle Vie se dévoilent

27
l'Assemblée dit NON à la carte cantonale
Séance publique extraordinaire

28
Grande Collecte des Archives

FÉVRIER

3
Film Michael Kohlhaas aux Césars

5
Réception Prix ¨ Coup de Cœur du Web ¨ pour sa carte de voeux au Forum pour la Gestion des villes et des Collectivités territoriales

12
Point d'étape Schéma des Solidarités

14
Inauguration RD906 Luc/ Bouchâtel

17
Inauguration locaux Lozère énergie

20
Inauguration RD907bis Pas de Soucy

21
Reconduction aide aux entreprises (fibre optique)

25
Decret N° 2014-245 portant délimitation des cantons dans le département de la Lozère

26
Inauguration stand Lozère au Salon de l'Agriculture

MARS

1
Appel à candidatures
Démarche télétravail pour les agents

11
Inauguration RD 806 Ponges

23 et 30
Élections municipales

AVRIL

1
Lancement concours Recettes sans gaspillage

8
Presse numérique dans les bibliothèques

14
Motion de soutien à la Caisse de Sécurité sociale

14
Vote du budget primitif 2014

24
Création de 8 emplois d'avenir

14
Première rencontre pour les aidants à Langogne – Centre Local d'Information et de Coordination

MAI

1
installation de Lozère Ingénierie

Spots TV Lozère Nouvelle Vie sur BFM TV et RMC Découverte

16
Déploiement Fibre optique à Florac

JUIN

13 au 15
Organisation du WENSEL (démographie médicale)

Lancement de la collection ¨Patrimoines de Lozère¨

16
Sondage réforme territoriale – 92% des Lozériens attachés au Département

Présentation des nouvelles politiques départementales aux élus

18
Venue des étudiants de Polytech'Tours (Lozère 2020)

Inauguration micro-crèche de Villefort

Signature accord-cadre avec l'agence de l'Eau RMC

20
10ème édition d'Eté Sport nature

23
Signature Convention Cirque des Baumes (CDESI)

Lancement nouvelle équipe enduit

30
Approbation par l'Assemblée départementale du plan d'actions Lozère 2020

JUILLET

Exposition portraits d'ambassadeurs Lozère Nouvelle Vie sur les grilles du Département

5
Matricules des soldats en ligne – Archives

11
Colloque – Présentation du projet Lozère 2020

21
Visite Caisse des Dépôts et Consignations

24
Signature Protocole Département – Région

AOÛT

9
Participation d'une délégation du Ghuizou au Festival des Cultures du Monde

13
Remise des Genêts d'or

SEPTEMBRE

8
Remise des Prix : Maisons Paysannes de Lozère

10
Rentrée scolaire au Collège de Langogne

11
Nouveau bibliobus sur les routes

14
La Lozère au Salon Parcours France à Paris

Aumont-Aubrac: opération promotionnelle des produits agro-alimentaires de Lozère

15
Signature convention eau (Loire Bretagne)

18
Chanac – repas de rentrée des agents du Conseil général

22
Première rencontre avec l'ODAS pour la création d'une Maison De l' Autonomie

26
Lancement Navette Florac-Mende

OCTOBRE

8
Semaine du Goût

9
Lancement nouveau casting ambassadeurs et des Comités locaux Lozére Nouvelle Vie

Tour de France du Télétravail – étape en Lozère

14
Inauguration du Centre Technique du Bleymard

20
10ème Convention d'engagement médecin signée

21
Recensement des besoins en services des Lozériens

22
Soirée de bienvenue aux étudiants d'enseignement supérieur lozériens

23
Mois du Film Documentaire

24
Remise prix Villes et Villages fleuris

NOVEMBRE

7
Grande collecte des Archives

15
Salon du Réemploi et de la Récup' Lancement du Défi Eco-Familles

17
Lancement Viablité Hivernale

18
Diagnostic territorial approfondi (sports)

20
Journées de l'Enfance et de la Famille Sortie du Guide de l'Enfance en Danger

21
Assises du Tourisme

DÉCEMBRE

1
Signature contrats OTSI

2
Soirée Bienvenue aux stagiaires en médecine

4
Élections professionnelles CT / CAP

5
Signature convention-cadre pour la réussite des élèves avec le Rectorat de Montpellier

8
Convention DGFIP / Département

19
Vote du BP 2015 Approbation de la convention Massif – Central 2014-2020

23
Signature avec la Caisse des Dépôts

Réunions territoriales pour la présentation du dispositif des contrats territoriaux .

Le service des Assemblées

3 agents

- Organise et suit les travaux de l'Assemblée Départementale
- Rédige les délibérations, les dépose au contrôle de légalité et en assure la publication
- Suit la désignation des élus au sein des divers comités et commissions.
- Suit les délégations de signature du Président

Crédits de fonctionnement
8 905 €

ACTIONS 2014

- 8 séances de la commission permanente
- 8 séances du Conseil général
- Réunions des 11 commissions thématiques en cours d'année
  (530 délibérations adoptées par les élus)

FAITS MARQUANTS

2 séances exceptionnelles en janvier 2014

- **27 janvier 2014 : Avis défavorable du Conseil général sur le projet de décret délimitant les nouveaux cantons du département de la Lozère**
- **31 janvier 2014 : Motion sur le redécoupage cantonal du département de la Lozère**

Cabinet du Président

8 agents dont le directeur de Cabinet

- Accueil physique et téléphonique du public
- Organisation et suivi de l'agenda du Président et des vice-Présidents
- Gestion des invitations (1 500 environ) pour assurer la représentation du Département et des services
- Organisation des réunions, des visites, des inaugurations et des réceptions officielles du Président et/ou des Vice-Présidents
- Traitement du courrier en liaison avec la DGSD et les services du Département et rédaction
- Élaboration et suivi d'une liste protocolaire et d'une base de données Élus
- Le secrétariat du Cabinet est l'interlocuteur et référent des élus pour toutes les questions d'ordre pratique liées à leur mandat
- Gestion d'une partie du Parc automobile (18 véhicules)

Crédits de fonctionnement
55 000 €

FAITS MARQUANTS

- **Nouvelle carte cantonale**
- **Elections municipales et communautaires**
- **Réception d'une délégation du Ghuizou dans le cadre du Festival des Cultures du Monde**

L'Assemblée départementale

PRÉSIDENT DU DÉPARTEMENT DE LA LOZÈRE
Jean-Paul POURQUIER

DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES
Éric MORATILLE

directeurs généraux adjoints **Jean TOGUYENI & Valérie KREMSKI - FREY**

Assemblées **Sandrine AGUILHON**
Lozère 2020 / Mission d'appui aux projets **Guillaume DELORME**

DIRECTION DU CABINET ET DE LA COMMUNICATION
Jean-Sébastien TARDIEU
Communication / Attractivité Ludivine MARBRIER
Relations presse Élodie LEHNEBACH

PÔLE DÉVELOPPEMENT DURABLE

DIRECTION DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE L'ÉCONOMIE (DATE)
Lætitia FAGES
Aménagement du Territoire, Information Géographique et Europe Jérôme LEGRAND
Développement Économique et Tourisme Anne TARDIEU

DIRECTION DE L'EAU, DE L'AGRICULTURE ET DE L'ENVIRONNEMENT (DEAE)
Gilles CHARRADE
Agriculture / Environnement Catherine CAZALS
Eau et Assainissement Gilles CHARRADE

DIRECTION TIC ET PROSPECTIVE (DTICP)
Patrick BOYER

LABORATOIRE DÉPARTEMENTAL D'ANALYSES (LDA)
Dr Élisabeth CLUZEL
Alimentaire Ludivine PIERSON
Eau Nicolas AZAÏS

PÔLE INFRASTRUCTURES

DIRECTION DES ROUTES, DES TRANSPORTS ET DES BÂTIMENTS (DRTB)
Jean TOGUYENI
directeur adjoint Geoffrey PRIOLET

Administratif, Comptable et Financier Bruno GASPERIN
Bâtiments et Collèges Jean-Philippe GACQUER
Études, Travaux et Acquisitions Foncières Stéphane MICHEL
Gestion de la Route Paul PEYTAVIN
Mission Patrimoine Eugène KOVALEVSKY
Parc Technique Départemental Pierre BETTENCOURT
Transports et Déplacements Frédéric ALIX

6 Unités Techniques du Département (UT)
Châteauneuf-de-Randon Jérôme LAFITTE
Florac Jacques SOUCHON
La Canourgue Lionel NOUET
Saint-Chély / Aumont André BOURRIER
Sainte-Enimie Lionel NOUET
Villefort Jean-Luc JEAN

24 Centres Techniques du Département (CT)

PÔLE SOCIAL

DIRECTION DE LA SOLIDARITÉ DÉPARTEMENTALE (DSD)
Valérie KREMSKI - FREY
directeur adjoint Rachel OLLIVIER

Autonomie Magali BROUGNOUNESQUE
Enfance / Famille Rachel OLLIVIER
Lien Social Sandra ATGÉ
Administratif et Financier Pascaline POULARD

5 Centres Médico-Sociaux (CMS)
Florac, Langogne, Marvejols, Mende, Saint-Chély

Centre Local d'Information et de Coordination (CLIC)

MAISON DÉPARTEMENTALE DES PERSONNES HANDICAPÉES (MDPH)
Directrice **Marie-Adélaïde MOREL**

PÔLE JEUNESSE, VIE ASSOCIATIVE ET CULTURE

ARCHIVES DÉPARTEMENTALES (AD)
Benoît LAIGUEDE

BIBLIOTHÈQUE DÉPARTEMENTALE DE PRÊT (BDP)
Louis GALTIER
Administratif Marlène TUFFERY
Réseau lecture publique et politique documentaire Laetitia VILLON

DIRECTION DE L'ENSEIGNEMENT, DES SPORTS ET DE LA CULTURE (DESC)
Isabelle DARNAS
Conservation du Patrimoine Isabelle DARNAS
Enseignement et Vie associative Émmanuelle PALANQUE

PÔLE SERVICES GÉNÉRAUX

DIRECTION DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE (DAG)
Éric MORATILLE

Informatique et Téléphonie Jean-François MIRAMON
Marchés Publics et Contentieux Nadège FAYOL
Moyens généraux, Achats / Logistique Christiane POURCHER
Ressources Humaines Émilie TROUSSELIER

DIRECTION DES FINANCES ET DU BUDGET (DFB)
Martine PRADEILLES
Finances et Budget Denis LANDRIVON

PAIERIE DÉPARTEMENTALE
Jean-Philippe PEYRE

Organgramme des services au 26 janvier 2015

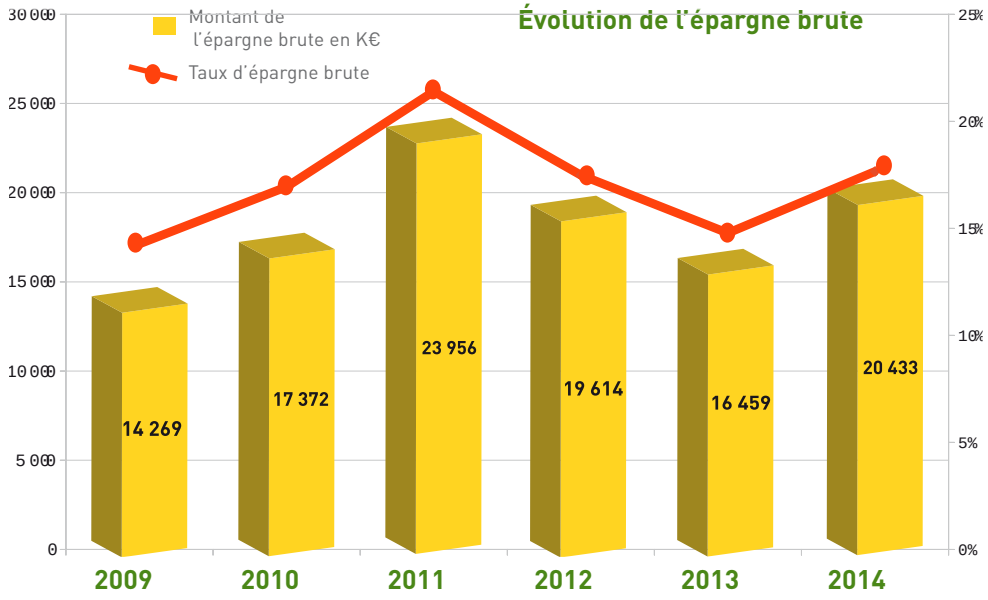
INDICATEURS 2014

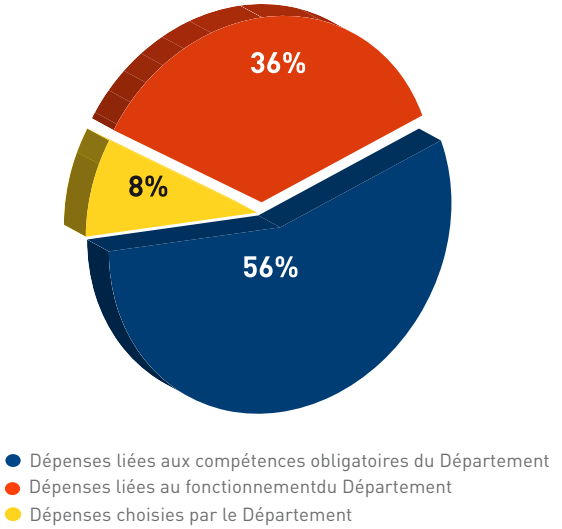
- La bonne maîtrise de la section de fonctionnement a permis de dégager une épargne brute de **20,433 M€** (soit un taux d'épargne brute de 17,66%), permettant de maintenir une politique d'investissement dynamique

L'endettement reste maîtrisé en conservant une capacité de désendettement de 2,23 années

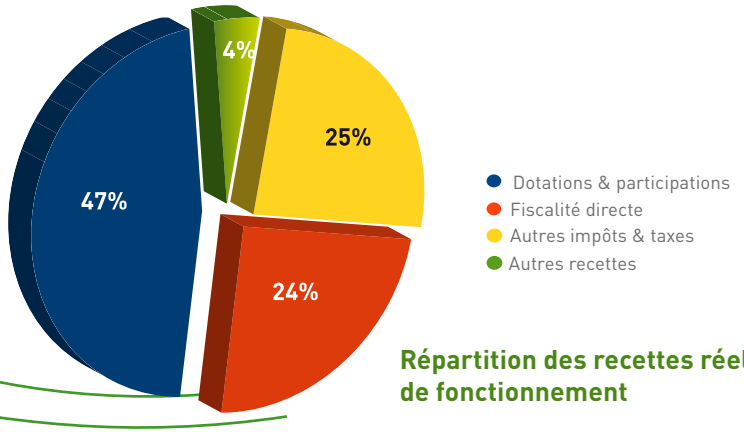
FONCTIONNEMENT

- Les dépenses de fonctionnement maîtrisées s'élèvent à **95,261 M€** (+ 0,4 % par rapport à 2013) pour un taux d'exécution de 95,62 %.
- Les recettes de fonctionnement s'élèvent à **115,69 M€**





Répartition des dépenses de fonctionnement



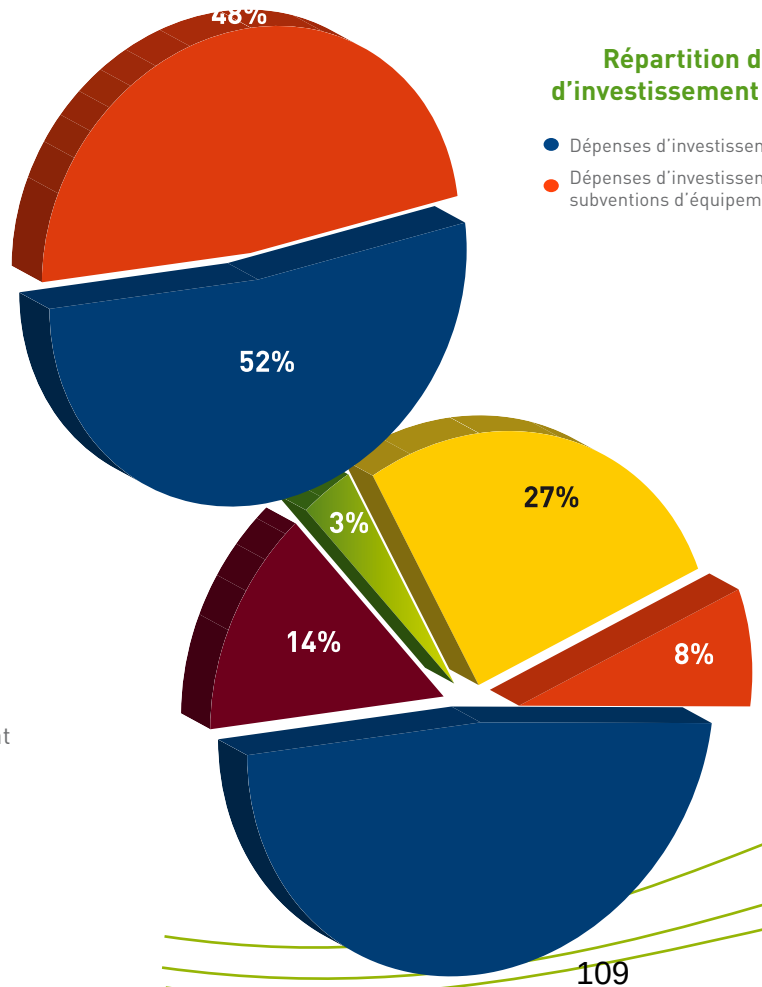
Répartition des recettes réelles de fonctionnement

Budget départemental 2014

VIABILITE HIVERNALE : 0,9 M€
AMENAGEMENT DE VILLAGES : 3,13 M€
PATRIMOINE: 0,85 M€
DOMAINE DES BOISSETS : 0,02 M€
PED INVESTISSEMENT : 1,44 M€
AMENAGEMENT DU TERRITOIRE : 3,3 M€
TOURISME : 4,10 M€
LABO
INCENDIE & SECOURS : 3,92 M€
AGRICULTURE : 1,85 M€
CULTURE : 1,32 M€
MAISONS DE RETRAITE : 1,42 M€
ENVIRONNEMENT : 0,66 M€
ROUTES : 15,96 M€
PERSONNES AGEES - APA : 11,9 M€
TRES HAUT DEBIT : 2,3 M€

INVESTISSEMENT

- Les dépenses d'investissement s'élèvent à **37,326 M€** pour un taux d'exécution de 94 %
- Hors dette, les dépenses d'investissement atteignent un volume de **34,138 M€**
- Le montant des investissements directs est de **16,144 M€** marquant la volonté du Département d'investir dans ses programmes Routes, Technologies de l'Information et de la Communication et dans l'entretien de ses bâtiments notamment des collèges
- Le montant des subventions d'équipement atteint **17,924 M€**



Répartition des dépenses d'investissement

- Dépenses d'investissement directes
- Dépenses d'investissement indirectes : subventions d'équipement

Sructure des recettes réelles d'investissement en 2014
hors dette et affectation du résultat

- DGE
- Dotations d'État
- F.C.T.V.A
- Amendes Radars
- Autres

LES BUDGETS ANNEXES
en chiffres

LE DOMAINE DES BOISSETS

Crédits d'investissement : 0,005 M€
Crédits de fonctionnement : 0,015 M€

L'AIRE DE LA LOZÈRE

Crédits d'investissement : 0,009 M€
Crédits de fonctionnement : 0,473 M€

LE LABORATOIRE DÉPARTEMENTAL D'ANALYSES DE LA LOZÈRE

Crédits d'investissement : 0,171 M€
Crédits de fonctionnement : 1,556 M€ dont 1,038 M€ de frais de personnel

PÔLE JEUNESSE, VIE ASSOCIATIVE & CULTURE

Mise en œuvre des politiques et des programmes d'actions en faveur de la jeunesse, des sports et de la culture.

La gestion des collèges est une priorité
- entretien des bâtiments
- équipement en haut débit et en matériel informatique
- accompagnement de projets éducatifs
- organisation et financement des transports scolaires (de la maternelle au lycée)
- soutien aux écoles primaires

Sports
- soutien aux associations sportives
- soutien aux actions à destination de la jeunesse dans le temps scolaire mais aussi hors temps scolaire
- promotion d'événements sportifs
- soutien aux équipes de haut niveau

Culture
- soutien aux associations et actions culturelles
- soutien aux événements culturels
- Le Département est responsable des **Archives départementales et de la Bibliothèque départementale de prêt**.

Conservation du Patrimoine
- aides importantes aux communes soucieuses de la préservation de leur patrimoine bâti et mobilier

DIRECTION DE L'ENSEIGNEMENT, DES SPORTS & DE LA CULTURE

13 agents au siège et 101 agents œuvrant dans les 13 collèges publics

SERVICE ENSEIGNEMENT ET VIE ASSOCIATIVE
10 agents

- instruction des dossiers relatifs à la gestion des collèges et à l'enseignement supérieur
- gestion et organisation de l'équipe mobile qui réalise des travaux programmés dans les collèges
- instruction des dossiers relatifs au sport et à la jeunesse à la culture ainsi que le suivi et l'animation du Portail Culturel sur Internet

SERVICE CONSERVATION DU PATRIMOINE
3 agents

- inventaire du patrimoine mobilier public
- mise en conservation préventive des objets d'art du département
- aide aux communes à hauteur de 80% (en co-financement avec l'État) pour la restauration des œuvres d'art et le suivi de ces restaurations
- construction d'un Atlas du patrimoine culturel

BIBLIOTHÈQUE DÉPARTEMENTALE DE PRÊT
10 agents

- mise en œuvre de la politique départementale de lecture publique
- prêt d'ouvrages, de CD, de jeux, dans de nombreux établissements publics et privés du département
- formation des bibliothécaires bénévoles du département et animation du réseau
- offre d'une documentation de qualité
- aide technique et financière aux communes pour la création, l'aménagement et l'informatisation des bibliothèques
- aide au développement des technologies de l'information et de la communication dans les bibliothèques

ARCHIVES DÉPARTEMENTALES
13 agents

- collecte, classement, conservation, communication et valorisation du patrimoine écrit lozérien
- mise en ligne des inventaires et des fonds numérisés

Le Département est compétent pour le fonctionnement des collèges. Différentes actions pédagogiques, sportives et culturelles sont mises en place pour permettre aux élèves de pratiquer des activités. En outre, le Département attribue des aides aux écoles primaires, aux organismes associés et à l'enseignement supérieur.

Budget 2,562 M€

Crédits d'investissement 0,297 M€
Crédits de fonctionnement 2,265 M€

ACTIONS ENGAGÉES 2014

INVESTISSEMENT

- **40 568 €** : matériel informatique et pédagogique pour les collèges publics et privés
- **204 078 €** : projets de 6 établissements privés
- **51 924 €** : financement des travaux de la cuisine, de l'internat et de l'infirmerie du Lycée Chaptal
- **713 092 €** : subventions attribuées à des communes pour financer la restructuration, l'aménagement ou l'agrandissement de 12 écoles primaires (soit 3,817 M€ HT de travaux)

FONCTIONNEMENT

Organismes associés

- **76 000 €** : Centre Départemental de Documentation Pédagogique, Equipe Mobile Académique de Liaison et d'Animation, Fédération des Œuvres Laïques, Pupilles de l'Enseignement Public, UDOGEC, école Michel-del-Castillo

Collèges

- **1 M €** : dotation départementale de fonctionnement des collèges publics
- **738 385 €** : dotation départementale de fonctionnement des collèges privés
- **7 198 heures** de travail réalisées par l'équipe mobile pour rénover les collèges (peintures, sols, cloisonnements, plomberie...)
- **66 000 €** : achat de matériel et de matériaux pour la réalisation de ces travaux (dont **10 000 €** pris en charge par les collèges)
- **60 000 €** : pour les projets d'établissements des 19 collèges publics et privés (55 projets aidés)

Sport scolaire

- **28 544 €** : apprentissage de la natation (62 écoles concernées sur 112 écoles)
- **26 179 €** : transport des élèves de 13 collèges publics et privés aux équipements sportifs
- **56 240 €** : UNSS, UGSEL et USEP

Actions culturelles et environnementales

- **16 000 €** : voyages à Paris ou sur des lieux de mémoire (10 écoles, soit 216 élèves primaires sur 2 482 élèves)
- **9 233 €** : éducation à l'environnement
- **13 000 €** : dispositif ¨ Collège au cinéma ¨ (1039 collégiens des établissements publics et privés pour l'année scolaire 2013/2014)
- **10 000 €** : attribués aux Scènes Croisées de Lozère pour la mise en œuvre d'activités culturelles dans les collèges (14 spectacles pour 930 collégiens et des actions de sensibilisation à travers des ateliers, expositions et rencontres d'artistes pour 1 586 élèves sur 3 695 collégiens)
- **9 836 €** : achat d'un logiciel documentaire pour tous les collèges publics, organisation de la semaine du goût et aide à l'achat de produits locaux pour les repas
- **2 370 €** : actions pédagogiques diverses

Enseignement Supérieur

- **143 380 €** : Université de Perpignan Via Domitia - Antenne de Mende - (différentes formations dont la licence professionnelle de secrétaire administratif des collectivités territoriales)
- **52 580 €** : échange avec l'université de Guiyang (Chine)
- **62 000 €** : Université Montpellier 1 pour le site d'Orfeuillette
- **21 350 €** : École supérieure du Professorat et de l'éducation – Faculté d'Éducation – Université de Montpellier

FAITS MARQUANTS

- **Reconduction des animations sur le gaspillage alimentaire et à l'initiation au goût (Semaine du goût)**
- **Mise en place d'un repas par mois confectionné avec des produits locaux dans les collèges (7 436 € d'aide à l'achat des produits)**
- **3ème édition d'une soirée d'accueil pour les étudiants nouveaux arrivants en Lozère**

Le Service Bâtiments et Collèges intervient sur **15 sites**, **soit 73 000 m²** de planchers. Il assure les travaux et l'équipement en mobilier et en matériel de cuisine des établissements publics d'enseignement, soit **13 collèges, la Faculté d'éducation (ex IUFM) et l'école annexe Michel-del-Castillo à Mende**.

Budget 2,259 M€

Crédits d'investissement	2,048 M€
Crédits de fonctionnement	0,211 M€

ACTIONS ENGAGÉES 2014

TRAVAUX

- **72 500 €** : pour le remplacement du SSI (Système de Sécurité Incendie) et adaptation des châssis au collège Henri-Bourrillon (Mende)
- **52 000 €** : mise à niveau de l'installation SSI (désenfumage) pour le collège André-Chamson à Meyrueis
- **118 000 €** : pour la rénovation du SSI, de la cour, le remplacement de châssis et la rénovation du préau couvert pour le collège Pierre-Delmas (Sainte-Énimie)
- **1,3 M€** : pour le début des travaux au collège Henri-Gamala (Collet-de-Dèze).
- **22 500 €** : pour le confortement d'un mur de soutènement au collège Henri-Rouvière (Le Bleymard)
- **21 500 €** : pour la reprise des corniches en façade au collège des Trois-Vallées (Florac)
- **73 000 €** : pour l'accessibilité handicapés aux collège Odilon-Barrot (Villefort) et Marthe-Dupeyron (Langogne)

ÉTUDES

- Études pour la rénovation des espaces sanitaires au collège Henri-Bourrillon (Mende)
- Études pour la rénovation des façades, l'amélioration thermique des locaux et la création d'un préau couvert au collège du Haut Gévaudan (St Chély d'Apcher)
- Réalisation des relevés de surface de l'ensemble des collèges publics
- Études pour la rénovation de la laverie au collège Sport et Nature (La Canourgue)

ÉQUIPEMENT MATÉRIEL ET MOBILIER

- **27 200 €** pour le mobilier des salles de restauration des collèges du Collet de Dèze, de Langogne, du Bleymard et de Vialas
- **13 000 €** pour le remplacement du four du collège Pierre-Delmas (Sainte-Enimie)
- **14 000 €** pour le remplacement d'une chambre froide au collège Sport-Nature (La Canourgue)
- **Divers** remplacements de mobiliers dans les collèges : chaises, bureaux, tables...

ACTIONS ENGAGÉES 2014

Budget 6,177 M€

Crédits de fonctionnement 6,177 M€

TRANSPORTS SCOLAIRES quotidiens (année scolaire 2013/2014)

- **5,595 M€ : 250 circuits** de transports scolaires quotidiens pour 4 087 élèves, soit 25 000 kilomètres par jour
- **328 107 € : 54 élèves** handicapés ou en difficulté scolaire

Poursuite des **actions dans le domaine de la sécurité** (aménagement de points d'arrêt, contrôles d'exécution des services)

ALLOCATIONS DE TRANSPORT (année scolaire 2013/2014)

- L'allocation journalière de transport est versée aux familles des enfants de plus de 3 ans qui résident à plus de 3 km de l'école la plus proche ou à plus de 3 km d'un service de transport scolaire, soit **80 638 € pour 168 élèves**
- L'allocation de transport hebdomadaire attribuée aux élèves internes qui ne bénéficient pas d'un service de transport ou lorsqu'ils sont domiciliés à plus de 6 km d'un point d'arrêt s'ils empruntent une ligne, soit **135 874 € pour 1197 élèves**

BOURSES SCOLAIRES

- La bourse de premier internat (183 €), qui s'adresse aux élèves entrant pour la première fois en collège, a été versée à **237 élèves, pour un coût de 43 371€**.

Direction de l'administration générale

INFORMATIQUE & TÉLÉPHONIE

INFORMATISATION DES COLLÈGES

Budget 91 000 €

Crédits d'investissement 45 000 €
Crédits de fonctionnement 46 000 €

ACTIONS ENGAGÉES 2014

- **25 000 €** : mise en place de téléphonie IP dans les collèges de Marvejols, Villefort, Langogne, Sainte-Énimie et du Collet-de-Dèze
- **7 000 €** : expérimentation de tablettes numériques aux collèges de Vialas et de Langogne
- **23 000 €** : renouvellement de la salle de technologie aux collèges des Trois-Vallées à Florac et Henri-Bourrillon à Mende
- Mise en place de l'architecture informatique provisoire au collège du Collet-de-Dèze en cours de rénovation

Le Département attribue des aides aux associations et aux comités sportifs pour leurs actions en faveur des jeunes, pour le programme de formation des jeunes sportifs et pour l'achat d'équipements. Il accompagne les associations pour d'importantes manifestations sportives départementales, voire nationales.

ACTIONS ENGAGÉES 2014

Budget 537 798 €

Crédits d'investissement 34 672 €
Crédits de fonctionnement 503 126 €

INVESTISSEMENT

- **34 672 €** : matériel sportif pour 31 associations

FONCTIONNEMENT

- **90 000 €** pour 31 comités sportifs
- **40 852 €** pour la formation des jeunes sportifs : 115 clubs sportifs, soit 5 836 jeunes de moins de 18 ans et **30 400 €** au Centre Omnisport Lozère à Mende
- **40 000 €** pour 2 équipes sportives évoluant au niveau national (Mende Volley-Ball et Athlétisme Lozère)
- **283 870 €** à 32 associations sportives pour leurs actions et l'organisation d'importantes manifestations sportives d'intérêt départemental, voire national
- **33 404 €** pour différentes associations jeunesse

FAITS MARQUANTS

- **Le Département, en partenariat avec l'État, a décidé de réaliser un diagnostic territorial approfondi sur son territoire, consistant en une analyse de l'offre et de la demande sportive afin de permettre d'élaborer des axes d'amélioration de la pratique sportive. Ce diagnostic a permis d'avoir des propositions concrètes d'actions qui pourraient être mises en œuvre par l'ensemble des institutions œuvrant dans le sport, dans le cadre du programme Lozère 2020. L'enveloppe était de 15 000 € à parité avec l'État**

Le Département mène une action forte d'accompagnement des acteurs culturels du territoire. Elle se décline à travers six programmes qui permettent d'identifier les domaines d'actions en Lozère.

Budget 1,141 M€

Crédits de fonctionnement 1,141 M€

ACTIONS ENGAGÉES 2014

- Aide au fonctionnement des structures culturelles et artistiques d'intérêt départemental : **1,055 M€ pour 15 structures**
- Aide aux manifestations culturelles et artistiques d'intérêt départemental : **47 370 €** pour 11 associations (mise en place de manifestations de type festivals, saisons culturelles...)
- Édition et valorisation des connaissances scientifiques, patrimoniales ou linguistiques : **10 870 €** pour 8 associations (publication de revues, réalisation d'expositions, de conférences...)
- Aide aux associations locales : **8 936 €** pour 16 associations (accompagnement à l'animation des cantons ou des intercommunalités de Lozère)
- Aide à la création artistique : **16 031 €** pour 3 créations artistiques en danse, vidéo et théâtre
- Aide à la pratique amateur : **4 250 €** pour 4 associations

Le Département met à disposition la **Chapelle Saint-Dominique de Mende** pour la réalisation d'expositions culturelles (15 expositions ont eu lieu en 2014).

FAITS MARQUANTS

- **Portail culturel : partenariat avec Réseau en Scène via la plateforme Cultizer, ainsi qu'avec les Offices de Tourisme du département, via le logiciel Tourinsoft, pour un partage de données du portail vers ces deux outils. Création de deux nouvelles rubriques : art visuel et art de la parole**
- **Signature d'une convention pluriannuelle avec le Théâtre de la Mauvaise Tête à Marvejols**

Budget 671 428 €

Crédits d'investissement 601 231 €
Crédits de fonctionnement 70 197 €

ACTIONS ENGAGÉES 2014

- **15 200 €** d'achat de matériel de conservation préventive pour conditionner les œuvres d'art des communes
- **32 110 €** : restauration de 2 tableaux, 1 cadre, 5 sculptures, 9 statues, 1 chemin de croix, 2 croix de procession, 1 Christ, œuvres appartenant à 6 communes et la collection d'oiseaux empaillés du Musée Ignon -Fabre (Société des Lettres, Sciences et Art de la Lozère)
- **100 000 €** co-financés par la Direction régionale des affaires culturelles (70 %) et le Département (30 %) : mise en place d'une nouvelle opération de **conservation préventive des objets d'art (Plan-Objets d'Art)** auprès de 8 communes volontaires
- **20 000 €** : gestion et animation du **château de Saint Alban sur Limagnole**
- **19 000€** : animation et gestion de l'**espace muséographique de Javols**
- **497 431 €** : financement de 25 projets de restauration du patrimoine bâti (réhabilitation de fours, fontaines, chapelles, églises, ponts, temples, châteaux...)
- **16 000 €** pour la Fondation du Patrimoine

Nettoyage des moisissures par micro-aspiration.

FAITS MARQUANTS

- **Restauration d'une vingtaine d'œuvres d'art sur l'ensemble du département**
- **Poursuite du Plan-objets en partenariat avec la DRAC, coordonné par la conservation du patrimoine et en collaboration avec des restaurateurs professionnels (bois polychrome et doré) pour mettre en conservation préventive les œuvres d'art de 8 communes du département**
- **Sortie du premier volume de la nouvelle collection départementale Patrimoines de Lozère ¨ Du côté du Malzieu-Ville ¨**

Archives départementales

ACTION CULTURELLE

ACTIONS ENGAGÉES 2014

Budget 110 803 €

Crédits d'investissement 49 988 €
Crédits de fonctionnement 60 815 €

- **Collecte de 34 mètres linéaires d'archives publiques et de 14 mètres** d'archives privées, de 0,51 Go de données informatiques et 47 mètres de préarchivage ; accompagnement des versements de 15 services administratifs et établissements publics de l'État ; 2 dépôts d'archives communales.
- Mise à disposition de nouveaux fonds d'archives publiques (justices de paix) et privés (fonds de l'érudit mendois **Marius Balmelle**, fonds **Albert Jurquet,** fonds **Marcel Pierrel**, correspondant du Comité d'histoire de la Seconde guerre mondiale, fonds **Molette de Morangiès**, papiers **Roux** de Villefort, fonds **Berbonde** de Saint-Denis)
- **Mise en ligne des registres matricules militaires** des classes 1867-1921 (222 registres)
- **Préservation des fonds** : 112 mètres de documents conditionnés
- **47 000 €** consacrés à la restauration : minutes de notaires, registres de l'enregistrement, compoix, archives anciennes, fonds de Brion
- **Accès du public** : 2089 séances de travail en salle de lecture, 12 300 documents communiqués, 635 élèves (dont 404 du 2nd degré) accueillis dans le cadre du service éducatif. **Deux livrets pédagogiques** ont été réalisés en interne : «À vos plumes» et, à destination des classes de 3e et de 1ère, «La Lozère dans la Grande Guerre» en lien avec l'exposition présentée
- Site internet **archives.lozere.fr** : en 2014, 14 millions de pages vues

FAITS MARQUANTS

- **Dans le cadre du Centenaire 1914-1918, exposition sur la Lozère pendant la Première Guerre mondiale, présentée aux AD et itinérante**
- **Poursuite de la Grande collecte 1914-1918 avec 14 contributions**
- **Achat d'un lot de pièces concernant le développement de la sériciculture dans le Caucase par un Floracois (XIXe siècle) et d'une lettre sur la découverte du mausolée de Lanuéjols**
- **3ème rencontre sur les fonds judiciaires et publication avec visa des Archives de France du répertoire consacré aux justices de paix (1800-1958)**

ACTION CULTURELLE

ACTIONS ENGAGÉES 2014

Budget 111 007 €

Crédits d'investissement 5 707 €
Crédits de fonctionnement 105 300 €

- Mise en service du **nouveau bibliobus**
- **Développement des fonds audio (CD) et visuel (DVD)**
- Accès des bibliothèques aux **ressources multimédias et numériques**
- **Prêt** aux bibliothèques municipales **de liseuses et tablettes numériques**
- En partenariat avec les bibliothèques partenaires de l'opération : **2e phase préalable à l'organisation d'un catalogue et portail collectifs**
- **Diffusion de ¨Bouches à oreilles¨** : publication des coups de cœur du comité lecture des bibliothécaires du réseau de la Lozère
- **Création de nouvelles valises thématiques : ¨l'école¨, le racisme, la vie à la ferme, les écritures¨** et en partenariat avec le service Agriculture du Département **¨la prévention des déchets¨**
- **Enrichissement du Portail de la médiathèque départementale de la Lozère biblio.lozere.fr**

PROGRAMME DES ANIMATIONS

- ¨Printemps des poètes¨ : tournée du spectacle pour les tout-petits ¨Gotita, une petite goutte d'eau¨ par la compagnie Air d'Ailleurs, dans 8 bibliothèques du département ; 625 personnes ont pu y assister, en majorité des petits de 3 mois à 5 ans ; un joli spectacle sur la nature et la préservation de l'eau !

- 4ème participation de la BDP au ¨Mois du film documentaire¨: 10 bibliothèques partenaires de l'opération ; 550 personnes rassemblées autour de 7 films et 3 autres programmes (enfant, lycéen, carte blanche à Patrick Leboutte) ; 14 projections dans 11 communes ; 1 journée de formation pour les professionnels et bénévoles du réseau

À signaler : cette année, les bibliothécaires ont participé directement à la programmation, en s'inscrivant dans des pré-visionnages organisés régionalement et à la BDP

PROGRAMME DE FORMATIONS DU RÉSEAU

- **5 formations** ont été proposées aux bibliothécaires salariés ou bénévoles leur permettant de découvrir, d'approfondir ou d'aller plus loin dans la connaissance du métier de bibliothécaire :
  Cette année, il leur a été proposé :
  - 1 formation sur le numérique
  - 1 formation sur l'album jeunesse
  - 2 formations sur l'actualité littéraire
  - 1 formation sur le cinéma

- **4 réunions d'information** : la BDP rencontre son réseau pour :
  - l'informer sur l'organisation ou le fonctionnement de la BDP
  - l'informer sur les animations ou les nouveaux projets
  - lui donner des nouvelles du réseau
  - répondre à ses interrogations
- **79 inscriptions** : 15 personnes en moyenne ont assisté aux formations

FORMATION SUR PLACE, CONSEIL ET SOUTIEN TECHNIQUE

- **34 interventions** techniques sur place : la BDP propose également des formations sur site. Ces formations dépendent des besoins des bibliothécaires. Mais, selon le niveau de la structure, un programme peut être élaboré en concertation avec les bibliothécaires

RÉSEAU

Le Réseau de la Bibliothèque Départementale de Prêt de la Lozère est constitué de :

- **62 bibliothèques** dont
- 1 bibliothèque municipale (BM) de niveau 1
- 4 BM de niveau 2
- 16 BM de niveau 3
- 3 points-lecture
- 38 dépôts (mairie, syndicat d'initiative, poste etc...)
- **105 établissements scolaires** dont :
- 93 écoles privées et publiques
- 10 collèges
- 2 lycées
- **68 établissements publics et privés** dont
- 14 maisons de retraite
- 8 VVF
- 7 crèches
- 1 centre de loisirs
- 16 foyers de vie
- 17 associations
- 1 maison d'arrêt
- 1 hôpital
- 3 établissements publics

PÔLE INFRASTRUCTURES

La Direction des Routes, des Transports et des Bâtiments (D.R.T.B.) a en charge l'entretien, l'exploitation et la modernisation des 2 265 km de routes départementales, la gestion des bâtiments départementaux et le transport.

SERVICE DES BÂTIMENTS & COLLÈGES
9 agents

- Entretien et maintenance technique des bâtiments départementaux (collèges, bâtiments administratifs, bâtiments routiers, centres médico-sociaux)
- Suivi des opérations de réparation et de construction
- Équipement des locaux d'enseignement
- Gestion administrative des propriétés bâties du Département

SERVICE DES TRANSPORTS & DÉPLACEMENTS
4 agents

- Gestion des transports scolaires et des lignes régulières du Département
- Suivi des conventions pour le Transport A la Demande (TAD)
- Amélioration de la mobilité en Lozère (soutien aux lignes ferroviaires, covoiturage...)

SERVICE ADMINISTRATIF, COMPTABLE & FINANCIER
7 agents

- Pilotage du budget de la DRTB
- Gestion administrative, comptable et budgétaire des marchés de la direction

MISSION ¨ PATRIMOINE ¨
2 agents

- Administration du système d'information géographique routier
- Mise à jour et gestion du patrimoine immobilier et foncier du Département

SERVICE GESTION DE LA ROUTE
8 agents

- Gestion de la police de circulation et de conservation du domaine public routier départemental
- Gestion des contentieux et dommages au domaine public routier départemental
- Gestion des équipements de la route (signalisation horizontale et verticale, dispositifs de retenues, compteurs de trafic)
- Référent en sécurité routière (expertise, soutien à l'aide à la conduite accompagnée, répartition des amendes de police)
- Organisation de l'activité d'entretien et d'exploitation des routes (schéma directeur, suivi et analyse de l'activité, marchés pour les unités techniques)
- Pilotage opérationnel de la gestion de crise (viabilité hivernale et estivale)

SERVICE ÉTUDES, TRAVAUX & ACQUISITIONS FONCIÈRES
12 agents

- Pilotage de l'entretien des chaussées et des ouvrages d'art (surveillance, programmation, études et suivi des travaux)
- Instruction des dossiers de traversées d'agglomérations
- Pilotage des opérations de modernisation des routes départementales
- Acquisition foncière (négociation, procédure administrative)

PARC TECHNIQUE DÉPARTEMENTAL
22 agents

- Gestion du parc de véhicules, de matériel et d'engins (suivi administratif et règlementaire, entretien, réparation, renouvellement)
- Laboratoire de contrôle des chantiers routiers (suivi qualité, essais, expertise)
- Pose de glissières de sécurité et réalisation de la signalisation horizontale des routes départementales
- Gestion du réseau radio 40 MHZ

U.T.C.G.
6 Unités Techniques - 24 Centres Techniques
191 agents

- Entretien des routes départementales : réparation des chaussées et des ouvrages, fauchage, curage de fossés, élagage...
- Exploitation des routes départementales : viabilité départementale, déviations, signalisation de danger, ...
- Surveillance du réseau routier départemental
- Gestion du domaine public routier départemental

Les bâtiments d'exploitation de la route
représentent **17 200 m²** de planchers répartis sur **28** sites

Budget 1,708 M€

Les autres bâtiments (hors collèges)
représentent **34 000 m²** de plancher répartis sur **32** sites

Crédits d'investissement 1,010 M€
Crédits de fonctionnement 0,698 M€

ACTIONS ENGAGÉES 2014

TRAVAUX

- **128 000 €** pour la fin des travaux d'installation de chauffage au centre technique du Bleymard
- **14 500 €** pour l'accessibilité handicapés de la Maison Départementale des Personnes Handicapées
- **500 000 €** pour la construction du centre technique du Malzieu
- **37 000 €** pour le raccordement au réseau de chaleur du bâtiment des Archives départementales
- **16 500 €** pour la rénovation de l'église de Saint-Flour du Pompidou
- **6 700 €** pour l'accessibilité handicapés du Centre médico-social de Florac

ÉTUDES

- Études pour les travaux de transformation d'un local commercial en bureaux – Immeuble Paradis à Mende
- Études pour la rénovation du centre technique et l'extension du silo à sel à Grandrieu
- Études pour la restauration d'un plafond peint et le réaménagement d'une pièce au château de Saint Alban
- Études pour des travaux d'aménagement paysagers (aire de stationnement, traversée de route) au domaine des Bouviers

GESTION DES PROPRIÉTÉS

- Acquisition du bâtiment de la communauté de communes de La Bastide pour le Centre Technique de La Bastide
- Acquisition du centre technique de Grandrieu
- Formalisation pour le transfert de propriété de sol des bâtiments du Collège du Collet de Dèze
- Formalités pour la cession de la maison Zucchi à la ville de Mende.

ACTIONS ENGAGÉES 2014

Budget 599 650 €

Lignes régulières

- **16 lignes** régulières d'autocars dont 11 plus particulièrement réservées au transport des élèves internes. 512 000 € y ont été consacrés en 2013/2014 pour du transport scolaire (343 000 € au transport de 484 élèves internes et 169 000 € au transport de 138 élèves demi pensionnaires)
- **mise en place de la ligne Mende – Florac – Mende** (85 000 €/an estimé)

leurs horaires sont disponibles sur lozere.fr

Transport à la demande (T.A.D.)

Particulièrement adapté au milieu rural, seize communautés de communes ont mis en place un TAD sur leurs territoires : 18 000 € ont été consacrés au cofinancement de ces services

Mobilisation pour le maintien des lignes ferroviaires qui desservent la Lozère

Le Département continue de se mobiliser, notamment dans le cadre de l'Association des élus pour la défense du train Cévenol de la ligne Paris-Marseille.

FAIT MARQUANT
expérimentation de la ligne Mende -Florac depuis octobre.

DOMAINE PUBLIC & POLITIQUE ROUTIÈRE

Budget 0,290 M€

ACTIONS ENGAGÉES 2014

Formalisation de la politique routière

- Élaboration d'un projet de Règlement Départemental de Voirie
- Élaboration d'un projet de Règlement Départemental de Signalisation d'Information Locale
- Élaboration d'un projet de schéma directeur d'entretien des ouvrages d'assainissement
- Formation interne des agents d'exploitation des routes

Amélioration des conditions de circulation des usagers de la route

Mise en œuvre en régie de

- **4 390 m** de glissières
- **716 km** de marquage au sol,
- **Relevés GPS de la signalisation de police**
- **Aide au PDASR** (Plan Départemental d'Actions de Sécurité Routière) à hauteur de **55 150 €**
- **690** panneaux de police et directionnels
- **2 400** panneaux de signalisation temporaire
- **230 692 €** en répartition des amendes de police aux communes

Gestion du domaine public routier

- **600** actes administratifs (permissions de voirie, arrêtés de circulation, avis)
- **192 500 €** de recettes (redevance d'occupation du domaine public, dommages occasionnés au Domaine Public, inondations)
- Réalisation des actes d'échanges, de transferts, de voirie, de cession de parcelles.

inforoute.lozere.fr

Budget 1,830 M€

ACTIONS ENGAGÉES 2014

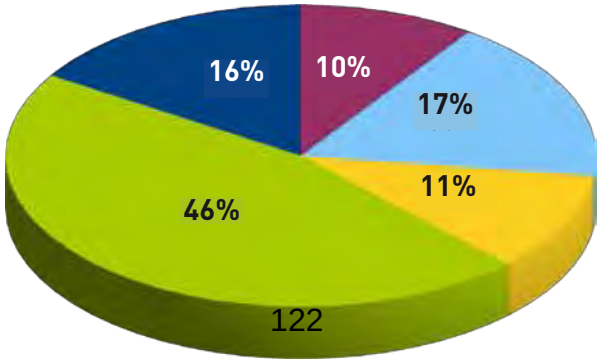
Crédits de fonctionnement 1,663 M€
Crédits d'investissement 0,167 M€

Les agents ont effectué près de 262 700 heures sur le réseau routier consacrées à :

- **Entretien des chaussées** réparation des revêtements pour les parties de chaussées ayant subi des dégradations
- **Travaux en régie** préparatoires au renouvellement des revêtements (maçonnerie, reprise d'aqueducs, déflachage...)
- **Renouvellement en régie des revêtements**
- **L'atelier enduits** a réalisé 30 km de revêtement, essentiellement sur le réseau secondaire, soit une surface traitée de 125 500 m²
- **Entretien des dépendances routières** entretien des fossés, des dispositifs d'évacuation des eaux, fauchage et débroussaillage, élagage des plantations d'alignement, entretien des aires de repos, mise à niveau des accotements
- **Entretien courant** et surveillance des ouvrages d'art (ponts, murs et aqueducs)
- **Maintien des conditions de circulation** pendant la saison hivernale
- **Exploitation générale du réseau** comptage de trafic, patrouilles et surveillance du réseau, mise en place de signalisation temporaire et permanente et interventions d'urgence
- **381 demandes d'interventions urgentes** en provenance des services de secours (SDIS et Gendarmerie)

Répartition des heures personnel par activité

- Entretien des ouvrages d'art
- Entretien des chaussées
- Service hivernal
- Entretien des dépendances
- Exploitation-Signalisation -Équipement sécurité



Le service hivernal a contribué en 2014 à assurer les déplacements de l'ensemble des usagers de la route. Les crédits mobilisés ont permis de financer les fournitures de consommables (sel, pouzzolane) et d'assurer le coût généré par l'utilisation de la flotte d'engins de déneigement, soit **512 887 €**

- **35 100 heures** effectuées par les agents en charge de la viabilité hivernale (patrouilleurs, coordinateurs et chauffeurs)
- **951 patrouilles** en viabilité hivernale effectivement réalisées en 2014
- **3 370 tonnes** de sel et **3 990 tonnes** de pouzzolane répandues

Budget 8,628 M€

Crédits d'investissement Acquisitions foncières 0,177 M€

Crédits d'investissement Ouvrages d'art 1,753 M€

Crédits d'investissement Chaussées 6,698 M€

ACTIONS ENGAGÉES 2014

4,272 M€ pour les chaussées hors enduit en régie renouvellement des couches de roulement de chaussées incluant les travaux réalisés en agglomération

- **55 000 m²** d'enduits superficiels
- **90 000 m²** d'enrobé

1,753 M€ pour les ouvrages

- **3 ponts** réparés et confortés représentant 575 m² de tablier
- **450 m²** de murs de soutènement reconstruits ou confortés
- **470** mètres de parapets reconstruits

2,426 M€ pour la modernisation des routes

- fin de l'aménagement de la RD 906 entre Luc et Bouchâtel sur un linéaire de 2,4 km
- poursuite des travaux d'aménagement de la RD 907bis au sud des Vignes sur un linéaire de 2,5 km, pour un coût total de l'opération évalué à **1,857 M€** (travaux exécutés à 45 %)
- engagement des travaux d'aménagement de la RD 806 au lieu dit ¨ Can de la Roche ¨ sur un linéaire de 2,5 km, pour un coût total de l'opération évalué à **2,460 M€** (travaux exécutés à 50 %)
- **500 mètres linéaires** de routes sécurisés par des purges et cloutages de blocs rocheux

176 615 € pour les acquisitions foncières qui ont permis l'exécution de ces travaux et en particulier celle des projets d'aménagement sur le réseau structurant et des calibrages ponctuels sur des sections du réseau secondaire effectués dans le cadre des réparations de chaussée

Un suivi interne de la qualité des chantiers routiers avec l'expertise du laboratoire routier départemental : 1 112 essais effectués (carottages, essais de plaques, essais de désenrobage, essais de résistance de béton, dosage en liant, granulométrie, etc...).

RD 12 – Pont de la Bédaule

Budget 2,897 M€

Crédits d'investissement 1,123 M€
Crédits de fonctionnement 1,774 M€

ACTIONS ENGAGÉES 2014

1,378 M€ pour le programme d'achat et de renouvellement de matériel 2014

- 3 camions pour la viabilité hivernale
- 2 petits camions
- 3 tracteurs équipés de groupes fauchage-débroussaillage
- 1 mini-pelle 6 tonnes
- 1 remorque à panneaux
- 2 véhicules utilitaires et 12 véhicules légers
- 1 balai tracté
- 4 gravillonneurs avec adaptation sur 4 porteurs 19 tonnes
- 1 valise diagnostic multimarques
- matériels ateliers pour le nouveau CTCG du Malzieu
- 2 véhicules légers 4x4
- matériel non roulant : divers petits matériels

L'atelier mécanique est intervenu sur

- plus de 1 033 interventions (85 % d'interventions curatives et 15 % d'interventions préventives)
- 87 sinistres
- l'organisation et le suivi des contrôles réglementaires sur les matériels roulants
- la planification et la réalisation des visites générales périodiques sur tous les équipements pour assurer la conformité de ces matériels.

FAITS MARQUANTS

- **Expérimentation d'un atelier enduit en régie**
- **Formation d'une équipe spécialisée (5 agents) pour la réalisation de revêtement en enduit**
- **Des travaux préparatoires faits par les centres d'exploitation**
- **10 chantiers pour 30 km de revêtement soit 125 500 m²**
- **Location d'un matériel innovant (train d'enduit)**

Le Parc Technique Départemental (PTD) en chiffres

Taille du parc véhicules : 290
Nombre d'interventions : 1 033
Nombre de marchés publics : 93
Carburant : 683 000 €
Nombre de lots en groupement d'achat public pour le SDIS48 : 34 marchés

PÔLE SERVICES GÉNÉRAUX

Le Département s'appuie sur un pôle de services qui œuvrent de manière transversale au profit des autres directions et du personnel afin de garantir l'efficacité de l'organisation de la collectivité et assurer ses missions pluridisciplinaires.

LA DIRECTION DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE
51 agents

LE SERVICE INFORMATIQUE & TÉLÉPHONIE
15 agents

- Gère et installe les logiciels métiers, bases de données, accès Internet/Intranet en garantissant la cohérence du système d'information (Équipe logiciel métiers)
- Exploite les logiciels métiers (Équipe Hotline / Paramétrage) et assiste les utilisateurs
- Gère le réseau informatique, la téléphonie, la sécurité, la veille technologique et les sauvegardes (Équipe infrastructures/ réseaux)
- Assiste et forme les utilisateurs sur les postes de travail, les photocopieurs, l'utilisation de la messagerie et de la téléphonie mobile pour la collectivité et les collèges (Équipe micro bureautique)
- Assure des prestations pour des partenaires externes (MDPH, Lozère Énergie, Lozère Ingénierie, Centre de gestion 48, École de musique, De Lozère...

LE SERVICE DES RESSOURCES HUMAINES
15 agents

- Gère la carrière, la paie, la masse salariale et l'action sociale en faveur du personnel
- Développe la gestion des emplois et des compétences (recrutement, mobilité, formation...)
- Gère les dispositifs d'hygiène-sécurité-santé (en lien avec la médecine du travail)
- Gère les relations sociales
- Optimise la gestion des ressources humaines et accompagne les directions

LE SERVICE MOYENS GÉNÉRAUX ET LOGISTIQUE
10 agents

- Achats de matériel, de mobilier et des fournitures diverses
- Gestion des différents contrats (assurances, locations...)
- Gestion des prestations (travaux d'impression, nettoyage des locaux)
- Accueil et gestion du courrier

DIRECTION DE LA COMMUNICATION
5 agents

- Informe les Lozériens sur les actions du Département
- Réalise des outils et des supports de communication pour le Département
- Mène des actions de promotion pour renforcer l'attractivité du territoire et apporter plus de visibilité au département
- Organisation d'événementiel

LE SERVICE MARCHÉS PUBLICS ET CONTENTIEUX
11 agents

- Passation des marchés
- Suivi des procédures de délégation de service public
- Gestion des contentieux et pré-contentieux en cours ainsi que le suivi procédural des dossiers
- Conseils et assistance juridique aux services

DIRECTION DES FINANCES ET DU BUDGET
11 agents

- Préserve la situation financière du Département
- Assure l'élaboration du budget en réalisant la préparation et le suivi des arbitrages
- Assure le recouvrement des recettes permettant de financer le budget
- Contrôle l'ensemble des dépenses et des recettes avant transmission pour règlement ou encaissement au comptable public
- Assure la gestion de la dette départementale et gère le suivi de l'ensemble des recettes
- Assure le suivi et la comptabilisation des immobilisations, le suivi de l'actif mobilier et immobilier du Département

Crédits de fonctionnement
381 203€

ACTIONS ENGAGÉES 2014

Magazine Couleurs Lozère :
6 numéros par an, tirage à 50 000 exemplaires

Réalisation de supports de communication
édités en collaboration avec l'ensemble des directions pour apporter des informations pratiques à la population lozérienne :

- 58 créations graphiques (affiches, brochures, dépliants, flyers...)
- 42 insertions presse et spots radio
- habillage de véhicules (Bibliobus, navette Mende-Florac...)
- panneaux chantiers, adhésifs
- 38 cartons d'invitations
- roll'up, flags, objets promotionnels...

Actions presses
- 116 communiqués
- 32 conférences de presse
- 32 vidéos

Webosphère
- 6 newsletters
- moyenne de fréquentation sur lozere.fr : 550 visites par jour
- 597 mail reçus, traités ou re-dirigés vers les services

Réseaux sociaux
- 21 bandeaux pub en signature de mail
- 23 cover Facebook / Twitter
- page Facebook Conseil général : 1075 amis, 859 "j'aime", 336 posts - 600 abonnés Twitter, 708 tweets
- page Facebook Lozère, Nouvelle Vie : 2 082 "j'aime" - 385 abonnés Twitter

Événementiel
- organisation : Cérémonie des Vœux (300 participants) - Repas de rentrée (280 participants)
- participation : Salon Parcours France à Paris avec le Réseau Accueil de Nouvelles populations - Congrès national des Internes de médecine générale à Brest - Séminaires installation Facultés de médecine - Fête des Pâturages à Chanac - Soirée Bienvenue Enseignement supérieur (en lien avec la Direction Enseignemen, Sport et Culture) - Assises du tourisme à Pied de Borne

Dotations lots et objets promotionnels
- 910 dotations attribuées
- 5600 tee-shirts distribués

Prêt tentes, arche, banderoles
- 40 demandes lors des grandes manifestations sportives.

ACTIONS PHARES 2015

Tour de France : Mende Ville étape (arrivée et départ)

Poursuite de la campagne Plaisirs Authentiques

FAITS MARQUANTS

- **WENSEL**
accueil en Lozère sur un week-end de 55 internes de médecine générale : programme d'activités sportives et soirée présentation de la Lozère (territoire et dispositifs en faveur de l'installation)

- **Salon de la Récup' et du ré-emploi (en lien avec la Direction de l'Eau de l'Agriculture et de l'Environnement) : plus de 1000 visiteurs, organisation d'ateliers (meubles en carton, bijoux en tissus...), animations (jeux pour les enfants, bar à soupes, groupe musical...) présence d'artistes de la récup', stands exposants**

Budget 114 384 €

Crédits de fonctionnement 75 690 €
Crédits d'investissement 38 694 €

ACTIONS ENGAGÉES 2014

- **224 marchés notifiés pour un volume de 17,994 M€ HT dont**
- **100** marchés notifiés sans minimum ni maximum
- **104** procédures lancées
- **339** avenants passés
- **1664** dossiers de consultation des entreprises retirés dont 1311 par voie dématérialisée
- **446** offres reçues et analysées - dont 50 par voie dématérialisée
- **17** commissions d'appel d'offres
- **138 133 € HT** de gain obtenu à la suite des négociations menées
- Prise en charge et suivi de **29** dossiers pré-contentieux et **21** dossiers contentieux
- **2** réunions de jury de maîtrise d'œuvre
- **2** commissions de délégation de service public

ACTIONS PHARES 2015

Généralisation de la mise en place de l'outil de travail collaboratif ALFRESCO pour le traitement des procédures de marchés publics

Migration vers la version WEB du logiciel métiers des marchés publics ¨ MARCO ¨

Mutualisation des compétences du service avec des structures extérieures ou satellites (SDIS, Lozère Ingénierie...)

FAITS MARQUANTS

- **Finalisation et mise en place du projet de service**
- **Mise en place des formations marchés publics au sein de la collectivité**
- **Finalisation et passation de la délégation de service public du Parc à Loups de Sainte Lucie**
- **Mise en place d'une procédure interne relative à la prise en charge et au suivi des procédures contentieuses liées au dispositif RSA**

Budget 1,847 €

Crédits de fonctionnement 1,768 €
Crédits d'investissement 0,079 €

ACTIONS ENGAGÉES 2014

- **36 184 appels** téléphoniques reçus et orientés par le standard
- **98 648 plis affranchis** dont 2 714 recommandés pour 102 296 €
- **27 sites loués** (bureaux, garages) soit 401 097 €
- **418 465 €** pour les consommations en **eau** 19 723 €, **électricité** 176 408 € et **combustibles** 222 334 €
- **91 849 €** pour la location de places de parkings à Mende pour 258 véhicules
- **268 554 €** pour le nettoyage de **49 sites**
- **252 113 €** de cotisations des garanties des contrats d'assurances
- **61 963 €** de fournitures de bureau
- **277 agents équipés** en vêtements de travail et équipements de protection individuelle pour 78 502 €
- **81 563 €** pour des travaux d'impression
- **50 411 €** pour la documentation et abonnements divers.

BUDGETS ANNEXES

Laboratoire Départemental d'Analyses

Crédits de fonctionnement 110 920 €

33 946 € pour le nettoyage
62 977 € pour les consommations en eau 1 374 €, électricité 19 713 € et combustibles 41 890 €

Aire de la Lozère

Crédits de fonctionnement 145 285 €

81 544 € pour le nettoyage
55 082 € pour les consommations en eau 33 089 €, électricité 11 403 € et combustibles 10 590€

Domaine des Boissets

Crédits de fonctionnement 5 362 €

5 002 € pour les consommations en eau 176 € et électricité 4 826 €

Crédits de fonctionnement 739 099 €
Crédits d'investissement 627 081 €

Budget 1,366 M€

Le service Informatique a traité environ 3000 demandes d'assistances en 2014 dont 300 provenant des collèges et 2700 pour le Département de la Lozère.

ACTIONS ENGAGÉES 2014

Logiciels métiers

- Aide au passage au PES V2(*) des syndicats mixtes utilisateurs du logiciel financier Agedi
- Mise en place de Coriolis au SDIS et passage à la dématérialisation des Pièces Justificatives et au PES V2(*)
- Mise en place du PES V2 à la MDPH
- Changement de version majeur de la solution de gestion de la tarification des établissements
- Mise en place d'une solution de gestion des pompes à essence et du suivi consommation en gazole

(*) PES V2 : dématérialisation des échanges avec le payeur départemental

Sites web

- Mise en place d'un flux de partage de l'agenda culturel avec le Comité Départemental du Tourisme et les Offices de Tourisme
- Développement d'un outil collaboratif de liaison avec les membres du réseau accueil pour suivre les porteurs de projets

Infrastructures – réseaux

Pour les collèges :

- remplacement des centraux téléphoniques de Langogne, Marvejols, Sainte-Énimie, Collet de Dèze
- virtualisation des serveurs des collèges de Langogne, Villefort, Marvejols
- remplacement des centraux téléphoniques du Département de la Lozère
- Mise en œuvre et test d'un plan de reprise d'activité suite à un sinistre majeur
- Remplacement des systèmes de sécurité afin de s'adapter à l'arrivée du réseau très haut débit sur Mende
- Fin de l'opération de remplacement des baies de stockage et mise en œuvre d'un Cloud Privé
- Sonorisation de la salle des délibérations et équipement d'une solution de vidéoprojection.

Micro bureautique

- Gestion de l'assistance et formation pour tous les utilisateurs sur les postes de travail, les photocopieurs, l'utilisation de la messagerie et de la téléphonie mobile pour la collectivité et les collèges
- Équipement en tablettes numériques (LDA, Élus, Bibliothèques Municipales, Collèges) et formation des élus
- Mise en place de l'annuaire Active directory et adaptation de tous les outils informatiques
- Déploiement de 50 vidéoprojecteurs interactifs dans les collèges.

ACTIONS PHARES

Réalisation d'une Salle Informatique

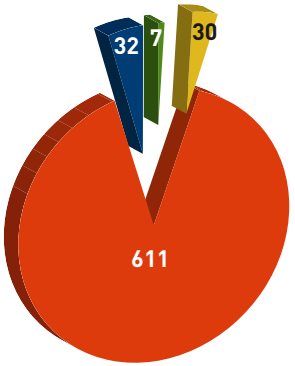
Mise en production d'un réseau Très Haut Débit Mutualisé (10 Gbits)

BUDGETS ANNEXES

Laboratoire Départemental d'Analyses
Crédits d'investissement 5 976 €
Crédits de fonctionnement 11 533 €

L'EFFECTIF DE LA COLLECTIVITÉ AU 31 DÉCEMBRE 2014

- Non titulaires sur poste vacant
- Titulaires
- Assistants familiaux
- Contrat Emploi Avenir - CEA



- **673 agents** dont
- 611 fonctionnaires
- 11 ETP mis à disposition de la MDPH
- 6,10 ETP mis à disposition de Lozère Ingénierie
- 10 Ouvriers des Parcs et Ateliers

Âge moyen des agents : 45 ans

- **17** recrutements externes, 18 agents non titulaires sur postes vacants
- **14** départs dont 8 départs à la retraite
- **25** congés maternité et 17 congés paternité

LA FORMATION AU SEIN DU DÉPARTEMENT

- **201 000 €** engagés au titre des actions de formation des services et du Laboratoire Départemental d'Analyses.
- **2 985 équivalents jours formation**
- **302** stages réalisés
- **149 500 € de cotisations** obligatoires au Centre National de la Fonction Publique Territoriale (CNFPT) et
- **23 000 €** au Centre de gestion de la fonction publique territoriale de la Lozère

L 'ACTION SOCIALE

- **545 579 €** dont :

- 348 995 € pour les tickets restaurant
- 160 665 € de cotisation du Comité National d'Action Sociale (C.N.A.S.)
- 23 590 € pour l'amicale des agents

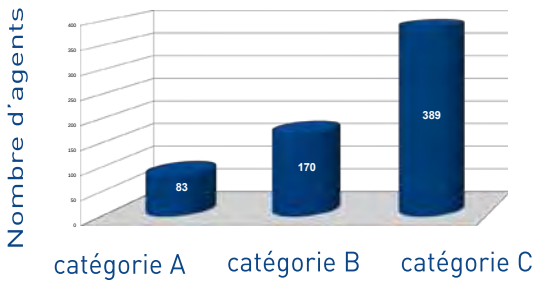
LA DÉMARCHE PRÉVENTION ET SÉCURITÉ

- **8 675 €** d'équipements de protection individuelle
- **26 accidents de service** soit une diminution de 17 accidents par rapport à 2013
- taux d'absentéisme pour maladie ordinaire de **2,43%**
- **40 aménagements de postes** avec la médecine professionnelle et **8 672 €** financés par le Fond pour l'Insertion des Personnes Handicapées dans la Fonction Publique au titre de ces aménagements

Crédits de fonctionnement 28,510 M€

Budget 28,510 M€

Répartition des agents par filière et par catégorie
(agents titulaires + agents non titulaires sur poste vacant)



- **+ de 57%** des agents appartiennent à la filière technique (part importante d'agents de cette filière dans les UTCG et les collèges)

Les autres filières :

- **28,04%** filière administrative
- **7,79%** filière sociale
- **2,02%** filière médico-sociale
- **2,37%** filière médico-technique
- **1,87%** filière culturelle

Catégorie C majoritaire dans les filières administratives et techniques (60 à 80% de l'effectif) et catégories A et B prédominent dans les autres filières.

FAITS MARQUANTS

- **Réalisation du projet de service RH pour la période 2014 -2017 à partir de l'enquête de satisfaction réalisée auprès des agents du Département**
- **Poursuite de la professionnalisation des agents et de l'encadrement avec notamment l'organisation d'un séminaire de l'encadrement sur le thème de la qualité de vie au travail**
- **Élaboration d'un protocole pré-électoral avec les organisations syndicales et l'organisation des élections professionnelles du 4 décembre 2014**
- **Préparation en lien avec les services de la DDT de l'intégration des Ouvriers des Parcs et Ateliers (OPA)**
- **Mise en œuvre de l'expérimentation du télétravail à laquelle participent 9 agents de la collectivité**
- **Accompagnement de la création de l'Agence Lozère Ingénierie**

Direction des Finances et du Budget

Crédits de fonctionnement 3,932 M€
Crédits d'investissement 4,010 M€

Budget 7,942 M€

ACTIONS ENGAGÉES 2014

49 541 pièces comptables traitées par les agents de la Direction en 2014

- 30 098 mandats émis, le taux de rejet est de 0,38 % (contre 0,28 % en 2013)
- 19 443 titres émis dont 3 356 titres concernant la régularisation de la TVA sur les transports scolaires
- 805 paiements par Titre Interbancaire de Paiement Informatique soit 8,19 % des montants encaissés
- 3 300 demandes d'assistance budgétaire émanant des autres directions
- 3 130 demandes d'assistance comptable émanant des autres directions
- Contrôle des délais de paiement et contrôle des reports de crédits de paiement
- Aide à la préparation et à l'élaboration des documents budgétaires (ouverture budget partiel, budget primitif, compte administratif, 4 décisions modificatives).
- Suivi des subventions aux associations pour 900 000 € représentant 1 113 mandats
- Formations budgétaires au sein de la collectivité.

ACTIONS PHARES 2014/2015

Extension de la démarche de contrôle de gestion à la Direction des Routes, des Transports et des Bâtiments ainsi qu'au service des Ressources Humaines

Dématérialisation des pièces justificatives (Titres, Mandats et Bons de commandes)

FAITS MARQUANTS

- **Dématérialisation des pièces comptables des titres et des mandats. Abandon du support papier. Télétransmission de ces pièces avec signature électronique (49 541 pièces comptables dématérialisées)**
- **Signature d'un avenant à la convention entre le Département et la Direction Générale des Finances Publiques prévoyant**
  - un contrôle allégé des dépenses d'aide sociale et des frais de déplacement avec une mise en place d'un contrôle interne au sein de la DSD et du SRH
  - la mise en place de moyens modernes de paiements (prélèvements automatiques concernant les titres de transports scolaires, les titres payables sur Internet)
  - la valorisation de la tenue de l'inventaire
- **Analyse de la situation financière des associations (38) et des délégations de service public (7)**
- **Systématisation de la revue mensuelle de gestion**
- **Signature de 2 contrats de prêts dans le cadre du protocole de partenariat entre la Caisse des Dépôts et Consignations et le Département : financement des travaux au collège du Collet de Dèze et des travaux de voirie**
- **Préparation de la mise en place du logiciel budgétaire Coriolis au SDIS :**
  - travail en collaboration avec le Service Informatique
  - formation des agents du SDIS (5 jours)
- **Préparation d'une convention de mutualisation des services SDIS et Département (7 jours) :**
  - aide à l'élaboration des documents comptables (6,5 jours)
- **Aide à l'élaboration des documents comptables de Lozère Ingénierie et du CAUE (1 jour)**

131

PÔLE SOCIAL

Les compétences et missions confiées par la loi au Conseil général dans le domaine social et médico-social couvrent les secteurs de l' Enfance et de la Famille, de l'Action sociale et de la Lutte Contre l'Exclusion, et de l'Autonomie des personnes handicapées et des personnes âgées.

Les services du Pôle Social sont présents sur les 5 bassins de vie du département à travers les Centres Médico-Sociaux de Florac, Mende, Marvejols, Saint-Chély-d'Apcher et Langogne. Cette organisation territoriale permet d'apporter une réponse de proximité à la population.

Budget 38,475 M€

DIRECTION DE LA SOLIDARITÉ DÉPARTEMENTALE

Crédits d'investissement 1,492 M€
Crédits de fonctionnement 36,983 M€

SERVICE ENFANCE FAMILLE-SEF
30 agents et 30 assistants familiaux

- Promotion de la santé de la mère et de l'enfant : actions de prévention, accompagnement, suivi médico-social
- Mission Enfance en Danger et Observatoire : cellule de suivi et de traitement des informations préoccupantes
- Protection de l'enfance : suivi, accompagnement, placement
- Autorisation et contrôle des structures d'accueil de l'enfance (crèches, Accueil de Loisirs Sans Hébergement, lieux de vie, assistants maternels et familiaux...)

SERVICE DU LIEN SOCIAL -SLS
40 agents

Sur les 5 bassins de vie de la Lozère, au travers d'une action territorialisée dans les Centres Médico-Sociaux correspondants :

- Action sociale : accompagnement des personnes fragilisées
- Insertion : pilotage des dispositifs rSa, ouverture de droits et suivi du Plan Départemental d'Insertion, et fonds d'aides aux jeunes en difficulté
- Logement : suivi des actions de prévention et d'aide aux familles en difficulté d'accès ou de maintien dans le logement (avec la CCSS gestion du Fonds Social Logement)

SERVICE ADMINISTRATIF & FINANCIER-SAF
5 agents

- liquidation et mandatement de toutes les dépenses sociales
- animation et production de tableaux de bords et indicateurs
- préparation et suivi du budget de la DSD

Par une maîtrise plus fine des rattachements, la DSD limite ses dépenses de fonctionnement à 36,983M€

SERVICE AUTONOMIE

25 agents

Soutien aux personnes en situation de handicap et aux personnes âgées dépendantes par :

- L'attribution et la gestion des Prestations de Compensation du Handicap et de l'Allocation Personnalisée d'Autonomie
- L'aide à domicile
- La prise en charge des frais d'hébergement en foyers spécialisés et en Établissement d'Hébergement pour les Personnes Âgées Dépendantes (EHPAD)
- L'autorisation et le contrôle des structures d'accueil et d'hébergement des personnes âgées et personnes en situation de handicap
- La gestion du CLIC départemental

La Maison Départementale des Personnes Handicapées

- exerce une mission d'accueil, d'information, d'accompagnement et de conseil des personnes handicapées et de leur famille.
- Permet aux personnes en situation de handicap de connaître leurs droits et les demandes de prestations associées
- définit les besoins des personnes et met en place un projet
- compense les conséquences du handicap dans le quotidien

FAITS MARQUANTS

- **Réalisation des actions de priorité 2 du schéma des Solidarités 70% d'actions démarrées et 25% réalisées.**
- **Édition du Journal du schéma (4 numéros)**
- **Déclinaison des projets de direction et des services**
- **Transversalité du Pôle renforcée**
- **Développement du soutien à la parentalité et création d'une association ¨ Maison des parents et des éducateurs de Lozère ¨, édition du guide ¨ Enfants en danger : que faire ? ¨**
- **Mise en place des formations collectives de l'accueil familial**
- **Édition du guide ¨ Bien vieillir en Lozère ¨ à l'attention du public et des usagers**
- **Mise en place d'un dossier unique d'aide sociale**
- **MDPH : développement de la communication, de l'accessibilité, et expérimentation de la territorialisation**

ACTIONS ENGAGÉES 2014

Budget 4,329 M€

Crédits d'investissement 0,070 M€
Crédits de fonctionnement 4,259 M€

Interventions au titre de la prévention et de la santé

- **1 524 actes infirmiers** réalisés par les puéricultrices dont 119 en lien avec l'allaitement maternel
- **652 déclarations de grossesse** traitées par la sage-femme donnant lieu à 242 visites à domicile
- **129 consultations** de puéricultrices au cours desquelles 145 enfants ont pu être examinés
- **22 séances** de consultations de nourrissons (uniquement sur Mende) – 72 enfants examinés dont 15 enfants confiés – 97 vaccinations
- **737 enfants** vus en bilan école maternelle, soit 97,74% des enfants inscrits en moyenne section – 271 orientés vers un spécialiste (ORL, orthophoniste, CAMSP ou CMPEA,...)
- **144 consultations de planification** dont 78 pour de nouvelles consultantes, 11 en lien avec l'IVG, 85 pour des mineures et 138 en lien avec la contraception
- **18 interventions de formation continue** auprès des professionnels de la petite enfance, dont 12 en écoles maternelles, 5 auprès des Maisons d'assistants Maternels (MAM) du département et une auprès des ALSH

Solutions d'accueil de la petite enfance

- **330 assistants maternels agréés** pour une capacité d'accueil de 1128 places, dont 6 Maisons d'Assistants Maternels situées au Rozier, à Montrodat, Aumont-Aubrac, Nasbinals, Saint-Germain-du-Teil et Grandrieu pour 47 places d'accueil
- **16 établissements** d'Accueil du Jeune Enfant dont 11 multi-accueils, 3 micro-crèches, une crèche familiale et une crèche itinérante pour un total de 386 places

Le taux d'accueil lozérien (individuel et collectif) est de 72,5 places pour 100 enfants, alors qu'il est de 56,7 places seulement au niveau national.

- **42** Accueils de Loisirs Sans Hébergement (pour les 3-6 ans)

Soutien aux familles en difficulté

- **139 situations de mineurs en danger** ou risque de danger recueillies et traitées par la cellule de recueil des informations préoccupantes, MEDO (Mission Enfance en Danger et Observatoire)
- **43 signalements d'enfants en danger** effectués auprès de la Justice par la cellule MEDO
- **197 Actions Éducatives** en Milieu Ouvert (AEMO) et 108 Aides Éducatives à Domicile (AED)
- **49 prestations** auprès des familles, de Techniciens de l'Intervention Sociale et Familiale (TISF)
- **98 256 € d'aides** financières accordées sous la forme de secours ou d'allocations mensuelles
- **113 mineurs** pris en charge avec une mesure de placement.

ACTIONS 2014

Budget 7,40 M€

Action sociale territorialisée
Le soutien au quotidien se traduit par :
- **7 635 entretiens** dont 1 212 visites à domicile

Au 31 décembre 2014, les Conseillers en Économie Sociale Familiale mettent en œuvre :
- **141 Accompagnements Éducatifs et Budgétaires**
- **8 Mesures d'Accompagnement Social Personnalisé (MASP)**
- **4 mesures d'Accompagnement Social Lié au Logement (ASLL)** en cours

Sur l'année, ils ont accompagné 102 dossiers de sur-endettement.

Aides financières individuelles au titre de l'action sociale
- **12 246 €** pour 137 aides aux sports et à la culture au profit de 95 enfants et 42 adultes
- **20 184 €** pour 65 secours d'urgence

Insertion
Pilotage du dispositif revenu de Solidarité active (rSa)
1 024 foyers bénéficiaires du rSa socle ou socle et activité au 31 décembre 2014
- **5 716 663 €** consacrés au paiement de l'allocation rSa
- **225 673 €** pour 74 contrats aidés
- **828 112 €** pour 30 actions soit 952 accompagnements proposés
- **75 951 €** pour 173 aides financières individuelles accordées au titre de la mobilité, de la formation ou d'aides à l'accès au soin
- **188 158 €** accordés pour accompagner l'insertion sociale et professionnelle des jeunes (1 411 jeunes suivis, accord de 156 aides au titre du Fonds d'Aide aux Jeunes en Difficultés (FAJED) et de 44 aides au titre de la Bourse Emploi Formation Jeunes 48 (BEFJ 48)

Crédits de fonctionnement 7,40 M€

Accès et maintien dans le logement
- **250 000 €** de participation financière au Fonds Solidarité Logement (FSL)
- **Au titre du FSL ,** 1484 décisions prises et 875 aides accordées
- **99 évaluations sociales** effectuées dans le cadre de la Mission Logement dont 82 évaluations en amont d'une procédure d'expulsion
- **Précarité énergétique** : 5 réunions publiques d'information de sensibilisation aux éco-gestes en 2014

Habiter mieux
- **En 2014** une aide forfaitaire de 500 € apportée à chaque dossier ¨Habiter mieux¨: soit 139 situations aidées pour une dépense globale de **69 500 €** qui va générer 2,876 M€ de travaux TTC.

ACTIONS 2014

Budget 26, 452 M€

Aides à domicile

8,87 M€ en 2014, soit une augmentation de 7,25% sur un an.

- **104 000 €** : aides ménagères pour 61 bénéficiaires
- **833 000 €** : Allocation Compensatrice pour Tierce Personne (ACTP) pour 114 bénéficiaires
- **3,535 M€** : Prestation de Compensation du Handicap (PCH) : aides humaines, techniques ou matérielles pour 517 bénéficiaires (dont 21 enfants), soit un taux d'augmentation de 14 % par rapport à 2013
- **4,398 M€** : Allocation Personnalisée d'Autonomie à domicile (APA) (+6,4 % par rapport à 2013 pour 1 196 bénéficiaires)
- **CLIC** du Conseil départemental : actions de prévention et de sensibilisation avec les différents partenaires mobilisés - 240 personnes en 2014 ont bénéficié d'actions visant à soutenir les aidants familiaux à travers des rencontres et des conférences sur tout le territoire. Mise en place de nouveaux ateliers aidants/aidés : musicothérapie et partage et saveurs
- **Mise en place du Service d'Accompagnement à la Vie Sociale** (SAVS 48) départemental polyvalent à titre expérimental pour les personnes en situation de handicap

Hébergement

- **15,838 M€** pour l'Allocation Perte d'Autonomie (APA) et pour l'Aide Sociale à l'Hébergement (ASH) - paiement du solde à charge des frais d'hébergement des usagers accueillis en structures adaptées pour les personnes en situation de handicap et en EHPAD pour les personnes âgées) **:**
  - **ASH des personnes en situation de handicap : 8,437 M€**
  - **ASH des personnes âgées : 2,438 M€**
  - **APA en établissement : 4,963 M€**
- Mise en place de la **gestion des places disponibles** dans les établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes (EHPAD) consultables sur le site internet du Département.

Crédits d'investissement 1,422 M€
Crédit de fonctionnment 25,03 M€

PÔLE DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le Pôle Développement Durable propose et met en œuvre les politiques et programmes d'actions en faveur d'un développement équilibré dans des domaines essentiels à l'attractivité de notre territoire.

Pôle regroupant quatre directions qui déploient leur activité de conseil, d'appui technique, d'expertise, d'animation et de soutien financier dans :

- le déploiement des politiques territoriales
- l'attractivité économique du territoire
- la veille sanitaire et protection de la santé publique
- les infrastructures nécessaires au développement du territoire et à la préservation de l'environnement

DIRECTION DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE & DE L'ÉCONOMIE (DATE)

13 agents

SERVICE AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE, INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET EUROPE

5 agents

- Accompagnement des territoires et de leurs structures
- Contractualisation avec l'État et la Région
- Développement de l'Information géographique (cadastre, photos aériennes) auprès de 200 collectivités

Mission aménagement du territoire

- Suivi des financements Etat (FNADT, Massif, Vallée du Lot) et Région sur le territoire
- Suivi et financement des documents d'urbanisme et de la création de réserves foncières
- Accompagnement des territoires dans leurs projets (Pays, PNR, syndicats mixtes...)
- Politique départementale d'accueil des nouvelles populations

Mission Programmes européens

- Suivi des financements européens sur le territoire
- Valorisation des projets départementaux (appui aux projets, assistance technique)

Mission Information géographique

- Mise en œuvre et suivi d'un site Internet cartographique pour les collectivités et le grand public
- Développement de l'information géographique (données, logiciels)

SERVICE ACTIONS ÉCONOMIQUES

6 agents qui gèrent les aides

- en faveur des entreprises
- en faveur du tourisme
- en faveur des communes et structures intercommunales dans divers domaines : voirie, écoles primaires, maisons médicales, aménagement de villages...

DIRECTION DES TIC & DE LA PROSPECTIVE (DTICP)

5 agents

- Déploiement des Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication (NTIC) au service de la population (internet à haut et très haut débit, téléphonie mobile et nouveaux usages essentiellement)

DIRECTION DE L'EAU, DE L'AGRICULTURE & DE L'ENVIRONNEMENT

13 agents représentant 12,4 ETP

SERVICE EAU & ASSAINISSEMENT
7,5 ETP (répartis sur 9 agents)

- Mise en œuvre de la politique du Département en faveur de l'aide aux communes ou EPCI pour les équipements d'eau potable et d'assainissement intégrant l'objectif de sécurisation de la ressource et de préservation ou d'amélioration du bon état des cours d'eau
- Appui technique pour l'Alimentation en l'Eau Potable et animation du schéma départemental AEP
- Appui technique aux exploitants de stations d'épuration
- Assure le suivi de la qualité des rivières

SERVICE DE L'ENVIRONNEMENT
2.3 ETP (répartis sur 5 agents)

- Gestion intégrée des cours d'eau
- Préservation de l'environnement et des milieux sensibles
- Mise en œuvre du Plan départemental de prévention et de gestion des déchets non dangereux
- Développement des activités de pleine nature en lien avec le patrimoine naturel
- Maitrise de l'énergie et du développement des énergies renouvelables

SERVICE AGRICULTURE & DE LA FORÊT
2,6 ETP (répartis sur 4 agents)

- Promotion d'une agriculture durable et de qualité
- Aides en faveur de la gestion forestière
- Aides en faveur de l'aménagement foncier

LABORATOIRE DEPARTEMENTAL D'ANALYSES

25 agents

Veille sanitaire et protection de la santé publique dans divers domaines :

- Santé animale (immuno-sérologie, biologie moléculaire et bactériologie vétérinaire)
- Hydrologie (prélèvements et analyses d'eaux de consommation, de piscines et de baignades, d'eaux de rivières et d'eaux usées)
- Diagnostic de l'ESB (ou maladie de la vache folle)
- Prélèvements, audits, formations et analyses dans l'hygiène alimentaire

ACTIONS ENGAGÉES 2014

Budget 13,709 M€

Crédits d'investissement 11,026 M€
Crédits de fonctionnement 2,683 M€

AIDES A L'INVESTISSEMENT

Activités économiques

- **177 400 €** attribués pour la réalisation de 3 projets privés (973 097 € de travaux)
- **330 319 €** en faveur de 8 structures (4 publiques et 4 privées) pour la construction de leur immobilier industriel et artisanal (5,667 M€ de travaux)
- **30 000 €** attribués pour l'aménagement d'une zone d'activités pour un montant de travaux de 224 015 €

Plan d'équipement départemental (P.E.D.)

- **1,715 M€** ont été attribués soit 290 dossiers et 6,137 M€ TTC de travaux générés

Logement

- **100 000 €** accordés à des communes et à une SA HLM pour financer la rénovation, l'aménagement ou l'acquisition et réhabilitation de 21 logements pour 1 144 673 € de travaux

Communes et intercommunalités

Infrastructures et SDEE

- **690 000 €** accordés au SDEE de la Lozère pour financer la voirie communale
- **100 000 €** alloués pour l'enfouissement des lignes électriques (202 700 € de travaux)

Loisirs et aménagements de villages

- **4 M€** d'aides pour financer 76 projets portés par des communes, des communautés de communes afin de réaliser des travaux d'aménagements de villages sur les bâtiments communaux, les ouvrages d'arts, les équipements sportifs (15,652 M€ de travaux)

Travaux exceptionnels

- **150 000 €** de crédits pour financer 7 projets qui s'avéraient urgents pour des communes ou communautés de communes qui ne pouvaient être financés sur un autre dispositif (537 246 € de travaux)

Programme exceptionnel de voirie communale (P.E.V.C.)

- **810 000 €** attribués soit 3,095 M€ de travaux financés pour 55 dossiers

Voirie exceptionnelle liée à la longueur de voirie

- **500 000 €** attribués soit 2,187 M€ de travaux financés pour 55 dossiers. Cette dotation est reconduite pour 2015

Travaux de voirie

- **100 000 €** pour financer 5 opérations portées par des communes ou communautés de communes sur la voirie départementale ou liées à de la voirie départementale (252 000 € de travaux)

Tourisme

Projets touristiques structurants

- **370 013 €** attribués en faveur de 5 projets touristiques structurants (1,940 M€ de travaux)
- **686 556 €** consacrés au financement des sites départementaux (développement et aménagement touristique des stations thermales de Bagnols-les-Bains et La Chaldette (2,096 M€ de travaux)

AIDES AU FONCTIONNEMENT

Activités économiques

- **474 265 €** attribués aux chambres consulaires et organismes partenaires du Département : Chambre de Commerce et d'Industrie, Chambre des Métiers et de l'Artisanat, Lozère Développement et Syndicat mixte de la RN 88

- **102 900 €** attribués sur le Fonds d'Intervention Economique (F.I.E.) à diverses associations, personnes privées ou collectivités pour financer des opérations, des dispositifs, des études

Logement

- **36 195 €** de subvention ont permis de financer le fonctionnement de l'Association Départementale d'Information et du Logement (A.D.I.L.)

Tourisme

- **1,632 M€** accordés à Lozère Tourisme au titre de la mise en œuvre du plan marketing 2014
- **92 500 €** en faveur des offices de tourisme dans le cadre des contrats d'objectifs
- **279 638 €** ont permis de financer le fonctionnement des 5 stations de ski, les Délégations de Service Public de Sainte-Lucie, des Bouviers et l'opération Grand site.

FAITS MARQUANTS

- **Signature du contrat de délégation de services publics avec la SELO pour la gestion du parc à loups de Sainte-Lucie**
- **Animation territoriale des offices de tourisme et signature des contrats d'objectif dans le cadre de l'organisation des territoires**
- **Mise en place du concours départemental "Villes et villages fleuris" édition 2014**
- **Lancement de la politique contractuelle pour 2015-2017 avec les collectivités**

Budget 343 329 €

ACTIONS ENGAGÉES 2014

Crédits de fonctionnement 304 586 €
Crédits d'investissement 38 743 €

Politique territoriale

- **116 102 €** pour le fonctionnement des 3 GAL (Groupe d'Action Locale) et de 2 Parcs Naturels Régionaux en préfiguration
- **15 907 €** au titre des actions Accueil Nouvelles Populations, **19 000 €** pour le fonctionnement de l'association ¨SIG L-R ¨
- **28 500 €** payés pour l'animation foncière et les frais de portage
- **87 894 €** correspondant aux frais d'adhésion à diverses structures : 5 structures (associations régionales, nationales et européennes) dont 76 068 € consacrés à la contribution pour l'Entente Interdépartementale Vallée du Lot

FAITS MARQUANTS

- **En 2014 le Département a renforcé son accompagnement auprès des territoires, en lien avec la préparation des nouveaux programmes 2014-2020 notamment sur les thématiques Leader et Accueil de Nouvelles Populations**

PROGRAMMES EUROPÉENS

L'année 2014 a été une année de transition au niveau des programmes européens, marquant la fin de la période 2007-2013 et le début de la période 2014-2020.
Pour les programmes de 2007-2013, quelques dossiers ont pu bénéficier de reliquats en 2014 pour un montant de 695 575 €.
Pour la période 2014-2020, l'année 2014 a été une année de préparation des nouveaux programmes, sans programmation financière de dossiers.

BILAN de la Programmation 2007-2013

Fonds Social Européen

- Le territoire de la Lozère a bénéficié de plus de **3,8 M€ de crédits FSE** et le Département a apporté un co-financement de plus de **1,2 M€**

Fonds Européen pour le Développement Régional

- **11,5 M€ de crédits FEDER** ont été programmés pour 130 dossiers, représentant à peine 4 % de l'enveloppe régionale

FEDER MASSIF CENTRAL

- **1,5 M€ de FEDER** avec 47 dossiers subventionnés au titre du programme FEDER Massif Central pour un montant total de projets de près de 5,5 M€

Fonds Européen Agricole pour le Développement Rural (FEADER)

- **160 M€** de FEADER ont été programmés. Sur ce montant, environ 120 M€ ont été consacrés au versement des primes ICHN et PHAE)
- Concernant uniquement le volet régional du FEADER (DRDR), ce sont plus de **34 M€** qui ont été programmés en Lozère, représentant plus de 1 800 opérations pour 21 % de l'enveloppe régionale

Programme LEADER

Gérés par les Groupes d'Action Locale (GAL), le territoire lozérien a pu bénéficier de plus de 3,5 M€ de crédits FEADER, soit 19 % de l'enveloppe régionale LEADER. La programmation a été mise en œuvre par l'intermédiaire des GAL :

- **1,3 M€** sur le GAL Gévaudan-Lozère
- **1,3 M€** sur le GAL Terres de Vie
- **1,9 M€** sur le GAL Cévennes dont près de 400 000 € en Lozère

ACTIONS ENGAGÉES 2014

Budget 1,676 M€

- **0,95 M€** au titre des opérations ¨AEP assainissement ¨ (61 dossiers)
- **1,42 M€** au titre des opérations ¨AEP assainissement exceptionnel ¨ (6 dossiers d'enjeu départemental)

Crédits d'investissement 1,583 M€
Crédits de fonctionnement 0,093 M€

LE SATEP

- Poursuit l'animation du Schéma Départemental AEP
- Accompagne les études de faisabilité des scénarios structurants du SDDAEP et des études préalables au transfert de compétences AEP/ASST
- Intervient en appui technique aux collectivités pour le suivi des équipements d'eau potable (206 ouvrages visités)
- Sensibilise les collectivités à la protection des captages, aux économies d'eau et à la qualité de l'eau distribuée

LE SATESE

- Intervient en assistance technique (y compris bilans 24 heures d'auto-surveillance) sur les 285 systèmes d'assainissement collectifs (350 interventions en 2014)
- Assure un appui technique aux régies de SPANC intercommunaux et organisation des journées techniques départementales
- Assure le suivi qualité des rivières : 26 points suivis sur les bassins versants du Tarn, Lot, Chassezac, Altier, Paillères

GESTION INTÉGRÉE DES COURS D'EAU

- **27 115 €** pour la gestion intégrée des cours d'eau (SAGE, contrats de rivière, techniciens de rivière, étude diagnostique de la continuité écologique sur l'Allier, le Chapeauroux et le Grandrieu)

FAITS MARQUANTS

- **Décision de la prise de compétence d'assistance technique à la protection de la ressource en eau à compter du 1er janvier 2015**
- **Définition du cadre d'intervention de l'assistance technique à la protection de la ressource en eau avec information des entités gestionnaires et partenaires institutionnels**
- **Mise en place d'un plan d'actions pour l'amélioration bactériologique de l'eau distribuée, dans le cadre d'un partenariat ARS/SATEP**
- **Appui technique à la mutualisation de 5 Services Publics d'Assainissement Non Collectifs intercommunaux**
- **Mise en place d'une animation conjointe avec l'agence de l'Eau RM&C pour la valorisation des cours d'eau en bon état**
- **Programme 2014-2020 exceptionnel Assainissement : mise en service des unités épuratoires de Luc, Rieutort-de-Randon et Saint-Denis-en-Margeride**

ACTIONS ENGAGÉES 2014

Budget 1,056 M€

Crédits d'investissement 0,560 M€
Crédits de fonctionnement 0,496 M€

AGRICULTURE

- **55 640 €** attribués à 18 structures associatives, syndicats ou autres organismes agricoles pour l'organisation de manifestations agricoles ou de promotion de l'agriculture
- **161 530 €** alloués à la Chambre d'Agriculture pour son fonctionnement et la mise en oeuvre d'un programme d'actions
- **19 847 €** au titre de la diversification agricole
- **5 000 €** sur la filière bois (valorisation du bois cévenol)
- **30 000 €** en faveur de 75 exploitations agricoles au profit de Jeunes Agriculteurs au titre de la réalisation de leur Plan de Développement des Exploitations
- **199 175 €** au profit de 61 éleveurs en vue de la construction de bâtiments d'élevage

- **20 000 €** alloués à la SAFER pour l'animation en vue de la rétrocession de parcelles à des installations hors cadre familial et pour la mise en place de Convention de Mise à Disposition

- **9 000 €** alloués au COPAGE pour l'animation des Associations Foncières et Pastorales
- **10 000 €** attribués à la SAFER pour l'animation d'échanges amiables en milieu agricole
- **13 500 €** alloués à des syndicats, communes pour des opérations dans le cadre de la démarche Terra Rural
- **15 000 €** d'études préalables aux travaux de rénovation et modernisation de réseaux hydrauliques collectifs existants
- **44 000 €** pour l'emploi en agriculture avec la création de groupements d'employeurs et de services de remplacement agricole
- **95 813 €** au titre de l'Habitat des Jeunes Agriculteurs pour 12 dossiers soit 1,870 M€ de travaux
- **13 440 €** attribués en faveur des agriculteurs en difficulté

FORÊT

- **69 718 €** attribués à 19 communes pour réaliser des travaux d'amélioration de peuplements forestiers sur des terrains communaux ou sectionnaux
- **7 900 €** en faveur de l'animation de la Charte Forestière de Territoire du Pays Gorges Causses Cévennes
- **4 000 €** alloués au CRPF pour une opération de regroupement de propriétaires sur le territoire de la charte forestière de territoire Gorges Causse et Cévennes
- **20 000 €** pour le Centre Régional de la Propriété Forestière (CRPF) pour l'animation d'échanges amiables en milieu forestier.

FAITS MARQUANTS

Finalisation de l'opération de restructuration foncière amiable sur une zone ciblée de 600 ha sur les communes de Balsièges, Barjac, Esclanèdes

Engagement du schéma départemental de desserte externe des massifs forestiers

Budget 0,440 M€

Crédits d'investissement 0,224 M€
Crédits de fonctionnement 0,216 M€

ACTIONS ENGAGÉES 2014

- **33 800 €** pour l'animation des trois Programmes Locaux de Prévention des Déchets (Sud Lozère, Est-Lozère/ Haut Allier et Nord Ouest Lozère) ayant permis l'embauche de 4 animatrices
- **42 400 €** au titre d'actions en faveur de travaux de rénovation des déchèteries et les actions de prévention des déchets, ainsi que des études sur la faisabilité de la redevance spéciale pour les déchets des professionnels
- **26 400 €** en faveur d'études dans le cadre de la révision du plan départemental de prévention et de gestion des déchets non dangereux et des observatoires des déchets
- **30 600 €** en faveur d'actions de sensibilisation à la réduction des déchets avec notamment l'organisation du Salon de la Récup' et les animations du Réseau d'Education à l'Environnement Lozère auprès des scolaires (6 projets)
- **66 600 €** pour diverses actions en faveur de l'environnement (organisation de la collecte des plastiques agricoles (6 212€), soutien Plan Loire Grandeur Nature...)
- **100 000 €** attribués à l'Entente Interdépartementale Causse et Cévennes, chargée de l'animation et des actions en faveur de la valorisation du territoire des Causses et des Cévennes inscrit sur la liste du Patrimoine Mondial de l'UNESCO

FAITS MARQUANTS

- **Lancement des opérations Eco-Familles et Collèges engagés dans la lutte contre le gaspillage alimentaire**
- **2ème Salon du Réemploi et de la Récup' dans le cadre de la semaine européenne de réduction des déchets**
- **Finalisation de la mise en place du Schéma Départemental des Espaces Naturels Sensibles**

Budget 0,049 M€

Crédits d'investissement 0,034 M€
Crédits de fonctionnement 0,015 M€

ACTIONS ENGAGÉES 2014

- **11 048 €** au titre de l'entretien et la gestion des sites de pratique de sports nature
- **9 700 €** au titre de l'aide aux structures pour l'entretien des lieux de pratique de sports nature inscrits au PDESI
- **20 500 €** pour l'étude de requalification paysagère des abords de la RD 907 Bis au Cirque des Baumes
- **7 200 €** pour la révision de la Charte départementale de la signalétique pour les activités de pleine nature

En parallèle, accompagnement technique du Département sur les sports nature :

- Analyse foncière des itinéraires de randonnée (le GR® 65, le GR470 Sources et Gorges de l'Allier, les circuits VTT sur le territoire Cévenol Tarnon Mimente et Pays de Florac et du Haut Tarn) pour inscription au PDESI
- Suivi du partenariat avec le PNC (convention-cadre)
- Veille et gestion des GR® et GR de Pays® en partenariat avec le Comité Départemental de la Randonnée Pédestre (CDRP)

FAITS MARQUANTS

- **Finalisation de la révision de la Charte départementale de la signalétique pour les activités de pleine nature**
- **Permis d'aménager délivré par la Préfecture pour le projet d'aménagement de la RD 907 bis du Cirque des Baumes ainsi que la création de toilettes sèches et aménagement d'une terrasse aux Baumes Hautes**

MAITRISE DE L'ÉNERGIE, ÉNERGIES RENOUVELABLES

Budget 0,088 M€

Crédits d'investissement 0,025M€
Crédits de fonctionnement 0,063 M€

ACTIONS ENGAGÉES 2014

- **66 000 €** pour le fonctionnement de Lozère Énergie (conseil aux particuliers, professionnels du bâtiment et collectivités locales dans le domaine de la maîtrise de l'énergie)
- **7 000 €** de subvention pour trois études de faisabilité préalables à l'installation de trois unités de méthanisation sur Civergols, Chanac et Marvejols
- **109 600 €** subventions pour des projets communaux ou intercommunaux dont la création d'un réseau de chaleur à Saint-Chély-d'Apcher pour un montant de travaux de 6,504 M€

FAITS MARQUANTS

- **Lancement de l'appel à projet d'audits énergétiques de logements individuels et des copropriétés, en septembre 2014, en partenariat avec les deux Espaces Info Energie**

LES RECETTES GÉNÉRÉES PAR LE LABORATOIRE

- **1,153 M€** de recettes générées par le LDA en 2014 découlant à titre principal des activités hydrologie, sérologie et ESB
- **la subvention d'équilibre** du Département s'élève à 520 K€ en 2014, en augmentation de 25,67 % par rapport à l'année 2013 en raison de la réduction réglementaire drastique du nombre de tests ESB

LES DÉPENSES

Elles correspondent aux fournitures de laboratoire et à la rémunération du personnel, et représentent la base même de la réalisation des analyses dans tous les domaines d'activité du LDA.

- Les dépenses services généraux hors personnel : 101 960 €
- Les dépenses de personnel : 1,038 M€
- Les dépenses laboratoire: 549 300 €

Budget 549 300 €

Secteur santé animale

En 2014, le nombre d'analyses dédiées à la prévention des maladies animales a nettement augmenté (de +9 à +41% suivant les domaines)

Secteur hydrologie

Tous les domaines du secteur hydrologie ont vu en 2014 un accroissement de leur activité avec une évolution globale de 6% du nombre de paramètres analysés

Secteur hygiène alimentaire

En 2014 , l'évolution de l'activité d'analyse dans le domaine agro-alimentaire est en légère progression (+2%), en revanche le recul notable (-25%) du nombre de formations dispensées est lié au fait que bon nombre de besoins de formation ont été satisfaits les années précédentes

Secteur ESB

La modification de la réglementation, en raison de la quasi disparition de la maladie, a entraîné cette année encore une nette régression du volume d'analyses (-33%, près de -45% en deux ans)

Crédits d'investissement 161 400 €
Crédits de fonctionnement 387 900 €

FAITS MARQUANTS

Accréditation du laboratoire pour la recherche de trichines ; accréditation du secteur sérologie sur un nouveau référentiel.

Budget 2,292 M€

ACTIONS ENGAGÉES 2014

Crédits d'investissement 2,045 M€
Crédits de fonctionnement 0,247 M€

- **Le réseau de communication électronique Très Haut Débit du Département**

Travaux de construction du réseau de collecte en mutualisation (sous convention ERDF) :

- **5,2 km** - Pont-de-Montvert (Les Chazals) - Saint -Maurice-de-Ventalon (Croix de Berthel) pour **131 000 €**
- **7,7 km** - Grandrieu (Loubeyrac) - Laval-Atger (Montgros) pour **203 000 €**
- **14 km** - Langogne - Rocles - Pierrefiche pour **343 000 €**

En mutualisation (sans convention ERDF) :

- **6,4 km** - Ruas – Cocures pour **40 000 €**

Travaux de Fibrage, nouveaux aménagements, réseau de collecte
Travaux : 1,063 M€
MO : 67 000 €

- **118,6 km** de fibrage du réseau de collecte existant
- **8,4 km** de nouveaux aménagements génie civil et fibre optique (Florac, Bédouès, Saint-Alban-sur-Limagnole, Vébron, raccordement de 8 ZA)

Un total de 217 km de réseau de collecte de fibre optique, dont

- **48,7 km** en exploitation en Délégation de Services Publics (DSP)
- **127 km** fibrés en attente d'exploitation et
- **41,4 km** en attente de fibrage (hors Aumont-Aubrac géré directement par la DSP)

- **Le programme FAR (Frais d'accès au réseau) pour le raccordement à la fibre optique**

Une enveloppe de **200 000 €** avait été réservée pour prendre en charge les frais de raccordement à la fibre optique des entreprises pour une période de six mois. Le délai a été prolongé de 6 mois. Cela a permis le **raccordement en 2014 de 18 entreprises à la fibre optique**

- **Le Partenariat Public Privé Régional**

Il a permis d'améliorer la couverture ADSL de la Lozère. (Participation 2014 : **90 000€** en investissement et **167 000 €** en fonctionnement)

- **SDTAN et Fonds national pour la Société Numérique**

Dans le cadre de notre schéma directeur territorial d'aménagement numérique (SDTAN), une demande de subvention au FSN en janvier 2014 a permis l'obtention de 15 M€ pour le déploiement de la fibre optique (projet FTTH) sur 18 communes sur la période 2014 - 2018.
Le bureau d'étude chargé de la maîtrise d'œuvre pour la mise en place de ce réseau sur le département a été choisi en juin 2014, il s'agit de EGIS une filiale de la Caisse des dépôts

- **Téléphonie mobile**

La 3ème phase de résorption des zones blanches de téléphonie mobile qui devait desservir 17 communes est quasiment achevée. Parmi les 8 sites à la charge du Département, 7 sont en service, le dernier pylône positionné à Saint-Maurice-de-Ventalon, en fin de construction, devrait émettre en 2015

- **Syndicat Mixte Autoroute Numérique A75**

Lancement des études pour la liaison A75-Pézenas-Béziers-A9

Perspectives

Au terme d'une large démarche participative rassemblant plus de 500 acteurs, le 30 juin 2014, le Conseil général a approuvé à l'unanimité le projet Lozère 2020. Ainsi cette stratégie de développement partagée guide l'action de la collectivité départementale pour la période 2014-2020. Mais, au-delà du Conseil général, tous les lozériens peuvent prendre une part active à la concrétisation de ce projet.
Lozère 2020 démontre la capacité du Département à porter une démarche collective et à s'engager pour le développement du territoire.
L'expression du territoire rassemblée dans le cadre de Lozère 2020 a permis également en 2014 de porter la voix de la Lozère dans le cadre de l'élaboration de certaines politiques publiques ou stratégies territoriales, comme le Contrat de Plan État-Région pour lequel le Département a élaboré une contribution.

Le fil conducteur de Lozère 2020 est d'être un territoire ouvert sur le monde, un territoire qui croit en lui, qui va de l'avant, qui souhaite sans complexe se développer, un territoire avec un cadre de vie exceptionnel à maintenir et un territoire accueillant pour de nouvelles entreprises et de nouvelles populations.
Les trois axes stratégiques définis en 2013 guident l'action autour des conditions de vie et d'attractivité du territoire, du développement économique et de son lien au territoire et à l'environnement et enfin autour de la structuration, de l'attractivité, de l'ingénierie, supports au développement.
Toutes les politiques départementales s'intègrent donc naturellement dans cette stratégie Lozère 2020.

Au travers de ces actions et de ces nouvelles formes de partenariat avec les territoires, le Département de la Lozère affirme son rôle de solidarité territoriale pour un développement équilibré de son territoire.

La mise en œuvre de Lozère 2020 a commencé dès 2014 avec 4 actions d'ores et déjà réalisées et plus de 20 actions sont en cours de réalisation. A noter également que près de 35 actions sont opérationnelles et devront être conduites tout au long du projet.

Dans la continuité de Lozère 2020, l'élaboration du schéma d'amélioration de l'accessibilité des services au public a été engagée en 2014 en copilotage avec l'État en Lozère.

Lozère 2020

3 MODALITÉS D'ACTIONS POUR LE DÉPARTEMENT

- **des actions en maîtrise d'ouvrage départementale,**
- **des soutiens au territoire sous forme de financements ou d'ingénierie,**
- **des actions de lobbying pour interpeler d'autres niveaux d'action publique**

LE PLAN D'ACTION LOZÈRE 2020

- **100 actions départementales (poursuite d'actions déjà conduites ou nouvelles politiques départementales)**
- **Dont 17 projets phares pour des réponses concrètes aux attentes exprimées par les lozériens**
- **Sept grands chantiers thématiques et transversaux**
  - ~ **l'attractivité,**
  - ~ **les infrastructures et le désenclavement,**
  - ~ **la mobilité et les déplacements,**
  - ~ **le développement économique en lien avec le territoire et l'apport de valeur ajoutée,**
  - ~ **la démographie médicale,**
  - ~ **la revitalisation des centres-bourgs,**
  - ~ **le maintien d'une offre de services accessible sur le territoire**
- **2 nouveaux modes d'actions avec le territoire**
  - ~ **la contractualisation avec les Communes et Communautés de communes,**
  - ~ **l'apport d'ingénierie aux projets du territoire**

Depuis 2013, la marque Lozère Nouvelle Vie (LNV) est partagée et portée par l'ensemble des partenaires. Au-delà de l'implication des forces vives du territoire, cette signature a l'ambition de faire adhérer l'ensemble de la population et de développer un esprit ¨Ambassadeurs¨.

LES GRANDES ACTIONS 2014

L'esprit Ambassadeurs

- Dès le mois de janvier, les 12 premiers ambassadeurs du territoire ont été présentés au grand public sur les réseaux sociaux au rythme d'un portrait par semaine. Ces ambassadeurs contribuent à renforcer le rayonnement de la Lozère en valorisant l'ensemble des atouts naturels, culturels, patrimoniaux, touristiques, sportifs, gustatifs...Tous sont fiers de porter les couleurs de la marque partagée Lozère Nouvelle Vie, symbole de ce nouveau souffle. Au-delà des réseaux sociaux, deux expositions sur les Ambassadeurs ont eu lieu du 1er avril au 2 juin à la Maison de la Lozère à Paris et du 15 juin au 15 septembre sur les grilles de l'Hôtel du Département à Mende
- Lancement de la démarche « Ambassadeurs Economiques » mise en place conjointement avec Lozère Développement. Son objectif est d'animer des projets et surtout de fédérer l'ensemble des personnes qui ont des affinités avec la Lozère et sont engagées dans son développement économique.
- – Habitant en Lozère : chefs d'entreprise, cadres dirigeants, salariés (notamment des institutions), élus locaux, créateurs d'entreprise...
- – Habitant hors Lozère : chefs d'entreprises (fournisseurs, sous-traitants, filiales ou holding,...), porteurs de projet, natif lozérien
- > Réseau social en ligne : www.ambassadeurs-lozerenouvellevie.com
- Fin d'année 2014, un appel à candidatures a été lancé pour retenir les 12 prochains ambassadeurs de l'année 2015. Parmi les 40 courriers reçus, le choix du jury s'est porté sur douze personnes qui ont témoigné leur attachement à la Lozère. Si pour certains, le retour aux sources était une évidence, pour d'autres, c'est l'amour qui les a amenés sur ces terres. Leurs portraits respectifs seront déclinés dans le courant de l'année 2015 à travers différentes actions (réseaux sociaux, expositions, événements...)

Valoriser l'image de la Lozère

- En février, la remise des prix du concours des Meilleurs Vœux des Territoires, organisée par le Forum pour la Gestion des villes et des Collectivités territoriales, a permis à la Lozère de remporter, grâce à un système de vote électronique, le Prix Coup de cœur du Web en plus du prix de la 5ème plus belle carte de vœux des Départements

- En mai, les téléspectateurs de BFM TV et de RMC Découverte ont pu voir ou revoir les deux spots Lozère, Nouvelle Vie, vantant les atouts du territoireCes deux spots, créés en 2013 dans le cadre de la démarche Attractivité du territoire avaient déjà été diffusés sur France Télévisions l'année précedente. Cette mise en lumière a ainsi permis au Réseau Accueil Nouvelles Populations de multiplier les contacts. En ciblant les chaînes de la TNT que sont RMC Découverte, tournée vers les voyages, et BFM TV, première chaîne d'information en continu de France, la Lozère a ainsi choisi d'aller à la rencontre de nouveaux publics (diffusion de 370 spots).

- Animation tout au long de l'année d'une page facebook et d'un compte twitter pour développer une communauté autour de Lozère Nouvelle Vie, échanger des informations et créer une dynamique de territoire. La page Facebook vient de dépasser les 2 200 J'aime !

- Le site internet dédié à Lozère Nouvelle Vie a pour sa part été « rafraîchi » avec une page d'accueil améliorée. Ce site rassemble les offres du territoire (reprise d'activité, transmission d'entreprise, offres de santé...). C'est aussi un point d'entrée pour les personnes souhaitant remplir un formulaire de contact et se mettre en relation avec le Réseau Accueil Nouvelles Populations.

ACCUEIL DES NOUVELLES POPULATIONS

Engagé pour ¨ l'Accueil de Nouvelles Populations ¨, un réseau piloté par le Département est en place depuis 2012. Le Réseau Accueil, composé de nombreux partenaires, **mutualise** les moyens et s'appuie sur les compétences de chacun pour **conseiller** les candidats à l'installation sur leur projet: création, transmission, maintien ou développement d'activité ou plus généralement information sur les services, soins ou loisir ; chaque porteur de projet reçoit une **réponse personnalisée** en adéquation avec son type de projet et avec le territoire. Ainsi, le Réseau Accueil contribue à **favoriser l'accueil** de population active sur le territoire et répond à l'enjeu démographique du département. Depuis sa création, plus de 60 projets ont abouti, impliquant l'installation sur le département de plus de 120 personnes.

LES GRANDES ACTIONS 2014

- **Intégration de la mission Accueil dans les services du Département après deux années d'expérimentation réussie et soutenue par le Massif Central, le FNADT et le FEDER**
- **La mission a poursuivi ses actions de sensibilisation et de prospection en s'appuyant sur le site Lozère Nouvelle Vie, véritable vitrine permettant aux candidats à l'installation d'entrer en contact avec le Réseau Accueil**
- **Mise en place d'un outil collaboratif de liaison développé afin d'optimiser l'accompagnement des personnes**
- **Lancement de l'appel à candidature pour les comités locaux d'accueil sur le territoire : la mission Accueil va plus loin dans la démarche d'intégration des nouveaux arrivants en impulsant la mise en place de comités locaux d'accueil sur le territoire.**

Les Partenaires

LE SERVICE DÉPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS

Prévient et évalue les risques de sécurité civile,
prépare des mesures de sauvegarde et organise des moyens de secours,
protège les personnes, les biens et l'environnement,
apporte un secours d'urgence aux personnes victimes d'accidents, sinistres et catastrophes ainsi que leur évacuation

- Aide allouée par le Département en 2014 : **3 500 000 €**

LOZÈRE TOURISME

Met en œuvre la politique départementale dans le domaine du tourisme

- Aide allouée par le Département en 2014 : **1 632 000 €**

DE LOZÈRE

Apporte un appui technique et des conseils à la structuration des filières de qualité dans le domaine de l'élevage et des productions agroalimentaires labellisées « De Lozère », ainsi que dans les filières courtes
a»ssure la promotion et la communication sur la marque collective ¨ De Lozère ¨

- Aide allouée par le Département en 2014 : **95 000 €**

LOZÈRE DÉVELOPPEMENT

Guichet d'accueil pour tout entrepreneur souhaitant créer ou implanter son entreprise en Lozère.

- **126 000 €** ont été versés pour effectuer des missions de prospection et d'accompagnement d'entreprises exogènes

LOZÈRE ÉNERGIE

Apporte des conseils, des informations, sensibilise le grand public, les professionnels et les collectivités locales à la maîtrise de l'énergie dans le bâtiment
Création d'un service Énergie auprès des collectivités locales pour réaliser des audits énergétiques

- Aide allouée par le Département en 2014 : **63 000 €**

LOZÈRE INGÉNIERIE

Accompagnement des collectivités du territoire lozérien pour réaliser ou faire réliser leurs travaux (voirie, administratifs, énergie, projets NTIC)

- Aide allouée par le Département en 2014 : **100 000 €**

Conseil Départemental de la Lozère
Hôtel du Département
4, rue de la Rovère - BP 24
48001 MENDE CEDEX
Tel. 04 66 49 66 66
Fax. 04 66 49 66 10
cg48@lozere.fr
www.lozere.fr

lozère
LE DÉPARTEMENT

Conception et crédit photos : Département de la Lozère - Impression 2015

Délibération n°CD_15_1024

DÉPARTEMENT DE LA LOZÈRE

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

Séance du 26 juin 2015

Objet : Gestion de la collectivité : détermination des emplois permettant l'attribution de véhicules de fonctions, de logements de fonction et de l'indemnité de frais de représentation

Commission : Finances et gestion de la collectivité

Dossier suivi par Administration Générale

Le Conseil départemental de la Lozère, régulièrement convoqué, s'est réuni, sous la présidence de Sophie PANTEL.

Le quorum étant atteint, la séance est ouverte à 14h30

Présents : Robert AIGOIN, Françoise AMARGER-BRAJON, Alain ASTRUC, Laurence BEAUD, Denis BERTRAND, Régine BOURGADE, Henri BOYER, Patricia BREMOND, Eve BREZET, Francis COURTES, Sabine DALLE, Bruno DURAND, Bernard DURAND, Valérie FABRE, Christine HUGON, Sophie MALIGE, Michèle MANOA, Jean-Claude MOULIN, Bernard PALPACUER, Sophie PANTEL, Guylène PANTEL, Jean-Paul POURQUIER, Patrice SAINT-LEGER, Michel THEROND, Valérie VIGNAL.

Pouvoirs : Laurent SUAU ayant donné pouvoir à Régine BOURGADE.

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des Départements et des Régions;

VU le code général des collectivités et notamment les articles L 1111-1, L 1111-2, L 3211-1, L 3211-2 ;

VU la loi n°90-1067 du 28 novembre 1990 ;

VU le décret n°87-1004 du 16 décembre 1987 relatif aux collaborateurs de cabinet des autorités territoriales ;

VU la délibération du 15 avril 2011 relative à la détermination des emplois permettant l'attribution de véhicules de fonction et de logements de fonction ;

VU le décret n°2012-752 du 9 mai 2012 portant réforme du régime des concessions de logement ;

VU l'arrêté du 22 janvier 2013 relatif aux concessions de logement accordées par nécessité absolue de service et aux conventions d'occupation précaire avec astreinte ;

VU la loi n°2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique ;

VU l'article L 3123-19-3 du du code général des collectivités territoriales ;

VU la délibération n°CG_14_6104 du 24 octobre 2014 relative à l'approbation des conditions d'attribution des logements de fonction dans les établissements publics locaux d'enseignement ;

CONSIDÉRANT le rapport n°701 intitulé "Gestion de la collectivité : détermination des emplois permettant l'attribution de véhicules de fonctions, de logements de fonction et de l'indemnité de frais de représentation" en annexe ;

Le Conseil Départemental, après en avoir délibéré,

VU l'avis favorable de la commission « Finances et gestion de la collectivité » du 19 juin 2015 ;

ARTICLE 1

Approuve, dans les conditions détaillées en annexe, la liste des emplois suivante, permettant d'attribuer, comme suit, des logements de fonction pour nécessité absolue de service compte tenu de la grande disponibilité et des responsabilités demandées aux agents de la collectivité :

Emplois de Direction

- Un logement situé à Mende de type T3 duplex pour le Directeur Général des Services ;
- Un logement situé Enclos Roussel à Mende pour le Directeur de Cabinet ;
- Un logement situé à Mende pour le Directeur des Archives Départementales.

Personnel du Département au sein des Collèges

- Un logement situé au sein du Collège de Villefort pour le chef de cuisine.
- Un logement situé au sein du Collège de Florac pour l'agent chargé de l'entretien et de la maintenance.

ARTICLE 2

Précise que :

- l'agent devra s'acquitter des charges prévues par les textes ;
- une évaluation forfaitaire de cet avantage en nature logement sera réalisée conformément aux textes en vigueur.

ARTICLE 3

Maintien, dans les conditions énoncées en annexe, les mises à disposition de logements pour les personnels d'État exerçant dans un établissement public local d'enseignement ; à savoir :

Emploi	Établissement
Principal et gestionnaire	Collège Henri-Rouvière - Le Bleymard
Principal, gestionnaire, conseiller pédagogique d'éducation ou infirmier	Collège Sport et Nature - La Canourgue
Principal, gestionnaire, conseiller pédagogique d'éducation ou infirmier	Collège Henri Gamala – Le Collet-de-Dèze
Principal, gestionnaire, conseiller pédagogique d'éducation, infirmier	Collège des Trois Vallées - Florac
Principal, gestionnaire et infirmier	Collège Marthe Dupeyron - Langogne
Principal, gestionnaire, directeur adjoint SEGPA, infirmier et adjoint technique des EPLE chargé de l'accueil	Collège Marcel Pierrel - Marvejols
Principal, principal adjoint, gestionnaire, conseiller pédagogique d'éducation ou infirmier	Collège Henri Bourrillon - Mende
Principal, gestionnaire, conseiller pédagogique d'éducation	Collège André Chamson - Meyrueis
Principal, gestionnaire, conseiller pédagogique d'éducation ou infirmier	Collège Haut-Gévaudan - Saint-Chély-d'Apcher
Principal adjoint	U.P.P. Pierre Delmas - Sainte-Enimie
Principal, gestionnaire, conseiller pédagogique d'éducation ou infirmier	Collège Achille Rousson – Saint-Etienne-Vallée- Française
Principal, gestionnaire, conseiller pédagogique d'éducation et infirmier	Collège du Trenze - Vialas
Principal, gestionnaire	Collège Odilon Barrot - Villefort
Gestionnaire	ESPE-LR Faculté d'éducation – site de Mende

ARTICLE 4

Supprime, à compter du 1er juillet 2015, la précédente mise à disposition des véhicules de fonction au personnel suivant :

- Directeur Général des Services de la Collectivité ;
- Deux Directeurs Généraux Adjoints de la Collectivité ;
- Directeur de Cabinet ;

sachant qu'un état des lieux du parc automobile de la Collectivité est en cours et qu'un pool de véhicules de service sera à disposition de tous pour les déplacements.

ARTICLE 5

Autorise, à compter du 1er juillet 2015, le versement d'une indemnité forfaitaire mensuelle de 570,00 € à l'agent occupant l'emploi fonctionnel de Directeur Général des Services, pour frais de représentation.

Adopté à l'unanimité des voix exprimées,

La Présidente du Conseil Départemental
Sophie PANTEL

Rapport n°701 "Gestion de la collectivité : détermination des emplois permettant l'attribution de véhicules de fonctions, de logements de fonction et de l'indemnité de frais de représentation", joint en annexe à la délibération n°CD_15_1024 de la Commission Permanente du 26 juin 2015

Par délibération n°CG_14_6104 du 24 octobre 2014, le Conseil Général a fixé la liste des emplois permettant l'attribution de véhicules de fonction et de logements de fonction.

1 – Les logements de fonction

a/ Emplois de direction

Le dispositif juridique relatif aux logements de fonction des fonctionnaires territoriaux est défini par la loi. Il appartient à l'organe délibérant de fixer la liste des emplois pour lesquels un logement de fonction peut être attribué gratuitement ou moyennant une redevance par la collectivité ou l'établissement public concerné, en raison notamment des contraintes liées à l'exercice de ces emplois.

- Mise à disposition, par nécessité absolue de service, d'un logement situé à Mende de type T3 duplex pour le Directeur Général des Services de la collectivité. Cette attribution est nécessaire compte tenu des responsabilités et de la grande disponibilité demandée à l'agent dans l'exercice de ses fonctions.

- Mise à disposition, par nécessité absolue de service, d'un logement situé Enclos Roussel à Mende pour le directeur de cabinet de la Présidente du Conseil Départemental. Cette attribution est nécessaire compte tenu des responsabilités et de la grande disponibilité demandée à l'agent dans l'exercice de ses fonctions.

- Mise à disposition par nécessité absolue de service, d'un logement situé à Mende pour le directeur des Archives Départementales du Conseil Général. Cette attribution est nécessaire compte tenu des responsabilités et de la grande disponibilité demandée à l'agent dans l'exercice de ses fonctions.

b/ Logements occupés par nécessité absolue de service par du personnel du Département au sein des collèges

- Mise à disposition par nécessité absolue de service d'un logement situé au sein du collège de Villefort pour le chef de cuisine. L'agent sera chargé de veiller au maintien de la sécurité des biens et des personnes au sein de l'établissement, de la fermeture quotidienne des portails, portes et fenêtres après le départ de toutes les personnes et de donner l'alerte en cas de déclenchement de l'alarme.
- Mise à disposition par nécessité absolue de service d'un logement situé au sein du collège de Florac pour l'agent chargé de l'entretien et de la maintenance. L'agent sera chargé de veiller au maintien de la sécurité des biens et des personnes au sein de l'établissement, de la fermeture quotidienne des portails, portes et fenêtres après le départ de toutes les personnes et de donner l'alerte en cas de déclenchement de l'alarme.

Conformément à la réglementation :

- l'agent devra s'acquitter des charges prévues par les textes ;

- une évaluation forfaitaire de cet avantage en nature logement sera réalisée conformément aux textes en vigueur

c / Personnel de l'État exerçant dans un établissement public local d'enseignement

Concernant les personnels exerçant dans un établissement public local d'enseignement, la délibération n°CG_11_2104 du 15 avril 2011 s'applique en l'état. En effet, pour le personnel de l'État exerçant dans un établissement public local d'enseignement et logé par une collectivité territoriale, les conditions d'attribution de leur logement sont régies par des dispositions spécifiques (articles R 216-4 et R216-19 du Code de l'éducation) non modifiées.

Emploi	Établissement
Principal et gestionnaire	Collège Henri-Rouvière - Le Bleymard
Principal, gestionnaire, conseiller pédagogique d'éducation ou infirmier	Collège Sport et Nature - La Canourgue
Principal, gestionnaire, conseiller pédagogique d'éducation ou infirmier	Collège Henri Gamala – Le Collet-de-Dèze
Principal, gestionnaire, conseiller pédagogique d'éducation, infirmier	Collège des Trois Vallées - Florac
Principal, gestionnaire et infirmier	Collège Marthe Dupeyron - Langogne
Principal, gestionnaire, directeur adjoint SEGPA, infirmier et adjoint technique des EPLE chargé de l'accueil	Collège Marcel Pierrel - Marvejols
Principal, principal adjoint, gestionnaire, conseiller pédagogique d'éducation ou infirmier	Collège Henri Bourrillon - Mende
Principal, gestionnaire, conseiller pédagogique d'éducation	Collège André Chamson - Meyrueis
Principal, gestionnaire, conseiller pédagogique d'éducation ou infirmier	Collège Haut-Gévaudan - Saint-Chély-d'Apcher
Principal adjoint	U.P.P. Pierre Delmas - Sainte-Enimie
Principal, gestionnaire, conseiller pédagogique d'éducation ou infirmier	Collège Achille Rousson – Saint-Etienne-Vallée- Française
Principal, gestionnaire, conseiller pédagogique d'éducation et infirmier	Collège du Trenze - Vialas
Principal, gestionnaire	Collège Odilon Barrot - Villefort
Gestionnaire	ESPE-LR Faculté d'éducation – site de Mende

2 – Les véhicules de fonction

Un état des lieux du parc automobile de la collectivité est en cours. L'objectif est d'analyser les modalités d'utilisation des véhicules de service afin d'optimiser leur utilisation.

En parallèle, il est proposé de supprimer les véhicules de fonction précédemment mis à disposition du directeur général des services de la collectivité, des deux directeurs généraux adjoints de la collectivité et du directeur de cabinet. Cette disposition pourra prendre effet au 1er juillet 2015.

En contre-partie, un pool de véhicules de service sera à disposition de tous au cabinet pour les déplacements, certains de ces véhicules récents pourront remplacer d'autres véhicules de service dans les directions, d'autres pourront être vendus.

3 – Création de l'indemnité forfaitaire pour frais de représentation

Les dispositions de l'article 21 de la loi n°90-1067 du 28 novembre 1990 permettent de prévoir la prise en charge des frais de représentation inhérents aux fonctions des agents occupant un emploi fonctionnel administratif. Un arrêt du Conseil d'État en date du 27 juin 2007 a reconnu la possibilité de versement de frais de représentation sous la forme d'une somme forfaitaire, sous réserve que ce forfait ne soit pas disproportionné par rapport aux frais que peuvent normalement impliquer de telles fonctions.

Il résulte donc de cette décision que les collectivités qui souhaitent verser une somme forfaitaire au titre des frais de représentation, non subordonnée à justificatif, doivent se référer au régime prévu en la matière pour les sous préfets affectés en poste territorial. Les montants annuels et les modalités d'attribution à prendre en compte sont ceux fixés dans l'arrêté ministériel du 18 octobre 2004 pour les membres du corps préfectoral occupant un poste territorial en métropole.

En conséquence, il est proposé d'accorder au Directeur Général des Services le versement de cette indemnité, à hauteur de 570,00 € par mois, tel que prévu pour les sous préfets hors classe.

Au regard de l'ensemble de ces éléments, je vous demande donc :

- approuver la liste des emplois permettant d'attribuer des logements de fonction aux agents de la collectivité, conformément aux propositions ci-dessus ;
- supprimer, à compter du 1er juillet 2015, la mise à disposition des véhicules de fonction décidée précédemment ;
- accepter le versement à compter du 1er juillet 2015, à l'agent occupant l'emploi fonctionnel de directeur général des services, de l'indemnité forfaitaire pour frais de représentation, à hauteur de 570,00 € par mois selon les modalités définies ci-dessus.

Délibération n°CD_15_1025

DÉPARTEMENT DE LA LOZÈRE

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

Séance du 26 juin 2015

Objet : Gestion de la collectivité: évolution des effectifs et présentation du tableau des effectifs

Commission : Finances et gestion de la collectivité

Dossier suivi par Administration Générale

Le Conseil départemental de la Lozère, régulièrement convoqué, s'est réuni, sous la présidence de Sophie PANTEL.

Le quorum étant atteint, la séance est ouverte à 14h30

Présents : Robert AIGOIN, Françoise AMARGER-BRAJON, Alain ASTRUC, Laurence BEAUD, Denis BERTRAND, Régine BOURGADE, Henri BOYER, Patricia BREMOND, Eve BREZET, Francis COURTES, Sabine DALLE, Bruno DURAND, Bernard DURAND, Valérie FABRE, Christine HUGON, Sophie MALIGE, Michèle MANOA, Jean-Claude MOULIN, Bernard PALPACUER, Sophie PANTEL, Guylène PANTEL, Jean-Paul POURQUIER, Patrice SAINT-LEGER, Michel THEROND, Valérie VIGNAL.

Pouvoirs : Laurent SUAU ayant donné pouvoir à Régine BOURGADE.

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des Départements et des Régions;

VU le code général des collectivités et notamment les articles L 1111-1, L 1111-2, L 3211-1, L 3211-2 ;

VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

VU la délibération n°CG_14_8155 du 19 décembre 2014 approuvant le tableau des effectifs 2015 ;

CONSIDÉRANT le rapport n°702 intitulé "Gestion de la collectivité: évolution des effectifs et présentation du tableau des effectifs" en annexe ;

Le Conseil Départemental, après en avoir délibéré,

VU l'avis favorable de la commission « Finances et gestion de la collectivité » du 19 juin 2015 ;

ARTICLE 1

Approuve la création, suppression et transformation de postes, définies en annexe, liées aux nouveaux besoins, aux évolutions de poste, aux départs en retraite et aux réussites aux concours.

ARTICLE 2

Valide le tableau des effectifs mis à jour, joint en annexe.

ARTICLE 3

Précise que :

- la date d'effet des propositions est fixée au 1er juillet 2015 sauf mention contraire ;
- ces évolutions ont été prises en compte au titre du budget 2015.

Adopté à l'unanimité des voix exprimées,

La Présidente du Conseil Départemental
Sophie PANTEL

Délibération n°CD_15_1025

Rapport n°702 "Gestion de la collectivité: évolution des effectifs et présentation du tableau des effectifs", joint en annexe à la délibération n°CD_15_1025 de la Commission Permanente du 26 juin 2015

Comme chaque année, des évolutions des emplois budgétaires départementaux sont nécessaires pour faire face aux besoins de la collectivité. Ces évolutions ont été réalisées en parallèle des demandes d'ajustement budgétaires présentées à l'occasion de la Décision Modificative n°2 du budget. Le tableau des effectifs (ci-joint) est modifié pour tenir compte des évolutions suivantes :

I/ Créations de postes :

Les créations de postes proposées ci-dessous sont nécessitées par des nouveaux besoins.

Dépenses nouvelles	Création	Commentaires
DSD	Cadre de santé	A compter du 1er août Agent mis à disposition MDPH
Direction	Ingénieur chef classe exceptionnelle	
DEAE	Technicien territorial	

II/ Suppressions de postes:

Direction concernée	Suppression de poste	Commentaires
DSD	Rédacteur territorial	Remplacement de l'agent par mobilité interne
DESC	Adjoint technique 1ème classe des EPLE	Suite à une mutation Remplacement anticipé

III/ Transformations de postes :

Afin de tenir compte des départs en retraite et des réussites aux concours (lorsque l'agent occupe effectivement un emploi correspondant) il a été décidé de modifier les postes ci-dessous :

Direction concernée	Poste supprimé	Poste créé	Commentaires
DRTB	Technicien principal de 1ère classe	Adjoint technique de 2ème classe	Suite à un départ à la retraite à compter du 1er août 2015
DRTB	Agent de maîtrise principal	Technicien principal de 2ème classe	Suite à un départ à la retraite
DRTB	2 postes d'adjoints techniques principal de 2ème classe	2 postes d'adjoints technique 2ème classe	Suite à un départ à la retraite

Direction concernée	Poste supprimé	Poste créé	Commentaires
DESC	Adjoint technique de 2ème classe	Adjoint technique de 1ère classe	A compter du 24 août 2015
DRTB	Adjoint technique principal de 1ère classe	Agent de maîtrise	A compter du 1er août 2015
DESC	Adjoint technique 2ème classe EPLE	Adjoint technique 2ème classe	Suite à un départ de l'agent
Cabinet	Adjoint technique 2ème classe	Adjoint technique 1ère classe	A compter du 1er septembre

Hormis les mentions figurant dans le tableau ci-dessus, la date d'effet de ces propositions serait le 1er juillet 2015. L'ensemble de ces évolutions a été pris en compte au titre du budget 2015.

Au regard de l'ensemble de ces éléments, je vous demande :

- d'approuver les créations et suppressions de postes tels que proposées ci-dessus ;
- de voter la mise à jour du tableau des effectifs, telle que proposée.

Tableau des effectifs au 1er juillet 2015 (titulaires + contractuels)

Filière	Catégorie	Cadre d'Emploi	Grade	Nbre postes Janvier 2014	Postes pourvus		Postes vacants		Nbre postes prévus janvier 2015	Indications des mouvements proposés	Commentaire
					Statutaire	Contractuel	En cours de recrutement	Vacants			
Administrative	A	Emplois fonctionnels	DGSD	1			1		1	0	
			DGA	2	2				2	0	
		Collaborateur de cabinet	Collaborateur de cabinet	1		1			1	0	
		Administrateurs	Administrateurs hors classe	1	1				1	0	
			Administrateur	1				1	1	0	
		Attachés	Directeur	5	5				5	0	
			Attaché principal	6	5	1			6	0	
			Attaché	14	11	3			14	0	
	B	Rédacteurs	Rédacteur principal 1ère classe	16	16				16	0	
			Rédacteur principal 2ème classe	8	8				8	0	
			Rédacteur territorial	42	40		1		41	-1	
	C	Adjoints administratifs	Adjoint administratif principal 1ère classe	11	11				11	0	
			Adjoint administratif principal 2ème classe	14	14				14	0	
			Adjoint administratif 1ère classe	29	29				29	0	
			Adjoint administratif 2ème classe	32	32				32	0	
Technique (dont Collèges)	A	Ingénieurs	Ingénieur chef de classe exceptionnelle	1	1			1	2	1	
			Ingénieur chef de classe normale	4	3			1	4	0	
			Ingénieur principal	9	9				9	0	
			Ingénieur	22	20	2			22	0	
	B	Techniciens supérieurs	Technicien principal 1ère classe	25	24			1	25	0	
			Technicien principal 2ème classe	14	12	1	2		15	1	
			Technicien	13	8	6		1	15	2	
	C	Agents de maîtrise	Agent de maîtrise principal	23	22				22	-1	
			Agent de maîtrise	8	7		1		8	0	
		Adjoints techniques	Adjoint technique principal 1ère classe	24	24				24	0	
			Adjoint technique principal 2ème classe	69	69				69	0	
			Adjoint technique 1ère classe	35	35				35	0	
			Adjoint technique 2ème classe	56	49	5		3	57	1	
		Adjoints techniques EPLE	Adjoint technique principal 1ere cl EPLE	2	2				2	0	
			Adjoint technique principal 2ème cl EPLE	9	9				9	0	
			Adjoint technique 1ère classe EPLE	40	38				38	-2	

Tableau des effectifs au 1er juillet 2015 (titulaires + contractuels)

Filière	Catégorie	Cadre d'Emploi	Grade	Nbre postes Janvier 2014	Postes pourvus		Postes vacants		Nbre postes prévus janvier 2015	Indications des mouvements proposés	Commentaire
					Statutaire	Contractuel	En cours de recrutement	Vacants			
			Adjoint technique 2ème classe EPLE	33	33				33	0	
Culturelle	A	Conservateurs du patrimoine	Conservateur du patrimoine en chef	1	1				1	0	
		Attachés de conservation	Attaché de conservation	2	2				2	0	
	B	Assistants qualifiés conservation patrimoine	Assistant conservation patrimoine principal de 1ère classe	1	1				1	0	
			Assistant de conservation principal de 2ème classe	2	2				2	0	
			Assistant conservation	3	1	2			3	0	
	C	Adjoints du patrimoine	Adjoint patrimoine principal 1ère classe	1	1				1	0	
			Adjoint patrimoine 1ère classe	2	2				2	0	
			Adjoint patrimoine 2ème classe	0					0	0	
Sociale	A	Conseillers socio-éducatifs	Conseiller socio-éducatif	3	3				3	0	
	B	Assistants socio-éducatifs	Assistant socio-éducatif principal	22	22				22	0	
			Assistant socio-éducatif	23	18	4	1		23	0	
		Educateurs jeunes enfants	Educateur jeunes enfants	1	1				1	0	
Médico-sociale	A	Médecins territoriaux	Médecin hors classe	1	1				1	0	
			Médecin 2ème classe	3		2		1	3	0	
		Psychologue	Psychologue	1	1				1	0	
		Cadre de santé	Cadre de santé	0					0	0	
			Puéricultrice cadre de santé	2	2				2	0	
			Puéricultrice de classe supérieure	1	1				1	0	
		Puéricultrices	Puéricultrice de classe normale	4	3	1			4	0	
		Sages-femmes	Sage-femme classe supérieure	0					0	0	
			Sage-femme classe normale	2	1	1			2	0	
		Infirmiers	Infirmier classe supérieure	0					0	0	
			Infirmier classe normale	1		1			1	0	
Médico-technique	A	Vétérinaires	Vétérinaire classe normale	1	1				1	0	
	B	Techniciens paramédicaux	Technicien paramédical cl supérieure	6	6				6	0	
			Technicien paramédical cl normale	8	7				7	-1	
			TOTAL	661	616	30	6	9	661	0	

0

Délibération n°CD_15_1026

DÉPARTEMENT DE LA LOZÈRE

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

Séance du 26 juin 2015

Objet : Gestion de la collectivité : augmentation de l'autorisation de programme 2015 "Frais d'Insertion" et affectation des crédits correspondants

Commission : Finances et gestion de la collectivité

Dossier suivi par Administration Générale

Le Conseil départemental de la Lozère, régulièrement convoqué, s'est réuni, sous la présidence de Sophie PANTEL.

Le quorum étant atteint, la séance est ouverte à 14h30

Présents : Robert AIGOIN, Françoise AMARGER-BRAJON, Alain ASTRUC, Laurence BEAUD, Denis BERTRAND, Régine BOURGADE, Henri BOYER, Patricia BREMOND, Eve BREZET, Francis COURTES, Sabine DALLE, Bruno DURAND, Bernard DURAND, Valérie FABRE, Christine HUGON, Sophie MALIGE, Michèle MANOA, Jean-Claude MOULIN, Bernard PALPACUER, Sophie PANTEL, Guylène PANTEL, Jean-Paul POURQUIER, Patrice SAINT-LEGER, Michel THEROND, Valérie VIGNAL.

Pouvoirs : Laurent SUAU ayant donné pouvoir à Régine BOURGADE.

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des Départements et des Régions;

VU le code général des collectivités et notamment les articles L 1111-1, L 1111-2, L 3211-1, L 3211-2 ;

VU les articles L 3212-1, L 3312-1 et suivants et R 3311-2 et suivants du code général des collectivités territoriales ;

VU la délibération n°CG_12_5174 du 21 décembre 2012 adoptant le règlement financier départemental ;

VU la délibération n°CG_14_8154 du 19 décembre 2014 votant l'autorisation de programme ;

VU la délibération n°CG_14_8158 du 19 décembre 2014 votant le budget primitif 2015 ;

VU la délibération n°CD_15_1011 du 27 avril 2015 faisant état des autorisations de programme antérieures et des autorisations de programme 2015 ;

VU la délibération n°CD_15_1012 du 27 avril 2015 votant la décision modificative n°1 ;

CONSIDÉRANT le rapport n°703 intitulé "Gestion de la collectivité : augmentation de l'autorisation de programme 2015 "Frais d'Insertion" et affectation des crédits correspondants" en annexe ;

Le Conseil Départemental, après en avoir délibéré,

VU l'avis favorable de la commission « Finances et gestion de la collectivité » du 19 juin 2015 ;

ARTICLE 1

Donne un avis favorable à l'inscription d'un crédit supplémentaire de 19 000,00 € sur l'Autorisation de Programme « FRAISINSER ».

ARTICLE 2

Approuve l'affectation du crédit supplémentaire sur les opérations suivantes :

Intitulé de l'opération	Imputation globale	Montant prévisionnel de l'augmentation	Affectations supplémentaires votées	Crédits de paiement 2015 disponibles
Opération 312 FI900 – Bâtiments départementaux	900-BMP	2 000,00 €	2 000,00 €	0,00 €
Opération 313 FI902 – Bâtiments scolaires	902-BMP	5 000,00 €	5 000,00 €	0,00 €
Opération 314 FI906 – Réseaux et infrastructures	906-BMP	12 000,00 €	12 000,00 €	0,00 €
Total AP 2015		19 000,00 €	19 000,00 €	0,00 €

ARTICLE 3

Précise que ce mouvement budgétaire sera définitif sous réserve du vote de la Décision Modificative n°2.

Adopté à l'unanimité des voix exprimées,

La Présidente du Conseil Départemental
Sophie PANTEL

Délibération n°CD_15_1026

Rapport n°703 "Gestion de la collectivité : augmentation de l'autorisation de programme 2015 "Frais d'Insertion" et affectation des crédits correspondants", joint en annexe à la délibération n°CD_15_1026 de la Commission Permanente du 26 juin 2015

Je vous indique que lors du vote du budget primitif 2015, une autorisation de programme « FRAISINSER », d'un montant de 128 300 € a été votée déclinée en trois opérations et le phasage suivant :

			Crédits de paiement		
Intitulé de l'opération	Imputation globale	Montant prévisionnel	2015	2016	2017
Opération 312 FI900 – bâtiments départementaux	900-BMP	15 000,00 €	5 000,00 €	5 000,00 €	5 000,00 €
Opération 313 FI902 – bâtiments scolaires	902-BMP	30 000,00 €	10 000,00 €	10 000,00 €	10 000,00 €
Opération 314 FI906 – réseaux et infrastructures	906-BMP	83 300,00 €	27 300,00 €	28 000,00 €	28 000,00 €
Total AP 2015		128 300,00 €	42 300,00 €	43 000,00 €	43 000,00 €

Cependant, compte-tenu du montant de l'AP fortement réduit comparativement à l'année 2014, et du nombre de procédures de marchés publics lancées à ce jour, il est indispensable de prévoir des crédits supplémentaires en 2015, pour financer les frais d'insertion publicitaires des annonces liées à la commande publique, et notamment la souscription des forfaits BOAMP.

Je vous propose donc aujourd'hui de voter un crédit supplémentaire à hauteur de 19 000 € sur les crédits de paiement 2015, pour répondre aux besoins des services en matière d'annonces publicitaires liées à la commande publique.

Par ailleurs je vous propose également d'affecter ces crédits, soldant ainsi les crédits disponibles sur l'autorisation de programme comme suit :

Intitulé de l'opération	Imputation globale	Montant prévisionnel de l'augmentation	Propositions d'affectations sur crédits complémentaires	Crédits de paiement 2015 disponibles
Opération 312 FI900 – bâtiments départementaux	900-BMP	2 000,00 €	2 000,00 €	0 €
Opération 313 FI902 – bâtiments scolaires	902-BMP	5 000,00 €	5 000,00 €	0 €

Intitulé de l'opération	Imputation globale	Montant prévisionnel de l'augmentation	Propositions d'affectations sur crédits complémentaires	Crédits de paiement 2015 disponibles
Opération 314 FI906 – réseaux et infrastructures	906-BMP	12 000,00 €	12 000,00 €	0 €
Total AP 2015		19 000,00 €	19 000,00 €	0 €

Au regard de l'ensemble des éléments décrits ci-dessus, il vous appartient de statuer sur ces propositions et :

- de donner un avis favorable à un vote de crédit supplémentaire de 19 000 € tel que proposé ci-dessus par opérations ;
- d'approuver l'affectation de ces crédits d'un montant de 19 000 €, sur l'autorisation de programme « FRAISINSER » en faveur des opérations ci-dessus, sous réserve que cette augmentation soit votée dans le rapport de modification des AP soumis au cours de la même réunion.

Délibération n°CD_15_1027

DÉPARTEMENT DE LA LOZÈRE

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

Séance du 26 juin 2015

Objet : Gestion de la collectivité : augmentation de l'autorisation de Programme : Mobilier, Matériel et Outillage et affectation des crédits correspondants

Commission : Finances et gestion de la collectivité

Dossier suivi par Administration Générale

Le Conseil départemental de la Lozère, régulièrement convoqué, s'est réuni, sous la présidence de Sophie PANTEL.

Le quorum étant atteint, la séance est ouverte à 14h30

Présents : Robert AIGOIN, Françoise AMARGER-BRAJON, Alain ASTRUC, Laurence BEAUD, Denis BERTRAND, Régine BOURGADE, Henri BOYER, Patricia BREMOND, Eve BREZET, Francis COURTES, Sabine DALLE, Bruno DURAND, Bernard DURAND, Valérie FABRE, Christine HUGON, Sophie MALIGE, Michèle MANOA, Jean-Claude MOULIN, Bernard PALPACUER, Sophie PANTEL, Guylène PANTEL, Jean-Paul POURQUIER, Patrice SAINT-LEGER, Michel THEROND, Valérie VIGNAL.

Pouvoirs : Laurent SUAU ayant donné pouvoir à Régine BOURGADE.

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des Départements et des Régions;

VU le code général des collectivités et notamment les articles L 1111-1, L 1111-2, L 3211-1, L 3211-2 ;

VU les articles L 3212-1, L 3312-1 et suivants et R 3311-2 et suivants du code général des collectivités territoriales ;

VU la délibération n°CG_12_5174 du 21 décembre 2012 adoptant le règlement financier départemental ;

VU la délibération n°CG_14_8152 du 19 décembre 2014 votant l'autorisation de programme ;

VU la délibération n°CG_14_8158 du 19 décembre 2014 votant le budget primitif 2015 ;

VU la délibération n°CD_15_1011 du 27 avril 2015 faisant état des autorisations de programme antérieures et des autorisations de programme 2015 ;

VU la délibération n°CD_15_1012 du 27 avril 2015 votant la décision modificative n°1 ;

CONSIDÉRANT le rapport n°704 intitulé "Gestion de la collectivité : augmentation de l'autorisation de Programme : Mobilier, Matériel et Outillage et affectation des crédits correspondants" en annexe ;

Le Conseil Départemental, après en avoir délibéré,

VU l'avis favorable de la commission « Finances et gestion de la collectivité » du 19 juin 2015 ;

ARTICLE 1

Donne un avis favorable à l'inscription d'un crédit supplémentaire de 2 610,00 € sur l'Autorisation de Programme « Mobilier, Matériel et Outillage ».

ARTICLE 2

Approuve l'affectation du crédit supplémentaire sur l'opération suivante :

Intitulé de l'opération	Imputation globale	Montant prévisionnel de l'augmentation	Affectation supplémentaire votée	Crédits de paiement 2015 disponibles
Opération " Matériels et Outillage "	900 / BMG	2 610,00 €	2 610,00 €	0,00 €
TOTAL		2 610,00 €	2 610,00 €	0,00 €

ARTICLE 3

Précise que ce mouvement budgétaire sera définitif sous réserve du vote de la Décision Modificative n°2.

Adopté à l'unanimité des voix exprimées,

La Présidente du Conseil Départemental
Sophie PANTEL

Délibération n°CD_15_1027

Rapport n°704 "Gestion de la collectivité : augmentation de l'autorisation de Programme : Mobilier, Matériel et Outillage et affectation des crédits correspondants", joint en annexe à la délibération n°CD_15_1027 de la Commission Permanente du 26 juin 2015

Je vous indique qu'une autorisation de programme 2015 d'un montant de 68 000 €, pour l'acquisition de mobilier, matériel et outillage, a été votée lors du Conseil général du 19 décembre 2014, et déclinée en deux opérations prévisionnelles comme suit :

Intitulé de l'opération	Imputation globale	Montant total 2015	Crédits affectés 2015
Opération " Matériel d'administration "	900 / BMG	28 000,00 €	28 000,00 €
Opération " Matériels et Outillage "	900 / BMG 902 / BMG 906 / BMG	10 000,00 € 16 000,00 € 14 000,00 €	10 000,00 € 16 000,00 € 14 000,00 €
TOTAL AP 2015		68 000,00 €	68 000,00 €

Cependant, afin de permettre l'achat d'une tente imprimée du visuel " Lozère Nouvelle Vie ", qui sera utilisée lors d'une tournée estivale destinée à présenter l'attractivité du territoire et optimiser le marque Lozère, il est indispensable de transférer des crédits de fonctionnement votés pour les actions " Lozère Nouvelle Vie ".

Je vous propose donc, d'augmenter l'autorisation de programme « Mobilier, Matériel et Outillage » de 2 610 €, montant de l'achat.

Par ailleurs je vous propose également d'affecter ces crédits, soldant ainsi les crédits disponibles sur l'autorisation de programme comme suit :

Intitulé de l'opération	Imputation globale	Montant prévisionnel de l'augmentation	Proposition d'affectation	Crédits de paiement disponibles en 2015
Opération " Matériels et Outillage "	900 / BMG	2 610,00 €	2 610,00 €	0,00 €
TOTAL		2 610,00 €	2 610,00 €	0,00 €

Au regard de l'ensemble des éléments décrits ci-dessus, il vous appartient de statuer sur ces propositions et :

- de donner un avis favorable à un vote de crédits supplémentaires de 2 610 € tel que proposé ci-dessus ;

- d'approuver l'affectation de ces crédits d'un montant de 2 610 €, sur l'autorisation de programme « Mobilier, Matériel et Outillage », sous réserve que cette augmentation soit votée dans le rapport de modification des AP soumis au cours de cette même réunion.

Délibération n°CD_15_1028

DÉPARTEMENT DE LA LOZÈRE

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

Séance du 26 juin 2015

Objet : Finances : reversement de la taxe sur l'électricité - signatures des conventions avec le SDEE et la commune de Mende induisant une modification de l'autorisation de programme correspondante et l'affectation des crédits

Commission : Finances et gestion de la collectivité

Dossier suivi par Finances et budget

Le Conseil départemental de la Lozère, régulièrement convoqué, s'est réuni, sous la présidence de Sophie PANTEL.

Le quorum étant atteint, la séance est ouverte à 14h30

Présents : Robert AIGOIN, Françoise AMARGER-BRAJON, Alain ASTRUC, Laurence BEAUD, Denis BERTRAND, Régine BOURGADE, Henri BOYER, Patricia BREMOND, Eve BREZET, Francis COURTES, Sabine DALLE, Bruno DURAND, Bernard DURAND, Valérie FABRE, Christine HUGON, Sophie MALIGE, Michèle MANOA, Jean-Claude MOULIN, Bernard PALPACUER, Sophie PANTEL, Guylène PANTEL, Jean-Paul POURQUIER, Patrice SAINT-LEGER, Michel THEROND, Valérie VIGNAL.

Pouvoirs : Laurent SUAU ayant donné pouvoir à Régine BOURGADE.

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des Départements et des Régions;

VU le code général des collectivités et notamment les articles L 1111-1, L 1111-2, L 3211-1, L 3211-2 ;

VU les articles L 1612-12, L 3212-1 et suivants, L 3312-1 et suivants et R 3311-2 et suivants du code général des collectivités territoriales,

VU la délibération n°CG_12_5174 du 21 décembre 2012 adoptant le règlement financier départemental ;

VU la délibération n°CG_14_8151 du 19 décembre 2014 votant l'autorisation de programme ;

VU la délibération n°CG_14_8158 du 19 décembre 2014 votant le budget primitif 2015 ;

VU la délibération n°CD_15_1011 du 27 avril 2015 faisant état des autorisations de programme antérieures et des autorisations de programme 2015 ;

VU la délibération n°CD_15_1012 du 27 avril 2015 votant la décision modificative n°1 ;

CONSIDÉRANT le rapport n°705 intitulé "Finances : reversement de la taxe sur l'électricité - signatures des conventions avec le SDEE et la commune de Mende induisant une modification de l'autorisation de programme correspondante et l'affectation des crédits" en annexe ;

Le Conseil Départemental, après en avoir délibéré,

VU la non-participation au débat et au vote de Régine BOURGADE sur le dossier de la commune de Mende ;

VU l'avis favorable de la commission « Finances et gestion de la collectivité » du 19 juin 2015 ;

ARTICLE 1

Approuve le renouvellement des conventions de reversement de la taxe départementale sur la consommation finale d'électricité à passer avec le S.D.E.E et la commune de Mende, ci-annexées et conclues pour deux ans (soit un terme fixé au 31 décembre 2016) définissant les modalités d'attribution et de versement de la participation financière accordée par le Département, comme suit :

- SDEE : 342 000,00 €
- Commune de Mende : 91 000,00 €

ARTICLE 2

Donne un avis favorable au vote de crédits supplémentaires d'un montant total de 91 000,00 € sur l'Autorisation de Programme « Reversement taxe d'électricité ».

ARTICLE 3

Approuve l'affectation des crédits d'un montant de 462 000,00 €, sur l'Autorisation de Programme correspondante en faveur des opérations ci-dessus.

Intitulé de l'opération	Imputation globale	Affectations votées
Opération S.D.E.E	919-BB	371 000,00 €
Opération MENDE	919-BB	91 000,00 €
Total AP 2015		462 000,00 €

ARTICLE 4

Précise que ces mouvements budgétaires seront définitifs sous réserve du vote de la Décision Modificative n°2.

Adopté à l'unanimité des voix exprimées,

La Présidente du Conseil Départemental
Sophie PANTEL

Délibération n°CD_15_1028

Rapport n°705 "Finances : reversement de la taxe sur l'électricité - signatures des conventions avec le SDEE et la commune de Mende induisant une modification de l'autorisation de programme correspondante et l'affectation des crédits", joint en annexe à la délibération n°CD_15_1028 de la Commission Permanente du 26 juin 2015

I – Renouvellement des conventions de reversement de la taxe départementale sur la consommation finale d'électricité

Par délibération du 15 janvier 1973, le département a institué une taxe *départementale sur la consommation finale d'électricité qui est calculée à partir des quantités d'électricité consommée par les usagers pour une puissance souscrite inférieure ou égale à 250 Kilovoltampères. Sont redevables de la taxe d'électricité selon l'article L3333-2 du code général des collectivités territoriales :*

- les fournisseurs d'électricité en vue de la revente au consommateur final,
- les personnes qui, dans le cadre de leur activité économique, produisent de l'électricité et l'utilisent pour les besoins de cette activité.

Elle est recouvrée par les sociétés distributrices d'électricité (EDF – Direct Energie – GDF Suez – ENERCOOP SA…) qui la versent au Département. Par décision de l'Assemblée départementale, il avait été décidé de reverser une partie de cette taxe départementale d'électricité au Syndicat Départemental d'Électrification et d'Équipement de la Lozère (S.D.E.E.) dans le cadre de travaux ruraux d'électrification, ainsi qu'à la commune de Mende. Les conventions qui ont été signées avec le S.D.E.E et la commune de Mende précisant les modalités de reversement, sont venues à expiration le 31 décembre 2013. A la suite d'une demande de prorogation de la convention par le S .D.E.E, une nouvelle convention a été signée le 23 décembre 2014 pour une durée d'un an. Par courrier en date du 18 septembre 2014, la commune de Mende a sollicité le renouvellement de la convention prévoyant le reversement d'une part du produit de la taxe d'électricité.

Il convient aujourd'hui de proposer le renouvellement des deux conventions avec le SDEE et la commune de Mende et de fixer les montants des reversements à :

- 342 000 € pour le SDEE,

- 91 000 € pour la commune de Mende.

Ces conventions qui définissent les modalités d'attribution et de versement de la participation financière accordée par le Département sont conclues pour deux ans (soit un terme fixé au 31 décembre 2016).

II – Modification de l'autorisation de programme correspondante et affectation de crédits

Si vous approuvez la conclusion des conventions et la fixation des montants précisés ci-dessus, il conviendra alors, pour l'année 2015, d'abonder de 91 000,00 € l'autorisation de programme « Reversement taxe d'électricité » voté au budget primitif 2015, afin de répondre à la totalité des besoins en crédits. Il conviendra dans le même temps d'affecter les crédits, comme suit :

Intitulé de l'opération	Imputation globale	Propositions d'affectations
Opération S.D.E.E	919-BB	371 000,00 €
Opération MENDE	919-BB	91 000,00 €
Total AP 2015		462 000,00 €

Au regard de l'ensemble des éléments décrits ci-dessus, il vous appartient de statuer sur ces propositions et :

- d'approuver le renouvellement des conventions de reversement de la taxe départementale sur la consommation finale d'électricité, ci-jointe, à passer avec le S.D.E.E et la commune de Mende et de fixer les montants des reversements à 342 000 € pour le SDEE et 91 000 € pour la commune de Mende ;
- de donner en conséquence un avis favorable à un vote de crédits supplémentaires de 91 000 € sur l'autorisation de programme « Reversement taxe d'électricité » ;
- d'approuver l'affectation de ces crédits d'un montant de 462 000 €, sur l'autorisation de programme correspondante en faveur des opérations ci-dessus, sous réserve que cette augmentation soit votée dans le rapport de modification des AP soumis au cours de la même réunion.

CONVENTION N°

POUR LE REVERSEMENT D'UNE PARTIE DU PRODUIT DE LA TAXE DÉPARTEMENTALE SUR ÉLECTRICITÉ AU PROFIT DE LA COMMUNE DE MENDE

ENTRE

Le Département de la Lozère, sis 4 rue de la Rovère 48000 Mende représenté par Madame Sophie PANTEL, agissant en qualité de Présidente du Conseil départemental, d'une part,

ET

La Commune de Mende, sise Place Charles de Gaulle 48000 Mende, représentée par Monsieur Alain BERTRAND agissant en qualité de Maire, d'autre part.

Préambule

Par délibération du 15 janvier 1973, le département a institué une taxe sur la consommation finale d'électricité qui est calculée à partir des quantités d'électricité consommée par les usagers pour une puissance souscrite inférieure ou égale à 250 Kilovoltampères.

Sont redevables de la taxe d'électricité selon l'article L3333-2 du code général des collectivités territoriales :

- les fournisseurs d'électricité (en vue de la revente au consommateur final),

- les personnes qui, dans le cadre de leur activité économique, produisent de l'électricité et l'utilisent pour les besoins de cette activité,

Bénéficient de la taxe d'électricité, les communes (ou syndicats) ainsi que les départements.

Elle est recouvrée par les sociétés distributrices d'électricité (EDF – Direct Energie – GDF Suez – ENERCOOP SA...) qui la versent au Département.

Article 1er – Objet de la convention

La présente convention définit les modalités d'attribution et de versement de la participation financière accordée par le Département à la Commune de Mende.

Article 2 – Montant du reversement et modalités de versement

Le Département de la Lozère accorde à la commune de Mende un reversement de la taxe sur la consommation finale d'électricité d'un montant annuel de 91 000 € pour les années 2015 et 2016 conformément à la délibération du 26 juin 2015. Celui-ci fera l'objet d'un versement annuel qui interviendra le mois de juillet de l'année n+1 après encaissement par le Département des sommes versées par les différents organismes distributeurs d'électricité (EDF, Direct Energie, poweo, etc.).

Pour ce faire, la Commune devra produire un état récapitulatif ainsi que les justificatifs relatifs à cette demande de versement.

Cette dépense est comptabilisée au chapitre 919-95/204142.

Article 3 – Contrôle de l'emploi du reversement - Prévisions

Chaque année, la Commune de Mende s'engage à communiquer au Département le détail de l'utilisation de ce reversement.

Article 4 – Durée - Renouvellement

La présente convention est consentie et acceptée pour une durée de deux ans.

Elle prendra fin le 31 décembre 2016. Elle pourra être renouvelée sur demande de la commune de Mende par courrier parvenu au minimum deux mois avant l'expiration de la dite convention et sous réserve de l'acceptation de l'assemblée départementale.

Article 5 – Résiliation - Caducité

Le Département se réserve le droit de mettre fin à la présente convention et ce, notamment en cas de non-respect des clauses visées dans la présente.

Article 6 – Information et communication

La Commune de Mende, dans le cadre de ses actions habituelles de communication s'engage à informer du soutien du Département dans tous les supports qu'elle utilise. Cette information peut notamment se matérialiser par la présence du logotype du Département.

L'utilisation de ce logo devra se faire en conformité avec la charte graphique du Département. La demande de logo sera réalisée sur la base d'un formulaire à partir sur la page www. lozere.fr.

Cette convention a été établie en deux exemplaires originaux.

Fait à Mende le :

Pour le Département de la Lozère, La Présidente du Conseil départemental,	Pour la Commune de Mende Le Maire,
Sophie PANTEL	Alain BERTRAND

CONVENTION N°

POUR LE REVERSEMENT D'UNE PARTIE DU PRODUIT DE LA TAXE DÉPARTEMENTALE SUR ÉLECTRICITÉ AU PROFIT DU SYNDICAT DÉPARTEMENTAL D'ÉLECTRIFICATION ET D'ÉQUIPEMENT DE LA LOZÈRE

ENTRE

Le Département de la Lozère, sis 4 rue de la Rovère 48000 Mende représenté par Madame Sophie PANTEL, agissant en qualité de Présidente du Conseil départemental, d'une part,

ET

Le Syndicat Départemental d'Électrification et d'Équipement de la Lozère (SDEE) représenté par le Docteur Jacques Blanc, agissant en qualité de Président, sis, 12 bd Henri Bourillon – 48000 MENDE

Préambule

Par délibération du 15 janvier 1973, le département a institué une taxe sur la consommation finale d'électricité qui est calculée à partir des quantités d'électricité consommée par les usagers pour une puissance souscrite inférieure ou égale à 250 Kilovoltampères.

Sont redevables de la taxe d'électricité selon l'article L3333-2 du code général des collectivités territoriales :

- les fournisseurs d'électricité (en vue de la revente au consommateur final),

- les personnes qui, dans le cadre de leur activité économique, produisent de l'électricité et l'utilisent pour les besoins de cette activité,

Bénéficient de la taxe d'électricité, les communes (ou syndicats) ainsi que les départements.

Elle est recouvrée par les sociétés distributrices d'électricité (EDF – Direct Energie – GDF Suez – ENERCOOP SA...) qui la versent au Département.

Article 1er – Objet de la convention

La présente convention définit les modalités d'attribution et de versement de la subvention accordée par le Département au SDEE.

Article 2 – Montant du reversement et modalités de versement

Le département de la Lozère accorde au Syndicat Départemental d'Électrification et d'Équipement de la Lozère une subvention d'un montant de 342 000 € au titre des années 2015 et 2016, conformément à la délibération de la commission permanente du 26 juin 2015.

Ce montant fera l'objet de deux versements :

un 1er acompte représentant les 2/3 de la somme sera versé fin décembre,

le solde sera réglé sur présentation des pièces justifiant les travaux réalisés.

Cette dépense est comptabilisée au chapitre 919-95 article 20417-82.

Article 3 – Contrôle de l'emploi du reversement - Prévisions

Chaque année le SDEE s'engage à communiquer au Département :

- le bilan des travaux réalisés,
- les documents comptables attestant de l'exécution et de l'achèvement de l'ensemble des travaux prévus (PV de réception des travaux),
- le bilan et le compte de résultat de l'exercice écoulé, certifiés par le Commissaire aux comptes et le procès-verbal de la réunion de l'assemblée générale approuvant ces documents,
- le budget prévisionnel de l'année n,
- le programme des travaux prévisionnels pour l'année n.

Article 4 – Durée - Renouvellement

La présente convention est consentie et acceptée pour une durée de deux ans.

Elle prendra fin le 31 décembre 2016. Elle pourra être renouvelée sur demande de la commune de Mende par courrier parvenu au minimum deux mois avant l'expiration de la dite convention et sous réserve de l'acceptation de l'assemblée départementale.

Article 5 – Résiliation - Caducité

Le Département se réserve le droit de mettre fin à la présente convention et ce, notamment en cas de non-respect des clauses visées dans la présente.

Article 6 – Information et communication

Le SDEE, dans le cadre de ses actions habituelles de communication s'engage à informer du soutien du Département dans tous les supports qu'il utilise. Cette information peut notamment se matérialiser par la présence du logotype du département sur les panneaux de signalisation du chantier.

L'utilisation dudit logo doit faire l'objet d'une demande auprès des services du Département. Les modalités sont définies sur le site Lozère .fr (page d'accueil – logo).

Cette convention a été établie en deux exemplaires originaux.

Fait à Mende le :	Fait à le
Pour le Département de la Lozère, La Présidente du Conseil départemental,	Pour le Syndicat Départemental d'Électrification et d'Équipement de la Lozère, le Président ,
Sophie PANTEL	Jacques BLANC

Délibération n°CD_15_1029

DÉPARTEMENT DE LA LOZÈRE

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

Séance du 26 juin 2015

Objet : Finances : Approbation du compte administratif départemental et du compte de gestion 2014 - Affectation du résultat 2014

Commission : Finances et gestion de la collectivité

Dossier suivi par Finances et budget

Le Conseil départemental de la Lozère, régulièrement convoqué, s'est réuni, sous la présidence de Sophie PANTEL.

Le quorum étant atteint, la séance est ouverte à 14h30

Présents : Robert AIGOIN, Françoise AMARGER-BRAJON, Alain ASTRUC, Laurence BEAUD, Denis BERTRAND, Régine BOURGADE, Henri BOYER, Patricia BREMOND, Eve BREZET, Francis COURTES, Sabine DALLE, Bruno DURAND, Bernard DURAND, Valérie FABRE, Christine HUGON, Sophie MALIGE, Michèle MANOA, Jean-Claude MOULIN, Bernard PALPACUER, Sophie PANTEL, Guylène PANTEL, Jean-Paul POURQUIER, Patrice SAINT-LEGER, Michel THEROND, Valérie VIGNAL.

Pouvoirs : Laurent SUAU ayant donné pouvoir à Régine BOURGADE.

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des Départements et des Régions;

VU le code général des collectivités et notamment les articles L 1111-1, L 1111-2, L 3211-1, L 3211-2 ;

VU les articles L 1612-12, L 3212-1 et suivants, L 3312-1 et suivants et R 3311-2 et suivants du code général des collectivités territoriales ;

VU la délibération n°CG_12_5174 du 21 décembre 2012 adoptant le règlement financier départemental ;

VU la délibération n°CG_14_4153 du 14 avril 2014 votant le budget primitif 2014 ;

VU la délibération n°CG_14_4152 du 14 avril 2014 votant la modification des autorisations de programmes antérieures et faisant état des autorisations de programmes 2014 ;

VU la délibération n°CG_14_4154 du 14 avril 2014 votant la décision modificative n°1 ;

VU la délibération n°CG_14_5107 du 30 juin 2014 votant la modification des autorisations de programmes antérieures et faisant état des autorisations de programmes 2014 ;

VU la délibération n°CG_14_5108 du 30 juin 2014 votant la décision modificative n°2 ;

VU la délibération n°CG_14_6108 du 24 octobre 2014 votant la décision modificative n°3 ;

VU la délibération n°CG_14_7107 du 24 novembre 2014 faisant état des autorisations de programme antérieures et des autorisations de programme 2014 ;

VU la délibération n°CG_14_7108 du 24 novembre 2014 votant la décision modificative n°4 ;

CONSIDÉRANT le rapport n°706 intitulé "Finances : Approbation du compte administratif départemental et du compte de gestion 2014 - Affectation du résultat 2014" en annexe ;

Le Conseil Départemental, après en avoir délibéré,

VU l'avis favorable de la commission « Finances et gestion de la collectivité » du 19 juin 2015 ;

VU la non-participation au débat et au vote de Jean-Paul POURQUIER ;

ARTICLE 1

Arrête :

- d'une part, le compte des recettes et des dépenses départementales de l'exercice 2014 faisant apparaître les résultats suivants :

	Budget principal	Budget annexe L.D.A.	Budget annexe Aire	Budget annexe Boissets
Recettes réalisées	173 500 972,92 €	1 789 315,51 €	1 151 738,19 €	101 357,14 €
Dépenses mandatées	168 117 476,67 €	1 844 278,65 €	924 356,02 €	63 092,69 €
Excédent	5 383 496,25 €		227 382,17 €	38 264,45 €
Déficit		-54 963,14 €		

- d'autre part, le compte de gestion de 2014 établit par le Payeur départemental comme suit :

Budget Principal :

En dépenses :..... 168 117 476,67 €

En recettes :..... 173 500 972,92 €

D'où il résulte un excédent de recettes de :. 5 383 496,25 €

Le résultat définitif de l'exercice 2014 s'établit comme suit :

Résultat définitif de l'exercice 2013 : …..... 1 614 293,95 €

+ excédent de recettes 2014 : …..... 5 383 496,25 €

- part de l'excédent de fonctionnement 2014 affecté à la couverture du besoin de financement de la section d'investissement :..... - 5 007 600,46 €

Total..... 1 990 189,74 €

Budget annexe Laboratoire Départemental d'Analyses :

En dépenses :..... 1 844 278,65 €

En recettes :..... 1 789 315,51 €

D'où il résulte un déficit de recettes de :. - 54 963,14 €

Le résultat définitif de l'exercice 2013 ayant présenté un excédent de recettes de 331 120,06 €, le résultat définitif de l'exercice 2014, égal au résultat du compte administratif du même exercice, est un excédent de recettes de 276 156,92 €.

Budget annexe Aire de la Lozère :

En dépenses :..... 924 356,02 €

En recettes :..... 1 151 738,19 €

D'où il résulte un excédent de recettes de :. 227 382,17 €

Le résultat définitif de l'exercice 2012 ayant présenté un excédent de recettes de 735 041,58 €, le résultat définitif de l'exercice 2014, égal au résultat du compte administratif du même exercice, est un excédent de recettes de 962 423,75 €.

Budget annexe Domaine de Boissets :

En dépenses :..... 63 092,69 €

En recettes :..... 101 357,14 €

D'où il résulte un excédent de recettes de :. 38 264,45 €

Le résultat définitif de l'exercice 2012 ayant présenté un excédent de recettes de 436 559,57 €, le résultat définitif de l'exercice 2014, égal au résultat du compte administratif du même exercice, est un excédent de recettes de 474 824,02 €.

ARTICLE 2

Décide d'affecter en décision modificative n°2 de 2015 :

- le résultat de la section de fonctionnement au financement de la couverture du besoin de financement de la section d'investissement pour un montant de 5 191 122,23 € inscrit en recettes d'investissement au chapitre 923, article 1068 : excédents de fonctionnement capitalisés ;

- le déficit d'investissement correspondant au résultat de clôture, soit 5 191 122,23 € en dépenses d'investissement à l'article budgétaire 001 : solde d'exécution de la section d'investissement reporté

- le solde de fonctionnement, soit 1 990 189,74 €, en recettes de fonctionnement à l'article budgétaire 002 : résultat de fonctionnement reporté.

ARTICLE 3

Prend la délibération réglementaire annexée qui présente les résultats du compte de gestion 2014 établis par le payeur départemental et qui ne font l'objet d'aucune observation.

Adopté à l'unanimité des voix exprimées,

La Présidente du Conseil Départemental
Sophie PANTEL

Délibération n°CD_15_1029

Rapport n°706 "Finances : Approbation du compte administratif départemental et du compte de gestion 2014 - Affectation du résultat 2014", joint en annexe à la délibération n°CD_15_1029 de la Commission Permanente du 26 juin 2015

I – *Compte de gestion 2014*

Conformément à l'article L.1612-12 - 1er alinéa du code général des collectivités territoriales, j'ai l'honneur de soumettre à votre examen le compte des recettes et des dépenses départementales de l'exercice 2014, ainsi que le compte de gestion établi par Monsieur PEYRE, Payeur départemental, en sa qualité de comptable du Département.

Le compte de gestion 2014 présente les résultats suivants :

	Budget principal	Budget annexe L.D.A.	Budget annexe Aire	Budget annexe Boissets
Recettes réalisées	173 500 972,92 €	1 789 315,51 €	1 151 738,19 €	101 357,14 €
Dépenses mandatées	168 117 476,67 €	1 844 278,65 €	924 356,02 €	63 092,69 €
Excédent	**5 383 496,25 €**		**227 382,17 €**	**38 264,45 €**
Déficit		**-54 963,14 €**		

Je vous précise que, s'agissant du budget principal, le résultat définitif de l'exercice 2014 doit prendre en compte le résultat définitif de l'exercice 2013 (1 614 293,95 €) et le montant affecté au financement de la section d'investissement (- 5 007 600,46 €) , soit un résultat de clôture de 1 990 189,74 €.

- résultat de l'exercice 2013 : 1 614 293,95 €
- part affectée à l'investissement 2014 : 5 007 600,46 €
- résultat de l'exercice 2014 : 5 383 496,25 €
- résultat définitif de l'exercice 2014 : 1 990 189,74 €

Les résultats, détaillés par nature de dépenses, figurent au compte administratif annexée au dossier, document auquel vous pourrez éventuellement vous reporter avant de statuer définitivement.

Pour votre information, je vous précise que, de 2008 à 2012, le taux d'exécution de l'ensemble des dépenses réelles du budget principal s'établit comme suit :

	2010	2011	2012	2013	2014
Investissement	80,61%	75,87%	76,97%	89,23 %	80,81 %
Fonctionnement	96,30%	96,25%	95,97%	96,68 %	95,56 %

Tels sont les chiffres du compte départemental 2014 soumis à votre vérification et que je vous propose de bien vouloir approuver.

Les résultats du compte de gestion établi par Mr PEYRE, Payeur Départemental, ainsi que les observations auxquelles ce document pourrait donner lieu, doivent être consignées sur une

délibération spéciale dont le modèle est joint au dossier qui vous est soumis (article 220 du décret du 12 juillet 1893).

II – Affectation du résultat 2014

L'instruction M52 qui est entrée en application le 1er janvier 2004 définit les règles budgétaires et comptables et impose la détermination et l'affectation du résultat de l'exercice clos. En conséquence, dès lors que l'exécution budgétaire est achevée, l'assemblée doit procéder à l'affectation du résultat.

Le vote du compte des recettes et des dépenses départementales de l'exercice 2014 et du compte de gestion constitue l'arrêté des comptes du Département.

Cet arrêté permet de dégager d'une part le résultat de la section de fonctionnement et d'autre part le solde d'exécution de la section d'investissement, corrigé des restes à réaliser qui fait ressortir soit un besoin de financement, soit un excédent de financement.

L'assemblée doit décider de l'emploi du résultat excédentaire en report de la section de fonctionnement et/ou son affectation en section d'investissement pour tout ou partie.

Compte départemental 2014

1 – Section d'investissement

Recettes :	53 073 010,69 €
Dépenses :	58 264 132,92 €
Déficit total section d'investissement 2014 (besoin de financement)	5 191 122,23 €

2 – Section de fonctionnement

Recettes :	120 831 267,24 €
Dépenses :	113 649 955,27 €
Résultat d'exécution de l'exercice 2014 se décomposant comme suit :	7 181 311,97 €

Je vous propose donc d'affecter en décision modificative n°2 le résultat de la section de fonctionnement au financement de la couverture du besoin de financement de la section d'investissement pour un montant de 5 191 122,23 € inscrit en recettes d'investissement au chapitre 923, article 1068 : Excédents de fonctionnement capitalisés.

Le solde de fonctionnement, soit 1 990 189,74 € est inscrit en recette de fonctionnement à l'article budgétaire 002 : Résultat de fonctionnement reporté et servira à couvrir les besoins de la décision modificative n°2 de l'exercice 2015.

Le déficit d'investissement correspondant au résultat de clôture, soit 5 191 122,23 € est inscrit en dépense d'investissement à l'article budgétaire 001 : solde d'exécution de la section d'investissement reporté.

Le compte de gestion ainsi que le compte administratif sont joints au dossier du rapporteur.

En conclusion, je vous propose :

- d'approuver le compte départemental 2014 qui vous est soumis ;
- d'approuver l'opération d'affectation du résultat de la gestion 2015 sur le budget 2015.

DEPARTEMENT DE LA LOZERE

Direction des Finances et du Budget,

LE CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA LOZERE

VU le compte rendu par Mr PEYRE, Payeur départemental, des recettes et dépenses pour l'exercice 2014 comprenant :

1) l'excédent des recettes du compte administratif de l'exercice 2013,

2) les recettes et les dépenses faites au titre de l'exercice 2014 pendant l'année 2014.

VU les pièces justificatives rapportées à l'appui dudit compte,

VU le budget primitif, les budgets annexes de l'exercice 2014 et les décisions modificatives dudit budget présentés par Mme PANTEL, Présidente du Conseil Départemental de la Lozère,

CONSIDERANT que l'examen de ces comptes n'a donné lieu à aucune observation.

D E L I B E R E :

ARTICLE 1 - Statuant sur les opérations de l'exercice 2014, sauf le règlement et l'apurement par la Chambre régionale des comptes, le Conseil Départemental admet les opérations effectuées pendant la gestion 2014, à savoir :

Budget Principal :

- en dépenses, pour.....	168 117 476,67 €
- en recettes, pour.....	173 500 972,92 €
D'où il résulte un excédent de recettes de :	5 383 496,25 €

Le résultat définitif de l'exercice 2014 s'établit comme suit :

. résultat définitif de l'exercice 2013 :	1 614 293,95 €
. excédent de recettes 2014 :	5 383 496,25 €
. part de l'excédent de fonctionnement 2014 affecté à la couverture du besoin de financement de la section d'investissement :	- 5 007 600,46 €
Total	1 990 189,74 €

Budget annexe Laboratoire Départemental d'Analyses :

en dépenses :	1 844 278,65 €
en recettes :	1 789 315,51 €

D'où il résulte un déficit de recettes de : - 54 963,14 €

Le résultat définitif de l'exercice 2013 ayant présenté un excédent de recettes de 331 120,06 €, le résultat définitif de l'exercice 2014, égal au résultat du compte administratif du même exercice, est un excédent de recettes de 276 156,92 €.

Budget annexe Aire de la Lozère :

en dépenses :	924 356,02 €
en recettes :	1 151 738,19 €

D'où il résulte un excédent de recettes de : 227 382,17 €

Le résultat définitif de l'exercice 2013 ayant présenté un excédent de recettes de 735 041,58 €, le résultat définitif de l'exercice 2014, égal au résultat du compte administratif du même exercice, est un excédent de recettes de 962 423,75 €.

Budget annexe Domaine de Boissets :

en dépenses :	63 092,69 €
en recettes :	101 357,14 €

D'où il résulte un excédent de recettes de : 38 264,45 €

Le résultat définitif de l'exercice 2013 ayant présenté un excédent de recettes de 436 559,57 €, le résultat définitif de l'exercice 2014, égal au résultat du compte administratif du même exercice, est un excédent de recettes de 474 824,02 €.

ARTICLE 2 - Le Conseil Départemental demande qu'il plaise à la Chambre régionale des comptes de faire droit aux motifs ci-dessus énoncés, exigés du comptable, à savoir : Néant.

Sophie PANTEL

Direction des Finances et du Budget

COMPTE ADMINISTRATIF 2014

lozère
LE DÉPARTEMENT

lozere.fr

Table des matières

INTRODUCTION....7

LES PRINCIPAUX CHIFFRES 2014....11

LA SECTION DE FONCTIONNEMENT....21

INTRODUCTION....22

ÉVOLUTION DES DÉPENSES RÉELLES DE FONCTIONNEMENT....24

A - Services généraux....28

A.1 - dépenses de personnel (service du personnel)....28
A.2 - dépenses du service des moyens généraux....33
A.3 - dépenses du service Informatique 36
A.4 - dépenses des services cabinet et communication....37

B - Service sécurité : le financement du SDIS....38

C - Enseignement, culture et sport....39

C.1 - Les collèges, écoles et universités....39
C.2 - La culture....41
C.3 - Le sport....42
C.4 - La jeunesse et loisirs....44

D - Solidarité départementale....45

D.1 - Enfance et famille....50
D.2 - Lien social....54
D.3 - Autonomie....58
D.4 - Direction – Service des Affaires Financières....64

E - Transports, routes et bâtiments....65

E.1 - Les transports....65
E.2 - Les routes....68
E.3 - Les bâtiments....69

F - Subventions plan d'équipement départemental (PED)....71

G - Aménagement et environnement....72

H - Développement économique....74

LES RECETTES RÉELLES DE FONCTIONNEMENT....76

A - Les dotations globalisées (DGF, DGD, Compensations fiscales) : 48 596 K€....79

A.1 - La Dotation Globale de Fonctionnement : 45 381 K€....79
A.2 - La Dotation Globale de Décentralisation : 1 635 K€....81
A.3 - Compensations des exonérations et dégrèvements fiscaux : 1 580 K€....82

B - Les concours et fonds spécifiques (CNSA, FMDI, FSE) : 4 917 K€....83

B.1 - La Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie : 4 587 K€....83
B.2 - Le Fonds de Mobilisation Départemental pour l'Insertion (FMDI) : 330 K€....85

C - La fiscalité indirecte de compensation : 18 319 K€....85

C.1 - Compensations RMI RMA – RSA : 3 152 K€....85
C.2 - Compensations transferts de compétences prévus par la loi « libertés et responsabilités locales » du 13 août 2004 : 15 167 K€....86

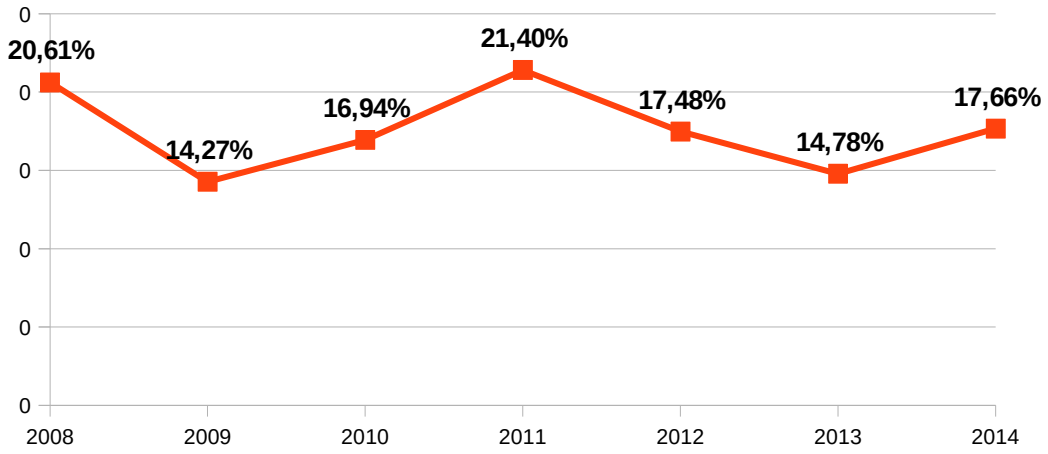
D - La fiscalité directe : 30 440 K€ (hors Part État DMTO)....88
E - La fiscalité indirecte classique : 8 177 K€....92
E.1 - Les droits et taxes départementaux d'enregistrement et taxe additionnelle : 4 305 K€. 92
E.2 - Le Fonds départemental de péréquation des DMTO : 2 455 K€....94
E.3 - Le Fonds départemental de péréquation CVAE : 224 K€....95
E.4 - La taxe sur l'électricité : 983 K€....96
E.5 - La taxe d'aménagement : 203 K€....96
E.6 - Les autres taxes : 7 K€....97
F - Autres recettes : 5 247 K€....97
F.1 - Les anciens fonds académiques de rémunérations des personnels d'internat (FARPI) : 285 K€....97
F.2 - Les transports : 739 K€....98
F.3 - Recouvrements spécifiques : 1 840 K€....98
F.4 - Autres : 2 383 K€....98
LA SECTION D'INVESTISSEMENT....99
ÉVOLUTION DES DÉPENSES RÉELLES D'INVESTISSEMENT....101
A - Les subventions d'équipement 104
B - Enseignement....111
C - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs....115
D - Action sociale....118
E - Réseaux et infrastructures....119
E.1 - Les investissements liés au réseau routier, à son entretien et à son exploitation :....120
E.2 - Les autres réseaux de voirie (2 504 K€) :....122
E.3 - Les "autres réseaux" :....122
F - Aménagement et environnement....124
G - Développement économique....126
H - Subventions Plan d'Équipement Départemental....128
LES RECETTES INVESTISSEMENT....129
A - La D.D.E.C. et les amendes de radars automatiques....132
A.1 - La Dotation Départementale d'Équipement des Collèges (D.D.E.C)....132
A.2 - Les amendes de radars automatiques....132
B - La Dotation Globale d'Équipement (D.G.E.)....133
C - Le Fonds de Compensation de la Taxe sur la Valeur Ajoutée (F.C.T.V. A.)....135
D - Les autres recettes....137
E - L'autofinancement....139
F - L'endettement....142
ANALYSE FINANCIÈRE....145
LE COMPTE ADMINISTRATIF 2014....146
LES SOLDES INTERMÉDIAIRES DE GESTION....147
LA TRÉSORERIE....151

BUDGETS ANNEXES....153
LABORATOIRE DÉPARTEMENTAL D'ANALYSES....154
AIRE DE LA LOZÈRE....156
DOMAINE DES BOISSETS....160
RÉSULTATS D'ACTIVITÉ DES BUDGETS ANNEXES (EN RECETTES ET DÉPENSES RÉELLES)....162

INTRODUCTION

La gestion 2014, malgré des contraintes budgétaires importantes, a permis de maintenir un niveau d'investissement conséquent représentant 28 % du total de notre budget 2014 (en dépenses réelles) pour un montant de 37 M€. En fonctionnement, le niveau des recettes a permis de rétablir le taux d'épargne brute (17,7 %) à un niveau comparable à 2012 après la baisse constatée en 2013 (14,8 %).

L'évolution du taux d'épargne brute est la suivante :



L'Epargne brute correspond à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement hors travaux en régie. Appelée aussi "autofinancement brut", l'épargne brute est affectée à la couverture d'une partie des dépenses d'investissement (en priorité, le remboursement de la dette, et pour le surplus, les dépenses d'équipement).

L'année 2014 a été marquée par l'adoption de différentes mesures dans le cadre du pacte de confiance et de responsabilité signé entre l'État et les collectivités territoriales le 16 juillet 2013 en faveur des départements, mesures destinées à leur assurer un meilleur financement des allocations individuelles de solidarité (AIS), à savoir le revenu de solidarité active (RSA), l'allocation personnalisée d'autonomie (APA) et la prestation de compensation du handicap (PCH) :

- la loi de finances pour 2014 dans son article 42 a créé un dispositif de compensation péréquée (DCP), visant à attribuer aux départements les recettes issues des frais de gestion de la taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) perçus par l'État,
- En complément de l'aide pérenne versée au titre du DCP, l'article 77 de la LFI 2014 a ouvert, toujours dans le cadre du financement des AIS, la possibilité pour les conseils départementaux de relever le plafond des droits de mutation à titre onéreux (DMTO) de 3,8 % à 4,5 % pour 2014 et 2015,

  Par délibération en date du 31 janvier 2014, le Conseil départemental a porté le taux des prélèvements sur les droits de mutation à titre onéreux à 4,50 %,

- L'article 78 de la LFI 2014 a quant à lui institué, pour l'année 2014, un fonds de solidarité en faveur des départements ayant vocation à réduire les inégalités constatées entre les départements en matière de reste à charge par habitant au titre des dépenses d'AIS.

L'ensemble de ces mesures qui vise avant tout à compenser le reste à charge des AIS reste cependant insuffisant : la dépense nette en 2014 pour le Conseil départemental au titre du RSA, de la PCH et de l'APA représente un montant de 11,7 M€ pour 4,6 M€ de recettes soit un manque à gagner de 7,1 M€.

Par ailleurs, conformément à l'annonce faite par le Président de la République le 14 janvier dernier 2014, un plan de réduction de 50 milliards d'euros des dépenses publiques entre 2015 et 2017 a été mis en place. Les économies ont été réparties entre les différentes sources de dépenses publiques :

- - 18 Milliards d'euros d'économies de la part de l'État,
- - 11 Milliards d'euros d'économies sur les collectivités locales, la Dotation Globale de Fonctionnement (DGF) étant réformée dans le projet de loi de finances (PLF 2015),
- - 10 Milliards d'euros d'économies sur l'assurance maladie,
- - 11 Milliards d'euros d'économie sur les dépenses de protection sociale.

En 2014, la diminution des concours financiers de l'État a impacté la DGF du Département à hauteur de - 531 K€ (- 1 M€ en 2015).

Il faut aussi noter la non reconduction du fonds de soutien aux départements en difficultés dont a bénéficié en 2013 le Conseil Départemental, soit une perte de recettes de - 3,2 M€, à laquelle il convient d'ajouter celle de - 3,5 M€ à la suite de la modification en 2013 des critères de répartition du Fonds National de péréquation des droits de mutation à titre onéreux.

Le budget 2014 en dépenses réelles (toutes sections confondues) a été exécuté à hauteur de 90,89 %.

Les dépenses réelles de fonctionnement, qui s'élèvent à 95,26 M€ exécutées à hauteur de 95,56 %, évoluent de + 0,41 % pour une évolution des recettes de + 3,92 %.

Parallèlement, la section d'investissement atteint un montant de 37,33 M€ pour un taux d'exécution de 80,69 % hors annulations. Elle se décompose de la manière suivante :

- - 16,144 M€ en équipements départementaux,
- - 17,924 M€ en équipements non départementaux,
- - 3,258 M€ en opérations diverses (15,345 M€ avec 12,087 M€ de remboursements sur emprunts revolving).

Notre gestion budgétaire se caractérise également par une section de fonctionnement qui supporte un volume important de subventions et de participations versées aux associations, aux organismes publics ainsi qu'à nos satellites, soit un total de 9,89 M€ (- 2 % par rapport à 2013) se décomposant comme suit :

- participations : 1,82 M€ (- 5 % par rapport à 2013),
- subventions aux organismes de droit privé : 6,65 M€ (- 12 % par rapport à 2013),
- subventions aux organismes publics : 1,41 M€ (+ 1,18 % par rapport à 2013).

L'épargne brute atteint 20,4 M€ en 2014 contre 16,5 M€ en 2013 pour une capacité de désendettement au 31/12/2014 de 2,2 années.

LES PRINCIPAUX CHIFFRES 2014

Ratios légaux

Population INSEE 2012 en vigueur le 1er janvier 2015 : 81 100

	2011	2012	2013	2014
Dépenses réelles de fonctionnement en euros par habitant	1 082,02	1 137,78	1 166,73	1 174,62
Produit des impositions directes en euros par habitant	229,50	236,91	248,14	261,08
Recettes réelles de fonctionnement en euros par habitant	1 376,64	1 378,82	1 369,15	1 426,56
Dépenses d'équipement (art.20+21+23) en euros par habitant	476,01	479,49	498,12	410,16
Encours de la dette en euros par habitant	204,77	257,15	376,54	577,06
Dotation globale de fonctionnement en euros par habitant	565,31	564,64	564,64	559,57
Part des dépenses de personnel dans les dépenses de fonctionnement	0,28	0,28	0,28	0,29
Dépenses d'équipement brut en euros / recettes de fonctionnement	0,35	0,35	0,36	0,29
Encours de la dette rapporté aux recettes réelles de fonctionnement	0,20	0,28	0,38	0,39

Ajustement des ratios en fonction de la population totale INSEE 2012

Remarque : dans les tableaux comparatifs avec les départements de la même strate (moins de 250 000 habitants), la population retenue par SFL est différente de celle indiquée ci-dessus. Pour maintenir la cohérence des indicateurs comparés, il a été retenu les données prises en compte par SFL-Forum.

Répartition de la population par tranches d'âge (source INSEE)

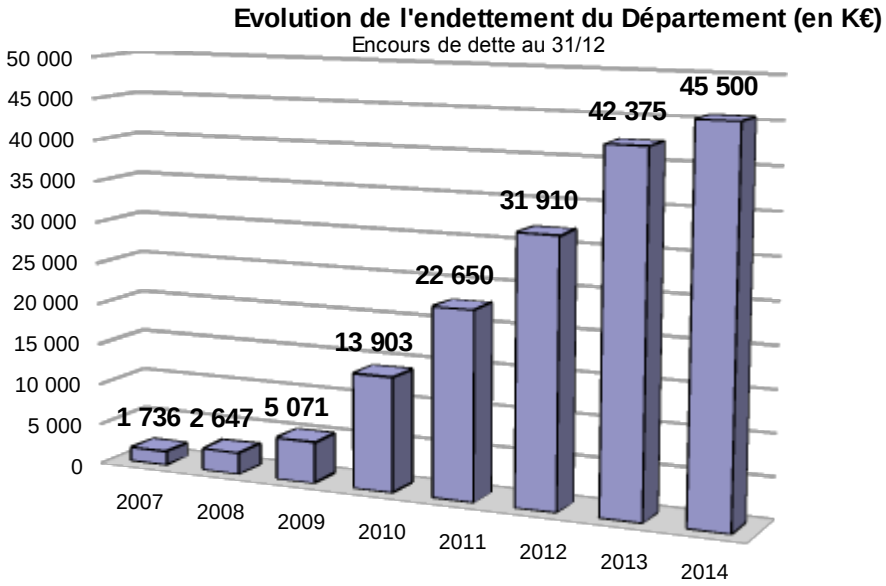
	structure par âge en 2005				structure par âge en 2030			
	- 20 ans	20 - 59 ans	60 - 79 ans	+ 79 ans	- 20 ans	20 - 59 ans	60 - 79 ans	+ 79 ans
Hérault	24,0%	53,8%	17,3%	4,8%	22,1%	49,2%	22,0%	6,7%
Gard	24,3%	52,6%	18,1%	4,9%	22,6%	45,7%	24,3%	7,4%
P O	22,3%	50,2%	21,3%	6,3%	20,8%	44,8%	26,2%	8,1%
Aude	22,4%	50,4%	20,9%	6,2%	21,4%	43,1%	27,0%	8,5%
Lozère	21,3%	53,0%	19,7%	6,1%	18,8%	46,2%	26,6%	8,4%

La dette

Encours au 31/12/2014 45 499 539 €

Capacité de désendettement au 31/12/2014 2,23 années

La capacité de désendettement moyenne des départements de – 250 000 habitants est en 2013 de presque 6 années.



Au 31/12/2014, 85,74 % de la dette consolidée du Département (30 429 K€) est à taux fixe, le reste sur la base de l'Euribor 3 mois.

Quant à la dette non consolidée soit 15 071 K€, elle a été mobilisée sur la base de l'Euribor 3 mois.

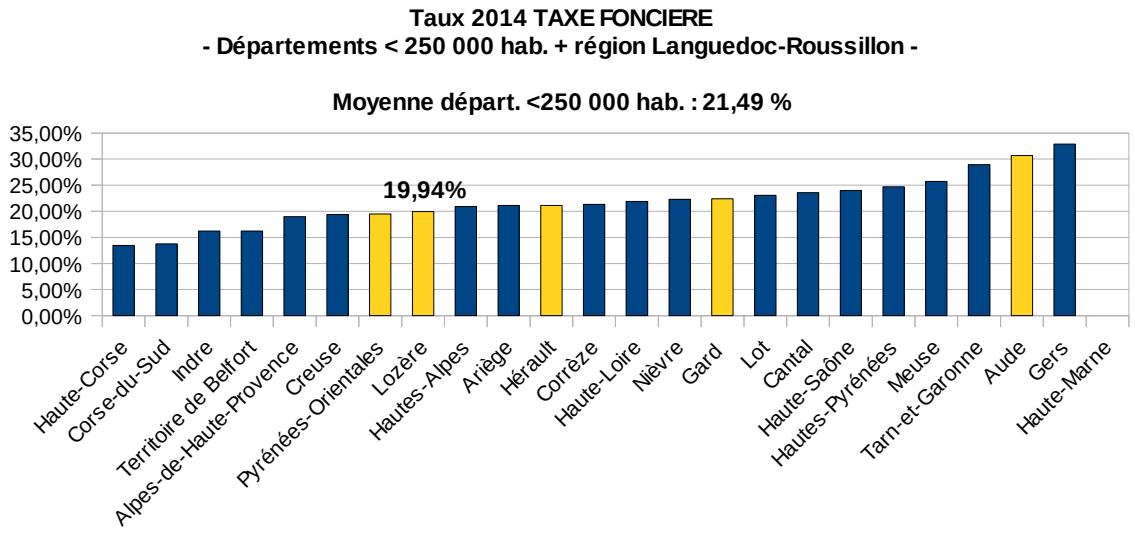
Taxes et impôts en 2014

Impôts directs :

Depuis 2012, seul le taux de la taxe foncière sur les propriétés bâties est voté par l'Assemblée départementale. Le taux voté pour l'année 2014 est de 19,94 % contre 19,36 % en 2013.

L'augmentation de ce taux correspond a l'engagement pris par le Conseil départemental en 2013 lors de la signature de la convention avec l'État dans le cadre du fonds de soutien aux départements en difficultés financières (2ème part).

La dernière augmentation de taux votée par le Conseil départemental remonte à 2010.



Engagements externes

Garanties d'emprunts	
Encours au 31/12/2014 en K€	22 154 K€
Dont organismes œuvrant dans le logement social	16 548 K€
Nombre d'organismes garantis	12
Dont organismes œuvrant dans le logement social	6

Lorsqu'un département souhaite accorder sa garantie à un emprunt, il se doit de veiller à respecter un ratio de plafonnement (loi Galland). Ce ratio compare les annuités de dette propre et de dette garantie aux recettes réelles de fonctionnement et ne doit pas excéder 50 % de ces dernières.

(en K€)	2014
Annuité de la dette propre au 31/12	4 140
Annuité de la dette garantie au 31/12	1 804
Recettes réelles de fonctionnement	115 694
Ratio Galland	**5,14%**

Les chiffres du compte administratif 2014 (en K€)

Budget principal	2012	2013	**2014**
Dépenses de fonctionnement	108 140	112 139	**113 650**
Recettes de fonctionnement	120 358	117 550	**120 831**
Dépenses d'investissement	70 921	73 345	**58 264**
Recettes d'investissement	60 687	69 549	**53 073**
Résultat	1 984	1 615	**1 990**

Budget annexe Laboratoire Départemental	2012	2013	**2014**
Dépenses de fonctionnement	1 740	1 674	**1 673**
Recettes de fonctionnement	1 740	1 674	**1 673**
Dépenses d'investissement	74	103	**171**
Recettes d'investissement	116	130	**116**
Résultat	42	26	**-55**

Budget annexe Aire de la Lozère	2012	2013	**2014**
Dépenses de fonctionnement	949	615	**813**
Recettes de fonctionnement	949	615	**813**
Dépenses d'investissement	2 563	391	**112**
Recettes d'investissement	2 646	553	**339**
Résultat	83	162	**227**

Budget annexe domaine des Boissets	2012	2013	**2014**
Dépenses de fonctionnement	59	60	**58**
Recettes de fonctionnement	59	60	**58**
Dépenses d'investissement	0	0	**5**
Recettes d'investissement	43	43	**43**

Structure du Compte Administratif 2014 par fonctions (budget principal)

	DEPENSES			RECETTES		
INVESTISSEMENT	Services généraux	2 300 098		Services généraux	0	
	Sécurité	503 484				
	Enseignement	3 121 463		Enseignement	834 974	
	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	971 840				
	Action sociale	1 422 065				
	Réseaux et infrastructures	15 474 492		Réseaux et infrastructures	1 281 644	
	Aménagement et environnement	5 941 483		Aménagement et environnement	5 322 917	
	Transports	0				
	Développement	4 333 427		Développement	179 817	
	TOTAL EQUIPEMENTS	*34 068 352*		*TOTAL EQUIPEMENTS*	*7 619 352*	
	Dotations et participations	0		Dotations et participations	3 337 888	
	Dettes et autres opérations financières	15 275 687		Dettes	19 610 989	
	Opérations pour compte de tiers	69 714		Opérations pour compte de tiers	0	
	Opérations patrimoniales	319 890		Opérations patrimoniales	319 890	
	Transferts entre les sections	4 733 878		Transferts entre les sections	18 388 280	
	Déficit reporté	3 796 612	(1)	Financement de la section D'investissement 2013	3 796 612	(2)
	TOTAL EXECUTION	**58 264 133**		**TOTAL EXECUTION**	**53 073 011**	
				Déficit de clôture 2013	5 191 122	(3)
	TOTAL	**58 264 133**		**TOTAL**	**58 264 133**	

FONCTIONNEMENT	Services généraux	9 624 657		Services généraux	748 608	
	Sécurité	3 415 313				
	Enseignement	6 108 881		Enseignement	523 880	
	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	3 524 499		Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	118 827	
	Prévention médico-sociale	255 585		Prévention médico-sociale	17 223	
	Action sociale	43 799 837		Action sociale	6 739 305	
	Réseaux et infrastructures	14 085 695		Réseaux et infrastructures	570 486	
	Aménagement et environnement	1 475 621		Aménagement et environnement	239 496	
	Transports	6 924 196		Transports	738 647	
	Développement	4 653 017		Développement	463 810	
	TOTAL EQUIPEMENTS	*93 867 301*				
				Impositions directes	29 256 227	
	Impositions directes	314 425		Autres impôts et taxes	26 495 637	
	Charges d'intérêts	1 011 987		Dotations et participations	49 779 434	
	Amortissements	18 368 608		Opérations financières	2 504	
	Opérations patrimoniales	19 672		Transferts entre les sections	4 733 878	
	Provisions	67 962		Résultat de fonctionnement reporté	403 305	(4)
	TOTAL EXECUTION	**113 649 955**		**TOTAL EXECUTION**	**120 831 267**	
	Excédent de clôture 2014	7 181 312	(5)			
	TOTAL	**120 831 267**		**TOTAL**	**120 831 267**	

Section d'investissement

En dépenses, le déficit reporté de – 3 796 612 € **(1)** correspond au résultat de clôture de l'exercice 2013 (recettes d'investissement – dépenses d'investissement).

Il est financé par un prélèvement sur la section de fonctionnement pour un montant équivalent, inscrit en recettes d'investissement **(2)**.

Il en résulte un déficit de clôture de l'exercice 2014 de - 5 191 122 € **(3)**.

Section de fonctionnement

Le résultat d'exécution de la section de fonctionnement 2013 dégage un excédent de 4 199 917 € qui permet de financer le déficit total de la section d'investissement 2013 par prélèvement de 3 796 612 € sur la section de fonctionnement (inscrit en recettes d'investissement **(2)**.

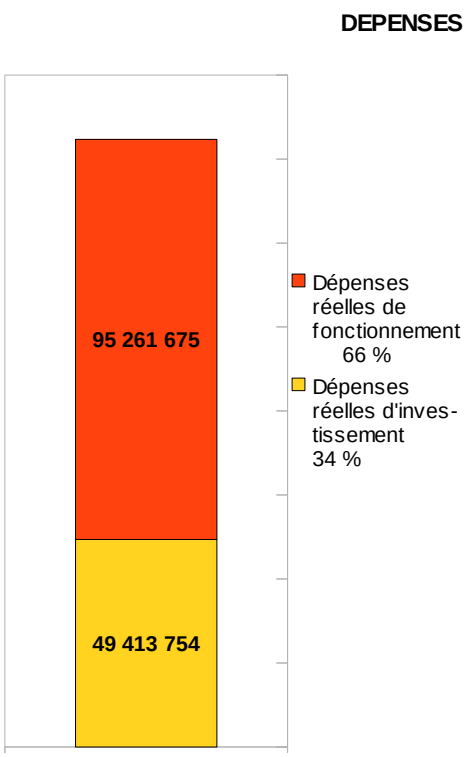
Le solde de 403 305 € (4 200 K€ - 3 797 K€) correspond au résultat de fonctionnement reporté, inscrit en recettes de fonctionnement **(4)**.

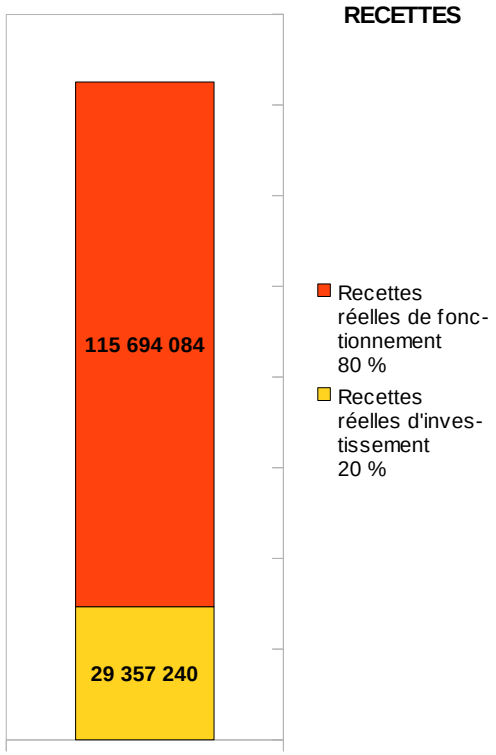
L'excédent de clôture 2014 d'un montant de 7 181 312 € **(5)** correspond au résultat de fonctionnement 2014 (recettes de fonctionnement – dépenses de fonctionnement).

Les transferts entre les sections correspondent à des écritures d'ordre liées principalement aux amortissements et aux écritures de sortie de patrimoine suite à des cessions, destructions ou mises au rebut.

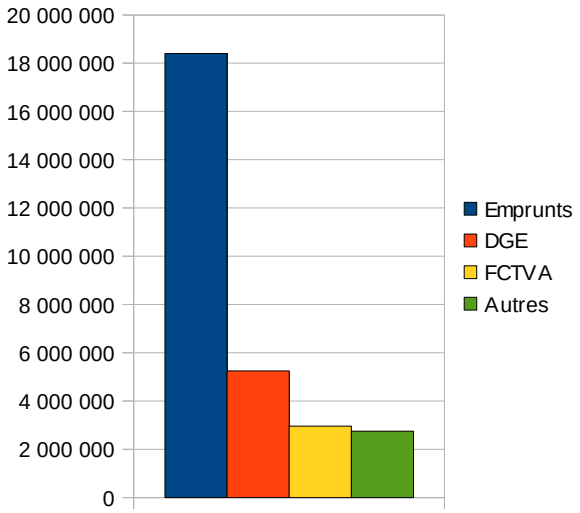
Les amortissements inscrits en dépenses d'ordre de fonctionnement représentent des recettes d'ordre d'investissement, les subventions transférables amorties inscrites en dépenses d'ordre d'investissement sont inscrites en contre-partie en recettes d'ordre de fonctionnement.

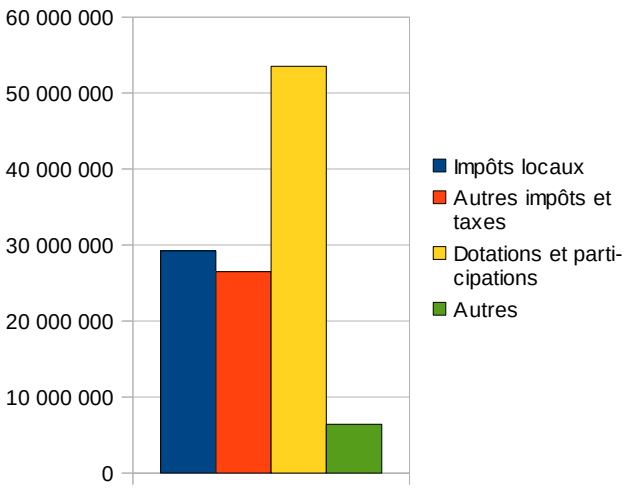
Les grandes masses budgétaires 2014 (budget principal)





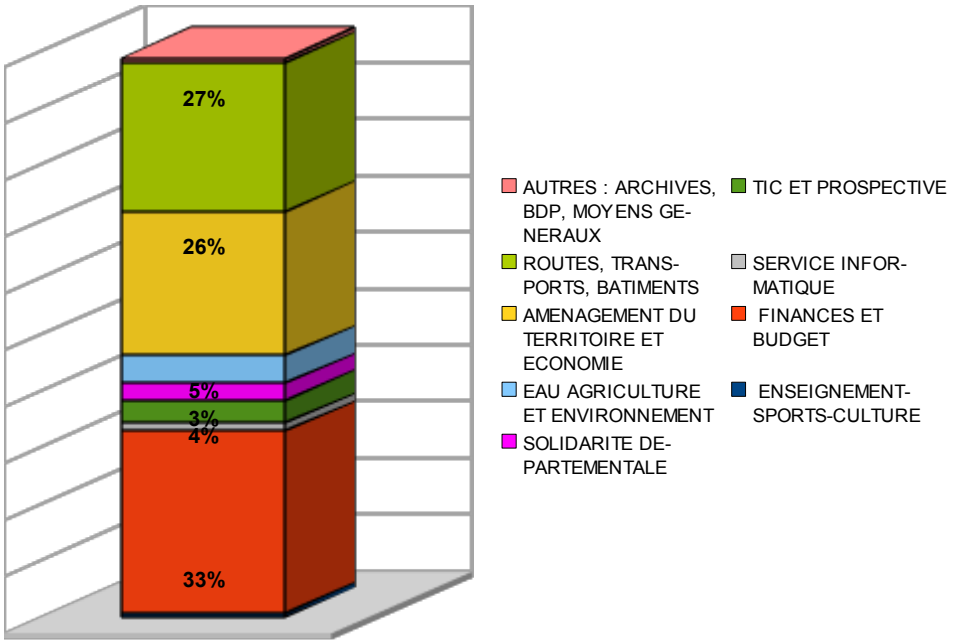
Les montants d'investissement, en dépenses et en recettes, incluent les mouvements de tirages et de remboursements sur emprunt revolving. Retraitées, les dépenses d'investissement atteignent 37 326 K€ pour 13 957 K€ de recettes d'investissement.



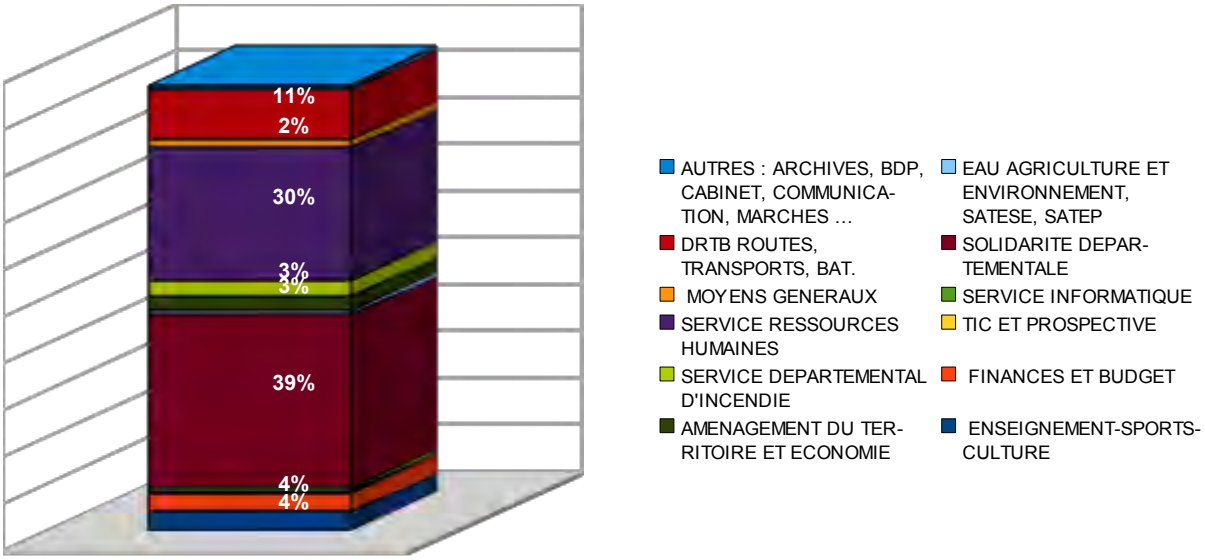


Répartition des dépenses réelles par direction

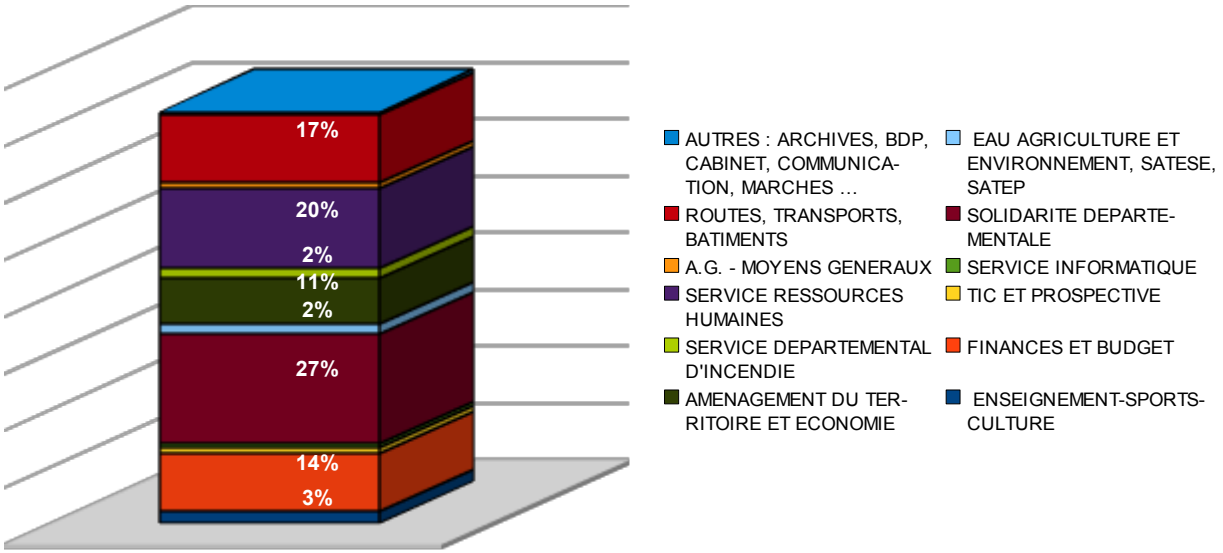
INVESTISSEMENT (49 414 K€)



FONCTIONNEMENT (95 262 K€)



BUDGET TOTAL (investissement + fonctionnement)



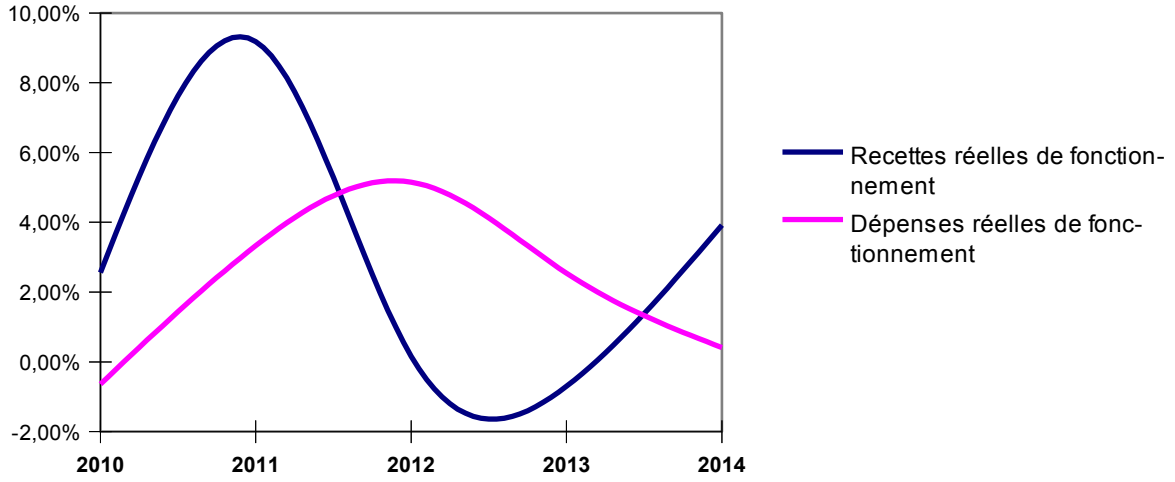
LA SECTION DE FONCTIONNEMENT

INTRODUCTION

Entre 2010 et 2014, **les recettes de fonctionnement ont progressé de 10,49 % contre 11,88 % pour les dépenses de fonctionnement.**

Le différentiel de croissance entre les recettes et les dépenses, positif en 2010 et 2011, négatif en 2012 et 2013, redevient positif en 2014, les recettes de fonctionnement réelles augmentant entre 2013 et 2014 de + 3,92 %, les dépenses de fonctionnement augmentant elles de + 0,41 %, soit un différentiel de 3,51 %.

Comparaison % d'évolution des recettes et dépenses réelles de fonctionnement



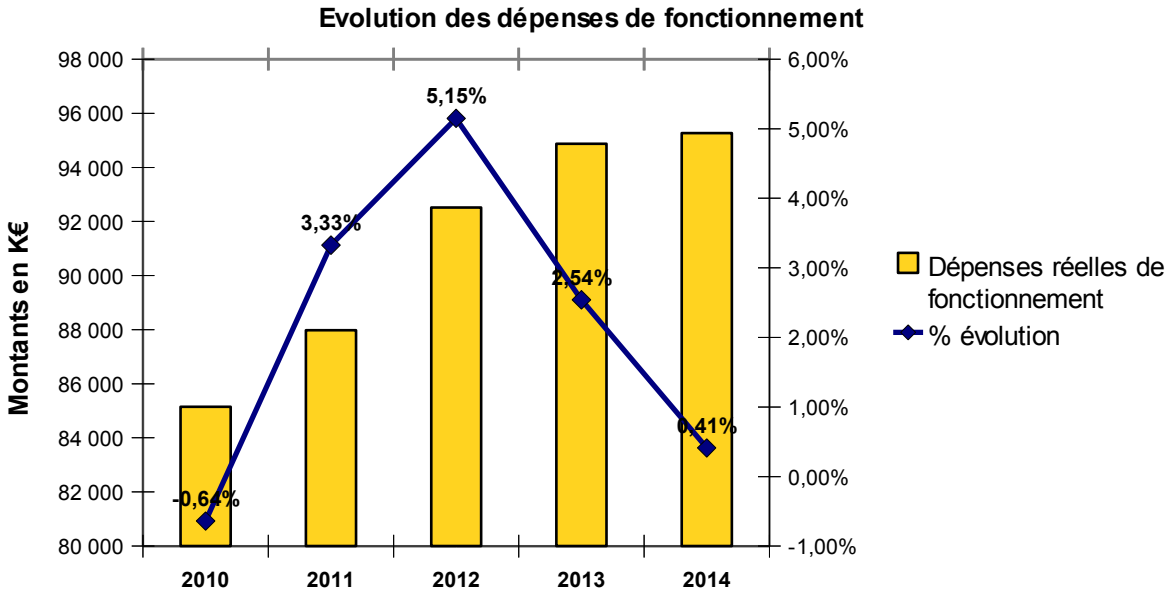
Après une légère diminution des dépenses de fonctionnement en 2010, ces dernières ont progressé de + 5,15 % en 2012, de + 2,54 % en 2013 et de + 0,41 % en 2014, soit + 2,95 % sur deux ans.

Sur la même période, les recettes de fonctionnement ont augmenté de 3,2 %.

La procédure de rattachements mise en place fin 2012 a également été utilisée sur la gestion 2014 : 3,15 M€ de charges ont été rattachées à l'exercice 2014 (dont 2,08 M€ au titre de la DSD) contre 3,21 M€ en 2013.

Cette procédure, effectuée en application du principe d'indépendance des exercices, vise à faire apparaître dans le résultat d'un exercice donné seulement les charges qui s'y rapportent. Cette opération comptable entraîne une augmentation des charges correspondant aux services réalisés en 2014 mais payés en 2015.

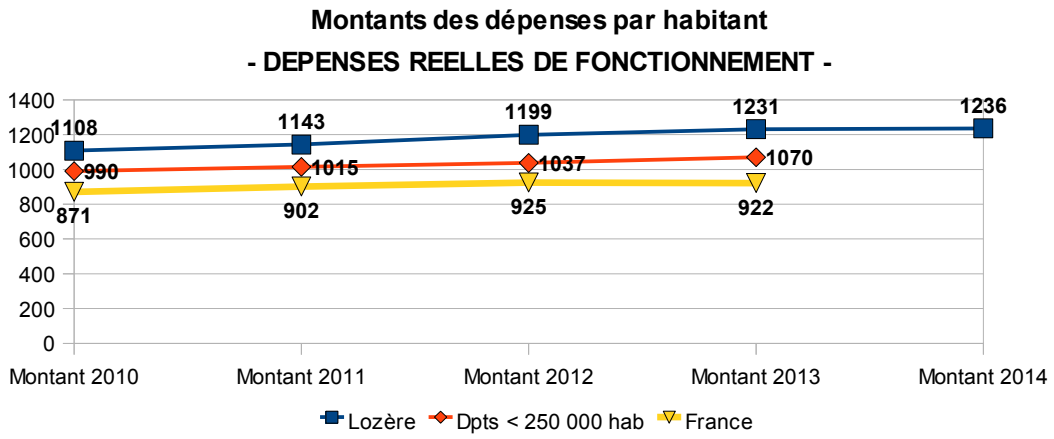
Le taux d'épargne brute de 17,66 % en 2014 connaît une hausse par rapport à 2013 (14,78 %) et revient à un niveau similaire à 2012 (17,48 %).



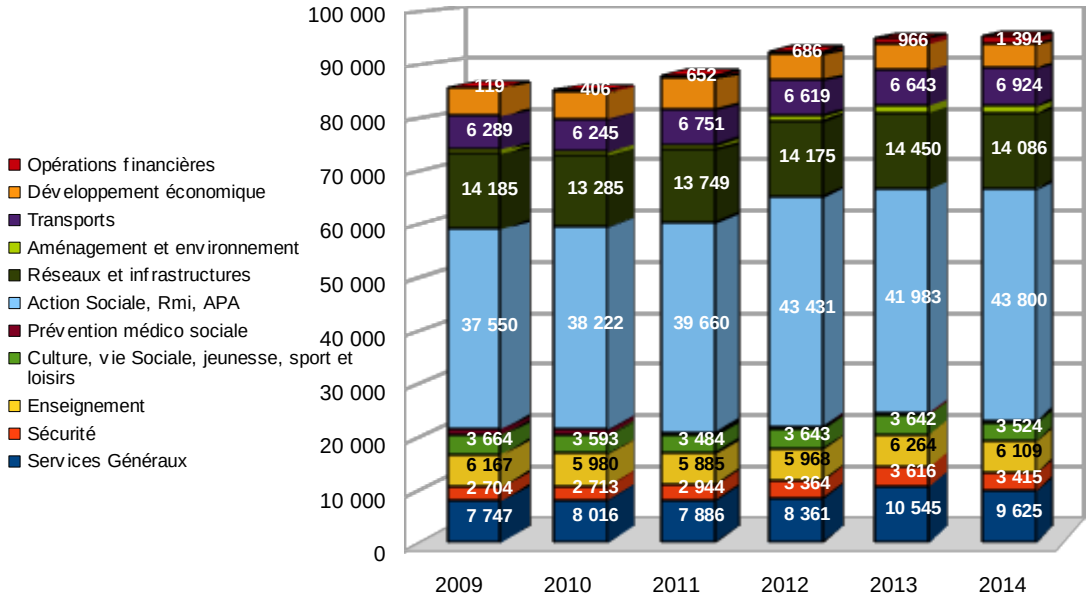
Les recettes réelles de fonctionnement restent cependant, sur la période 2010-2014, moins dynamiques (+ 10,49 %) que les dépenses qui progressent de 11,88 % sur la même période.

ÉVOLUTION DES DÉPENSES RÉELLES DE FONCTIONNEMENT.

Le montant des dépenses réelles de fonctionnement atteint en 2014, 95,262 M€, soit 1 236 € par habitant (population : 77 082 hab., source SFL 2013).



DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT EN K€



Par fonction, le montant des dépenses réelles de fonctionnement, soit 95 261 675 €, se décompose comme suit :

Dépenses réelles de fonctionnement (en K€) pour le budget principal	2012	2013	2014	% évolution 2013/2014	Evolution 2013/2014 en K€
Action Sociale, RSA, APA *	43 431	41 983	43 800	4,33%	1 817
Réseaux et infrastructures	14 175	14 450	14 086	-2,52%	-364
Services Généraux	8 361	10 545	9 625	-8,72%	-920
Transports	6 619	6 643	6 924	4,23%	281
Enseignement	5 968	6 264	6 109	-2,47%	-155
Développement économique	4 839	4 934	4 653	-5,70%	-281
Culture, vie Sociale, jeunesse, sport et loisirs	3 643	3 642	3 524	-3,24%	-118
Sécurité	3 364	3 616	3 415	-5,56%	-201
Aménagement et environnement	938	1 420	1 476	3,94%	56
Opérations financières	686	966	1 394	44,31%	428
Prévention médico sociale	491	406	256	-36,95%	-150
Total	**92 515**	**94 869**	**95 262**	**0,41%**	**393**

Les dépenses réelles de fonctionnement augmentent entre 2012 et 2014 de près de 2,97 % et de 0,41 % entre 2013 et 2014.

En volume, les trois premiers postes ayant la plus forte évolution entre 2013 et 2014 sont :

- - l'action sociale avec 1 817 K€ d'augmentation (+ 1 461 K€ hors part salariale),
- - les opérations financières avec 428 K€ d'augmentation,
- - les transports avec 281 K€ d'augmentation (+ 262 K€ hors part salariale).

En pourcentage, sur la période 2013/2014, les évolutions par fonction des postes les plus importants sont les suivantes :

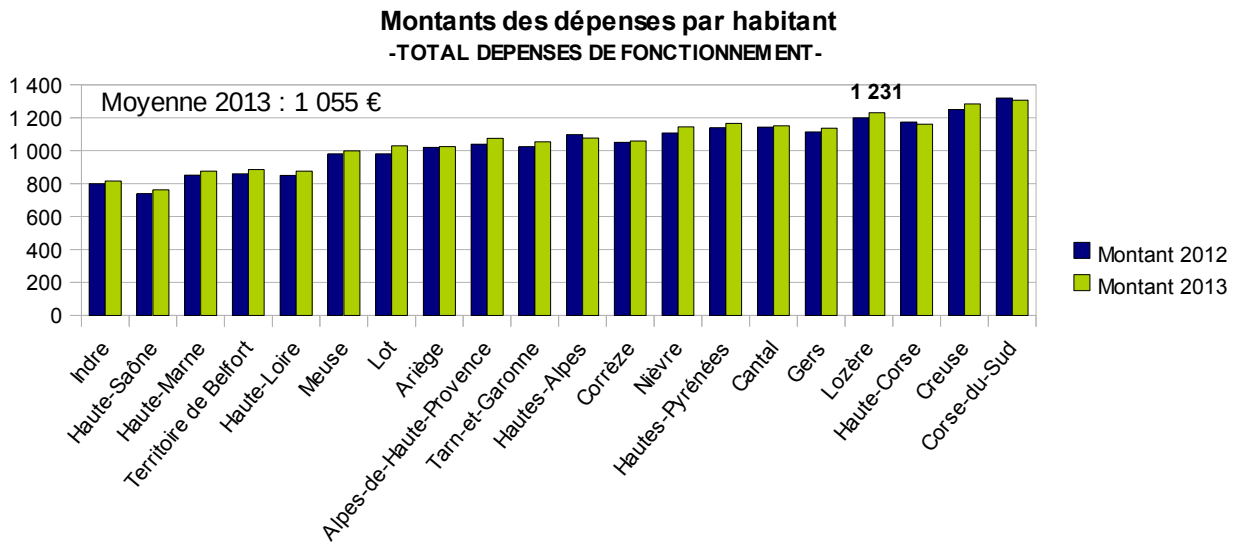
- - les opérations financières : + 44,31 %, ce poste regroupe notamment le paiement des intérêts de la dette propre du Département ainsi que le paiement des intérêts de la ligne de trésorerie et des tirages sur emprunts type revolving, le reversement au titre du fonds de péréquation des DMTO pour 314 K€.

- la prévention médico-sociale : - 36,95 %, en raison d'une baisse des dépenses de vaccins et sérum due au manque de médecins (- 10 968 €), d'une non utilisation des crédits pour la formation des assistantes maternelles (- 58 834 €) et d'un transfert de crédits de nettoyage des centres médico-sociaux sur une autre fonction (- 84 800 €),
- l'action sociale, RSA, APA : + 4,33 %,
- les services généraux : - 8,72 %,
- les transports : + 4,23 %.

Quant aux taux d'exécution, ils sont légèrement inférieurs à 2013 (95,56 % en 2014 contre 96,68 % en 2013).

	2010	2011	2012	2013	2014
Montant des dépenses de fonctionnement en K€	85 148	87 981	92 515	94 869	95 262
Taux d'exécution dépenses réelles de fonctionnement	96,30%	96,25%	95,97%	96,68%	95,56%

Sur la période 2012 à 2013, les dépenses de fonctionnement moyennes par habitant du département ont augmenté (1 199 €/hab en 2012 contre 1 231 €/hab en 2013) pour atteindre un niveau légèrement supérieur à celui des départements métropolitains de moins de 250 000 habitants qui est de 1 055 €/hab.



Par direction ou service, les crédits évoluent de la manière suivante (classement par % d'évolution) :

Direction ou service	2013	2014	% évolution
DRTB Bâtiment	511 156	682 524	33,53%
Assemblées	6 856	8 905	29,89%
DSD RSA	6 357 173	6 845 721	7,68%
DSD ASE	3 687 476	3 921 207	6,34%
DTICP	234 764	246 832	5,14%
DRTB Transports	6 517 441	6 776 681	3,98%
DSD	25 208 851	25 953 370	2,95%
Ressources Humaines	27 947 313	28 510 433	2,01%
Direction des Finances	4 263 416	4 165 025	-2,31%
DEAE	910 404	871 246	-4,30%
DESC	4 206 854	3 969 743	-5,64%
SDIS	3 500 000	3 300 000	-5,71%
Service Informatique	788 618	739 099	-6,28%
DATE	3 330 971	3 084 101	-7,41%
Moyens Généraux	2 000 830	1 768 468	-11,61%
DRTB Routes	4 124 774	3 473 463	-15,79%
Bibliothèque	129 404	105 289	-18,64%
DSD PMI	323 301	262 020	-18,95%
Cabinet du Président + Communication	565 265	440 551	-22,06%
Archives	80 743	60 815	-24,68%
Bureau des Marchés Publics et Contentieux	173 492	75 690	-56,37%
DSD MAIA	0	492	
	94 869 102	**95 261 675**	0,41%

A - Services généraux

A.1 - dépenses de personnel (service du personnel)

Ventilation des dépenses de personnel

Tous budgets confondus, les dépenses de personnel ont évolué, par fonction, de la manière suivante :

Chapitres	Sous-fonction	Total consommé 2009	Total consommé 2010	Total consommé 2011	Total consommé 2012	Total consommé 2013	Total consommé 2014	Evolution 2009/2014	Evolution 2013/2014
----------	LDA	948 540	993 630	1 001 922	1 035 133	1 052 022	1 037 702	9,40%	-1,36%
930 – Services généraux	Adminstration générale	4 182 220	4 879 006	4 806 749	5 226 368	5 208 445	4 926 543	17 80%	-5,41%
930 – Services généraux	Assemblée locale	713 696	720 420	746 679	735 493	889 632	878 157	23 04%	-1,29%
932 – Enseignement	Services communs	239 829	204 240	125 797	216 201	3 313 832	3 343 659	2 04%	0,90%
932 – Enseignement	Collèges	3 036 896	2 998 976	2 889 299	2 944 430				
933 – Culture, vie sociale, sport	Services communs	937 731	967 307	902 541	1 028 918	1 088 854	1 147 140	22 33%	5,35%
934 – Prévention médico sociale	Services communs	638 808	575 196	0	0	0	0		
935 – Action sociale	Services communs	3 485 503	3 654 698	4 325 739	4 533 525	4 601 883	4 828 839	38 54%	4,93%
935 – Action sociale	Famille et enfance	977 374	1 087 297	1 155 355	1 109 199	1 299 319	1 409 475	44 21%	8,48%
935 – Action sociale	Autres interventions sociales/ Personnes Handicapées	175 729	298 154	361 795	330 379	371 864	390 303	122,10%	4,96%
936 – Réseaux et Infrastructures	Services communs	1 705 526	1 712 188	1 754 024	1 927 962	436 533	402 548	-76,40%	-7,79%
936 – Réseaux et Infrastructures	Réseau routier départemental	7 035 982	7 811 103	7 839 775	7 821 560	9 468 607	9 796 124	39 23%	3,46%
937 – Aménagement et environnement	Services communs	426 501	475 238	479 760	500 362	789 445	883 801	107,22%	11,95%
938 – Transport	Services communs	215 313	217 091	222 942	177 815	170 101	189 790	-11,85%	11,57%
939 – Développement économique	Services communs	299 980	307 531	245 300	272 543	308 791	314 053	4,69%	1,70%
TOTAL		**25 019 627**	**26 902 074**	**26 857 677**	**27 859 887**	**28 999 328**	**29 548 134**	**18,10%**	**1,89%**

Depuis 2009, les dépenses de personnel ont évolué de 3,4 % en moyenne par an. Soit un niveau similaire aux départements métropolitains de moins de 250 000 habitants (3,4 % entre 2009 et 2013).

La dernière évolution importante remonte à 2010 avec l'intégration des ouvriers du Parc de l'Equipement.

L'évolution de **1,89 %** entre 2013 et 2014 est principalement due à l'effet du Glissement Vieillissement Technicité (GVT).

A noter : sur les chapitres 935 et 936, des écarts importants apparaissent, liés à une réorganisation comptable.

Ces données sont à mettre en parallèle avec les montants remboursés par d'autres structures au titre de la mise à disposition des agents du Département :

Au 31 décembre 2014, 11 agents (11 ETP) étaient mis à disposition du GIP de la Maison Départementale des Personnes Handicapées. Leurs salaires font l'objet d'un remboursement au Département pour un montant global de **386 660,42 €** en 2014.

De même, 6,10 ETP étaient mis à disposition de l'Agence Lozère Ingénierie. Leurs salaires font l'objet d'un remboursement au Département pour un montant global de **140 618,49 €** en 2014 (coût du 20 mai 2014 au 31 décembre 2014).

Évolution de l'effectif (sur poste pérenne au 31 décembre de l'année)

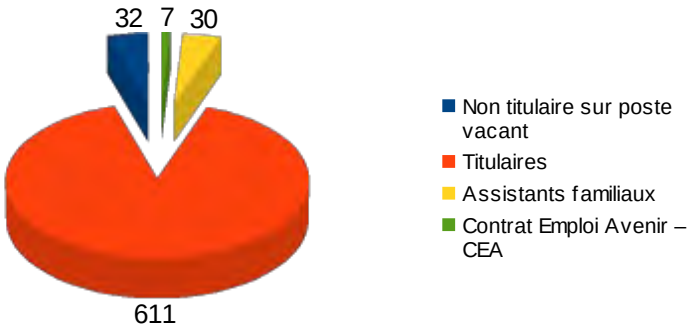
	2011			2012			2013			2014		
	Titulaires + stagiaires	Non titulaires	**TOTAL**	Titulaires + stagiaires	Non titulaires	**TOTAL**	Titulaires + stagiaires	Non titulaires	**TOTAL**	Titulaires + stagiaires	Non titulaires	**TOTAL**
Pôle Services généraux	75	12	**87**	76	6	**82**	78	4	**82**	78	5	**83**
Pôle Jeunesse, Vie associative et Culture	122	8	**130**	126	2	**128**	124	7	**131**	125	3	**128**
Pôle Développement durable	45	14	**59**	47	9	**56**	50	7	**57**	48	7	**55**
Pôle Social (sauf MDPH)	97	52	**149**	105	45	**150**	111	49	**160**	97	43	**140**
Pôle Infrastructures	243	2	**245**	247	0	**247**	244	0	**244**	245	2	**247**
Autres (mises à disposition sortant, personnes percevant une pension, une allocation chômage..)	26	2	**28**	26	1	**27**	31	1	**32**	34	2	**36**
Total	**608**	**90**	**698**	**627**	**63**	**690**	**638**	**68**	**706**	**627**	**62**	**689**
Évolution année n/n-1			2,05%			-1,15%			2,32%			-2,41%

On constate une stabilisation des effectifs du Département sur plusieurs années. Ainsi entre 2012 et 2014, seul un poste pérenne a été supprimé.

A contrario, le nombre d'agents mis à disposition d'autres structures a fortement augmenté.

En 2013, les agents en disponibilité avaient été pris en compte dans le calcul d'où l'écart constaté avec les autres données.

L'effectif du Département (sur poste pérenne) au 31 décembre 2014



Il s'agit d'une photo de l'effectif rémunéré au 31 décembre de l'année. Le nombre de personnel rémunéré peut donc varier en fonction du nombre d'agents remplacés par des non titulaires (congés maternité, congé longue maladie…

Personnel œuvrant pour le Département (y compris les non titulaires sur remplacement ou besoin occasionnel) :

	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Personnel rémunéré par le Département au 31 décembre	679	684	698	703	700	707
Personnel mis à disposition à titre gratuit ou OPA	16	22	18	17	16	15
Total personnel œuvrant pour le Département	**695**	**706**	**716**	**720**	**716**	**722**

Personnel mis à disposition (la diminution s'explique par l'intégration progressive des agents du Parc Technique Départemental) :

	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Pôle Jeunesse, Vie associative et Culture	2	2	2	2	1	2
Pôle Social	0	1	2	2	2	2
Pôle Infrastructures	14	19	14	13	13	11
Total	**16**	**22**	**18**	**17**	**16**	**15**

Les agents du Pôle infrastructure (Ouvriers des parcs et ateliers) ont fait l'objet d'un remboursement spécifique à la DDT. Ce remboursement s'est élevé à **451 262,28 €** en 2014.

	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Dépenses réelles totales de personnel (en K€) Budget Principal et LDA	25 019	26 902	26 858	27 860	28 999	29 548
Evolution année n/n-1	16,23%	7,53%	-0,16%	3,73%	4,09%	1,89%
Effectif en ETP (Équivalent Temps Plein) au 31/12	588,15	655,10	645,40	646,19	655,40	613,90
Evolution année n/n-1	28,10%	11,38%	-1,48%	0,12%	1,43%	-6,33%
Dépenses / ETP	42,53 €	41,07 €	41,61 €	43,11 €	44,25 €	48,13 €
Evolution année n/n-1	8,57%	-3,43%	1,33%	3,60%	2,63%	8,78%

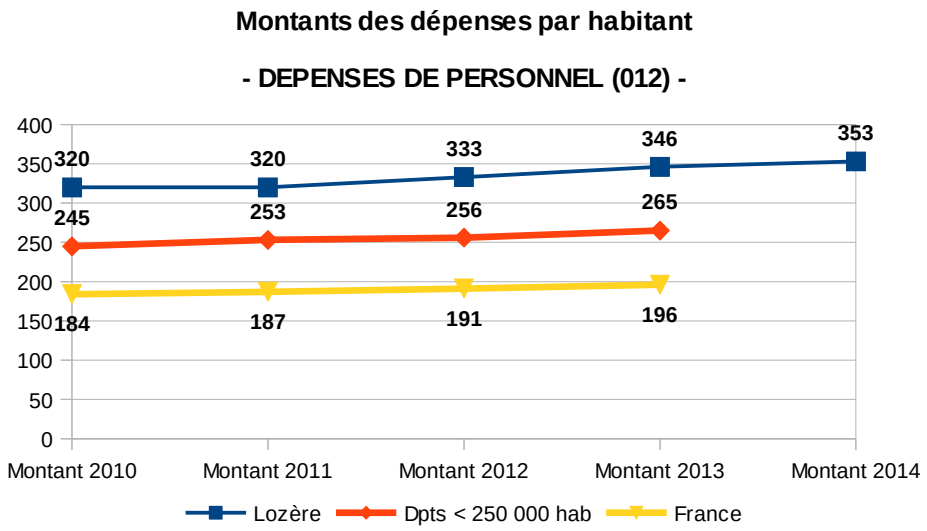
Les dépenses réelles de personnel augmentent de + 1,89 % entre 2013 et 2014, les effectifs en ETP se stabilisent sur la même période.

En recettes, le montant total des compensations 2014 s'élève à 13 587 038 € réparti comme suit :

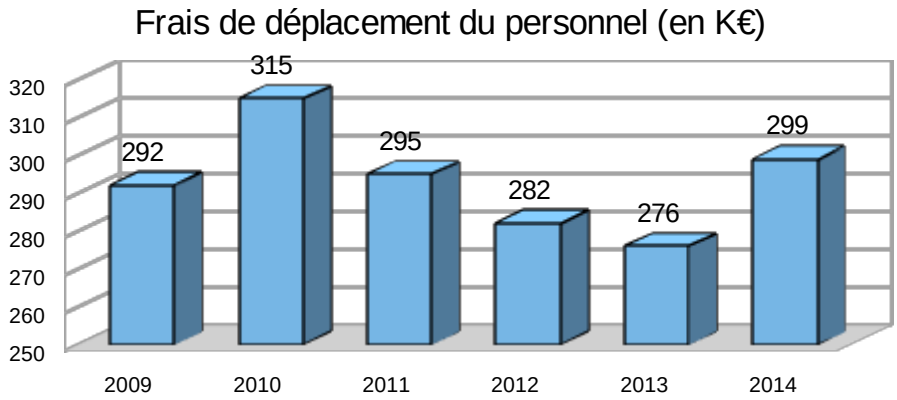
- TSCA : 10 731 605 € (+ 4,48 % entre 2013 et 2014),
- TICPE complémentaire : 2 855 433 € (+ 6,81 % entre 2013 et 2014).

En tenant compte des compensations, le coût net des dépenses de personnel en 2014 est de 15 961 K€ (29 548 K€ - 13 587 K€), il était de 16 054 K€ en 2013. La charge nette pour le Département diminue de – 0,6 % entre 2013 et 2014.

Le chapitre 012 "charges de personnel" du budget principal en €/hab évolue depuis 2010 de la manière suivante:



évolution des frais de déplacement



Les frais de déplacement des agents rattachés au budget principal ont augmenté de + 8,33 % en 2014 par rapport à 2013.

Cette augmentation s'explique notamment par une hausse des frais de déplacement des assistants familiaux (+ 6 000 €, soit un budget de 91 552 €) du fait d'une réorientation du mode de fonctionnement des services de l'Aide Sociale à l'Enfance : diminution des recours au taxi gérés sur les lignes de crédits de la DSD et utilisation des véhicules personnels impactant le budget frais de déplacement géré par le service du personnel (les crédits liés aux transports gérés par le service de l'enfance et de la famille sont passés de 8 775 € en 2013 à 662 € en 2014).

Les frais de déplacement des élus ne sont pas pris en compte.

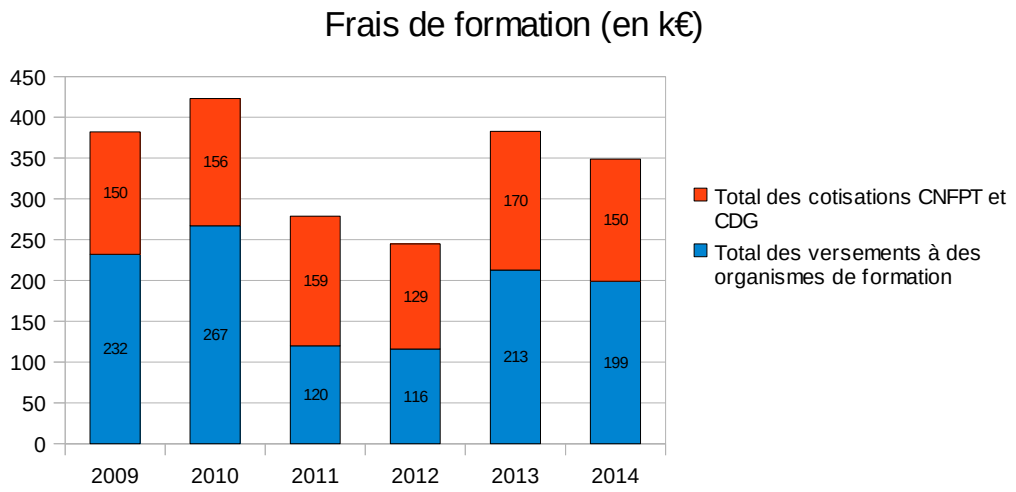
frais de formation des agents

(en K€)	**2009**	**2010**	**2011**	**2012**	**2013**	**2014**
Total des versements à des organismes de formation	232	267	120	116	213	199
Total des cotisations CNFPT et CDG	150	156	159	129	170	150
Total	**382**	**423**	**279**	**245**	**383**	**349**

Depuis 3 ans, la mise en place d'un plan de formation au sein de la collectivité et l'organisation de nombreuses formations en intra ont permis d'augmenter le nombre de formations réalisées :

- - 2 985 jours de formations en 2014,
- - 302 stages organisés en 2014 (un stage peut être organisé plusieurs fois dans une même année).

Un effort important a été réalisé afin de privilégier les formations organisées par le CNFPT, développer les formations intra (moins coûteuses) et faire appel à des formateurs internes à la collectivité.



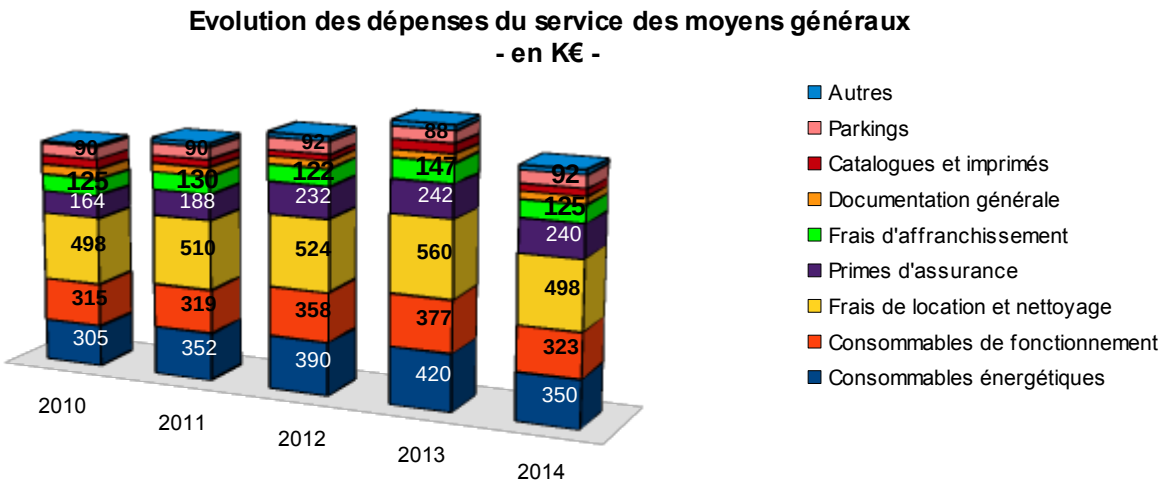
Les cotisations au Centre National de la Fonction Publique Territoriale sont assises sur le traitement brut global de chaque agent. (1 % depuis le 1er janvier 2013).

A.2 - dépenses du service des moyens généraux

Le budget total du service des Moyens Généraux atteint au 31 décembre 2014, 1 768 K€ soit une baisse de – 11,64 % par rapport à 2013.

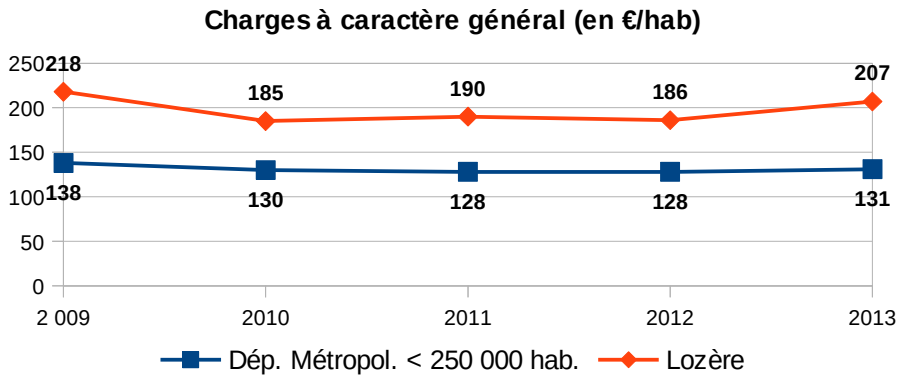
Les différents postes gérés par les moyens généraux évoluent de la manière suivante :

en K€	2010	2011	2012	2013	2014
Fournitures non stockables	**145**	**185**	**182**	**189**	**156**
Eau et assainissement	10	23	19	11	10
Energie – Electricité	135	162	163	178	146
Fournitures non stockées	**220**	**236**	**279**	**335**	**292**
Combustibles	160	167	208	231	194
Carburants	60	69	71	104	98
Fournitures d'entretien et de petit équipement	**134**	**161**	**187**	**194**	**179**
Fournitures d'entretien	11	14	8	9	16
Fournitures de petit équipement	63	59	95	111	85
Habillement et vêtements de travail	60	88	84	74	78
Fournitures administratives	**132**	**103**	**108**	**88**	**62**
Contrats de prestations de services	**0**	**0**	**6**	**16**	**17**
Locations	**182**	**165**	**189**	**214**	**181**
Locations immobilières	161	162	185	214	181
Locations mobilières	21	3	4	0	0
Charges locatives et de copropriété	**25**	**27**	**21**	**33**	**24**
Entretien et réparations	**32**	**38**	**25**	**4**	**5**
Matériel roulant	29	28	21	0	0
Autres biens mobiliers	1	2	0	1	0
Maintenance	2	8	4	3	5
Primes d'assurances	**164**	**188**	**232**	**242**	**240**
Divers	**74**	**64**	**59**	**57**	**55**
Documentation générale et technique	50	54	50	49	46
Autres frais divers	24	10	9	8	9
Publicité, publications, relations publiques	**76**	**75**	**60**	**86**	**61**
Annonces et insertions	7	19	18	15	9
Catalogues et imprimés et publications	69	56	42	71	52
Transports de biens et de personnel	**3**	**1**	**1**	**1**	**1**
Transports de biens	3	1	1	1	1
Transports collectifs du personnel					
Frais d'affranchissement	**125**	**130**	**122**	**147**	**125**
Frais de nettoyage des locaux	**280**	**304**	**306**	**304**	**277**
Cotisations pour assurance du personnel	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Autres charges – Parkings	**90**	**90**	**92**	**88**	**92**
Autres charges exceptionnelles	**2**	**3**	**4**	**3**	**1**
TOTAL	**1 684**	**1 770**	**1 873**	**2 001**	**1 768**



- **Transfert de compétences** en octobre 2014 de certains postes et des crédits y afférents, vers le service des Bâtiments et des Collèges : eau et assainissement, énergie, électricité, combustibles (réseau de chaleur et gaz), locations immobilières et charges locatives,
- **Fournitures administratives :** diminution des dépenses liée à la réduction du nombre d'articles proposés, ainsi qu'à l'harmonisation du parc des imprimantes et la mise sous contrat de matériel bureautique (baisse des achats de consommables informatiques),
- **Carburants** : diminution des prix,
- **Frais de nettoyage des locaux** : à l'occasion du renouvellement des marchés de nettoyage, la périodicité des prestations a été revue à la baisse.

Les charges à caractère général tous services confondus (chapitre 011 : achats, services extérieurs y compris les charges d'entretien et de réparation de la voirie, impôts et taxes, etc...) atteignent en 2014 un montant de 15,211 K€ contre 16,062 K€ en 2013, soit une baisse de - 5,30 %.



En 2013, elles représentaient un coût par habitant de 207 € pour la Lozère, contre 131 € pour l'ensemble des départements métropolitains de moins de 250 000 habitants.

A.3 - dépenses du service Informatique

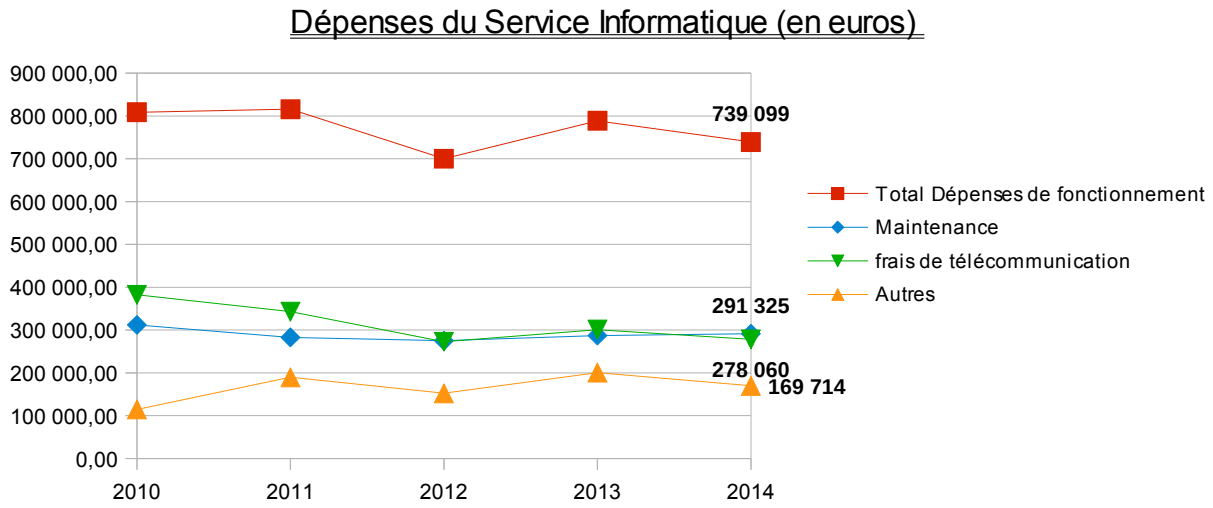
Entre 2013 et 2014, les frais de télécommunications sont en baisse de – 7,55 % après une hausse de + 10,28 % en 2013.

Les frais de maintenance sont en légère hausse de + 1,44 %. Cette progression s'explique par une hausse régulière de l'ordre de + 2 % des contrats de maintenance et par quelques contrats supplémentaires liés à de nouvelles informatisations (inforoute). Mais depuis quatre ans, le service informatique tend à supprimer les contrats de maintenance dont les montants paraissent trop élevés, soit une baisse de – 6,58 % entre 2010 et 2014.

En 2014, les locations mobilières connaissent une baisse de – 12,59 %, après une hausse de + 42,3 % en 2013, due principalement au changement de politique de location concernant les copieurs et grosses imprimantes ainsi que les sites internet.

Quant aux « autres participations » (droits de raccordement aux réseaux pour les collèges), après une stabilisation en 2013, une hausse de 67,75 % est constatée (27 240 € en 2013 et 45 696 € en 2014), due à l'augmentation du débit des liaisons (coût de l'abonnement et frais de mise en service.

Sur l'ensemble du budget de fonctionnement du service informatique, les dépenses 2014 sont en baisse de – 6,28 % et s'élèvent à 739 K€.



A.4 - dépenses des services cabinet et communication

	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Dépenses cabinet et communication	530 254 €	537 229 €	413 027 €	443 156 €	565 265 €	440 551 €
dont dépenses de communication	481 859 €	491 558 €	357 782 €	387 387 €	515 840 €	381 203 €

En 2014, le budget de fonctionnement du cabinet et de la communication (hors charges du personnel) représente globalement 0,46 % des dépenses réelles totales de fonctionnement.

La baisse de - 26,10 % constatée en 2014 sur la partie communication est due essentiellement à :

- - une diminution des quantités de magazines,
- - l'abandon de vidéos associées au magazine (vidéos publiées sur Lozère.fr),
- - une baisse des dépenses d'objets promotionnels,
- - la fin de la campagne «plaisirs authentiques».

L'augmentation constatée en 2013 était due :

- - à la diffusion du magazine Couleurs Lozère de 4 à 6 numéros,
- - à la mise en place d'un projet de territoire pour la Lozère,
- - au lancement du projet de territoire Lozère 2020.

B - Service sécurité : le financement du SDIS

Depuis 2009, les dépenses de fonctionnement du Département pour financer le SDIS ont augmenté de 28,55 %, conséquence de la loi de modernisation de la sécurité civile mise en place en 2004 qui a renforcé le rôle du département dans le financement de cet établissement. Le SDIS a par ailleurs dû faire face à des besoins nouveaux en personnels, en véhicules, en matériel médical dans le cadre de sa modernisation à la suite de la mise en œuvre du Schéma Départemental d'Analyses et de Couvertures des Risques.

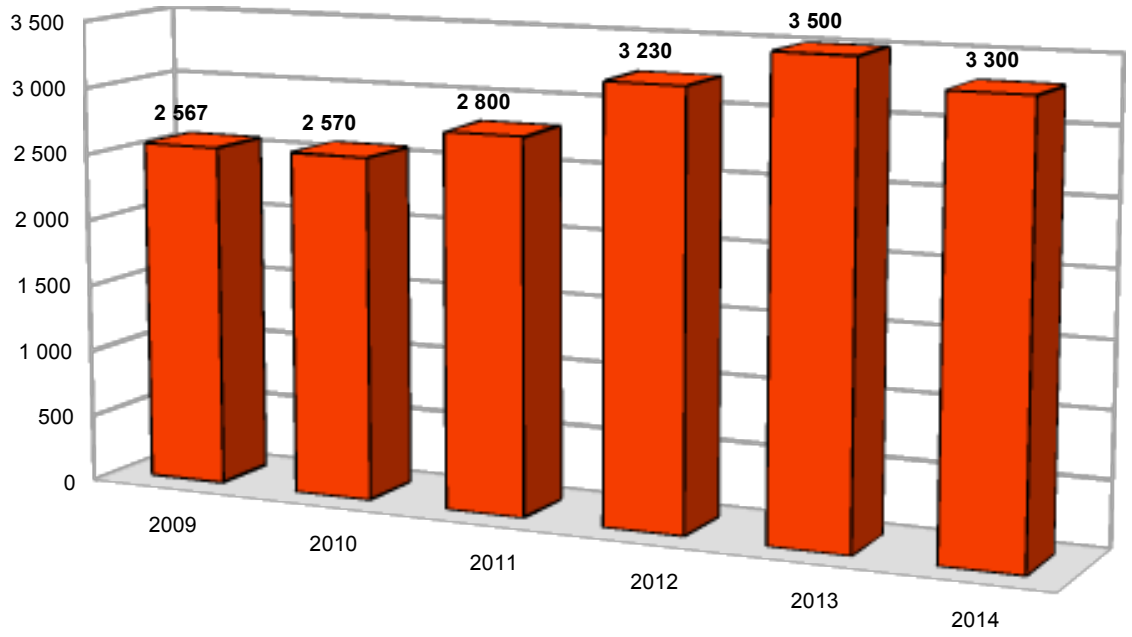
La contribution annuelle du SDIS, Fonctionnement et Investissement, est fixée lors du vote du budget primitif dans le cadre :

- de l'évolution prévisionnelle des recettes du Département,
- de la mise en place d'un moyen aérien de secours pour la période estivale,

et ce conformément à la convention définissant les relations entre le Conseil général et le SDIS.

En 2014, la participation au SDIS a représenté un montant de 3 300 K€ en section Fonctionnement et 200 K€ en section Investissement. A noter qu'en 2013, un complément de subvention a été versé pour permettre aux services du SDIS de mettre en place la procédure de rattachements des charges. Toutes sections confondues, l'augmentation de la participation est de + 25 % entre 2011 et 2014.

Contribution départementale au SDIS en K€



C - Enseignement, culture et sport

C.1 - Les collèges, écoles et universités

Le montant des dotations de fonctionnement des collèges est attribué en fonction du nombre d'élèves inscrits mais également de la surface des bâtiments et des enseignements dispensés.

Depuis 2010, l'effectif des collèges publics a augmenté de + 3 % ; celui des collèges privés a diminué de - 9,87 %.

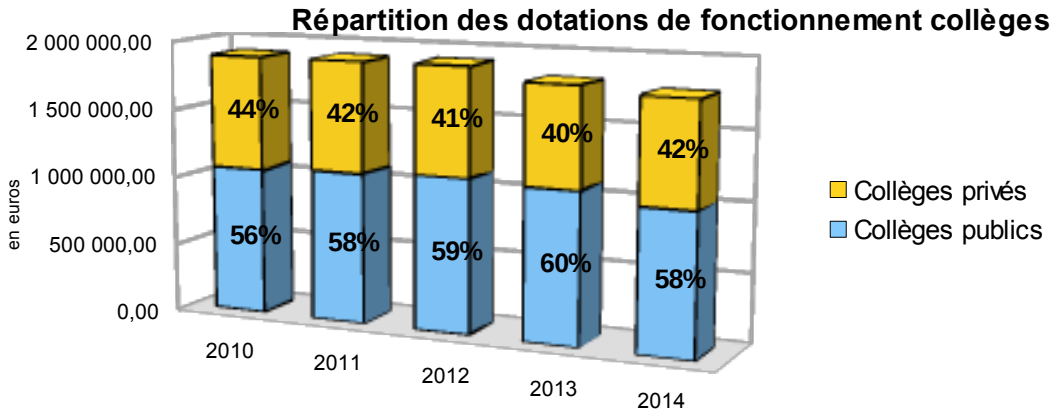
Toutefois, le nombre d'élèves dans les collèges publics a diminué en 2014 de – 70, alors que celui des collèges privés a augmenté de + 41.

	2010	2011	2012	2013	2014
Nbre d'élèves dans les collèges publics	2 483	2 514	2 577	2 629	2 559
Nbre d'élèves dans les collèges privés	1 247	1 237	1 179	1 094	1 135

Les dotations de fonctionnement des collèges publics et privés évoluent de la manière suivante :

en K€	2010	2011	2012	2013	2014
Collèges publics	1 069	1 094	1 119	1 094	1 021
Evolution	3,09%	2,34%	2,29%	-2,23%	-6,67%
Collèges privés	827	806	785	720	748
Evolution	-6,24%	-2,54%	-2,61%	-8,28%	3,89%
Total	**1 896**	**1 900**	**1 904**	**1 814**	**1 769**
Evolution	-0,37%	0,21%	0,21%	-4,73%	-2,48%

La baisse des dotations accordées aux collèges publics en 2013 et 2014 découle principalement de la prise en charge de plus en plus importante par le Conseil départemental de certains contrats (sécurité-incendie, contrôle des monte-charges, chauffage,…) qui sont alors déduits du montant de la dotation accordée.

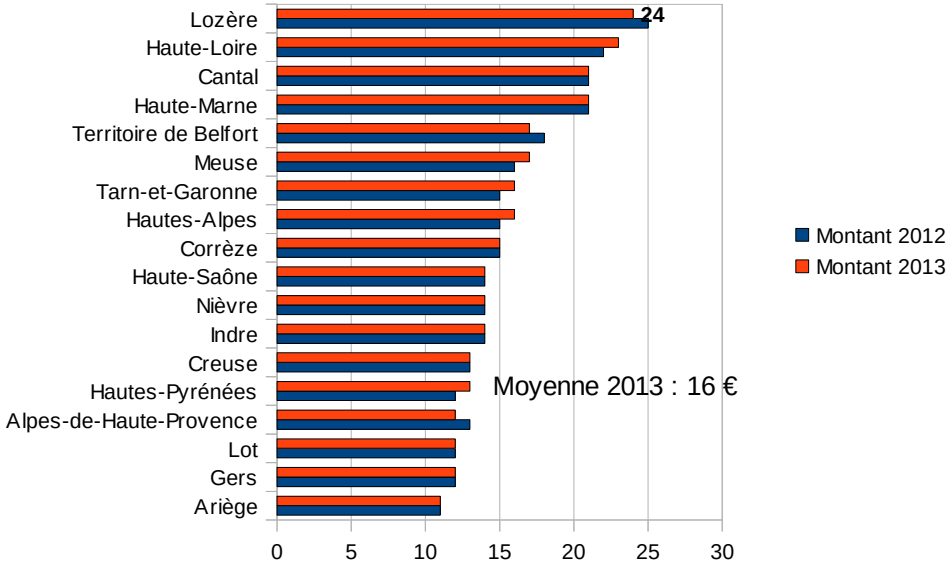


La dotation moyenne par élève en 2014 s'élève à 430,36 € (422,56 € en 2013).

En moyenne, les dotations versées aux collèges publics et privés représentent un coût par habitant de 24 € contre 16 € par habitant pour les départements métropolitains de la même strate, soit un tiers de plus.

Montants des dépenses par habitant

- DOTATION DE FONCTIONNEMENT DES COLLEGES -



Le Département accompagne également les projets pédagogiques des collèges et des écoles comme notamment :

16 000 €	Subventions pour les voyages à Paris ou sur des lieux de mémoire des écoles primaires	2162 élèves
9 233 €	Subventions dans le cadre de l'éducation à l'environnement des écoles primaires	
60 000 €	Subventions pour les projets culturels, scientifiques, sportifs, de voyages et d'éducation à la citoyenneté mis en œuvre par les collèges publics et privés dans le cadre de leur projets d'établissements	
26 179 €	Transport des élèves de 14 collèges publics et privés aux équipements sportifs	9 collèges publics 5 collèges privés
13 000 €	Subventions dans le cadre du dispositif « Collège au cinéma »	930 collégiens
1 623 €	Aide à l'achat de produits dans le cadre de la mise en place d'un repas par mois confectionné avec des produits locaux dans les collèges	
28 544 €	Subventions concernant l'apprentissage de la natation	55 écoles concernées

Le Département a également une action forte auprès de l'enseignement supérieur : 279 310 € ont été accordés en 2014 aux antennes universitaires présentes sur le territoire de la Lozère (Université Perpignan Via Domitia, antenne d'Orfeuillette, échange Chine, faculté d'Education (ex.IUFM)).

C.2 - La culture

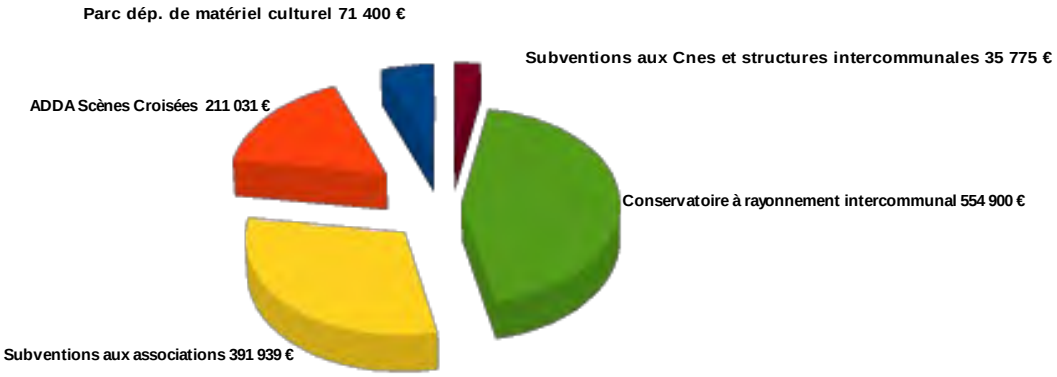
La structure des dépenses pour la culture, toutes directions confondues, se présente comme suit :

en K €	2010	2011	2012	2013	2014
Activités artistiques et action culturelle	1 180	1 201	1 296	1 309	1 265
Patrimoine	127	79	81	41	72
Bibliothèques, médiathèques	158	148	148	140	105
Musées	161	110	121	88	51
Service d'Archives	137	129	144	93	61
TOTAL	**1 763**	**1 667**	**1 790**	**1 671**	**1 554**

81,4 % des crédits alloués concernent les activités artistiques et les actions culturelles pour un montant total de 1 265 K€.

Structure des subventions culture

1 265 045 €



Parmi les organismes aidés, la participation du Conseil départemental à l'Ecole départementale de musique de Lozère (EDML) a diminué de – 1,08 % par rapport à 2013 et s'élève à 554 900 €. La participation à ADDA Scènes croisées a diminué quant à elle de – 5,17 %. Les interventions en milieu scolaire ont été transférées à l'EDML.

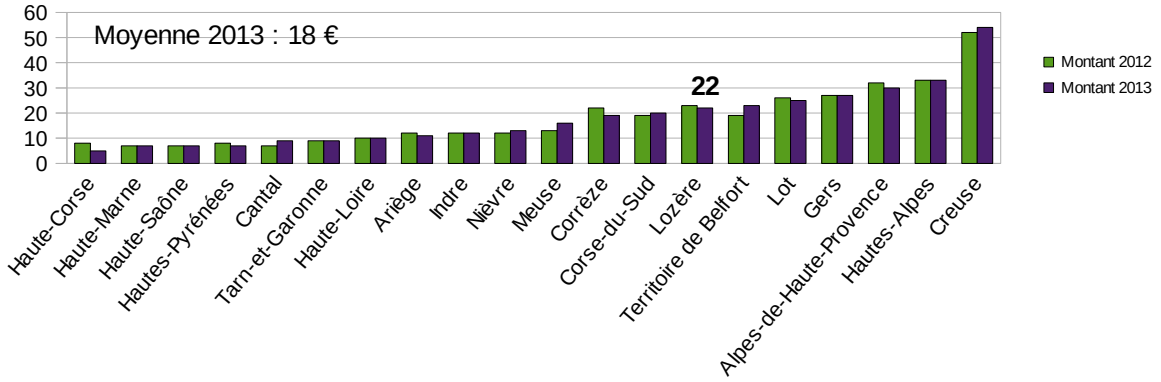
Ces diminutions s'inscrivent dans le cadre de l'effort général du Département pour maîtriser sa section de fonctionnement.

	2010	2011	2012	2013	2014
Montant de la participation du Département à l'Ecole départementale de Musique de Lozère	500 000 €	500 000 €	548 900 €	560 948 €	554 900 €
ADDA Scènes Croisées	230 000 €	246 000 €	232 180 €	222 542 €	211 031 €

En 2013, le Conseil général de la Lozère a consacré 22 €/hab à la culture pour une moyenne des départements métropolitains de la même strate de 18 €/hab.

Montants des dépenses par habitant

- CULTURE -

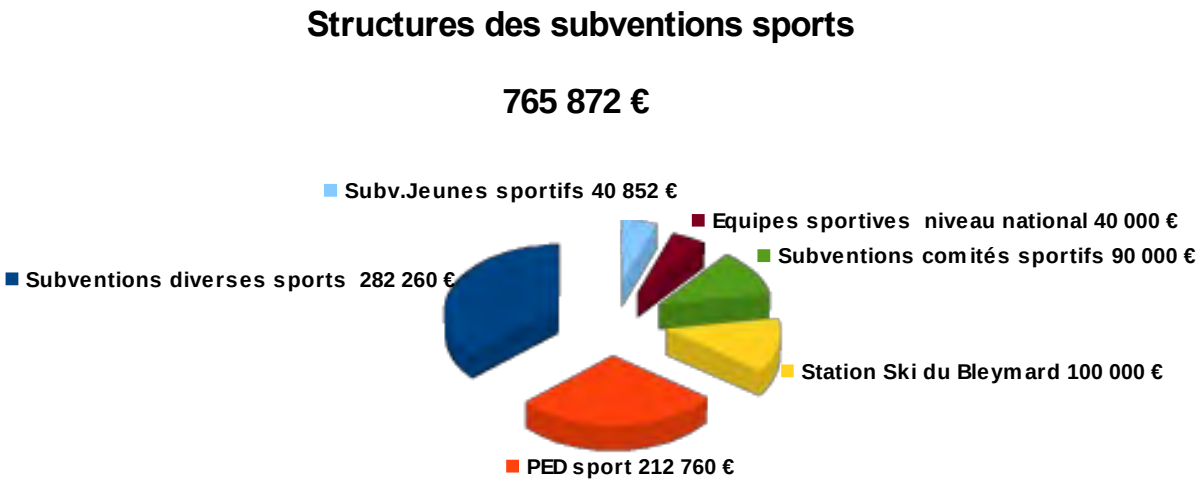


C.3 - Le sport

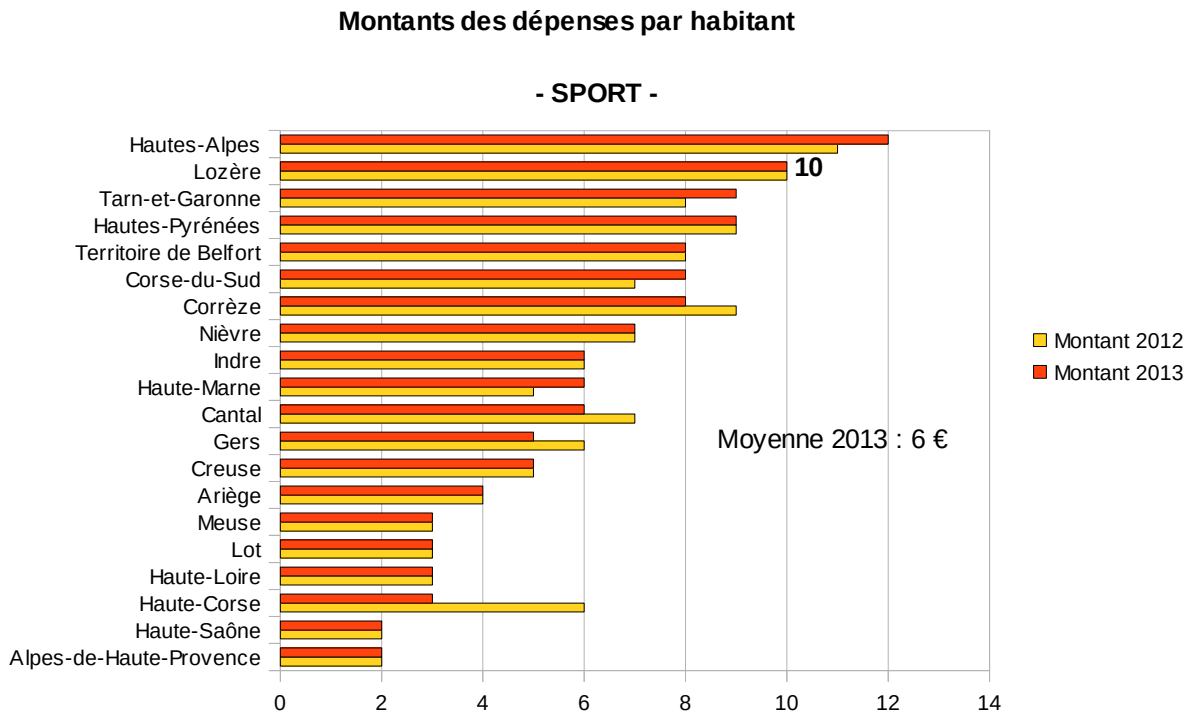
En 2014, 765 872 € de crédits ont été consacrés au sport, soit une baisse de – 1,84 % par rapport à 2010.

	2010	2011	2012	2013	2014	% d'évolution 2013/2014
Montant des subventions Sport en euros	780 190 €	827 705 €	738 224 €	802 681 €	765 872 €	-4,59%

Les subventions Sport ont baissé entre 2013 et 2014 de – 4,59 %. Cette baisse porte principalement sur les subventions équipes sportives niveau national – une équipe en moins en 2014 (- 47 %). Les subventions diverses sports ont augmenté de + 6 %, la subvention pour la station de ski du Bleymard de + 25 %. Certaines subventions qui ne rentraient plus dans les programmes ont été transférées dans les subventions exceptionnelles Président.



En 2013, 10€/hab ont été consacrés aux activités sportives en Lozère contre en moyenne 6 €/hab pour les départements métropolitains de la même strate. Seul le département des Hautes-Alpes (12€/hab) a consacré un montant par habitant supérieur à celui de la Lozère.



C.4 - La jeunesse et loisirs

La structure des dépenses pour la jeunesse et les loisirs en 2014, soit 61 601 € se présente comme suit :

- subvention en faveur de l'association départementale des pupilles de l'enseignement public : 4 000 €,
- subvention en faveur de la Fédération des Œuvres Laïques pour un montant de 11 000 € en jeunesse et 2 000 € en culture pour la P'tite roulotte,
- subvention en faveur de l'association Cinéco : 4 000 € en culture et 3 234 € pour collège au cinéma,
- subventions en faveur de la politique départementale pour la jeunesse : 37 358 €.

D - Solidarité départementale

Après une année 2013 marquée par un retour à des dépenses en année pleine exprimant au plus près la réalité des dépenses d'action sociale, l'année 2014 se caractérise par un transfert des dépenses entre le service du Lien Social et les Services Communs.

De fait, les comparaisons pour ces deux services avec l'année 2013 sont à prendre avec prudence, les dépenses de bourses d'études des professionnels de santé et les subventions de fonctionnement aux personnes étant déduites du budget du Lien social et venant augmenter le budget des Services Généraux (service administratif et financier et direction).

Le budget de fonctionnement du Pôle Social seul passe de 35 577 K€ en 2013 à 36 983 K€ en 2014, soit une augmentation de 1 406 K€.

Les principales hausses de consommation des crédits se retrouvent au Service Enfance Famille pour 248 K€, soit + 6,20 % et au Service du Lien Social pour 348 K€, soit + 4,91 % (en prenant en compte le transfert des dépenses, l'augmentation s'élève à 508 K€, soit + 7,33 % dont une hausse de + 489 K€ pour la seule dépense du RSA).

Le Service Autonomie voit quant à lui sa consommation augmenter de + 3,14 %, cela représente 763 K€ de dépenses supplémentaires.

La baisse du budget des Services communs (chapitre 935 50) s'élève à -95 K€, cette diminution s'explique par une diminution considérable du budget MDPH -136 K€ qui enregistre des excédents.

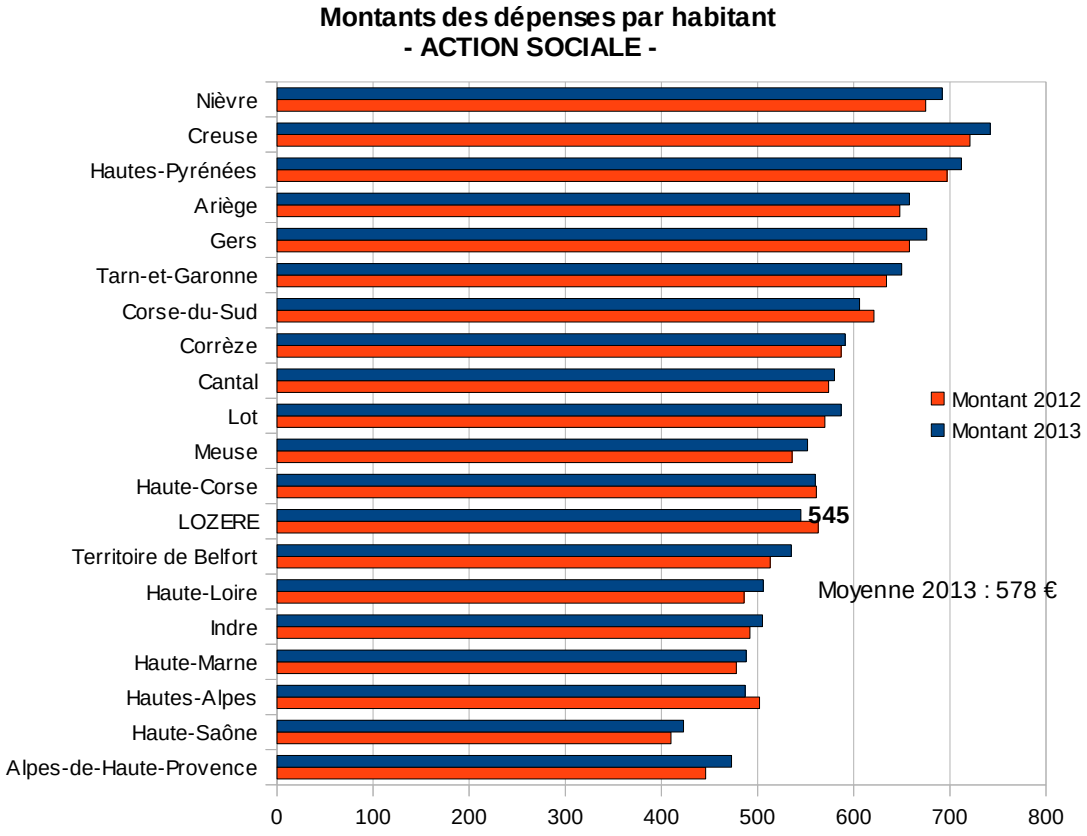
Les dépenses d'aides sociales, charges de personnel comprises et toutes directions confondues

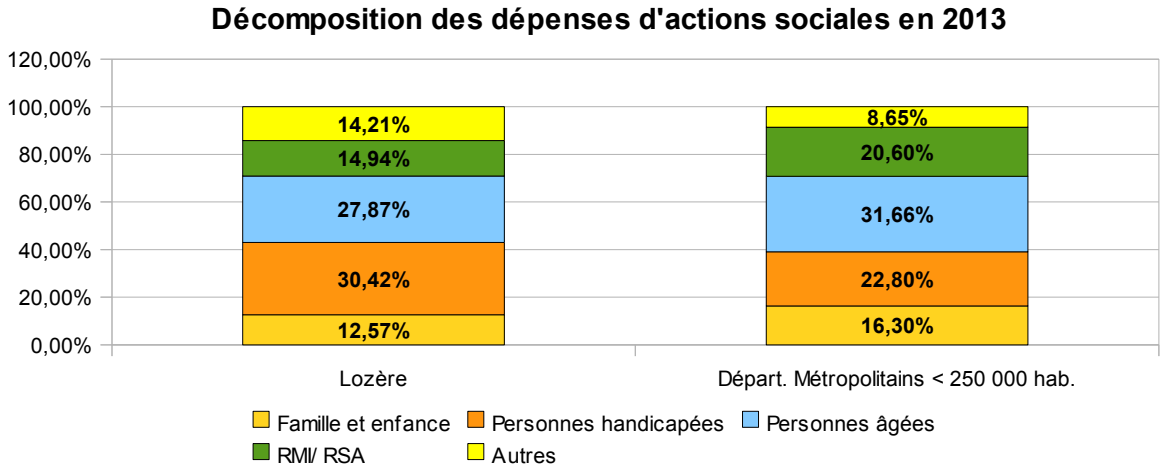
Les dépenses d'aides sociales représentent un montant total de 44 055 K€, soit 46,25 % du total des dépenses de fonctionnement 2014 du Département et se décomposent ainsi :

- 36 983 K€ au titre de l'action sociale portée par la DSD : Enfance-famille, personnes âgées, personnes en situation de handicap, RSA, insertion,etc...,
- 843 K€ au titre des actions portées par d'autres directions du Département : DFB et Moyens généraux pour des créances admises en non valeur, des titres annulés, le Programme d'Équipement Départemental aux associations Personnes âgées et diverses, l'entretien des bâtiments de CMS,
- 6 229 K€ au titre des Ressources Humaines.

Elles sont en hausse de + 3,93 % par rapport à 2013. Elles représentaient en 2013 une dépense de 545 € par habitant, pour une moyenne des départements métropolitains de moins de 250 000 habitants de 578 €.

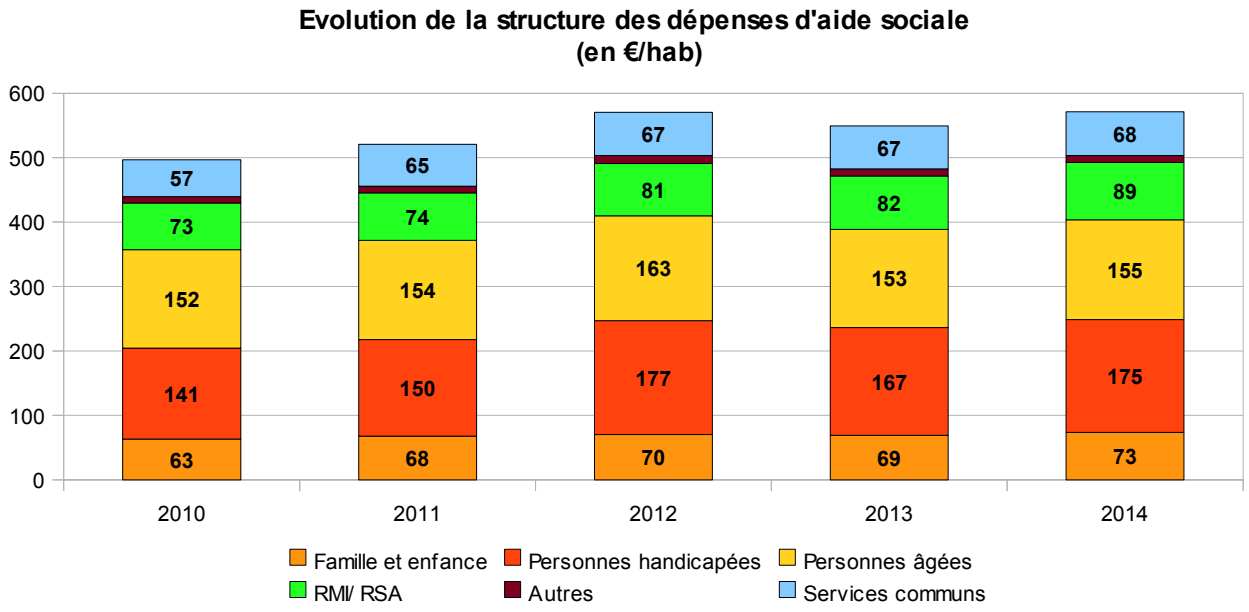
La dépense nette de l'action sociale pour 2014, avec 6 757 K€ de recettes, s'élève à 37 298 K€, incluant la part des ressources humaines et des dépenses des autres directions affectées à l'action sociale. Elle s'élève à 30 226 K€ pour la seule DSD, contre 25 905 K€ en 2013.





A noter la part importante représentée par les dépenses liées aux personnes handicapées (30,42 %) supérieure à la moyenne des départements de la même strate (22,8 %), pour une dépense totale en 2014 de 13 499 K€ contre 12 919 K€ en 2013 (+ 4,49 %).

Par habitant, les dépenses d'aide sociale (charges de personnel incluses) ont évolué de la manière suivante :



Les dépenses d'aides sociales, hors charges de personnel

Hors charges de personnel, les dépenses de fonctionnement consacrées à l'action sociale départementale s'élèvent à 36 983 K€ soit 38,82 % du total des dépenses de fonctionnement 2014.

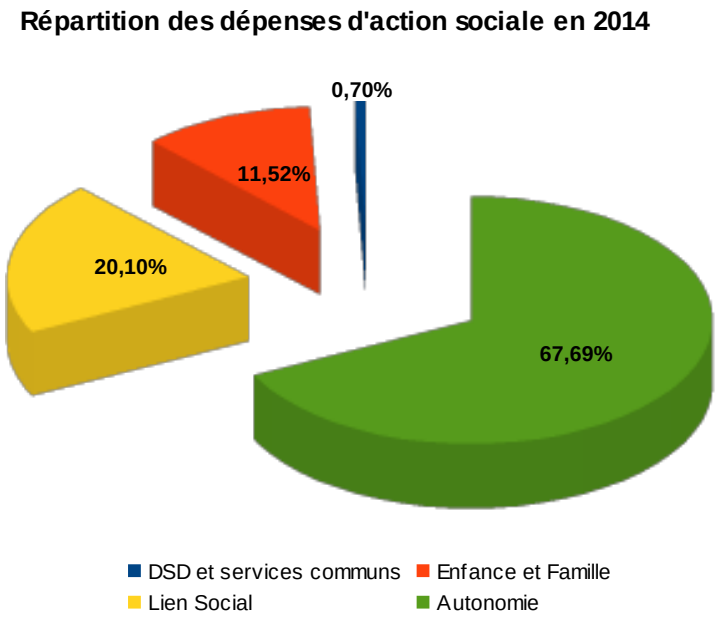
Elles se décomposent de la manière suivante dans une présentation classique par chapitre budgétaire :

Secteur Personnes âgées :	11 923 K€
dont APA	9 335 K€
dont Personnes âgées	2 588 K€
Secteur Personnes Handicapées :	13 109 K€
RSA :	6 846 K€
ASE :	3 997 K€
PMI :	262 K€
Services Communs :	117 K€
Autres :	729 K€
TOTAL	**36 983 K€**

Dans une présentation plus conforme à l'organisation de la Direction de la Solidarité Départementale, les dépenses se répartissent ainsi :

Présentation par services et par missions			
	2013	2014	Évolution 2013/2014
Service Enfance Famille	**4 011 K€**	**4 259 K€**	**6,20%**
Prévention Santé	151 K€	163 K€	8,00%
Offre d'accueil	2 986 K€	3 155 K€	5,67%
Accompagnement Éducatif	874 K€	941 K€	7,68%
Service du Lien Social	**6 926 K€**	**7 434 K€**	**7,33%**
Action Sociale	51 K€	67 K€	31,37%
Insertion	6 609 K€	7 101 K€	7,44%
Logement	266 K€	266 K€	0,00%
Service Autonomie	**24 269 K€**	**25 032 K€**	**3,14%**
Prestations	8 712 K€	9 243 K€	6,11%
dont APA à domicile et hors département	*4 529 K€*	*4 720 K€*	*4,22%*
PCH et ACTP	*4 027 K€*	*4 370 K€*	*8,52%*
aide sociale Personnes Âgées	*137 K€*	*120 K€*	*-12,41%*
Frais d'inhumation	*0 K€*	*5 K€*	
aide sociale Personnes en situation de Handicap	*6 K€*	*4 K€*	*-33,33%*
CLIC	*13 K€*	*24 K€*	*84,53%*
Accueil Équipement	15 557 K€	15 788 K€	1,49%
dont hébergement des Personnes Âgées	*2 459 K€*	*2 438 K€*	*-0,85%*
hébergement des Personnes en situation de Handicap	*8 267 K€*	*8 437 K€*	*2,06%*
APA en dotation globale	*4 571 K€*	*4 614 K€*	*0,96%*
Subventions	*260 K€*	*299 K€*	*15,00%*
Direction / SAF(services généraux)	**372 K€**	**258 K€**	**-30,62 %**
Services Communs	212 K€	117 K€	-44,85%
Schéma des Solidarités	0 K€	0 K€	
Bourses médecins	93 K€	85 K€	-8,12%
Subventions fonctionnement	67 K€	56 K€	**-16,80%**
TOTAL	**35 577 K€**	**36 983 K€**	**3,95%**

La répartition par grands programmes d'action :



La répartition par politique sociale diffère de la plupart des départements qui, en général, ont leurs budgets les plus importants sur l'enfance et la famille en première position ou l'action sociale et l'insertion. Alors qu'en Lozère, conformément à la démographie de la population, c'est le secteur de l'autonomie qui arrive en tête avec 67,69 % des crédits consommés.

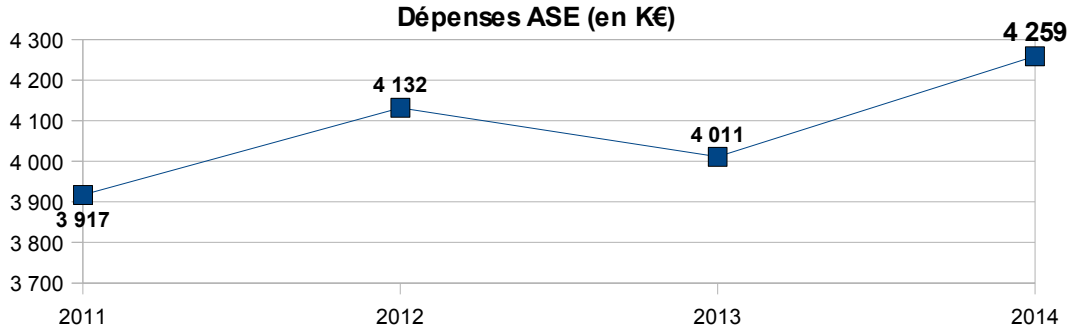
Montants des Prestations (en K€)	DSD – Services communs	Enfance et famille	Lien social	Autonomie (PA-PH-APA-PCH)
2011	198	3 917	6 337	22 890
2012	202	4 132	7 049	25 754
2013	212	4 011	7 085	24 269
2014	258	4 259	7 434	25 032
% d'évolution 2011/2014	30,3%	8,7%	17,3%	9,4%

D.1 - Enfance et famille

Après une baisse de - 3 % en 2013, les dépenses du service repartent à la hausse avec une augmentation de + 6,20 %.

Ces principales variations de dépenses s'expliquent par la hausse des Actions Éducatives en Milieu Ouvert - AEMO, les placements en MECS et les frais de Techniciennes en Intervention Sociale et Familiale - TISF. Cependant, on constate des baisses dans les chapitres suivants : - 23,39 % pour la PMI et – 8,89 % pour les aides financières.

Évolution des dépenses du service Enfance Famille



Structure des dépenses du service Enfance Famille

	2011	2012	2013	2014
Frais d'accueil en Établissements (Maisons d'enfants à caractère social …)	2 763 480	2 726 218	2 721 709	2 933 052
Aides Financières (AMT, secours,AJM)	107 928	86 717	104 643	95 338
Mesures d'accompagnement éducatif (AEMO, AED, TISF)	568 454	743 763	639 505	733 035
Actions de prévention	212 092	243 033	221 619	235 979
PMI	265 331	331 861	323 300	262 019
TOTAL	**3 917 285**	**4 131 592**	**4 010 776**	**4 259 423**

Par missions du service, les dépenses se répartissent comme suit :

Missions du service	2012	2013	2014
Prévention santé	157 240 €	150 778 €	162 852 €
Offre d'accueil	3 002 205 €	2 986 246 €	3 155 684 €
Accompagnement éducatif	972 149 €	873 752 €	940 887 €

Après une diminution globale des dépenses en 2013, les chiffres repartent à la hausse dépassant ceux de 2012.

Prévention Santé

Cette mission regroupe toutes les actions de prévention et de promotion de la santé exercées par les professionnels médicaux et para-médicaux du Département. L'évolution de + 8 % (pour un volume de 12 000 €) tient principalement des subventions supplémentaires accordées aux associations notamment pour le financement d'un nouveau projet, à savoir la création d'une école des parents et des éducateurs.

En contrepartie, le manque de médecins au sein du service a généré une baisse des dépenses des frais inhérents aux actes médicaux (vaccins, frais d'analyses,...). On note aussi la suppression du budget des animations et consultations des nourrissons (budget de 3 750 € en 2013).

Pour le reste, ce sont à peu près les mêmes participations du Département au fonctionnement de structures comme le Centre d'Action Médico-Social Précoce (CAMSP) et le Planning Familial, montrant ainsi l'engagement du Département sur cette mission.

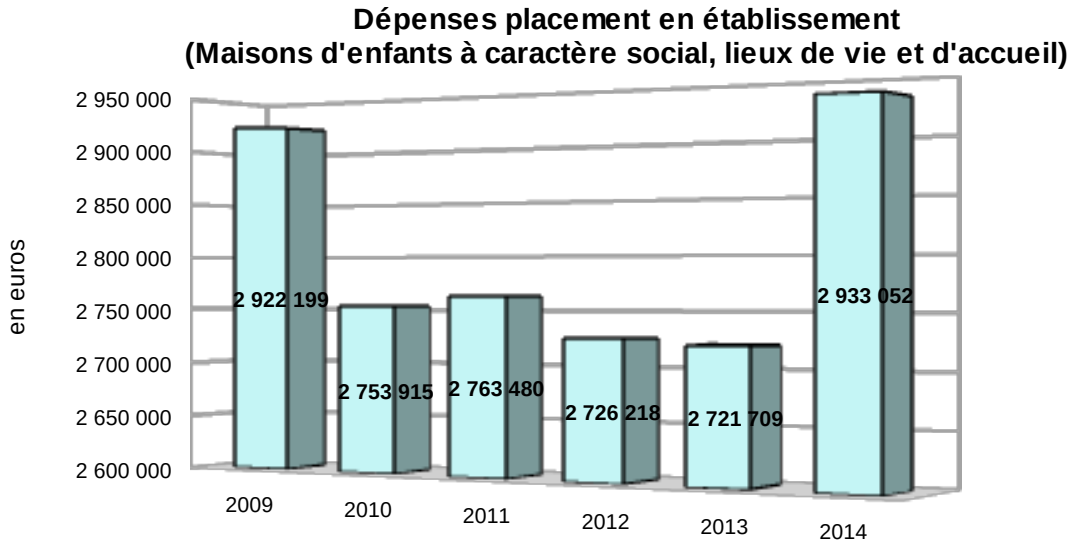
Offre d'accueil

On trouve ici les dépenses liées à l'offre d'accueil de la petite enfance (formations des assistantes maternels et aides aux crèches) et celles liées à la protection de l'enfance (MECS - lieux de vie, accueil mère enfant).

Près de 74 % du budget de fonctionnement est consommé par :

- - les placements et missions confiés aux MECS :
  - - + 2,90 % sur les placements,
  - - + 2,40 % pour la pouponnière,
  - - + 30,78 % pour l'accueil d'urgence,
  - - + 17,33 % pour les visites médiatisées.
- - les placements en lieux de vie : + 76,80 % en 2014.

Les dépenses de l'offre d'accueil augmentent de + 5,67 %, en passant de 2 986 246 € en 2013 à 3 155 684 € en 2014. A noter que les variations d'une année sur l'autre sont totalement imprévisibles (nombre d'enfants placés et durée du placement). L'accueil en maison d'enfants à caractère social, ainsi que les lieux de vie et d'accueil représentent 93 % de ces dépenses.



Les dépenses liées aux frais d'hébergement au titre de l'aide sociale à l'enfance ont été impactées par la prise en charge de mineurs étrangers isolés (MIE) en application de la circulaire du 31 mai 2013. Dans ce cadre, 9 mineurs ont été accueillis par le Conseil Départemental. Pour un coût estimé à 66 795 € par jeune et par an (environ 600 000 euros).

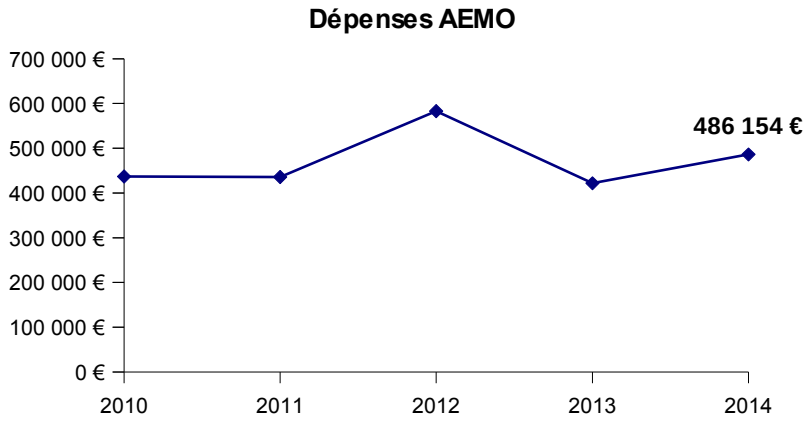
Enfin, au titre de la politique en faveur des structures petite enfance, 74 K€ ont été versés en 2014 pour l'aide au fonctionnement des crèches et l'Accueil de Loisirs Sans Hébergement - ALSH , soit 62 K€ de moins qu'en 2013. Cette économie est principalement liée à la non utilisation des crédits pour la formation des assistantes maternelles.

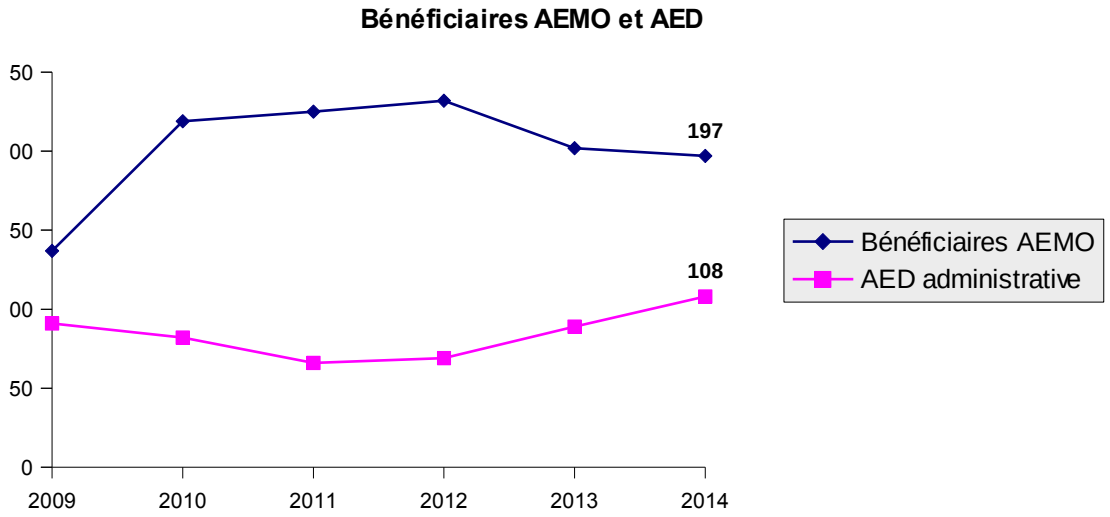
Accompagnement éducatif

On constate principalement une hausse des dépenses des mesures d'Actions Educatives en Milieu Ouvert (AEMO) dont le nombre a diminué, mais l'augmentation du prix de la journée du service prestataire explique le coût plus important cette année.

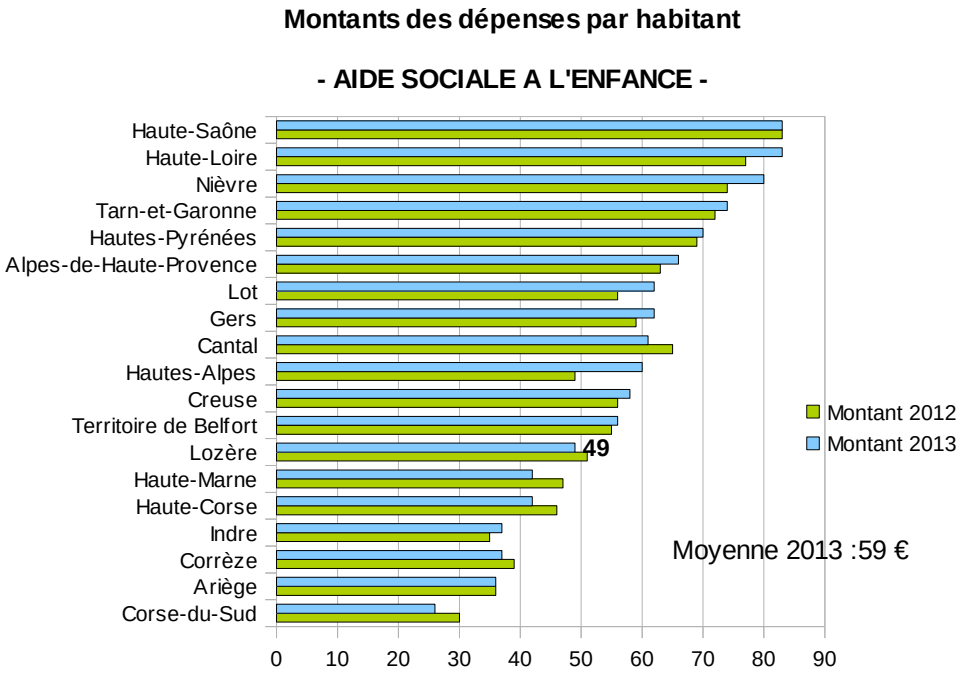
	2010	2011	2012	2013	2014
Dépense AEMO en €	437 103 €	435 537 €	582 900 €	421 617 €	486 154 €
Bénéficiaires AEMO	219	219	232	202	197
AED administrative	82	66	69	89	108

Le nombre de mesures éducatives de type AEMO baisse effectivement entre 2013 et 2014. Corrélativement on note une augmentation des mesures d'Aide Educative à Domicile (AED), la loi privilégiant les accompagnements de type contractuel avant d'envisager la saisine de l'autorité judiciaire.



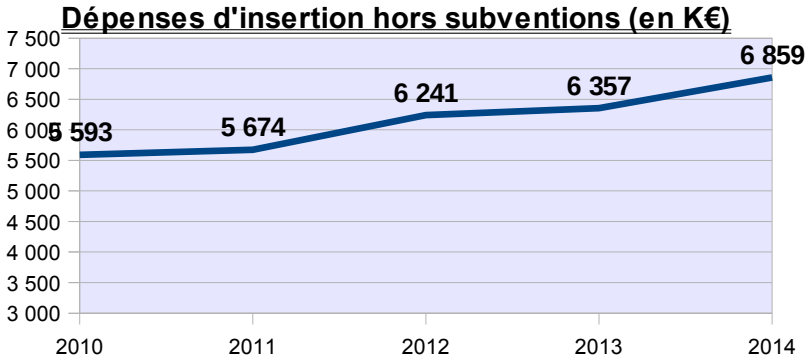


En 2013, le montant des dépenses consacrées à l'aide sociale à l'Enfance représentait un coût par habitant de 49 € pour la Lozère, contre 59 € pour l'ensemble des départements métropolitains de moins de 250 000 habitants.



D.2 - Lien social

L'année 2014 ne comptabilise plus dans le budget du service les dépenses liées aux subventions des personnes et aux bourses accordées aux médecins. Ses dépenses sont désormais rattachées aux services généraux. On note toutefois une augmentation globale de 7,33 % soit 507 995 € due essentiellement à l'augmentation des charges de RSA +7,68 % pour 488 548 € et des Subventions et Secours + 3,42 % pour 19 447 €.



Trois missions principales, subventions comprises, peuvent être analysées :

	2012	2013	2014	2013/2014
Action Sociale	61 160,00 €	51 139 €	67 057 €	31,13%
Insertion	6 523 802 €	6 608 715 €	7 100 792 €	7,45%
Logement	285 600 €	265 800 €	265 800 €	0,00%

Action sociale

On enregistre une hausse globale des dépenses. En tête les Mesures d'Accompagnement Social Personnalisé (MASP) progressent de + 85 % soit 11 693 € sur un volume de 25 376 €. Suivent les dépenses liées aux aides au Sport et à la Culture + 3 818 €, soit une évolution de + 34 %.

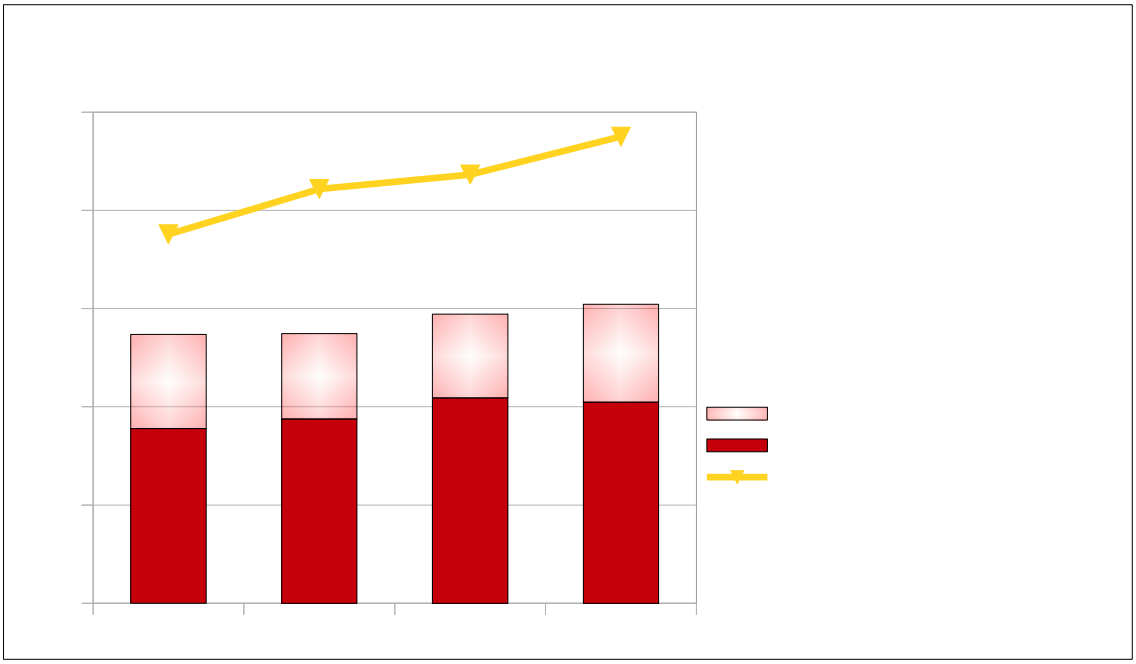
Insertion

Des augmentations notables traduisent la dégradation du taux de chômage au cours de l'année 2014 avec pour le RSA (allocations forfaitaires majorées incluses) + 10,28 %, soit + 539 321 € pour un total de 5 785 883 € ; les aides personnalisées pour le retour à l'emploi (APRE) + 9 % soit + 3 529 € pour un total de 42 713 € et les aides financières individuelles (AFI) + 3,60 %, soit 1 221 € pour un total de 35 167 € de dépenses.

En parallèle, le financement des contrats aidés (Contrat Unique d'Insertion (CUI), Contrat d'Accompagnement dans l'Emploi (CAE), Contrat Initiative Emploi (CIE)) est en augmentation de + 4,54 %.

En contrepartie, certains postes de subventions baissent :

- - Subvention RSA accompagnement à l'emploi + création d'activité : - 34 824 €, soit - 6 % due à la disparition de structures d'insertion (chantiers d'insertion),
- - Accueil et Accompagnement social : - 17 285 €, soit -12,34 %,
- - Subvention Santé : - 10 400 €, soit – 43,33 % lié à la disparition d'une structure (CODES).



L'augmentation du chômage entraîne une hausse du nombre d'allocataires du RSA qui passe de 1472 en 2013 à 1522 en 2014 (+ 3,40 %).

Cependant le nombre des allocataires du RSA socle + RSA socle et activités (à la charge du Département) diminue de - 2 % sur cette année. A l'inverse, le nombre des allocataires du rSa activité a augmenté de + 16,6 % sur l'année alors que depuis décembre 2012, cette population diminuait. Si ces évolutions sont positives, elles sont difficiles à expliquer par une reprise économique. En effet, sur la même période, le nombre des demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi a augmenté de près de + 9 %.

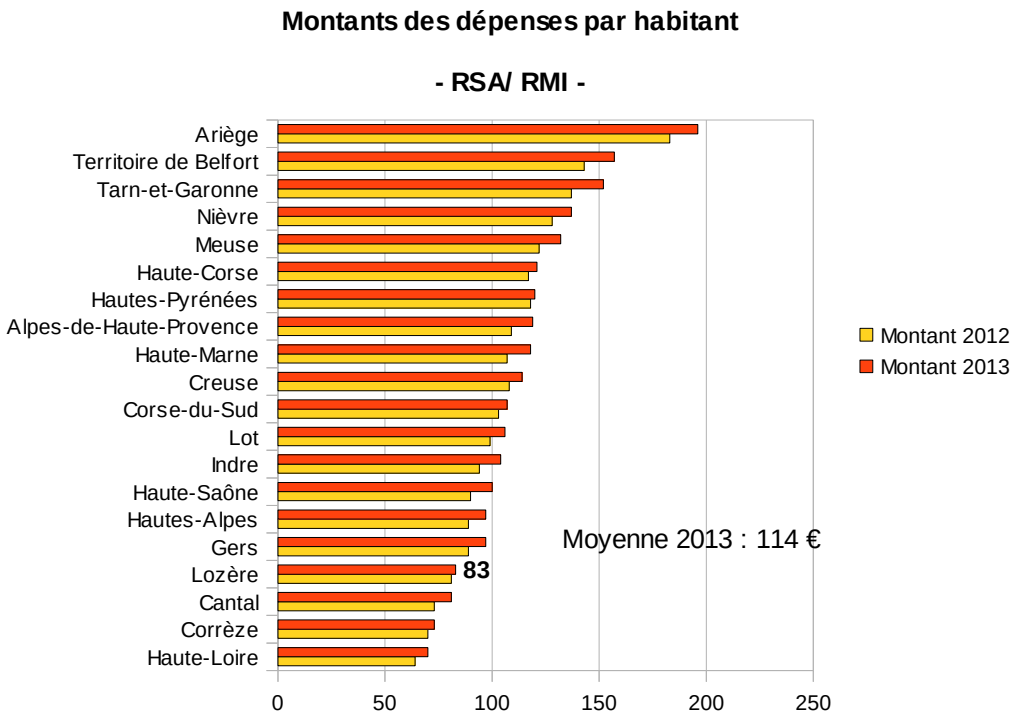
En 2010, aux aides financières accordées aux bénéficiaires en insertion, sont venues s'ajouter les aides personnalisées pour le retour à l'emploi (APRE) créées par la loi relative au RSA et versées chaque année par l'État aux départements. En 2014, le service du Lien Social a accordé 93 aides financières individuelles et 83 aides au titre de l'APRE pour 77 881 €, soit de 160 à 176 personnes aidées pour une hausse des dépenses de + 6,49 %. Cette situation s'explique par l'augmentation liée à l'APRE dont les dépenses ont augmenté de + 8,8 %, ainsi que par le nombre de personnes aidées + 10 %.

En 2014, le nombre de contrats financé par le Département a augmenté de près de + 9 % en raison du développement des contrats dans le secteur non marchand. Par ailleurs, le nombre de CUI-CIE dans le secteur marchand reste stable par rapport à 2013, soit 9 CUI-CIE signés.

Participation de l'Etat aux dépenses RMI – RMA et RSA (en €)

	2010	2011	2012	2013	2014
Allocation RMI - RMA -RSA	4 746 286	4 640 000	4 964 309	5 246 562	5 785 883
Participation Etat (TICPE -TICPE RSA- FMDI-)	3 437 875	3 452 813	3 651 135	3 503 340	3 481 897
Ecart dép. / part. Etat	-1 308 411	-1 187 187	-1 313 174	-1 743 222	-2 303 986
Solde cumulé depuis 2008	**-4 776 145**	**-5 963 332**	**-7 276 506**	**-9 019 728**	**-11 323 714**

Ce sont donc plus de 11 M€ qui ont été pris en charge par le Département depuis la création du RSA alors qu'il devrait être compensé à 100 %. En 2014, le Département a financé le coût de cette prestation à hauteur de 39,82 % contre 33,23 % en 2013, soit **2 304 K€** sur ses propres ressources.



Même si les dépenses liées à l'insertion et à la lutte contre les exclusions sont en augmentation, le montant consacré par habitant reste très inférieur à la moyenne des départements métropolitains de la même strate. Cette dernière est de 114 € par habitant en 2013 contre 83€ par habitant pour le département de la Lozère.

Logement

Sur les dépenses liées au logement, après la diminution entre 2012 et 2013 due au versement d'une subvention exceptionnelle à Habitat Développement Lozère, on retrouve en 2014 le même niveau que l'année 2013.

La participation du Département au Fonds de Solidarité Logement de 250 K€, principale dépense sur cette mission, a permis, avec près de 1 484 décisions sur 1 057 dossiers, d'accorder 875 aides, soit une diminution de - 7,92 % des dépenses globales du FSL, passant de 267 998 € en 2013 à 246 777 € en 2014.

D.3 - Autonomie

Les dépenses liées à l'Autonomie, l'aide aux personnes âgées et aux personnes en situation de handicap constituent le poste le plus important avec 25 032 K€, soit 67,69 % des dépenses d'aide sociale.

La baisse de – 5,77 % constatée entre 2012 et 2013 provient essentiellement de la mise en place en 2012 de la procédure de rattachements de charges qui a mécaniquement augmentée cette année (paiement en 2012 des charges 2011 non rattachées plus rattachements de charges 2012). En 2014, cette procédure a été maintenue d'où deux années comparables : on note pour 2014 une augmentation de + 3,14 % soit + 762 521 €.

Les principaux mouvements se relèvent sur les prestations et sur l'hébergement :

- augmentation de l'APA à domicile et en établissement, de la PCH des plus et moins de 20 ans, des PH en établissement et de l'aide à domicile des PH,
- baisse de l'aide à domicile PA , de l'hébergement des PH en accueil de jour et en EHPAD, de l'hébergement des PA, et de l'ACTP.

Ces mouvements peuvent s'expliquer par des sorties d'établissement avec retour de personnes âgées à domicile, faute de pouvoir payer le reste à charge, d'où l'augmentation de l'APA à domicile. Cela peut également s'expliquer par le vieillissement de la population, une entrée plus tardive en établissement et surtout, par le désengagement des caisses de retraite. L'aide sociale à domicile augmente de + 12,38 %.

On remarque aussi une tendance des personnes âgées à faire reconnaître leur statut de personnes handicapées après 60 ans (pour ceux qui avaient une telle reconnaissance avant cet âge) pour bénéficier d'une aide en établissement plus intéressante avec récupération limitée sur succession et sans obligation alimentaire, ce qui impacte directement le budget du Département.

Prestations

9 243 K€ ont été consacrés en 2014 au titre des prestations, ce qui correspond à une augmentation de + 531 932 €, soit + 6,11 % (cette mission regroupe toutes les dépenses en direction des personnes en situation de handicap et des personnes âgées et à domicile).

Hormis les prestations et allocations, Allocation Compensatrice pour Tierce Personne (ACTP), Prestation de Compensation du Handicap (PCH) et Allocation Personnalisée d'Autonomie (APA) à domicile et APA versée aux établissements hors département, on y trouve la participation au Comité Départemental des Retraités et Personnes Agées – CODERPA . A cela s'ajoutent 24 K€ au titre des actions menées par le Centre Local d'Information et de Coordination (CLIC) représentant es-

sentiellement le remboursement des frais liés à la mise à disposition de deux référentes gérontologiques (établissements de Florac et Marvejols).

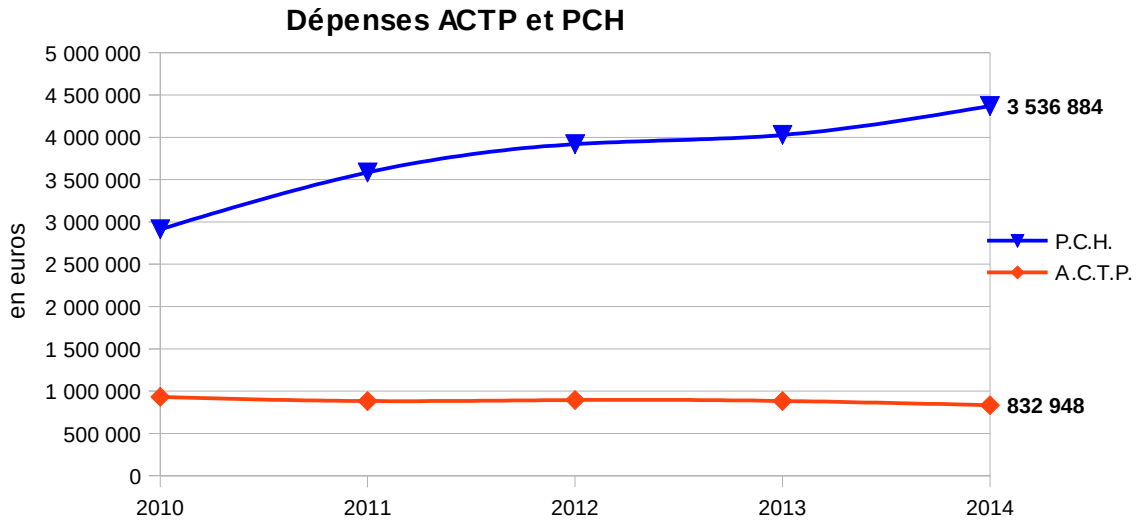
PCH et ACTP

Les dépenses d'ACTP baissent légèrement en 2014 de – 50 804 €, soit – 5,75 %, avec une baisse de 5 bénéficiaires payés dans l'année. Cependant, ceux qui en bénéficient encore aujourd'hui sont ceux qui touchent l'allocation la plus élevée ; c'est pourquoi ils n'ont pas opté pour la PCH.

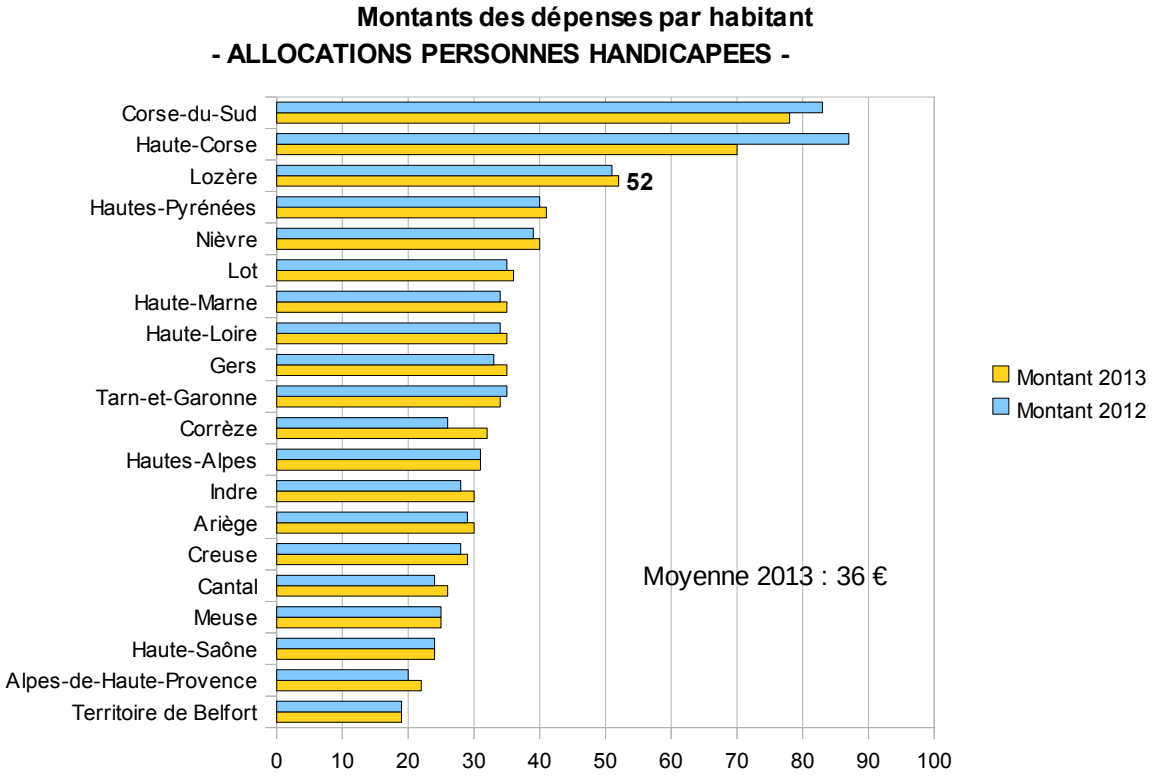
Les dépenses de PCH sont en hausse plus forte que les années précédentes avec + 12,51 % pour l'ensemble des dépenses PCH :

- - pour les plus de 20 ans : + 12,39 % entre 2013 et 2014 (+ 3,94 % entre 2012 et 2013),
- - pour les moins de 20 ans : + 14,47 % entre 2013 et 2014 (+ 3,92 % entre 2012 et 2013).

	2010	2011	2012	2013	2014
Dépenses ACTP	931 738	882 654	894 768	883 752	832 948
Bénéficiaires ACTP	135	129	127	122	117
Dépenses PCH	1 979 556	2 701 693	3 024 426	3 143 560	3 536 884
Bénéficiaires PCH	312	379	428	470	517
Droits ouverts	528	589	630	675	732
TOTAL DEPENSES	2 911 294	3 584 347	3 919 194	4 027 312	4 369 832



En 2013, les allocations versées aux personnes handicapées ont représenté 52 € par habitant contre une moyenne pour les départements de la même strate de 36 €.



APA

L'APA à domicile et en établissement représente un montant de 9 335 K€, soit plus de 25 % des dépenses totales d'aide sociale. Elle augmente globalement de + 2,59 %.

L'APA à domicile augmente de + 3,23 %. La dépense passe ainsi de 4 234 K€ en 2013 à 4 371 K€ en 2014. Dans le même temps, l'APA en établissement progresse de + 2,03 % pour un montant de 4 865 K€ en 2013 et 4 964 K€ en 2014.

Le nombre de bénéficiaires APA à domicile payés au 4ème trimestre 2014, soit 1 235, a augmenté de + 2,92 % par rapport au premier trimestre de la même année qui s'établissait à 1 200. Il est supérieur à la moyenne de l'année 2013 qui était à 1 093 personnes. Cette augmentation peut provenir d'un nombre de personnes sollicitant l'APA plus important compte tenu, notamment, de l'évolution des règles de conditions d'octroi des différentes caisses de retraite, ce qui réoriente ces demandes sur le Département.

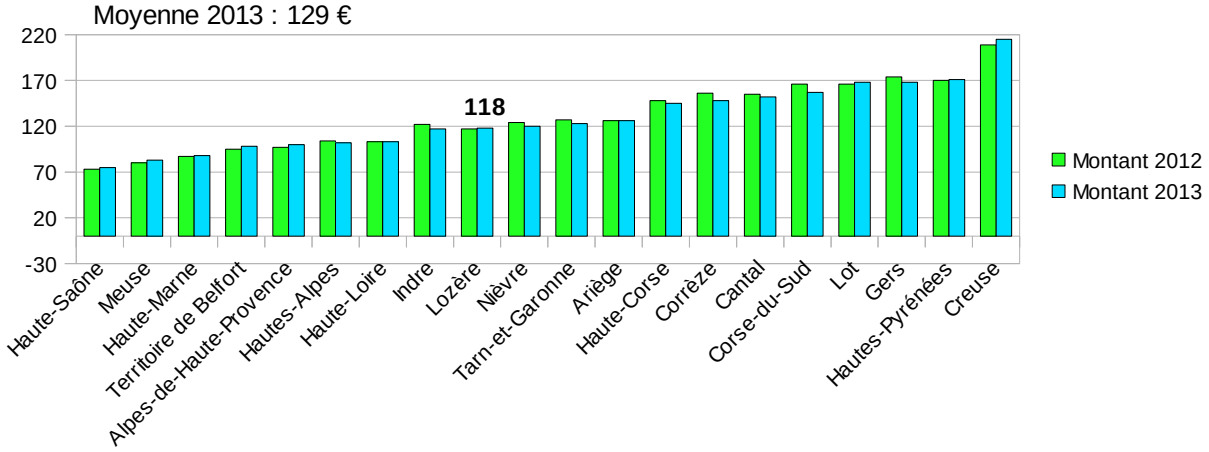
Montants en K€	2010	2011	2012	2013	2014
APA à domicile	3 978	3 879	4 134	4 234	4 371
APA versée à l'établissement	4 661	4 900	4 877	4 865	4 964
Créances irrécouvrables et titres annulés	14			3	
Total dépenses	**8 653**	**8 779**	**9 011**	**9 102**	**9 335**
Titres émis sur recouvrement	32	20	23	23	21
Dépense effective (1)	**8 621**	**8 759**	**8 988**	**9 079**	**9 314**
(1) Dépense effec ive : mandats – mandats annulés – titres émis conformément à l'état transmis à la CNSA					
Nombre de bénéficiaires au 31 décembre	**2179**	**2186**	**2478**	**2520**	**2737**
taux d'évolution	9,55%	0,32%	13,36%	1,69%	8,61%

Nombre de bénéficiaires	2010	2011	2012	2013	2014
Bénéficiaires à domicile	941	956	1 002	1 106	1 235
Bénéficiaires en établissement	1 238	1 230	1 476	1 414 *	1 502**
Total	**2 179**	**2 186**	**2 478**	**2 520**	**2 737**

* Par évolution réglementaire, le girage ne se fait plus chaque année. Seuls 7 établissements ont été girés en 2013.
Le nombre de bénéficiaires est donc partiellement actualisé.
** Par évolution réglementaire, le girage ne se fait plus chaque année. Seuls 6 établissements ont été girés en 2014.
Le nombre de bénéficiaires est donc partiellement actualisé.
(pour information, le GIR est un niveau de classement qui permet d'évaluer le degré de perte d'autonomie d'une personne).

Montants des dépenses par habitant

- APA -



Offre d'accueil / équipement

Cette mission recouvre la prise en charge de l'hébergement des personnes handicapées (y compris accueil de jour et personnes handicapées en EHPAD) et des personnes âgées, à savoir l'APA en établissement et les participations du Département aux structures d'aide aux personnes que sont le Service d'Accompagnement Médico-Social pour Adultes Handicapés (SAMSAH), le Groupement d'Entraide Mutuelle – GEM.

Globalement, les dépenses de cette mission augmentent de + 1,49 %, soit + 231 243 € par rapport à l'année 2013.

Les variations à la baisse entre 2013 et 2014 portent sur l'hébergement des PH :

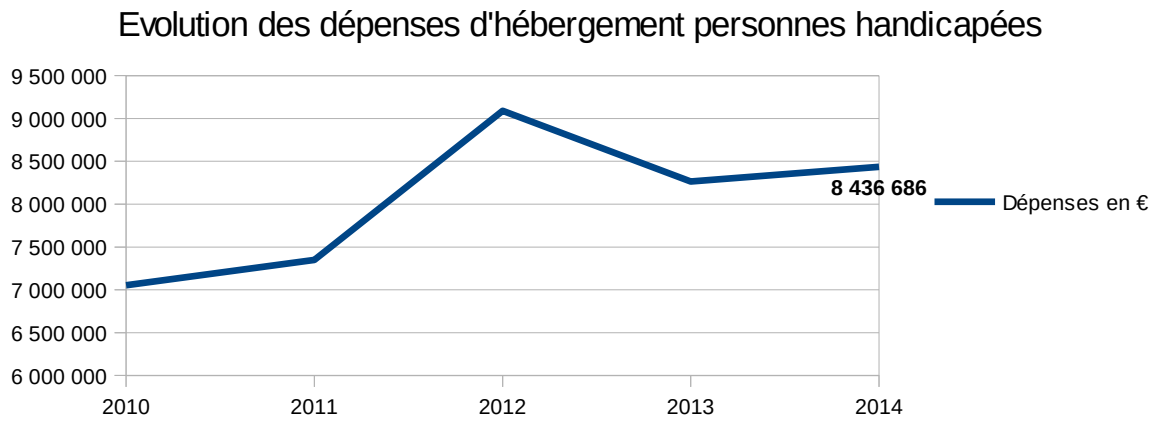
- - - 31 209 €, soit - 26,87 % sur les dépenses d'hébergement PH en EHPAD,
- - - 5 556 €, soit - 5,73 % sur les dépenses d'hébergement PH en Accueil de jour.

Les frais de séjour en établissements des PH (foyers de vie, établissements et services d'aides par le travail) augmentent de + 206 897 €, soit + 2,57 %. Alors que la participation pour la SAMSAH augmente plus faiblement de + 4 254 €, soit + 1,90 %.

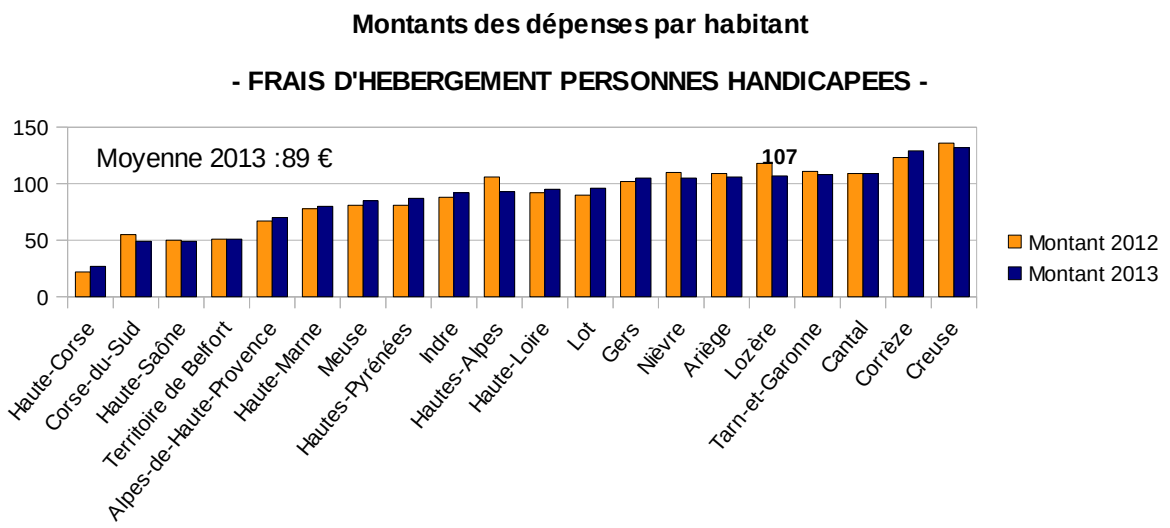
Concernant l'aide aux structures, on note que la Maison Relais du Bleymard a cessé son activité, ce qui a entraîné la suppression de sa subvention en 2014. Parallèlement un Service d'Accompagnement à la vie sociale (SAVS) a été autorisé ; une dotation de 50 000 € a été accordée en 2014 (sur un total de 100 000 € en année pleine).

Hébergement des personnes handicapées

	2010	2011	2012	2013	2014
Dépenses en €	7 053 812	7 350 316	9 087 940	8 266 554	8 436 686
% d'évolution	-10,85%	4,20%	23,64%	-9,04%	2,06%
Bénéficiaires	235	245	266	242	247
dont Accueil de jour	84 656	84 200	95 582	96 914	91 358



Cette aide représente en 2013 une dépense totale d'environ 107 € par habitant, la moyenne des départements métropolitains de moins de 250 000 habitants étant de 89 €/hab.

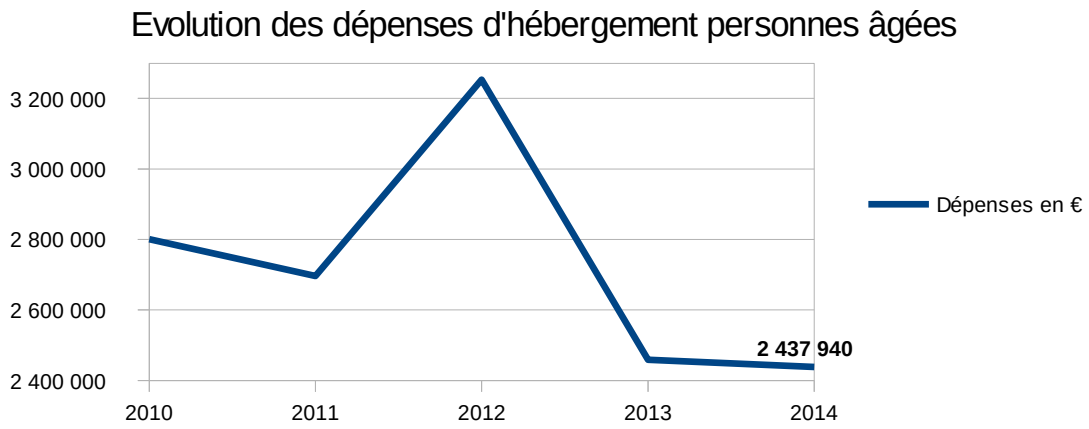


Hébergement des personnes âgées

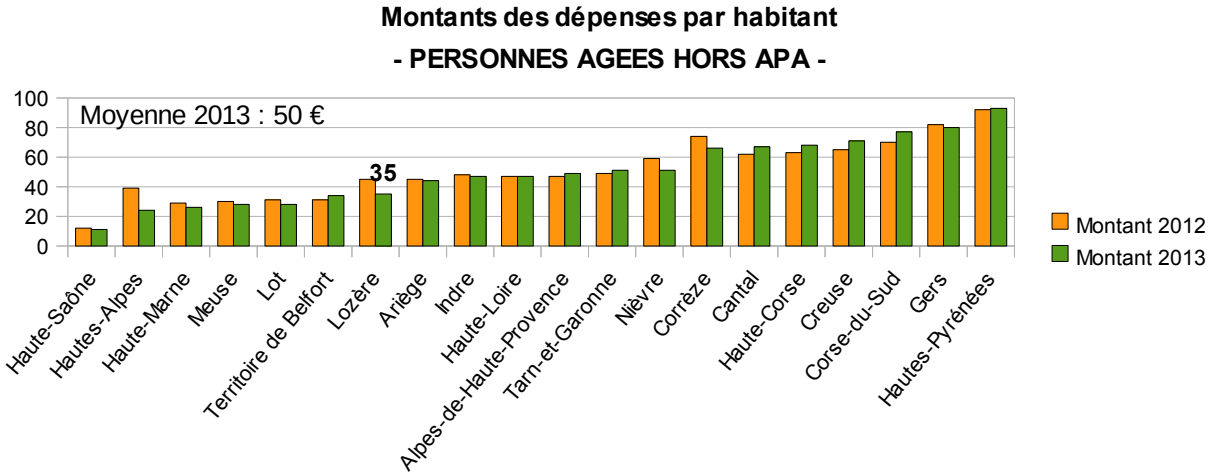
(frais de séjours en établissement personnes âgées hors APA)

	2010	2011	2012	2013	2014
Dépenses en €	2 800 229	2 695 939	3 253 158	2 458 939	2 437 940
% d'évolution	-6,30%	-3,72%	20,67%	-24,41%	-0,85%
Bénéficiaires payés en moyenne des 4 trimestres	327	251	268 *	240	221

* 2012 : l'augmentation est due à l'impact de la procédure de rattachement de charges



En 2013, l'aide aux personnes âgées a représenté un montant par habitant de 35 € pour une moyenne des départements métropolitains de moins de 250 000 habitants de 50 €.



La tendance baissière liée aux frais de séjours des personnes âgées peut s'expliquer par :

- - une volonté de demeurer le plus longtemps possible à domicile,
- - le passage au statut de personne handicapée plus intéressant au titre des prises en charges.

D.4 - Direction – Service des Affaires Financières

La Direction et le SAF gèrent en direct les lignes de subventions et dépenses qui ont une dimension transversale pour un montant total de 258 K€.

On retrouve également les services communs (chapitre 50) avec essentiellement la prise en charge d'un marché de formation des travailleurs sociaux (+ 47 711 €) devançant donc le fonctionnement de la MDPH habituellement premier pôle de dépenses. Globalement ces divers frais diminuent de – 44,85 % avec une baisse des frais de stands dans les salons dans le cadre de la démographie médicale de - 4 627 €.

Dans ce même cadre, les dépenses pour les bourses d'étudiants en 3ème cycle de médecine et de dentiste (comptabilisées au chapitre 58), diminuent de – 8,12 %, soit – 7 531 € pour 25 conventions en cours. 60 étudiants (médecins ou dentistes) ont signé une convention avec le Département depuis 2008. A ce jour, 4 médecins se sont installés sur notre territoire.

E - Transports, routes et bâtiments

E.1 - Les transports

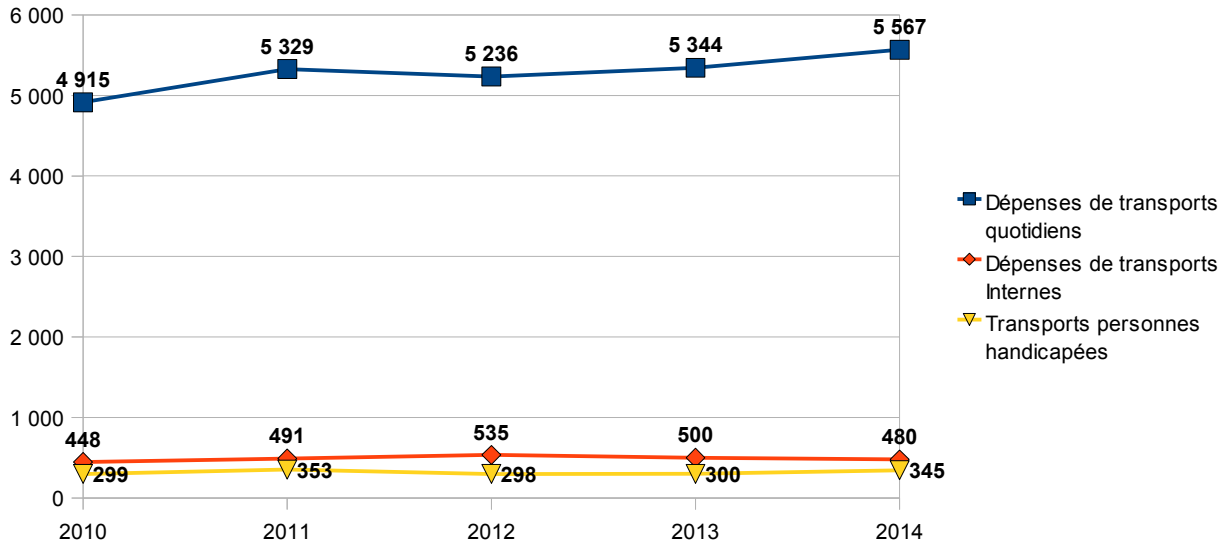
Les transports scolaires (hors personnel)

	2010	2011	2012	2013	2014
Transports scolaires (Chapitres 932 et 938)	6 077 648 €	6 582 369 €	6 490 417 €	6 517 441 €	6 776 681 €

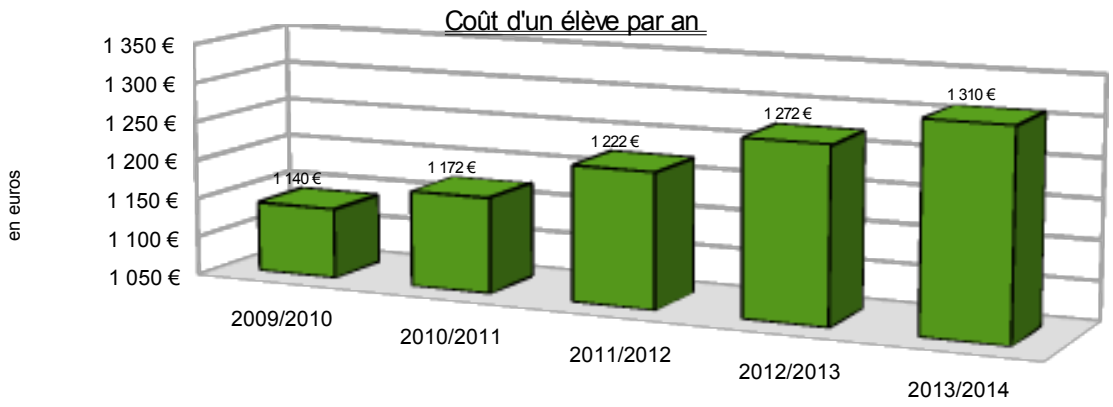
Depuis 2010 les dépenses liées au transport ont augmenté de + 11,5 %, (gérées TTC les années précédentes, elles sont gérées depuis le 1er janvier 2012 en HT, d'où la légère baisse en 2012 de – 1,40 %).

La récupération de la TVA a permis d'atténuer le coût des transports scolaires sur le budget du Département : en 2014, la TVA récupérée a représenté un montant de 503 K€.

Les budgets consacrés aux allocations pour les élèves sont stables, l'augmentation des coûts des transports, notamment des circuits quotidiens, s'explique essentiellement par la mise en place des nouveaux rythmes scolaires pour le 1er trimestre 2014/2015.



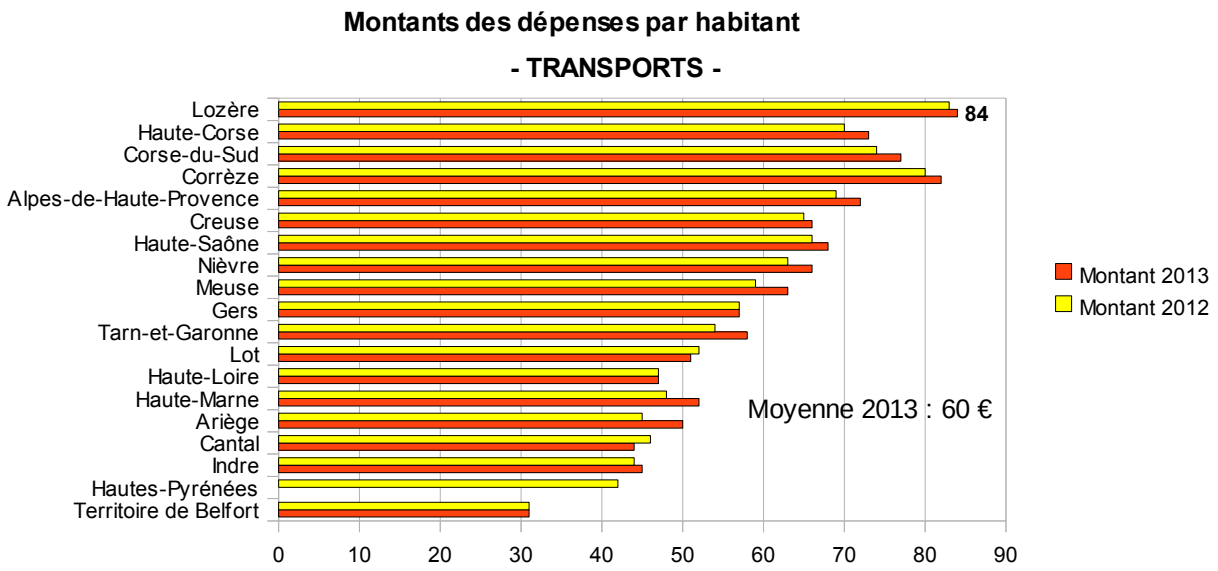
Année Scolaire	2009/2010	2010/2011	2011/2012	2012/2013	2013/2014
Coût d'un élève du Primaire	1 082 €	1 136 €	1 185 €	1 310 €	1 530 €
Coût d'un élève du Secondaire	1 278 €	1 305 €	1 362 €	1 395 €	1 430 €
Coût d'un élève Interne	683 €	653 €	715 €	695 €	710 €
Coût /élève/an	**1 140 €**	**1 172 €**	**1 222 €**	**1 272 €**	**1 310 €**



- 250 circuits de transports scolaires sont utilisés par 4 087 élèves pour 24 500 Km par jour,
- 328 107 € ont été consacrés au transport de 54 élèves handicapés ou en difficulté scolaire.

	2009/2010	2010/2011	2011/2012	2012/2013	2013/2014
nbre de circuits scolaires	248	252	251	250	247
nbre total d'élèves transportés	**4734**	**4900**	**4916**	**4801**	**4494**
Elèves du Primaire	1883	1917	1879	1804	1541
Elèves du Secondaire	2373	2481	2494	2376	2423
Elèves Internes	478	502	543	621	530

Les transports scolaires ont représenté en 2013 un coût par habitant de 84 € contre une moyenne pour les départements de la même strate de 60 €.



Les allocations de transports :

L'allocation journalière de transport est versée aux familles des enfants de plus de 3 ans qui résident à plus de 3 km de l'école la plus proche ou à plus de 3 km d'un service de transport scolaire. Pour les 168 élèves concernés, 80 638 € ont été dépensés pour cette action en 2013/2014.

L'allocation de transport hebdomadaire est attribuée aux élèves internes qui ne bénéficient pas d'un service de transport ou qui sont domiciliés à plus de 6 km d'un point d'arrêt s'ils empruntent une ligne. Pour les 1 197 élèves concernés, 135 873 € ont été dépensés pour cette action en 2013/2014.

Bourses scolaires :

La bourse de premier internat (183 €), qui s'adresse aux élèves entrant pour la première fois en collège, a bénéficié à 237 élèves, pour un coût de 43 371 € en 2013/2014.

Les transports hors scolaires

- 465 000 € HT sur la période scolaire 2013/2014 consacrés au financement de 16 lignes régulières d'autocars dont 11 plus particulièrement réservées au transport d'élèves (484 élèves internes et 138 élèves demi pensionnaires),

- 17 917 € TTC ont été consacrés au cofinancement des transports à la demande en 2014 : 15 communautés des communes ont mis en place un TAD sur leurs territoires.

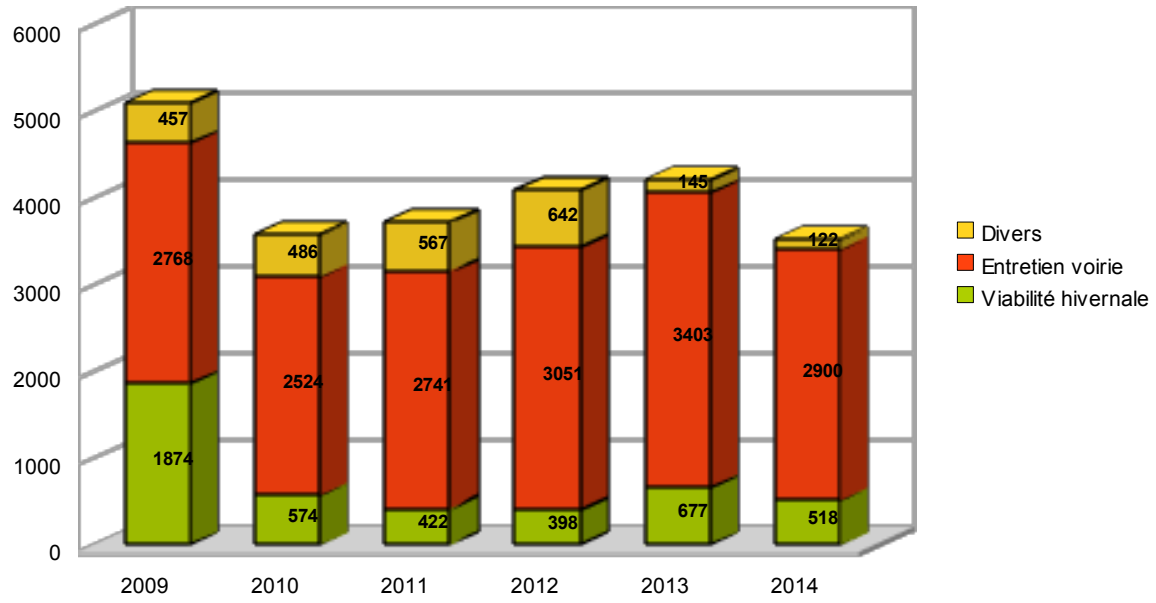
E.2 - Les routes

Les dépenses de voirie (hors dépenses de personnel) s'élèvent en 2014 à 3 540 313 € pour 2 265 Km de voirie, soit un coût par kilomètre de route de 1 563 €.

En incluant les dépenses de personnel, les dépenses concernant les routes et la voirie s'élèvent à 13 336 437 € (hors compensations), soit un coût par kilomètre de route de 5 888 €.

Les dépenses de fonctionnement liées aux routes se répartissent principalement entre l'entretien de la voirie et la viabilité hivernale. S'y ajoutent les locations, l'entretien, les réparations, le nettoyage des bâtiments, les locations mobilières et la fourniture de petit équipement.

Répartition des dépenses de fonctionnement Voirie (en K€)



Entretien de la voirie : 2,900 M€

Les crédits d'entretien sont gérés par les UTCG et le Parc Technique Départemental.

- En 2014, 1 140 273 € de crédits GPER (gestion prévisionnelle de l'entretien routier) ont été consacrés à l'achat de fournitures et la location de matériel pour les besoins des travaux d'entretien du réseau assurés en régie par les agents de la route.

  La location du train d'enduit pour la campagne d'enduits 2014 est comprise dans cette enveloppe.
- Un montant de 1 759 358 € a été dépensé par le Parc Technique Départemental pour l'entretien des véhicules et matériels.

Les principaux postes de dépenses concernent l'achat de carburant, de pièces de rechange, de pneumatiques, d'huiles et lubrifiants, de peinture et produits de marquage, les frais de réparation des engins et véhicules effectués par des professionnels, les frais de contrôle technique et les taxes et impôts sur véhicules.

Pour l'exemple, le poste carburant a représenté en 2014 pour le Département une dépense globale de 669 387 €, contre 863 930 € en 2013, soit une baisse de – 194 543 € (- 22,5%).

Viabilité hivernale : 518 209 €

Ces crédits ont majoritairement permis de financer les fournitures de consommables : sel, pouzzolane, filets pare-neige, dont les commandes sont effectuées par les UTCG.

La convention avec Météo France, le déneigement de l'Aire de la Lozère qui est externalisé, ainsi que le paiement de prestations aux communes ou groupements de communes dont les interventions sont conventionnées, sont également pris en charge sur les crédits de fonctionnement de la VH.

Divers : 122 471 €

Une enveloppe de 75 085 € a été consacrée à l'entretien des divers bâtiments liés à la route par des entreprises prestataires : vérification réglementaire des systèmes de sécurité incendie, des extincteurs, frais divers de maintenance électrique, d'entretien des appareils de chauffage et chaudières, entretien et maintenance des systèmes d'ouverture des portes et portails des centres techniques, etc...

Les UTCG ont acquis pour 27 372 € de petit outillage et matériaux pour de menus travaux d'entretien en régie dans les UTCG et centres techniques.

Un titre d'acquisition foncière de 2013 (20 014 €) a fait l'objet d'une annulation suite à des problèmes d'imputation.

E.3 - Les bâtiments

Le budget total du service des Bâtiments atteint 683 K€ au 31 décembre 2014, soit une hausse de + 33,53 % par rapport à 2013.

Cette hausse est due au transfert de compétence en octobre 2014, mais déjà entamée en 2013, de certains postes et des crédits y afférents du service des Moyens généraux, Achats/Logistiques vers le service des Bâtiments et des Collèges : eau et assainissement, énergie-électricité, combustibles (réseau de chaleur et gaz), locations immobilières et charges locatives.

Cette hausse des charges de fonctionnement (+ 171 K€) est compensée par la baisse enregistrée dans le budget du service des Moyens Généraux (- 233 K€).

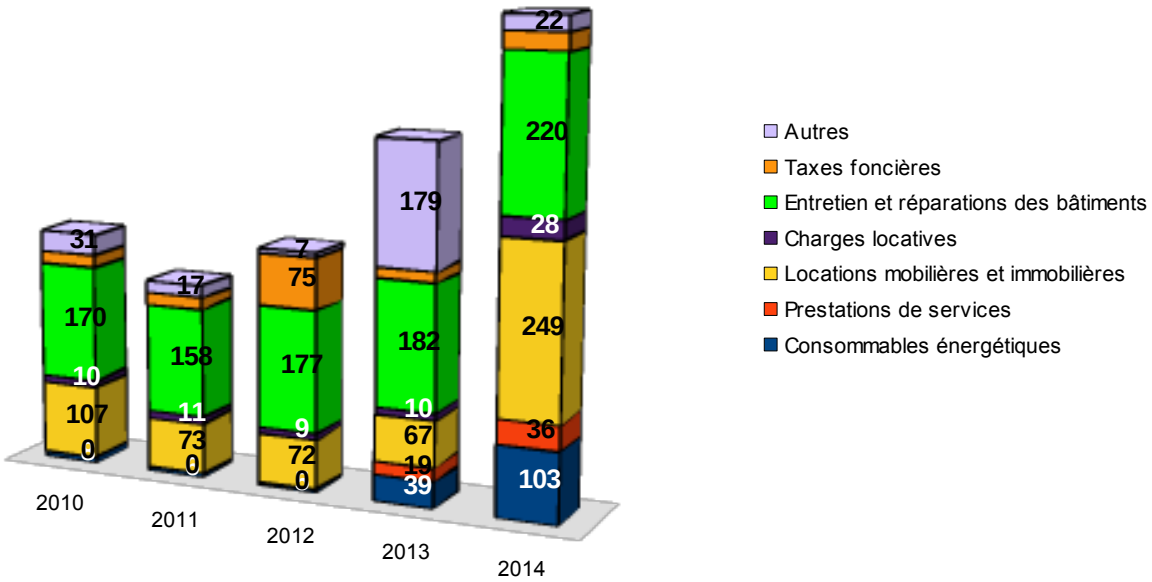
En 2014, 58 % des dépenses concernent les bâtiments de l'administration générale, 31 % les bâtiments scolaires et 11 % les bâtiments liés à la route.

Les dépenses d'entretien et réparations des bâtiments représentent 32,20 % de la totalité des dépenses.

Les différents postes gérés par le service des Bâtiments évoluent de la manière suivante :

en euros	2010	2011	2012	2013	2014
Consommables énergétiques	8 223	5 512	4 683	38 896	103 248
Prestations de services	0	0	0	18 715	35 728
Locations mobilières et immobilières	106 618	72 521	72 316	67 038	248 818
Charges locatives	10 044	10 716	9 159	10 418	27 924
Entretiens et réparations des bâtiments	170 353	158 437	177 144	182 417	219 800
Taxes foncières	17 667	18 320	74 580	14 867	25 278
Autres	31 001	16 627	7 312	178 805	21 728
Total	**343 906**	**282 133**	**345 194**	**511 156**	**682 524**

Evolution des dépenses du service des Bâtiments
- en K€ -



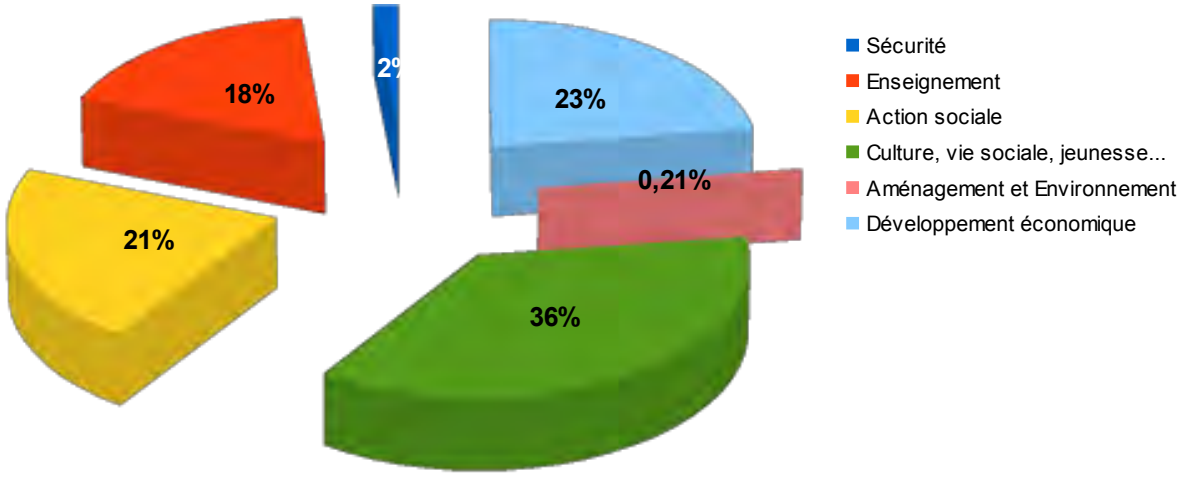
F - Subventions plan d'équipement départemental (PED)

En 2014, ces crédits ont permis d'apporter une aide au fonctionnement de 799 associations (contre 876 en 2013), pour un montant total 2014 de 937 783,91 € (969 414,30 € en 2013).

Ils se répartissent de la manière suivante :

- - Sécurité : 15 000,00 €
- - Enseignement : 164 561,00 €
- - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs : 341 997,34 €
- - Action sociale : 201 457,57 €
- - Aménagement et environnement :1 980,00 €
- - Développement économique : 212 788,00 €

Répartition des subventions PED

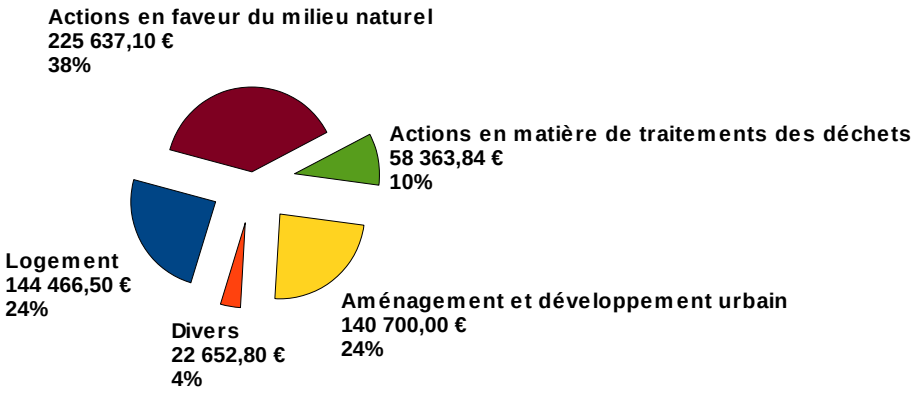


G - Aménagement et environnement

Les dépenses liées à l'aménagement et l'environnement (hors charges de personnel) atteignent 592 K€. Elles diminuent sur un an de – 6,10 % et ont plus que doublé depuis 2010.

	2010	2011	2012	2013	2014
Aménagement et environnement	292 419	442 880	437 881	630 271	591 820
% évolution	-92,74%	51,45%	-1,13%	43,94%	-6,10%
% évolution 2010/2014	102,39%				

Répartition des dépenses d'aménagement et d'environnement



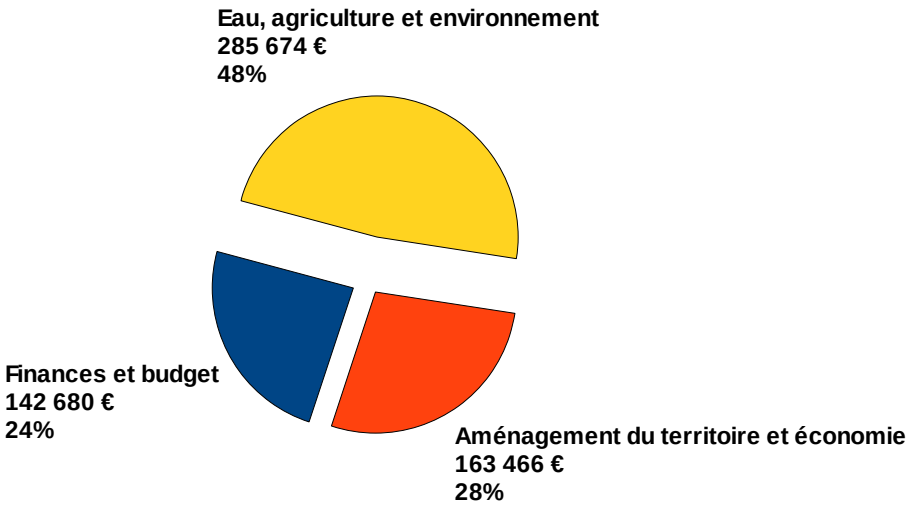
Ont été financés aux titres des actions en faveur du milieu naturel principalement :

- l'entente interdépartementale Causses Cévennes (100 K€),
- 63 K€ pour le fonctionnement de l'agence locale de l'énergie et du climat de la Lozère,
- 19 K€ au titre de l'association SIG Languedoc-Roussillon,
- diverses subventions pour les activités de pleine nature, de l'éducation à l'environnement, etc...

Les financements concernant l'aménagement et le développement urbain ont permis de financer le CAUE à hauteur de 141 K€ (+ 41 K€ par rapport à 2012).

Principal poste en baisse, les actions en faveur du milieu naturel passent de 264 K€ en 2013 à 226 K€ en 2014 principalement du fait de l'abandon de subventions pour l'accompagnement pédagogique (semaine du goût) et pour l'éducation à l'environnement.

Par direction, les crédits se répartissent comme suit :



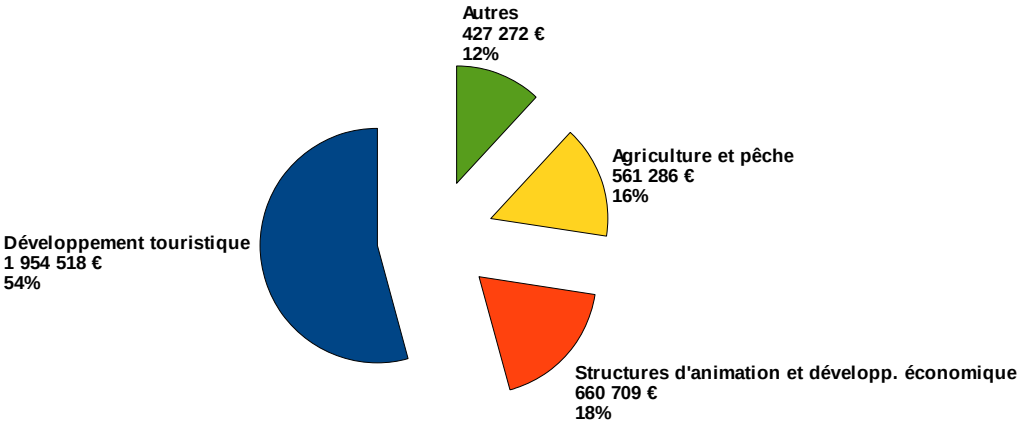
H - Développement économique

En 2014, les dépenses consacrées au développement économique (hors charges de personnel) atteignent 3 604 K€ contre 3 948 K€ en 2013, soit une baisse de – 8,72 % (hors déficit des budgets annexes).

	2010	2011	2012	2013	2014
Développement économique	3 710 575	4 699 079	3 792 562	3 948 157	3 603 785
% évolution	-7,81%	26,64%	-19,29%	4,10%	-8,72%
% évolution 2010/2013	-2,88%				

54,24 % des dépenses, soit 1 955 K€, ont été consacrés au développement touristique.

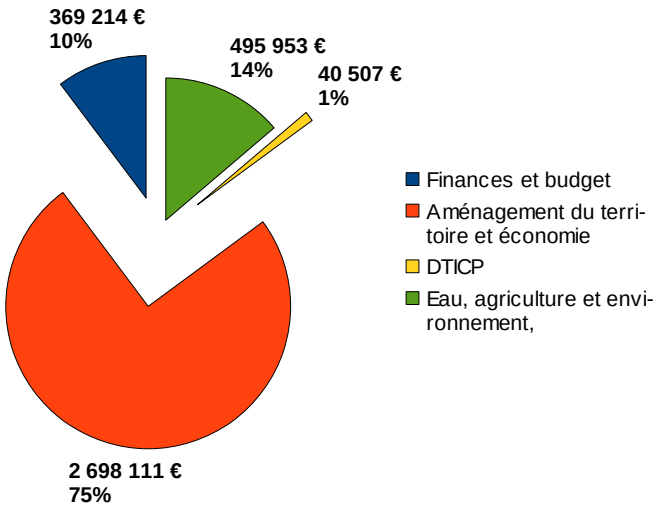
Répartition des dépenses de développement économique



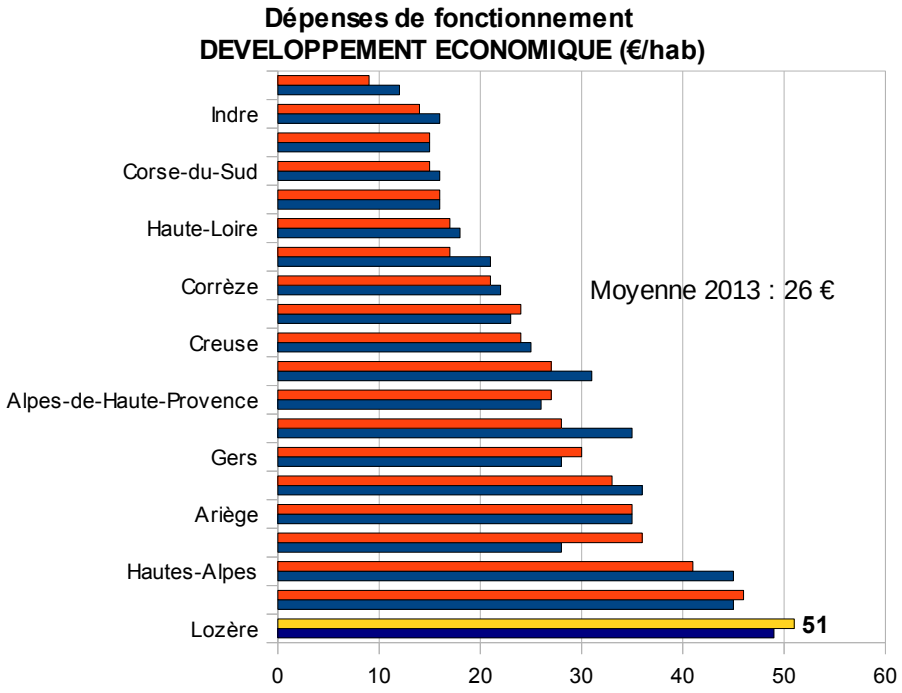
Les principaux organismes financés dans le cadre de ces enveloppes au titre des participations et programmes divers ont été en 2014 :

- Le Comité Départemental de Tourisme à hauteur de 1 698 K€ (1 909 K€ en 2013),
- la Chambre de Commerce et d'Industrie pour 196 K€ (gestion aérodrome, mission bois énergie, programme d'animation économique),
- la Chambre d'Agriculture pour 175 K€ (dotation fonctionnement, divers programmes),
- Lozère Développement pour 145 K€ (dotation fonctionnement, divers programmes),
- la Chambre des Métiers et de l'Artisanat (144 K€),
- l'association De Lozère (131 K€),
- la SELO pour 83 K€ (DSP Les Bouviers et Sainte Lucie),
- 88 K€ pour les stations de ski du Mont Lozère, de Bonnecombe et de Laubert.

Par directions, les crédits se répartissent comme suit :



En 2013, le département de la Lozère a consacré 51 € par habitant aux aides au développement économique (64 € *incluant les dépenses du personnel et le financement des déficits des budgets annexes*) contre en moyenne 26 € par habitant pour les départements métropolitains de la même strate. Ce montant est en 2014 de 47 €/hab (*60 € incluant les dépenses du personnel et le financement des déficits des budgets annexes*).



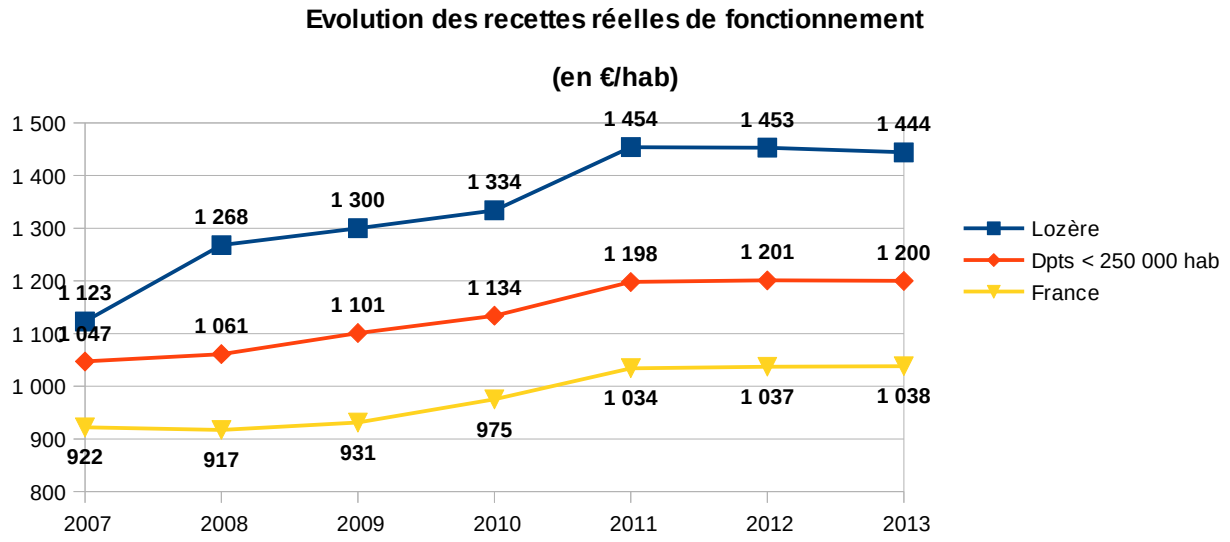
LES RECETTES RÉELLES DE FONCTIONNEMENT

En 2014, l'ensemble des recettes réelles de fonctionnement s'élève à 115 694 084,14 €, soit une évolution de + 3,92 % par rapport à l'année 2013.

Elles se répartissent comme suit :

FONCTIONNEMENT	Total perçu 2013	Total perçu 2014
SERVICES GENERAUX (remboursements sur rémunération de personnel, sur charges, revenus des immeubles, produits exceptionnels...)	513 014,28 €	748 608,24 €
ENSEIGNEMENT (FARPI, participations autres départements, remboursement sur rémunération...)	408 253,99 €	523 879,61 €
CULTURE, VIE SOCIALE, JEUNESSE, SPORTS ET LOISIRS (subventions Région, participations DRAC...)	109 507,59 €	118 827,10 €
PREVENTION MEDICO SOCIALE (remboursements sur rémunération et charges de personnel; recouvrement sur SS...)	43 382,48 €	17 222,66 €
ACTION SOCIALE (APA, PCH, MDPH, FMDI, recouvrements sur bénéficiaires, tiers payants et successions , remboursements sur rémunération de personnel...)	9 672 611,97 €	6 739 304,77 €
RESEAUX ET INFRASTRUCTURES (participations agences de l'eau, redevances EDF, France Télécom, usage parc, remboursements sur rémunération de personnel...)	468 439,27 €	570 485,68 €
AMENAGEMENT ET ENVIRONNEMENT (participation, subventions PIG, remboursements sur rémunération de personnel)	138 737,64 €	239 496,27 €
TRANSPORTS (participation des communes et des familles aux transports scolaires...)	716 747,42 €	738 647,22 €
DEVELOPPEMENT (participations, subventions numérisation du cadastre, pays...)	177 738,09 €	463 810,26 €
IMPOSITIONS DIRECTES	23 765 913,87 €	29 256 227,18 €
AUTRES IMPOTS ET TAXES (taxe dép de publicité foncière, TADE, CAUE, TSCA, TIPP, Taxe d'électricité, etc.) ***	24 797 437,46 €	26 495 637,13 €
DOTATIONS ET PARTICIPATIONS (DGF, DGD, compensations,...)	50 505 741,39 €	49 779 434,01 €
OPERATIONS FINANCIERES (produits de participation dont 3 597 €concernant les parts sociales)	11 193,82 €	2 504,01 €
	111 328 719,27 €	115 694 084,14 €

En 2013, le département de la Lozère a perçu près de 1 444 € de recettes par habitant. La moyenne 2012 pour les départements métropolitains de moins de 250 000 habitants était de 1 201 €, et de 1 037 € pour l'ensemble des départements.



Représentant 62,09 % des recettes de fonctionnement pour un total de 71 832 K€, les dotations et compensations de l'État évoluent à la baisse par rapport à 2013, soit -4,23 % (75 002 K€).

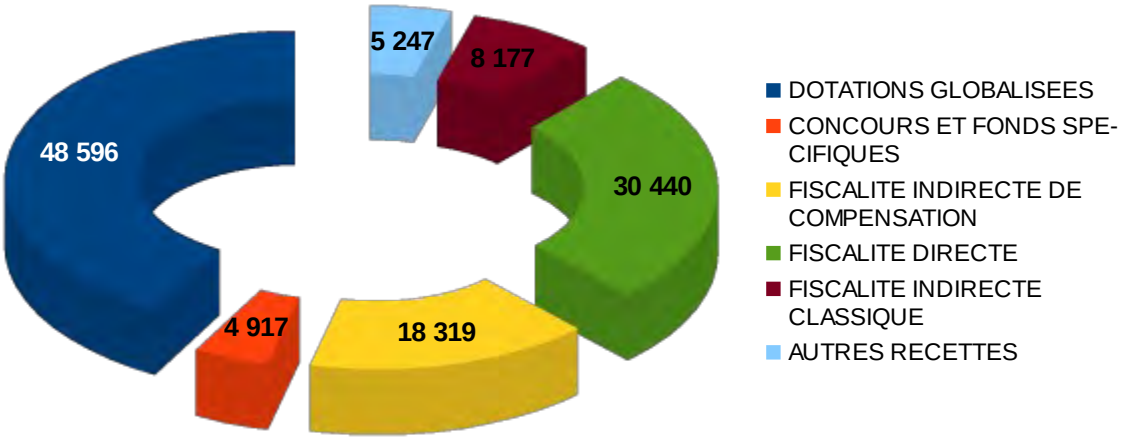
Elles ont été regroupées en trois catégories :

- Les dotations globalisées : 48 596 K€ soit 42 % des recettes réelles de fonctionnement.
- Les concours et fonds spécifiques : 4 917 K€ soit 4,25 % des recettes réelles de fonctionnement (CNSA, FSE, etc...).
- La fiscalité indirecte de compensation : 18 319 K€ soit 15,83 % des recettes réelles de fonctionnement (TSCA, TICPE).

Le solde, soit 43 864 K€, regroupe :

- La fiscalité directe : 30 440 K€ soit 26,31 % des recettes réelles de fonctionnement.
- La fiscalité indirecte classique : 8 177 K€ soit 7,07 % des recettes réelles de fonctionnement.
- Les autres recettes : 5 247 K€ soit 4,54 % des recettes réelles de fonctionnement.

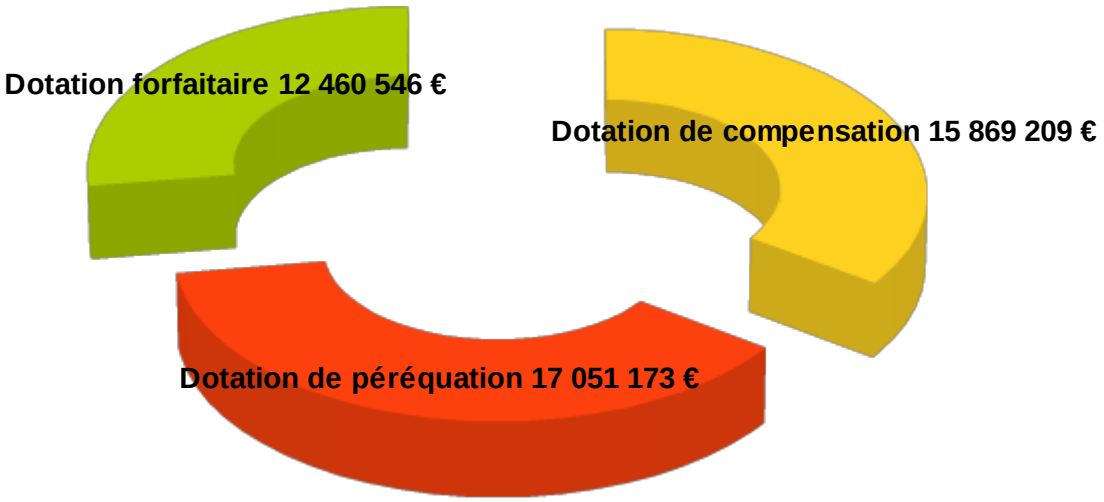
A - Les dotations globalisées (DGF, DGD, Compensations fiscales) : 48 596 K€



A.1 - La Dotation Globale de Fonctionnement : 45 381 K€

La dotation globale de fonctionnement des départements est constituée :

- d'une dotation forfaitaire comprenant une dotation de base calculée chaque année en fonction de la population départementale, et un complément de garantie ;
- d'une dotation de compensation des départements qui constitue le vecteur privilégié d'ajustement des relations financières entre l'État et les départements ;
- d'une dotation de péréquation ou dotation de fonctionnement minimale (DFM) versée aux départements ruraux en fonction de leur potentiel financier et de leur longueur de voirie.



La DGF du département de la Lozère diminue en 2014 de -530 736 € par rapport à 2013 et ceci dans le cadre de la mise en place de la contribution des collectivités à l'effort de redressement des comptes publics, actée et amplifiée dans le Projet de Loi de Finance pour l'année 2015.

Pour information et selon la notification, la baisse pour 2015 sera de -1 306 358 €.

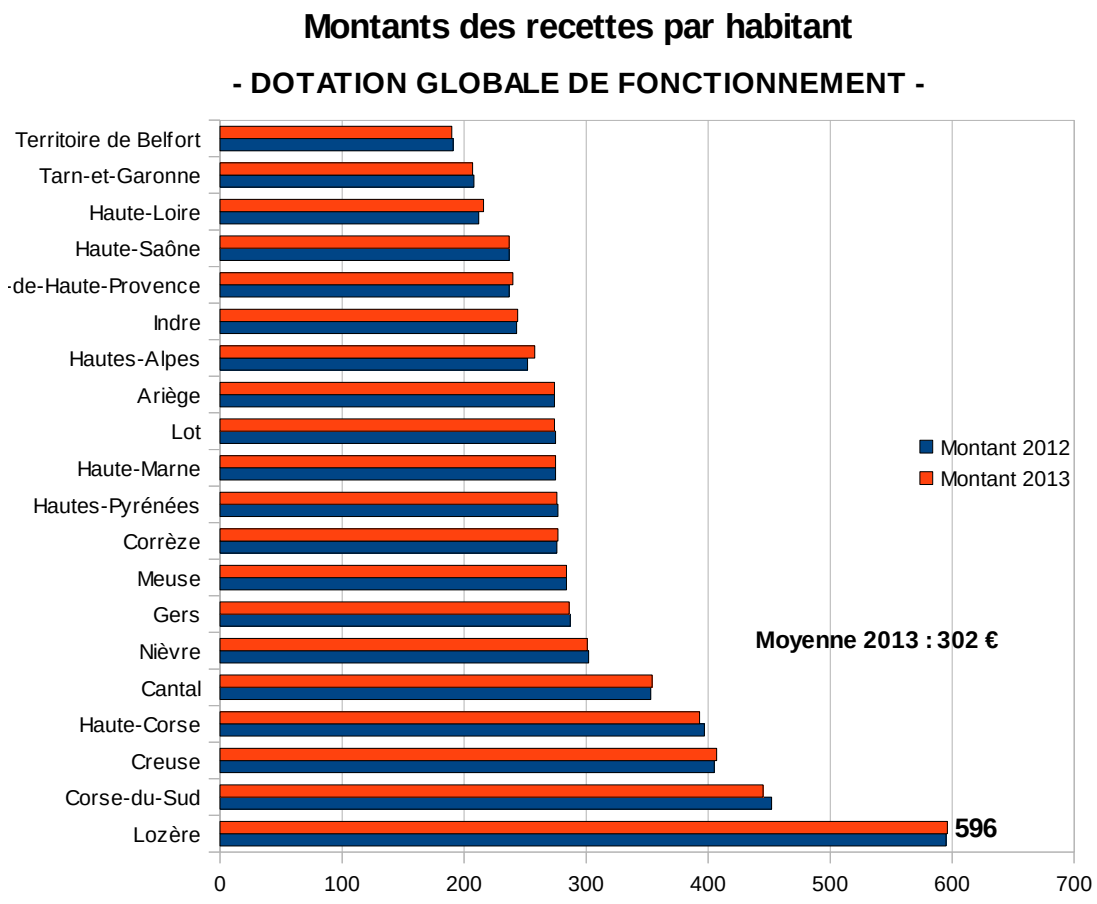
Évolution de 2009 à 2014 :

(en €)	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Dotation forfaitaire	12 918 396	13 025 072	13 046 168	12 991 725	12 991 281	12 460 546
Dotation de péréquation (DFM)	17 051 174	17 051 174	17 051 174	17 051 174	17 051 174	17 051 173
Dotation de compensation	15 821 440	15 869 209	15 869 209	15 869 209	15 869 209	15 869 209
TOTAL	45 791 010	45 945 455	45 966 551	45 912 108	45 911 664	45 380 928
Evolution 2009/2014	-0,90%					

Entre 2009 et 2014, la DGF du département a diminué de -0,90 %.

Au titre de l'année 2014 la DGF totale représente 39,23 % des recettes réelles de fonctionnement.

En 2013, le département de la Lozère a perçu 596 € par habitant de dotation globale de financement pour une moyenne de la strate des départements métropolitains de moins de 250 000 habitants de 302€/hab. Ainsi notre département continue d'être le département de - 250 000 habitants le mieux doté en DGF. Le 2ème département est la Corse du Sud avec 445 € par habitant.



A.2 - La Dotation Globale de Décentralisation : 1 635 K€

Destinée à compenser en partie les charges résultant des transferts de compétences intervenus entre l'État et les collectivités territoriales, la DGD a été intégrée pour 95% à la dotation forfaitaire.

Chaque département perçoit depuis, une DGD résiduelle égale à 5% de la DGD 2003.

Le montant perçu est figé depuis 2008 à hauteur de 1 543 322 €.

Le Département a par ailleurs bénéficié de deux subventions d'un montant total de 91 863,01 € au titre de la Bibliothèque Départementale : 49 112 € pour le Bibliobus et 42 751,01 € pour l'acquisition de collections.

A.3 - Compensations des exonérations et dégrèvements fiscaux : 1 580 K€

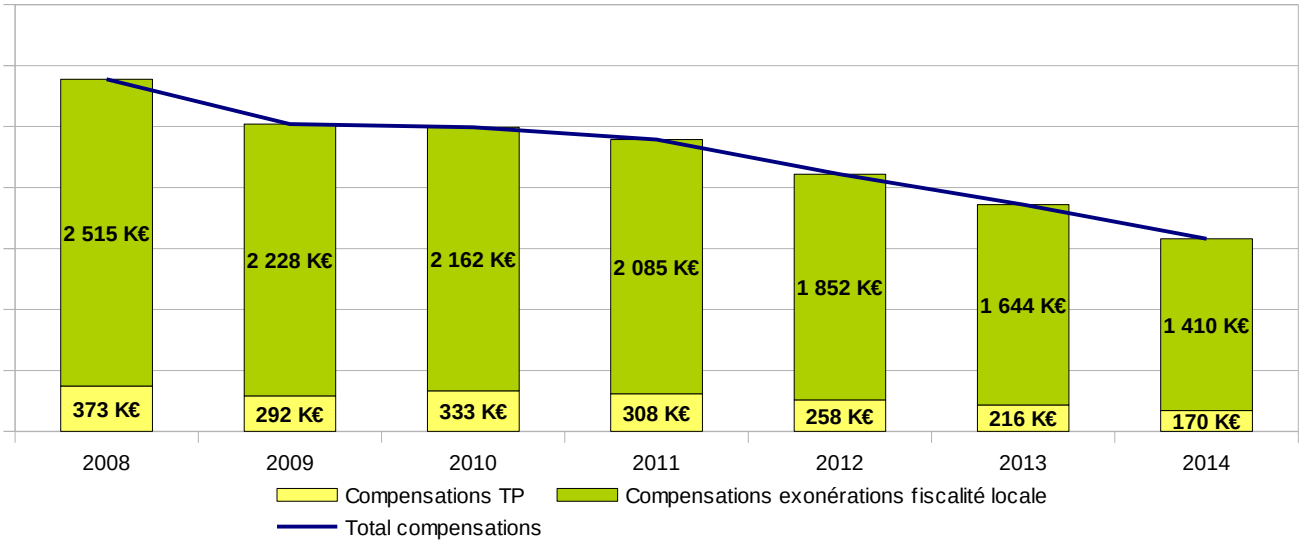
En contrepartie des pertes de recettes subies par le Département du fait des exonérations et dégrèvements qu'il instaure, le législateur a prévu le versement de compensations au titre des taxes foncières, de la taxe d'habitation et de l'ancienne taxe professionnelle.

Intégrées à l'enveloppe normée, ces compensations servent de variables d'ajustement.

	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Compensation au titre de la taxe professionnelle	291 945 €	333 233 €	308 539 €	257 928 €	215 825 €	169 876 €
Compensation au titre des exonérations fiscalité directe	1 744 491 €	1 653 802 €	2 084 595 €	1 626 472 €	1 443 490 €	1 249 386 €
Compensation au titre des exonérations taxes foncières	484 006 €	508 168 €		206 102 €	175 362 €	137 730 €
Compensation CET				19 276 €	25 605 €	22 538 €
TOTAL	**2 520 442 €**	**2 495 203 €**	**2 393 134 €**	**2 109 778 €**	**1 860 282 €**	**1 579 530 €**
Evolution année n/n-1	-12,73%	-1,00%	-4,09%	-11,84%	-22,27%	-25,13%
Evolution 2009/2013	-37,33%					

Toujours dans le cadre de la mise en place de la contribution des collectivités à l'effort de redressement des comptes publics au même titre que la DGF, la baisse des allocations compensatrices s'élève à **- 25,13 % par rapport à 2013 (- 280 752 €).**

Selon l'état 1253, cette diminution des allocations compensatrices affectera le Département en 2015 à hauteur de - 369 037 €.



B - Les concours et fonds spécifiques (CNSA, FMDI, FSE) : 4 917 K€

B.1 - La Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie : 4 587 K€

La caisse nationale de solidarité pour l'autonomie contribue au financement des allocations dans le cadre de l'accompagnement de la perte d'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées.

L'ensemble des concours versé représente 3,96 % du budget de fonctionnement, en augmentation de 7 % par rapport à l'année 2013.

La dotation versée aux départements concerne l'allocation pour l'autonomie APA, la prestation de compensation du handicap PCH et le fonctionnement des maisons départementales des personnes handicapées MDPH.

A.P.A.

	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Dépense effective d'APA (1)	8 562 523 €	8 652 828 €	8 778 971 €	9 010 839 €	9 102 165 €	9 334 698 €
Concours APA Du FFAPA/CNSA réellement VERSES	3 052 107 €	2 931 324 €	3 171 615 €	3 040 469 €	3 091 103 €	3 395 524 €
Charge nette du Département	5 510 416 €	5 721 504 €	5 607 356 €	5 970 370 €	6 011 062 €	5 939 174 €

(1) Exécuté année n

Même si elle diminue légèrement en 2014, la charge nette du Département au titre de l'APA augmente entre 2009 et 2014 de 7,78 %.

P.C.H.

	2009	2010	2011	2012	2013	2014
DEPENSES ACTP (1)	876 973 €	931 738 €	882 654 €	894 768 €	883 752 €	832 948 €
DEPENSES PCH (1)	1 169 500 €	1 979 555 €	2 701 693 €	3 024 426 €	3 143 560 €	3 536 884 €
SOUS TOTAL	**2 046 473 €**	**2 911 293 €**	**3 584 347 €**	**3 919 194 €**	**4 027 312 €**	**4 369 832 €**
Concours PCH du FFAPA/CNSA réellement VERSES	1 033 819 €	787 441 €	814 000 €	1 043 950 €	949 011 €	939 420 €
SOUS TOTAL	***1 033 819 €***	***787 441 €***	***814 000 €***	***1 043 950 €***	***949 011 €***	***939 420 €***
CHARGE NETTE POUR LE DEPARTEMENT	**1 012 654 €**	**2 123 852 €**	**2 770 347 €**	**2 875 244 €**	**3 078 301 €**	**3 430 412 €**

(1) Exécuté année n

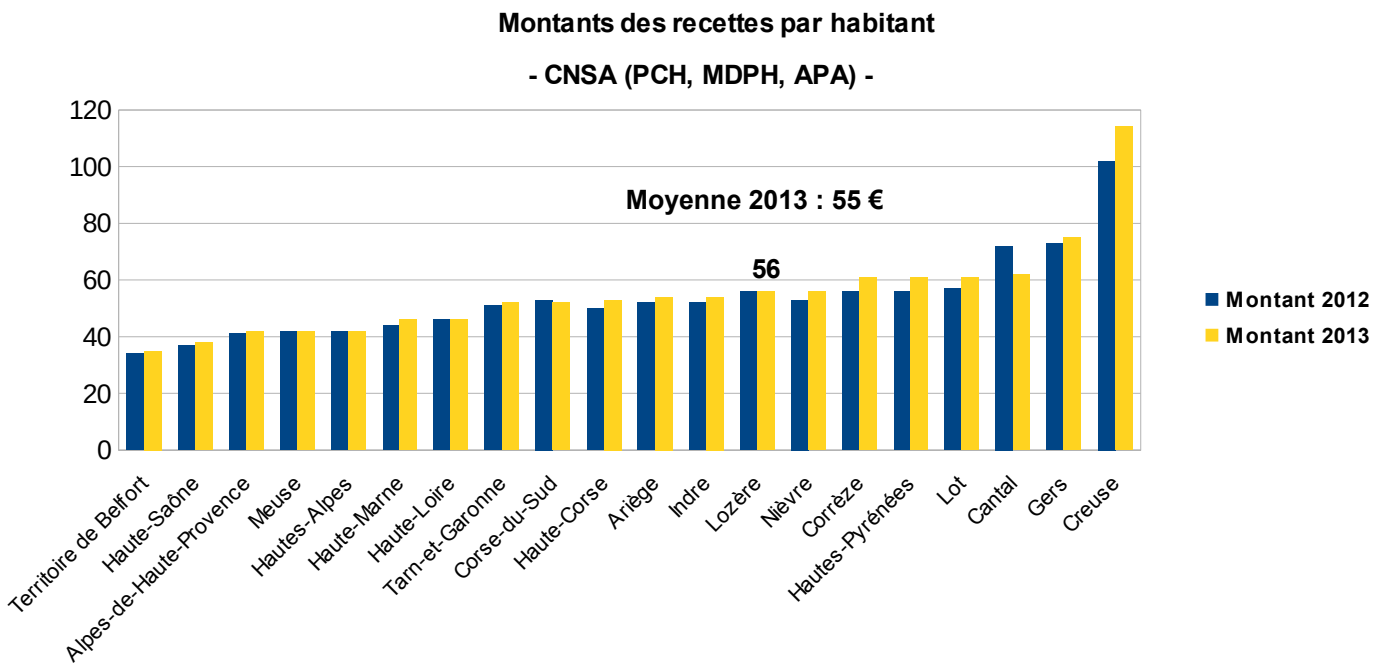
La charge pour le département ne cesse de s'accroître d'année en année pour augmenter de plus de +3,08 % entre 2013 et 2014 (+ 280 K€) concernant l'APA et la PCH.

M.D.P.H.

	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Concours MDPH du FFAPA/CNSA VERSES	251 545 €	247 378 €	249 232 €	248 663 €	247 314 €	251 659 €

Ce concours est reversé à la MDPH dans sa totalité, soit 251 659 €. Pour information, en complément, la participation du département à la MDPH est de 50 000 €.

Les dotations versées par la CNSA au titre de l'APA, de la PCH et de la MDPH, ont représenté en 2013 un montant de 56€/hab pour une moyenne des départements métropolitains de la même strate de 55€/hab.



B.2 - Le Fonds de Mobilisation Départemental pour l'Insertion (FMDI) : 330 K€

Le FMDI a été crée par l'article 14 de la L.F.R. 2006 pour compenser une partie de l'écart entre les dépenses de R.M.I des départements et la compensation versée par l'État. Mis en place pour une durée initiale de trois ans (2005-2007), il a été modifié tant dans sa durée que dans son montant.

	2009	2010	2011	2012	2013	2014
FMDI	331 148 €	381 697 €	396 636 €	356 329 €	319 877 €	329 802 €

Composé de trois parts (compensation, péréquation et insertion), la modification des critères de répartition en 2012 (potentiel financier, nombre de bénéficiaires du RSA à la charge du département) a été défavorable pour notre département (- 66 834 € par rapport à 2011).

C - La fiscalité indirecte de compensation : 18 319 K€

Elle représente 15,83 % du budget réel de fonctionnement soit un montant de 18 319 K€, et progresse de +3,9 % par rapport à 2013 (17 634 K€).

C.1 - Compensations RMI RMA – RSA : 3 152 K€

La TICPE : 2 841 K€

Pour faire face à leurs nouvelles charges, liées à la décentralisation de la gestion du revenu minimum d'insertion et à la création du revenu minimum d'activité, le département bénéficie, depuis 2004, d'une fraction du produit de la Taxe Intérieure de Consommation sur les Produits Énergétiques.

Ce montant est figé depuis 2008 à hauteur de 2 841 122 €.

La TICPE au titre du RSA : 311 K€

La généralisation du revenu de solidarité active (RSA), qui s'est substitué au revenu minimum d'insertion (RMI) et à l'allocation de parent isolé (API) à compter du 1er juillet 2009, a constitué une extension de compétence pour les départements.

L'article 51 de la loi de finances pour 2009 a institué un dispositif de financement du RSA calqué sur celui du RMI, sachant que le montant définitif du droit à compensation doit être arrêté pour 2014 au vu des dépenses constatées dans les comptes administratifs des départements pour 2014.

Le Département a perçu à ce titre 310 972,50 € pour l'année 2014 contre 342 340,50 € en 2013 (soit une baisse de -9,2 % et de -31,5 % par rapport à 2012).

Tableau récapitulatif :

	2009	2010	2011	2012	2013	2014
DEPENSES RMI-RSA-RSA	4 500 421	4 746 286	4 640 000	4 964 309	5 246 562	5 785 883
SOUS TOTAL	**4 500 421**	**4 746 286**	**4 640 000**	**4 964 309**	**5 246 562**	**5 785 883**
TICPE + TICPE RSA	*2 976 397*	*3 056 178*	*3 056 177*	*3 294 806*	*3 183 463*	*3 152 095*
FMDI	*331 148*	*381 697*	*396 636*	*356 329*	*319 877*	*329 802*
SOUS TOTAL	***3 307 545***	***3 437 875***	***3 452 813***	***3 651 135***	***3 503 340***	***3 481 897***
CHARGE POUR LE DEPARTEMENT	**1 192 876**	**1 308 411**	**1 187 187**	**1 313 174**	**1 743 223**	**2 303 986**

La charge nette pour le Département au titre du RMI/RSA augmente chaque année depuis 2009. Elle a pratiquement doublé, + 93,15%, en 5 ans (+ 1 111 K€).

C.2 - Compensations transferts de compétences prévus par la loi « libertés et responsabilités locales » du 13 août 2004 : 15 167 K€

(hors TICPE-Part RSA : cf paragraphe précédent)

L'article 52 de la loi de finances pour 2005 a prévu l'attribution aux départements d'une fraction de tarif de la taxe intérieure de consommation sur les produits pétroliers (TICPE Complémentaire), ainsi que d'une fraction de taux de la taxe spéciale sur les conventions d'assurances (TSCA) afin de financer les transferts de compétences prévus par la loi « libertés et responsabilités locales » du 13 août 2004, **notamment le transfert du personnel de l'équipement des routes et des collèges.**

	Année 2011	Année 2012	Année 2013	Année 2014
TSCA + TICPE COMPLEMENTAIRE	11 931 837,52	12 868 682,86	12 944 725,36	13 587 038,49
PART RSA	215 055,00	453 684,00	342 340,50	310 972,50
TOTAL COMPENSATIONS	12 146 892,52	13 322 366,86	13 287 065,86	13 898 010,99
EVOLUTION	8,70%	9,68%	-0,26%	4,60%

La Taxe spéciale sur les contrats d'assurances (T.S.C.A) : 10 732 K€

En 2014, le montant total perçu au titre de la TSCA s'élève à 10 731 605,46 €, contre 10 271 231,60 € en 2013 soit une augmentation de + 4,48 %.

La TICPE complémentaire : 2 855 K€

L'assiette de la TSCA ne suffisant pas à financer le droit de compensation, il a été prévu, à compter de 2008, d'attribuer aux départements un financement complémentaire sous la forme d'une part supplémentaire du produit de la TICPE. Cette part de TICPE dite « complémentaire » est totalement distincte de la TICPE de base (2 841 K€ voir ci-dessus page 89).

En 2014, le montant perçu au titre de la TICPE complémentaire s'élève à 2 855 433,03 € contre 2 673 493,76 € en 2013 (+ 6,81 %).

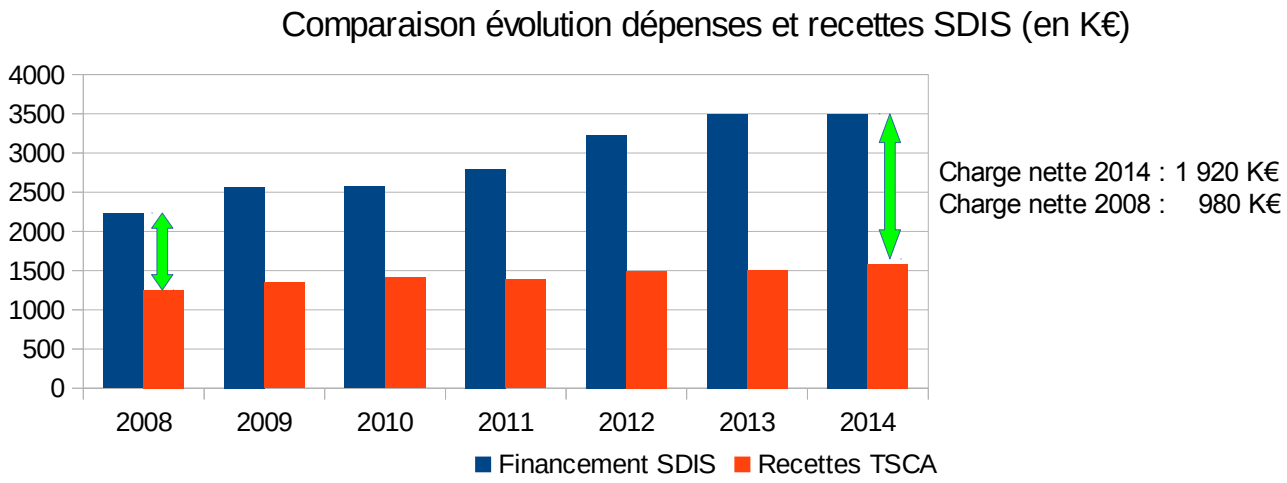
La T.S.C.A – SDIS (article 53) : 1 580 K€

L'article 53 de la loi de finances pour 2005 a prévu que les départements se voient attribuer une deuxième fraction de TSCA, en contrepartie d'une réfaction opérée sur leur dotation globale de fonctionnement (DGF), destinée à contribuer au financement des services départementaux d'incendie et de secours (SDIS).

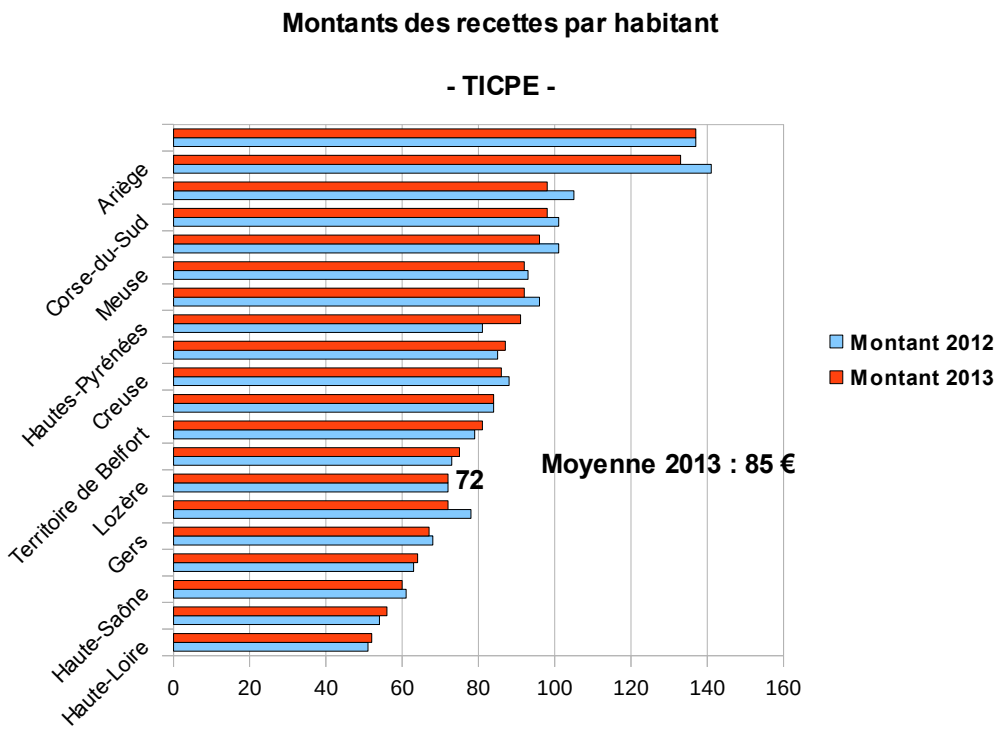
Elle est distincte de celle attribuée aux départements au titre des transferts de compétences prévus par la loi « libertés et responsabilité locales » du 13 août 2004 (article 52).

Au titre de l'année 2014, le montant perçu s'élève à 1 579 929,67 € contre 1 507 383,14 € en 2013 (+4,8 %).

Pour mémoire, la participation du Conseil général au financement du SDIS s'élève à 3 500 K€ (3 300 K€ en fonctionnement et 200 K€ en investissement). La part à la charge du département s'élève à 1 920 K€.



La charge nette du Conseil général a été multipliée par deux, passant de 980 K€ en 2008 à 1 920 K€ en 2014.



Au titre de la TICPE (ex-RMI + Complémentaire), le département de la Lozère a perçu en 2014 un montant total de recettes de 5 697 K€ contre 5 515 K€ en 2013 (+ 3,3 %).

En 2013, cela représentait une recette de 72 € par habitant pour une moyenne des départements métropolitains de moins de 250 000 habitants de 85 € (montant identique à 2012 pour la Lozère et de 86 € pour les départements de même strate).

D - La fiscalité directe : 30 440 K€ (hors Part État DMTO)

L'ensemble des recettes fiscales directes représente 26,31 % du budget réel de fonctionnement et affiche une évolution de + 22 % par rapport à l'année 2013, pour un montant de 30 440 K€ pour l'année 2014 (contre 24 950 K€ en 2013).

Cette augmentation s'explique avec la nouvelle recette « Dispositif de Compensation Péréquée (DCP) » pour un montant de 4 378 K€, attribuée en compensations des AIS (Allocations Individuelles de Solidarité) versées par les Départements.

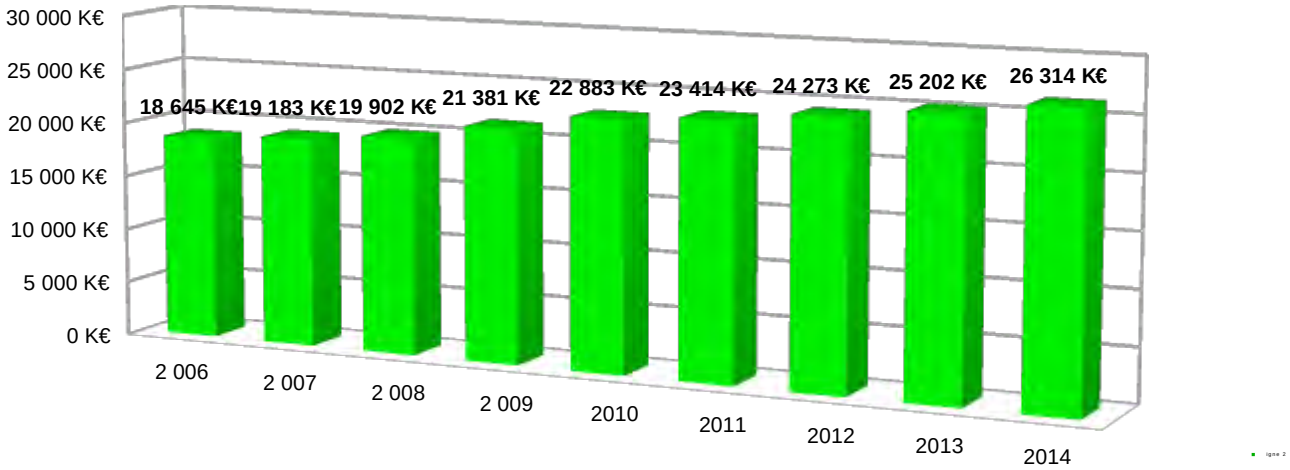
La fiscalité directe : 26 062 K€

	2011	2012	2013	2014
TAXES FONCIERES	14 348 821	14 884 737	15 348 809	16 404 989
FNGIR	916 519	915 704	918 061	918 061
DCRTP	1 191 081	1 221 963	1 183 791	1 183 791
CVAE	3 913 654	3 966 205	4 377 482	4 305 515
IFER	399 003	456 391	464 030	465 494
PART ETAT TSCA	2 348 141	2 620 163	2 657 532	2 784 281
TOTAL :	23 117 219	24 065 163	24 949 705	26 062 131
PART ETAT DMTO	251 967	251 967	251 967	251 967

À noter que depuis 2011, le Conseil général ne vote plus que le taux de la taxe foncière sur les propriétés bâties. Une augmentation de 1 % du taux de la taxe foncière sur les propriétés bâties représentait en 2014 une augmentation du produit fiscal de 164 050 €, contre 153 488 € en 2013. Il s'élèvera en 2015 à un montant de 168 916 € (sur la base prévisionnelle 2015).

Par ailleurs, pour information, les bases fiscales liées à la taxe foncière sur les propriétés bâties ont évolué de +12,74 % entre 2011 et 2014.

Évolution du produit fiscal réellement perçu (part État DMTO incluse)
Année 2006 à 2014 -



À noter qu'en 2014, l'Assemblée Départementale s'est prononcée en faveur de l'augmentation du taux de la taxe foncière le passant de 19,36 % à 19,94 %, augmentation correspondant aux engagements pris dans le cadre de la convention signée avec l'État en 2013 pour la mise en œuvre de la 2ème part du fonds de soutien aux départements en difficultés.

Le Dispositif de Compensation Péréquée (DCP) : 4 378 K€

Deux nouveaux outils ont été créés par la loi de finances de 2014 :

Frais de gestion de la taxe sur le foncier bâti :

L'article 26 de la Loi de finances 2014 dans le premier volet de la mise en œuvre du pacte de confiance et de responsabilité État-Collectivités locales dans sa dimension relative au financement des trois **allocations individuelles de solidarité (AIS)**, a prévu le transfert aux départements des frais de gestion de la taxe foncière sur le bâti.

Ces frais de gestion correspondent à un taux de 3 % soit :

- 2 % au titre des frais de dégrèvement et de non-valeurs,
- 1 % pour les frais d'assiette et de recouvrement.

La somme ainsi levée soit 827 M€ est répartie entre les départements afin d'améliorer le financement des trois AIS sur la base de deux parts :

- 70 % soit 578,9 M€ sont distribués sur la base de la part du reste à charge total du département dans le reste à charge total national ;

- 30 % soit 248,1 M€ sont distribués en fonction d'un indice synthétique de ressources et de charges qui s'avère être celui utilisé pour répartir la première section du fonds de soutien de l'article 48 de la LFR 2012 soit la somme de :
    - la part des bénéficiaires de l'allocation personnalisée pour l'autonomie (APA pondérée par 0,3) ;
    - la part des bénéficiaires de la prestation de compensation du handicap (PCH) et de l'attribution de compensation pour tierce personne (ACTP pondéré par 0,2) ;
    - la part des bénéficiaires du revenu de solidarité active (pour la partie « socle », RSA, pondérée par 0,2) ;
    - du ratio revenu par habitant de l'ensemble des départements sur revenu par habitant du département (pondéré par 0,3).

La somme des deux reversements ainsi obtenue est ensuite pondérée par le ratio du revenu par habitant de l'ensemble des départements sur le revenu par habitant du département.

Au titre de l'année 2014, le Département de la Lozère a perçu un montant de 4 377 887 €.

Relèvement du taux des DMTO

En complément de l'aide pérenne versée au titre de la DCP, l'article 77 de la LFI 2014 a ouvert la faculté pour les conseils départementaux de relever le plafond des droits de mutation à titre onéreux (DMTO) de 3,8 % à 4,5 %.

Cette augmentation du taux a été votée le 31 janvier pour une application au 1er mars 2014 et ce pour une durée de deux ans, soit jusqu'en 2016 (cf. paragraphe suivant).

E - La fiscalité indirecte classique : 8 177 K€

Elle représente 7,07 % du budget de fonctionnement pour un montant total de 8 177 K€, soit une augmentation de + 4,16 % par rapport à 2013 (7 163 K€).

Elle comprend :

E.1 - Les droits et taxes départementaux d'enregistrement et taxe additionnelle : 4 305 K€

La taxe départementale de publicité foncière ou droit départemental d'enregistrement sur les mutations d'immeubles est un impôt perçu par les départements sur les ventes et sur tous les actes civils et judiciaires translatifs de propriété ou d'usufruit de biens immeubles à titre onéreux.

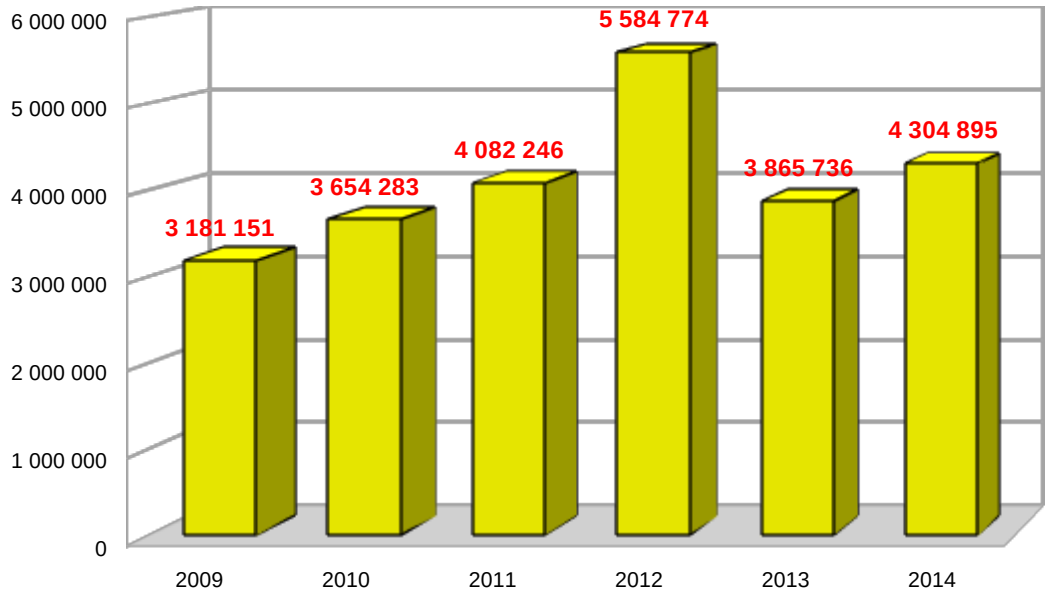
Évolution des droits d'enregistrement :

	2009	2010	2011	2012	2013	2014
TOTAL Droits enregistrement Taxe foncière + TADE	3 181 150,63 €	3 654 282,93 €	4 082 245,56 €	5 584 773,77 €	3 865 735,57 €	4 304 895,33 €
Evolution année n/n-1	-23,77%	14,87%	11,71%	36,81%	-30,78%	11,36%
Evolution 2009/2014	35,33%					

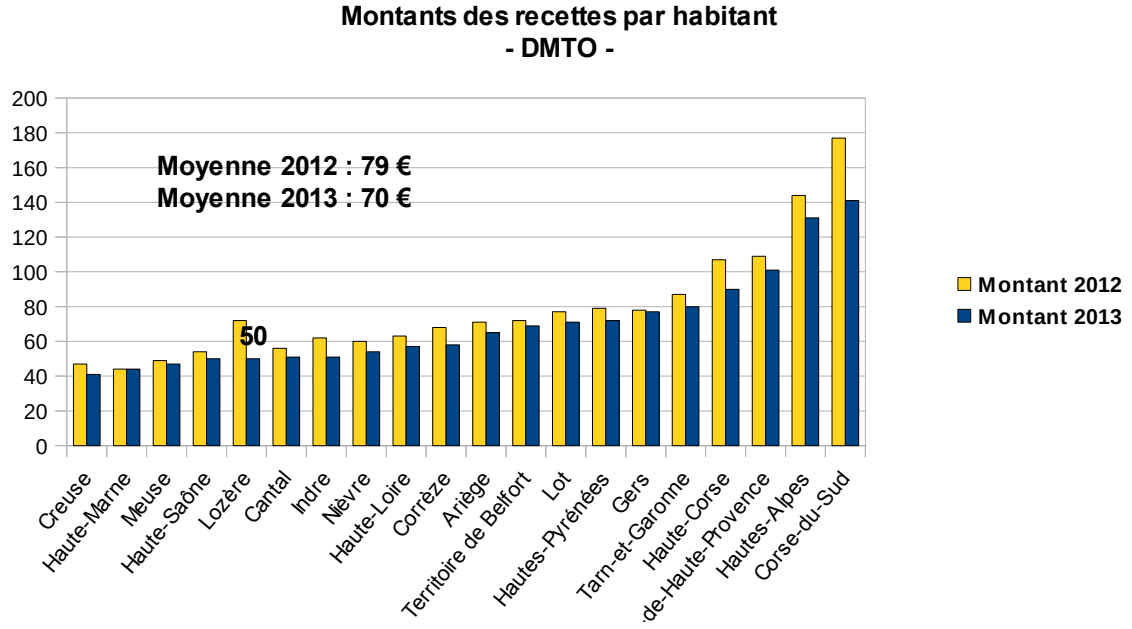
Après la chute des droits de mutation perçu en 2009, la hausse entamée en 2010 s'est confirmée en 2011 pour atteindre un niveau record en 2012 dû à la conjonction de différents évènements (réforme de la fiscalité sur les plus-values, opérations exceptionnelles comme Arcelor, report…).

En 2014, le niveau d'encaissement atteint 4 305 K€, soit une hausse de +11,36 % par rapport à 2013 et reste au-dessus des années antérieures hors 2012 (+ 35,33 % par rapport à 2009), progression en grande partie due à l'augmentation du taux porté à 4,5 % au lieu de 3,8 %.

Évolution des droits de mutations à titre onéreux :



Les droits de mutation à titre onéreux représentaient en 2013 un montant de 50 € par habitant, contre 72 € en 2012. La moyenne pour les départements métropolitains de moins de 250 000 habitants se situe quant à elle à 70 € par habitant en 2013 contre 79 € en 2010 (à noter cependant le caractère exceptionnel de l'année 2012).



E.2 - Le Fonds départemental de péréquation des DMTO : 2 455 K€

La péréquation :1 872 K€

Les ressources de ce fonds sont réparties, chaque année, entre les départements dont le potentiel financier par habitant est inférieur à la moyenne des potentiels financiers par habitant de l'ensemble des départements, de la manière suivante :

- pour 1/3 au prorata du rapport entre le potentiel financier par habitant de l'ensemble des départements et le potentiel financier par habitant du département ;
- pour 1/3 au prorata du rapport entre le potentiel financier par habitant de l'ensemble des départements et le potentiel financier par habitant du département, multiplié par la population du département ;
- pour 1/3 au prorata du rapport entre le montant par habitant des droits de mutation à titre onéreux perçus par l'ensemble des départements et le montant par habitant de ces mêmes droits perçu par le département.

L'introduction du critère du revenu par habitant au niveau de l'éligibilité et de la population au niveau de la répartition a pénalisé les départements ruraux mais a également réduit l'effet péréquateur visant à diminuer les écarts de richesse.

Le Département a perçu au titre de ce fonds un montant de 1 872 187 € pour 2014.

Le fonds de solidarité :583 K€

Par ailleurs, dans le cadre de la loi de finances pour 2014 qui met en œuvre les conclusions du Pacte de confiance et de responsabilité établi entre l'État et les collectivités territoriales, il a été décidé la mise en place d'un fonds de solidarité alimenté par un prélèvement correspondant à 0,35 % des bases des droits de mutation à titre onéreux (DMTO) des départements en 2013 (827 millions d'euros).

La répartition de ce prélèvement de solidarité comprend une part compensation à hauteur de 70% en fonction des restes à charge par habitant de chaque département au titre des allocations individuelles de solidarité et une part péréquation calculée selon un indice synthétique comprenant le nombre de bénéficiaires du RSA (20 %), de l'APA (30 %), de la PCH (20 %) et le revenu moyen par habitant (30 %).

En 2014, le département de la Lozère a perçu au titre de ce fonds de solidarité un montant de 582 940 € pour un écrêtement à hauteur de 314 425 €, **soit une recette réelle de seulement 268 515 €.**

	2011	2012	2013	2014
Fonds péréquation DMTO	5 241 754,00 €	5 411 352,00 €	1 989 957,00 €	1 872 187,00 €
Fonds solidarité				582 940,00 €
TOTAL	**5 241 754,00 €**	**5 411 352,00 €**	**1 989 957,00 €**	**2 455 127,00 €**
Evolution année n/n-1		3,24%	-63,23%	23,38%
Evolution 2011/2014	-53,16%			

La baisse constatée entre 2012 et 2013 (-3,421 M€) a résulté de l'introduction de deux nouveaux critères défavorables au Département :

- - un concernant l'éligibilité : le revenu par hab.
- - un concernant la répartition : la pondération par la population défavorisant ainsi grandement les départements ruraux.

La perte qui en résulte a été en 2013 de -3,421 M€ et de -3,539 M€ en 2014, soit une perte cumulée de 6,96 M€.
Le Fonds de solidarité crée par la loi de finance de 2014 est donc loin de compenser le manque à gagner.

E.3 - Le Fonds départemental de péréquation CVAE : 224 K€

Les ressources du fonds sont réparties au bénéfice de la moitié des départements de métropole classés en fonction décroissante d'un indice synthétique de ressources et de charges, ainsi que de tous les départements d'outre-mer. Cet indice est constitué de quatre critères :

- - le potentiel financier par habitant,
- - le revenu par habitant,
- - la proportion de personnes âgées de plus de 75 ans dans le département,
- - la proportion de bénéficiaires du RSA dans le département.

Le montant perçu en 2014 est de 223 651 € à un niveau équivalent de 2013 : 226 961 €.

E.4 - La taxe sur l'électricité : 983 K€

Elle est une taxe facultative assise sur la consommation d'électricité et mise en recouvrement par les distributeurs (EDF, GDF, POWEO, ENERCOP, etc) puis reversée au Département.

Cette recette propre du Conseil départemental fait l'objet pour partie de reversements annuels auprès du SDEE et de la Commune de Mende par le biais de conventions intervenues entre les parties (la convention avec la commune de Mende a pris fin au 31/12/2013).

	2009	2010	2011	2012	2013	2014
RECETTES PERCUES	810 112 €	851 158 €	878 389 €	926 159 €	998 508 €	982 695 €
VERSEMENTS A LA COMMUNE DE MENDE	96 787 €	99 104 €	99 498 €	107 071 €	113 605 €	0 €
VERSEMENTS SDEE	427 000 €	427 000 €	427 000 €	427 000 €	427 000 €	427 000 €
TOTAL DEPENSES	523 787 €	526 104 €	526 498 €	534 071 €	540 605 €	427 000 €

E.5 - La taxe d'aménagement : 203 K€

Depuis le 1er janvier 2012, il n'existe plus qu'une seule taxe d'aménagement dans laquelle sont fondues toutes les taxes d'urbanismes existantes dont la taxe départementale pour le financement des CAUE et la taxe départementale pour les espaces naturels sensibles. Son assiette est plus large en réintégrant toutes les surfaces de planchers, des combles et sous-sols au delà de 1,80 m et en n'excluant plus les surfaces aménagées en vue du stationnement des véhicules (cf. délibération n°CG_11_5113 du 17 octobre 2011).

Lors de sa séance du 17 octobre 2011, le Conseil Général a institué sur l'ensemble du territoire départemental la taxe d'aménagement au taux de 0,6 %.

Ce taux a été porté à 1% par délibération en date du 31 octobre 2013. Il se répartit comme suit :

- - financement des espaces naturels sensibles : 0,4%
- - financement du conseil d'urbanisme et d'environnement (CAUE) : 0,6 %

Les recettes perçues au titre de la taxe d'aménagement évoluent de la manière suivante :

	2012	2013	2014
Taxe Urbanisme	100 033,00 €	25 647,00 €	
Taxe Aménagement		48 861,87 €	203 166,47 €
TOTAL	**100 033,00 €**	**74 508,87 €**	**203 166,47 €**

E.6 - Les autres taxes : 7 K€

Elles atteignent quant à elles un montant de 7 040,02 € correspondant aux redevances proportionnelles sur l'énergie produite par les usines hydroélectriques.

F - Autres recettes : 5 247 K€

Elles représentent 4,54 % du budget de fonctionnement pour un montant de 5 247 K€, en diminution par rapport à 2013 : 7 408 K€ (-29,2 %)

Elles comprennent les participations versées par l'Europe, l'État, la Région, mais aussi les autres recettes diverses telles que les recouvrements de dépenses sociales, les participations des communes aux transports, le FARPI.

F.1 - Les anciens fonds académiques de rémunérations des personnels d'internat (FARPI) : 285 K€

Depuis le 1er janvier 2006, les régions et les départements perçoivent directement la participation des familles antérieurement versée aux FARPI, participation qui finance une partie de la rémunération des personnels techniciens, ouvriers et de service affectés aux services de restauration et d'internat (40 % environ).

Le Département a mis en place des conventions d'objectifs avec les Collèges qui fixent les modalités de reversement au Département. Le taux applicable fait l'objet d'une délibération annuelle.

Ces reversements évoluent de la manière suivante :

En €	2009	2010	2011	2012	2013	2014
FARPI	201 183	187 352	239 866	311 771	267 673	284 961

Le montant indiqué correspond au montant perçu. En réalité, à partir de 2011, le paiement du dernier trimestre intervient en début d'année suivante. Si on réintègre ces sommes sur l'année de gestion, le montant de la recette FARPI est le suivant :

En €	2011	2012	2013	2014
FARPI	295 074	297 895	303 675	299 756

F.2 - Les transports : 739 K€

L'ensemble des recettes perçues au titre des transports s'élève à 738 647,22 € HT, dont 389 611,13 € au titre des participations des communes (53 %) et 349 036,09 € au titre des familles (47 %).

À noter que depuis le 1er janvier 2012, les transports scolaires sont soumis en dépenses et en recettes à la TVA (10%) qui est récupérée par la voie fiscale.

Toutes taxes comprises , le montant des recettes de transports scolaires 2014 s'élève à 805 933,22 € et augmentent de 5,09 % par rapport à l'année 2013 (766 919,74 €).

Le montant du crédit TVA concernant ce secteur s'élève en 2014 à 503 045 €.

F.3 - Recouvrements spécifiques : 1 840 K€

A titre d'information, je vous précise que les recouvrements sur dépenses d'aide sociale (recouvrements sur bénéficiaires, tiers-payants, successions, indus APA, RSA) s'élèvent en 2014 à 1 840 122,42 € contre 1 669 089,68 € en 2013.

F.4 - Autres : 2 383 K€

Les autres recettes d'un montant de 2 382 649,71 €, allouées au Département, correspondent notamment à des remboursements sur rémunérations et charges de personnels ainsi que des revenus des immeubles, ou produits exceptionnels divers.

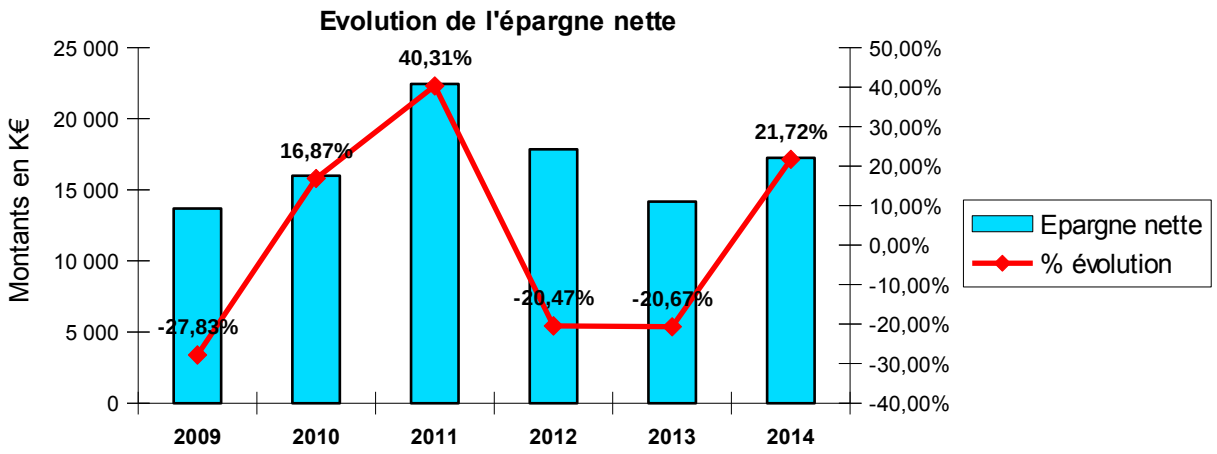
LA SECTION D'INVESTISSEMENT

L'épargne nette mesure l'épargne disponible pour l'équipement brut après financement des remboursements de la dette.

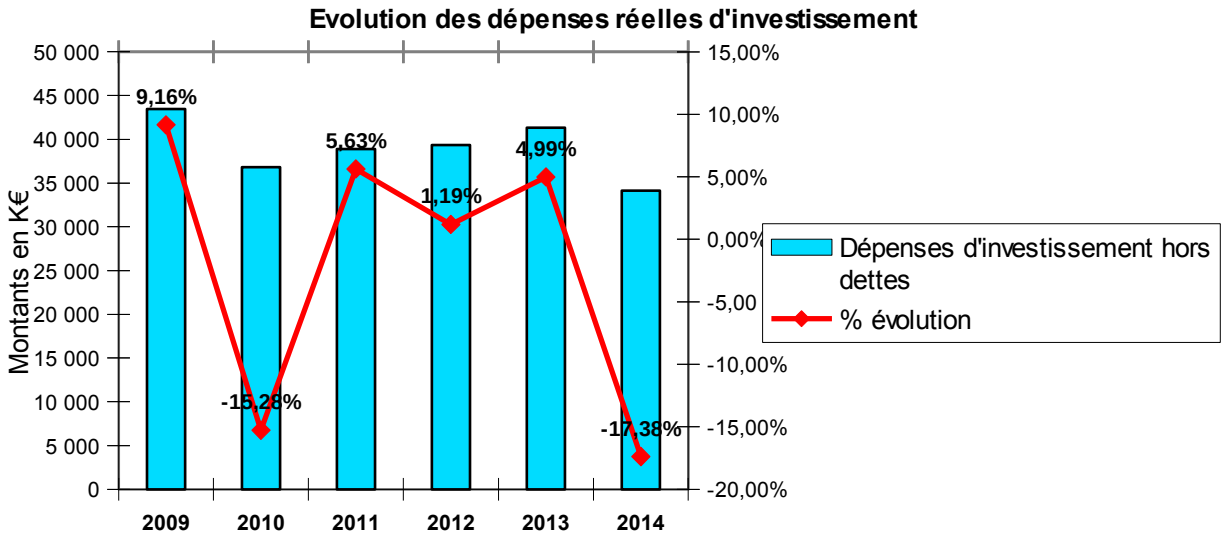
L'épargne nette d'un montant de 17 244 K€ en 2014 augmente de 21,72 % entre 2013 et 2014.

Cette évolution tient son explication dans la hausse de l'épargne brute de près de 4 K€, malgré l'augmentation du volume d'emprunts remboursés de près de 0,9 K€.

Le taux d'épargne nette de 13,7 % en 2009 atteint 14,9 % en 2014. Il était de 12,73 % en 2013.



Les dépenses d'investissement (hors dettes) ont diminué quant à elles entre 2009 et 2014 de - 21,46 % (- 17,38 % entre 2013 et 2014) pour atteindre 34 138 K€.



ÉVOLUTION DES DÉPENSES RÉELLES D'INVESTISSEMENT

Les taux d'exécution des dépenses réelles d'investissement (hors remboursements sur emprunts revolving), se situent à 80,81 % en 2014 contre 89,23 % en 2013.

	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Montant des dépenses d'investissement réelles en K€ hors ligne d'emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie	44 040	38 192	40 398	41 097	43 614	37 326
Taux d'exécution dépenses réelles d'investissement	81,93%	79,20%	75,87%	76,97%	89,23%	80,81%
Taux d'exécution dépenses réelles d'investissement hors annulations	**78,16%**	**77,90%**	**74,52%**	**71,05%**	**79,85%**	**80,69%**

Le montant des dépenses réelles d'investissement (remboursements d'emprunts inclus) se répartit comme suit :

par direction :

Investissement	Total consommé 2013	Total consommé 2014	% évolution
DFB	17 904 529	16 097 688	-10,09%
DAG-SIT	666 387	627 082	-5,90%
DAG-BMG	94 254	79 436	-15,72%
DATE	12 722 092	12 744 695	0,18%
DEAE	3 238 711	2 430 073	-24,97%
DSD	2 598 706	1 492 404	-42,57%
DTICP	1 887 264	2 045 369	8,38%
DESC	860 524	438 043	-49,10%
ARCHIVES	47 097	49 989	6,14%
BDP	29 485	5 707	-80,64%
DRTB (routes + bâtiments + transports)	17 106 115	13 164 574	-23,04%
SMPC	58 382	38 694	-33,72%
SDIS	0	200 000	
TOTAL	57 213 546	49 413 754	-13,63%

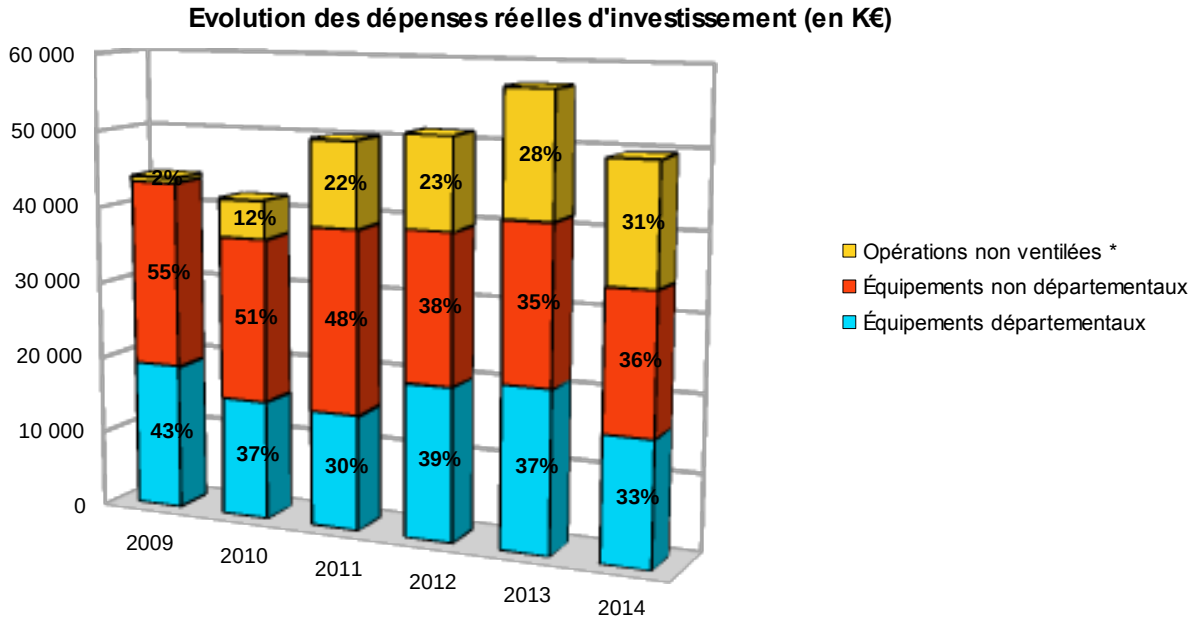
par nature d'investissements :

	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Équipements départementaux	19 103	15 512	15 043	19 944	21 019	16 144
Équipements non départementaux	24 181	21 215	23 769	19 369	20 252	17 924
Opérations non ventilées*	755	4 964	11 085	11 784	15 943	15 346
TOTAL	44 040	41 691	49 897	51 097	57 214	49 414

* Dettes, opérations patrimoniales, …

En volume, les montants investis (hors opérations non ventilées) ont baissé de – 21,29 % (–12,20 % dettes comprises) entre 2009 et 2014, et de – 17,45 % entre 2013 et 2014 pour atteindre un montant de 34 068 K€.

En 2014, les équipements non départementaux représentent 53 % du total de la section d'investissement (en dépenses réelles hors opérations non ventilées) contre 47 % pour les équipements directs, soulignant l'implication importante du Département dans le tissu économique local de par ses différents programmes d'accompagnement.

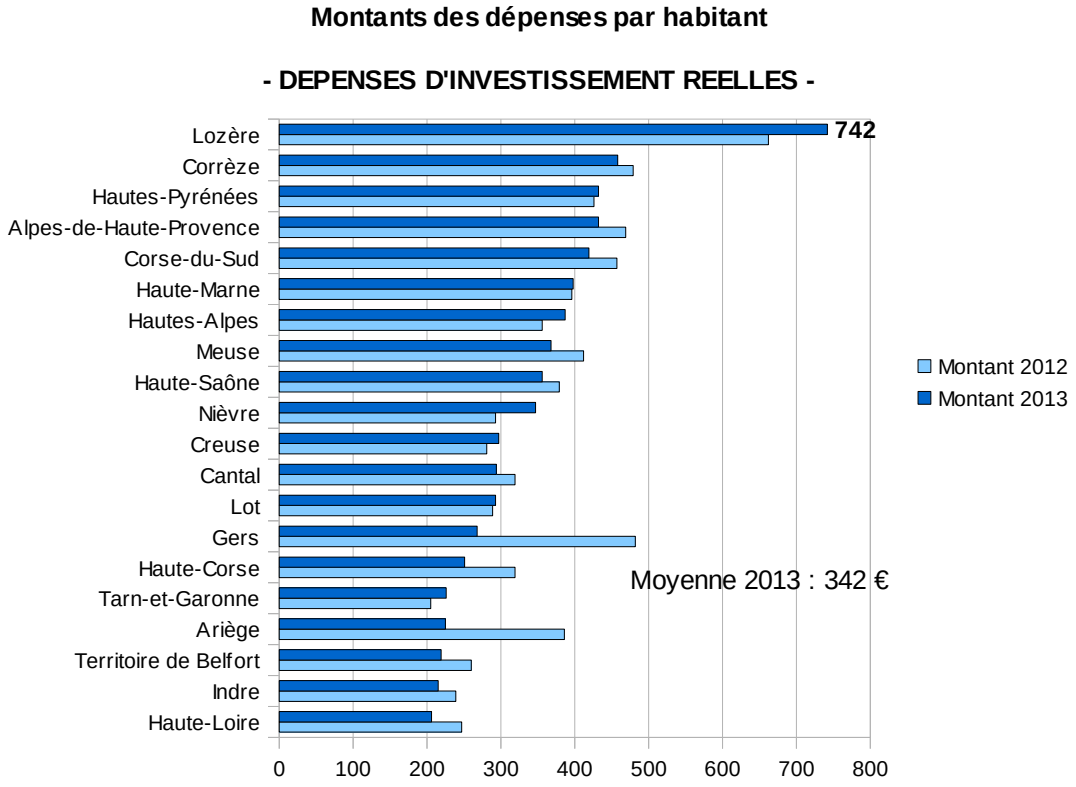


** dettes, opérations patrimoniales,...*

A noter la part grandissante des opérations non ventilées du fait de l'augmentation du capital annuel de l'emprunt remboursé.

Sur la base du compte administratif 2013, la Lozère a investi un montant de 742 € par habitant contre 342 € par habitant en moyenne pour les départements métropolitains de la même strate. (641 € en 2014).

Le montant moyen par habitant des dépenses d'investissement des départements de moins de 250 000 hab a diminué de – 7,11 % entre 2012 et 2013, celles du département de la Lozère progressant de + 12,08 % sur la même période, mais diminuant de 13,61 % entre 2013 et 2014 (soit une baisse sur 2 ans qui reste très inférieure à celle des autres départements de la même strate).



Depuis le 1er janvier 2013, l'ensemble de la section d'investissement (hors opérations financières) est gérée en autorisations de programmes.

Au 31/12/14, le Conseil départemental disposait d'un stock d'autorisations de programmes (AP) de 100 178 K€ pour les années 2015 et suivantes.

Pour le budget principal, 34 138 K€ de crédits de paiement sur AP ont été consommés en 2014 sur un total de 41 500 K€ de crédits de paiement inscrits lors du BP et des différentes DM en 2014, d'où un ratio de capacité de couverture des AP de 2,93 années.

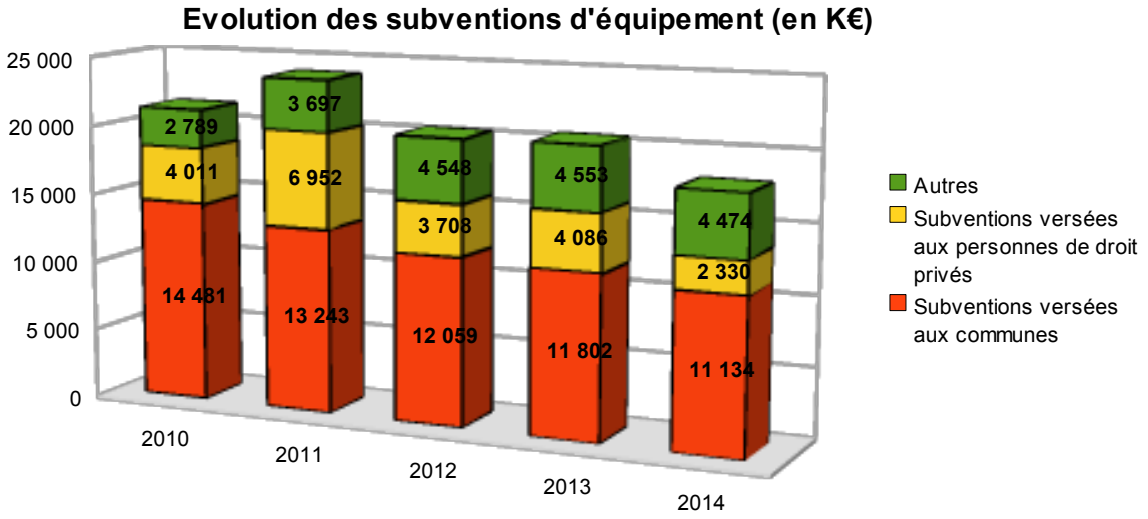
Ce ratio demeure inférieur à la durée de vie moyenne des AP, qui est de 3 ans. Il indique cependant que les trois exercices budgétaires futurs seront nécessaires pour financer les AP dans leur totalité.

A - Les subventions d'équipement

	2010	2011	2012	2013	2014	% d'évolution 2010-2014	% d'évolution 2013-2014
Montant total en K€ des subventions d'équipement	**21 281**	**23 892**	**20 315**	**20 441**	**17 938**	**-15,71%**	**-12,24%**
Subventions versées aux communes	14 481	13 243	12 059	11 802	11 134	**-23,11%**	**-5,66%**
Subventions versées aux personnes de droit privé	4 011	6 952	3 708	4 086	2 330	**-41,91%**	**-42,98%**
Autres	2 789	3 697	4 548	4 553	4 474	**60,42%**	**-1,74%**

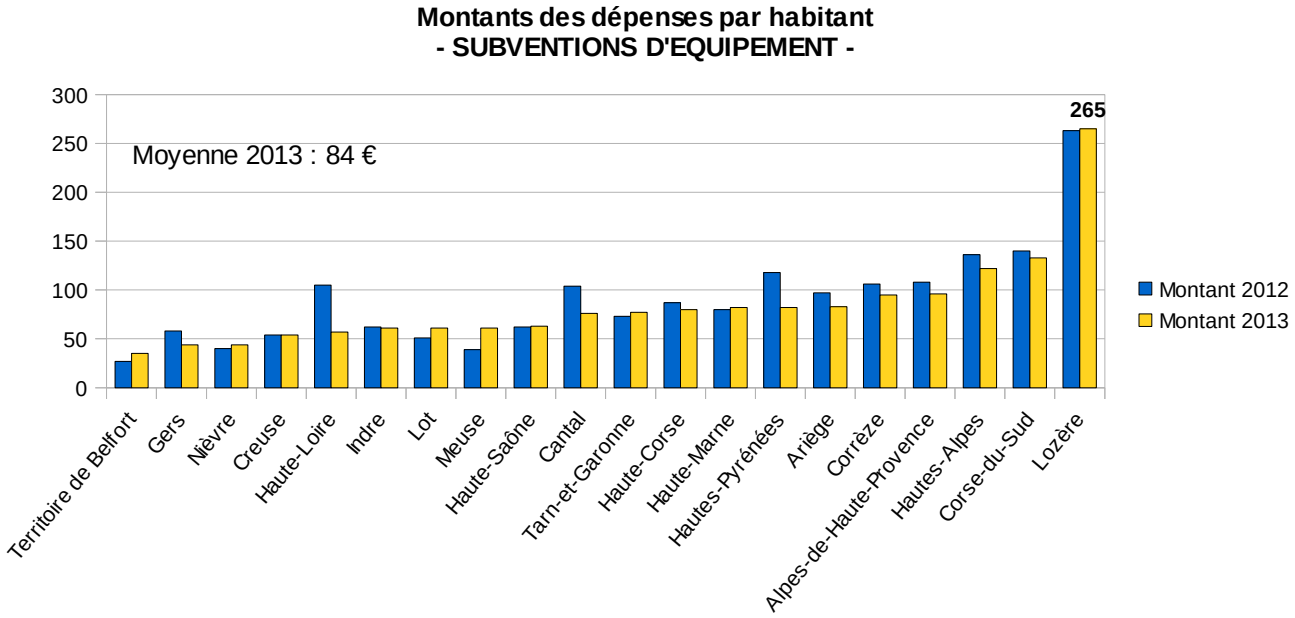
Les subventions d'équipement représentent en 2014, 48 % des dépenses réelles d'investissement hors emprunts revolving et 53 % des dépenses d'équipements départementaux et non départementaux. Depuis 2010, le montant total des subventions d'équipement a diminué de – 15,71 %. Après une hausse en volume de + 126 K€ entre 2012 et 2013, les subventions ont diminué de – 2 503 K€ entre 2013 et 2014.

Cette diminution qui concerne également les équipements départementaux s'explique principalement par la volonté de préserver la capacité d'endettement du Département et donc sa capacité future d'investissement.

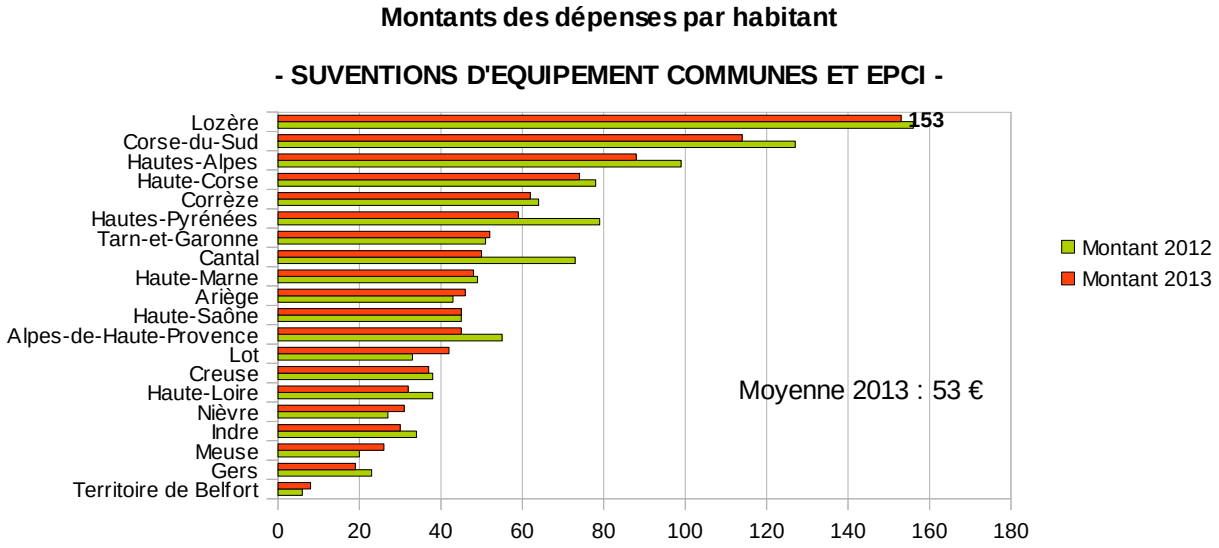


En moyenne, en 2012, les départements de moins de 250 000 habitants ont versé en subvention d'équipement 91 € par habitant. En 2013, cette moyenne par habitant passe à 84 € soit une diminution de – 7,69 %.

En 2013, 265 € par habitant de subvention d'équipement ont été versés par le Département, soit plus de trois fois la moyenne des départements de la même strate, confirmant la participation très importante du département dans le soutien à l'équipement (233 € en 2014).



Le département de la Lozère a versé en 2014, 144 € par habitant aux communes et EPCI sous forme de subventions à l'investissement soulignant la forte implication de celui-ci dans le tissu économique local. En 2013, la moyenne pour les départements de la même strate était de 53 €, contre 153 € pour le Département de la Lozère, soit trois fois moins que la Lozère.



Les investissements indirects d'un montant de 17 924 K€ se décomposent comme suit :

Direction de l'Aménagement et du Territoire : 12 707 K€

- - Loisirs aménagements villages → 3 157 K€
- - PED → 1 259 K€
- - Autres réseaux de voirie → 736 K€
- - Développement touristique → 2 135 K€
- - SDEE → 1 768 K€
- - Industrie, commerce et artisanat → 577 K€
- - Patrimoine → 893 K€
- - Ecoles Primaires → 713 K€
- - Autres actions diverses → 848 K€
- - Logement → 396 K€
- - Habitats jeunes agriculteurs → 167 K€
- - Bois – Energie → 58 K€

Direction de l'Eau, de l'Agriculture et de l'Environnement : 2 302 K€

- - Eau & Assainissement → 1 589 K€
- - Agriculture → 317 K€
- - Déchets → 178 K€
- - Actions en faveur du milieu naturel → 139 K€
- - Défenses des forêts contre l'incendie → 54 K€
- - Améliorations foncières → 25 K€

Direction des Technologies, de l'Information, de la Communication et Prospective : 107 K€

- - Très haut débit → 107 K€

Direction de la Solidarité Départementale: 1 492 K€

- - Travaux Maisons de retraite → 1 422 K€
- - Autres actions sociales → 70 K€

Autres : 369 K€

- - Collèges → 243 K€

- Patrimoine culturel → 32 K€
- Équipements sportifs → 35 K€
- Lycées→ 52 K€
- Bibliothèques → 5 K€
- Ecoles primaires → 2 K€

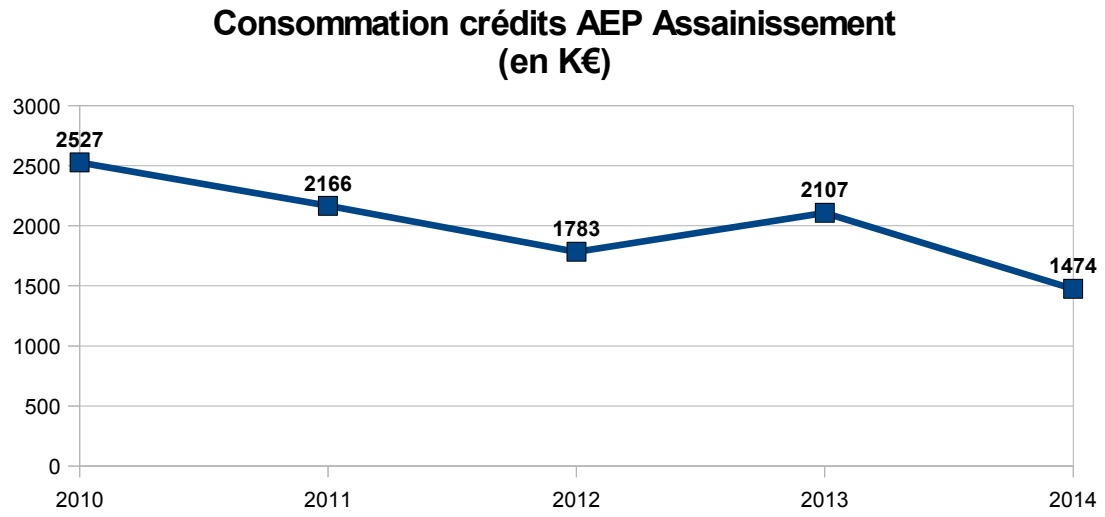
Direction des Finances : 747 K€

- Taxe d'électrification : SDEE → 427 K€
- Abattoir du Gévaudan → 320 K€

SDIS : 200 K€

Direction de l'Eau, de l'Agriculture et de l'Environnement

La consommation des crédits de paiement concernant l'AEP Assainissement a diminué de - 30,04 % entre 2013 et 2014.



Le nombre de dossiers traités de 2010 à 2014 se décompose de la manière suivante :

	2010	2011	2012	2013	2014
ASSAINISSEMENT	**20**	**12**	**12**	**12**	**10**
Nombre de stations d'épuration réhabilitées	11	7	8	7	3
Nombre de réseaux réhabilités	6	5	2	3	2
Créations SPANC				2	2
Nombre d'opérations de réhabilitation d'ANC aidées					1
Nombre de stations d'épuration créées	3		2	0	2
AEP	**36**	**33**	**36**	**29**	**49**
Nombre de procédures de régularisation	9	12	7	8	24
Nombre de d'opérations de travaux de protection	5	4	8	2	7
Nombre de traitements de potabilisation	5	5	5	2	
Nombre de scénarios structurants du SDDAEP	0	1	1	0	3
Nombre d'opérations de mobilisation de la ressource en eau ou de sécurisation	6	2	4	1	1
Équipements de gestion (compteurs, télégestion)	4	6	6	3	6
Nombre de réseaux fuyards réhabilités	1	3	4	9	6
Autres	6	0	1	4	2
ETUDES	**8**	**9**	**4**	**2**	**3**
AUTRES	**7**	**6**	**5**	**1**	**4**
Nombre d'aide à la structuration intercommunale					1
Nombre de créations de réseaux AEP/assainissement	7	6	5	1	3
TOTAL	**71**	**60**	**57**	**44**	**66**

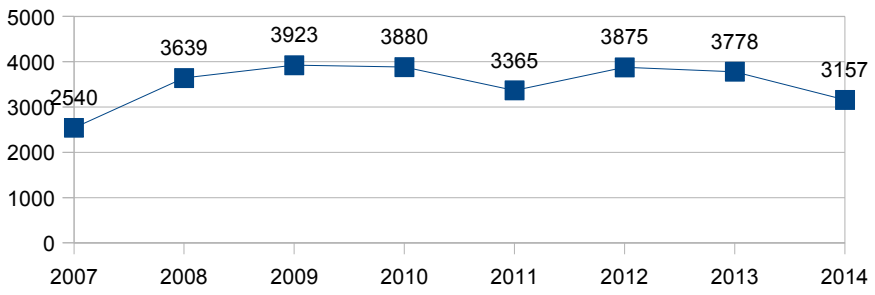
Il est à noter une inversion par rapport à la tendance antérieure de baisse du nombre de dossiers et notamment par rapport à 2013, dans le domaine de l'Eau Potable qui s'explique, pour l'essentiel, par l'accroissement du nombre de procédures de régularisation administrative de captages.

Cette situation découle d'une part du transfert de la mission d'assistance technique préalablement exercée par la SAFER au SATEP, qui a permis de déposer des demandes d'aides non transmises par la SAFER, et d'autre part des modifications des modalités de financement de l'Agence de l'Eau Adour Garonne.

Direction de l'Aménagement du Territoire et de l'Economie

Les subventions aux communes concernant les Loisirs et Aménagements de Villages enregistrent une baisse entre 2013 et 2014 de – 16,44 %.

Consommation crédits (en K€)



Ce programme a fait l'objet d'un effort important entre 2007 et 2013, progressant ainsi de 48,74 % sur cette période.

Sur l'année 2014, 3 157 283 € de crédits de paiement ont été consommés au titre de l'AP « Loisirs, aménagements de villages et équipements des communes » et ont concerné principalement :

- l'aménagement, la construction ou la mise aux normes de bâtiments communaux (mairie, garages, salles, etc….) : 42 bâtiments ont été financés pour un total de 1 149 746 €,
- l'aménagement de places, des centres bourgs, des traversées d'agglomération et de parkings : 41 communes ont bénéficié d'une aide pour un total de 1 690 207 €.

Le solde de 317 330 € a concerné le financement :

- des programmes d'équipement de l'ensemble des foyers ruraux du Département et des centres de vacances de la Fédération des Œuvres Laïques de la Lozère,
- l'embellissement de divers hameaux (enfouissement des réseaux électriques et téléphoniques, réfection de murs, espaces verts, espaces culturels...) : 5 communes ont été concernées,
- l'aménagement de deux skates parks, de deux courts de tennis couverts, d'un stade et de divers petits équipements sportifs,
- la réfection de sept ouvrages d'art sur la voirie communale.

A noter, sur l'année 2014, 686 121 € de crédits de paiement ont été consommés dans le cadre de l'autorisation de programme « Patrimoine » au titre de :

- l'aménagement ou la restauration d'édifices non classés ou inscrits dans 19 communes. Ces aides ont concerné 16 églises, 3 tours, 1 temple, 1 château, pour un total de 411 515 €,
- la restauration du petit patrimoine rural de 20 communes (19 fours, 2 fontaines, 1 calvaire, 2 moulins, 1 cadran solaire, 2 ponts et 1 pigeonnier), ainsi que la restauration de toitures sur des bâtiments classés, ou inscrits, ou se situant sur le site classé des Gorges du Tarn et de la Jonte, ou sur du patrimoine rural non protégé (11 particuliers concernés) pour un budget de 274 606 €.

B - Enseignement

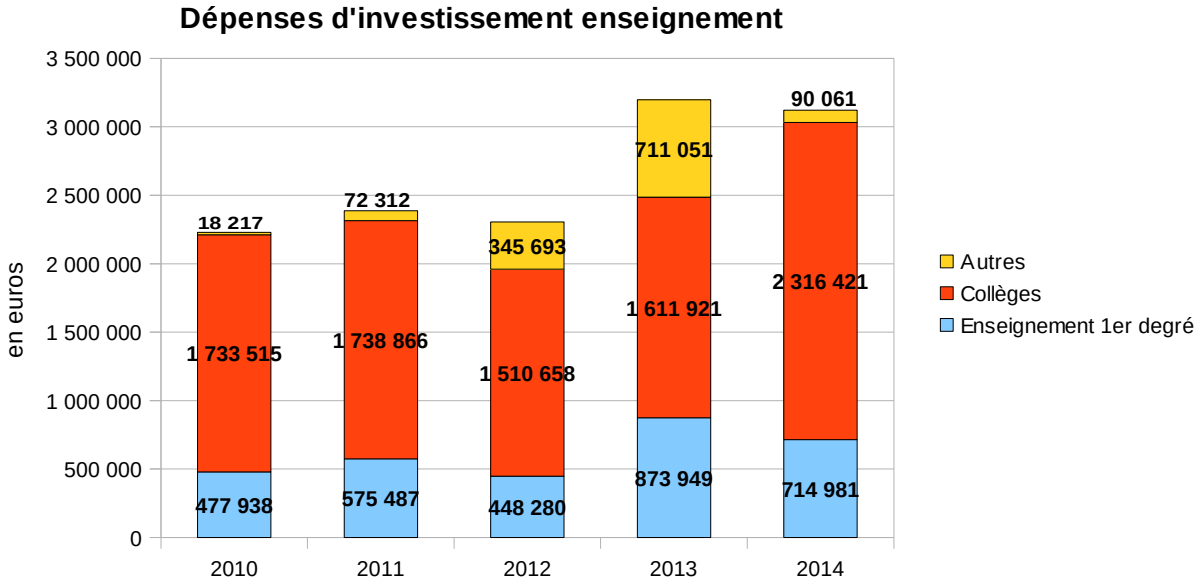
Les dépenses d'investissement liées à l'enseignement atteignent en 2014, 3 121 K€, en baisse de – 2,38 % par rapport à 2013.

74,21 % de ces investissements concernent les collèges du département pour un montant de 2 316 K€.

En €	2010	2011	2012	2013	2014
Enseignement 1er degré	477 938	575 487	448 280	873 949	714 981
Collèges	1 733 515	1 738 866	1 510 658	1 611 921	2 316 421
Autres	18 217	72 312	345 693	711 051	90 061
TOTAL	2 229 671	2 386 665	2 304 631	3 196 921	3 121 463

Les principaux nouveaux investissements réalisés ont été :

- - au titre des écoles primaires : subventions écoles de Banassac, Aumont Aubrac, Ste Enimie, Balsièges, St Martin de Lansuscle, Chanac, Ste Croix Vallée Française, Rieutort de Randon, Meyrueis, Le Malzieu Ville,
- - au titre des lycées : subvention convention Région travaux communs réfectoire lycée Chaptal et collège Henri Bourrillon à Mende,
- - au titre de l'enseignement supérieur : subvention antenne Sup Agro de Florac.



- - Concernant les collèges, il convient de distinguer les travaux, l'entretien et les équipements (mobiliers, matériel pédagogique..) effectués sur les collèges publics du département, des

subventions aux organismes de gestion de l'enseignement catholique (OGEC) pour des travaux de mise en sécurité et d'acquisition de matériel pédagogique pour les collèges privés sous contrat.

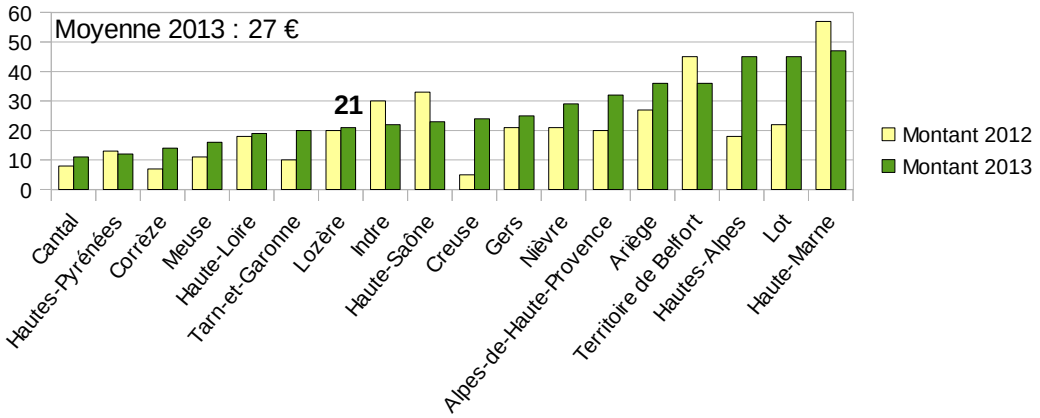
En €	2010	2011	2012	2013	2014
Collèges publics	1 512 839	1 560 916	1 315 255	1 377 913	2 091 343
Subventions OGEC	220 677	177 949	195 403	234 008	225 078
Total Collèges	1 733 516	1 738 866	1 510 658	1 611 921	2 316 421

Les principales dépenses (travaux, études et mobilier) concernant les collèges publics portent sur :

- - le début de la réhabilitation du collège Henri Gamala du Collet de Dèze (1,3 M€),
- - l'informatisation des collèges,
- - remplacement du SSI et adaptation des chassis aux collèges de Mende et de Ste Enimie,
- - rénovation des sanitaires des collèges de Saint Etienne Vallée Française et de Mende,
- - mise à niveau de système de désenfumage de l'internat du collège de Meyrueis,
- - travaux de rénovation thermique du collège de Saint Chély d'Apcher,
- - création accès handicapés aux collèges de Langogne et de Villefort,
- - matériel et mobilier pour les collèges de Mende, Langogne, Sainte Enimie, La Canourgue, Le Collet de Dèze, Le Bleymard, St Etienne Vallée Française, Vialas.

En 2013, le Conseil général a consacré environ 21€ par habitant d'investissement dans ses collèges (contre 20 € par habitant en 2012 et 23 € en 2011). En moyenne en 2012, les départements de la même strate ont investi 21 € par habitant dans les collèges départementaux, contre 23 € en 2011.

Montants des dépenses par habitant
- INVESTISSEMENT COLLEGES -
(hors Corse)



En 2012 une équipe mobile a été mise en place pour réaliser des travaux dans les collèges publics.

En 2014, l'activité de cette équipe, composée de cinq agents, représente 7 198 heures, réparties comme suit :

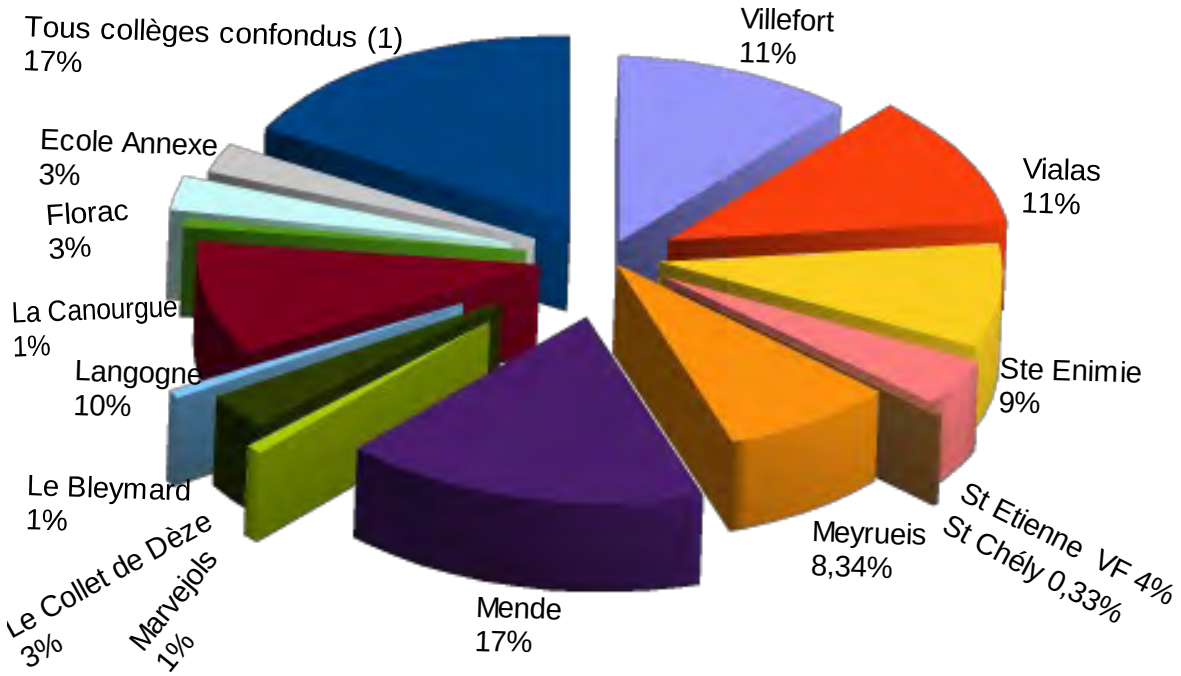
Collège	Nb Heures
Tous collèges confondus (1)	1255
Ecole Annexe	187
Florac	219
La Canourgue	59
Langogne	706
Le Bleymard	48
Le Collet de Dèze	227
Marvejols	60
Mende	1236
Meyrueis	600
St Chély	24
St Etienne Vallée Française	304
Ste Enimie	658
Vialas	809
Villefort	806
Total	**7198**

(1) Heures ne pouvant pas être attribuées à un seul collège : organisation de chantiers, achats de matériaux, réunions,....

ACTIVITES	Nb heures
Transport	1 059
Activités du chef d'équipe (2)	938
Électricité	452
Plomberie	377
Peinture	2 077
Revêtement de sols, Carrelage	640
Cloisonnement et plafonds	603
Travaux autres	787
Divers	265
Total	**7 198**

(2) Temps consacré aux tâches administratives : préparation de chantiers, devis, commandes gestion du personnel, achats de matériaux

REPARTITION DES HEURES PAR COLLEGE



C - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs

972 K€ ont été consacrés aux dépenses d'investissement culture, vie sociale, jeunesse et sports, soit un montant en hausse de 20 % par rapport à 2013.

Elles se répartissent comme suit :

En €	2010	2011	2012	2013	2014	% évolution 2013/2014
Activités artistiques	112 241					/
Patrimoine	786 939	738 496	986 805	626 615	779 275	24,36%
Bibliothèques, médiath.	8 697	6 062	7 201	32 509	5 707	-82,44%
Musées	26 846	480		2 492	3 000	20,39%
Archives	53 097	68 042	67 463	47 097	49 989	6,14%
Sports	54 266	37 956	47 920	34 626	34 672	0,13%
Jeunesse et loisirs	79 912	162 232	239 597	66 182	99 197	49,89%
TOTAL	1 121 998	1 013 268	1 348 986	809 521	971 840	20,05%

La plus forte progression en pourcentage concerne les dépenses Jeunesse et loisirs qui représentent 10,21 % des dépenses d'investissement pour un montant de 99 197 €, soit une hausse de + 49,89 % (+ 33 015 €).

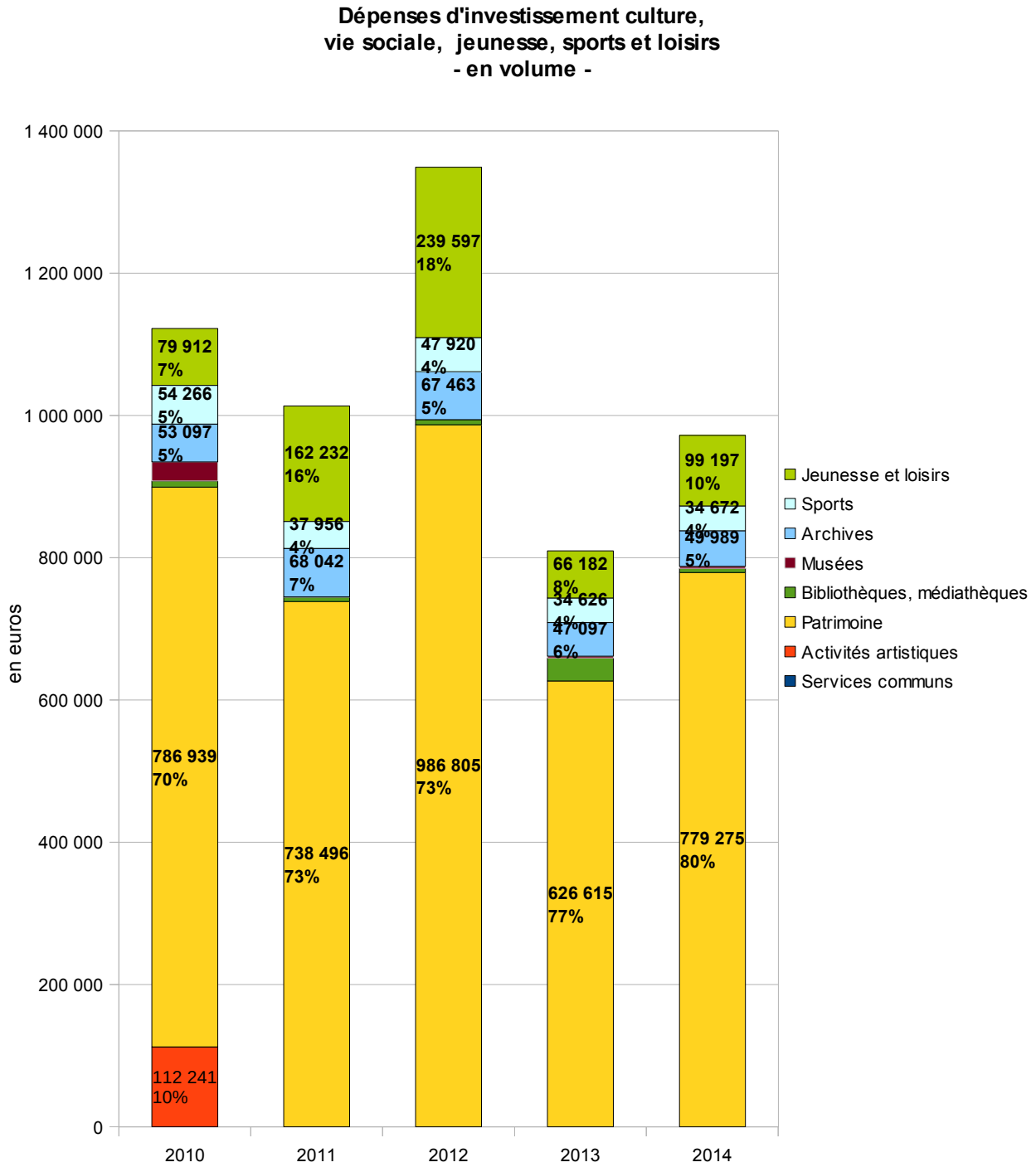
Cette augmentation de subventions versées en 2014 s'explique par l'extension de la crèche de Langogne et la construction de crèches à Marvejols et Villefort.

Les dépenses liées au patrimoine progressent de + 24,36 % et représentent en 2014, 80,19 % des dépenses d'investissement dans le domaine de la culture pour un montant de 779 275 € (152 660 € de plus qu'en 2013).

Elles recouvrent pour :

- 71 % les aides accordées dans le cadre des programmes « monuments historiques et patrimoine » permettant la restauration du patrimoine (réhabilitation de fours, fontaines, chapelles, églises, ponts, temples, châteaux...), en hausse de 26 240 € par rapport à 2013,
- 20 % les travaux de rénovation de l'égise Saint Flour du Pompidou, en hausse de 97 216 € par rapport à 2013,
- 9 % la rénovation des collections et oeuvres d'art du patrimoine des communes, en hausse de 32 197 € par rapport à 2013.

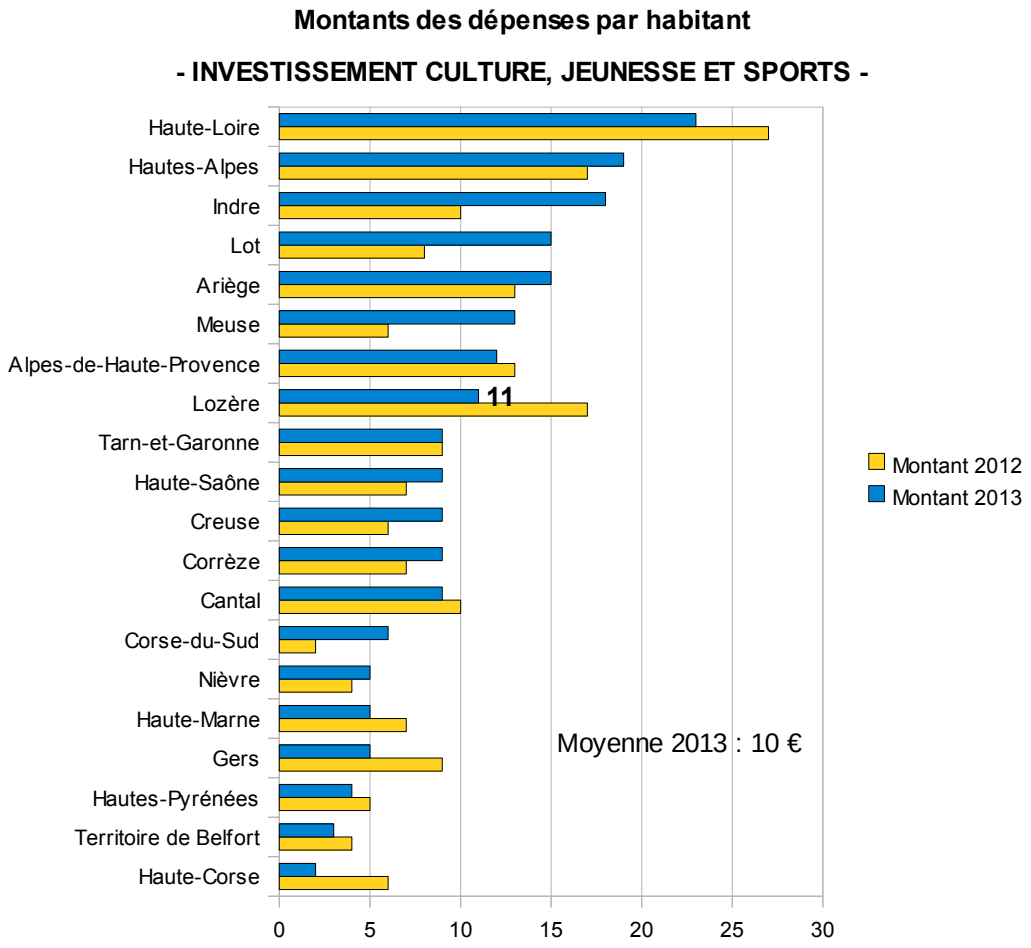
La plus forte baisse (- 82,44 %) liée aux aides pour les bibliothèques et médiathèques est due à la fin du versement de subventions pour l'aménagement et l'informatisation des bibliothèques municipales.


Dépenses d'investissement culture,
vie sociale, jeunesse, sports et loisirs
- en volume -
en euros
1 400 000
1 200 000
1 000 000
800 000
600 000
400 000
200 000
0
2010
2011
2012
2013
2014
79 912
7%
54 266
5%
53 097
5%
786 939
70%
112 241
10%
162 232
16%
37 956
4%
68 042
7%
738 496
73%
239 597
18%
47 920
4%
67 463
5%
986 805
73%
66 182
8%
34 626
4%
47 097
6%
626 615
77%
99 197
10%
34 672
4%
49 989
5%
779 275
80%
Jeunesse et loisirs
Sports
Archives
Musées
Bibliothèques, médiathèques
Patrimoine
Activités artistiques
Services communs

En 2014, 71,41 % des investissements de culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs ont été réalisés sous forme de subventions (694 K€) dont :

- 586 K€ au titre des communes et structures intercommunales, CCAS et organismes publiques divers (soit 84,44 % des subventions),
- 108 K€ au titre des associations ou clubs sportifs (soit 15,56 % des subventions).

En 2013, les départements de moins de 250 000 habitants ont consacré 10 € par habitant en investissement lié à la culture, la vie sociale, la jeunesse et les sports contre 11 € pour le département de la Lozère (13 € en 2014).



D - Action sociale

Les subventions allouées par la direction de la solidarité départementale concernent pour l'essentiel le programme de réhabilitation des Établissements d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes – EHPAD.

	2010	2011	2012	2013	2014
EHPAD	3 044 593	3 346 178	1 403 106	2 575 594	1 422 066

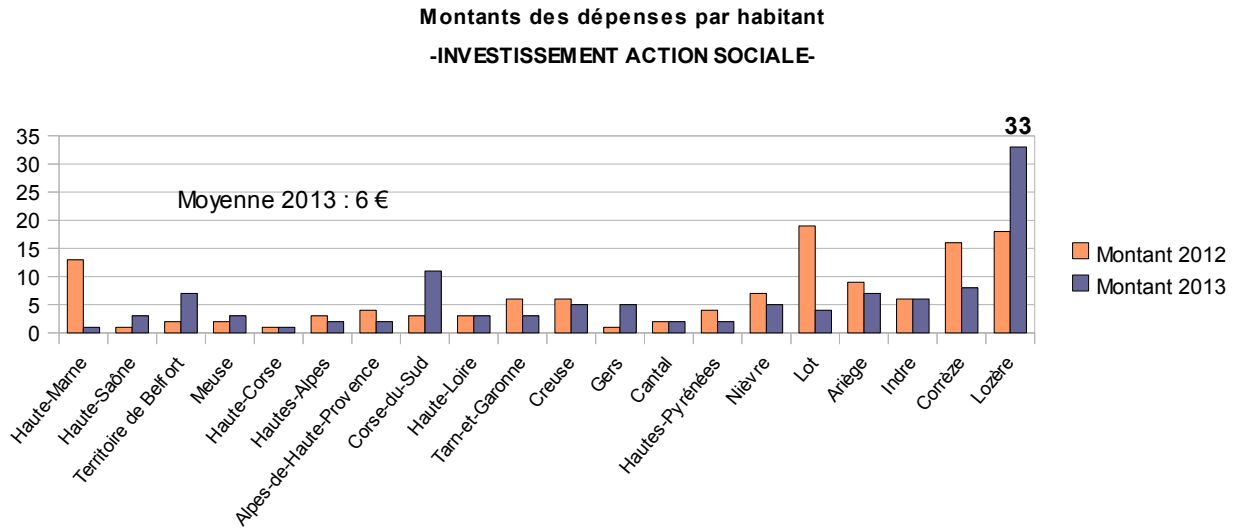
En 2014, 6 maisons de retraite ont vu leurs investissements subventionnés à hauteur de 40 % :

- - Maison de retraite l'Adoration à Mende : 212 K€,
- - EHPAD JB Ray à Marvejols : 547 K€,
- - EHPAD Résidence des Vallées à Villefort : 260 K€,
- - EHPAD de Luc : 29 K€,
- - EHPAD Hôpital de Langogne : 368 K€,
- - Maison de retraite d'Auroux : 6 K.

Ainsi depuis la mise en œuvre de ce programme, 27 établissements lozériens auront été aidés à hauteur de 27 M€, générant près de 120 M€ de travaux.

Par ailleurs, 70 K€ ont été consacrés à la création et/ou à l'aménagement de crèches et de centres de loisirs sans hébergement, actions portées par le service Enfance Famille. Ce montant correspond au solde de programmes comme Villefort ou aux tous premiers acomptes sur de grosses opérations comme à Langogne et Marvejols.

En 2014, le Conseil départemental de la Lozère a consacré 18 €/hab sur son budget d'investissement pour l'action sociale contre en 2013, 33 €/hab (soit 5,5 fois plus que la moyenne 2013 des départements métropolitains de moins de 250 000 habitants qui est de 6 €/hab).

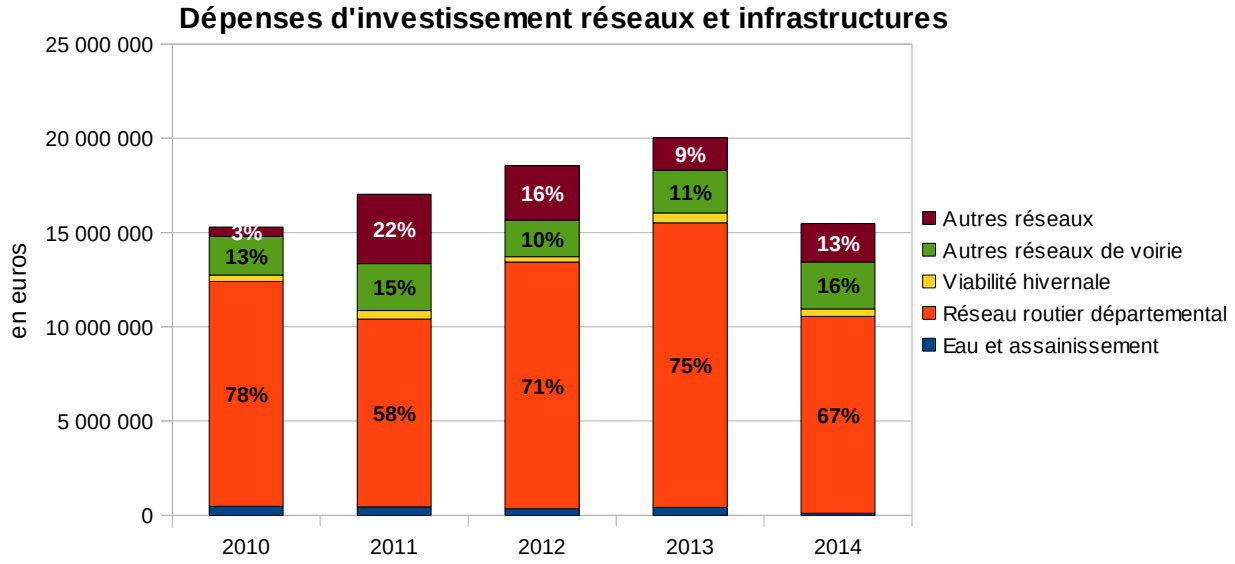


E - Réseaux et infrastructures

En 2014, plus de 31 % des dépenses réelles d'investissement du Département ont été consacrés aux réseaux et infrastructures. Ces dépenses sont en baisse de - 22,75 % (- 4 559 K€) par rapport à 2013. Les principales diminutions en 2014 concernent le réseau routier départemental dont les dépenses ont diminué de plus de 30 % entre 2013 et 2014, l'eau et l'assainissement (- 26,42 %) et la viabilité hivernale (- 24,39 %).

	2010	2011	2012	2013	2014
Eau et assainissement	480 543	451 277	343 520	412 352	108 956
Réseau routier départemental	11 920 454	9 957 642	13 099 817	15 100 918	10 436 297
Viabilité hivernale – matériel	347 565	458 703	276 655	522 561	395 101
Autres réseaux de voirie	2 045 642	2 484 714	1 938 869	2 275 559	2 504 044
Autres réseaux	492 143	3 683 138	2 891 974	1 722 598	2 030 094
TOTAL	**15 286 348**	**17 035 474**	**18 550 835**	**20 033 988**	**15 474 492**
% de la section d'investissement totale	36,67%	34,14%	36,30%	35,02%	31,32%

Les dépenses d'investissement sur le réseau routier départemental représentent 67,4 % des crédits consacrés aux réseaux et infrastructures. Les crédits budgétaires votés en 2014 s'élevaient à 13 506 489 €. Des retards dans les chantiers n'ont pas permis d'exécuter la totalité des crédits. 433 523 € ont été reportés et 99 000 € ont été annulés.



E.1 - Les investissements liés au réseau routier, à son entretien et à son exploitation :

Amélioration de la route

Les dépenses induites par les travaux d'amélioration (frais d'études, aménagements à vocation touristique et paysagère et travaux neufs) ont été de **2 426 052 €.**

Les crédits 2014 ont été exclusivement consacrés au réseau structurant :

- Fin des travaux de la tranche 1 de l'aménagement de la RD 906 entre Luc et Bouchatel,
- Poursuite des aménagements de la RD 806 avec la réalisation des terrassements au niveau du lieu-dit « Can de la Roche » (Lot1 section 1A),
- A l'automne, démarrage des travaux de la RD 907 bis au sud des Vignes entre les PR 2+700 et 5+200. Ces travaux constituent la 2ème tranche de l'aménagement entre la limite avec l'Aveyron et le Pas de Soucy.

Il convient d'ajouter à ces dépenses **170 108 €** de frais liés aux interventions de géomètres, d'acquisitions foncières et de frais notariés.

Entretien des 2 265 km de voirie départementale (chaussées et ouvrages d'art):

4 432 918 € de crédits d'investissement ont été mobilisés pour l'entretien des chaussées :

- 536 858 € de travaux urgents,
- 814 871 € de dépenses de réfection de chaussée liées aux projets en agglomération sous maîtrise d'ouvrage communale,
- 2 934 777 € pour les chantiers de renforcement et grosses réparations de chaussées sur les catégories 1A, 1B et 2A qui représentent un peu plus de la moitié des 2 265 kms du réseau routier.

  Cette enveloppe a permis de financer de nombreux chantiers dont les plus significatifs sont ceux de la RD3 sur le secteur de Saint Gal et Saint Amans, de la RD 900 sur les communes d'Antrenas et Saint Laurent de Muret, de la RD 806 au sud de Saint Amans, de la RD 983 sur le secteur de Sainte Croix et Moissac Vallée Française et de la RD 987 à l'est de Nasbinals.
- 146 412 € de travaux de sécurisation.

Par ailleurs **1 752 960 €** ont été mobilisés pour l'entretien des murs et ponts. Parmi les opérations phares financées sur ces programmes peuvent être cités la réhabilitation du pont métal de Cassagnas sur la RD 62, la réfection du pont neuf sur le Langouyrou à Langogne sur la RD 906, le remplacement du tablier du pont de la Bédaule sur la RD 12 à Fournels.

Exploitation de la route :

233 265 € ont été consacrés à l'acquisition de dispositifs de protection (en dehors des glissières financées sur opérations de travaux), de panneaux de signalisation et à l'abattage d'arbres en bordure du domaine public.

Entretien et acquisition de matériel

L'acquisition de véhicules (camions, véhicules utilitaires ou légers) pour les directions et services du Département a mobilisé en 2014 un budget de 839 138 € dont notamment 274 037 € de dépenses pour l'achat de 2 camions, l'un de 16 tonnes et l'autre de 19 tonnes, destinés à la viabilité hivernale.

Un montant de **283 511 €** a été consacré à l'acquisition de matériel technique dont 121 064 € pour du matériel lié à la viabilité hivernale (étraves, rabots et saleuses notamment).

Travaux réalisés dans les centres techniques du Conseil général (CTCG)

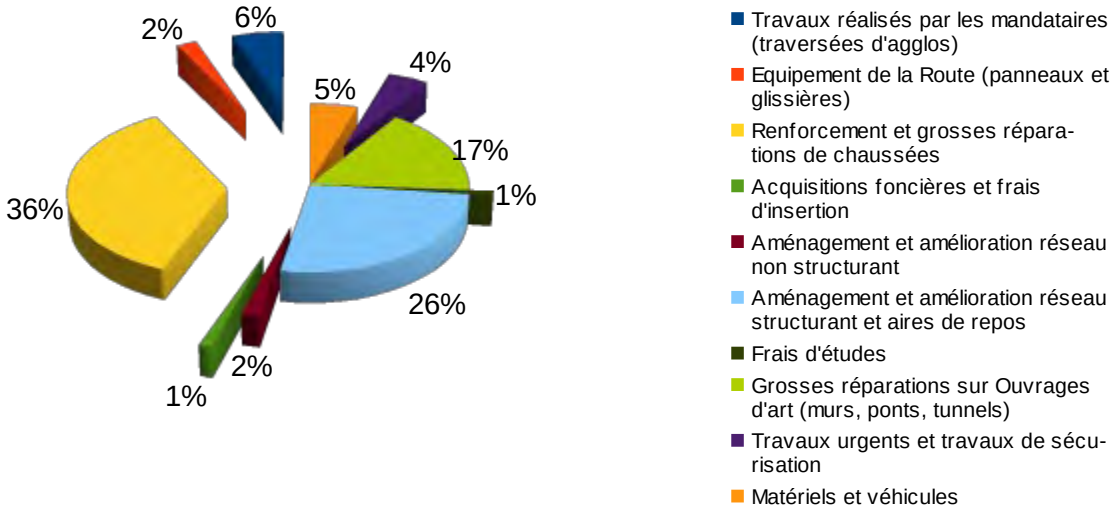
En 2014, 657 435 € de dépenses ont été consacrées aux bâtiments liés aux infrastructures dont :

- 444 585 € pour la fin de l'opération de construction du Centre Technique du Malzieu-Ville,
- 122 939 € pour la fin des travaux de rénovation de la chaufferie du Centre Technique du Bleymard,
- le solde de l'enveloppe soit 89 911 € a été consacré à divers petits travaux d'investissement sur les autres centres techniques.

Marchés Publics

Il convient de rajouter aux dépenses de voirie 29 634 € de dépenses d'investissement liées à la passation des marchés.

Répartition des dépenses réalisées par nature de travaux



E.2 - Les autres réseaux de voirie (2 504 K€) :

correspondent aux subventions d'équipement versées aux organismes publics, dont :

- 344 K€ d'aides aux communes et structures intercommunales dans le cadre des programmes d'aménagement urbain et d'aménagement de voirie,
- 1 156 K€ pour le programme exceptionnel de voirie communale,
- 1 004 K€ pour le SDEE.

E.3 - Les "autres réseaux" :

2 030 K€ ont été exécutés au titre des autres réseaux qui regroupent les programmes liés au très haut débit et à la résorption des zones blanches.

le programme Très Haut Débit pour 1 946 K€ :

Ce programme s'inscrit dans un objectif à long terme d'amener la fibre optique au plus près de l'usager afin de proposer aux particuliers et aux professionnels de nouveaux services à très haut débit et à des prix compétitifs.

L'année 2014 a été marquée par :

- L'achèvement du réseau Très Haut Débit et sa livraison au délégataire Net48, la commercialisation de ce réseau ayant démarré en juillet 2012,
- L'enfouissement de fourreaux avec les lignes électriques 20 000 volts afin de constituer un réseau de collecte en fibre optique départemental, ce programme se poursuivant sur l'année 2014,
- La réactualisation du Schéma Directeur Territorial d'Aménagement Numérique afin de définir la stratégie de déploiement du Très Haut Débit sur le Département pour la période 2013-2020.

le programme Zones Blanches pour 84 K€ :

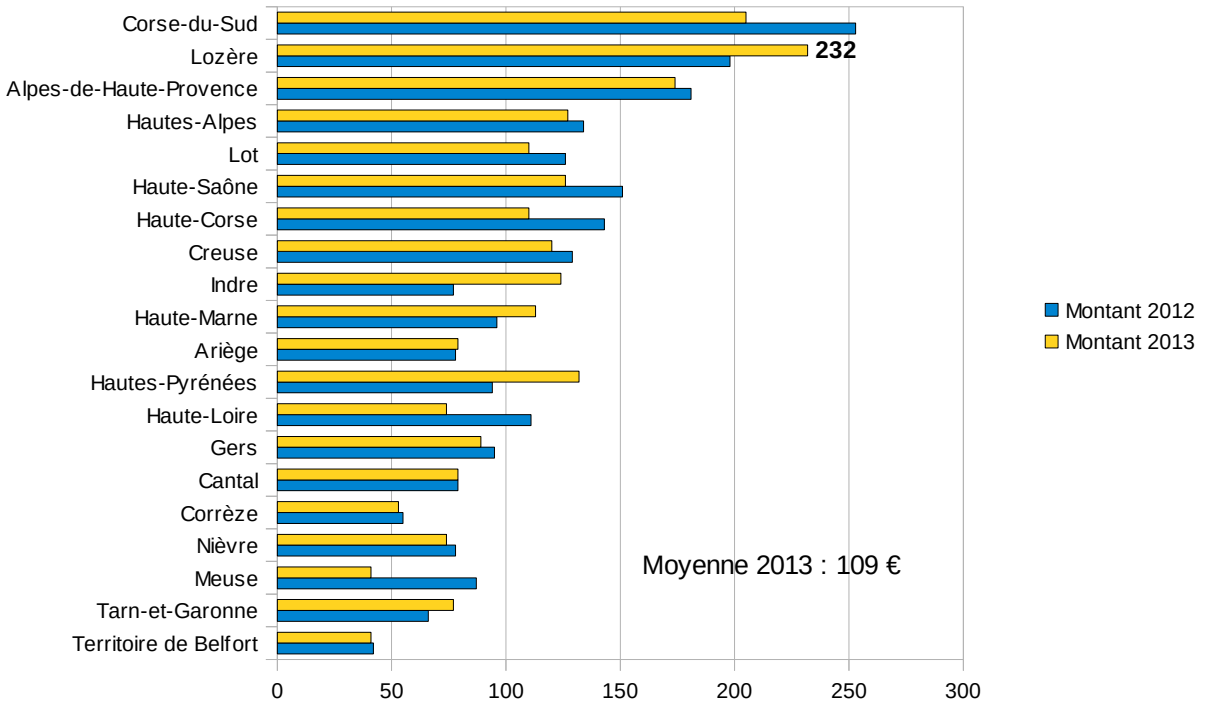
Les montants versés au titre de ce programme représentent le loyer versé à la Région Languedoc Roussillon au titre de l'investissement pour la résorption des zones blanches ADSL.

En 2013, les routes et voiries représentaient un montant de 232 € par habitant pour une moyenne des départements de moins de 250 000 habitants de 109 € par habitant.

A noter que la moyenne par habitant a diminué de – 4,38 % entre 2012 et 2013.

Montants des dépenses par habitant

- INVESTISSEMENT ROUTES ET RESEAUX DE VOIRIE -



F - Aménagement et environnement

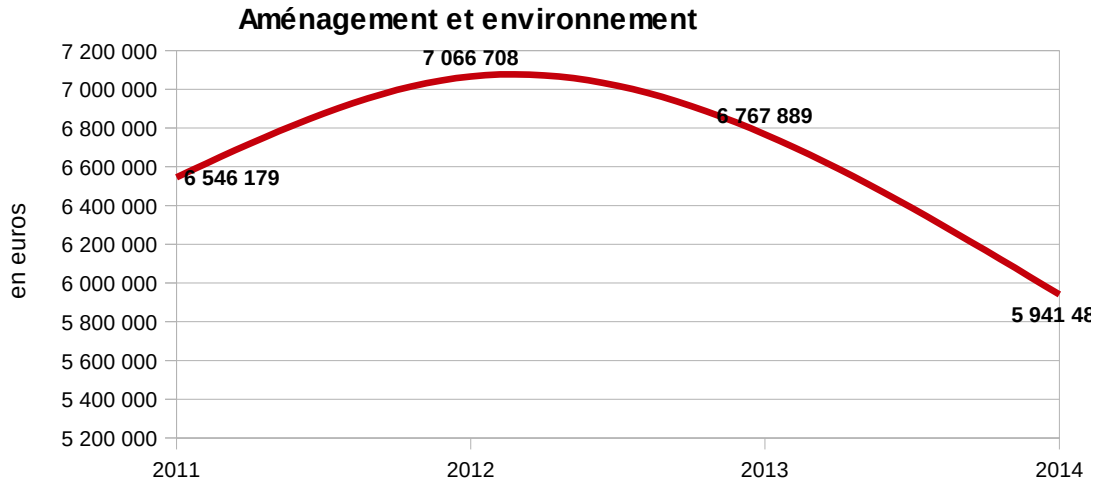
Les montants consacrés en investissement à l'aménagement et l'environnement atteignent 5 941 K€ en 2014.

87,03 % des crédits consacrés à l'aménagement et à l'environnement concernent le développement rural.

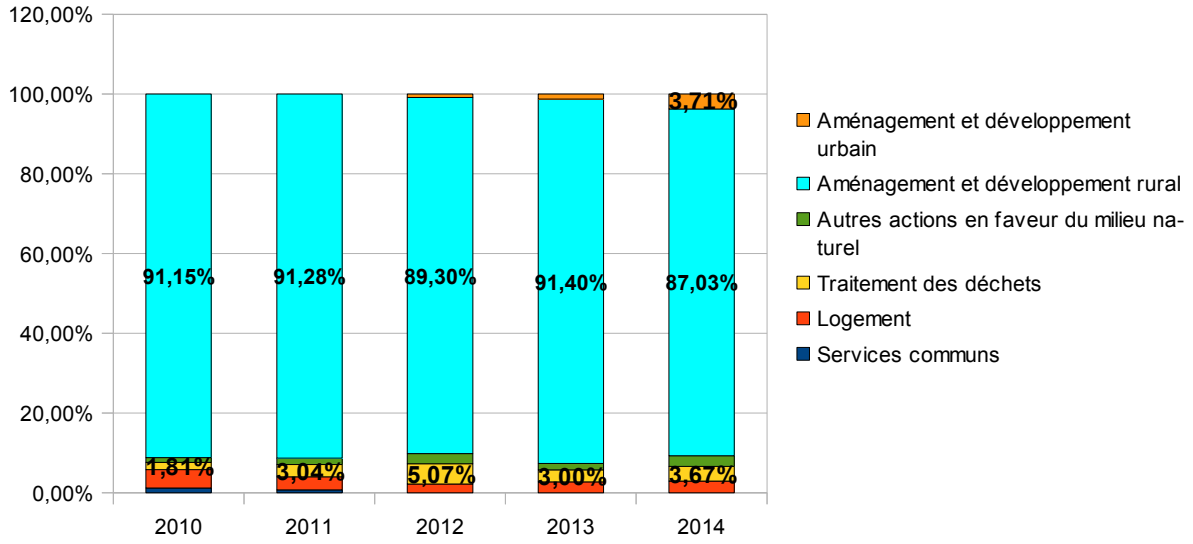
	2011	2012	2013	2014
Services communs	46 668	0	0	0
Logement	216 641	154 787	184 332	175 072
Traitement des déchets	198 888	358 315	203 012	218 024
Autres actions en faveur du milieu naturel	108 603	181 203	108 344	157 138
Aménagement et développement rural	5 975 379	6 310 507	6 185 756	5 170 611
Aménagement et développement urbain		61 896	86 445	220 638
TOTAL	**6 546 179**	**7 066 708**	**6 767 889**	**5 941 483**

Plus de 5 883 K€, soit près de la totalité des crédits alloués à l'aménagement et l'environnement, sont versés sous forme de subventions d'équipement (dont 95,51 %, soit 5 620 K€ pour les communes et structures intercommunales) :

- - 1 474 K€ au titre de l'AEP assainissement,
- - 3 517 K€ au titre des programmes loisirs et aménagements de villages,
- - 172 K€ au titre du patrimoine et du SDEE,
- - 131 K€ au titre du logement,
- - 164 K€ au titre du traitement des déchets,
- - 129 K€ au titre des aménagements fonciers,
- - 33 K€ au titre des autres programmes.



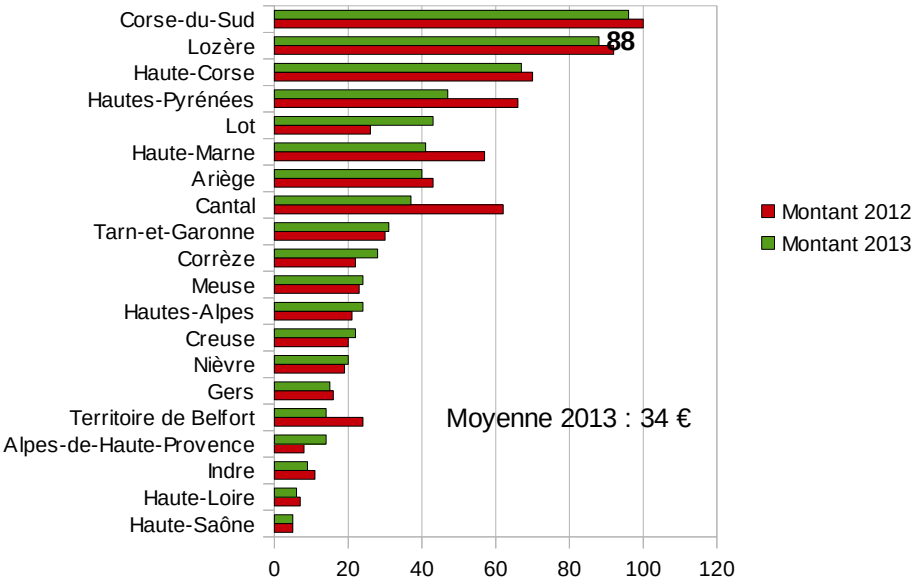
Répartition des dépenses d'investissement aménagement et environnement



En 2013, le département de la Lozère a consacré 88 € par habitant de crédits d'investissement au titre de l'aménagement et de l'environnement (77 € par habitant en 2014), pour une moyenne de 34 € par habitant pour les départements métropolitains de moins de 250 000 habitants.

Montants des dépenses par habitant

- INVESTISSEMENT AMENAGEMENT ET ENVIRONNEMENT -



G - Développement économique

Les dépenses liées au développement économique représentent en 2014 un montant de 4 333 K€ en baisse de - 15,17 %, après une progression régulière jusqu'en 2011.

en euros	2011	2012	2013	2014
Services communs	1 162 626	583 331	583 299	419 111
Structures d'animation et de développement économique	205 302	946 167	383 515	0
Agriculture et pêche	1 235 503	961 439	1 045 964	769 901
Industrie, commerce et artisanat	885 574	780 352	745 763	576 640
Développement touristique	1 350 302	1 407 525	1 489 284	2 135 351
Maintien et développement des services publics non départementaux	967 610	662 438	860 605	432 424
TOTAL	**5 806 917**	**5 341 252**	**5 108 430**	**4 333 427**

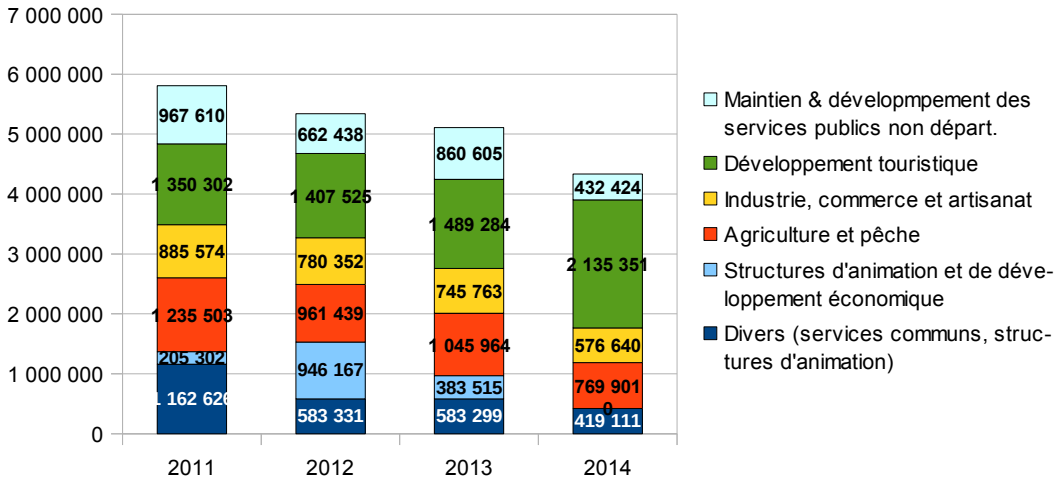
Les dépenses de structures d'animation et de développement économique ont été supprimées : ces dépenses correspondaient au versement d'une subvention d'équipement du budget principal au budget de l'Aire de la Lozère dans le cadre des travaux de réhabilitation.

Les dépenses «maintien et développement des services publics non départementaux» ont fortement diminué du fait du non renouvellement du versement d'un complément de subvention de 320 K€ à l'abattoir du Gévaudan.

Le poste Agriculture et Pêche diminue entre 2013 et 2014 essentiellement en raison du versement en 2013 d'un montant de 600 K€ à l'abattoir d'Antrenas au titre d'un apport en compte courant. En 2014, une subvention de 320 K€ a été versée à l'abattoir d'Antrenas.

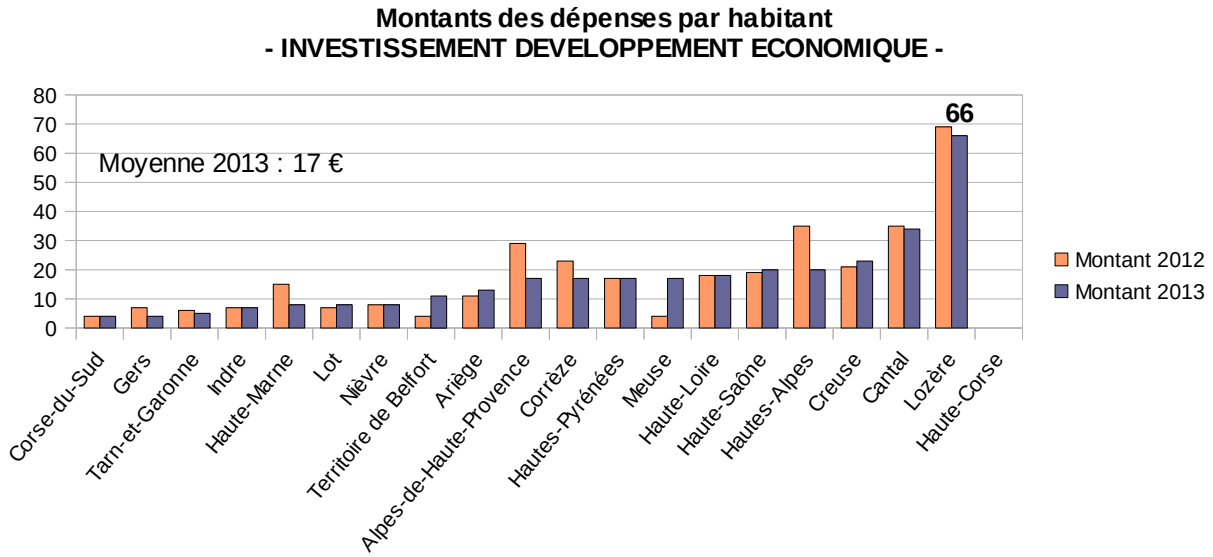
Les dépenses «développement touristique» ont progressé de 43,38 % en raison de paiements plus importants sur les sites touristiques départementaux, les projets touristiques structurants et les aides en faveur des entreprises touristiques.

Dépenses développement économique

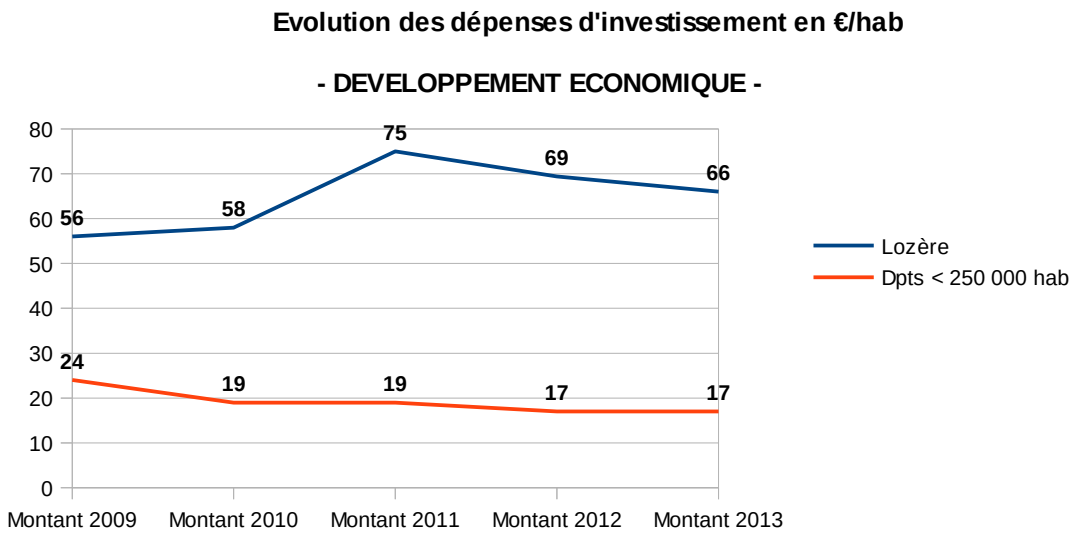


En 2013, le Conseil départemental de la Lozère a consacré 66 € par habitant aux investissements liés au développement économique contre une moyenne de 17 € par habitant pour les départements de la même strate, soit quatre fois plus.

En 2014, le montant par habitant consacré au développement économique est de 56 € par habitant.



Le montant moyen des dépenses d'investissement des départements de – 250 000 habitants consacré au développement économique est en diminution depuis 2009, alors que celui du département de la Lozère a progressé de + 23 % sur la même période.



H - Subventions Plan d'Équipement Départemental

Sur l'année 2014 des paiements ont été effectués à hauteur de 1 259 340 € sur l'AP « PED ».

Ce montant représente :

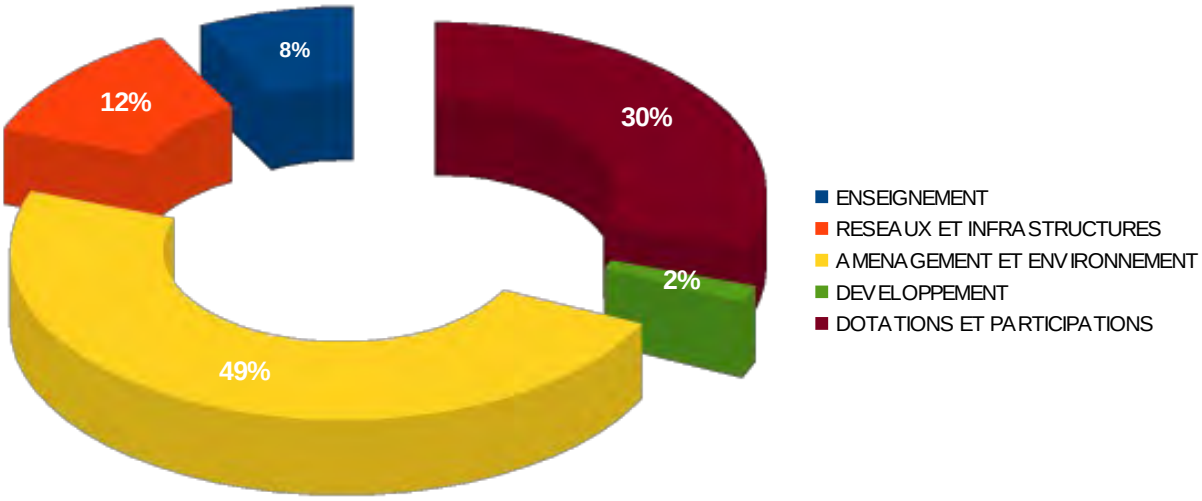
- 281 128 € pour la réfection et l'entretien de la voirie communale dans 39 communes ou communautés de communes,
- 358 286 € pour divers travaux de création, d'entretien ou de mise aux normes de 46 bâtiments communaux,
- 181 174 € pour l'achat de mobilier et matériel divers dans 46 communes ou communautés de communes, dont 13 919 € pour l'achat de matériel informatique,
- 125 840 € pour des travaux d'aménagement de villages dans 29 communes,
- 94 994 € pour l'achat de matériel de déneigement ou de matériel pour les services techniques de 20 collectivités,
- 217 918 € pour des aménagements ou des acquisitions dans divers domaines dans 40 communes (équipements sportifs, patrimoine, documents d'urbanisme, acquisitions foncières, tourisme, AEP, assainissement, études...).

LES RECETTES INVESTISSEMENT

En 2014, les recettes réelles d'investissement hors emprunt s'élèvent à 10 957 240,24 € contre 13 969 801,86 € en 2013 (soit -21,56 % d'évolution).

INVESTISSEMENT	Total consommé 2012	Total consommé 2013	Total consommé 2014
- SERVICES GENERAUX (dons,...)	2 040,14	62 087,79	0,00
- ENSEIGNEMENT (DDEC, ...)	838 035,10	834 974,00	834 974,00
- RESEAUX ET INFRASTRUCTURES (subventions voirie...)	960 538,41	3 392 522,65	1 281 643,99
- AMENAGEMENT ET ENVIRONNEMENT (DGE, ...)	5 767 510,61	5 985 835,83	5 322 917,41
- DEVELOPPEMENT (subventions Bagnols , Téléphonie, Créances...)	445 939,66	774 624,59	179 816,84
- DOTATIONS ET PARTICIPATIONS (FCTVA, ...)*	2 556 493,00	2 919 757,00	3 337 888,00
- OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS (remembrement A 75)	0,00	0,00	0,00
Recettes réelles d'Investissement** (hors emprunt) :	10 570 556,92	13 969 801,86	10 957 240,24
- EMPRUNT (emprunts, opérations, créances, ...)	21 000 000,00	26 414 836,86	18 400 000,00
Recettes réelles d'Investissement** (emprunt compris) :	31 570 556,92	40 384 638,72	29 357 240,24

- Répartition des recettes réelles d'investissement 2014 (hors emprunt) -

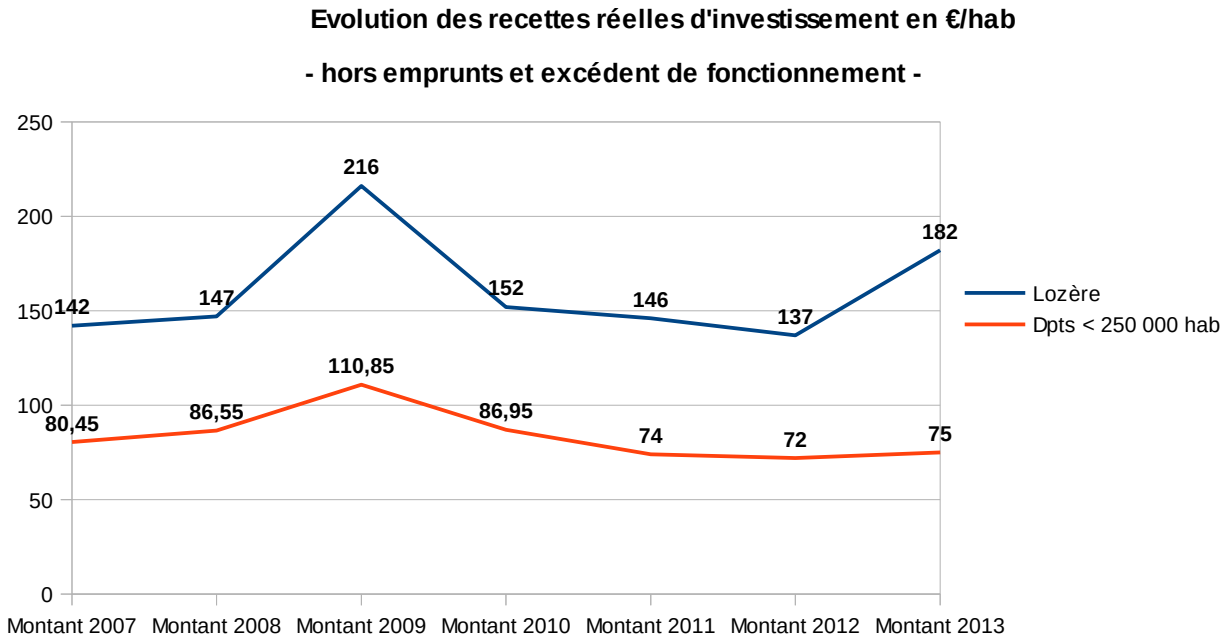


Le taux de recouvrement des recettes réelles d'investissement hors emprunt est passé de 87,96 % en 2008 à 91,07 % en 2014.

Recettes recouvrées	**16 577**	**11 678**	**11 283**	**10 571**	**13 970**	**10 957**
Recettes budgétées	**18 845**	**13 002**	**12 216**	**11 251**	**14 107**	**12 031**
Taux de recouvrement	**87,96%**	**89,82%**	**92,36%**	**93,96%**	**99,03 %***	**91,07%**

* Une décision modificative en décembre 2013 a permis d'ajuster au mieux les recettes d'où le taux d'exécution de près de 100 %.

En 2013, les recettes d'investissement hors emprunts et excédent de fonctionnement, représentent un montant de 182 € par habitant pour une moyenne des départements métropolitains de la même strate de 75 € par habitant. En 2012, elles représentaient un montant de 137 € par habitant.



Les recettes réelles d'investissement peuvent se diviser en 5 grands groupes :

- - la dotation départementale d'équipement des collèges (DDEC) et les amendes des radars automatiques,
- - la dotation globale d'équipement (DGE),
- - le fonds de compensation de la taxe sur la valeur ajoutée (F.C.T.V.A),
- - les autres recettes,
- - l'emprunt.

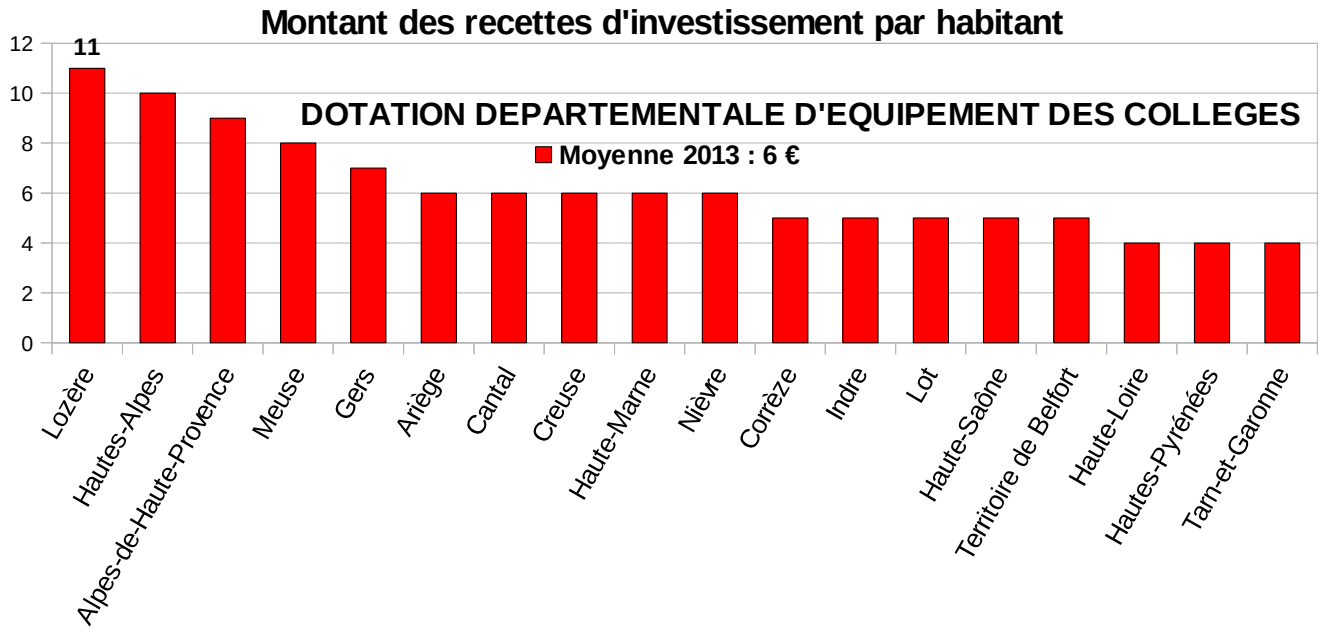
A - La D.D.E.C. et les amendes de radars automatiques

Ces recettes d'un montant de 1 214 K€ représentent 11,8 % des recettes réelles d'investissement hors emprunt en 2014 (8,69 % en 2013).

A.1 - La Dotation Départementale d'Équipement des Collèges (D.D.E.C)

Le montant de la DDEC est figé depuis 2009 à 834 974 €.

Le montant de la DDEC représente en 2013, comme en 2012, une recette de 11 € par habitant, la moyenne pour les départements métropolitains de moins de 250 000 habitants étant de 6 €.



A.2 - Les amendes de radars automatiques

L'article 40 de la LFI 2008 a réservé aux départements une part du produit des amendes dressées par voie de radars automatiques afin de financer des opérations contribuant à la sécurisation de leur réseau routier.

Une valeur unitaire du produit des amendes de police reversé aux départements est défini par le comité des finances locales (CFL) et est appliquée au nombre de kilomètres de voirie appartenant à chaque département pour déterminer le montant des attributions à verser.

La longueur de voirie de référence pour le département de la Lozère au 1er janvier 2014 a été fixée à 2 271 000 m, comme en 2012 et 2013.

La note du 24 novembre 2014 du ministère de l'intérieur a fixé la valeur unitaire du produit des amendes de police reversé aux départements à 166,9374 €. Elle s'élevait en 2010 à 78,2043 €. Cette forte augmentation de la valeur unitaire explique le doublement du produit perçu depuis 2011.

Un montant de dotation de 379 115 € a été perçu en 2014 au titre des amendes de radars automatiques, soit un niveau équivalent à 2013.

	2009	2010	2011	2012	2013	2014
AMENDES DE POLICE – RADARS AUTOMATIQUES	178 118 €	177 446 €	355 125 €	355 465 €	379 161 €	379 115 €

B - La Dotation Globale d'Équipement (D.G.E.)

Principale recette d'investissement, elle représente 47,90 % des recettes réelles d'investissement hors emprunt pour un montant de 5 248 K€.

Conformément à l'article L 3334-10 du code général des collectivités territoriales, cette dotation est répartie entre les départements :

- pour 76 % de son montant au prorata de dépenses d'aménagement foncier effectuées et des subventions versées pour la réalisation des travaux d'équipement rural par chaque département,

- pour 9 % de son montant afin de majorer les attributions versées aux départements au titre de leurs dépenses d'aménagement foncier du dernier exercice connu (l'exercice 2013 pour la DGE 2014), soit 29,7 K€ notifiés,

- pour 15 % de son montant afin de majorer la dotation des départements dont le potentiel fiscal par habitant est inférieur d'au moins 40 % au potentiel fiscal moyen par habitant de l'ensemble des départements ou dont le potentiel fiscal par kilomètre carré est inférieur d'au moins 50 % au potentiel fiscal moyen par kilomètre carré de l'ensemble des départements. A été notifié au Département un montant de 3 537 K€ au titre de cette majoration pour insuffisance du potentiel fiscal.

Le taux de concours applicable à la fraction principale de la DGE des départements en 2014 est égal à 24,68 % (contre 23,35 % en 2013).

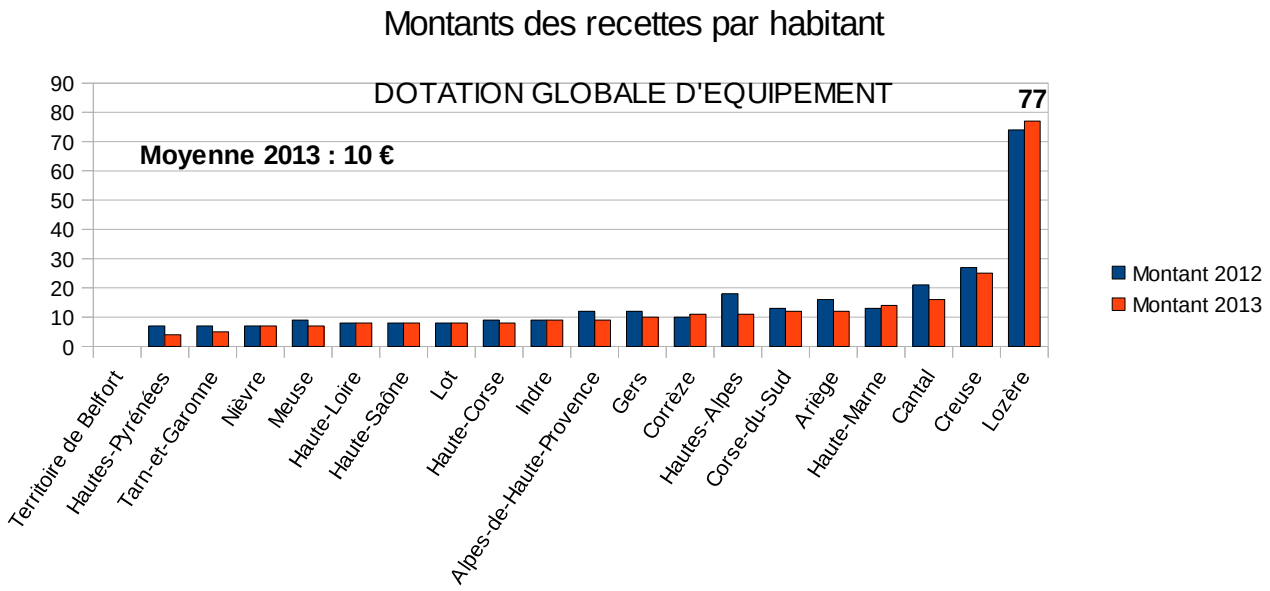
Le montant de la DGE perçu en 2014 diminue de -11,55 % par rapport en 2013 (5 248 K€ en 2014 contre 5 933 K€ en 2013).

Cette différence s'explique principalement par le retard de paiement de la préfecture concernant le 3ème trimestre 2014 pour un montant de 511 982 € ainsi que par la baisse des investissements.

Évolution de la DGE 2 :

En 2013, la DGE représente une recette de 77 € par habitant.

Pour rappel, en 2012 la DGE par habitant en Lozère était de 74 € pour une moyenne des départements métropolitains de la même strate de 11 € (hors Territoire de Belfort), soulignant ainsi l'effort d'investissement du département de la Lozère en matière d'équipement rural (infrastructures publiques en milieu rural, tourisme vert ou encore habitat rural).

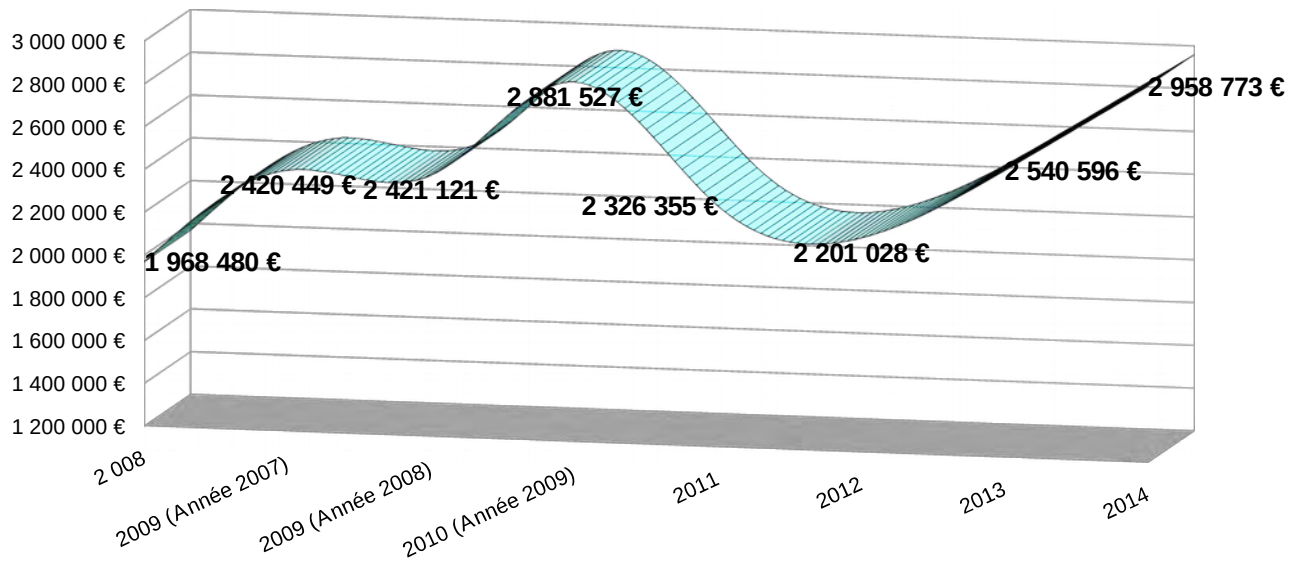


C - Le Fonds de Compensation de la Taxe sur la Valeur Ajoutée (F.C.T.V. A.)

Le fonds de compensation de la TVA est une dotation de l'État qui assure aux collectivités bénéficiaires, la compensation, à un taux forfaitaire, de la TVA qu'elles acquittent sur leurs dépenses réelles d'investissement et qu'elles ne peuvent pas récupérer par la voie fiscale. Le taux a été fixé pour les dépenses éligibles à compter du 1er janvier 2014 à 15,751 % contre 15,482 % précédemment suite à l'augmentation des taux de TVA.

Le FCTVA représente 27,01 % des recettes réelles d'investissement hors emprunt, soit un montant de 2 959 K€ (2 541 K€ en 2013).

Évolution 2008-2014 du FCTVA

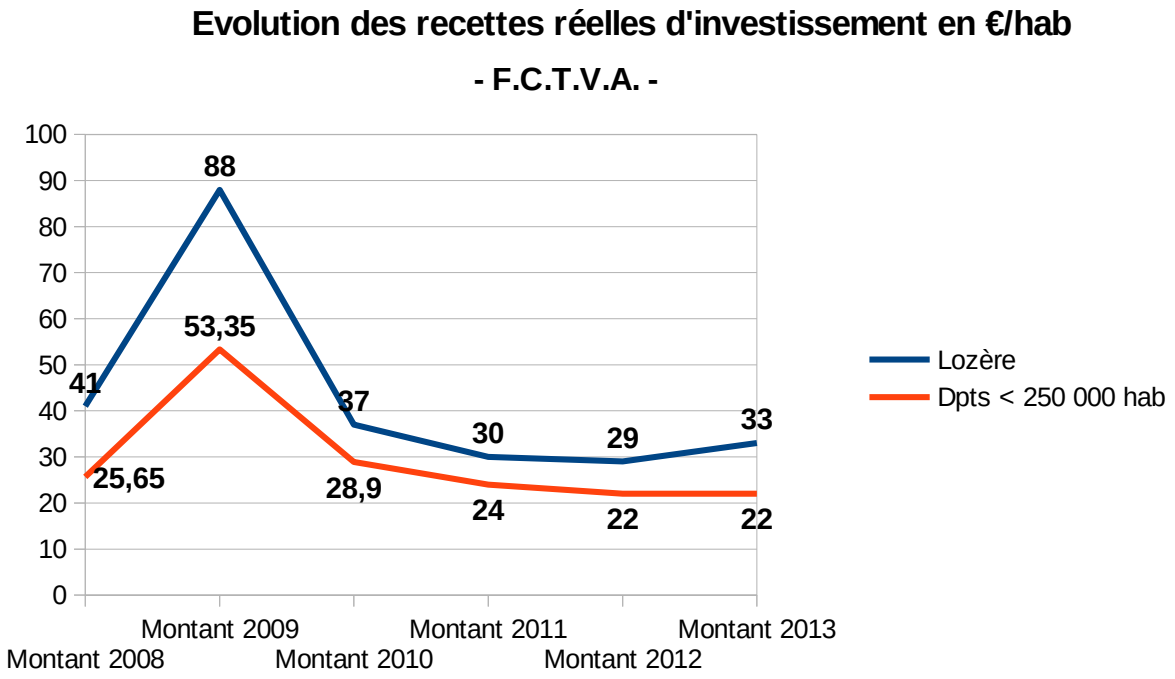


Calculé sur la base des investissements directs réalisés en 2013 (19 111 K€), il augmente de + 16,46 % par rapport au montant perçu en 2013 (investissements directs 2012 : 16 410 K€).

	2009 Bases 2007	2009 Bases 2008	2010	2011	2012	2013	2014
Assiette	15 633 956	15 638 296	18 612 111	15 026 192	14 216 690	16 410 001	19 111 050
FCTVA	2 420 449	2 421 121	2 881 527	2 326 355	2 201 028	2 540 596	2 958 773
Evolution n / n-1	22,96%	0,03%	19,02%	-19,27%	-5,39%	15,43%	16,46%
Evolution 2009/2013 (Année 2012)	22,24%						

(A noter qu'en 2009, un double versement du fonds a été perçu par le Conseil général dans le cadre du plan de relance, à savoir 4 842 K€ au titre de 2007 et 2008).

En 2013, le FCTVA représente une recette d'investissement de 33 € par habitant contre 29 € par habitant en 2012 et une moyenne de 22 € par habitant dans les départements métropolitains de la même strate.



*** En 2009, deux années de FCTVA ont été perçues dans le cadre du plan national de relance économique.**

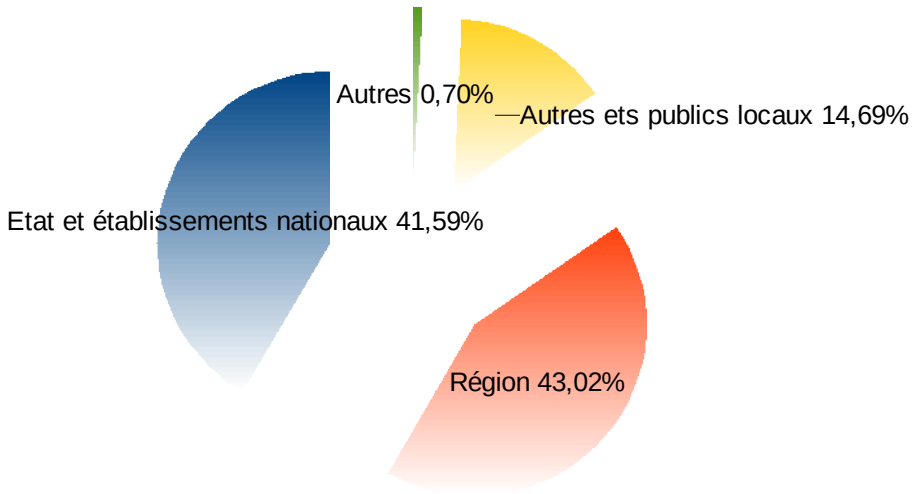
D - Les autres recettes

Elles s'élèvent à 1 536 K€.

Elles représentent 14,02 % des recettes réelles d'investissement hors emprunt et sont en diminution par rapport à 2013 (4 282 K€).

Ces dernières intègrent notamment diverses subventions et participations émanant de l'Europe, de l'État, de la Région ainsi que d'autres établissements publics dont la répartition s'effectue de la façon suivante :

en euros	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Etat et établissements nationaux	1 425 721	621 537	306 771	805 226	2 541 028	638 997
Région	2 895 219	1 282 451	1 471 782	491 557	940 747	660 953
Autres ets publics locaux	310 919	150 014	287 476	136 981	328 923	225 708
Fonds Européens	434 000	0	0	0	0	0
Autres		10 243	314 145	5 522	471 037	10 803
TOTAL	**5 065 859**	**2 064 245**	**2 380 174**	**1 439 286**	**4 281 735**	**1 536 461**



En 2014, par organismes financeurs, ces subventions d'investissement reçues se décomposent comme suit :

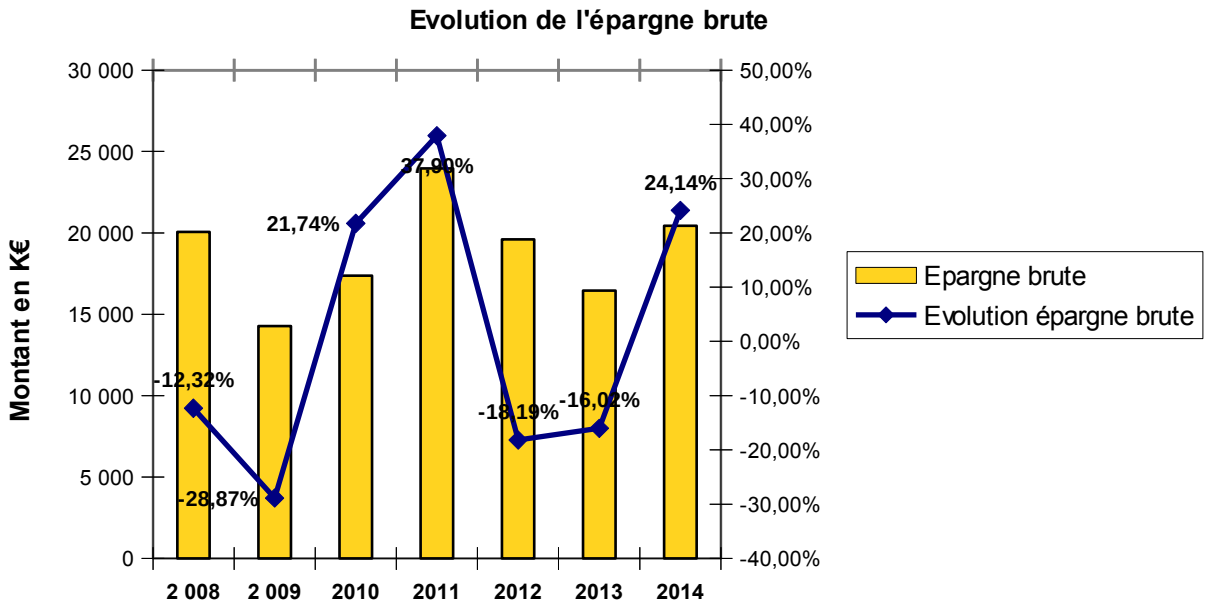
Financeurs	Directions	Objet	Montants
• **ETAT :**			
	- DRTB :	RD 806 Mende-St Chély :	**384 180,46 €**
	- DTICP :	Zone blanche tel mobile	**80 000,00 €**
	- DATE :	Rénovation réseau Bagnols les Bains : Vallée du Lot	**99 816,84 €**
	- DEAE :	ADEME Prévention des Déchets :	**75 000,00 €**
		TOTAL ETAT	**8638 997,30 €**
• **REGION :**			
	- ROUTES :	RD 906 Villefort ; Langogne	**359 950,00 €**
		RD 907 bis Pas de Soucy ; Aveyron	**301 003,00 €**
		TOTAL REGION	**660 953,00 €**
• **AUTRES :**		**TOTAL AUTRES**	**236 510,83 €**
		• **TOTAL**	**1 536 461,13 €**

E - L'autofinancement

Solde de la section de fonctionnement, **l'épargne brute** conditionne le degré de solvabilité de la collectivité : c'est un i**ndicateur fondamental d'indépendance financière reflétant la capacité du Département à rembourser ses emprunts et à autofinancer ses investissements.**

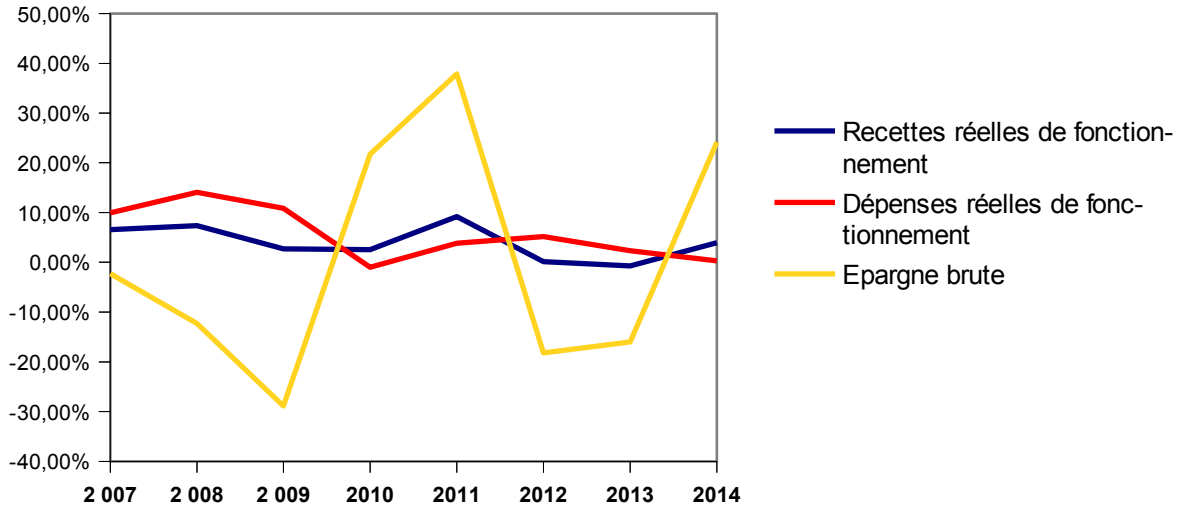
L'épargne brute qui s'était dégradée entre 2011 et 2013, se rétablit en 2014 pour atteindre 20,4 M€ soit une hausse de 24 % par rapport à 2013.

	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Recettes réelles de fonctionnement	99 964 588	102 519 982	111 937 729	112 114 430	111 328 719	115 694 084
Dépenses réelles de fonctionnement hors intérêts	85 576 029	84 741 723	87 339 499	91 832 805	93 993 144	94 269 562
Epargne de gestion	14 388 559	17 778 259	24 598 230	20 281 625	17 335 575	21 424 522
Intérêts de la dette	119 335	406 253	641 994	682 201	875 958	992 113
Epargne brute	**14 269 224**	**17 372 006**	**23 956 236**	**19 599 424**	**16 459 617**	**20 432 409**



Cette évolution positive de l'épargne, après deux années de régression dues à une progression des dépenses de fonctionnement plus rapide que les recettes, est due essentiellement à une maîtrise forte des dépenses de fonctionnement qui progressent à un rythme inférieur à celui des recettes de fonctionnement.

Evolution annuelle des recettes, dépenses de fonctionnement et de l'épargne brute (en %)

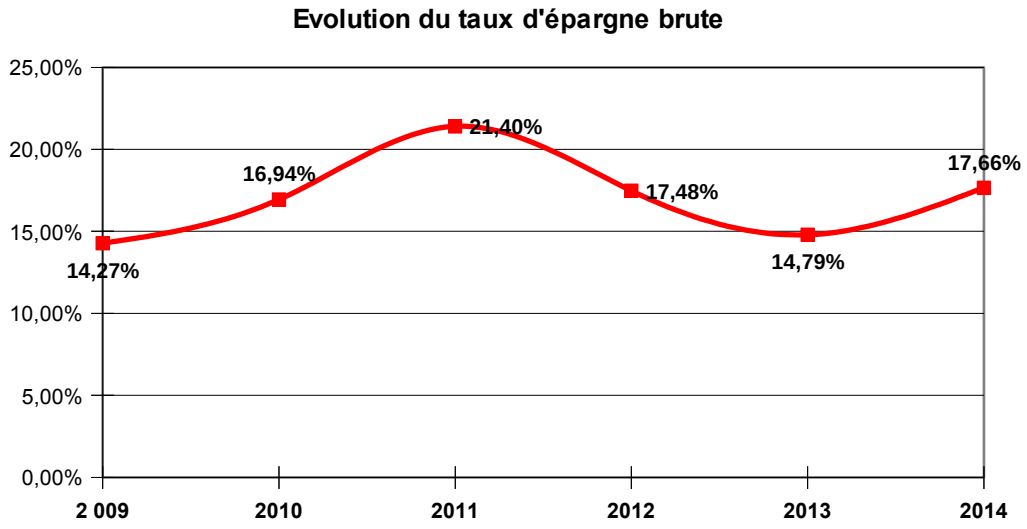


L'épargne brute reste l'indicateur le plus pertinent de l'endettement de la collectivité en mettant en évidence sa capacité à se désendetter. Afin de préserver la situation financière du département, il convient de maintenir un taux d'épargne brute (à savoir le rapport épargne brute sur recettes réelles de fonctionnement) supérieur à 12 %.

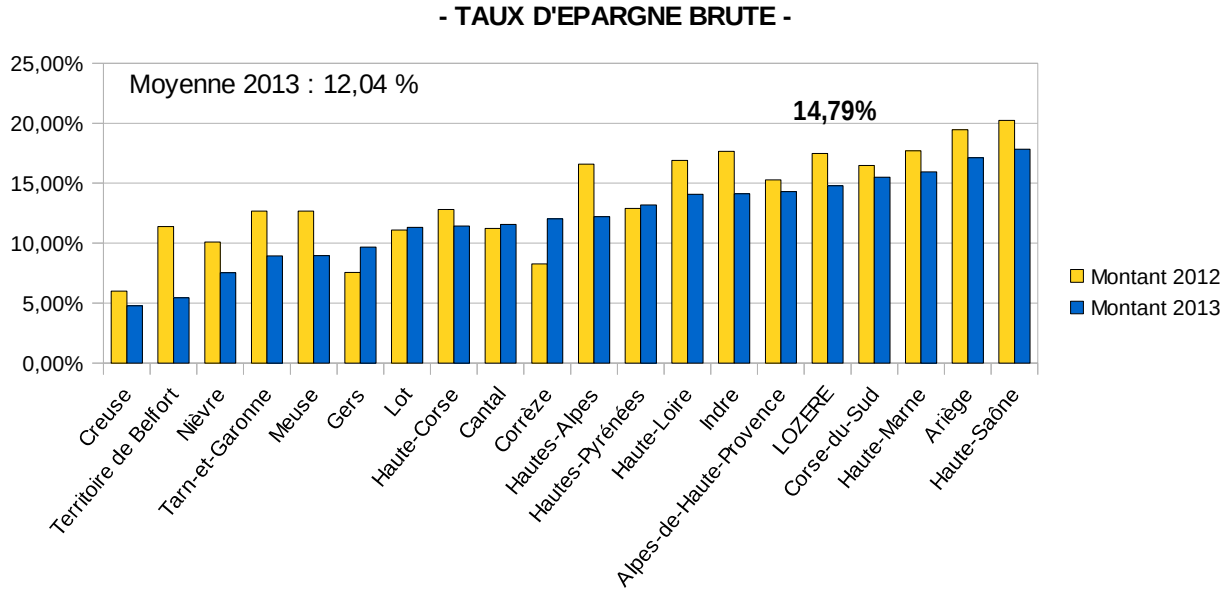
Un taux inférieur à 12 % exposerait la collectivité à un risque de déséquilibre à court terme l'entraînant dans une spirale de surendettement.

En 2014, le taux d'épargne brute atteint 17,66 %, soit un niveau nettement supérieur à 2013 et comparable à 2012.

En K€	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Montant de l'épargne brute	14 269	17 372	23 956	19 599	16 460	20 432
Taux d'épargne brute	14,27%	16,94%	21,40%	17,48%	14,79%	17,66%



En 2013 alors que le taux d'épargne brute du Conseil départemental de la Lozère se situait à 14,79 %, il était en moyenne autour de 12,04 % pour les départements métropolitains de la même strate (moins de 250 000 habitants).

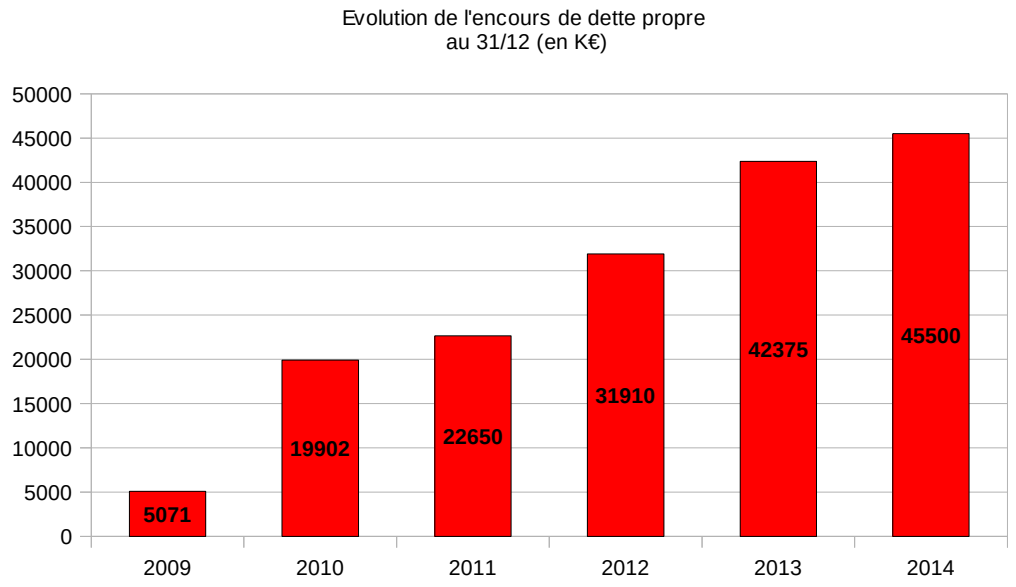


F - L'endettement

Le ratio encours de dette sur épargne brute indique en nombre d'années le temps nécessaire pour rembourser le capital restant dû en consacrant toute l'épargne disponible.

En K€	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Encours de dettes au 31/12	5 071	19 902	22 650	31 910	42 375	45 500
Épargne brute	14 269	17 372	23 956	19 599	16 460	20 432
Capacité de désendettement	0,36	1,15	0,95	1,63	2,57	2,23

L'encours de la dette au 31/12/2014 est de 45 500 K€ pour une capacité de désendettement de 2,23 année.



L'encours de la dette consolidée s'élève à un montant de 30 429 K€ au 31/12/2014, 85,74 % de cette dette étant à taux fixe. Par ailleurs, 15 071 K€ d'emprunts non consolidés (emprunts revolving) étaient mobilisés en fin d'année à taux variable.

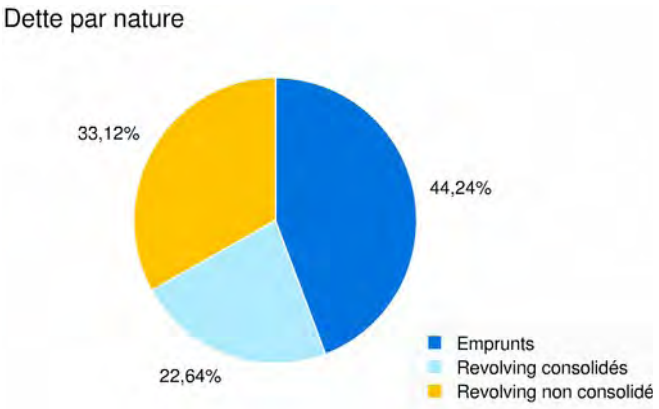
En 2014, 18,071 M€ d'emprunts ont été souscrits pour financer l'activité du Conseil départemental :

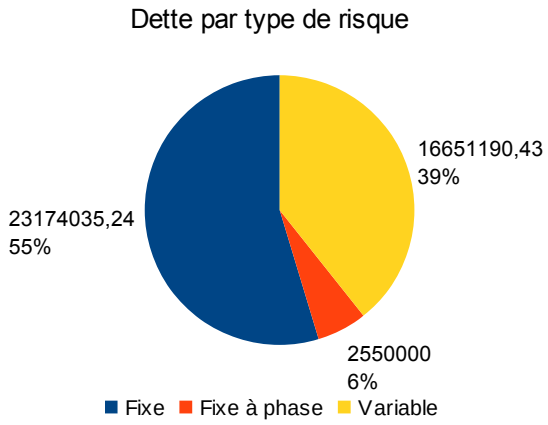
- 15,071 M€ mobilisés mais non consolidés dans le cadre d'emprunts "revolving" à taux variable pour solder la ligne de trésorerie et faire face aux besoins de financement de fin d'année. Ils feront l'objet en 2015, soit d'un remboursement, soit d'une consolidation en fonction des besoins de financement,
- 3 M€ auprès du Crédit Foncier sur une période de 12 ans à un taux de 1,80 %,

Pour information, en 2014, quatre nouveaux emprunts ont été souscrits pour un montant de 12,75 M€ et serviront pour le financement des dépenses de 2015 :

- 3 M€ auprès de la Banque Postale sur une période de 12 ans à taux indexé Euribor 3 mois + 1,15 %,
- 4 M€ auprès de la Société Générale sur une période de 12 ans à taux de 1,79 %,
- 4,676 M€ auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations sur une période de 25 ans à un taux de 1,75 % (taux livret A + 0,75%),
- 1,074 M€ .auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations sur une période de 20 ans à un taux de 2 %. (taux livret A + 1 %).

L'encours de dette total au 31/12/2014 se décompose comme suit :



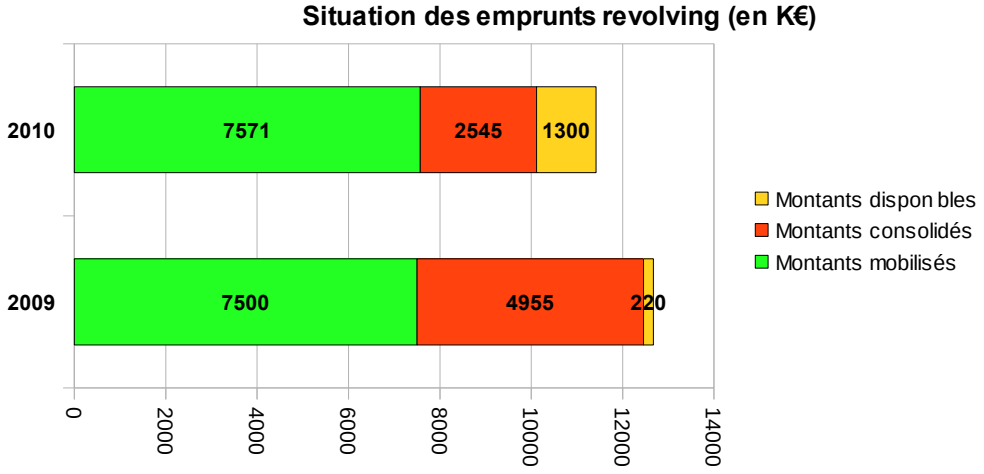


Par prêteur, l'encours de dette se répartit comme suit :

Prêteur	Capital restant dû	% de l'encours
CREDIT AGRICOLE CORPORATE AND INVESTMENT BANK	25 371 584,00 €	55,76%
La Banque Postale	9 026 786,00 €	19,84%
CREDIT AGRICOLE	2 448 743,00 €	5,38%
CAISSE CENTRALE DE CREDIT COOPERATIF	2 250 000,00 €	4,95%
CREDIT FONCIER DE FRANCE	3 000 000,00 €	6,59%
Autres prêteurs	3 402 426,00 €	7,48%
total	**45 499 539,00 €**	

La durée de vie résiduelle des emprunts est de 9 ans et 1 mois pour un taux moyen de 2,23%.

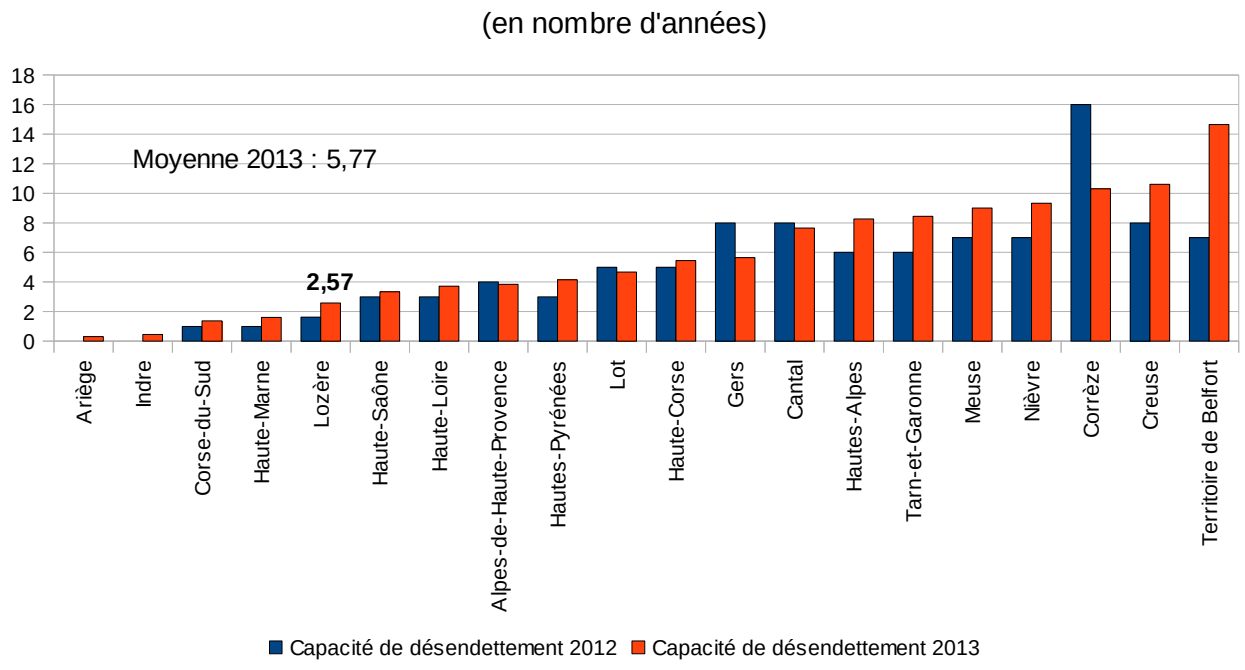
Au 31/12/2014, le Département disposait d'une capacité de mobilisation d'emprunts de 14,27 M€ (1,52 M€ sur emprunts revolving et 12,75 M€ sur emprunts) permettant de couvrir les dépenses d'investissement 2014 reportées en 2015 (restes à réaliser).



La capacité de désendettement moyenne des départements de – 250 000 habitants est en 2013 de presque 6 années (comme pour l'ensemble des départements).

Pour la Lozère la capacité de désendettement passe de 2,57 années en 2013 à 2,23 années en 2014.

Cette amélioration de la capacité de désendettement résulte de l'augmentation de l'épargne brute.



ANALYSE FINANCIÈRE

LE COMPTE ADMINISTRATIF 2014

	2010	2011	2012	2013	2014	Evolution 2013/2014	Evolution 2010/2014
Mouvements réels de la section de fonctionnement (en K€)							
Recettes réelles de fonctionnement	**102 520**	**111 938**	**112 114**	**111 329**	**115 694**	**3,92%**	**12,85%**
Impôts locaux	22 883	21 926	22 843	23 993	29 480	**22,87%**	**28,83%**
Autres impôts et taxes	20 878	26 761	29 254	24 235	26 355	**8,75%**	**26,23%**
Dotations de l'Etat	50 132	51 228	50 855	50 680	49 991	**-1,36%**	**-0,28%**
Autres recettes	8 627	12 022	9 163	12 420	9 868	**-20,55%**	**14,39%**
Dépenses réelles de fonctionnement	**85 148**	**87 982**	**92 515**	**94 869**	**95 262**	**0,41%**	**11,88%**
Services généraux	8 016	7 886	8 361	10 545	9 625	**-8,73%**	**20,07%**
Sécurité	2 713	2 944	3 363	3 616	3 415	**-5,57%**	**25,88%**
Enseignement	5 980	5 855	5 968	6 264	6 109	**-2,48%**	**2,16%**
Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	3 593	3 484	3 643	3 642	3 524	**-3,25%**	**-1,92%**
Prévention médico-sociale	1 008	416	491	406	256	**-36,97%**	**-74,60%**
Action sociale	38 222	39 660	43 431	41 983	43 800	**4,33%**	**14,59%**
Réseaux et infrastructues	13 285	13 749	14 175	14 450	14 086	**-2,52%**	**6,03%**
Aménagement et environnement	768	923	938	1 420	1 476	**3,96%**	**92,19%**
Transports	6 245	6 751	6 634	6 643	6 924	**4,24%**	**10,87%**
Développement	4 912	5 662	4 825	4 934	4 653	**-5,70%**	**-5,27%**
Autres	406	652	686	966	1 394	**44,35%**	**243,35%**
Dont:							
Personnel (chapitre globalisé 012)	24 644	24 660	25 690	26 695	27 238	**2,03%**	**10,52%**
Frais financier (intérêts sur emprunts)	406	652	682	876	992	**13,26%**	**144,36%**
Epargne de gestion	**17 778**	**24 608**	**20 282**	**17 336**	**21 424**	**23,58%**	**20,51%**
Epargne brute (A)	**17 372**	**23 956**	**19 599**	**16 460**	**20 432**	**24,13%**	**17,62%**
Mouvements réels de la section d'investissement (en K€)							
Recettes réelles d'investissement	**27 878**	**25 033**	**31 571**	**40 385**	**29 357**	**-27,31%**	**5,31%**
Dont:							
DGE	5 720	5 386	5 740	5 933	5 248	**-11,55%**	**-8,25%**
FCTVA	2 882	2 326	2 201	2 541	2 959	**16,46%**	**2,68%**
Dépenses réelles d'investissement	**41 692**	**49 897**	**51 097**	**57 214**	**49 414**	**-13,63%**	**18,52%**
Services généraux	3 127	2 559	2 976	2 741	2 300	**-16,08%**	**-26,44%**
Sécurité	59	53	291	33	503	**1436,04%**	**753,36%**
Enseignement	2 230	2 387	2 305	3 197	3 121	**-2,36%**	**39,98%**
Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	1 122	1 013	1 349	810	972	**20,05%**	**-13,38%**
Action sociale	3 089	3 354	1 409	2 576	1 422	**-44,79%**	**-53,96%**
Réseaux et infrastructues	15 286	17 036	18 551	20 034	15 474	**-22,76%**	**1,23%**
Aménagement et environnement	7 366	6 546	7 067	6 768	5 941	**-12,21%**	**-19,34%**
Transports	16	57	25	5	0	**-100,00%**	**-100,00%**
Développement	4 432	5 807	5 341	5 108	4 333	**-15,17%**	**-2,22%**
Dettes et autres opérations financières	4 869	11 002	11 741	15 893	15 276	**-3,88%**	**213,73%**
Divers	96	83	43	50	70	**38,32%**	**-27,38%**
Résultat d'exécution section investissement	**-13 814**	**-24 864**	**-19 527**	**-16 829**	**-20 057**	**19,18%**	**45,19%**
Fonds de roulement en fin d'exercice	**2 819**	**1 911**	**1 984**	**1 614**	**1 990**	**23,27%**	**-29,41%**

LES SOLDES INTERMÉDIAIRES DE GESTION

Les soldes intermédiaires de gestion permettent d'apprécier la composition du résultat d'exercice et ses possibilités de pérennité.

(En K€)	2010	2011	2012	2013	2014
Soldes intermédiaires de gestion					
Recettes de gestion	**101 285**	**110 122**	**111 158**	**110 332**	**114 184**
70 - Produits des services	68	538	662	593	622
731 Impôts directs	22 883	21 926	22 843	23 993	29 480
73 - Autres impots et taxes [hors TIPP]	15 495	21 209	23 725	18 721	20 033
74 Dotations et participations	52 206	55 693	52 864	52 852	52 298
75 - Autres produits de gestion courante	1 532	1 392	1 450	1 424	1 059
7352 TIPP	5 383	5 378	5 529	5 515	6 008
747811 - APA	2 931	3 172	3 040	3 091	3 396
747812 - PCH	787	814	1 044	949	939
74888- Fonds de soutien exceptionnel				3 194	349
Dépenses de gestion	**83 830**	**86 751**	**91 166**	**93 189**	**93 027**
011 Autres charges à caractère général	14 347	14 627	14 477	16 062	15 211
012 - Frais de personnel	24 228	24 143	25 062	25 994	26 420
65 – Charges de gestion courante	28 003	29 694	32 206	31 397	30 593
65112 – PCH/ ACTP	3 159	3 834	4 168	4 275	4 621
017- RSA	5 445	5 674	6 243	6 360	6 846
016 - APA	8 648	8 779	9 011	9 102	9 335
Excédent brut de fonctionnement	**17 455**	**23 371**	**19 992**	**17 143**	**21 157**
Charges calculées	**12 517**	**14 442**	**15 530**	**17 261**	**18 437**
Résultat d'exploitation	**4 938**	**8 929**	**4 462**	**-118**	**2 720**
76 - Produits financiers	**13**	**4**	**4**	**11**	**3**
66 - Charges financières	**406**	**642**	**682**	**876**	**992**
77 Produits exceptionnelles*	**4 342**	**13 473**	**4 518**	**4 522**	**5 110**
67 Charges exceptionnelles**	**1 134**	**8 780**	**77**	**112**	**63**
Résultat de l'exercice	**7 753**	**12 983**	**8 225**	**3 427**	**6 778**

* Amortissements subventions, cessions d'immobilisations, mandats annulés sur exercices antérieurs, etc

** Valeurs comptables immobilisations cédées, titres annulés sur exercices antérieurs, etc...

L'excédent brut de fonctionnement (EBF) correspond à l'excédent dégagé par les opérations de gestion courante. C'est une notion proche de l'épargne brute, cette dernière tenant compte des charges financières.

Les produits correspondent principalement aux recettes propres de la collectivité (exploitation des services et du domaine, fiscalité) et aux dotations versées par l'État. Quant aux dépenses, elles recouvrent l'ensemble des charges de fonctionnement de la collectivité à l'exception des intérêts sur emprunts et des charges exceptionnelles.

Globalement, les recettes de gestion ont augmenté entre 2013 et 2014 de + 3,49 % alors que sur la même période, les dépenses de gestion diminuaient quant à elles de -0,17 % d'où une hausse de l'EBF qui s'élève à 21 157 K€.

Il progresse de + 23,41 % par rapport à 2013, et de - 9,47 % par rapport à 2011. Les dépenses de gestion progressaient plus vite que les recettes de gestion entre 2011 et 2013, mais cette tendance s'est inversée entre 2013 et 2014.

% évolution	2011/2012	2012/2013	2013/2014	2011/2014
Recettes de gestion	0,94 %	-0,74%	3,49%	3,69 %
Dépenses de gestion	5,09 %	2,22%	-0,17%	7,23 %

Sur la période 2011/2014, l'évolution des recettes de gestion (+ 3,69 %) est inférieure à celle des dépenses de gestion (+ 7,23 %).

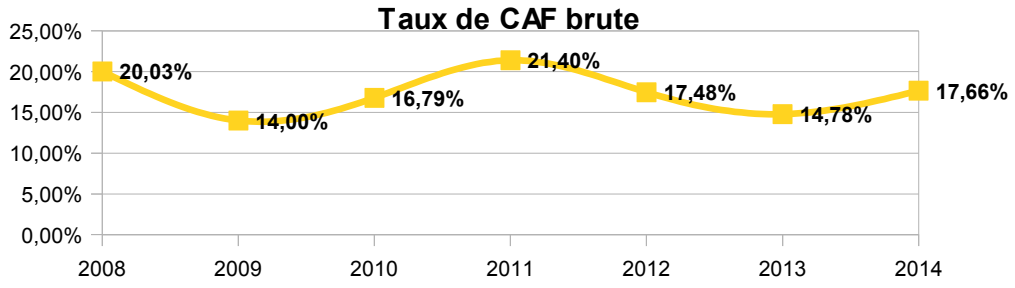
En 2014 le résultat d'exploitation redevient positif (2 720 K€ en 2014, - 118 K€ en 2013), l'excédent brut de fonctionnement (21 157 K€) couvrant de nouveau la totalité des amortissements.

Le résultat de l'exercice correspond à la capacité d'autofinancement, déduction faite des amortissements et reprises sur provisions.

En 2014, les recettes de gestion progressant plus rapidement que les dépenses, le résultat, après une forte diminution pour la deuxième année consécutive en 2013, se redresse pour atteindre 6 778 K€ soit un doublement par rapport à 2013.

Il reste cependant inférieur à 2012 du fait de l'augmentation des dotations aux amortissements et des charges financières.

La capacité d'autofinancement : il s'agit de ce qui reste au département une fois payé et encaissé l'ensemble des charges et produits de fonctionnement qu'ils soient courants, financiers ou exceptionnels.



La capacité d'autofinancement brute augmente en 2014 de + 24,12 % par rapport à 2013 du fait de la hausse du résultat de l'exercice. Quant à la capacité d'autofinancement nette elle passe de 559 K€ en 2013 à 5 144 K€ en 2014 *(la capacité d'autofinancement brute se distingue de l'épargne brute par le retraitement des produits de cession d'immobilisations et des opérations d'ordre).*

Après une baisse de 7 points entre 2011 et 2013, le taux de CAF brute remonte de près de 3 points entre 2013 et 2014.

(En K€)	2010	2011	2012	2013	2014
Résultat de l'exercice	**7 753**	**12 983**	**8 225**	**3 427**	**6 778**
+					
68 Amortissement des immobilisations	12 518	14 442	15 530	17 261	18 369
675-676 Cessions	638	8 709	39	8	20
-					
773 mandats annulés (transfert entre section)			372		0
775 Produits des cessions	160	0	32	8	13
776 Différences négatives sur réalisations	479	8 708	7	1	7
777 Subventions de fonction. Transférées au résultat	3 058	3 469	3 815	4 237	4 727
Capacité d'Autofinancement brute	**17 212**	**23 956**	**19 568**	**16 452**	**20 420**
-Remboursement d'emprunts	4 869	11 002	11 741	15 893	15 276
Capacité d'Autofinancement nette	**12 343**	**12 954**	**7 827**	**559**	**5 144**
Dépenses d'investissement sauf dette	**36 823**	**38 895**	**39 356**	**41 321**	**34 138**
Recettes d'investissement hors emprunts	**11 678**	**11 283**	**10 571**	**14 026**	**10 957**
Besoin de financement	**-25 145**	**-27 613**	**-28 786**	**-27 295**	**-23 181**
Variation du FDR	-12 642	-14 659	-20 927	-26 728	-18 024
Emprunts	16 200	13 750	21 000	26 358	18 400
Fonds de roulement	**2 820**	**1 911**	**1 984**	**1 614**	**1 990**

Fonds de roulement en jours	8	5	5	4	5

Le fonds de roulement (FDR) correspond à l'excédent de ressources stables (long terme) sur les emplois stables (immobilisations) du bilan. Il permet de compenser le décalage entre l'encaissement des recettes et le paiement des dépenses. Il correspond en comptabilité budgétaire à la somme des excédents que la collectivité a dégagés au cours du temps.

En 2014, le FDR atteint 1 990 K€ en hausse de + 23,30 % par rapport à 2013, en raison notamment d'un recours moins important à l'emprunt pour financer l'activité (21 M€ en 2012, 26,3 M€ en 2013, 18,4 M€ en 2014).

Alors qu'il représentait en 2008 près de 18 jours de dépenses réelles (investissement + fonctionnement), le fonds de roulement est de 5 jours en 2014. Cette diminution est cependant à rapprocher des taux d'exécution qui ont sur la même période significativement augmenté.

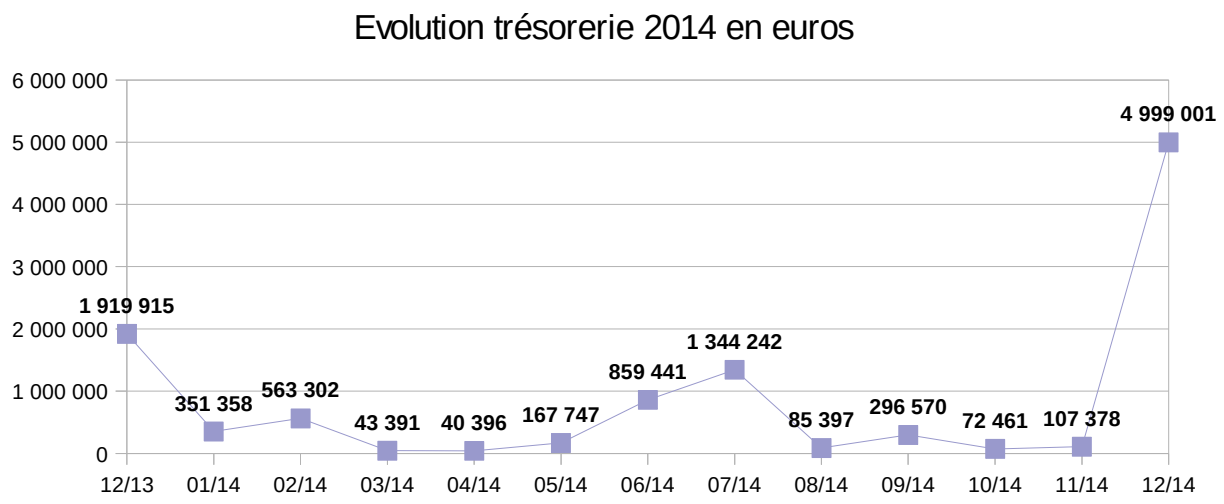
En résumé, l'augmentation des recettes supérieure aux dépenses a entraîné un recours moins important aux financements bancaires avec pour conséquence une hausse de la capacité d'autofinancement nette qui, après être passée de 12,343 M€ en 2010 à 0,559 M€ en 2013, remonte à 5,144 M€ en 2014.

Il convient par ailleurs de rester vigilant quant au niveau des recettes pour les prochaines années, d'autant qu'une baisse des concours de l'État a été annoncée dans le cadre du programme d'économie de 50 milliards d'euros du gouvernement, dont 11 milliards supportés par les collectivités locales. En 2015, la dotation globale de financement du Conseil départemental a été impactée à hauteur de – 1M€. Le Département avait déjà subi une diminution de 0,500 M€ en 2014, soit une baisse de 1,5 M€ cumulée.

Compte tenu de la rigidité des coûts, notamment salariaux, et de leurs natures (aide sociale), il convient de continuer de contenir une hausse des dépenses inférieure ou égale à celle des recettes afin de maintenir une épargne brute confortable, une capacité de désendettement satisfaisante (inférieure à 5 ans) et donc une bonne solvabilité.

LA TRÉSORERIE

Compte au trésor :



Le solde moyen sur le compte à la Paierie a été en 2014 de 997 K€ contre 725 K€ en 2013.

Soldes compte au trésor début et fin de période:

Solde trésorerie (en K€)	2010	2011	2012	2013	2014
Solde initial	1 171	2 409	3 034	4 323	1 920
Solde final	2 409	3 034	4 323	1 920	4 999

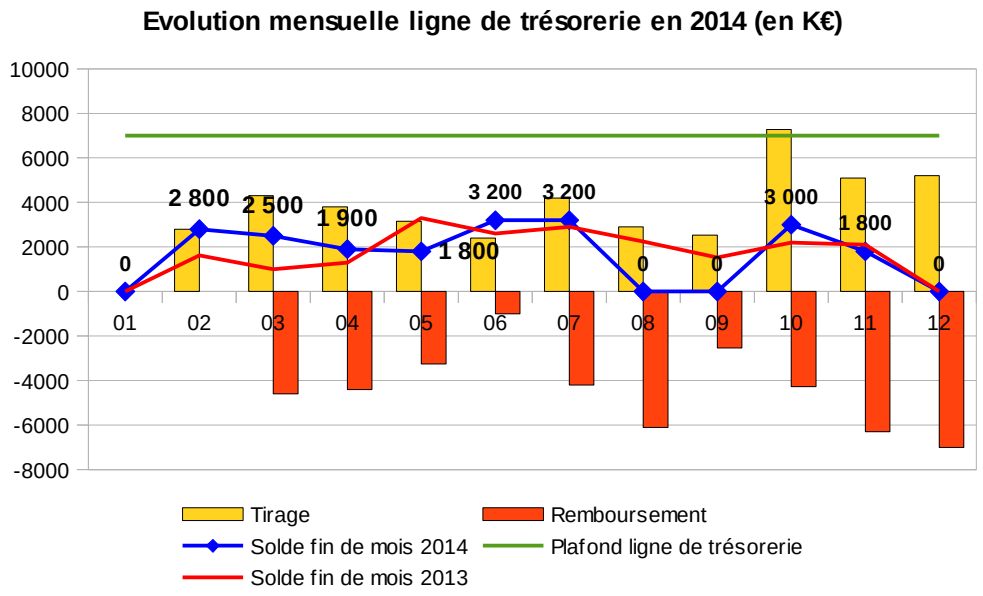
Pour financer les besoins de trésorerie à court terme et couvrir les décalages entre les encaissements de recettes et le paiement des dépenses, le Conseil départemental dispose de lignes de trésorerie pour un total de 7 M€, ainsi que de lignes d'emprunts revolving auprès du Crédit Agricole (cf. partie sur l'endettement, section d'investissement).

Ces lignes de trésorerie sont détenues auprès de :

- la Banque Populaire à hauteur de 5 M€ sur la base d'euribor 3 mois + 1,75, jusqu'au 26 avril 2014,
- la Caisse d'Epargne à hauteur de 2 M€ sur la base d'euribor 3 mois + 1,64, jusqu'au 5 juin 2014,
- ARKEA à hauteur de 7 M€ sur la base d'éonia + 1,10, à compter du 28 avril 2014.

En 2014, les lignes de trésorerie ont été utilisées très régulièrement sur toute l'année, reflétant une situation de trésorerie tendue.

En moyenne, les lignes de trésorerie ont été mobilisées sur l'année 2014 à hauteur de 3,3 M€ sur 38 semaines, contre 2,6 M€ en 2013 sur 43 semaines.



L'intégralité des lignes de trésorerie a été remboursée au 31/12/2014, soit 7 000 K€, par la contractualisation de l'emprunt du Crédit Foncier de 3 000 K€, le solde étant couvert par les recettes encaissées au mois de décembre 2014.

BUDGETS

ANNEXES

LABORATOIRE DÉPARTEMENTAL D'ANALYSES

Évolution des dépenses réelles

Dépenses réelles	2010	2011	2012	2013	2014
Investissement	35 628 €	75 829 €	73 903 €	102 611 €	171 410 €
Fonctionnement	1 575 558 €	1 559 149 €	1 623 687 €	1 553 256 €	1 556 422 €
TOTAL	**1 611 186 €**	**1 634 978 €**	**1 697 590 €**	**1 655 867 €**	**1 727 832 €**

Investissement

Les dépenses d'investissement sont en hausse de + 67,05 % entre 2013 et 2014, après une hausse de + 38,84 % en 2013.

Les dépenses d'investissement du LDA sont directement liées aux besoins de renouvellement d'appareils techniques vieillissants dédiés aux analyses. Ces besoins sont variables d'une année sur l'autre. En 2014, il a été nécessaire d'investir dans un appareil de haute technologie dédié aux analyses d'eaux.

Fonctionnement

Les dépenses de fonctionnement augmentent entre 2013 et 2014 de + 0,2 % (- 1,21 % sur une période de cinq ans).

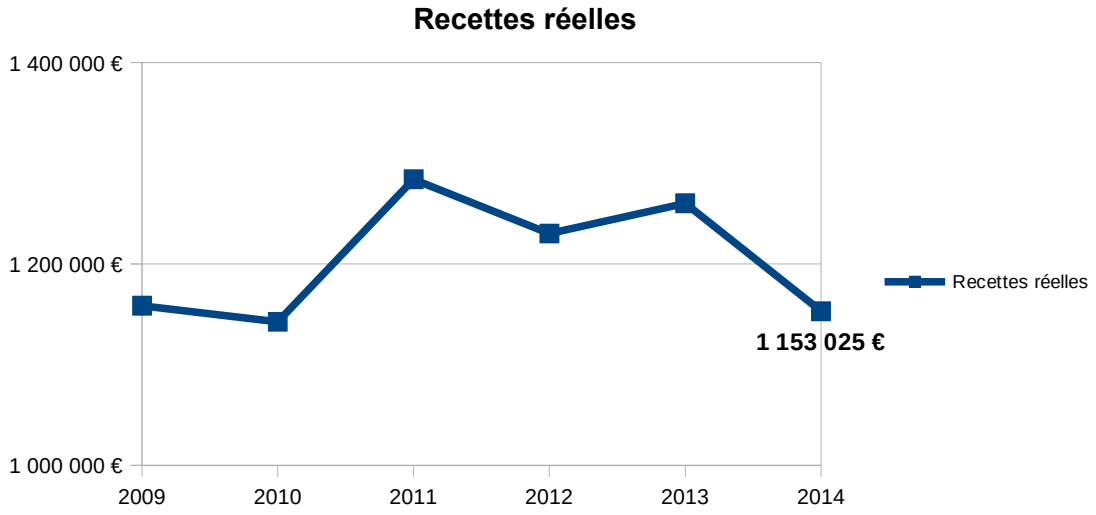
- 66,67 % des dépenses de fonctionnement sont liées aux charges de personnel pour un montant de 1 038 K€ contre 1 052 K€ en 2013 (- 14 K€), soit une diminution de - 1,36 % principalement due à une baisse des rémunérations des non titulaires (- 14,52 %). A noter cependant une hausse des frais de formation (+ 98,93 %) et des frais de déplacements (+ 22,32 %).
- 11,52 % des dépenses de fonctionnement sont liées à l'achat de produits pharmaceutiques pour un montant de 179 K€ (+ 28 809 €).
- 7,73 % des dépenses de fonctionnement pour le Laboratoire sont des dépenses de moyens généraux liées aux charges de fonctionnement : locations, bâtiments, assurances, nettoyage....

Évolution des recettes réelles

	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Recettes réelles	1 158 519 €	1 142 567 €	1 284 119 €	1 230 210 €	1 260 220 €	1 153 025 €

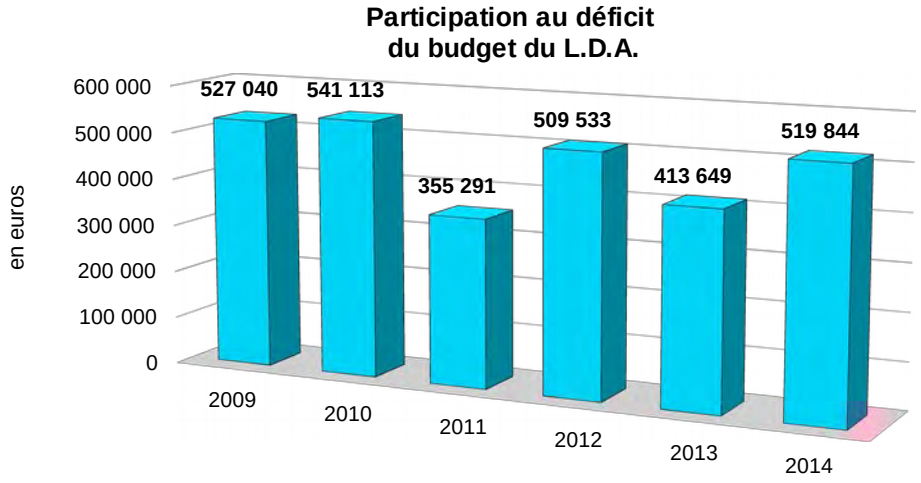
La baisse des recettes du LDA (- 8,51 % par rapport à l'exercice 2013) est due :

- à la modification de la réglementation sur les analyses ESB réduisant de façon drastique le nombre de tests à réaliser (- 33 % d'activité),
- à la réduction des besoins de formation dans le domaine agro-alimentaire et aux mauvaises conditions climatiques de l'été 2014, ayant une influence très défavorable sur le nombre d'analyses d'eaux de loisirs à effectuer.



Conséquence de l'évolution négative des recettes :

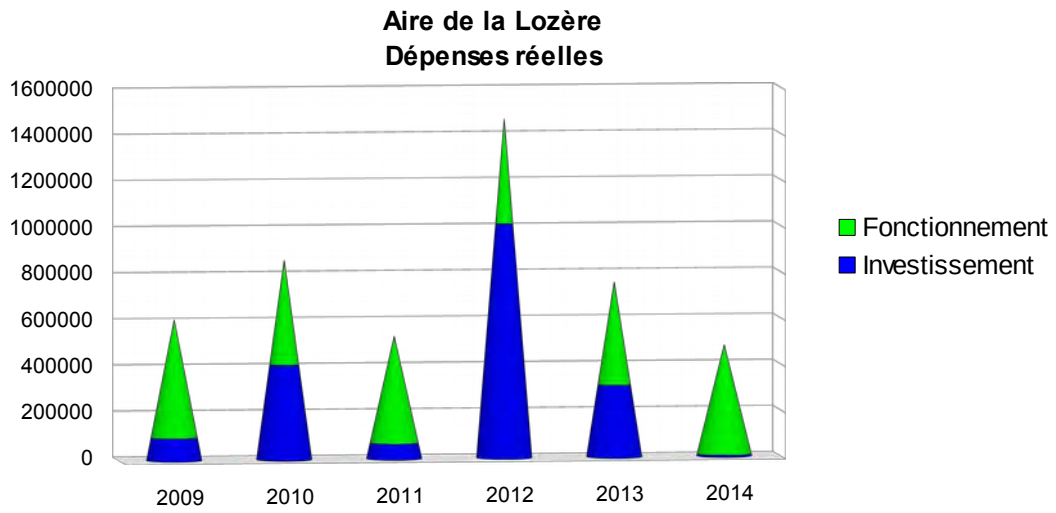
L'évolution de la participation du Département étant inversement proportionnelle à celle des recettes du laboratoire, elle augmente en 2014 de + 25,67 % pour un montant de 519 844 € (contre 413 649 € en 2013).



AIRE DE LA LOZÈRE

Évolution des dépenses réelles

Dépenses réelles	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Investissement	99 693	412 053	68 911	1 015 242	313 492	9 130
Fonctionnement	511 614	453 275	463 062	455 315	445 331	473 450
TOTAL	**611 307**	**865 328**	**531 973**	**1 470 557**	**758 823**	**482 580**



Fonctionnement

Les dépenses de fonctionnement augmentent en 2014 de + 6,31%. Elles se décomposent comme suit :

- - 22,37 % des charges de fonctionnement sont liés à l'entretien des espaces extérieurs et au déneigement (en hausse de + 10,92 %),
- - 17,22 % des charges de fonctionnement sont liés aux coûts de nettoyage (en baisse de - 0,6 % entre 2013 et 2014),

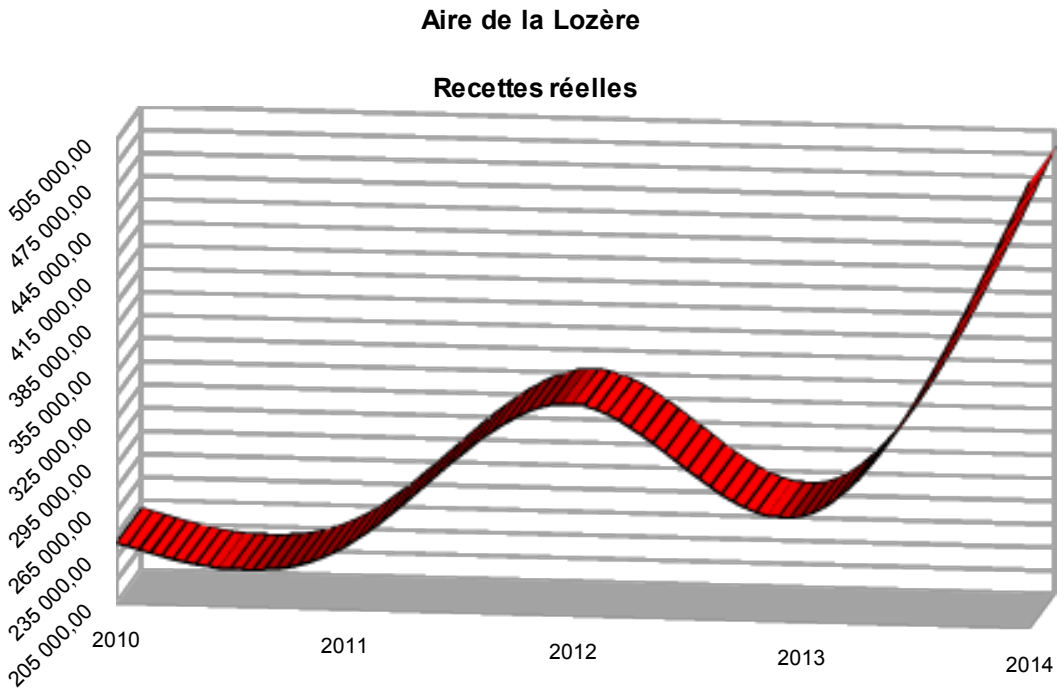
- 26,40 % concernent la participation versée au Comité Départemental du Tourisme (125 K€),
- 6,99 % concernent l'eau et l'assainissement, dont le coût évolue à la baisse de - 27,35 % entre 2013 et 2014, après avoir connu une hausse de + 14,16 % entre 2012 et 2013 (en raison d'une fuite d'eau en juillet 2013).

Investissement

Les dépenses d'investissement en 2014 représentent un montant de 9 134 € (contre 313 492 € en 2013).

Cette baisse des dépenses d'investissement s'explique par la fin des marchés des travaux d'aménagement des espaces extérieurs et de la réfection du parking des Mégalithes.

Évolution des recettes réelles d'exploitation



Années	2010	2011	2012	2013	2014
Recettes réelles en €	244 843 €	246 132 €	342 524 €	273 637 €	494 627 €

Les recettes réelles concernent les redevances perçues dans le cadre des délégations de services publics ainsi que la part des charges communes assumée par le Conseil départemental et refacturée aux délégataires (cafétéria, boutique des produits locaux et maison du tourisme).

Elles se décomposent comme suit :

	2010	2011	2012	2013	2014
Redevance cafétéria	126 022 €	131 834 €	138 880 €	112 767 €	118 452 €
Redevance boutique produits locaux	12 238 €	11 808 €	13 314 €	12 112 €	12 799 €
Loyer maison du tourisme	12 659 €	12 659 €	12 659 €	12 659 €	12 617 €
Autres (remboursement charges communes, produits exceptionnels)	93 924 €	89 832 €	177 671 €	136 099 €	350 759 €
Total recettes réelles	**244 843 €**	**246 132 €**	**342 524 €**	**273 637 €**	**494 627 €**

Le montant correspondant aux charges communes 2013 remboursées par les sous-concessionnaires en 2014 (148 437 €), s'est stabilisé après une hausse importante en 2012 s'expliquant principalement par l'agrandissement des sanitaires : plus de WC à nettoyer, plus d'eau utilisée et pression des chasses d'eau augmentée, plus de fréquence de passage pour le nettoyage.

Un produit exceptionnel de 180 105 € a été perçu. Il correspond à une récupération de TVA sur les années 2011 à 2013.

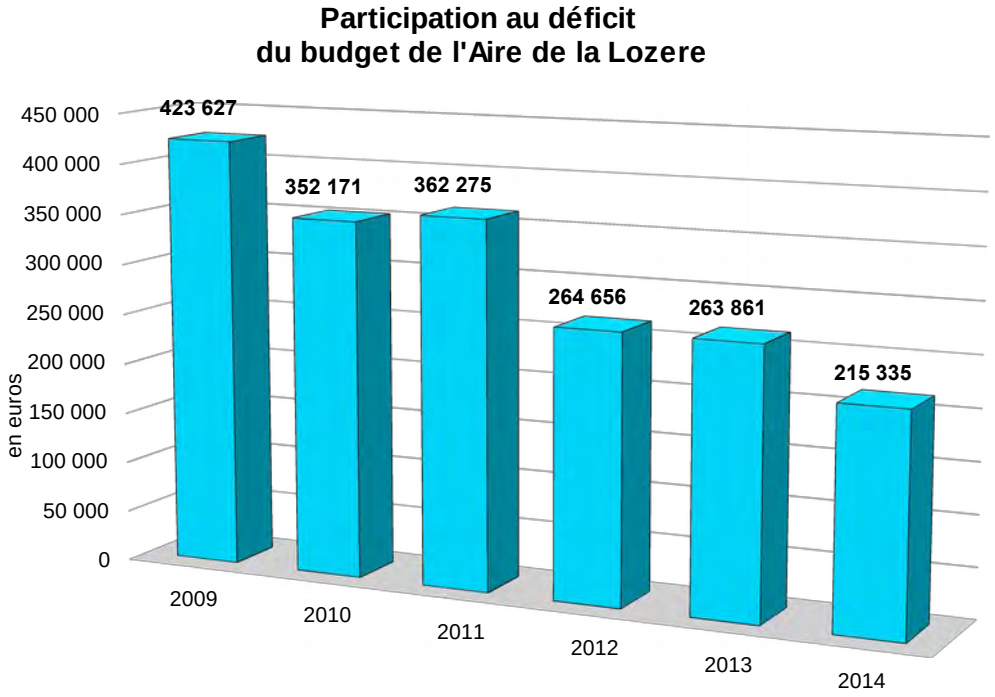
En 2014, les redevances de la cafétéria et de la Boutique des produits locaux ont progressé de + 5,10 %, étant précisé que le calcul de ces dernières est basé sur les chiffres d'affaires de l'année n-1 qui évoluent de la manière suivante :

C.A. HT	2010	évolution	2011	évolution	2012	évolution	2013	évolution
Cafétéria	**2 197 229 €**	4,61%	**2 314 664 €**	5,34%	**1 879 448 €**	-18,80%	**1 974 202 €**	5,04%
Boutique produits locaux	**393 587 €**	-3,52%	**443 799 €**	12,76%	**403 751 €**	-9,02%	**426 641 €**	5,67%

Après avoir subi une nette diminution en 2012 en raison de l'implantation d'installations concurrentielles à proximité de l'Aire, les chiffres d'affaires 2013 se sont légèrement redressés (+ 5 %), sans atteindre leurs niveaux de 2011.

A noter le changement de sous-concessionnaire (BienManger.com) pour la boutique des produits depuis le 1er juillet 2013 qui semble redynamiser le chiffre d'affaires.

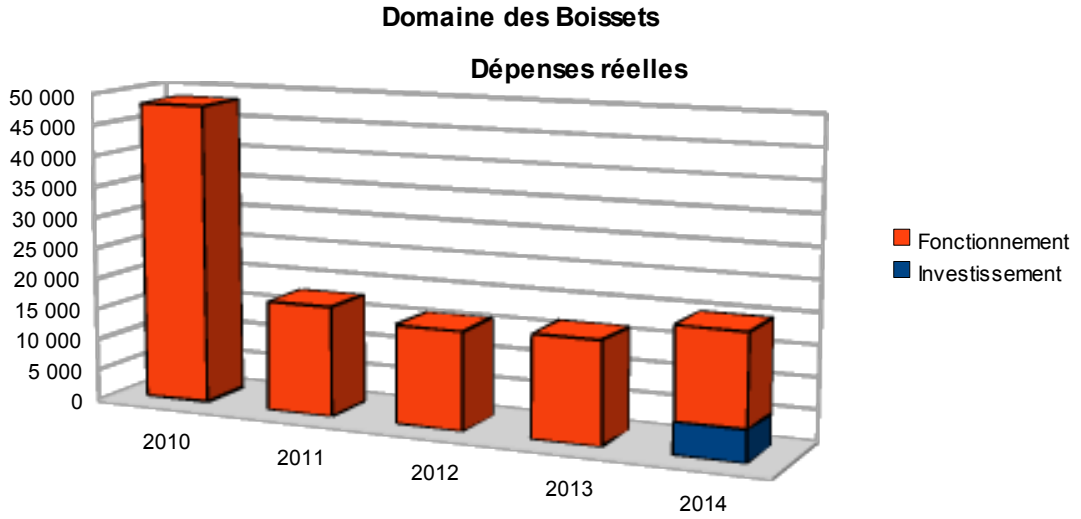
Le montant de la participation du Conseil départemental au déficit du budget de l'Aire de la Lozère évolue de la manière suivante :



DOMAINE DES BOISSETS

Évolution des dépenses réelles :

en euros	2010	2011	2012	2013	2014
Investissement	70 €	0 €	0 €	0 €	5 123 €
Fonctionnement	48 256 €	17 630 €	15 733 €	16 398 €	14 583 €



Les dépenses réelles d'investissement correspondent au remplacement d'un chauffe-eau, de vitres et à des travaux de remise en état électrique du site.

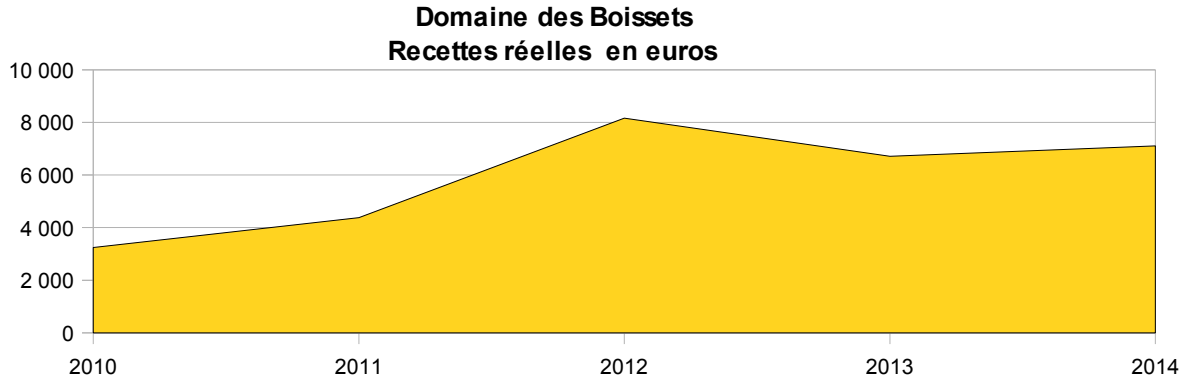
Les dépenses réelles de fonctionnement diminuent en 2014 de – 11,07 %.

Elles correspondent aux coûts d'électricité, d'eau et assainissement, d'assurances, de taxes foncières (en baisse de - 24,15 %) et d'entretien et maintenance des bâtiments.

La baisse des dépenses de fonctionnement de plus de 63 % entre 2010 et 2011 est due à l'échéance de la convention de mise à disposition du Domaine entre la Communauté de Communes des Gorges du Tarn et des Grands Causses et le Conseil départemental. Le montant reversé à la Communauté de Communes s'était élevé en 2010 à 30 000 €.

Évolution des recettes réelles d'exploitation

en euros	2010	2011	2012	2013	2014
Recettes réelles	3 241 €	4 378 €	8 160 €	6 709 €	7 100 €

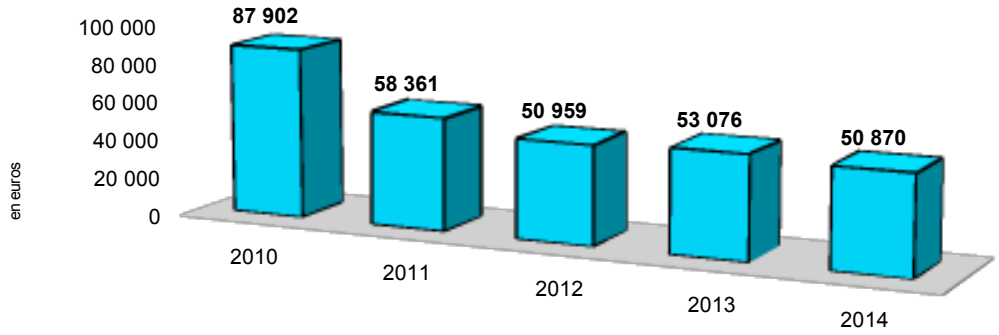


En 2014, les seules recettes perçues par le Département correspondent à :

- - la redevance d'affermage versée par Monsieur PARADAN (3 416 €),
- - à l'indemnité d'occupation du domaine public versée pour l'utilisation à l'année du four à pain (1 680 €),
- - au remboursement des charges d'eau et d'électricité par Mme SEMON, utilisatrice du four à pain (2 004 €, dont 924 € de régularisation de charges 2013).

Le montant de la participation du Conseil départemental au déficit du budget du domaine des Boissets s'établit en 2014 à 50 870 € contre 53 076 € en 2013 soit une baisse de - 4,16 % qui s'explique par la diminution des dépenses de fonctionnement en 2014.

Participation au déficit du budget du Domaine des Boissets



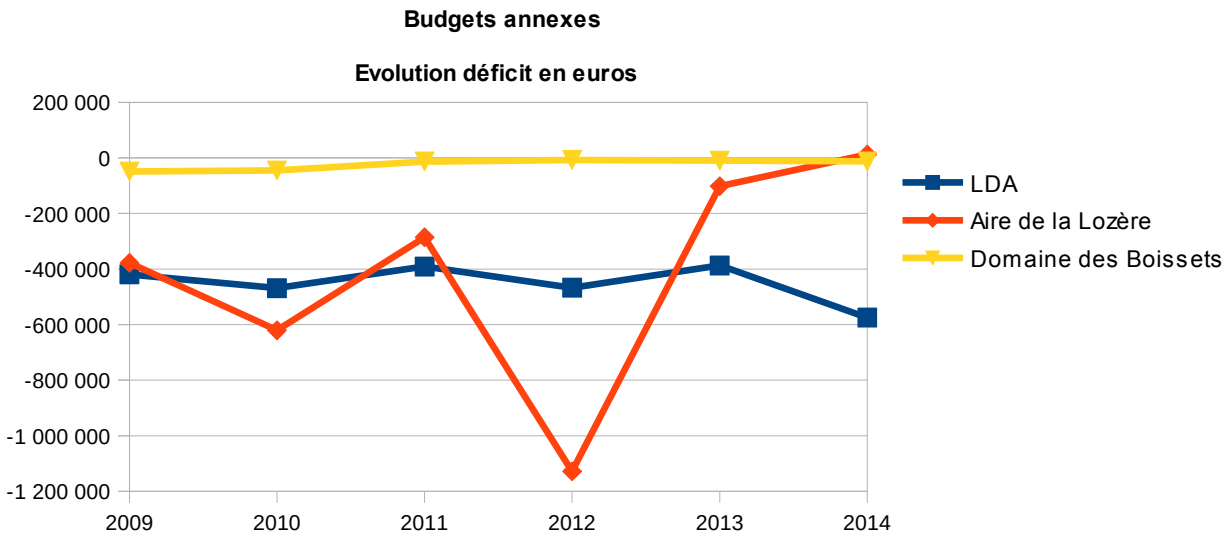
RÉSULTATS D'ACTIVITÉ DES BUDGETS ANNEXES (EN RECETTES ET DÉPENSES RÉELLES)

Les résultats d'activité des budgets annexes évoluent de la manière suivante (hors participation du budget principal au déficit des budgets annexes) :

en euros	2009	2010	2011	2012	2013	2014
LDA	-419 507	-468 619	-391 018	-467 381	-387 161	-574 807
Aire de la Lozère	-377 934	-620 485	-285 841	-1 128 033	-101 671	12 047
Domaine des Boissets	-48 987	-45 085	-13 252	-7 573	-9 689	-12 606
TOTAL	**-846 428**	**-1 134 189**	**-690 111**	**-1 602 987**	**-498 521**	**-575 366**

A noter que le résultat d'activité de l'Aire de la Lozère est positif en 2014 en raison d'une récupération de TVA sur les années 2011 à 2013. Sans ce remboursement, on enregistrerait un déficit de -168 058 €.

Les déficits sont pris en charge par le budget principal dans les dépenses de fonctionnement.



Délibération n°CD_15_1030

DÉPARTEMENT DE LA LOZÈRE

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

Séance du 26 juin 2015

Objet : Finances : modification des autorisations de programmes antérieures et état des autorisations de programmes 2015 votée

Commission : Finances et gestion de la collectivité

Dossier suivi par Finances et budget

Le Conseil départemental de la Lozère, régulièrement convoqué, s'est réuni, sous la présidence de Sophie PANTEL.

Le quorum étant atteint, la séance est ouverte à 14h30

Présents : Robert AIGOIN, Françoise AMARGER-BRAJON, Alain ASTRUC, Laurence BEAUD, Denis BERTRAND, Régine BOURGADE, Henri BOYER, Patricia BREMOND, Eve BREZET, Francis COURTES, Sabine DALLE, Bruno DURAND, Bernard DURAND, Valérie FABRE, Christine HUGON, Sophie MALIGE, Michèle MANOA, Jean-Claude MOULIN, Bernard PALPACUER, Sophie PANTEL, Guylène PANTEL, Jean-Paul POURQUIER, Patrice SAINT-LEGER, Michel THEROND, Valérie VIGNAL.

Pouvoirs : Laurent SUAU ayant donné pouvoir à Régine BOURGADE.

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des Départements et des Régions;

VU le code général des collectivités et notamment les articles L 1111-1, L 1111-2, L 3211-1, L 3211-2 ;

VU les articles L 1612-12, L 3212-1 et suivants, L 3312-1 et suivants et R 3311-2 et suivants du code général des collectivités territoriales ;

VU la délibération n°CG_12_5174 du 21 décembre 2012 adoptant le règlement financier départemental ;

VU la délibération n°CG_14_8158 du 19 décembre 2014 votant le budget primitif 2015 ;

VU la délibération n°CD_15_1011 du 27 avril 2015 faisant état des autorisations de programme antérieures et des autorisations de programme 2015 ;

VU la délibération n°CD_15_1012 du 27 avril 2015 votant la décision modificative n°1 ;

CONSIDÉRANT le rapport n°707 intitulé "Finances : modification des autorisations de programmes antérieures et état des autorisations de programmes 2015 votée" en annexe ;

Le Conseil Départemental, après en avoir délibéré,

VU l'avis favorable de la commission « Finances et gestion de la collectivité » du 19 juin 2015 ;

ARTICLE 1

Décide de procéder aux mouvements budgétaires sur le budget principal tels que détaillés en annexe, modifiant les autorisations de programmes comme suit :

- Mouvements de crédits sur AP 2010 : -0,28 €
- Mouvements de crédits sur AP 2011 : -34 755,27 €
- Mouvements de crédits sur AP 2012 : -458 132,61 €
- Mouvements de crédits sur AP 2013 : -324 190,88 €
- Mouvements de crédits sur AP 2014 : -138 188,35 €
- Mouvements de crédits sur AP 2015 : 835 025,55 €

ARTICLE 2

Prend acte que le montant du solde des autorisations de programmes, sur le budget principal et après ces modifications porte les besoins en crédits de paiement comme suit :

Année	Soldes des autorisations de programme après DM	Crédits de paiement 2015	Crédits de paiement 2016	Crédits de paiement 2017	Crédits de paiement 2018 et plus
2010	179 338,93 €	179 338,93 €			
2011	3 176 768,56 €	1 855 678,56 €	132 109,00 €	132 109,00 €	1 056 872,00 €
2012	11 067 293,63 €	6 421 016,68 €	3 116 196,44 €	429 009,51 €	1 101 071,00 €

Année	Soldes des autorisations de programme après DM	Crédits de paiement 2015	Crédits de paiement 2016	Crédits de paiement 2017	Crédits de paiement 2018 et plus
2013	19 093 203,70 €	11 148 789,61 €	4 900 425,09 €	2 499 454,00 €	544 535,00 €
2014	36 116 874,77 €	13 383 824,73 €	14 453 265,80 €	5 198 311,24 €	3 081 473,00 €
2015	37 014 877,01 €	6 941 733,74 €	11 557 119,59 €	8 970 117,68 €	9 545 906,00 €
	106 648 356,60 €	39 930 382,25 €	34 159 115,92 €	17 229 001,43 €	15 329 857,00 €

Adopté à l'unanimité des voix exprimées,

La Présidente du Conseil Départemental
Sophie PANTEL

Rapport n°707 "Finances : modification des autorisations de programmes antérieures et état des autorisations de programmes 2015 votée", joint en annexe à la délibération n°CD_15_1030 de la Commission Permanente du 26 juin 2015

Préalablement au vote de la décision modificative n°2 de 2015, il convient de procéder à la régularisation des AP antérieures et 2015 sur le budget principal. En effet, l'article 2 du règlement financier adopté par le Conseil général le 21 décembre 2012 prévoit que la modification des autorisations de programmes ne peut intervenir que lors d'une assemblée du Conseil départemental. Le rapport ci-joint récapitule par millésime d'autorisations de programme les mouvements les affectant. Vous trouverez par ailleurs en annexe le détail avant et après décision modificative par autorisations de programme.

Si vous en êtes d'accord, à l'issue de ces régularisations à inscrire lors de la décision modificative, le montant du solde des autorisations de programmes, sur le budget principal portera les besoins en crédits de paiement comme suit :

Année	Soldes des autorisations de programme après DM	Crédits de paiement 2015	Crédits de paiement 2016	Crédits de paiement 2017	Crédits de paiement 2018 et plus
2010	179 338,93 €	179 338,93 €			
2011	3 176 768,56 €	1 855 678,56 €	132 109,00 €	132 109,00 €	1 056 872,00 €
2012	11 067 293,63 €	6 421 016,68 €	3 116 196,44 €	429 009,51 €	1 101 071,00 €
2013	19 093 203,70 €	11 148 789,61 €	4 900 425,09 €	2 499 454,00 €	544 535,00 €
2014	36 116 874,77 €	13 383 824,73 €	14 453 265,80 €	5 198 311,24 €	3 081 473,00 €
2015	37 014 877,01 €	6 941 733,74 €	11 557 119,59 €	8 970 117,68 €	9 545 906,00 €
	106 648 356,60 €	39 930 382,25 €	34 159 115,92 €	17 229 001,43 €	15 329 857,00 €

Je vous propose d'approuver la régularisation des autorisations de programme 2015 et antérieures telles que proposées.

1/ Mouvements sur les Autorisations de Programmes 2010

le montant du solde sur AP 2010 avant la DM est de : 179 339,21 €

le bilan des mouvements de crédits sur AP 2010 est de : -0,28 €

le montant du solde des AP 2010 après modification est de : 179 338,93 €

Corrélativement, le montant des crédits de paiement correspondant à ces autorisations de programmes après modification des crédits se décompose comme suit :

	SOLDE SUR AP	2015	2016	2017	2018 et +
MONTANT AP 2010 AVANT DM	179 339,21 €	179 339,21 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
MONTANT MOUVEMENTS	-0,28 €	-0,28 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
MONTANT AP 2010 APRES DM	179 338,93 €	179 338,93 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €

2/ Mouvements sur les Autorisations de Programmes 2011

le montant du solde sur AP 2011 avant la DM est de : 3 211 523,83 €

le bilan des mouvements de crédits sur AP 2011 est de : -34 755,27 €

le montant du solde des AP 2011 après modification est de : 3 176 768,56 €

Corrélativement, le montant des crédits de paiement correspondant à ces autorisations de programmes après modification des crédits se décompose comme suit :

	SOLDE SUR AP	2015	2016	2017	2018 et +
MONTANT AP 2011 AVANT DM	3 211 523,83 €	1 890 433,83 €	132 109,00 €	132 109,00 €	1 056 872,00 €
MONTANT MOUVEMENTS	-34 755,27 €	-34 755,27 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
MONTANT AP 2011 APRES DM	3 176 768,56 €	1 855 678,56 €	132 109,00 €	132 109,00 €	1 056 872,00 €

3/ Mouvements sur les Autorisations de Programmes 2012

le montant du solde sur AP 2012 avant la DM est de : 11 525 426,24 €

le bilan des mouvements de crédits sur AP 2012 est de : -458 132,61 €

le montant du solde des AP 2012 après modification est de : 11 067 293,63 €

Corrélativement, le montant des crédits de paiement correspondant à ces autorisations de programmes après modification des crédits se décompose comme suit :

	SOLDE SUR AP	2015	2016	2017	2018 et +
MONTANT AP 2012 AVANT DM	11 525 426,24 €	6 476 263,93 €	3 115 812,00 €	832 279,31 €	1 101 071,00 €
MONTANT MOUVEMENTS	-458 132,61 €	-55 247,25 €	384,44 €	-403 269,80 €	0,00 €
MONTANT AP 2012 APRES DM	11 067 293,63 €	6 421 016,68 €	3 116 196,44 €	429 009,51 €	1 101 071,00 €

4/ Mouvements sur les Autorisations de Programmes 2013

le montant du solde sur AP 2013 avant la DM est de : 19 417 394,58 €

le bilan des mouvements de crédits sur AP 2013 est de : -324 190,88 €

le montant du solde des AP 2013 après modification est de : 19 093 203,70 €

Corrélativement, le montant des crédits de paiement correspondant à ces autorisations de programmes après modification des crédits se décompose comme suit :

	SOLDE SUR AP	2015	2016	2017	2018 et +
MONTANT AP 2013 AVANT DM	19 417 394,58 €	11 103 552,42 €	5 289 853,16 €	2 479 454,00 €	544 535,00 €
MONTANT MOUVEMENTS	-324 190,88 €	45 237,19 €	-389 428,07 €	20 000,00 €	0,00 €
MONTANT AP 2013 APRES DM	19 093 203,70 €	11 148 789,61 €	4 900 425,09 €	2 499 454,00 €	544 535,00 €

5/ Mouvements sur les Autorisations de Programmes 2014

le montant du solde sur AP 2014 avant la DM est de : 36 255 063,12 €

le bilan des mouvements de crédits sur AP 2014 est de : -138 188,35 €

le montant du solde des AP 2014 après modification est de : 36 116 874,77 €

Corrélativement, le montant des crédits de paiement correspondant à ces autorisations de programmes après modification des crédits se décompose comme suit :

	SOLDE SUR AP	2015	2016	2017	2018 et +
MONTANT AP 2014 AVANT DM	36 255 063,12 €	12 692 391,99 €	15 077 781,87 €	5 336 857,26 €	3 148 032,00 €
MONTANT MOUVEMENTS	-138 188,35 €	691 432,74 €	-624 516,07 €	-138 546,02 €	-66 559,00 €
MONTANT AP 2014 APRES DM	36 116 874,77 €	13 383 824,73 €	14 453 265,80 €	5 198 311,24 €	3 081 473,00 €

Le bilan des mouvements pour les AP 2014 et antérieures du Budget Principal se décompose ainsi :

	SOLDE SUR AP	2015	2016	2017	2018 et +
BILAN AP AVANT DM	**70 588 746,98 €**	**32 341 981,38 €**	**23 615 556,03 €**	**8 780 699,57 €**	**5 850 510,00 €**
BILAN MOUVEMENTS	**-955 267,39 €**	**646 667,13 €**	**-1 013 559,70 €**	**-521 815,82 €**	**-66 559,00 €**
BILAN AP APRES DM	**69 633 479,59 €**	**32 988 648,51 €**	**22 601 996,33 €**	**8 258 883,75 €**	**5 783 951,00 €**

6/ Mouvements sur les Autorisations de Programmes 2015

le montant du solde sur AP 2015 avant la DM est de : 36 179 851,46 €

le bilan des mouvements de crédits sur AP 2015 est de : 835 025,55 €

le montant du solde des AP 2015 après modification est de : 37 014 877,01 €

Corrélativement, le montant des crédits de paiement correspondant à ces autorisations de programmes après modification des crédits se décompose comme suit :

	SOLDE SUR AP	2015	2016	2017	2018 et +
MONTANT AP 2015 AVANT DM	36 179 851,46 €	6 520 790,87 €	11 521 493,59 €	10 517 837,00 €	7 619 730,00 €
MONTANT MOUVEMENTS	835 025,55 €	420 942,87 €	35 626,00 €	-1 547 719,32 €	1 926 176,00 €
MONTANT AP 2015 APRES DM	37 014 877,01 €	6 941 733,74 €	11 557 119,59 €	8 970 117,68 €	9 545 906,00 €

BILAN AP AVANT INTEGRATION DM	**106 768 598,44 €**	**38 862 772,25 €**	**35 137 049,62 €**	**19 298 536,57 €**	**13 470 240,00 €**
BILAN MOUVEMENTS	**-120 241,84 €**	**1 067 610,00 €**	**-977 933,70 €**	**-2 069 535,14 €**	**1 859 617,00 €**
BILAN AP APRES INTEGRATION DM	**106 648 356,60 €**	**39 930 382,25 €**	**34 159 115,92 €**	**17 229 001,43 €**	**15 329 857,00 €**

PHASAGE AP DM 2 – 2015

AP 2010

AVANT DM

LIBELLE AP	CP 2015	CP 2016	CP 2017	CP 2018 et +	TOTAL AP APRES DM
AMENAGEMENT DE VILLAGE	23 667,00 €				**23 667,00 €**
ENTREPRISES TOURISTIQUES	11 000,00 €				**11 000,00 €**
LOGEMENT	22 016,91 €				**22 016,91 €**
PROJETS TOURISTIQUES STRUCTURANTS & OTSI	122 655,30 €				**122 655,30 €**
Total DATE	***179 339,21 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***179 339,21 €***
TOTAL AP 2011	179 339,21 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	179 339,21 €

APRES DM

CP 2015	CP 2016	CP 2017	CP 2018 et +	TOTAL AP APRES DM	EVOLUTION TOTALE DM
23 667,00 €				**23 667,00 €**	**0,00**
11 000,00 €				**11 000,00 €**	**0,00**
22 016,91 €				**22 016,91 €**	**0,00**
122 655,02 €				**122 655,02 €**	**-0,28**
179 338,93 €	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***179 338,93 €***	***-0,28***
179 338,93 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	179 338,93 €	**-0,28**
-0,28 €	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***-0,28 €***	

AP 2011

AVANT DM

LIBELLE AP	CP 2015	CP 2016	CP 2017	CP 2018 et +	TOTAL AP AVANT DM
AEP ASSAINISSEMENT	132 109,00 €	132 109,00 €	132 109,00 €	1 056 872,00 €	**1 453 199,00 €**
Total DEAE	***132 109,00 €***	***132 109,00 €***	***132 109,00 €***	***1 056 872,00 €***	***1 453 199,00 €***
AMENAGEMENT DE VILLAGE	1 065 028,00 €				**1 065 028,00 €**
DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	70 050,42 €				**70 050,42 €**
ENTREPRISES TOURISTIQUES	27 394,45 €				**27 394,45 €**
HABITAT JEUNES AGRICULTEURS	8 556,00 €				**8 556,00 €**
LOGEMENT	24 222,89 €				**24 222,89 €**
PATRIMOINE	43 737,00 €				**43 737,00 €**
PED INVESTISSEMENT	65 850,00 €				**65 850,00 €**
PROJETS TOURISTIQUES STRUCTURANTS & OTSI	442 763,39 €				**442 763,39 €**
MAISONS MEDICALES					**0,00 €**
Total DATE	***1 747 602,15 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***1 747 602,15 €***
TRAVAUX TOUS BATIMENTS					**0,00 €**
Total DRTB Bâtiments	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***
PROGRAMME REHABILITATION EHPAD	10 722,68 €				**10 722,68 €**
Total DSD	***10 722,68 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***10 722,68 €***
INTERNET					**0,00 €**
Total SI	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***
TOTAL AP 2011	1 890 433,83 €	132 109,00 €	132 109,00 €	1 056 872,00 €	3 211 523,83 €

APRES DM

CP 2015	CP 2016	CP 2017	CP 2018 et +	TOTAL AP AVANT DM	EVOLUTION TOTALE DM
132 109,00 €	132 109,00 €	132 109,00 €	1 056 872,00 €	**1 453 199,00 €**	**0,00**
132 109,00 €	***132 109,00 €***	***132 109,00 €***	***1 056 872,00 €***	***1 453 199,00 €***	***0,00***
1 064 317,00 €				**1 064 317,00 €**	**-711,00**
41 625,84 €				**41 625,84 €**	**-28 424,58**
24 141,94 €				**24 141,94 €**	**-3 252,51**
5 032,00 €				**5 032,00 €**	**-3 524,00**
25 379,71 €				**25 379,71 €**	**1 156,82**
43 737,00 €				**43 737,00 €**	**0,00**
65 850,00 €				**65 850,00 €**	**0,00**
442 763,39 €				**442 763,39 €**	**0,00**
				0,00 €	**0,00**
1 712 846,88 €	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***1 712 846,88 €***	***-34 755,27***
				0,00 €	**0,00**
0,00 €	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00***
10 722,68 €				**10 722,68 €**	**0,00**
10 722,68 €	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***10 722,68 €***	***0,00***
				0,00 €	**0,00**
0,00 €	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00***
1 855 678,56 €	132 109,00 €	132 109,00 €	1 056 872,00 €	3 176 768,56 €	**-34 755,27**
-34 755,27 €	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***-34 755,27 €***	

AP 2012

LIBELLE AP	AVANT DM CP 2015	AVANT DM CP 2016	AVANT DM CP 2017	AVANT DM CP 2018 et +	AVANT DM TOTAL AP AVANT DM	APRES DM CP 2015	APRES DM CP 2016	APRES DM CP 2017	APRES DM CP 2018 et +	APRES DM TOTAL AP AVANT DM	EVOLUTION TOTALE DM
AEP ASSAINISSEMENT	197 339,59 €	122 341,00 €	122 341,00 €	1 101 071,00 €	**1 543 092,59 €**	197 339,59 €	122 341,00 €	122 341,00 €	1 101 071,00 €	**1 543 092,59 €**	**0,00 €**
AMÉLIORATIONS FONCIÈRES ET FORESTIÈRES					**0,00 €**					**0,00 €**	**0,00 €**
MAÎTRISE DES DÉCHETS					**0,00 €**					**0,00 €**	**0,00 €**
DÉFENSE DES FORÊTS CONTRE L'INCENDIE					**0,00 €**					**0,00 €**	**0,00 €**
REPRISE DES LIGNES HORS AP/DEAE					**0,00 €**					**0,00 €**	**0,00 €**
CRÉDITS RMC	85 908,30 €				**85 908,30 €**	85 908,30 €				**85 908,30 €**	**0,00 €**
ENERGIE					**0,00 €**					**0,00 €**	**0,00 €**
Total DEAE	***283 247,89 €***	***122 341,00 €***	***122 341,00 €***	***1 101 071,00 €***	***1 629 000,89 €***	***283 247,89 €***	***122 341,00 €***	***122 341,00 €***	***1 101 071,00 €***	***1 629 000,89 €***	***0,00 €***
AMENAGEMENT DE VILLAGE	458 388,38 €	490 546,00 €			**948 934,38 €**	497 034,38 €	451 900,00 €			**948 934,38 €**	**0,00 €**
BOIS ENERGIE	13 670,00 €				**13 670,00 €**	13 670,00 €				**13 670,00 €**	**0,00 €**
DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	17 989,06 €				**17 989,06 €**	9 637,28 €				**9 637,28 €**	**-8 351,78 €**
ECOLES PRIMAIRES	48 310,00 €	29 925,00 €			**78 235,00 €**	48 310,00 €	29 925,00 €			**78 235,00 €**	**0,00 €**
HABITAT JEUNES AGRICULTEURS	16 909,00 €				**16 909,00 €**	16 909,00 €				**16 909,00 €**	**0,00 €**
HABITER MIEUX	7 000,00 €				**7 000,00 €**	7 000,00 €				**7 000,00 €**	**0,00 €**
ENTREPRISES TOURISTIQUES	96 083,28 €				**96 083,28 €**	95 844,81 €				**95 844,81 €**	**-238,47 €**
LOGEMENT	1 385,68 €				**1 385,68 €**	1 385,68 €				**1 385,68 €**	**0,00 €**
MAISONS MEDICALES	0,00 €	92 000,00 €			**92 000,00 €**	0,00 €	92 000,00 €			**92 000,00 €**	**0,00 €**
PATRIMOINE	118 720,00 €	77 000,00 €			**195 720,00 €**	78 417,00 €	117 303,00 €			**195 720,00 €**	**0,00 €**
PED INVESTISSEMENT	105 011,10 €	70 000,00 €			**175 011,10 €**	105 011,10 €	68 727,44 €			**173 738,54 €**	**-1 272,56 €**
PER 1ERE VAGUE	38 100,00 €	0,00 €			**38 100,00 €**	38 100,00 €	0,00 €			**38 100,00 €**	**0,00 €**
PROG EQUIPEMENT VOIRIE COMMUNALE	19 023,34 €				**19 023,34 €**	19 023,34 €				**19 023,34 €**	**0,00 €**
PROJETS TOURISTIQUES STRUCTURANTS & OTSI	357 239,01 €	400 000,00 €			**757 239,01 €**	357 239,01 €	400 000,00 €			**757 239,01 €**	**0,00 €**
FIE INVESTISSEMENT	2 165,60 €				**2 165,60 €**	2 165,60 €				**2 165,60 €**	**0,00 €**
REPRISE DES LIGNES DATE	11 758,44 €				**11 758,44 €**	11 758,44 €				**11 758,44 €**	**0,00 €**
Total DATE	***1 311 752,89 €***	***1 159 471,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***2 471 223,89 €***	***1 301 505,64 €***	***1 159 855,44 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***2 461 361,08 €***	***-9 862,81 €***
TRAVAUX TOUS BATIMENTS	254 811,50 €				**254 811,50 €**	209 811,50 €				**209 811,50 €**	**-45 000,00 €**
COLLEGE DU COLLET DE DEZE	3 525 222,08 €	1 050 000,00 €	403 269,80 €		**4 978 491,88 €**	3 525 222,08 €	1 050 000,00 €	0,00 €		**4 575 222,08 €**	**-403 269,80 €**
Total DRTB Bâtiments	***3 780 033,58 €***	***1 050 000,00 €***	***403 269,80 €***	***0,00 €***	***5 233 303,38 €***	***3 735 033,58 €***	***1 050 000,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***4 785 033,58 €***	***-448 269,80 €***
PROGRAMME REHABILITATION EHPAD	933 378,23 €	784 000,00 €	306 668,51 €		**2 024 046,74 €**	933 378,23 €	784 000,00 €	306 668,51 €		**2 024 046,74 €**	**0,00 €**
Total DSD	***933 378,23 €***	***784 000,00 €***	***306 668,51 €***	***0,00 €***	***2 024 046,74 €***	***933 378,23 €***	***784 000,00 €***	***306 668,51 €***	***0,00 €***	***2 024 046,74 €***	***0,00 €***
REPRISE DES LIGNES HORS AP/BDP					**0,00 €**					**0,00 €**	**0,00 €**
Total BDP	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***
TRAVAUX DE VOIRIE	167 851,34 €				**167 851,34 €**	167 851,34 €				**167 851,34 €**	**0,00 €**
Total DRTB Routes	***167 851,34 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***167 851,34 €***	***167 851,34 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***167 851,34 €***	***0,00 €***
TOTAL AP 2012	**6 476 263,93 €**	**3 115 812,00 €**	**832 279,31 €**	**1 101 071,00 €**	**11 525 426,24 €**	**6 421 016,68 €**	**3 116 196,44 €**	**429 009,51 €**	**1 101 071,00 €**	**11 067 293,63 €**	**-458 132,61 €**
						-55 247,25 €	***384,44 €***	***-403 269,80 €***	***0,00 €***	***-458 132,61 €***	

AP 2013

LIBELLE AP	AVANT DM CP 2015	AVANT DM CP 2016	AVANT DM CP 2017	AVANT DM CP 2018 et +	AVANT DM TOTAL AP AVANT DM	APRES DM CP 2015	APRES DM CP 2016	APRES DM CP 2017	APRES DM CP 2018 et +	APRES DM TOTAL AP AVANT DM	EVOLUTION TOTALE DM
AEP ASSAINISSEMENT	223 979,40 €	323 120,00 €	54 454,00 €	544 535,00 €	**1 146 088,40 €**	223 979,40 €	323 120,00 €	54 454,00 €	544 535,00 €	**1 146 088,40 €**	**0,00 €**
AMÉLIORATIONS FONCIÈRES ET FORESTIÈRES	113 817,28 €	20 000,00 €			**133 817,28 €**	111 555,65 €	20 000,00 €			**131 555,65 €**	**-2 261,63 €**
CIRQUE DES BAUMES	38 287,32 €				**38 287,32 €**	38 287,32 €				**38 287,32 €**	**0,00 €**
GESTION DES DECHETS NON DANGEREUX	159 328,20 €	5 000,00 €			**164 328,20 €**	159 328,20 €	5 000,00 €			**164 328,20 €**	**0,00 €**
DÉFENSE DES FORÊTS CONTRE L'INCENDIE	45 562,83 €				**45 562,83 €**	43 576,71 €				**43 576,71 €**	**-1 986,12 €**
ÉQUIPEMENTS ÉNERGIES RENOUVELABLES	400,00 €				**400,00 €**	400,00 €				**400,00 €**	**0,00 €**
EQUIPEMENTS AGRICOLES	67 134,87 €				**67 134,87 €**	67 134,87 €				**67 134,87 €**	**0,00 €**
SUBVENTIONS ENVIRONNEMENT	7 762,00 €				**7 762,00 €**	7 762,00 €				**7 762,00 €**	**0,00 €**
ACTIVITÉS DE PLEINE NATURE	53 357,70 €				**53 357,70 €**	53 357,70 €				**53 357,70 €**	**0,00 €**
Total DEAE	***709 629,60 €***	***348 120,00 €***	***54 454,00 €***	***544 535,00 €***	***1 656 738,60 €***	***705 381,85 €***	***348 120,00 €***	***54 454,00 €***	***544 535,00 €***	***1 652 490,85 €***	***-4 247,75 €***
AMENAGEMENT DE VILLAGE	925 812,00 €	1 192 610,00 €	340 000,00 €		**2 458 422,00 €**	1 010 812,00 €	1 104 426,00 €	340 000,00 €		**2 455 238,00 €**	**-3 184,00 €**
BOIS ENERGIE	8 663,00 €				**8 663,00 €**	8 663,00 €				**8 663,00 €**	**0,00 €**
DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	155 247,10 €	168 948,10 €			**324 195,20 €**	156 704,14 €	161 011,95 €			**317 716,09 €**	**-6 479,11 €**
ECOLES PRIMAIRES	31 992,00 €	11 000,00 €			**42 992,00 €**	31 992,00 €	11 000,00 €			**42 992,00 €**	**0,00 €**
FIE INVESTISSEMENT	57 773,49 €	30 000,00 €			**87 773,49 €**	56 801,39 €	29 236,20 €			**86 037,59 €**	**-1 735,90 €**
HABITAT JEUNES AGRICULTEURS	30 000,00 €	33 000,00 €			**63 000,00 €**	20 000,00 €	43 000,00 €			**63 000,00 €**	**0,00 €**
HABITER MIEUX	15 000,00 €				**15 000,00 €**	12 000,00 €	3 000,00 €			**15 000,00 €**	**0,00 €**
ENTREPRISES TOURISTIQUES	435 282,35 €				**435 282,35 €**	407 282,35 €				**407 282,35 €**	**-28 000,00 €**
LOGEMENT	6 759,18 €	0,00 €			**6 759,18 €**	6 759,18 €	0,00 €			**6 759,18 €**	**0,00 €**
MATERIEL SIG					**0,00 €**					**0,00 €**	**0,00 €**
PATRIMOINE	155 302,00 €	131 866,00 €	50 000,00 €		**337 168,00 €**	155 302,00 €	131 422,00 €	50 000,00 €		**336 724,00 €**	**-444,00 €**
PED INVESTISSEMENT	308 960,17 €	150 000,00 €			**458 960,17 €**	273 960,17 €	147 899,88 €	35 000,00 €		**456 860,05 €**	**-2 100,12 €**
PER	69 685,16 €	75 000,00 €	0,00 €		**144 685,16 €**	94 685,16 €	50 000,00 €	0,00 €		**144 685,16 €**	**0,00 €**
PROG EQUIPEMENT VOIRIE COMMUNALE	99 750,87 €	58 100,00 €			**157 850,87 €**	99 750,87 €	58 100,00 €			**157 850,87 €**	**0,00 €**
INFRASTRUCTURES SDEE	0,00 €				**0,00 €**	0,00 €				**0,00 €**	**0,00 €**
PROJETS TOURISTIQUES STRUCTURANTS & OTSI	539 923,79 €	677 209,06 €	80 000,00 €		**1 297 132,85 €**	554 923,79 €	399 209,06 €	65 000,00 €		**1 019 132,85 €**	**-278 000,00 €**
Total DATE	***2 840 151,11 €***	***2 527 733,16 €***	***470 000,00 €***	***0,00 €***	***5 837 884,27 €***	***2 889 636,05 €***	***2 138 305,09 €***	***490 000,00 €***	***0,00 €***	***5 517 941,14 €***	***-319 943,13 €***
BATIMENTS ENSEIGNEMENT	273 776,65 €	90 000,00 €			**363 776,65 €**	273 776,65 €	90 000,00 €			**363 776,65 €**	**0,00 €**
BATIMENTS INSTITUTIONNELS	215 303,67 €				**215 303,67 €**	215 303,67 €				**215 303,67 €**	**0,00 €**
BATIMENTS ROUTES	236 966,16 €	40 000,00 €			**276 966,16 €**	236 966,16 €	40 000,00 €			**276 966,16 €**	**0,00 €**
COLLEGE SAINT-CHELY RENOVATION THERMIQUE	90 115,14 €	1 400 000,00 €	1 955 000,00 €		**3 445 115,14 €**	90 115,14 €	1 400 000,00 €	1 955 000,00 €		**3 445 115,14 €**	**0,00 €**
DSP LES BOUVIERS STE LUCIE	204 594,90 €				**204 594,90 €**	204 594,90 €				**204 594,90 €**	**0,00 €**
EGLISE SAINT-FLOUR DU POMPIDOU RENOVATION	189 898,65 €	699 000,00 €			**888 898,65 €**	189 898,65 €	699 000,00 €			**888 898,65 €**	**0,00 €**
Total DRTB Bâtiments	***1 210 655,17 €***	***2 229 000,00 €***	***1 955 000,00 €***	***0,00 €***	***5 394 655,17 €***	***1 210 655,17 €***	***2 229 000,00 €***	***1 955 000,00 €***	***0,00 €***	***5 394 655,17 €***	***0,00 €***
CRÈCHES CRÉATION ET INV. COURANT	139 555,09 €	125 000,00 €			**264 555,09 €**	139 555,09 €	125 000,00 €			**264 555,09 €**	**0,00 €**
PROGRAMME REHABILITATION EHPAD	0,00 €	60 000,00 €			**60 000,00 €**	0,00 €	60 000,00 €			**60 000,00 €**	**0,00 €**
Total DSD	***139 555,09 €***	***185 000,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***324 555,09 €***	***139 555,09 €***	***185 000,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***324 555,09 €***	***0,00 €***
FRAIS INSERTION	0,00 €				**0,00 €**	0,00 €				**0,00 €**	**0,00 €**
Total Marchés	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***
INFORMATIQUE	135 468,33 €				**135 468,33 €**	135 468,33 €				**135 468,33 €**	**0,00 €**
RESEAU HAUT DEBIT MENDE	0,00 €				**0,00 €**	0,00 €				**0,00 €**	**0,00 €**
SALLE INFO	286 569,99 €				**286 569,99 €**	286 569,99 €				**286 569,99 €**	**0,00 €**
Total Informatique	***422 038,32 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***422 038,32 €***	***422 038,32 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***422 038,32 €***	***0,00 €***
RESTAURATION ET ACQUISITIONS ARCHIVES					**0,00 €**					**0,00 €**	**0,00 €**
Total Archives	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***
AIDES AMENAGEMENT BIBLIOTHEQUES					**0,00 €**					**0,00 €**	**0,00 €**
Total BDP	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***
MOBILIER, MATERIEL ET OUTILLAGE					**0,00 €**					**0,00 €**	**0,00 €**
Total Moyens Généraux	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***
PARTICIPATIONS					**0,00 €**					**0,00 €**	**0,00 €**
Total Finances	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***
PATRIMOINE	10 823,00 €				**10 823,00 €**	10 823,00 €				**10 823,00 €**	**0,00 €**
Total DESC	***10 823,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***10 823,00 €***	***10 823,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***10 823,00 €***	***0,00 €***
TELEPHONIE MOBILE	51 308,37 €				**51 308,37 €**	51 308,37 €				**51 308,37 €**	**0,00 €**
DTICP	1 031 849,58 €				**1 031 849,58 €**	1 031 849,58 €				**1 031 849,58 €**	**0,00 €**
Total DTICP	***1 083 157,95 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***1 083 157,95 €***	***1 083 157,95 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***1 083 157,95 €***	***0,00 €***
TRAVAUX SERVICE DES TRANSPORTS	80 000,00 €				**80 000,00 €**	80 000,00 €				**80 000,00 €**	**0,00 €**
Total DRTB Transports	***80 000,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***80 000,00 €***	***80 000,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***80 000,00 €***	***0,00 €***
TXVOIRIE	4 607 542,18 €				**4 607 542,18 €**	4 607 542,18 €				**4 607 542,18 €**	**0,00 €**
Total DRTB Routes	***4 607 542,18 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***4 607 542,18 €***	***4 607 542,18 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***4 607 542,18 €***	***0,00 €***
TOTAL AP 2013	11 103 552,42 €	5 289 853,16 €	2 479 454,00 €	544 535,00 €	19 417 394,58 €	11 148 789,61 €	4 900 425,09 €	2 499 454,00 €	544 535,00 €	19 093 203,70 €	**-324 190,88 €**
						45 237,19 €	***-389 428,07 €***	***20 000,00 €***	***0,00 €***	***-324 190,88 €***	

BUDGET ANNEXE LDA

AP 2013

LIBELLE AP	AVANT DM CP 2015	AVANT DM CP 2016	AVANT DM CP 2017	AVANT DM CP 2018 et +	AVANT DM TOTAL AP APRES DM	APRES DM CP 2015	APRES DM CP 2016	APRES DM CP 2017	APRES DM CP 2018 et +	APRES DM TOTAL AP APRES DM	EVOLUTION DM
TRAVAUX D'AMELIORATION	472 963,86 €				**472 963,86 €**	472 963,86 €				**472 963,86 €**	**0,00 €**
						0,00 €	***0,00 €***			***0,00 €***	

AP 2014

	AVANT DM						APRES DM					
LIBELLE AP	CP 2015	CP 2016	CP 2017	CP 2018 et +	TOTAL AP APRES DM		CP 2015	CP 2016	CP 2017	CP 2018 et +	TOTAL AP APRES DM	EVOLUTION DM
POLITIQUE DE L'EAU	259 013,00 €	514 038,00 €	387 992,00 €	1 148 032,00 €	**2 309 075,00 €**		258 414,40 €	506 582,00 €	381 941,00 €	1 081 473,00 €	**2 228 410,40 €**	**-80 664,60 €**
DIVERSIFICATION AGRICOLE	0,00 €	5 000,00 €			**5 000,00 €**		0,00 €	0,00 €			**0,00 €**	**-5 000,00 €**
AMELIORATIONS FONCIERES ET FORESTIERES	70 386,00 €	66 000,00 €			**136 386,00 €**		65 592,86 €	60 000,00 €			**125 592,86 €**	**-10 793,14 €**
ENERGIE	9 500,00 €	5 000,00 €			**14 500,00 €**		5 000,00 €	1 771,60 €			**6 771,60 €**	**-7 728,40 €**
GESTION DES DECHETS NON DANGEREUX	60 293,00 €	73 762,68 €			**134 055,68 €**		45 060,49 €	71 385,19 €			**116 445,68 €**	**-17 610,00 €**
ACTION EN FAVEUR DE L'ENVIRONNEMENT	0,00 €	0,00 €			**0,00 €**		0,00 €	0,00 €			**0,00 €**	**0,00 €**
ACTIVITES DE PLEINE NATURE	5 850,00 €	3 000,00 €			**8 850,00 €**		4 048,00 €	3 000,00 €			**7 048,00 €**	**-1 802,00 €**
SOUTIEN A L'INSTALLATION EN AGRICULTURE	55 099,53 €				**55 099,53 €**		55 099,53 €				**55 099,53 €**	**0,00 €**
CIRQUE DES BAUMES	8 256,00 €				**8 256,00 €**		8 256,00 €				**8 256,00 €**	**0,00 €**
Total DEAE	***468 397,53 €***	***666 800,68 €***	***387 992,00 €***	***1 148 032,00 €***	***2 671 222,21 €***		***441 471,28 €***	***642 738,79 €***	***381 941,00 €***	***1 081 473,00 €***	***2 547 624,07 €***	***-123 598,14 €***
BOIS ENERGIE	50 000,00 €	59 000,00 €			**109 000,00 €**		0,00 €	59 000,00 €	50 000,00 €		**109 000,00 €**	**0,00 €**
DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	113 503,37 €	80 000,00 €	51 321,26 €		**244 824,63 €**		118 503,37 €	90 000,00 €	36 321,26 €		**244 824,63 €**	**0,00 €**
ECOLES PUBLIQUES PRIMAIRES	50 000,00 €	45 651,00 €	23 091,00 €		**118 742,00 €**		30 000,00 €	65 651,00 €	23 091,00 €		**118 742,00 €**	**0,00 €**
HABITAT DES JEUNES AGRICULTEURS	15 813,00 €	13 000,00 €	15 000,00 €		**43 813,00 €**		25 813,00 €	8 000,00 €	10 000,00 €		**43 813,00 €**	**0,00 €**
AIDES AUX COMMUNES	645 346,60 €	1 212 972,40 €	2 037 560,00 €		**3 895 879,00 €**		735 346,60 €	1 212 968,90 €	1 947 560,00 €		**3 895 875,50 €**	**-3,50 €**
LOGEMENT	40 000,00 €	60 000,00 €	0,00 €		**100 000,00 €**		50 000,00 €	50 000,00 €	0,00 €		**100 000,00 €**	**0,00 €**
PATRIMOINE	156 437,00 €	133 142,00 €	170 000,00 €		**459 579,00 €**		111 437,00 €	163 142,00 €	177 823,00 €		**452 402,00 €**	**-7 177,00 €**
PED INVESTISSEMENT	541 969,15 €	532 215,79 €	400 000,00 €		**1 474 184,94 €**		541 969,15 €	531 077,39 €	400 000,00 €		**1 473 046,54 €**	**-1 138,40 €**
PROGRAMME EQUIPEMENT DE LA VOIRIE	352 132,82 €	310 000,00 €	170 000,00 €		**832 132,82 €**		670 991,81 €	65 187,72 €	89 681,98 €		**825 861,51 €**	**-6 271,31 €**
INFRASTRUCTURES SDEE	150 000,00 €	100 000,00 €			**250 000,00 €**		150 000,00 €	100 000,00 €			**250 000,00 €**	**0,00 €**
PROJETS TOURISTIQUES STRUCTURANTS ET OTSI	693 000,00 €	80 000,00 €	71 893,00 €		**844 893,00 €**		693 000,00 €	80 000,00 €	71 893,00 €		**844 893,00 €**	**0,00 €**
FIE INVESTISSEMENTS	51 230,00 €	65 000,00 €	0,00 €		**116 230,00 €**		70 730,00 €	45 500,00 €	0,00 €		**116 230,00 €**	**0,00 €**
HABITER MIEUX	31 500,00 €	10 000,00 €	10 000,00 €		**51 500,00 €**		21 500,00 €	20 000,00 €	10 000,00 €		**51 500,00 €**	**0,00 €**
Total DATE	***2 890 931,94 €***	***2 700 981,19 €***	***2 948 865,26 €***	***0,00 €***	***8 540 778,39 €***		***3 219 290,93 €***	***2 490 527,01 €***	***2 816 370,24 €***	***0,00 €***	***8 526 188,18 €***	***-14 590,21 €***
INVESTISSEMENT ROUTIERS ET MOYENS MATERIELS	6 147 739,26 €	8 832 000,00 €			**14 979 739,26 €**		6 537 739,26 €	8 442 000,00 €			**14 979 739,26 €**	**0,00 €**
Total DRTB Routes	***6 147 739,26 €***	***8 832 000,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***14 979 739,26 €***		***6 537 739,26 €***	***8 442 000,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***14 979 739,26 €***	***0,00 €***
BATIMENTS ENSEIGNEMENT	102 000,00 €	218 000,00 €			**320 000,00 €**		102 000,00 €	218 000,00 €			**320 000,00 €**	**0,00 €**
BATIMENTS INSTITUTIONNELS	155 244,54 €	20 000,00 €			**175 244,54 €**		155 244,54 €	20 000,00 €			**175 244,54 €**	**0,00 €**
BATIMENTS ROUTES	50 000,00 €	140 000,00 €			**190 000,00 €**		50 000,00 €	140 000,00 €			**190 000,00 €**	**0,00 €**
BATIMENTS DES ARCHIVES DEPARTEMENTALES	0,00 €	0,00 €	0,00 €		**0,00 €**		0,00 €	0,00 €	0,00 €		**0,00 €**	**0,00 €**
Total DRTB Bâtiments	***307 244,54 €***	***378 000,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***685 244,54 €***		***307 244,54 €***	***378 000,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***685 244,54 €***	***0,00 €***
FRAIS D'INSERTION	3 212,00 €				**3 212,00 €**		3 212,00 €				**3 212,00 €**	**0,00 €**
Total Marchés	***3 212,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***3 212,00 €***		***3 212,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***3 212,00 €***	***0,00 €***
INFORMATIQUE 2015	504 756,67 €				***504 756,67 €***		504 756,67 €				***504 756,67 €***	**0,00 €**
Total Informatique	***504 756,67 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***504 756,67 €***		***504 756,67 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***504 756,67 €***	***0,00 €***
PLAN OBJET ET RESTAURATION DES OBJETS MOBILIERS	97 771,20 €	0,00 €			**97 771,20 €**		97 771,20 €	0,00 €			**97 771,20 €**	**0,00 €**
COLLEGES PRIVES ET LYCEE CHAPTAL	35 691,89 €				**35 691,89 €**		35 691,89 €				**35 691,89 €**	**0,00 €**
AIDE A L'EQUIPEMENT SPORTIF POUR LES ASSOCIATIONS					**0,00 €**						**0,00 €**	**0,00 €**
Total DESC	***133 463,09 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***133 463,09 €***		***133 463,09 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***133 463,09 €***	***0,00 €***
TRES HAUT DEBIT	1 957 396,96 €	2 500 000,00 €	2 000 000,00 €	2 000 000,00 €	8 457 396,96 €		1 957 396,96 €	2 500 000,00 €	2 000 000,00 €	2 000 000,00 €	8 457 396,96 €	**0,00 €**
Total DTICP	***1 957 396,96 €***	***2 500 000,00 €***	***2 000 000,00 €***	***2 000 000,00 €***	***8 457 396,96 €***		***1 957 396,96 €***	***2 500 000,00 €***	***2 000 000,00 €***	***2 000 000,00 €***	***8 457 396,96 €***	***0,00 €***
AIDES AMENAGEMENT BIBLIOTHEQUES	17 250,00 €				**17 250,00 €**		17 250,00 €				**17 250,00 €**	**0,00 €**
Total Bibliothèque	***17 250,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***17 250,00 €***		***17 250,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***17 250,00 €***	***0,00 €***
MOBILIER, MATERIEL ET OUTILLAGE					**0,00 €**						**0,00 €**	**0,00 €**
Total Moyens Généraux	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***		***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***
SDIS					**0,00 €**						**0,00 €**	**0,00 €**
Total SDIS	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***		***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***
REVERSEMENT TAXE ELECTRICITE					**0,00 €**						**0,00 €**	**0,00 €**
PARTICIPATION CAPITAL	262 000,00 €				**262 000,00 €**		262 000,00 €				**262 000,00 €**	**0,00 €**
SUBVENTION SEM ABATTOIR					**0,00 €**						**0,00 €**	**0,00 €**
Total Finances	***262 000,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***262 000,00 €***		***262 000,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***0,00 €***	***262 000,00 €***	***0,00 €***
												0,00 €
TOTAL AP 2014	**12 692 391,99 €**	**15 077 781,87 €**	**5 336 857,26 €**	**3 148 032,00 €**	**36 255 063,12 €**		**13 383 824,73 €**	**14 453 265,80 €**	**5 198 311,24 €**	**3 081 473,00 €**	**36 116 874,77 €**	**-138 188,35 €**
							691 432,74 €	**-624 516,07 €**	**-138 546,02 €**	**-66 559,00 €**	**-138 188,35 €**	

TOTAL GENERAL AP 2014 ET ANTERIEURES

AVANT DM

CP 2015	CP 2016	CP 2017	CP 2018 et +	TOTAL AP APRES DM
32 341 981,38 €	23 615 556,03 €	8 780 699,57 €	5 850 510,00 €	70 588 746,98 €

APRES DM

CP 2015	CP 2016	CP 2017	CP 2018 et +	TOTAL AP APRES DM
32 988 648,51 €	22 601 996,33 €	8 258 883,75 €	5 783 951,00 €	69 633 479,59 €

DETAIL PAR DIRECTIONS	CP 2015	CP 2016	CP 2017	CP 2018 et +	TOTAL AP APRES DM	DETAIL PAR DIRECTIONS	CP 2015	CP 2016	CP 2017	CP 2018 et +	TOTAL AP APRES DM	EVOLUTION TOTALE DM
DEAE	1 593 384,02 €	1 269 370,68 €	696 896,00 €	3 850 510,00 €	7 410 160,70 €	DEAE	1 562 210,02 €	1 245 308,79 €	690 845,00 €	3 783 951,00 €	7 282 314,81 €	-127 845,89 €
DATE	8 969 777,30 €	6 388 185,35 €	3 418 865,26 €	0,00 €	18 776 827,91 €	DATE	9 302 618,43 €	5 788 687,54 €	3 306 370,24 €	0,00 €	18 397 676,21 €	-379 151,70 €
DSD	1 083 656,00 €	969 000,00 €	306 668,51 €	0,00 €	2 359 324,51 €	DSD	1 083 656,00 €	969 000,00 €	306 668,51 €	0,00 €	2 359 324,51 €	0,00 €
DRTB Bâtiments	5 297 933,29 €	3 657 000,00 €	2 358 269,80 €	0,00 €	11 313 203,09 €	DRTB Bâtiments	5 252 933,29 €	3 657 000,00 €	1 955 000,00 €	0,00 €	10 864 933,29 €	-448 269,80 €
DRTB Routes	10 923 132,78 €	8 832 000,00 €	0,00 €	0,00 €	19 755 132,78 €	DRTB Routes	11 313 132,78 €	8 442 000,00 €	0,00 €	0,00 €	19 755 132,78 €	0,00 €
DRTB Transports	80 000,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	80 000,00 €	DRTB Transports	80 000,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	80 000,00 €	0,00 €
BDP	17 250,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	17 250,00 €	BDP	17 250,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	17 250,00 €	0,00 €
Archives	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	Archives	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
Marchés	3 212,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	3 212,00 €	Marchés	3 212,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	3 212,00 €	0,00 €
Informatique	926 794,99 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	926 794,99 €	Informatique	926 794,99 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	926 794,99 €	0,00 €
Moyens Généraux	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	Moyens Généraux	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
DESC	144 286,09 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	144 286,09 €	DESC	144 286,09 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	144 286,09 €	0,00 €
DTICP	3 040 554,91 €	2 500 000,00 €	2 000 000,00 €	2 000 000,00 €	9 540 554,91 €	DTICP	3 040 554,91 €	2 500 000,00 €	2 000 000,00 €	2 000 000,00 €	9 540 554,91 €	0,00 €
Finances	262 000,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	262 000,00 €	Finances	262 000,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	262 000,00 €	0,00 €
SDIS	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	SDIS	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
	32 341 981,38 €	23 615 556,03 €	8 780 699,57 €	5 850 510,00 €	70 588 746,98 €		32 988 648,51 €	22 601 996,33 €	8 258 883,75 €	5 783 951,00 €	69 633 479,59 €	-955 267,39 €
							646 667,13 €	-1 013 559,70 €	-521 815,82 €	-66 559,00 €	-955 267,39 €	

AP 2015

AVANT DM

LIBELLE AP	CP 2015	CP 2016	CP 2017	CP 2018 et +	TOTAL AP APRES DM
SCHEMA ENS/APN	20 000,00 €	30 000,00 €			50 000,00 €
DIVERSIFICATION AGRICOLE	5 000,00 €	10 000,00 €	10 000,00 €		25 000,00 €
AMELIORATIONS FONCIERES ET FORESTIERES	65 000,00 €	115 000,00 €	70 000,00 €		250 000,00 €
POLITIQUE DE L'EAU			129 000,00 €	521 000,00 €	650 000,00 €
GESTION DES DECHETS NON DANGEREUX	20 000,00 €	20 000,00 €			40 000,00 €
ENERGIE	9 500,00 €	8 500,00 €			18 000,00 €
SOUTIEN A L'INSTALLATION EN AGRICULTURE	15 000,00 €	15 000,00 €			30 000,00 €
Total DEAE	**134 500,00 €**	**198 500,00 €**	**209 000,00 €**	**521 000,00 €**	**1 063 000,00 €**
CONTRAT	100 000,00 €	5 200 000,00 €	7 700 000,00 €	4 500 000,00 €	17 500 000,00 €
AUTRES DISPOSITIFS PRIVES	25 000,00 €	95 000,00 €	95 000,00 €	69 000,00 €	284 000,00 €
ECONOMIE ET TOURISME	725 000,00 €	900 000,00 €	905 000,00 €	2 170 000,00 €	4 700 000,00 €
AIDES AUX COMMUNES	900 000,00 €	1 340 000,00 €	790 000,00 €	220 000,00 €	3 250 000,00 €
MATERIEL SIG	30 000,00 €	30 000,00 €	30 000,00 €		90 000,00 €
Total DATE	**1 780 000,00 €**	**7 565 000,00 €**	**9 520 000,00 €**	**6 959 000,00 €**	**25 824 000,00 €**
INVESTISSEMENT ROUTIERS ET MOYENS MATERIELS	3 300 000,00 €	2 390 000,00 €			5 690 000,00 €
Total DRTB ROUTES	**3 300 000,00 €**	**2 390 000,00 €**			**5 690 000,00 €**
PROGRAMME REHABILITATION EHPAD	275 876,87 €	1 009 993,59 €	745 837,00 €	139 730,00 €	2 171 437,46 €
CRECHES CREATION ET INVESTISSEMENT COURANT	6 000,00 €				6 000,00 €
Total DSD	**281 876,87 €**	**1 009 993,59 €**	**745 837,00 €**	**139 730,00 €**	**2 177 437,46 €**
FRAIS D'INSERTION	42 300,00 €	43 000,00 €	43 000,00 €		128 300,00 €
Total MARCHES PUBLICS	**42 300,00 €**	**43 000,00 €**	**43 000,00 €**		**128 300,00 €**
INFORMATIQUE 2015	120 000,00 €	200 000,00 €			320 000,00 €
Total INFORMATIQUE	**120 000,00 €**	**200 000,00 €**			**320 000,00 €**
PLAN OBJET ET RESTAURATION DES OBJETS MOBILIERS	30 000,00 €	100 000,00 €			130 000,00 €
ENSEIGNEMENT	247 114,00 €				247 114,00 €
AIDE A L'EQUIPEMENT SPORTIF POUR LES ASSOCIATIONS	35 000,00 €				35 000,00 €
Total DESC	**312 114,00 €**	**100 000,00 €**			**412 114,00 €**
RESTAURATION ET ACQUISITIONS ARCHIVES	45 000,00 €				45 000,00 €
Total ARCHIVES	**45 000,00 €**				**45 000,00 €**
AIDES AMENAGEMENT BIBLIOTHEQUES	10 000,00 €	15 000,00 €			25 000,00 €
Total BDP	**10 000,00 €**	**15 000,00 €**			**25 000,00 €**
MOBILIER, MATERIEL ET OUTILLAGE	68 000,00 €				68 000,00 €
Total MOYENS GENERAUX	**68 000,00 €**				**68 000,00 €**
SDIS	0,00 €				0,00 €
Total SDIS	**0,00 €**				**0,00 €**
REVERSEMENT TAXE ELECTRICITE	427 000,00 €				427 000,00 €
Total FINANCES	**427 000,00 €**				**427 000,00 €**
TOTAL AP 2015	***6 520 790,87 €***	***11 521 493,59 €***	***10 517 837,00 €***	***7 619 730,00 €***	***36 179 851,46 €***

APRES DM

LIBELLE AP	CP 2015	CP 2016	CP 2017	CP 2018 et +	TOTAL AP APRES DM	EVOLUTION DM
SCHEMA ENS/APN	20 000,00 €	30 000,00 €			50 000,00 €	**0,00 €**
DIVERSIFICATION AGRICOLE	0,00 €	10 000,00 €	10 000,00 €		20 000,00 €	**-5 000,00 €**
AMELIORATIONS FONCIERES ET FORESTIERES	56 000,00 €	135 000,00 €	70 000,00 €		261 000,00 €	**11 000,00 €**
POLITIQUE DE L'EAU			129 000,00 €	521 000,00 €	650 000,00 €	**0,00 €**
GESTION DES DECHETS NON DANGEREUX	14 174,00 €	18 186,00 €			32 360,00 €	**-7 640,00 €**
ENERGIE	9 500,00 €	8 500,00 €			18 000,00 €	**0,00 €**
SOUTIEN A L'INSTALLATION EN AGRICULTURE	66 000,00 €	9 000,00 €			75 000,00 €	**45 000,00 €**
Total DEAE	**165 674,00 €**	**210 686,00 €**	**209 000,00 €**	**521 000,00 €**	**1 106 360,00 €**	**43 360,00 €**
CONTRAT	700 000,00 €	4 242 440,00 €	6 135 000,00 €	6 422 560,00 €	17 500 000,00 €	**0,00 €**
AUTRES DISPOSITIFS PRIVES	35 000,00 €	75 000,00 €	55 000,00 €	52 616,00 €	217 616,00 €	**-66 384,00 €**
ECONOMIE ET TOURISME	738 000,00 €	900 000,00 €	892 000,00 €	2 170 000,00 €	4 700 000,00 €	**0,00 €**
AIDES AUX COMMUNES	744 158,87 €	1 830 000,00 €	860 280,68 €	240 000,00 €	3 674 439,55 €	**424 439,55 €**
MATERIEL SIG	30 000,00 €	30 000,00 €	30 000,00 €		90 000,00 €	**0,00 €**
Total DATE	**2 247 158,87 €**	**7 077 440,00 €**	**7 972 280,68 €**	**8 885 176,00 €**	**26 182 055,55 €**	**358 055,55 €**
INVESTISSEMENT ROUTIERS ET MOYENS MATERIELS	2 910 000,00 €	2 780 000,00 €			5 690 000,00 €	**0,00 €**
Total DRTB ROUTES	**2 910 000,00 €**	**2 780 000,00 €**			**5 690 000,00 €**	**0,00 €**
PROGRAMME REHABILITATION EHPAD	275 876,87 €	1 009 993,59 €	745 837,00 €	139 730,00 €	2 171 437,46 €	**0,00 €**
CRECHES CREATION ET INVESTISSEMENT COURANT	6 000,00 €	121 000,00 €			127 000,00 €	**121 000,00 €**
Total DSD	**281 876,87 €**	**1 130 993,59 €**	**745 837,00 €**	**139 730,00 €**	**2 298 437,46 €**	**121 000,00 €**
FRAIS D'INSERTION	61 300,00 €	43 000,00 €	43 000,00 €		147 300,00 €	**19 000,00 €**
Total MARCHES PUBLICS	**61 300,00 €**	**43 000,00 €**	**43 000,00 €**		**147 300,00 €**	**19 000,00 €**
INFORMATIQUE 2015	120 000,00 €	200 000,00 €			320 000,00 €	**0,00 €**
Total INFORMATIQUE	**120 000,00 €**	**200 000,00 €**			**320 000,00 €**	**0,00 €**
PLAN OBJET ET RESTAURATION DES OBJETS MOBILIERS	30 000,00 €	100 000,00 €			130 000,00 €	**0,00 €**
ENSEIGNEMENT	247 114,00 €				247 114,00 €	**0,00 €**
AIDE A L'EQUIPEMENT SPORTIF POUR LES ASSOCIATIONS	35 000,00 €				35 000,00 €	**0,00 €**
Total DESC	**312 114,00 €**	**100 000,00 €**			**412 114,00 €**	**0,00 €**
RESTAURATION ET ACQUISITIONS ARCHIVES	45 000,00 €				45 000,00 €	**0,00 €**
Total ARCHIVES	**45 000,00 €**				**45 000,00 €**	**0,00 €**
AIDES AMENAGEMENT BIBLIOTHEQUES	10 000,00 €	15 000,00 €			25 000,00 €	**0,00 €**
Total BDP	**10 000,00 €**	**15 000,00 €**			**25 000,00 €**	**0,00 €**
MOBILIER, MATERIEL ET OUTILLAGE	70 610,00 €				70 610,00 €	**2 610,00 €**
Total MOYENS GENERAUX	**70 610,00 €**				**70 610,00 €**	**2 610,00 €**
SDIS	200 000,00 €				200 000,00 €	
Total SDIS	**200 000,00 €**				**200 000,00 €**	
REVERSEMENT TAXE ELECTRICITE	518 000,00 €				518 000,00 €	**91 000,00 €**
Total FINANCES	**518 000,00 €**				**518 000,00 €**	**91 000,00 €**
TOTAL AP 2015	***6 941 733,74 €***	***11 557 119,59 €***	***8 970 117,68 €***	***9 545 906,00 €***	***37 014 877,01 €***	**835 025,55 €**
	420 942,87 €	**35 626,00 €**	**-1 547 719,32 €**	**1 926 176,00 €**	**835 025,55 €**	

	CP 2015	CP 2016	CP 2017	CP 2018 et +	TOTAL AP AVANT DM
TOTAL GENERAL AVEC AP 2015	**38 862 772,25 €**	**35 137 049,62 €**	**19 298 536,57 €**	**13 470 240,00 €**	**106 768 598,44 €**

	CP 2015	CP 2016	CP 2017	CP 2018 et +	TOTAL AP APRES DM	EVOLUTION TOTALE DM
TOTAL GENERAL AVEC AP 2015	**39 930 382,25 €**	**34 159 115,92 €**	**17 229 001,43 €**	**15 329 857,00 €**	**106 648 356,60 €**	**-120 241,84 €**
	1 067 610,00 €	***-977 933,70 €***	***-2 069 535,14 €***	***1 859 617,00 €***	***-120 241,84 €***	

AVANT DM

DETAIL PAR DIRECTIONS	CP 2015	CP 2016	CP 2017	CP 2018 et +	TOTAL AP AVANT DM
DEAE	1 727 884,02 €	1 467 870,68 €	905 896,00 €	4 371 510,00 €	8 473 160,70 €
DATE	10 749 777,30 €	13 953 185,35 €	12 938 865,26 €	6 959 000,00 €	44 600 827,91 €
DSD	1 365 532,87 €	1 978 993,59 €	1 052 505,51 €	139 730,00 €	4 536 761,97 €
DRTB Bâtiments	5 297 933,29 €	3 657 000,00 €	2 358 269,80 €	0,00 €	11 313 203,09 €
DRTB Routes	14 223 132,78 €	11 222 000,00 €	0,00 €	0,00 €	25 445 132,78 €
DRTB Transports	80 000,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	80 000,00 €
BDP	27 250,00 €	15 000,00 €	0,00 €	0,00 €	42 250,00 €
Archives	45 000,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	45 000,00 €
Marchés	45 512,00 €	43 000,00 €	43 000,00 €	0,00 €	131 512,00 €
Informatique	1 046 794,99 €	200 000,00 €	0,00 €	0,00 €	1 246 794,99 €
Moyens Généraux	68 000,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	68 000,00 €
DESC	456 400,09 €	100 000,00 €	0,00 €	0,00 €	556 400,09 €
DTICP	3 040 554,91 €	2 500 000,00 €	2 000 000,00 €	2 000 000,00 €	9 540 554,91 €
SDIS	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
Finances	689 000,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	689 000,00 €
	38 862 772,25 €	**35 137 049,62 €**	**19 298 536,57 €**	**13 470 240,00 €**	**106 768 598,44 €**

APRES DM

DETAIL PAR DIRECTIONS	CP 2015	CP 2016	CP 2017	CP 2018 et +	TOTAL AP APRES DM	EVOLUTION TOTALE DM
DEAE	1 727 884,02 €	1 455 994,79 €	899 845,00 €	4 304 951,00 €	8 388 674,81 €	-84 485,89 €
DATE	11 549 777,30 €	12 866 127,54 €	11 278 650,92 €	8 885 176,00 €	44 579 731,76 €	-21 096,15 €
DSD	1 365 532,87 €	2 099 993,59 €	1 052 505,51 €	139 730,00 €	4 657 761,97 €	121 000,00 €
DRTB Bâtiments	5 252 933,29 €	3 657 000,00 €	1 955 000,00 €	0,00 €	10 864 933,29 €	-448 269,80 €
DRTB Routes	14 223 132,78 €	11 222 000,00 €	0,00 €	0,00 €	25 445 132,78 €	0,00 €
DRTB Transports	80 000,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	80 000,00 €	0,00 €
BDP	27 250,00 €	15 000,00 €	0,00 €	0,00 €	42 250,00 €	0,00 €
Archives	45 000,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	45 000,00 €	0,00 €
Marchés	64 512,00 €	43 000,00 €	43 000,00 €	0,00 €	150 512,00 €	19 000,00 €
Informatique	1 046 794,99 €	200 000,00 €	0,00 €	0,00 €	1 246 794,99 €	0,00 €
Moyens Généraux	70 610,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	70 610,00 €	2 610,00 €
DESC	456 400,09 €	100 000,00 €	0,00 €	0,00 €	556 400,09 €	0,00 €
DTICP	3 040 554,91 €	2 500 000,00 €	2 000 000,00 €	2 000 000,00 €	9 540 554,91 €	0,00 €
SDIS	200 000,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	200 000,00 €	200 000,00 €
Finances	780 000,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	780 000,00 €	91 000,00 €
	39 930 382,25 €	**34 159 115,92 €**	**17 229 001,43 €**	**15 329 857,00 €**	**106 648 356,60 €**	**-120 241,84 €**

Délibération n°CD_15_1031

DÉPARTEMENT DE LA LOZÈRE

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

Séance du 26 juin 2015

Objet : Finances : Décision modificative n° 2 de l'exercice 2015

Commission : Finances et gestion de la collectivité

Dossier suivi par Finances et budget

Le Conseil départemental de la Lozère, régulièrement convoqué, s'est réuni, sous la présidence de Sophie PANTEL.

Le quorum étant atteint, la séance est ouverte à 14h30

Présents : Robert AIGOIN, Françoise AMARGER-BRAJON, Alain ASTRUC, Laurence BEAUD, Denis BERTRAND, Régine BOURGADE, Henri BOYER, Patricia BREMOND, Eve BREZET, Francis COURTES, Sabine DALLE, Bruno DURAND, Bernard DURAND, Valérie FABRE, Christine HUGON, Sophie MALIGE, Michèle MANOA, Jean-Claude MOULIN, Bernard PALPACUER, Sophie PANTEL, Guylène PANTEL, Jean-Paul POURQUIER, Patrice SAINT-LEGER, Michel THEROND, Valérie VIGNAL.

Pouvoirs : Laurent SUAU ayant donné pouvoir à Régine BOURGADE.

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des Départements et des Régions;

VU le code général des collectivités et notamment les articles L 1111-1, L 1111-2, L 3211-1, L 3211-2 ;

VU les articles L 1612-12, L 3212-1 et suivants, L 3312-1 et suivants et R 3311-2 et suivants du code général des collectivités territoriales ;

VU le livre VI du Code général des collectivités territoriales ;

VU la délibération n°CG_12_5174 du 21 décembre 2012 adoptant le règlement financier départemental ;

VU la délibération n°CG_14_8158 du 19 décembre 2014 votant le budget primitif 2015 ;

VU la délibération n°CD_15_1011 du 27 avril 2015 faisant état des autorisations de programme antérieures et des autorisations de programme 2015 ;

VU la délibération n°CD_15_1012 du 27 avril 2015 votant la décision modificative n°1 ;

CONSIDÉRANT le rapport n°708 intitulé "Finances : Décision modificative n° 2 de l'exercice 2015" en annexe ;

Le Conseil Départemental, après en avoir délibéré,

VU l'avis favorable de la commission « Finances et gestion de la collectivité » du 19 juin 2015 ;

ARTICLE 1

Vote, chapitre par chapitre, sachant que le budget principal est présenté par fonction et les budgets annexes présentés par nature, la décision modificative n°2 au budget primitif de 2015 présentée en annexe.

ARTICLE 2

Prend acte que le total des mouvements budgétaires votés s'établit en conséquence comme suit :

Budget principal : Dépenses de la section d'investissement

Chapitre		Voté en DM2	Total budgétaire 2015 après DM2
900	Services généraux	4 610,00 €	1 694 791,43 €
902	Enseignement	5 000,00 €	4 026 870,54 €
903	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs		327 678,65 €
906	Réseaux et infrastructures	-33 000,00 €	17 541 918,32 €
907	Aménagement environnement	17 498,49 €	134 419,81 €
908	Transports		80 000,00 €
909	Développement		447 059,03 €

Chapitre		Voté en DM2	Total budgétaire 2015 après DM2
910	Services généraux	-141 354,00 €	1 429 262,02 €
911	Sécurité	198 013,88 €	476 176,71 €
912	Enseignement	180 000,00 €	593 107,89 €
913	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	5 933,00 €	623 362,29 €
915	Action sociale		1 219 977,98 €
916	Réseaux et infrastructures	278 017,86 €	1 770 730,19 €
917	Aménagement environnement	402 955,85 €	4 655 895,06 €
919	Développement économique	138 934,92 €	5 153 746,53 €
923	Dettes et autres opérations financières		35 177 000,00 €
924	Opérations pour compte de tiers	11 000,00 €	73 886,00 €
925	Opérations patrimoniales	10 007 200,91 €	10 747 200,91 €
926	Transferts entre les sections	-22 496,33 €	5 083 440,67 €
950	Dépenses imprévues	-579 663,98 €	200 000,00 €
001	Solde section d'investissement reporté	5 191 122,23 €	5 191 122,23 €
Total investissement		15 663 772,83 €	96 647 646,06 €

Budget principal : Dépenses de la section de fonctionnement

Chapitre		Voté en DM2	Total budgétaire 2015 après DM 2
930	Services généraux	-93 525,00 €	9 892 900,00 €
931	Sécurité		3 322 700,00 €
932	Enseignement	97 600,00 €	6 283 870,00 €
933	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	-7 526,00 €	3 590 397,25 €
934	Prévention médico-sociale		316 200,00 €
935	Action sociale	1 518 591,00 €	43 602 521,85 €

Chapitre		Voté en DM2	Total budgétaire 2015 après DM2
936	Réseaux et infrastructures	72 828,00 €	14 807 634,00 €
937	Aménagement et environnement	58 500,00 €	1 509 157,00 €
938	Transports		7 275 677,00 €
939	Développement	-28 377,50 €	5 351 683,36 €
940	Impositions directes		314 425,00 €
943	Opérations financières		2 141 450,00 €
944	Frais de personnel	48 420,00 €	48 420,00 €
945	Provisions et autres opérations mixtes		87 514,00 €
946	Transferts entre les sections	-184 493,72 €	19 281 221,00 €
952	Dépenses imprévues	-612 606,19 €	500 000,00 €
953	Virement à la section d'investissement	1 990 189,74 €	1 990 189,74 €
Total fonctionnement		2 859 600,33 €	120 315 960,20 €

Budget principal : Recettes de la section d'investissement

Chapitre		Voté en DM2	Total budgétaire 2015 après DM2
902	Enseignement		834 974,00 €
906	Réseaux et infrastructures	893 384,84 €	4 021 348,84 €
917	Aménagement environnement		5 000 000,00 €
922	Dotations et participations	300 000,00 €	2 856 493,00 €
923	Dettes et autres opérations financières	2 651 043,34 €	51 909 734,85 €
925	Opérations patrimoniales	10 007 200,91 €	10 747 200,91 €

Chapitre		Voté en DM2	Total budgétaire 2015 après DM2
926	Transferts entre les sections	-184 493,72 €	19 281 221,00 €
951	Virement de la section de fonctionnement	1 990 189,74 €	1 990 189,74 €
954	Produits des cessions d'immobilisations	6 483,72 €	6 483,72 €
Total investissement		15 663 772,83 €	96 647 646,06 €

Budget principal : Recettes de la section de fonctionnement

Chapitre		Voté en DM2	Total budgétaire 2015 après DM2
930	Services généraux	61 004,56 €	170 504,89 €
932	Enseignement	10 000,00 €	472 500,00 €
933	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	760,36 €	78 160,36 €
934	Prévention médico sociale		26 500,00 €
935	Action sociale	17 500,10 €	6 814 018,25 €
936	Réseaux et infrastructures	61 024,00 €	598 824,00 €
937	Aménagement environnement	65 553,82 €	207 553,82 €
938	Transports	487,20 €	600 987,20 €
939	Développement	16 459,72 €	544 199,72 €
940	Impositions directes	399 854,00 €	29 982 031,00 €
941	Autres impôts et taxes	252 082,16 €	25 640 678,16 €
942	Dotations et participations	7 181,00 €	48 018 858,39 €
945	Provisions et autres opérations mixtes		87 514,00 €
946	Transferts entre les sections	-22 496,33 €	5 083 440,67 €
002	Résultat de fonctionnement reporté	1 990 189,74 €	1 990 189,74 €
Total fonctionnement		2 859 600,33 €	120 315 960,20 €

Budget annexe Laboratoire départemental d'analyses

	Dépenses		Recettes	
	Voté en DM2	Total budgétaire 2015 après DM2	Voté en DM2	Total budgétaire 2015 après DM2
Investissement		559 963,86 €	248 912,94 €	808 876,80 €
Fonctionnement	-27 243,98 €	1 866 162,88 €	-27 243,98 €	1 866 162,88 €

Budget annexe Aire de la Lozère

	Dépenses		Recettes	
	Voté en DM2	Total budgétaire 2015 après DM2	Voté en DM2	Total budgétaire 2015 après DM2
Investissement		140 041,00 €	954 090,23 €	1 308 518,23 €
Fonctionnement	-2 333,52 €	893 790,48 €	-2 333,52 €	893 790,48 €

Budget annexe Domaine des Boissets

	Dépenses		Recettes	
	Voté en DM2	Total budgétaire 2015 après DM2	Voté en DM2	Total budgétaire 2015 après DM2
Investissement		28 829,75 €	472 498,02 €	518 498,02 €
Fonctionnement	-2 326,00 €	70 576,00 €	-2 326,00 €	70 576,00 €

Adopté à l'unanimité des voix exprimées,

La Présidente du Conseil Départemental
Sophie PANTEL

Délibération n°CD_15_1031

Rapport n°708 "Finances : Décision modificative n° 2 de l'exercice 2015", joint en annexe à la délibération n°CD_15_1031 de la Commission Permanente du 26 juin 2015

Conformément aux dispositions du livre IV du code général des collectivités territoriales, j'ai l'honneur de vous soumettre le projet de décision modificative n°2 au budget de l'exercice 2015 (budget principal et budgets annexes).

Je vous propose d'abonder en investissement les crédits 2015 à hauteur de 5 679 K€ (hors écritures d'ordres et emprunts revolving) et en fonctionnement à hauteur de 1 054 K€ en dépenses (hors opérations d'ordres). Ces mouvements sont couverts principalement par des ajustements de recette et l'utilisation du résultat de fonctionnement reporté 2014.

Après intégration des crédits décrits dans cette Décision Modificative n°2, la situation budgétaire du Département en dépenses réelles se présente comme suit :

	Total budgétaire 2015	**Projet DM 2**	**Total**	**% d'augmentation**
Dépenses réelles d'investissement	45 137 936,23 €	5 679 068,25 €	50 817 004,48 €	12,58
Dépenses réelles de fonctionnement	97 990 645,15 €	1 053 904,31 €	99 044 549,46 €	1,08
TOTAL	143 128 581,38 €	6 732 972,56 €	149 861 553,94 €	4,70

Je vous rappelle les deux ratios budgétaires concernant l'épargne brute et l'épargne nette.

Épargne Brute	BP 2015	Total avec Projet DM 2
Montant	14 360 K€	14 198 K€
%	12,87	12,54

Épargne Nette	BP 2015	Total avec Projet DM 2
Montant	9 203 K€	9 041 K€
%	8,24	7,98

Situation financière :

Dette propre du Département :

L'encours de dette du Département au 31 mai 2015 est de 44 273 K€ pour une capacité de désendettement de 3 ans.

Ont été mobilisés et consolidés depuis le début de l'année 4 emprunts pour un montant total de 6 338 K€ :

- 2 338 K€ auprès de Caisse des Dépôts et Consignations dans le cadre du financement du collège du Collet de Dèze (taux du livret A + 0,75 %, durée 25 ans),

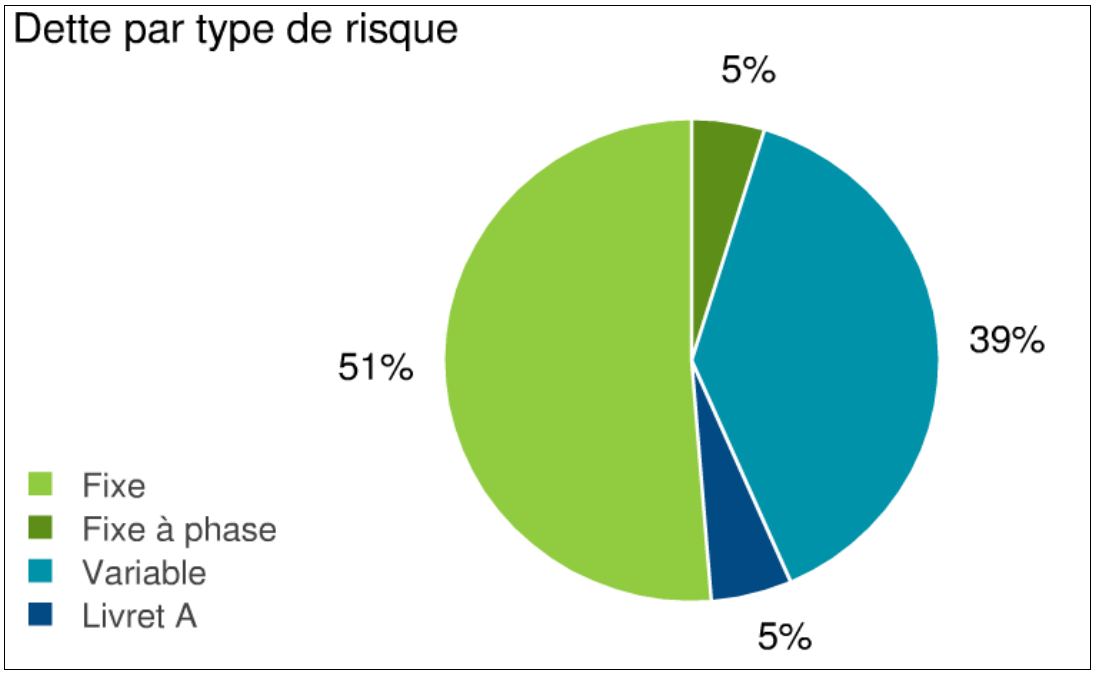
- 3 000 K€ auprès de la Banque postale sur la base de l'Euribor 3 mois + 1,15 % pour une durée de 12 ans,

- 1 000 K€ auprès de la Société Générale (taux fixe de 1,79 %, durée 12 ans).

Au 31 mai 2015, les emprunts revolving sont mobilisés à hauteur de 9,1 M€.

Le Conseil Départemental dispose d'une capacité de mobilisation d'emprunt de 14 171 K€ dont 7 760 K€ au titre des emprunts revolving, 3 000 K€ auprès de la Société Générale et 3 411 K€ à la Caisse des Dépôts et Consignations.

Le taux moyen de l'encours de dette est de 2,27 % pour une durée de vie résiduelle de 9,7 ans.



Ligne de trésorerie :

Le Conseil Départemental dispose d'une ligne de trésorerie d'un montant de 7 M€ mobilisé au 31 mai 2015 à hauteur de 1,4 M€.

Dette garantie :	(en K€)
Annuité de la dette propre au 22/05/2015	4 901
Annuité de la dette garantie au 22/05/2015	1 810
Recettes réelles de fonctionnement après la DM2 2015	115 233
Ratio Galland	5,82%

Depuis le début de l'année, 1 nouvelle demande de garantie d'emprunt a fait l'objet d'une délibération pour un montant de 781 K€.

Au 22 mai 2015, le capital restant dû pour la dette garantie s'élève à 22 566 K€.

BUDGET PRINCIPAL

INVESTISSEMENT

A - RECETTES

Le total des recettes de la section d'investissement pour le budget principal s'élève à **15 663 772,83 €**.

Les ajustements de recettes se décomposent comme suit :

- Excédents de fonctionnement capitalisés : + 5 191 122,23 €

Le montant correspond à la couverture du besoin de financement dégagé par la section d'investissement (cf. rapport spécial d'affectation du résultat).

- Ajustement des emprunts : + 7 459 921,11 €

Afin de régulariser en fin d'année les écritures revolving, il convient d'inscrire en recette et en dépenses un montant de 10 000 K€. Par ailleurs il est procédé à un ajustement des montants d'emprunt inscrits en report pour -2 540 K€.

- Ecritures d'ordres : + 1 812 896,93 €

Les écritures correspondent au prélèvement effectué sur la section de fonctionnement pour financer le besoin d'investissement de la DM2 (1 990 K€), ainsi que des ajustements de crédits au titre des amortissements (-184 K€) et de frais d'études (transfert de frais d'étude suivis de travaux en immobilisation pour 7,2 K€).

- Produits de cessions d'immobilisations : + 6 483,72 €
- Divers ajustements : + 1 193 348,84 €

TOTAL **15 663 772,83 €**

Les divers ajustements de recette se décomposent comme suit : + 1 193 348,84 €

- + 65 473,81 € concernant la participation attendue de la Mairie de Mende aux travaux du Pont Roupt,
- + 480 000 € concernant la RD 907 bis (subvention Région),
- + 676,63 € concernant les réseaux de voirie,
- + 347 198,40 € concernant la subvention Région pour le très haut débit,
- + 300 000 € pour ajuster le FCVTA.

B - DÉPENSES

Le total des dépenses de la section d'investissement pour le budget principal s'élève à 15 663 772,83 €.

Les mouvements de crédits se décomposent comme suit :

1 / DEPENSES REELLES :

Direction des Routes, des Transports et des Bâtiments : - 45 000.00 €

SERVICE DES ROUTES :

Les principaux mouvements sont les suivants :

- Opération 2014 – " Travaux urgents " : + 90 000 € sur les CP 2015 pour financer des travaux préparatoires aux enduits, non prévus initialement sur diverses routes départementales. Ces crédits sont issus du déphasage de l'année 2016 à hauteur de 90 000 € sur l'opération " Réseau structurant 2014".

- Opération 2014 – " Réseau structurant " : + 300 000 € sur les CP 2015 sont nécessaires au financement des travaux sur la RD 906 tranche 2 entre Luc et Lestévenès. Ces crédits sont issus du déphasage de 2016 de 300 000 € sur cette même opération.

- Opération 2015 – " Réseau structurant " : cette opération est diminuée de – 390 000 € sur les CP 2015 et rephasés sur les crédits de paiement 2016. Ces crédits concernent l'aménagement de la RD 901 entre Altier et le Valat de Chauberté.

SERVICE DES BÂTIMENTS :

Les principaux mouvements sont les suivants :

- Opération 2012 – " Collège du Collet de Dèze " : Il est proposé de diminuer le montant de l'autorisation de programme de 403 269,80 €, somme qui correspond aux CP 2017. Après appels d'offres, il apparaît qu'il n'y aura pas lieu de mobiliser les crédits de paiement 2017, le montant des travaux étant inférieur à l'enveloppe prévisionnelle (ce mouvement n'impacte pas la DM2 – Cf rapport spécial modifications d'AP).

- Opération 2012 – " Construction du centre technique du Malzieu " : le montant des travaux étant inférieur à l'enveloppe prévisionnelle, il est proposé de diminuer le montant de l'autorisation de programme de - 45 000 €.

Direction de l'Aménagement du Territoire et de l'Economie + 800 000,00 €

Les principaux mouvements sont les suivants :

- Opération 2015 – " Inondations " : + 200 000 € sur les CP 2015 et 250 000 € sur les CP 2016, pour financer des travaux de remise en état suite aux inondations de l'automne 2014, (Cf. rapport spécial modification des AP).

- Autorisation de programme Contrat 2015 : il convient de prévoir un crédit complémentaire sur les CP 2015 de + 600 000 € qui permettra de solder les opérations en instances (rephasage des années ultérieures).

Moyens Généraux + 2 610,00 €

- Afin de permettre un achat de matériel pour le service communication, il convient d'inscrire

un montant supplémentaire de 2 610 € sur l'autorisation de programme concernant les achats de matériels, mobiliers et outillages pour la collectivité. Le montant a été prélevé sur les crédits de fonctionnement de la DATE.

Marchés publics **+ 19 000,00 €**

- Compte tenu du nombre de procédures lancées à ce jour, pour financer les frais d'insertion publicitaire liés à la commande publique et notamment la souscription des forfaits BOAMP, il convient d'inscrire un crédit complémentaire de 19 000 €.

SDIS **+ 200 000,00 €**

- Conformément au vote du BP 2015, un transfert de crédit de 200 000 € est réalisé sur les lignes budgétaires du SDIS pour l'achat d'équipements de protections individuels (EPI) et de véhicules en fonction de leur réalisation au cours de l'année 2015. L'affectation de ces crédits interviendra au fur et à mesure des demandes de subventions effectuées par le SDIS. Il ne s'agit pas d'une dépense nouvelle. Cette subvention est prévue au BP 2015.

2 / AJUSTEMENTS DFB-DEPENSES REELLES ET D'ORDRES :

Direction des Finances et du Budget **+ 14 687 162,83 €**

Je vous propose d'inscrire les montants suivants :

- 10 000 000,00 € au titre des écritures de régularisation de fin d'année des emprunts revolving (même inscription en recettes),
- - 579 663,98 € sur les dépenses imprévues pour équilibrer la section d'investissement,
- - 15 295,42 € pour les ajustements de crédits concernant les écritures d'amortissement,
- + 91 000,00 € au titre du reversement d'une part de la taxe d'électricité à la Commune de Mende,
- + 5 191 122,23 € concernant le solde d'exécution de la section d'investissement 2014 reporté.

FONCTIONNEMENT

A - RECETTES

Les recettes de la section de fonctionnement en décision modificative n°2 s'élèvent à **2 859 600,33 €** correspondant au montant du résultat de gestion 2014 et à des ajustements des diverses dotations par rapport aux notifications.

Les ajustements de recettes se décomposent comme suit :

- Résultat de fonctionnement reporté 2014 : + 1 990 189,74 €
  (Cf. rapport spécial d'affectation de résultat)
- Ajustement écritures d'ordres amortissement : - 22 496,33 €

- Divers ajustements + 891 906,92 €

TOTAL **+ 2 859 600,33 €**

Les divers ajustements de recettes de fonctionnement se décomposent comme suit :

+ 891 906,92 €

- + 399 854 € concernant l'ajustement de crédits inscrits selon la notification du DCP (Dispositif de Compensation Péréquée).

  Ce dispositif vise à attribuer aux départements des recettes issues des frais de gestion de la taxe foncière sur les propriétés bâties perçues par l'État au titre du financement des restes à charge des allocations individuelles de solidarité.

- + 252 082,16 € concernant la TSCA,

- + 239 970,76 € concernant divers ajustements comme les remboursements de personnels, sur charges de Sécurité Sociale, etc.

B - DÉPENSES

Les dépenses de fonctionnement du budget principal s'élèvent à 2 859 600,33 €. Elles correspondent à des dépenses nouvelles ainsi qu'à des ajustements de crédits.

Je vous propose d'inscrire en dépenses nouvelles et en ajustements de crédits les besoins par Directions suivants :

1 / DEPENSES REELLES :

Direction de la Solidarité Départementale : + 1 433 479,00 €

- Il convient d'inscrire un crédit complémentaire de 1 433 479 € sur le budget du service de l'autonomie afin de couvrir les dépenses obligatoires notamment pour les frais de séjour en établissement des adultes handicapés.

Communication + Attractivité + 14 390,00 €

- 14 390 € sont transférés des crédits de la DATE pour :

- l'inscription au salon de l'agriculture (12 000 €),

- la tournée estivale Lozère Nouvelle Vie (2 390 €).

Direction de l'Aménagement du Territoire et de l'Economie - 17 000,00 €

- Ce crédit est transféré au service de la communication pour la participation du Département au salon de l'agriculture (12 000 €) et à l'action de communication Nouvelle Vie (5 000 € dont 2 390 € en fonctionnement et 2 510 € en investissement).

Archives + 10 800,00 €

- Cette demande de crédits nouveaux correspond au montant de la subvention attribuée au titre des crédits déconcentrés 2014 du ministère de la culture et de la communication

(Direction régionale des affaires culturelles) pour l'appel à projets intitulé « Encodage des instruments de recherche ». Elle représente 64 % du budget total utilisé pour cette opération, soit 17 000 €. Il est tenu compte de cette subvention dans les recettes.

Direction de l'Eau de l'Agriculture et de l'Environnement + 60 000,00 €

Ces crédits complémentaires correspondent d'une part à notre participation au congrès mondial de la race Brune pour 25 000 € (une participation équivalente sera à prévoir au BP 2016) et d'autre part 35 000 € pour Lozère Énergie.

Ressources Humaines + 196 745,00 €

- + 196 745,00 € de crédits complémentaires sont nécessaires pour ajuster les dépenses de personnel et couvrir ainsi les besoins 2015 (assistantes maternelles, cotisations retraite des élus, collaborateurs de cabinet).

2 /AJUSTEMENTS DFB-DEPENSES REELLES ET D'ORDRES :

Direction des Finances et du Budget + 1 161 186,33 €

- - 612 606,19 € concernant l'ajustement des dépenses imprévues pour financer cette décision modificative,
- - 31 903,50 € concernant la prise en charge des subventions d'équilibre pour les trois budgets annexes,
- - 184 493,72 € pour l'ajustement des écritures concernant les amortissements,
- + 1 990 189,74 € concernant le virement à la section d'investissement pour couvrir les besoins de cette DM2.

VIREMENTS DE CRÉDITS INVESTISSEMENT/FONCTIONNEMENT

Vous trouverez dans l'annexe jointe à ce rapport un état des virements de crédits effectués conformément au règlement financier en investissement par opération et en fonctionnement par imputations budgétaires.

BUDGETS ANNEXES

Laboratoire départemental d'analyses

I - Section investissement

Dépenses : 0,00 €

Recettes : 248 912,94 €

Je vous propose d'inscrire en recettes un montant de 276 156,92 € correspondant au solde d'exécution de la section d'investissement reporté (Cf. rapport spécial d'affectation) et d'ajuster de – 27 243,98 € les crédits au titre des écritures d'amortissement.

II - Section de fonctionnement

Dépenses : - 27 243,98 €

Recettes : - 27 243,98 €

Je vous propose d'ajuster :

- en dépenses, un ajustement des crédits de – 27 243,98 € pour les écritures d'amortissement,
- en recettes – 27 243,98 € d'ajustements de crédits correspondant à la prise en charge du déficit du LDA à prendre en compte au budget principal au chapitre 939-921/article 65821.

Aire de la Lozère

I - Section investissement

Dépenses : 0,00 €

Recettes : 962 423,75 €

Je vous propose d'inscrire en recettes un montant de 962 423,75 € (Cf. rapport spécial d'affectation) correspondant au solde d'exécution de la section d'investissement reporté.

II - Section de fonctionnement

Dépenses : - 2 333,52 €

Recettes : - 2 333,52 €

Je vous propose d'ajuster :

- En dépenses, un ajustement de crédits de 6 000,00 € concernant l'article 65888 « Participation frais services publics – Redevance Etat » ainsi que – 8 333,52 € pour les écritures d'amortissement,
- En recettes – 2 333,52 € d'ajustements de crédits correspondant à la prise en charge du déficit de l'Aire de la Lozère à prendre en compte au budget principal au chapitre 939-91/article 65821.

Domaine des Boissets

I - Section investissement

Dépenses : 0,00 €

Recettes : 474 824,02 €

Je vous propose d'inscrire en recettes un montant de 474 824,02 € (Cf. rapport spécial d'affectation) correspondant au solde d'exécution de la section d'investissement reporté.

II - Section de fonctionnement

Dépenses : - 2 326,00 €

Recettes : - 2 326,00 €

Je vous propose :

- en dépenses, un ajustement de crédits de – 2 326,00 € pour les écritures d'amortissement,
- en recettes – 2 326,00 € d'ajustements de crédits correspondant à la prise en charge du déficit du Domaine des Boissets à prendre en compte au budget principal au chapitre 933-314/article 65821.

Telles sont les données de ce projet de décision modificative n°2 au budget primitif 2015 et des trois projets de budgets annexes sur lesquels je vous demande de bien vouloir vous prononcer.

BUDGET PRINCIPAL DEPENSES INVESTISSEMENT

Investissement

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	Virements	DMs Votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
		001	SOLDE EXECUTION DE LA S.I. REPORTE	BB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 191 122,23	5 191 122,23
				Somme :		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**5 191 122,23**	**5 191 122,23**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	Virements	DMs Votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
900	0202	2031	Frais d'études	RB	I	34 500,00	28 759,79	0,00	15 000,00	78 259,79	0,00	78 259,79
	0202	2031.4	Frais d'étude DSP Les Bouviers	RB	I	0,00	12 564,80	0,00	0,00	12 564,80	0,00	12 564,80
	0202	2031.5	Frais d'étude DSP Ste Lucie	RB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	0202	2033	Frais d'insertion	BMP	I	5 000,00	10 324,40	0,00	-10 324,40	5 000,00	2 000,00	7 000,00
	0202	2033	Frais d'insertion	RB	I	5 000,00	10 324,40	0,00	-10 324,40	5 000,00	0,00	5 000,00
	0202	2033.5	Frais d'insertion DSP Ste Lucie	RB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	0202	205	Concessions et droits similaires, brevets, licences, marques	BFI	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	0202	2051	CONCESSIONS ET DROITS SIMILAIRES	BC	I	282 000,00	123 015,36	2 500,00	-757,93	406 757,43	0,00	406 757,43
	0202	2051	CONCESSIONS ET DROITS SIMILAIRES	BFI	I	282 000,00	123 015,36	2 500,00	-757,93	406 757,43	0,00	406 757,43
	0202	205.11	Acquisition logiciels - SIG Divers domaines	BC	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	0202	21311	Bâtiments administratifs	BFI	I	30 000,00	0,00	0,00	0,00	30 000,00	0,00	30 000,00
	0202	2157	Matériel et outillage technique	BMG	I	38 000,00	0,00	-28 000,00	0,00	10 000,00	0,00	10 000,00
	0202	21838	Autre matériel informatique	BC	I	438 000,00	201 625,52	-2 500,00	-1 844,63	635 280,89	0,00	635 280,89
	0202	21838	Autre matériel informatique	BFI	I	438 000,00	201 625,52	-2 500,00	-1 844,63	635 280,89	0,00	635 280,89
	0202	21841	Matériel de bureau et mobilier scolaires	BB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	0202	21841	Matériel de bureau et mobilier scolaires	RB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	0202	21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	BC	I	4 000,00	4 860,86	28 388,13	0,00	37 248,99	0,00	37 248,99
	0202	21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	BMG	I	4 000,00	4 860,86	28 388,13	0,00	37 248,99	0,00	37 248,99
	0202	21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	RB	I	4 000,00	4 860,86	28 388,13	0,00	37 248,99	0,00	37 248,99
	0202	2188	Autres	BMG	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 610,00	2 610,00
	0202	231351	Bâtiments publics	RB	I	225 000,00	28 117,62	-388,13	30 244,54	282 974,03	0,00	282 974,03
	0202	231351.4	Bâtiments publics DSP les bouviers	RB	I	0,00	192 030,10	0,00	0,00	192 030,10	0,00	192 030,10
	0202	231351.5	Bâtiments publics DSP Ste Lucie	RB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	0202	2314	Constructions sur sol d'autrui	RB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	0202	23181	Installations générales, agencements et aménagements divers	RB	I	0,00	65,40	0,00	0,00	65,40	0,00	65,40
900				**Somme :**		**1 056 500,00**	**601 363,85**	**0,00**	**32 317,58**	**1 690 181,43**	**4 610,00**	**1 694 791,43**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	Virements	DMs Votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
902	20	2031	Frais d'études	RB	I	500,00	0,00	0,00	0,00	500,00	0,00	500,00
	20	2033	Frais d'insertion	RB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	20	21841	Matériel de bureau et mobilier scolaires	RB	I	4 000,00	0,00	0,00	0,00	4 000,00	0,00	4 000,00
	20	2317312	Bâtiments scolaires	RB	I	18 000,00	0,00	0,00	2 387,98	20 387,98	0,00	20 387,98
	21	2031	Frais d'études	RB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	21	2317312	Bâtiments scolaires	RB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	221	2031	Frais d'études	RB	I	134 000,00	0,00	140 000,00	64 316,23	338 316,23	0,00	338 316,23
	221	2033	Frais d'insertion	BMP	I	10 000,00	23 466,30	0,00	-23 466,30	10 000,00	5 000,00	15 000,00
	221	2033	Frais d'insertion	RB	I	10 000,00	23 466,30	0,00	-23 466,30	10 000,00	0,00	10 000,00
	221	2111	Terrains nus	RB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	221	2157	Matériel et outillage technique	BMG	I	16 000,00	0,00	0,00	0,00	16 000,00	0,00	16 000,00
	221	21838	Autre matériel informatique	BFI	I	0,00	0,00	0,00	4 756,67	4 756,67	0,00	4 756,67
	221	21841	Matériel de bureau et mobilier scolaires	RB	I	221 000,00	0,00	0,00	4 419,06	225 419,06	0,00	225 419,06
	221	23153	Réseaux divers	BFI	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	221	2317312	Bâtiments scolaires	BMG	I	3 484 500,00	0,00	-140 000,00	57 990,60	3 402 490,60	0,00	3 402 490,60
	221	2317312	Bâtiments scolaires	RB	I	3 484 500,00	0,00	-140 000,00	57 990,60	3 402 490,60	0,00	3 402 490,60
	221	231735.05	MAINTENANCE DES COLLEGES	RB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	23	2031	Frais d'études	RB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
902				**Somme :**		**3 888 000,00**	**23 466,30**	**0,00**	**110 404,24**	**4 021 870,54**	**5 000,00**	**4 026 870,54**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	Virements	DMs Votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
903	312	2031	Frais d'études	RB	I	20 000,00	0,00	0,00	10 575,13	30 575,13	0,00	30 575,13
	312	2033	Frais d'insertion	RB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	312	216.5	COLLECTIONS ET OEUVRES D'ART - PATRIMOINE COMMUNES	BD	I	92 780,00	34,68	0,00	-34,68	92 780,00	0,00	92 780,00
	312	2188	Autres	BMG	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	312	231314	Bâtiments culturels et sportifs	RB	I	1 000,00	0,00	0,00	158 323,52	159 323,52	0,00	159 323,52
	313	21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	BMG	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	314	216.1	Restauration oeuvres d'art - Musée	BD	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	314	2314.19	Réaménagement Château de St Alban	RB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	315	2031	Frais d'études	RB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	315	216	COLLECTIONS ET OEUVRES D'ART - RESTAURATION	BH	I	43 800,00	9,28	0,00	-9,28	43 800,00	0,00	43 800,00
	315	216.2	COLLECTIONS ET OEUVRES D'ART- ACQUISITIONS	BH	I	1 200,00	1,80	0,00	-1,80	1 200,00	0,00	1 200,00
	315	21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	BMG	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
903				**Somme :**		**158 780,00**	**45,76**	**0,00**	**168 852,89**	**327 678,65**	**0,00**	**327 678,65**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	Virements	DMs Votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
905	50	21838	Autre matériel informatique	BFI	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	50	21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	BMG	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
905				**Somme :**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	Virements	DMs Votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
906	61	21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	BMG	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	61	2188	Autres	BMG	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	621	2031	Frais d'études	R	I	111 000,00	150 207,00	14 932,61	26 172,32	302 311,93	0,00	302 311,93
	621	2031	Frais d'études	RB	I	111 000,00	150 207,00	14 932,61	26 172,32	302 311,93	0,00	302 311,93
	621	2033	Frais d'insertion	BMP	I	27 300,00	27 515,51	0,00	-24 303,51	30 512,00	12 000,00	42 512,00
	621	2033	Frais d'insertion	RB	I	27 300,00	27 515,51	0,00	-24 303,51	30 512,00	0,00	30 512,00
	621	2111	Terrains nus	RB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	621	2115	Terrains bâtis	RB	I	0,00	0,00	0,00	125 000,00	125 000,00	0,00	125 000,00
	621	21318	Autres bâtiments publics	RB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	621	2151	Réseaux de voirie	R	I	150 000,00	10 306,24	0,00	8 835,38	169 141,62	0,00	169 141,62
	621	2157	Matériel et outillage technique	BMG	I	314 000,00	22 660,94	5 000,00	0,00	341 660,94	0,00	341 660,94
	621	2157	Matériel et outillage technique	R	I	314 000,00	22 660,94	5 000,00	0,00	341 660,94	0,00	341 660,94
	621	2157	Matériel et outillage technique	RB	I	314 000,00	22 660,94	5 000,00	0,00	341 660,94	-10 000,00	331 660,94
	621	2182	Matériel de transport	R	I	268 000,00	73 656,18	103 375,17	0,00	445 031,35	0,00	445 031,35
	621	21841	Matériel de bureau et mobilier scolaires	RB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	621	21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	BMG	I	0,00	0,00	5 067,39	1 153,58	6 220,97	0,00	6 220,97
	621	21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	RB	I	0,00	0,00	5 067,39	1 153,58	6 220,97	0,00	6 220,97
	621	231318	Autres bâtiments publics		I	45 000,00	52 439,69	163 500,00	152 360,42	413 300,11	0,00	413 300,11
	621	231318	Autres bâtiments publics	R	I	45 000,00	52 439,69	163 500,00	152 360,42	413 300,11	0,00	413 300,11
	621	231318	Autres bâtiments publics	RB	I	45 000,00	52 439,69	163 500,00	152 360,42	413 300,11	-10 000,00	403 300,11
	621	2314	Constructions sur sol d'autrui		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	621	23151	Réseaux de voirie	R	I	10 405 000,00	1 634 811,05	-313 500,00	303 700,42	12 030 011,47	0,00	12 030 011,47
	621	23157	Matériel et outillage technique	RB	I	0,00	174 336,07	0,00	-120 000,00	54 336,07	-25 000,00	29 336,07
	621	2317318	Autres bâtiments publics	R	I	4 000,00	0,00	36 500,00	38 038,33	78 538,33	0,00	78 538,33
	621	2317318	Autres bâtiments publics	RB	I	4 000,00	0,00	36 500,00	38 038,33	78 538,33	0,00	78 538,33
	621	231757	Matériel et outilage techniques	RB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	621	23181	Installations générales, agencements et aménagements divers	R	I	0,00	0,00	4 500,00	0,00	4 500,00	0,00	4 500,00
	621	23181	Installations générales, agencements et aménagements divers	RB	I	0,00	0,00	4 500,00	0,00	4 500,00	0,00	4 500,00
	621	238	Avances versées sur commandes immobilisations corporelles	R	I	0,00	0,00	84 000,00	0,00	84 000,00	0,00	84 000,00

	622	2157	Matériel et outillage technique	R	I	180 000,00	18 232,82	-12 975,17	0,00	185 257,65	0,00	185 257,65
	622	2182	Matériel de transport	R	I	610 000,00	0,00	-90 400,00	0,00	519 600,00	0,00	519 600,00
	622	23151	Réseaux de voirie	R	I	20 000,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00	0,00	20 000,00
	68	2031	Frais d'études	BN	I	600 000,00	13 009,20	0,00	26 250,80	639 260,00	0,00	639 260,00
	68	204142	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BN	I	0,00	0,00	0,00	10 000,00	10 000,00	0,00	10 000,00
	68	2051	CONCESSIONS ET DROITS SIMILAIRES	BN	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	68	2111	Terrains nus	BN	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	68	23153	Réseaux divers	BN	I	0,00	2 515,07	0,00	-2 515,07	0,00	0,00	0,00
	68	231753	Réseaux divers	BN	I	900 000,00	1 000 500,32	0,00	215 735,56	2 116 235,88	0,00	2 116 235,88
906				**Somme :**		**13 634 300,00**	**3 180 190,09**	**0,00**	**760 428,23**	**17 574 918,32**	**-33 000,00**	**17 541 918,32**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	Virements	DMs Votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
907	731	2031	Frais d'études	BS	I	70 020,00	5 688,00	0,00	0,00	75 708,00	17 474,49	93 182,49
	738	2031	Frais d'études	BS	I	11 844,00	16 113,32	0,00	0,00	27 957,32	24,00	27 981,32
	738	208	Autres immobilisations incorporelles	BS	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	738	2128	Autres agencements et aménagements	BS	I	0,00	0,00	0,00	8 256,00	8 256,00	0,00	8 256,00
	738	2157	Matériel et outillage technique	BS	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	738	2157.301	MATERIEL ET OUTILLAGE TECHNIQUES - APN	BS3	I	5 000,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00	0,00	5 000,00
907				**Somme :**		**86 864,00**	**21 801,32**	**0,00**	**8 256,00**	**116 921,32**	**17 498,49**	**134 419,81**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	Virements	DMs Votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
908	80	2031	Frais d'études	RT	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	80	23151	Réseaux de voirie	RT	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	821	2031	Frais d'études	RT	I	40 000,00	10 000,00	0,00	0,00	50 000,00	0,00	50 000,00
	821	2152	Installations de voirie	RT	I	20 000,00	10 000,00	0,00	0,00	30 000,00	0,00	30 000,00
	88	2128	Autres agencements et aménagements	RT	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	88	2188	Autres	RT	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
908				**Somme :**		**60 000,00**	**20 000,00**	**0,00**	**0,00**	**80 000,00**	**0,00**	**80 000,00**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	Virements	DMs Votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
909	90	2031	Frais d'études	BN	I	0,00	21 201,69	0,00	0,00	21 201,69	0,00	21 201,69
	90	2051	CONCESSIONS ET DROITS SIMILAIRES	BN	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	90	231785	Matériel de téléphonie	BN	I	0,00	30 106,68	0,00	133 750,66	163 857,34	0,00	163 857,34
	91	204182	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	921	204182	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

	928	261	Titres de participation	BB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	928	261.1	Titres de participation	BB	I	0,00	262 000,00	0,00	0,00	262 000,00	0,00	262 000,00
	928	266.1	PARTICIPATION CAPITAL SOCIAL SEM ABATTOIR	BB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
909				**Somme :**		**0,00**	**313 308,37**	**0,00**	**133 750,66**	**447 059,03**	**0,00**	**447 059,03**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	Virements	DMs Votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
910	0202	204141.328	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES - PED	BC	I	358 491,85	0,00	13 373,50	0,00	371 865,35	-63 012,74	308 852,61
	0202	204142	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BC	I	197 859,60	0,00	0,00	966,00	198 825,60	-6 354,00	192 471,60
	0202	204142.328	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - PED	BC	I	1 013 298,57	0,00	-27 400,31	0,00	985 898,26	-71 987,26	913 911,00
	0202	2041721	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES	BC	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	0202	2041722	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BC	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	0202	2041782	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BC	I	0,00	0,00	14 026,81	0,00	14 026,81	0,00	14 026,81
910				**Somme :**		**1 569 650,02**	**0,00**	**0,00**	**966,00**	**1 570 616,02**	**-141 354,00**	**1 429 262,02**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	Virements	DMs Votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
911	12	204142.24	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - DFCI	BS	I	12 500,00	33 062,83	0,00	0,00	45 562,83	-1 986,12	43 576,71
	12	2041782	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BC	I	203 200,00	29 400,00	0,00	0,00	232 600,00	0,00	232 600,00
	12	204181	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES	I01	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	200 000,00	200 000,00
	12	204182	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	I01	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
911				**Somme :**		**215 700,00**	**62 462,83**	**0,00**	**0,00**	**278 162,83**	**198 013,88**	**476 176,71**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	Virements	DMs Votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
912	21	204121	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES	BD	I	2 000,00	110,54	-1 000,00	-110,54	1 000,00	0,00	1 000,00
	21	204142	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BC	I	130 302,00	0,00	0,00	0,00	130 302,00	180 000,00	310 302,00
	21	20421	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES	BD	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	21	20422	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BD	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	221	20421.218	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES-OGEC coll.Priv.info.Péda	BD	I	60 000,00	0,00	0,00	0,00	60 000,00	0,00	60 000,00
	221	20422.63	BATIMENTS ET INSTALLATIONS-OGEC collèges privés	BD	I	194 729,83	142,73	0,00	-142,73	194 729,83	0,00	194 729,83
	221	20431.206	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES-Collèges publics	BD	I	18 000,00	321,18	1 000,00	-321,18	19 000,00	0,00	19 000,00

	222	20432	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BD	I	7 000,00	1 076,06	0,00	0,00	8 076,06	0,00	8 076,06
	23	20422	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BC	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
912				**Somme :**		**412 031,83**	**1 650,51**	**0,00**	**-574,45**	**413 107,89**	**180 000,00**	**593 107,89**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	Virements	DMs Votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
913	312	204122	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BC	I	35 000,00	0,00	-5 000,00	0,00	30 000,00	5 000,00	35 000,00
	312	204141.12	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES-Restau.objets mobiliers	BD	I	45 814,20	0,00	0,00	0,00	45 814,20	0,00	45 814,20
	312	204142	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BC	I	269 583,00	933,00	6 074,00	-933,00	275 657,00	10 162,00	285 819,00
	312	20421	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES	BD	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	312	20422	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BC	I	21 541,00	2 390,00	-1 074,00	0,00	22 857,00	771,00	23 628,00
	313	204142	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BC	I	10 000,00	24 292,98	0,00	-7 042,98	27 250,00	0,00	27 250,00
	313	204142	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BI	I	10 000,00	24 292,98	0,00	-7 042,98	27 250,00	0,00	27 250,00
	314	20421	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES	BD	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	32	204142	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BC	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	32	20421.167	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES-equipements sportifs ass	BD	I	35 000,00	0,00	0,00	0,00	35 000,00	0,00	35 000,00
	33	204141	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES	BLASE	I	0,00	931,96	0,00	0,00	931,96	0,00	931,96
	33	204142.2	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - Crèche halte garderies publique	BL	I	101 646,98	28 459,81	0,00	0,00	130 106,79	0,00	130 106,79
	33	204142.2	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - Crèche halte garderies publique	BLASE	I	101 646,98	28 459,81	0,00	0,00	130 106,79	0,00	130 106,79
	33	2041721	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES	BLASE	I	0,00	2 000,00	3 000,00	0,00	5 000,00	0,00	5 000,00
	33	204182.2	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BLASE	I	0,00	6 286,70	0,00	0,00	6 286,70	0,00	6 286,70
	33	20421	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES	BC	I	35 296,00	0,00	0,00	0,00	35 296,00	-10 000,00	25 296,00
	33	20421.2	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES - Crèches halte garderie	BLASE	I	6 000,00	229,64	-3 000,00	0,00	3 229,64	0,00	3 229,64
	33	20422.2	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - Crèches halte garderies privées	BL	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	33	20422.2	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - Crèches halte garderies privées	BLASE	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
913				**Somme :**		**559 881,18**	**65 524,09**	**0,00**	**-7 975,98**	**617 429,29**	**5 933,00**	**623 362,29**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	Virements	DMs Votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
915	51	204142.2	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - Crèche halte garderies publique	BLASE	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

	51	204182.2	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BLASE	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	51	20422.2	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - Crèches halte garderies privées	BLASE	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	53	204142.3	communes et structures intercommunales - EHPAD publiques	BL	I	10 000,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00	0,00	10 000,00
	53	2041722.3	Centre communal d'action sociale - EHPAD publiques	BL	I	225 876,87	0,00	0,00	0,00	225 876,87	0,00	225 876,87
	53	2041782.3	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - EHPAD publiques	BL	I	154 414,80	3 246,53	0,00	0,00	157 661,33	0,00	157 661,33
	53	204182.3	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BL	I	796 439,58	0,00	0,00	0,00	796 439,58	0,00	796 439,58
	53	20422.3	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - EHPAD Privés	BL	I	30 000,00	0,00	0,00	0,00	30 000,00	0,00	30 000,00
	58	2041782.1	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - AIRDIE	BL	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
915				**Somme :**		**1 216 731,25**	**3 246,53**	**0,00**	**0,00**	**1 219 977,78**	**0,00**	**1 219 977,78**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	Virements	DMs Votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
916	61	204141.217	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES - RMC	BS	I	0,00	15 981,00	0,00	0,00	15 981,00	0,00	15 981,00
	61	204142.217	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - RMC	BS	I	0,00	69 927,30	0,00	0,00	69 927,30	0,00	69 927,30
	61	2041781	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES	BS	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	61	2041782	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BS	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	628	204142	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BC	I	271 009,26	14 511,15	0,00	-66,00	285 454,41	259 158,87	544 613,28
	628	204142.14	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - Inondation 2008	BC	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	628	204142.7	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - Programme urbain	BC	I	156 923,00	0,00	0,00	0,00	156 923,00	0,00	156 923,00
	628	204142.78	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - PEVC	BC	I	118 879,37	5 547,25	0,00	0,00	124 426,62	100 000,00	224 426,62
	628	2041782	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BC	I	750 000,00	0,00	0,00	0,00	750 000,00	-81 141,01	668 858,99
	628	2041782.78	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - PEVC	BC	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	68	204123	PROJETS D'INFRASTRUCTURES D'INTERET NATIONAL	BN	I	90 000,00	7 227,00	0,00	-7 227,00	90 000,00	0,00	90 000,00
	68	204143	PROJETS D'INFRASTRUCTURES D'INTERET NATIONAL	BN	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	68	2041783	PROJETS D'INFRASTRUCTURES D'INTERET NATIONAL	BN	I	0,00	7 711,35	0,00	-7 711,35	0,00	0,00	0,00
	68	20423	PROJETS D'INFRASTRUCTURES D'INTERET NATIONAL	BN	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
916				**Somme :**		**1 386 811,63**	**120 905,05**	**0,00**	**-15 004,35**	**1 492 712,33**	**278 017,86**	**1 770 730,19**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	Virements	DMs Votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
917	70	2041783	PROJETS D'INFRASTRUCTURES D'INTERET NATIONAL	BN	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	70	20422	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BN	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	71	204142	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BC	I	120 396,59	4 096,30	0,00	0,00	124 492,89	1 656,82	126 149,71
	72	204142	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BC	I	30 000,00	27 321,82	-9 132,00	0,00	48 189,82	60 000,00	108 189,82
	72	204182	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BC	I	10 000,00	1 385,68	9 132,00	1 454,27	21 971,95	0,00	21 971,95
	72	20421	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES	BS	I	4 500,00	0,00	0,00	9 000,00	13 500,00	-4 500,00	9 000,00
	72	20422	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BC	I	62 000,00	5 500,00	0,00	1 500,00	69 000,00	-18 500,00	50 500,00
	731	204141.216	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES - Déchets ménager	BS	I	4 000,00	0,00	0,00	0,00	4 000,00	-4 000,00	0,00
	731	204142	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BC	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	731	204142.216	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - Déchets ménager	BS	I	57 991,00	75 637,00	0,00	3 500,00	137 128,00	-30 493,00	106 635,00
	731	204151	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES	BS	I	3 000,00	12 009,00	0,00	0,00	15 009,00	-1 040,00	13 969,00
	731	2041782	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BS	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	731	20421	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES	BS	I	3 000,00	4 776,20	0,00	0,00	7 776,20	-3 000,00	4 776,20
	731	20421.216	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES - Déchets ménager	BS	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	738	204141.30	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES - Ges.integrée cours eau	BS	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	738	204141.300	BIENS MOBILIERS, MATERIELS ET ETUDES - ENS	BS3	I	5 000,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00	0,00	5 000,00
	738	204141.31	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES- Act.pleine nature public	BS	I	0,00	0,00	0,00	2 000,00	2 000,00	0,00	2 000,00
	738	204141.41	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES- Mobili.fonciere public	BS	I	8 125,00	500,00	0,00	-500,00	8 125,00	0,00	8 125,00
	738	204141.42	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES- Sub.envir.diverse public	BS	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	738	204142	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BC	I	31 778,00	5 000,00	0,00	0,00	36 778,00	0,00	36 778,00
	738	204142	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BS	I	31 778,00	5 000,00	0,00	0,00	36 778,00	0,00	36 778,00
	738	204142.19	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - Sylviculture	BS	I	40 000,00	481,00	0,00	0,00	40 481,00	-323,00	40 158,00
	738	204142.30	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - Gest.intégrée cours eau public	BS	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	738	204142.300	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - ENS	BS3	I	10 000,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00	0,00	10 000,00
	738	204142.301	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - APN	BS3	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	738	204142.31	BATIMENTS ET INSTALLATIONS-Act.pleine nature public	BS	I	25 132,70	21 049,00	0,00	1 198,00	47 379,70	0,00	47 379,70
	738	204151	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES	BS	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

	738	204152	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BS	I	0,00	0,00	0,00	6 500,00	6 500,00	0,00	6 500,00
	738	2041781	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES	BS	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	738	2041782	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BS	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	738	204181.10	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES-Circuit rando topo-guide	BS	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	738	20421.24	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES-Act.pleine nature privés	BS	I	0,00	0,00	0,00	2 652,00	2 652,00	-1 802,00	850,00
	738	20421.300	BIENS MOBILIERS, MATERIELS ET ETUDES - ENS	BS3	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	738	20421.301	BIENS MOBILIERS, MATERIELS ET ETUDES - APN	BS3	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	738	20421.42	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES-Sub.envir.diverse privés	BS	I	0,00	7 762,00	0,00	0,00	7 762,00	0,00	7 762,00
	738	20422.300	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - ENS	BS3	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	74	204141.199	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES - DGE	BS	I	99 595,00	0,00	0,00	0,00	99 595,00	-598,60	98 996,40
	74	204141.22	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES - Foncières pastorales	BS	I	48 268,49	28 658,78	0,00	10 000,00	86 927,27	-19 127,74	67 799,53
	74	204142	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BC	I	251 810,00	11 768,94	0,00	0,00	263 578,94	272 440,00	536 018,94
	74	204142	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BS	I	251 810,00	11 768,94	0,00	0,00	263 578,94	-1 972,62	261 606,32
	74	204142.199	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - DGE équipement rural	BC	I	393 996,00	5 238,00	0,00	96 226,99	495 460,99	-71 236,00	424 224,99
	74	204142.199	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - DGE équipement rural	BS	I	393 996,00	5 238,00	0,00	96 226,99	495 460,99	0,00	495 460,99
	74	204142.200	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - Programme exceptionnel	BS	I	360 842,00	20,00	0,00	705,00	361 567,00	0,00	361 567,00
	74	204142.22	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - Amélioration foncière pastorale	BS	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	74	204142.83	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - Aménagements de villages	BC	I	2 224 376,38	45 816,00	0,00	-22 149,00	2 248 043,38	214 289,00	2 462 332,38
	74	204151	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES	BS	I	4 795,00	11,66	0,00	0,00	4 806,66	0,00	4 806,66
	74	204182.32	BATIMENTS ET INSTALLATIONS-Amélioration foncière pastorale	BS	I	0,00	3 936,41	0,00	0,00	3 936,41	-313,01	3 623,40
	74	20421	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES	BS	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	74	20422	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BS	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	74	20422.10	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - Habitat jeunes agriculteurs	BC	I	80 364,00	1 823,00	0,00	-909,00	81 278,00	11 476,00	92 754,00
917				**Somme :**		**3 878 970,16**	**262 790,79**	**0,00**	**111 178,26**	**4 252 939,21**	**402 955,85**	**4 655 895,06**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	Virements	DMs Votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
918	821	204142	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BC	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

	88	20421	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES	RT	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	88	20422	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	RT	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
918				**Somme :**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	Virements	DMs Votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
919	90	204141	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES	BC	I	0,00	0,00	7 010,64	0,00	7 010,64	0,00	7 010,64
	90	204142	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BC	I	57 833,90	8 593,52	2 399,00	0,00	68 826,42	30 762,94	99 589,36
	90	204142.55	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - FIE	BC	I	49 305,09	0,00	0,00	0,00	49 305,09	0,00	49 305,09
	90	204181	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES	BC	I	796,00	0,00	0,00	0,00	796,00	0,00	796,00
	90	204182	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BC	I	6 001,16	0,00	0,00	0,00	6 001,16	0,00	6 001,16
	90	20421	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES	BC	I	16 172,58	0,00	-6 000,00	500,00	10 672,58	-5 172,58	5 500,00
	90	20421	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES	BS	I	16 172,58	0,00	-6 000,00	500,00	10 672,58	0,00	10 672,58
	90	20422	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BC	I	28 388,00	0,00	9 590,36	0,00	37 978,36	19 409,64	57 388,00
	90	20422.55	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - FIE	BC	I	61 864,00	0,00	0,00	0,00	61 864,00	18 527,90	80 391,90
	91	2041782	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BB3	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	921	204182	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BB	I	318 500,00	0,00	-142 333,33	0,00	176 166,67	0,00	176 166,67
	928	204141	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES	BC	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	928	204141.162	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES-Diversification agricole	BS	I	0,00	44,00	0,00	-44,00	0,00	0,00	0,00
	928	204141.28	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES - Energies renouvelables	BS	I	0,00	400,00	0,00	0,00	400,00	0,00	400,00
	928	204142	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BC	I	18 044,00	1 800,00	0,00	0,00	19 844,00	0,00	19 844,00
	928	204142.162	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - diversification agricole	BS	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	928	204142.28	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - Energies renouvelables	BS	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	928	204181.26	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES-Maitrise eau agriculture	BS	I	11 000,00	0,00	0,00	0,00	11 000,00	-5 342,40	5 657,60
	928	204182.26	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - Maitrise eau agriculture	BS	I	67 134,87	0,00	0,00	0,00	67 134,87	0,00	67 134,87
	928	20421	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES	BC	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	928	20421	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES	BS	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	928	20421.86	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES - Ident.Elect.Ovins	BS	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	928	20421.95	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES-Diversification agricole	BS	I	5 000,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00	-5 000,00	0,00

	928	20422	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BC	I	50 000,00	2 489,00	0,00	0,00	52 489,00	-50 000,00	2 489,00
	928	20422	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BS	I	50 000,00	2 489,00	0,00	0,00	52 489,00	0,00	52 489,00
	928	20422.17	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - Bâtiments élevage	BS	I	64 223,73	0,00	0,00	5 875,80	70 099,53	51 000,00	121 099,53
	928	20422.28	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - Energies renouvelables	BS	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	928	20422.95	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - diversification agricole	BS	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	928	2748	Autres prêts	BB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	928	2748	Autres prêts	BC	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	93	204141.6	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES - Zones d'activité	BC	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	93	204142	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BC	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	40 000,00	40 000,00
	93	204142.235	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - Aide au commerce rural	BC	I	10 000,00	983,36	0,00	-347,96	10 635,40	-3 029,72	7 605,68
	93	204142.37	BATIMENTS ET INSTALLATIONS-Programme immobilier d'entreprise	BC	I	25 000,00	0,00	0,00	0,00	25 000,00	-5 328,00	19 672,00
	93	204142.45	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - FIIA	BC	I	70 000,00	0,00	0,00	1 366,33	71 366,33	25 000,00	96 366,33
	93	204142.6	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - Zones d'activité	BC	I	20 000,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00	-10 000,00	10 000,00
	93	20421.33	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES - PME	BC	I	138 310,87	1 309,13	-20 422,47	-1 309,13	117 888,40	-25 868,49	92 019,91
	93	20422.235	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - Commerce rural	BC	I	8 716,45	0,00	20 422,47	0,00	29 138,92	-2 026,96	27 111,96
	93	20422.31	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - Opération vitrine	BC	I	6 516,00	0,00	0,00	0,00	6 516,00	-6 516,00	0,00
	93	20422.45	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - FIIA	BC	I	96 244,90	0,00	-13 000,00	0,00	83 244,90	-9 550,15	73 694,75
	93	20422.55	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - FIE	BC	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	94	204122.161	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BC	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	94	204141.75	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES - O.T.S.I.	BC	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	94	204142	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BC	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 560,00	7 560,00
	94	204142.161	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - Projet touristique structurant	BC	I	1 034 352,20	122 655,35	0,00	0,00	1 157 007,55	-0,28	1 157 007,27
	94	204142.48	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - Tourisme rural communes	BC	I	0,00	33 779,59	0,00	-10 779,59	23 000,00	0,00	23 000,00
	94	204182	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BC	I	873 000,00	0,00	0,00	770 000,00	1 643 000,00	0,00	1 643 000,00
	94	204182.15	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - SELO rénovation Bagnols	BC	I	40 573,94	0,00	0,00	0,00	40 573,94	0,00	40 573,94
	94	20421.75	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES - O.T.S.I.	BC	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	94	20422	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BC	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	94	20422.161	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - Pôles touristiques	BC	I	15 000,00	0,00	0,00	0,00	15 000,00	15 000,00	30 000,00
	94	20422.48	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - Tourisme rural privés	BC	I	489 620,62	62 362,12	0,00	-5 222,66	546 760,08	-31 490,98	515 269,10

	94	2051	CONCESSIONS ET DROITS SIMILAIRES	BC	I	0,00	6 825,00	0,00	0,00	6 825,00	0,00	6 825,00
	94	2111	Terrains nus	BC	I	4 933,44	0,00	0,00	0,00	4 933,44	0,00	4 933,44
	94	2764	Créances sur particuliers et autres personnes de droit privé	BB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	95	204141	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES	BS	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	95	204142	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	91 000,00	91 000,00
	95	204142	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BC	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	95	2041782	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BB	I	427 000,00	0,00	0,00	0,00	427 000,00	0,00	427 000,00
	95	2041782.2	BATIMENTS ET INSTALLATIONS - SDEE électrification	BB	I	0,00	0,00	142 333,33	0,00	142 333,33	0,00	142 333,33
	95	20422	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	BB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
919				**Somme :**		**4 013 531,75**	**241 241,07**	**0,00**	**760 038,79**	**5 014 811,61**	**138 934,92**	**5 153 746,53**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	Virements	DMs Votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
923		1641	Emprunts en euros	BB	I	5 157 000,00	0,00	0,00	0,00	5 157 000,00	0,00	5 157 000,00
		16441	Opérations afférentes à l'emprunt		I	15 000 000,00	0,00	0,00	0,00	15 000 000,00	0,00	15 000 000,00
		16441	Opérations afférentes à l'emprunt	BB	I	15 000 000,00	0,00	0,00	0,00	15 000 000,00	0,00	15 000 000,00
		16449	Opérations afférentes à l'option de tirage sur ligne de trés	BB	I	15 000 000,00	0,00	0,00	0,00	15 000 000,00	0,00	15 000 000,00
		1678	Autres emprunts et dettes	BB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		2761	Créances pour avances en garanties d'emprunt	BB	I	20 000,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00	0,00	20 000,00
923				**Somme :**		**35 177 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**35 177 000,00**	**0,00**	**35 177 000,00**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	Virements	DMs Votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
924		454213	Remembrement lié aménagement de l'A75	BS	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		45441.1	ANIMATIONS FONCIERES - ECHANGES AMIABLES	BS	I	29 925,00	0,00	0,00	0,00	29 925,00	0,00	29 925,00
		45441.2	ANIMATIONS FONCIERES - FRAIS D'ECHANGES AMIABLES	BS	I	32 659,20	0,00	0,00	301,80	32 961,00	11 000,00	43 961,00
		454412	Animations foncières - ECHANGES AMIABLES	BS	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
924				**Somme :**		**62 584,20**	**0,00**	**0,00**	**301,80**	**62 886,00**	**11 000,00**	**73 886,00**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	Virements	DMs Votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
925		16441	Opérations afférentes à l'emprunt		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 000 000,00	10 000 000,00
		2033	Frais d'insertion		I						7 200,91	7 200,91

		204411	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		204412	BATIMENTS ET INSTALLATIONS		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		2151	Réseaux de voirie		I	260 000,00	0,00	0,00	0,00	260 000,00	0,00	260 000,00
		2157	Matériel et outillage technique		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		2182	Matériel de transport		I	10 000,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00	0,00	10 000,00
		21841	Matériel de bureau et mobilier scolaires		I	5 000,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00	0,00	5 000,00
		231311	Bâtiments administratifs		I	8 000,00	0,00	0,00	0,00	8 000,00	0,00	8 000,00
		231314	Bâtiments culturels et sportifs		I	54 000,00	0,00	0,00	0,00	54 000,00	0,00	54 000,00
		231318	Autres bâtiments publics		I	160 000,00	0,00	0,00	0,00	160 000,00	0,00	160 000,00
		231351	Bâtiments publics		I	40 000,00	0,00	0,00	0,00	40 000,00	0,00	40 000,00
		2314	Constructions sur sol d'autrui		I	3 000,00	0,00	0,00	0,00	3 000,00	0,00	3 000,00
		23151	Réseaux de voirie		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		23153	Réseaux divers		I	30 000,00	0,00	0,00	0,00	30 000,00	0,00	30 000,00
		2317312	Bâtiments scolaires		I	135 000,00	0,00	0,00	0,00	135 000,00	0,00	135 000,00
		2317318	Autres bâtiments publics		I	20 000,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00	0,00	20 000,00
		231735	Installations générales, agencements, aménagements des const		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		231753	Réseaux divers		I	3 000,00	0,00	0,00	0,00	3 000,00	0,00	3 000,00
		231785	Matériel de téléphonie		I	9 000,00	0,00	0,00	0,00	9 000,00	0,00	9 000,00
		23181	Installations générales, agencements et aménagements divers		I	3 000,00	0,00	0,00	0,00	3 000,00	0,00	3 000,00
		248	Autres mises en affectations		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
925				**Somme :**		**740 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**740 000,00**	**10 007 200,91**	**10 747 200,91**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	Virements	DMs Votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
926		13911	SUBV.INV.TRANSFEREES AU C.R.-ETAT ET ETBS NATIONAUX		I	255 000,00	0,00	0,00	0,00	255 000,00	14 621,00	269 621,00
		13912	SUBV. INVESTIS. TRANSFEREES AU C.R.-REGION		I	125 048,00	0,00	0,00	0,00	125 048,00	0,00	125 048,00
		13914	SUBV. INVESTIS. TRANSFEREES AU C.R. - COMMUNES		I	4 555,00	0,00	0,00	0,00	4 555,00	-2 084,00	2 471,00
		13916	SUBV.INVESTIS.TRANSFEREES AU C.R.-AUTRES ETBS PUBLICS LOC.		I	123 000,00	0,00	0,00	0,00	123 000,00	5 446,00	128 446,00
		139172	SUBV. INVESTIS. TRANSFEREES AU C.R.-FEDER		I	10 000,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00	0,00	10 000,00
		139178	SUBV. INVESTIS. TRANSFEREES AU C.R. - FONDS EUROPEENS AUTRES		I	13 360,00	0,00	0,00	0,00	13 360,00	0,00	13 360,00
		13931	DGE		I	3 740 000,00	0,00	0,00	0,00	3 740 000,00	-46 904,33	3 693 095,67
		13932	Dotation départementale d'équipement des collèges		I	834 974,00	0,00	0,00	0,00	834 974,00	0,00	834 974,00

		192	PLUS OU MOINS VALUES SUR CESSIONS D'IMMOBILISATIONS		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		21311	Bâtiments administratifs		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		28033	Amortissement des frais d'insertion		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		280414	COMMUNES ET STRUCTURES INTERCOMMUNALES		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		280417.128	AMORTIS.SUBV.PROGR.RESOR.ZONES OMBRES T.V.		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		28041722	BATIMENTS ET INSTALLATIONS		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		280422	BATIMENTS ET INSTALLATIONS		I						6 425,00	6 425,00
		281841.05	AMORT.EQUIP.MOBILIER COLLEGES PUBLICS PROG2005		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		281848	AUTRES MATERIELS DE BUREAU ET MOBILIERS		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
926				**Somme :**		**5 105 937,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**5 105 937,00**	**-22 496,33**	**5 083 440,67**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	Virements	DMs Votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
950		020	Dépenses imprévues	BB	I	779 663,98	0,00	0,00	0,00	779 663,98	-579 663,98	200 000,00
950				**Somme :**		**779 663,98**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**779 663,98**	**-579 663,98**	**200 000,00**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	Virements	DMs Votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
953		1068	Excédents de fonctionnement capitalisés		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
953				**Somme :**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

				Somme :		**74 002 937,00**	**4 917 996,56**	**0,00**	**2 062 939,67**	**80 983 873,23**	**15 663 772,83**	**96 647 646,06**

BUDGET PRINCIPAL DEPENSES FONCTIONNEMENT

Fonctionnement

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	Virements de crédits	DMs votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
		002	RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
				Somme :		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	Virements de crédits	DMs votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
930	0201	60623	Alimentation	BFH	F	700,00	0,00	0,00	0,00	700,00	0,00	700,00
	0201	6184	Versements à des organismes de formation	BFH	F	23 625,00	10 450,00	0,00	0,00	34 075,00	0,00	34 075,00
	0201	6188	Autres frais divers	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	0201	6218	Autre personnel extérieur	BFH	F	20 000,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00	0,00	20 000,00
	0201	6225	Indemnités au comptable et aux régisseurs	BFH	F	3 000,00	0,00	0,00	0,00	3 000,00	0,00	3 000,00
	0201	62268	Autres honoraires, conseils¿	BMP	F	28 000,00	0,00	0,00	0,00	28 000,00	0,00	28 000,00
	0201	6227	Frais d'actes et de contentieux	BMP	F	10 000,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00	0,00	10 000,00
	0201	6231	Annonces et insertions	BFH	F	15 000,00	0,00	0,00	0,00	15 000,00	0,00	15 000,00
	0201	6231	Annonces et insertions	BMP	F	50 400,00	0,00	0,00	0,00	50 400,00	0,00	50 400,00
	0201	6251	Voyages, déplacements et missions	BFH	F	38 000,00	0,00	0,00	0,00	38 000,00	0,00	38 000,00
	0201	6255	Frais de déménagement	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00	5 000,00
	0201	6331	Versement de transport	BFH	F	9 750,00	0,00	0,00	0,00	9 750,00	0,00	9 750,00
	0201	6332	Cotisations versées au F.N.A.L	BFH	F	12 202,00	0,00	0,00	0,00	12 202,00	0,00	12 202,00
	0201	6336	Cotisations au CNFPT et au centre de gestion de la fonction	BFH	F	44 403,00	0,00	0,00	0,00	44 403,00	3 000,00	47 403,00
	0201	637	Autres impôts, taxes et versements assimilés(AUTRES ORG)	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	0201	64111	Rémunération principale	BFH	F	2 092 358,00	0,00	0,00	0,00	2 092 358,00	-75 715,00	2 016 643,00
	0201	64112	Supplément familial de traitement et indemnité de résidence	BFH	F	25 095,00	0,00	0,00	0,00	25 095,00	0,00	25 095,00
	0201	64113	NBI	BFH	F	16 391,00	0,00	0,00	0,00	16 391,00	100,00	16 491,00
	0201	64118	Autres indemnités	BFH	F	525 746,00	0,00	0,00	0,00	525 746,00	0,00	525 746,00
	0201	64118.1	AUTRES INDEMNITES-HS-ASTREINTES	BFH	F	15 192,00	0,00	0,00	0,00	15 192,00	2 000,00	17 192,00
	0201	64131	Rémunérations	BFH	F	313 968,00	0,00	0,00	0,00	313 968,00	0,00	313 968,00

	0201	64168	Autres emplois aidés	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	0201	6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F	BFH	F	447 672,00	0,00	0,00	0,00	447 672,00	-10 000,00	437 672,00
	0201	6453	Cotisations aux caisses de retraite	BFH	F	714 541,00	0,00	0,00	0,00	714 541,00	-20 000,00	694 541,00
	0201	6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C	BFH	F	19 784,00	0,00	0,00	0,00	19 784,00	0,00	19 784,00
	0201	6455	Cotisations pour assurance du personnel	BFH	F	608 170,86	0,00	0,00	0,00	608 170,86	-1 200,00	606 970,86
	0201	6456	Versement au F.N.C du supplément familial	BFH	F	15 000,00	0,00	0,00	0,00	15 000,00	-9 680,00	5 320,00
	0201	6472	Prestations familiales directes	BFH	F	4 000,00	0,00	0,00	0,00	4 000,00	0,00	4 000,00
	0201	6474	VERSEMENTS AUX OEUVRES SOCIALES	BFH	F	170 000,00	0,00	0,00	0,00	170 000,00	0,00	170 000,00
	0201	6475	Médecine du travail, pharmacie	BFH	F	98 829,14	0,00	0,00	0,00	98 829,14	0,00	98 829,14
	0201	64831	Indemnités aux agents	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	0201	6488	Autres charges	BFH	F	58 726,00	0,00	0,00	0,00	58 726,00	0,00	58 726,00
	0202	60611	Eau et assainissement	BMG	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	0202	60611	Eau et assainissement	RB	F	8 000,00	0,00	0,00	0,00	8 000,00	0,00	8 000,00
	0202	60612	Energie - Electricité	BMG	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	0202	60612	Energie - Electricité	RB	F	88 000,00	0,00	0,00	0,00	88 000,00	0,00	88 000,00
	0202	60621	Combustibles	BMG	F	106 000,00	0,00	0,00	0,00	106 000,00	0,00	106 000,00
	0202	60621	Combustibles	RB	F	50 000,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00	0,00	50 000,00
	0202	60622	Carburants	BMG	F	110 000,00	0,00	-22 000,00	0,00	88 000,00	0,00	88 000,00
	0202	60623	Alimentation	B	F	4 500,00	0,00	0,00	0,00	4 500,00	0,00	4 500,00
	0202	60628	Autres fournitures non stockées	CAB	F	1 000,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00	0,00	1 000,00
	0202	60631	Fournitures d'entretien	BMG	F	10 000,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00	0,00	10 000,00
	0202	60631	Fournitures d'entretien	CAB	F	280,00	0,00	0,00	0,00	280,00	0,00	280,00
	0202	60632	Fournitures de petit équipement	BMG	F	18 000,00	0,00	0,00	0,00	18 000,00	0,00	18 000,00
	0202	60632.1	Autres fournitures - Informatique	BFI	F	2 000,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00	0,00	2 000,00
	0202	60632.20	Acquisition petit matériel - Conseil général	CAB	F	1 000,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00	0,00	1 000,00
	0202	60636	Habillement et vêtements de travail	BMG	F	76 000,00	0,00	0,00	0,00	76 000,00	0,00	76 000,00
	0202	6064	Fournitures administratives	BMG	F	61 000,00	0,00	0,00	0,00	61 000,00	0,00	61 000,00
	0202	6068	Autres matières et fournitures	CAB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	0202	611	Contrats de prestations de services	BMG	F	20 000,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00	0,00	20 000,00
	0202	611	Contrats de prestations de services	RB	F	10 000,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00	0,00	10 000,00
	0202	6132	Locations immobilières	BMG	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	0202	6132	Locations immobilières	RB	F	353 800,00	0,00	0,00	0,00	353 800,00	0,00	353 800,00
	0202	6135	Locations mobilières	BFI	F	95 000,00	0,00	0,00	0,00	95 000,00	0,00	95 000,00
	0202	6135	Locations mobilières	BMG	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	0202	614	Charges locatives et de copropriété	BMG	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	0202	614	Charges locatives et de copropriété	RB	F	52 600,00	0,00	0,00	0,00	52 600,00	0,00	52 600,00
	0202	61521	Terrains (ENTRETIEN PARCS ET JARDINS)	CAB	F	1 500,00	0,00	0,00	0,00	1 500,00	0,00	1 500,00

	0202	61521	Terrains (ENTRETIEN PARCS ET JARDINS)	RB	F	5 000,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00	0,00	5 000,00
	0202	61522	Bâtiments	RB	F	46 440,00	0,00	-900,00	0,00	45 540,00	0,00	45 540,00
	0202	61558	Autres biens mobiliers	BMG	F	500,00	0,00	0,00	0,00	500,00	0,00	500,00
	0202	61558	Autres biens mobiliers	RB	F	2 000,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00	0,00	2 000,00
	0202	61558.1	Entretien du matériel informatique	BFI	F	2 200,00	0,00	0,00	0,00	2 200,00	0,00	2 200,00
	0202	6156	Maintenance	BFI	F	306 000,00	0,00	0,00	0,00	306 000,00	0,00	306 000,00
	0202	6156	Maintenance	BMG	F	5 000,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00	0,00	5 000,00
	0202	6156	Maintenance	BN	F	53 000,00	0,00	0,00	0,00	53 000,00	-3 000,00	50 000,00
	0202	6156	Maintenance	RB	F	22 000,00	0,00	326,10	0,00	22 326,10	0,00	22 326,10
	0202	616	Primes d'assurances	BMG	F	3 500,00	0,00	0,00	0,00	3 500,00	0,00	3 500,00
	0202	616.1	PRIMES D'ASSURANCES - DOMMAGES AUX BIENS	BMG	F	32 000,00	0,00	230,00	0,00	32 230,00	0,00	32 230,00
	0202	616.2	PRIMES D'ASSURANCES - ASSURANCES VEHICULES	BMG	F	170 000,00	0,00	22 000,00	0,00	192 000,00	0,00	192 000,00
	0202	616.9	Assurances Responsabilité Civile	BMG	F	27 500,00	0,00	-230,00	0,00	27 270,00	0,00	27 270,00
	0202	6182	Documentation générale et technique	BMG	F	48 400,00	0,00	0,00	0,00	48 400,00	0,00	48 400,00
	0202	6182.1	Documentation générale - Informatique	BFI	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	0202	6188	Autres frais divers	BB	F	50 000,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00	0,00	50 000,00
	0202	6188	Autres frais divers	BE	F	6 000,00	0,00	0,00	0,00	6 000,00	0,00	6 000,00
	0202	6188	Autres frais divers	BFI	F	23 000,00	0,00	0,00	0,00	23 000,00	0,00	23 000,00
	0202	6188	Autres frais divers	BMG	F	6 000,00	0,00	2 000,00	0,00	8 000,00	0,00	8 000,00
	0202	6188	Autres frais divers	CAB	F	1 500,00	0,00	0,00	0,00	1 500,00	0,00	1 500,00
	0202	6188	Autres frais divers	RB	F	1 100,00	0,00	0,00	0,00	1 100,00	0,00	1 100,00
	0202	6188.98	AUTRES FRAIS DIVERS - CDRC	BN	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	0202	6227	Frais d'actes et de contentieux	RB	F	0,00	0,00	900,00	0,00	900,00	0,00	900,00
	0202	6231	Annonces et insertions	BMG	F	9 550,00	0,00	0,00	0,00	9 550,00	0,00	9 550,00
	0202	6231	Annonces et insertions	RB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	0202	6231.10	Frais insertion publicité marchés	BFI	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	0202	6236	Catalogues et imprimés et publications	BMG	F	50 000,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00	0,00	50 000,00
	0202	6241	Transports de biens	BMG	F	1 950,00	0,00	0,00	0,00	1 950,00	0,00	1 950,00
	0202	6241.2	Frêts et transports administratifs - Informatique	BFI	F	500,00	0,00	0,00	0,00	500,00	0,00	500,00
	0202	6247	Transports collectifs du personnel	BMG	F	50,00	0,00	0,00	0,00	50,00	0,00	50,00
	0202	6247	Transports collectifs du personnel	CAB	F	900,00	0,00	0,00	0,00	900,00	0,00	900,00
	0202	6261	Frais d'affranchissement	BMG	F	120 000,00	0,00	0,00	0,00	120 000,00	0,00	120 000,00
	0202	6262	Frais de télécommunications	BFI	F	250 000,00	0,00	-152,75	0,00	249 847,25	0,00	249 847,25
	0202	6281	Concours divers (cotisations)	BB	F	10 000,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00	0,00	10 000,00
	0202	6281	Concours divers (cotisations)	BC	F	11 826,00	0,00	0,00	0,00	11 826,00	0,00	11 826,00
	0202	6281	Concours divers (cotisations)	BFI	F	6 500,00	0,00	152,75	0,00	6 652,75	0,00	6 652,75
	0202	6283	Frais de nettoyage des locaux	BMG	F	280 000,00	0,00	0,00	0,00	280 000,00	0,00	280 000,00
	0202	6288	Autres	BMG	F	1 500,00	0,00	0,00	0,00	1 500,00	0,00	1 500,00

	0202	6288	Autres	CAB	F	800,00	0,00	0,00	0,00	800,00	0,00	800,00
	0202	63512	Taxes foncières	RB	F	34 000,00	0,00	0,00	0,00	34 000,00	0,00	34 000,00
	0202	6488	Autres charges	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	0202	6488.58	Autres charges - Parkings	BMG	F	93 000,00	0,00	-2 000,00	0,00	91 000,00	0,00	91 000,00
	0202	65228	AUTRES - FRAIS D'HEBERGEMENT	CAB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	0202	6541	Créances admises en non-valeur	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	0202	6568	Autres participations	BFI	F	5 000,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00	0,00	5 000,00
	0202	65734	Communes et structures intercommunales	BB	F	25 700,00	0,00	0,00	0,00	25 700,00	0,00	25 700,00
	0202	65734	Communes et structures intercommunales	BC	F	26 600,00	0,00	0,00	0,00	26 600,00	0,00	26 600,00
	0202	6574	Subventions de fonctionnement aux personnes, aux association	BB	F	11 300,00	0,00	0,00	0,00	11 300,00	0,00	11 300,00
	0202	6574.41	SUBVENTIONS EXCEPTIONNELLES DE FONCTIONNEMENT	BB	F	130 000,00	0,00	0,00	0,00	130 000,00	0,00	130 000,00
	0202	6711	Intérêts moratoires et pénalités sur marchés	RB	F	20 000,00	0,00	-326,10	0,00	19 673,90	0,00	19 673,90
	0202	6718	Autres charges exceptionnelles sur opérations de gestion	RB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	0202	678	Autres charges exceptionnelles	BMG	F	1 500,00	0,00	0,00	0,00	1 500,00	0,00	1 500,00
	0202	678	Autres charges exceptionnelles	RB	F	500,00	0,00	0,00	0,00	500,00	0,00	500,00
	021	60623	Alimentation	CAB	F	15 000,00	0,00	0,00	0,00	15 000,00	0,00	15 000,00
	021	6232	Fêtes et cérémonies	CAB	F	1 000,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00	0,00	1 000,00
	021	6234	Réceptions	CAB	F	30 000,00	0,00	0,00	0,00	30 000,00	0,00	30 000,00
	021	6245	Transports de personnes extérieures à la collectivité	CAB	F	2 000,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00	0,00	2 000,00
	021	6261	Frais d'affranchissement	CAB	F	20,00	0,00	0,00	0,00	20,00	0,00	20,00
	021	6281	Concours divers (cotisations)	BFH	F	6 100,00	0,00	0,00	0,00	6 100,00	0,00	6 100,00
	021	6531	Indemnités	BFH	F	626 731,00	0,00	0,00	0,00	626 731,00	-65 000,00	561 731,00
	021	6532	Frais de mission et de déplacement	BFH	F	70 000,00	0,00	0,00	0,00	70 000,00	0,00	70 000,00
	021	6533	Cotisations de retraite	BFH	F	68 342,00	0,00	0,00	0,00	68 342,00	76 580,00	144 922,00
	021	6534	Cotisations de sécurité sociale - part patronale	BFH	F	182 403,00	0,00	0,00	0,00	182 403,00	-15 000,00	167 403,00
	021	6535	Formation	BFH	F	2 000,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00	0,00	2 000,00
	021	65372	COTISATIONS FOND DE FINAN. ALLOC.FIN DE MANDAT	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	023	60632	Fournitures de petit équipement	COM	F	2 400,00	0,00	0,00	0,00	2 400,00	0,00	2 400,00
	023	6135	Locations mobilières	COM	F	1 000,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00	0,00	1 000,00
	023	6188	Autres frais divers	BB1	F	20 000,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00	0,00	20 000,00
	023	6188	Autres frais divers	BB2	F	250 000,00	0,00	-35 000,00	0,00	215 000,00	2 390,00	217 390,00
	023	6188	Autres frais divers	BC	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00	5 000,00
	023	6188	Autres frais divers	COM	F	25 000,00	0,00	-4 000,00	0,00	21 000,00	0,00	21 000,00
	023	6188.112	COMMUNICATION EVENEMENTIELLE	COM	F	27 000,00	0,00	-2 500,00	0,00	24 500,00	12 000,00	36 500,00

	023	6188.97	AUTRES FRAIS DIVERS MAGAZINE DEPARTEMENTAL	COM	F	191 000,00	0,00	-5 500,00	0,00	185 500,00	0,00	185 500,00
	023	6231	Annonces et insertions	COM	F	34 830,00	0,00	16 500,00	0,00	51 330,00	0,00	51 330,00
	023	6236	Catalogues et imprimés et publications	COM	F	20 000,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00	0,00	20 000,00
	023	6238.21	Objets promotionnels	COM	F	36 100,00	0,00	30 000,00	0,00	66 100,00	0,00	66 100,00
	023	6241	Transports de biens	COM	F	500,00	0,00	0,00	0,00	500,00	0,00	500,00
	023	6574	Subventions de fonctionnement aux personnes, aux association	BB2	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	023	6574	Subventions de fonctionnement aux personnes, aux association	COM	F	13 000,00	0,00	500,00	0,00	13 500,00	0,00	13 500,00
930				**Somme :**		**9 975 975,00**	**10 450,00**	**0,00**	**0,00**	**9 986 425,00**	**-93 525,00**	**9 892 900,00**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	Virements de crédits	DMs votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
931	12	6553	Services d'incendie	I01	F	3 200 000,00	0,00	0,00	0,00	3 200 000,00	0,00	3 200 000,00
	12	6561	Organismes de regroupement (syndicats mixtes et ententes)	BB	F	50 000,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00	0,00	50 000,00
	12	65734	Communes et structures intercommunales	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	12	6574	Subventions de fonctionnement aux personnes, aux association	BB	F	15 000,00	0,00	0,00	0,00	15 000,00	0,00	15 000,00
	18	65737	AUTRES ETABLISSEMENTS PUBLICS LOCAUX	BS	F	2 700,00	0,00	0,00	0,00	2 700,00	0,00	2 700,00
	18	6574	Subventions de fonctionnement aux personnes, aux association	R	F	55 000,00	0,00	0,00	0,00	55 000,00	0,00	55 000,00
931				**Somme :**		**3 322 700,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 322 700,00**	**0,00**	**3 322 700,00**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	Virements de crédits	DMs votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
932	20	60621	Combustibles	RB	F	25 000,00	0,00	0,00	0,00	25 000,00	0,00	25 000,00
	20	60628	Autres fournitures non stockées	RB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	20	611	Contrats de prestations de services	RB	F	2 500,00	0,00	0,00	0,00	2 500,00	0,00	2 500,00
	20	61522	Bâtiments	RB	F	10 500,00	0,00	0,00	0,00	10 500,00	0,00	10 500,00
	20	61558	Autres biens mobiliers	RB	F	500,00	0,00	0,00	0,00	500,00	0,00	500,00
	20	6156	Maintenance	RB	F	6 000,00	0,00	0,00	0,00	6 000,00	0,00	6 000,00
	20	6184	Versements à des organismes de formation	BFH	F	17 500,00	4 800,00	0,00	0,00	22 300,00	0,00	22 300,00
	20	6218	Autre personnel extérieur	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

	20	6228	RÉMUNÉRATIONS INTERMEDIAIRES ET HONORAIRES - DIVERS	RB	F	1 500,00	0,00	0,00	0,00	1 500,00	0,00	1 500,00
	20	6241	Transports de biens	RB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	20	6251	Voyages, déplacements et missions	BFH	F	4 791,00	0,00	0,00	0,00	4 791,00	1 000,00	5 791,00
	20	6255	Frais de déménagement	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	20	6331	Versement de transport	BFH	F	1 280,00	0,00	0,00	0,00	1 280,00	0,00	1 280,00
	20	6332	Cotisations versées au F.N.A.L	BFH	F	9 792,00	0,00	0,00	0,00	9 792,00	500,00	10 292,00
	20	6336	Cotisations au CNFPT et au centre de gestion de la fonction	BFH	F	19 320,00	0,00	0,00	0,00	19 320,00	1 000,00	20 320,00
	20	64111	Rémunération principale	BFH	F	1 756 702,00	0,00	0,00	0,00	1 756 702,00	45 000,00	1 801 702,00
	20	64112	Supplément familial de traitement et indemnité de résidence	BFH	F	30 812,00	0,00	0,00	0,00	30 812,00	5 000,00	35 812,00
	20	64113	NBI	BFH	F	5 755,00	0,00	0,00	0,00	5 755,00	100,00	5 855,00
	20	64118	Autres indemnités	BFH	F	253 682,00	0,00	0,00	0,00	253 682,00	-10 000,00	243 682,00
	20	64118.1	AUTRES INDEMNITES-HS-ASTREINTES	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	20	64131	Rémunérations	BFH	F	180 855,00	0,00	0,00	0,00	180 855,00	20 000,00	200 855,00
	20	64168	Autres emplois aidés	BFH	F	52 580,00	0,00	0,00	0,00	52 580,00	0,00	52 580,00
	20	6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F	BFH	F	349 106,00	0,00	0,00	0,00	349 106,00	30 000,00	379 106,00
	20	6453	Cotisations aux caisses de retraite	BFH	F	638 848,00	0,00	0,00	0,00	638 848,00	10 000,00	648 848,00
	20	6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C	BFH	F	11 993,00	0,00	0,00	0,00	11 993,00	5 000,00	16 993,00
	20	6472	Prestations familiales directes	BFH	F	7 680,00	0,00	0,00	0,00	7 680,00	0,00	7 680,00
	20	6473	Allocations de chômage	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	20	6475	Médecine du travail, pharmacie	BFH	F	5 000,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00	0,00	5 000,00
	20	6488	Autres charges	BFH	F	26 324,00	0,00	0,00	0,00	26 324,00	-10 000,00	16 324,00
	20	6568.3	Participation Frais Services Publics - C.D.D.P.	BD	F	12 000,00	0,00	3 000,00	0,00	15 000,00	0,00	15 000,00
	20	6574	Subventions de fonctionnement aux personnes, aux association	BD	F	21 740,00	0,00	1 200,00	0,00	22 940,00	0,00	22 940,00
	21	6568.31	Participation Frais Services Publics - Ecole annexe	BD	F	20 000,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00	0,00	20 000,00
	21	6574	Subventions de fonctionnement aux personnes, aux association	BB	F	100 000,00	0,00	-19,00	0,00	99 981,00	0,00	99 981,00
	221	60621	Combustibles	RB	F	25 000,00	0,00	0,00	0,00	25 000,00	0,00	25 000,00
	221	60628	Autres fournitures non stockées	RB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	221	60632	Fournitures de petit équipement	BMG	F	35 000,00	0,00	0,00	0,00	35 000,00	0,00	35 000,00
	221	611	Contrats de prestations de services	RB	F	25 000,00	0,00	0,00	0,00	25 000,00	0,00	25 000,00
	221	6132	Locations immobilières	RB	F	18 000,00	0,00	0,00	0,00	18 000,00	0,00	18 000,00
	221	6135	Locations mobilières	RB	F	3 500,00	0,00	0,00	0,00	3 500,00	0,00	3 500,00
	221	61522	Bâtiments	RB	F	45 000,00	0,00	-5 422,20	0,00	39 577,80	0,00	39 577,80
	221	61558	Autres biens mobiliers	RB	F	6 000,00	0,00	21,10	0,00	6 021,10	0,00	6 021,10
	221	6156	Maintenance	RB	F	61 000,00	0,00	0,00	0,00	61 000,00	0,00	61 000,00

	221	6184	Versements à des organismes de formation	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	221	6218	Autre personnel extérieur	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	221	6227	Frais d'actes et de contentieux	RB	F	0,00	0,00	9 161,10	0,00	9 161,10	0,00	9 161,10
	221	6228	RÉMUNÉRATIONS INTERMEDIAIRES ET HONORAIRES - DIVERS	RB	F	5 000,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00	0,00	5 000,00
	221	6231	Annonces et insertions	RB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	221	6241	Transports de biens	RB	F	16 000,00	0,00	-2 000,00	0,00	14 000,00	0,00	14 000,00
	221	6245	Transports de personnes extérieures à la collectivité	BD	F	2 000,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00	0,00	2 000,00
	221	6251	Voyages, déplacements et missions	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	221	6255	Frais de déménagement	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	221	6288	Autres	BD	F	7 766,00	0,00	0,00	0,00	7 766,00	0,00	7 766,00
	221	6331	Versement de transport	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	221	6332	Cotisations versées au F.N.A.L	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	221	6336	Cotisations au CNFPT et au centre de gestion de la fonction	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	221	64111	Rémunération principale	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	221	64112	Supplément familial de traitement et indemnité de résidence	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	221	64113	NBI	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	221	64118	Autres indemnités	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	221	64118.1	AUTRES INDEMNITES-HS-ASTREINTES	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	221	64131	Rémunérations	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	221	64168	Autres emplois aidés	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	221	6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	221	6453	Cotisations aux caisses de retraite	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	221	6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	221	6472	Prestations familiales directes	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	221	6473	Allocations de chômage	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	221	6475	Médecine du travail, pharmacie	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	221	6488	Autres charges	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	221	6541	Créances admises en non-valeur	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	221	65511	DOTATION FONCTIONNNEMENT COLLEGES - ETBS PUBLICS	BD	F	1 027 000,00	0,00	-8 905,57	0,00	1 018 094,43	0,00	1 018 094,43
	221	65512	DOTATION FONCTIONNEMENT COLLEGES - ETBS PRIVES	BD	F	502 000,00	0,00	5 686,52	0,00	507 686,52	0,00	507 686,52
	221	65512.1	DOT.FONC.COLLEGES ETB PRIVES - FORFAIT EXTERNAT	BD	F	276 000,00	0,00	3 219,05	0,00	279 219,05	0,00	279 219,05
	221	6568	Autres participations	BFI	F	36 000,00	0,00	0,00	0,00	36 000,00	0,00	36 000,00
	221	6574	Subventions de fonctionnement aux personnes, aux association	BB	F	32 000,00	0,00	319,00	0,00	32 319,00	0,00	32 319,00

	221	6574	Subventions de fonctionnement aux personnes, aux association	BD	F	28 734,00	0,00	0,00	0,00	28 734,00	0,00	28 734,00
	221	6711	Intérêts moratoires et pénalités sur marchés	RB	F	1 760,00	0,00	-1 760,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	221	673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	BB	F	20 000,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00	0,00	20 000,00
	222	6574	Subventions de fonctionnement aux personnes, aux association	BB	F	2 600,00	0,00	-300,00	0,00	2 300,00	0,00	2 300,00
	23	6568.2	Participation Frais Services Publics - I.U.P.	BD	F	227 960,00	0,00	0,00	0,00	227 960,00	0,00	227 960,00
	23	6568.6	Participation Frais Services Publics - I.U.F.M.	BD	F	21 350,00	0,00	0,00	0,00	21 350,00	0,00	21 350,00
	23	6574.40	SUBVENTION C.D.T. - ECHANGE GUIZHOU	BD	F	24 000,00	0,00	0,00	0,00	24 000,00	0,00	24 000,00
	28	6513	Bourses	RT	F	47 040,00	0,00	0,00	0,00	47 040,00	0,00	47 040,00
	28	65734	Communes et structures intercommunales	BD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	28	65738.36	Subvention voyages linguistiques	BD	F	30 000,00	0,00	0,00	0,00	30 000,00	0,00	30 000,00
	28	6574	Subventions de fonctionnement aux personnes, aux association	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	28	6574	Subventions de fonctionnement aux personnes, aux association	BD	F	16 000,00	0,00	-4 200,00	0,00	11 800,00	0,00	11 800,00
	28	6574.10	EDUCATION A L'ENVIRONNEMENT - ASSOCIATIONS	BD	F	9 000,00	0,00	0,00	0,00	9 000,00	0,00	9 000,00
	28	6574.31	AIDE TRANSPORTS APPRENTISSAGE NATATION	BD	F	29 000,00	0,00	0,00	0,00	29 000,00	0,00	29 000,00
	28	6574.36	Subvention voyages linguistiques	BD	F	30 000,00	0,00	0,00	0,00	30 000,00	0,00	30 000,00
932				**Somme :**		**6 181 470,00**	**4 800,00**	**0,00**	**0,00**	**6 186 270,00**	**97 600,00**	**6 283 870,00**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	Virements de crédits	DMs votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
933	30	6184	Versements à des organismes de formation	BFH	F	8 750,00	1 425,00	0,00	0,00	10 175,00	0,00	10 175,00
	30	6218	Autre personnel extérieur	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	30	6251	Voyages, déplacements et missions	BFH	F	15 000,00	0,00	0,00	0,00	15 000,00	0,00	15 000,00
	30	6255	Frais de déménagement	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	30	6331	Versement de transport	BFH	F	2 523,00	0,00	0,00	0,00	2 523,00	0,00	2 523,00
	30	6332	Cotisations versées au F.N.A.L	BFH	F	3 154,00	0,00	0,00	0,00	3 154,00	0,00	3 154,00
	30	6336	Cotisations au CNFPT et au centre de gestion de la fonction	BFH	F	6 307,00	0,00	0,00	0,00	6 307,00	0,00	6 307,00
	30	64111	Rémunération principale	BFH	F	597 013,00	0,00	0,00	0,00	597 013,00	-5 000,00	592 013,00
	30	64112	Supplément familial de traitement et indemnité de résidence	BFH	F	7 477,00	0,00	0,00	0,00	7 477,00	1 000,00	8 477,00

	30	64113	NBI	BFH	F	4 167,00	0,00	0,00	0,00	4 167,00	200,00	4 367,00
	30	64118	Autres indemnités	BFH	F	135 471,00	0,00	0,00	0,00	135 471,00	100,00	135 571,00
	30	64118.1	AUTRES INDEMNITES-HS-ASTREINTES	BFH	F	605,00	0,00	0,00	0,00	605,00	400,00	1 005,00
	30	64131	Rémunérations	BFH	F	49 518,00	0,00	0,00	0,00	49 518,00	0,00	49 518,00
	30	64168	Autres emplois aidés	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	30	6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F	BFH	F	113 873,00	0,00	0,00	0,00	113 873,00	-1 000,00	112 873,00
	30	6453	Cotisations aux caisses de retraite	BFH	F	186 833,00	0,00	0,00	0,00	186 833,00	300,00	187 133,00
	30	6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C	BFH	F	3 169,00	0,00	0,00	0,00	3 169,00	0,00	3 169,00
	30	6472	Prestations familiales directes	BFH	F	100,00	0,00	0,00	0,00	100,00	0,00	100,00
	30	6473	Allocations de chômage	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	30	6475	Médecine du travail, pharmacie	BFH	F	200,00	0,00	0,00	0,00	200,00	0,00	200,00
	30	6488	Autres charges	BFH	F	17 500,00	0,00	0,00	0,00	17 500,00	0,00	17 500,00
	311	6561	Organismes de regroupement (syndicats mixtes et ententes)	BD	F	554 900,00	0,00	8 159,00	0,00	563 059,00	0,00	563 059,00
	311	65734	Communes et structures intercommunales	BD	F	36 000,00	0,00	1 500,00	0,00	37 500,00	0,00	37 500,00
	311	6574	Subventions de fonctionnement aux personnes, aux association	BB	F	120 000,00	0,00	-55,00	0,00	119 945,00	0,00	119 945,00
	311	6574	Subventions de fonctionnement aux personnes, aux association	BD	F	535 900,00	0,00	-9 659,00	0,00	526 241,00	0,00	526 241,00
	311	6574.5	SUBV.FONCT.PERSONNES, ASSOCIAT.AUTRES ORGANISMES - CULTURE	BB	F	15 000,00	0,00	-90,00	0,00	14 910,00	0,00	14 910,00
	312	60632	Fournitures de petit équipement	BD	F	12 000,00	0,00	459,00	0,00	12 459,00	0,00	12 459,00
	312	6068	Autres matières et fournitures	BD	F	3 000,00	0,00	-459,00	0,00	2 541,00	0,00	2 541,00
	312	65734	Communes et structures intercommunales	BD	F	19 000,00	0,00	0,00	0,00	19 000,00	0,00	19 000,00
	312	6574	Subventions de fonctionnement aux personnes, aux association	BB	F	4 500,00	0,00	0,00	0,00	4 500,00	0,00	4 500,00
	312	6574	Subventions de fonctionnement aux personnes, aux association	BC	F	16 000,00	0,00	0,00	0,00	16 000,00	0,00	16 000,00
	312	6574	Subventions de fonctionnement aux personnes, aux association	BD	F	20 000,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00	0,00	20 000,00
	313	60623	Alimentation	BI	F	1 000,00	0,00	300,00	0,00	1 300,00	0,00	1 300,00
	313	60632	Fournitures de petit équipement	BI	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	313	6065	Livres, disques, cassettes (bibliothèques, médiathèques)	BI	F	90 000,00	0,00	-300,00	21 938,25	111 638,25	0,00	111 638,25
	313	61558.3	ENTRETIEN DU MATERIEL - FRAIS DE RELIURE	BI	F	3 000,00	0,00	0,00	0,00	3 000,00	0,00	3 000,00
	313	6156	Maintenance	BI	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	313	6188	Autres frais divers	BI	F	10 000,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00	0,00	10 000,00
	313	6231	Annonces et insertions	BI	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	313	6236	Catalogues et imprimés et publications	BI	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

	313	678	Autres charges exceptionnelles	BI	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	314	616.10	PRIMES D'ASSURANCES - EXPOSITIONS	BMG	F	500,00	0,00	0,00	0,00	500,00	0,00	500,00
	314	65821	Déficit des budgets annexes à caractère administratif	BB	F	72 900,00	0,00	0,00	0,00	72 900,00	-2 326,00	70 574,00
	315	60623	Alimentation	BH	F	1 250,00	0,00	0,00	0,00	1 250,00	0,00	1 250,00
	315	61558.3	ENTRETIEN DU MATERIEL - FRAIS DE RELIURE	BH	F	3 000,00	0,00	0,00	0,00	3 000,00	0,00	3 000,00
	315	6156	Maintenance	BH	F	5 000,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00	0,00	5 000,00
	315	6182	Documentation générale et technique	BH	F	4 000,00	0,00	0,00	0,00	4 000,00	0,00	4 000,00
	315	6188	Autres frais divers	BH	F	28 950,00	0,00	0,00	0,00	28 950,00	10 800,00	39 750,00
	315	6188.106	AUTRES FRAIS DIVERS -EXPO CLIMATOLOGIE ITINERANTE 2008	BH	F	10 000,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00	0,00	10 000,00
	315	6188.107	AUTRES FRAIS DIVERS - PUBLICATIONS OUVRAGES D'ART	BH	F	2 000,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00	0,00	2 000,00
	315	6241	Transports de biens	BH	F	500,00	0,00	0,00	0,00	500,00	0,00	500,00
	32	6188	Autres frais divers	BD	F	6 000,00	0,00	0,00	0,00	6 000,00	0,00	6 000,00
	32	65735	Autres groupements de collectivités	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	32	65735	Autres groupements de collectivités	BC	F	112 500,00	0,00	0,00	0,00	112 500,00	-12 000,00	100 500,00
	32	6574	Subventions de fonctionnement aux personnes, aux association	BB	F	213 000,00	0,00	145,00	0,00	213 145,00	0,00	213 145,00
	32	6574	Subventions de fonctionnement aux personnes, aux association	BD	F	154 000,00	0,00	0,00	0,00	154 000,00	0,00	154 000,00
	32	6574.14	AIDE AUX COMITES SPORTIFS	BD	F	90 000,00	0,00	-3 000,00	0,00	87 000,00	0,00	87 000,00
	32	6574.18	EQUIPES SPORTIVES EVOLUANT AU NIVEAU NATIONAL	BD	F	60 000,00	0,00	0,00	0,00	60 000,00	0,00	60 000,00
	32	6574.20	Politique de formation des jeunes sportifs	BD	F	41 000,00	0,00	-1 639,00	0,00	39 361,00	0,00	39 361,00
	32	6574.45	SUBVENTIONS MANIFESTATIONS SPORTIVES	BD	F	140 000,00	0,00	4 639,00	0,00	144 639,00	0,00	144 639,00
	33	65734	Communes et structures intercommunales	BD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	33	6574.15	Subvention politique départementale pour la jeunesse	BD	F	38 000,00	0,00	0,00	0,00	38 000,00	0,00	38 000,00
933				**Somme :**		**3 574 560,00**	**1 425,00**	**0,00**	**21 938,25**	**3 597 923,25**	**-7 526,00**	**3 590 397,25**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	Virements de crédits	DMs votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
934	40	6251	Voyages, déplacements et missions	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	40	6283.3	Entretien bâtiments - CMS	BMG	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	40	6331	Versement de transport	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	40	6332	Cotisations versées au F.N.A.L	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

	40	6336	Cotisations au CNFPT et au centre de gestion de la fonction	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	40	64113	NBI	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	40	64118.1	AUTRES INDEMNITES-HS-ASTREINTES	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	40	64131	Rémunérations	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	40	6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	40	6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	40	6472	Prestations familiales directes	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	40	6473	Allocations de chômage	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	40	6475	Médecine du travail, pharmacie	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	41	60632	Fournitures de petit équipement	BLPMI	F	3 000,00	0,00	0,00	0,00	3 000,00	0,00	3 000,00
	41	60661	Médicaments	BLPMI	F	3 000,00	0,00	0,00	0,00	3 000,00	0,00	3 000,00
	41	611	Contrats de prestations de services	BLPMI	F	3 500,00	0,00	0,00	0,00	3 500,00	0,00	3 500,00
	41	6184.2	Formation assistantes maternelles	BLPMI	F	10 000,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00	0,00	10 000,00
	41	6188	Autres frais divers	BLPMI	F	3 000,00	0,00	0,00	0,00	3 000,00	0,00	3 000,00
	41	6188.44	Autres frais divers - Animation consultations nourissons	BLPMI	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	41	62261	Honoraires médicaux et paramédicaux	BLPMI	F	2 500,00	0,00	0,00	0,00	2 500,00	0,00	2 500,00
	41	6245.21	Frais de transport - Formation assistantes maternelles	BLPMI	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	41	64128	Autres indemnités	BLPMI	F	1 000,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00	0,00	1 000,00
	41	6568	Autres participations	BLPMI	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	41	65734.17	Subvention gestionnaires centres loisirs-garderies enfants	BLPMI	F	400,00	0,00	0,00	0,00	400,00	0,00	400,00
	41	65734.29	Subvention fonctionnement structures accueil petite enfance	BLPMI	F	22 000,00	0,00	0,00	0,00	22 000,00	0,00	22 000,00
	41	65735	Autres groupements de collectivités	BLPMI	F	75 000,00	0,00	0,00	0,00	75 000,00	0,00	75 000,00
	41	65736	SPIC	BLPMI	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	41	65737	AUTRES ETABLISSEMENTS PUBLICS LOCAUX	BLPMI	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	41	65738	Organismes publics divers	BLPMI	F	2 500,00	0,00	0,00	0,00	2 500,00	0,00	2 500,00
	41	6574.17	Subvention gestionnaires centres loisirs-garderies enfants	BLPMI	F	7 000,00	0,00	0,00	0,00	7 000,00	0,00	7 000,00
	41	6574.29	Subvention fonctionnement structures accueil petite enfance	BLPMI	F	55 000,00	0,00	0,00	0,00	55 000,00	0,00	55 000,00
	41	6574.30	Subvention CAMSP	BLPMI	F	92 000,00	0,00	0,00	0,00	92 000,00	0,00	92 000,00
	41	6574.32	SUBVENTION ASSOCIATION ALAMA	BLPMI	F	6 300,00	0,00	0,00	0,00	6 300,00	0,00	6 300,00
	41	6574.69	SUBV.FONCTIONNEMENT AUX PERSONNES, AUX ASSOCIATIONS ...	BLPMI	F	10 000,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00	0,00	10 000,00
	41	673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	42	60662	Vaccins et sérums	BLPMI	F	20 000,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00	0,00	20 000,00
934				**Somme :**		**316 200,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**316 200,00**	**0,00**	**316 200,00**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	Virements de crédits	DMs votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
935	50	60623	Alimentation	BL	F	1 000,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00	0,00	1 000,00
	50	6068	Autres matières et fournitures	BL	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	50	6135	Locations mobilières	BL	F	10 000,00	0,00	-500,00	0,00	9 500,00	0,00	9 500,00
	50	6184	Versements à des organismes de formation	BFH	F	45 862,00	6 048,00	0,00	0,00	51 910,00	-3 000,00	48 910,00
	50	6218	Autre personnel extérieur	BFH	F	20 000,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00	0,00	20 000,00
	50	62268	Autres honoraires, conseils¿	BL	F	75 000,00	0,00	0,00	0,00	75 000,00	0,00	75 000,00
	50	6227	Frais d'actes et de contentieux	BL	F	2 000,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00	0,00	2 000,00
	50	6231	Annonces et insertions	BL	F	0,00	0,00	500,00	0,00	500,00	0,00	500,00
	50	6251	Voyages, déplacements et missions	BFH	F	86 000,00	0,00	0,00	0,00	86 000,00	0,00	86 000,00
	50	6255	Frais de déménagement	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	50	6262	Frais de télécommunications	BFI	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	50	6283	Frais de nettoyage des locaux	BMG	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	50	6331	Versement de transport	BFH	F	6 834,00	0,00	0,00	0,00	6 834,00	0,00	6 834,00
	50	6332	Cotisations versées au F.N.A.L	BFH	F	13 878,00	0,00	0,00	0,00	13 878,00	0,00	13 878,00
	50	6336	Cotisations au CNFPT et au centre de gestion de la fonction	BFH	F	27 756,00	0,00	0,00	0,00	27 756,00	0,00	27 756,00
	50	6338	Autres impôts, taxes et versements assimilés sur rémunératio	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	50	64111	Rémunération principale	BFH	F	2 210 982,00	0,00	0,00	0,00	2 210 982,00	40 000,00	2 250 982,00
	50	64112	Supplément familial de traitement et indemnité de résidence	BFH	F	33 115,00	0,00	0,00	0,00	33 115,00	2 000,00	35 115,00
	50	64113	NBI	BFH	F	31 036,00	0,00	0,00	0,00	31 036,00	0,00	31 036,00
	50	64118	Autres indemnités	BFH	F	454 697,00	0,00	0,00	0,00	454 697,00	0,00	454 697,00
	50	64118.1	AUTRES INDEMNITES-HS-ASTREINTES	BFH	F	5 203,00	0,00	0,00	0,00	5 203,00	1 500,00	6 703,00
	50	64131	Rémunérations	BFH	F	596 031,00	0,00	0,00	0,00	596 031,00	-70 000,00	526 031,00
	50	6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F	BFH	F	541 603,00	0,00	0,00	0,00	541 603,00	0,00	541 603,00
	50	6453	Cotisations aux caisses de retraite	BFH	F	761 718,00	0,00	0,00	0,00	761 718,00	6 000,00	767 718,00
	50	6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C	BFH	F	33 748,00	0,00	0,00	0,00	33 748,00	0,00	33 748,00
	50	6459	Remboursements sur charges de Sécurité Sociale et de prévoya	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	50	6472	Prestations familiales directes	BFH	F	3 725,00	0,00	0,00	0,00	3 725,00	0,00	3 725,00
	50	6473	Allocations de chômage	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	50	6475	Médecine du travail, pharmacie	BFH	F	800,00	0,00	0,00	0,00	800,00	0,00	800,00
	50	6488	Autres charges	BFH	F	70 500,00	0,00	0,00	0,00	70 500,00	0,00	70 500,00
	50	651128	AUTRES	BB	F	250 000,00	0,00	0,00	0,00	250 000,00	0,00	250 000,00
	50	6568	Autres participations	BL	F	50 000,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00	0,00	50 000,00

	50	6574	Subventions de fonctionnement aux personnes, aux association	BB	F	25 000,00	0,00	0,00	0,00	25 000,00	0,00	25 000,00
	50	6574	Subventions de fonctionnement aux personnes, aux association	BL	F	1 650,00	0,00	0,00	0,00	1 650,00	0,00	1 650,00
	50	673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	51	60632	Fournitures de petit équipement	BLASE	F	1 000,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00	0,00	1 000,00
	51	60636	Habillement et vêtements de travail	BLASE	F	1 000,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00	0,00	1 000,00
	51	60661	Médicaments	BLASE	F	900,00	0,00	0,00	0,00	900,00	0,00	900,00
	51	6067	Fournitures scolaires	BLASE	F	500,00	0,00	0,00	0,00	500,00	0,00	500,00
	51	611	Contrats de prestations de services	BLASE	F	4 000,00	0,00	0,00	0,00	4 000,00	0,00	4 000,00
	51	611.2	Action éducative en milieu ouvert par service privé	BLASE	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	51	611.3	FRAIS T.I.S.F.	BLASE	F	225 000,00	0,00	12 600,00	0,00	237 600,00	0,00	237 600,00
	51	611.4	SERVICE ACCUEIL ET ACCOMPAGNEMENT PREVENTION	BLASE	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	51	611.5	SERVICE DE MEDIATION FAMILIALE	BLASE	F	13 200,00	0,00	0,00	0,00	13 200,00	0,00	13 200,00
	51	6184	Versements à des organismes de formation	BFH	F	7 000,00	0,00	0,00	0,00	7 000,00	-2 000,00	5 000,00
	51	6184	Versements à des organismes de formation	BLASE	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	51	6188	Autres frais divers	BLASE	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	51	62261	Honoraires médicaux et paramédicaux	BLASE	F	2 000,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00	0,00	2 000,00
	51	6245	Transports de personnes extérieures à la collectivité	BLASE	F	7 000,00	0,00	0,00	0,00	7 000,00	0,00	7 000,00
	51	6251	Voyages, déplacements et missions	BFH	F	100 000,00	0,00	0,00	0,00	100 000,00	0,00	100 000,00
	51	6331	Versement de transport	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	51	6332	Cotisations versées au F.N.A.L	BFH	F	3 179,00	0,00	0,00	0,00	3 179,00	0,00	3 179,00
	51	6336	Cotisations au CNFPT et au centre de gestion de la fonction	BFH	F	6 359,00	0,00	0,00	0,00	6 359,00	0,00	6 359,00
	51	64121	Rémunération principale	BFH	F	715 454,00	0,00	0,00	0,00	715 454,00	66 000,00	781 454,00
	51	64123	Indemnités d'attente	BFH	F	6 687,00	0,00	0,00	0,00	6 687,00	0,00	6 687,00
	51	64126	Indemnités de licenciement	BFH	F	8 000,00	0,00	0,00	0,00	8 000,00	0,00	8 000,00
	51	64128	Autres indemnités	BFH	F	152 332,00	0,00	0,00	0,00	152 332,00	20 000,00	172 332,00
	51	6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F	BFH	F	188 311,00	0,00	0,00	0,00	188 311,00	0,00	188 311,00
	51	6453	Cotisations aux caisses de retraite	BFH	F	26 579,00	0,00	0,00	0,00	26 579,00	0,00	26 579,00
	51	6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C	BFH	F	34 635,00	0,00	0,00	0,00	34 635,00	3 000,00	37 635,00
	51	65111	Famille et enfance	BLASE	F	85 000,00	0,00	0,00	0,00	85 000,00	0,00	85 000,00
	51	65111.7	ALLOCATIONS HABILLEMENT ET ARGENT DE POCHE	BLASE	F	54 000,00	0,00	0,00	0,00	54 000,00	0,00	54 000,00
	51	6512	Secours d'urgence	BLASE	F	26 000,00	0,00	0,00	0,00	26 000,00	0,00	26 000,00
	51	6513.1	BOURSES- ETUDES PROFESSIONNELS SANTE	BLASE	F	11 000,00	0,00	0,00	0,00	11 000,00	0,00	11 000,00
	51	6518	Autres (primes, dots¿)	BLASE	F	4 000,00	0,00	0,00	0,00	4 000,00	0,00	4 000,00

	51	6518.1	AUTRES FRAIS ACTIONS EDUCATIVES	BLASE	F	10 000,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00	0,00	10 000,00
	51	6518.2	AUTRES FRAIS ENFANTS	BLASE	F	1 500,00	0,00	0,00	0,00	1 500,00	0,00	1 500,00
	51	6521	Frais de scolarité et frais périscolaires	BLASE	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	51	65211	Frais de scolarité	BLASE	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	51	65212	Frais périscolaires	BLASE	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	51	652222	Foyers de l'enfance et maisons maternelles	BLASE	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	51	652223	Maisons d'enfants à caractère social	BLASE	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	51	652223.1	MAISONS ENFANTS A CARACTERE SOCIAL - POUPONNIERE	BLASE	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	51	652228.2	AUTRES ETABLISSEMENTS - LIEUX DE VIE	BLASE	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	51	6523	Frais d'hospitalisation	BLASE	F	0,00	0,00	900,00	0,00	900,00	0,00	900,00
	51	652411	Foyers de l'enfance, centres et hôtels maternels	BLASE	F	250 000,00	0,00	-1 900,00	0,00	248 100,00	0,00	248 100,00
	51	652412	Maisons d'enfants à caractère social	BLASE	F	2 050 000,00	0,00	0,00	0,00	2 050 000,00	0,00	2 050 000,00
	51	652412.1	Maisons d'enfants à caractère social - Pouponnière	BLASE	F	545 000,00	0,00	-10 500,00	0,00	534 500,00	0,00	534 500,00
	51	652412.2	Maisons d'enfants à caractère social - Accueil d'urgence	BLASE	F	140 000,00	0,00	-2 600,00	0,00	137 400,00	0,00	137 400,00
	51	652412.3	Maisons d'enfants à caractère social - Visites médiatisées	BLASE	F	73 000,00	0,00	0,00	0,00	73 000,00	0,00	73 000,00
	51	652412.4	MAISONS D'ENFANTS A CARACTERE SOCIAL - MIE	BLASE	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	51	652413	Lieux de vie et d'accueil	BLASE	F	250 000,00	0,00	0,00	0,00	250 000,00	0,00	250 000,00
	51	652415	Etablissements scolaires	BLASE	F	7 000,00	0,00	1 000,00	0,00	8 000,00	0,00	8 000,00
	51	652416	Services d'aide éducative en milieu ouvert et à domicile	BLASE	F	480 000,00	0,00	0,00	0,00	480 000,00	0,00	480 000,00
	51	6541	Créances admises en non-valeur	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	51	65734.16	Subvention actions de prévention délinquance	BL	F	20 200,00	0,00	0,00	0,00	20 200,00	0,00	20 200,00
	51	6574	Subventions de fonctionnement aux personnes, aux association	BL	F	96 000,00	0,00	0,00	0,00	96 000,00	0,00	96 000,00
	51	673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	BLASE	F	0,00	0,00	500,00	0,00	500,00	0,00	500,00
	52	611	Contrats de prestations de services	BL	F	10 000,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00	0,00	10 000,00
	52	6183.1	FRAIS DE FORMATION FAMILLE ACCUEIL (PERSONNEL EXTERIEUR COLL	BL	F	5 000,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00	0,00	5 000,00
	52	6184	Versements à des organismes de formation	BFH	F	2 625,00	0,00	0,00	0,00	2 625,00	5 000,00	7 625,00
	52	6218	Autre personnel extérieur	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	52	6331	Versement de transport	BFH	F	983,00	0,00	0,00	0,00	983,00	0,00	983,00
	52	6332	Cotisations versées au F.N.A.L	BFH	F	1 228,00	0,00	0,00	0,00	1 228,00	0,00	1 228,00

	52	6336	Cotisations au CNFPT et au centre de gestion de la fonction	BFH	F	2 456,00	0,00	0,00	0,00	2 456,00	0,00	2 456,00
	52	64111	Rémunération principale	BFH	F	222 861,00	0,00	0,00	0,00	222 861,00	-7 388,00	215 473,00
	52	64112	Supplément familial de traitement et indemnité de résidence	BFH	F	1 863,00	0,00	0,00	0,00	1 863,00	200,00	2 063,00
	52	64113	NBI	BFH	F	2 556,00	0,00	0,00	0,00	2 556,00	0,00	2 556,00
	52	64118	Autres indemnités	BFH	F	47 371,00	0,00	0,00	0,00	47 371,00	-5 000,00	42 371,00
	52	64131	Rémunérations	BFH	F	41 772,00	0,00	0,00	0,00	41 772,00	25 000,00	66 772,00
	52	64168	Autres emplois aidés	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	52	6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F	BFH	F	46 804,00	0,00	0,00	0,00	46 804,00	3 000,00	49 804,00
	52	6453	Cotisations aux caisses de retraite	BFH	F	67 194,00	0,00	0,00	0,00	67 194,00	0,00	67 194,00
	52	6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C	BFH	F	2 573,00	0,00	0,00	0,00	2 573,00	1 500,00	4 073,00
	52	6472	Prestations familiales directes	BFH	F	1 600,00	0,00	0,00	0,00	1 600,00	-1 000,00	600,00
	52	6475	Médecine du travail, pharmacie	BFH	F	100,00	0,00	0,00	0,00	100,00	0,00	100,00
	52	6488	Autres charges	BFH	F	6 800,00	0,00	0,00	0,00	6 800,00	300,00	7 100,00
	52	6511211	PRESTATION DE COMPENSATION DU HANDICAP - PLUS DE 20 ANS	BL	F	2 050 000,00	0,00	0,00	0,00	2 050 000,00	0,00	2 050 000,00
	52	6511211.1	PRESTATION COMPENSATION HANDICAP - + 20 ANS - PRESTATAIRE	BL	F	1 150 000,00	0,00	0,00	0,00	1 150 000,00	0,00	1 150 000,00
	52	6511211.2	PRESTATION COMPENSATION HANDICAP - + 20 ANS - MANDATAIRE	BL	F	3 000,00	0,00	0,00	0,00	3 000,00	0,00	3 000,00
	52	6511212	PRESTATION DE COMPENSATION DU HANDICAP - MOINS DE 20 ANS	BL	F	210 000,00	0,00	0,00	0,00	210 000,00	0,00	210 000,00
	52	6511212.1	PRESTATION COMPENSATION HANDICAP - - 20 ANS - PRESTATAIRE	BL	F	6 000,00	0,00	0,00	0,00	6 000,00	0,00	6 000,00
	52	6511212.2	PRESTATION COMPENSATION HANDICAP - - 20 ANS - MANDATAIRE	BL	F	4 000,00	0,00	0,00	0,00	4 000,00	0,00	4 000,00
	52	651122	ALLOCATION COMPENSATRICE TIERCE PERSONNE	BL	F	850 000,00	0,00	0,00	0,00	850 000,00	0,00	850 000,00
	52	65221	En famille d'accueil	BL	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	52	652221	Foyers occupationnels, CAT et accueil des handicapés	BL	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	52	652221.1	ACCUEIL DE JOUR PERSONNES ADULTES HANDICAPEES	BL	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	52	652228	Autres établissements médico-sociaux	BL	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	52	65242	Frais séjour établiss.et services pour adultes handicapés	BL	F	6 652 021,00	0,00	0,00	0,00	6 652 021,00	1 427 979,00	8 080 000,00
	52	65242.1	Fr.séjour établis.services adulte handicap - Accueil de jour	BL	F	95 000,00	0,00	0,00	0,00	95 000,00	0,00	95 000,00
	52	65242.2	Fr.séjour établis.services adulte handicap - PH en EHPAD	BL	F	120 000,00	0,00	0,00	0,00	120 000,00	0,00	120 000,00
	52	65242.3	Fr.séjour établis.services adulte handicap - Famille accueil	BL	F	2 000,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00	0,00	2 000,00
	52	6541	Créances admises en non-valeur	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

	52	6568.11	AUTRES PARTICIPATIONS - SAVS	BL	F	100 000,00	0,00	0,00	0,00	100 000,00	0,00	100 000,00
	52	6568.12	AUTRES PARTICIPATIONS - SAMSAH	BL	F	225 000,00	0,00	0,00	0,00	225 000,00	0,00	225 000,00
	52	6568.13	AUTRES PARTICIPATIONS - GROUPE ENTRAIDE MUTUELLE	BL	F	20 000,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00	0,00	20 000,00
	52	673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	BB	F	15 000,00	0,00	0,00	0,00	15 000,00	0,00	15 000,00
	52	673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	BL	F	2 000,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00	0,00	2 000,00
	53	6064	Fournitures administratives	BLMAIA	F	0,00	0,00	12 000,00	0,00	12 000,00	0,00	12 000,00
	53	6068	Autres matières et fournitures	BLMAIA	F	0,00	0,00	6 000,00	0,00	6 000,00	0,00	6 000,00
	53	611	Contrats de prestations de services	BL	F	140 000,00	0,00	0,00	0,00	140 000,00	0,00	140 000,00
	53	611	Contrats de prestations de services	BLMAIA	F	0,00	0,00	10 000,00	0,00	10 000,00	0,00	10 000,00
	53	6135	Locations mobilières	BLMAIA	F	0,00	0,00	5 000,00	0,00	5 000,00	0,00	5 000,00
	53	614	Charges locatives et de copropriété	BLMAIA	F	0,00	0,00	8 000,00	0,00	8 000,00	0,00	8 000,00
	53	61551	Matériel roulant	BLMAIA	F	0,00	0,00	5 000,00	0,00	5 000,00	0,00	5 000,00
	53	616	Primes d'assurances	BLMAIA	F	0,00	0,00	2 000,00	0,00	2 000,00	0,00	2 000,00
	53	6182	Documentation générale et technique	BLMAIA	F	0,00	0,00	3 000,00	0,00	3 000,00	0,00	3 000,00
	53	6188	Autres frais divers	BL	F	110 500,00	0,00	-110 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	53	62268	Autres honoraires, conseils¿	BLMAIA	F	0,00	0,00	12 000,00	0,00	12 000,00	0,00	12 000,00
	53	6227	Frais d'actes et de contentieux	BL	F	0,00	0,00	500,00	0,00	500,00	0,00	500,00
	53	6238	Divers	BLMAIA	F	0,00	0,00	12 000,00	0,00	12 000,00	0,00	12 000,00
	53	6251	Voyages, déplacements et missions	BLMAIA	F	0,00	0,00	30 000,00	0,00	30 000,00	0,00	30 000,00
	53	627	Services bancaires et assimilés	BLMAIA	F	0,00	0,00	5 000,00	0,00	5 000,00	0,00	5 000,00
	53	62878	REMBOURSEMENT DES FRAIS A DES TIERS	BL	F	34 000,00	0,00	0,00	0,00	34 000,00	0,00	34 000,00
	53	62878.1	REMBOURSEMENT DE FRAIS A DES TIERS - CLIC	BL	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 500,00	5 500,00
	53	652224	Etablissements pour personnes âgées	BL	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	53	65243	Frais de séjour en établissements pour personnes âgées	BL	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	53	65243.1	Frais séjour établissements personnes âgées - hébergement	BL	F	2 194 500,00	0,00	-11 000,00	0,00	2 183 500,00	0,00	2 183 500,00
	53	6525	Frais d'inhumation	BL	F	7 000,00	0,00	0,00	0,00	7 000,00	0,00	7 000,00
	53	6541	Créances admises en non-valeur	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	53	6568	Autres participations	BL	F	18 500,00	0,00	0,00	0,00	18 500,00	0,00	18 500,00
	53	65737.3	SUBV. ACCOMPAGNEMENT P.A. EN ETBS - NTIC	BL	F	1 000,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00	0,00	1 000,00
	53	6574	Subventions de fonctionnement aux personnes, aux association	BB	F	29 000,00	0,00	-10,00	0,00	28 990,00	0,00	28 990,00
	53	6574	Subventions de fonctionnement aux personnes, aux association	BL	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	53	6574.4	SUBV. ACCOMPAGNEMENT P.A. EN ETS - NTIC	BL	F	1 000,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00	0,00	1 000,00
	53	673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	53	673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	BL	F	3 000,00	0,00	11 000,00	0,00	14 000,00	0,00	14 000,00

	53	6748	AUTRES SUBVENTIONS EXCEPTIONNELLES	BL	F	1 000,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00	0,00	1 000,00
	5471	673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	BLRMI	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	550	6541	Créances admises en non-valeur	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	550	673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	551	651141	APA à domicile versée au service d'aide à domicile	BL	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	551	651141.1	APA A DOMICILE VERSEE SERVICE D'AIDE DOMICILE - PRESTATAIRE	BL	F	3 900 000,00	0,00	0,00	0,00	3 900 000,00	0,00	3 900 000,00
	551	651141.2	APA A DOMICILE VERSEE SERVICE D'AIDE DOMICILE - MANDATAIRE	BL	F	10 000,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00	0,00	10 000,00
	551	651142	APA à domicile versée au bénéficiaire	BL	F	500 000,00	0,00	0,00	0,00	500 000,00	0,00	500 000,00
	551	673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	BL	F	1 000,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00	0,00	1 000,00
	553	651143	APA versée au bénéficiaire en établissement	BL	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	553	651144	APA versée à l'établissement	BL	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	553	651144.1	APA versée à l'établissement - Dotation globale	BL	F	4 670 000,00	0,00	0,00	0,00	4 670 000,00	0,00	4 670 000,00
	553	651144.2	APA versée à l'établissement - Hors département	BL	F	380 000,00	0,00	0,00	0,00	380 000,00	0,00	380 000,00
	561	6574	Subventions de fonctionnement aux personnes, aux association	BLRSA	F	159 000,00	0,00	0,00	0,00	159 000,00	20 000,00	179 000,00
	562	6574	Subventions de fonctionnement aux personnes, aux association	BLRSA	F	29 000,00	0,00	0,00	0,00	29 000,00	0,00	29 000,00
	563	6574	Subventions de fonctionnement aux personnes, aux association	BLRSA	F	17 000,00	0,00	0,00	0,00	17 000,00	0,00	17 000,00
	564	6228	RÉMUNÉRATIONS INTERMEDIAIRES ET HONORAIRES - DIVERS	BLRSA	F	130 000,00	0,00	-130 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	564	6512	Secours d'urgence	BLRSA	F	47 500,00	0,00	0,00	0,00	47 500,00	0,00	47 500,00
	564	65734	Communes et structures intercommunales	BLRSA	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	564	6574	Subventions de fonctionnement aux personnes, aux association	BLRSA	F	580 000,00	0,00	130 000,00	0,00	710 000,00	0,00	710 000,00
	567	65171	RSA - VERSEMENTS POUR ALLOCATIONS FORFAITAIRES	BLRSA	F	4 482 850,00	0,00	-10 000,00	0,00	4 472 850,00	0,00	4 472 850,00
	567	65172	RSA - VERSEMENTS POUR ALLOCATIONS FORFAITAIRES MAJOREES	BLRSA	F	560 000,00	0,00	0,00	0,00	560 000,00	0,00	560 000,00
	567	6541	Créances admises en non-valeur	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	567	6565	VERSEMENTS AU TITRE DU CONTRAT D'AVENIR	BLRSA	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	567	65661	CONTRATS D'ACCOMPAGNEMENT DANS L'EMPLOI	BLRSA	F	170 000,00	0,00	0,00	0,00	170 000,00	0,00	170 000,00
	567	65662	CONTRATS D'INITIATIVE-EMPLOI	BLRSA	F	10 000,00	0,00	5 900,00	0,00	15 900,00	19 110,00	35 010,00
	567	673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	BLRSA	F	0,00	0,00	4 100,00	0,00	4 100,00	0,00	4 100,00

	568	6541	Créances admises en non-valeur	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	58	611	Contrats de prestations de services	BL	F	15 000,00	0,00	0,00	0,00	15 000,00	0,00	15 000,00
	58	6188.6	AUTRES -SCHEMA DPTAL	BL	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	58	6245.1	Frais de transport - Personnes défavorisées	BL	F	4 000,00	0,00	0,00	0,00	4 000,00	0,00	4 000,00
	58	6512	Secours d'urgence	BL	F	30 000,00	0,00	0,00	0,00	30 000,00	0,00	30 000,00
	58	6512.4	SECOURS ACTIONS CULTURELLES ET SPORTIVES	BL	F	15 000,00	0,00	0,00	0,00	15 000,00	0,00	15 000,00
	58	6513.1	BOURSES- ETUDES PROFESSIONNELS SANTE	BL	F	100 000,00	0,00	0,00	0,00	100 000,00	0,00	100 000,00
	58	6518	Autres (primes, dots¿)	BL	F	40 000,00	0,00	0,00	0,00	40 000,00	-39 110,00	890,00
	58	6556	Contributions à des fonds	BL	F	0,00	0,00	250 000,00	0,00	250 000,00	0,00	250 000,00
	58	65561.2	Subvention CAF - FSL	BL	F	250 000,00	0,00	-250 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	58	6574	Subventions de fonctionnement aux personnes, aux association	BB	F	130 000,00	0,00	10,00	81 251,85	211 261,85	0,00	211 261,85
	58	6574	Subventions de fonctionnement aux personnes, aux association	BL	F	235 000,00	0,00	0,00	0,00	235 000,00	0,00	235 000,00
	58	6574.5	SUBV.FONCT.PERSONNES, ASSOCIAT.AUTRES ORGANISMES - CULTURE	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	58	6574.68	SUBVENTIONS COMMISSION ACTION SOCIALE	BL	F	60 000,00	0,00	0,00	0,00	60 000,00	0,00	60 000,00
935				**Somme :**		**41 996 631,00**	**6 048,00**	**0,00**	**81 251,85**	**42 083 930,85**	**1 518 591,00**	**43 602 521,85**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	Virements de crédits	DMs votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
936	60	6184	Versements à des organismes de formation	BFH	F	8 750,00	1 608,00	0,00	0,00	10 358,00	0,00	10 358,00
	60	6218	Autre personnel extérieur	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	60	6232	Fêtes et cérémonies	R	F	500,00	0,00	0,00	0,00	500,00	0,00	500,00
	60	6251	Voyages, déplacements et missions	BFH	F	1 000,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00	0,00	1 000,00
	60	6255	Frais de déménagement	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	60	6331	Versement de transport	BFH	F	1 036,00	0,00	0,00	0,00	1 036,00	0,00	1 036,00
	60	6332	Cotisations versées au F.N.A.L	BFH	F	1 294,00	0,00	0,00	0,00	1 294,00	0,00	1 294,00
	60	6336	Cotisations au CNFPT et au centre de gestion de la fonction	BFH	F	2 588,00	0,00	0,00	0,00	2 588,00	0,00	2 588,00
	60	64111	Rémunération principale	BFH	F	232 989,00	0,00	0,00	0,00	232 989,00	0,00	232 989,00
	60	64112	Supplément familial de traitement et indemnité de résidence	BFH	F	2 938,00	0,00	0,00	0,00	2 938,00	100,00	3 038,00
	60	64113	NBI	BFH	F	1 389,00	0,00	0,00	0,00	1 389,00	50,00	1 439,00
	60	64118	Autres indemnités	BFH	F	63 411,00	0,00	0,00	0,00	63 411,00	0,00	63 411,00

	60	64118.1	AUTRES INDEMNITES-HS-ASTREINTES	BFH	F	408,00	0,00	0,00	0,00	408,00	110,00	518,00
	60	64131	Rémunérations	BFH	F	30 210,00	0,00	0,00	0,00	30 210,00	15 347,00	45 557,00
	60	64168	Autres emplois aidés	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	60	6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F	BFH	F	50 146,00	0,00	0,00	0,00	50 146,00	0,00	50 146,00
	60	6453	Cotisations aux caisses de retraite	BFH	F	69 296,00	0,00	0,00	0,00	69 296,00	0,00	69 296,00
	60	6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C	BFH	F	1 293,00	0,00	0,00	0,00	1 293,00	1 000,00	2 293,00
	60	6472	Prestations familiales directes	BFH	F	200,00	0,00	0,00	0,00	200,00	0,00	200,00
	60	6475	Médecine du travail, pharmacie	BFH	F	100,00	0,00	0,00	0,00	100,00	0,00	100,00
	60	6488	Autres charges	BFH	F	7 000,00	0,00	0,00	0,00	7 000,00	-1 260,00	5 740,00
	61	60632	Fournitures de petit équipement	BS1	F	2 500,00	0,00	0,00	0,00	2 500,00	0,00	2 500,00
	61	60632	Fournitures de petit équipement	BS2	F	1 300,00	0,00	0,00	0,00	1 300,00	0,00	1 300,00
	61	60636	Habillement et vêtements de travail	BS1	F	200,00	0,00	0,00	0,00	200,00	0,00	200,00
	61	60636	Habillement et vêtements de travail	BS2	F	600,00	0,00	0,00	0,00	600,00	0,00	600,00
	61	61558	Autres biens mobiliers	BS1	F	200,00	0,00	0,00	0,00	200,00	0,00	200,00
	61	61558	Autres biens mobiliers	BS2	F	200,00	0,00	0,00	0,00	200,00	0,00	200,00
	61	617	Etudes et recherches	BS	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	61	6182	Documentation générale et technique	BS1	F	100,00	0,00	0,00	0,00	100,00	0,00	100,00
	61	6182	Documentation générale et technique	BS2	F	200,00	0,00	0,00	0,00	200,00	0,00	200,00
	61	6188.105	AUTRES FRAIS DIVERS - SUIVI RIVIERE INDICE PISCICOLE	BS	F	2 000,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00	0,00	2 000,00
	61	6188.80	AUTRES FRAIS DIVERS - ANALYSES SUIVI RIVIERES	BS	F	9 500,00	0,00	0,00	0,00	9 500,00	0,00	9 500,00
	61	6228	RÉMUNÉRATIONS INTERMEDIAIRES ET HONORAIRES - DIVERS	BS1	F	5 000,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00	0,00	5 000,00
	61	6228.3	FRAIS ANALYSES LDA - SUIVI RIVIERES	BS	F	25 500,00	0,00	0,00	0,00	25 500,00	0,00	25 500,00
	61	6228.5	DIVERS - FRAIS D'ANALYSES LDA-GALY-AIRE DE LA LOZERE	BS	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	61	6251	Voyages, déplacements et missions	BS1	F	3 000,00	0,00	0,00	0,00	3 000,00	0,00	3 000,00
	61	6251	Voyages, déplacements et missions	BS2	F	2 200,00	0,00	0,00	0,00	2 200,00	0,00	2 200,00
	61	6561	Organismes de regroupement (syndicats mixtes et ententes)	BS	F	2 093,00	0,00	0,00	0,00	2 093,00	0,00	2 093,00
	61	65733	Départements	BS	F	5 400,00	0,00	0,00	0,00	5 400,00	0,00	5 400,00
	61	65735.55	SUBVENTIONS GESTION INTEGREE COURS D'EAU	BS	F	27 000,00	4 312,00	0,00	0,00	31 312,00	0,00	31 312,00
	61	6574	Subventions de fonctionnement aux personnes, aux association	BC	F	76 068,00	0,00	0,00	0,00	76 068,00	0,00	76 068,00
	61	6574	Subventions de fonctionnement aux personnes, aux association	BS	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	621	60611	Eau et assainissement	RB	F	7 000,00	0,00	0,00	0,00	7 000,00	0,00	7 000,00
	621	60612	Energie - Electricité	RB	F	90 000,00	0,00	0,00	0,00	90 000,00	0,00	90 000,00
	621	60621	Combustibles	RB	F	35 000,00	0,00	0,00	0,00	35 000,00	0,00	35 000,00
	621	60622	Carburants	R	F	700 000,00	0,00	-50 000,00	0,00	650 000,00	0,00	650 000,00

	621	60628	Autres fournitures non stockées	R	F	550 000,00	0,00	-50 000,00	0,00	500 000,00	0,00	500 000,00
	621	60632	Fournitures de petit équipement	BMG	F	30 000,00	0,00	0,00	0,00	30 000,00	0,00	30 000,00
	621	60632	Fournitures de petit équipement	RB	F	0,00	0,00	3 105,16	0,00	3 105,16	0,00	3 105,16
	621	611	Contrats de prestations de services	R	F	3 000,00	0,00	0,00	0,00	3 000,00	0,00	3 000,00
	621	611	Contrats de prestations de services	RB	F	6 000,00	0,00	0,00	0,00	6 000,00	0,00	6 000,00
	621	6132	Locations immobilières	RB	F	76 100,00	0,00	0,00	0,00	76 100,00	0,00	76 100,00
	621	6135	Locations mobilières	R	F	240 000,00	0,00	41 100,00	0,00	281 100,00	0,00	281 100,00
	621	614	Charges locatives et de copropriété	RB	F	7 000,00	0,00	0,00	0,00	7 000,00	0,00	7 000,00
	621	61522	Bâtiments	RB	F	49 000,00	0,00	-5 757,68	0,00	43 242,32	0,00	43 242,32
	621	61523	Voies et réseaux	R	F	1 045 501,00	0,00	58 900,00	0,00	1 104 401,00	0,00	1 104 401,00
	621	61551	Matériel roulant	R	F	280 000,00	0,00	0,00	0,00	280 000,00	0,00	280 000,00
	621	61558	Autres biens mobiliers	R	F	5 000,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00	0,00	5 000,00
	621	61558	Autres biens mobiliers	RB	F	4 500,00	0,00	0,00	0,00	4 500,00	0,00	4 500,00
	621	6156	Maintenance	RB	F	37 000,00	0,00	0,00	0,00	37 000,00	0,00	37 000,00
	621	6184	Versements à des organismes de formation	BFH	F	44 625,00	2 400,00	0,00	0,00	47 025,00	0,00	47 025,00
	621	6218	Autre personnel extérieur	BFH	F	250 000,00	0,00	0,00	0,00	250 000,00	0,00	250 000,00
	621	62268	Autres honoraires, conseils¿	R	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	621	6227	Frais d'actes et de contentieux	RB	F	0,00	0,00	2 652,52	0,00	2 652,52	0,00	2 652,52
	621	6251	Voyages, déplacements et missions	BFH	F	45 000,00	0,00	0,00	0,00	45 000,00	0,00	45 000,00
	621	6255	Frais de déménagement	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	621	6331	Versement de transport	BFH	F	4 691,00	0,00	0,00	0,00	4 691,00	1 000,00	5 691,00
	621	6332	Cotisations versées au F.N.A.L	BFH	F	26 410,00	0,00	0,00	0,00	26 410,00	1 000,00	27 410,00
	621	6336	Cotisations au CNFPT et au centre de gestion de la fonction	BFH	F	52 470,00	0,00	0,00	0,00	52 470,00	2 000,00	54 470,00
	621	63512	Taxes foncières	RB	F	700,00	0,00	0,00	0,00	700,00	0,00	700,00
	621	6353	Impôts indirects	R	F	16 000,00	0,00	0,00	0,00	16 000,00	0,00	16 000,00
	621	6355	Taxes et impôts sur les véhicules	R	F	6 500,00	0,00	0,00	0,00	6 500,00	0,00	6 500,00
	621	64111	Rémunération principale	BFH	F	5 250 000,00	0,00	-320,00	0,00	5 249 680,00	51 854,00	5 301 534,00
	621	64112	Supplément familial de traitement et indemnité de résidence	BFH	F	63 255,00	0,00	0,00	0,00	63 255,00	3 000,00	66 255,00
	621	64113	NBI	BFH	F	25 000,00	0,00	0,00	0,00	25 000,00	-1 500,00	23 500,00
	621	64118	Autres indemnités	BFH	F	934 776,00	0,00	0,00	0,00	934 776,00	0,00	934 776,00
	621	64118.1	AUTRES INDEMNITES-HS-ASTREINTES	BFH	F	500 000,00	0,00	0,00	0,00	500 000,00	-35 700,00	464 300,00
	621	64131	Rémunérations	BFH	F	100 000,00	0,00	0,00	0,00	100 000,00	7 846,00	107 846,00
	621	64168	Autres emplois aidés	BFH	F	70 106,00	0,00	0,00	0,00	70 106,00	13 381,00	83 487,00
	621	6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F	BFH	F	950 000,00	0,00	0,00	0,00	950 000,00	-10 000,00	940 000,00
	621	6453	Cotisations aux caisses de retraite	BFH	F	1 720 000,00	0,00	0,00	0,00	1 720 000,00	25 000,00	1 745 000,00
	621	6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C	BFH	F	10 000,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00	1 000,00	11 000,00
	621	6472	Prestations familiales directes	BFH	F	814,00	0,00	320,00	0,00	1 134,00	1 600,00	2 734,00
	621	6473	Allocations de chômage	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

	621	6475	Médecine du travail, pharmacie	BFH	F	5 000,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00	0,00	5 000,00
	621	6488	Autres charges	BFH	F	150 000,00	0,00	0,00	0,00	150 000,00	-3 000,00	147 000,00
	621	6541	Créances admises en non-valeur	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	621	673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	BB	F	20 000,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00	0,00	20 000,00
	622	611	Contrats de prestations de services	R	F	8 000,00	0,00	0,00	0,00	8 000,00	0,00	8 000,00
	622	61523	Voies et réseaux	R	F	438 849,00	0,00	0,00	0,00	438 849,00	0,00	438 849,00
	622	673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	628	6184	Versements à des organismes de formation	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	628	6218	Autre personnel extérieur	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	628	6251	Voyages, déplacements et missions	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	628	6331	Versement de transport	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	628	6332	Cotisations versées au F.N.A.L	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	628	6336	Cotisations au CNFPT et au centre de gestion de la fonction	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	628	64111	Rémunération principale	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	628	64112	Supplément familial de traitement et indemnité de résidence	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	628	64118	Autres indemnités	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	628	64118.1	AUTRES INDEMNITES-HS-ASTREINTES	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	628	64131	Rémunérations	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	628	6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	628	6453	Cotisations aux caisses de retraite	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	628	6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	628	6475	Médecine du travail, pharmacie	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	628	6488	Autres charges	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	628	6561	Organismes de regroupement (syndicats mixtes et ententes)	R	F	2 500,00	0,00	0,00	0,00	2 500,00	0,00	2 500,00
	68	611	Contrats de prestations de services	BN	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	68	6182	Documentation générale et technique	BN	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	68	6188	Autres frais divers	BN	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	68	6228	RÉMUNÉRATIONS INTERMEDIAIRES ET HONORAIRES - DIVERS	BN	F	53 000,00	0,00	0,00	0,00	53 000,00	0,00	53 000,00
	68	6281	Concours divers (cotisations)	BN	F	2 500,00	0,00	0,00	0,00	2 500,00	0,00	2 500,00
	68	65732	Régions	BN	F	173 580,00	0,00	0,00	0,00	173 580,00	0,00	173 580,00
936				**Somme :**		**14 726 486,00**	**8 320,00**	**0,00**	**0,00**	**14 734 806,00**	**72 828,00**	**14 807 634,00**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	Virements de crédits	DMs votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM

937	70	6184	Versements à des organismes de formation	BFH	F	7 000,00	1 948,00	0,00	0,00	8 948,00	0,00	8 948,00
	70	6218	Autre personnel extérieur	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	70	6236	Catalogues et imprimés et publications	BS	F	18 584,00	0,00	0,00	0,00	18 584,00	20 489,00	39 073,00
	70	6238	Divers	BS	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	70	6251	Voyages, déplacements et missions	BFH	F	9 500,00	0,00	0,00	0,00	9 500,00	0,00	9 500,00
	70	6255	Frais de déménagement	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	70	6331	Versement de transport	BFH	F	1 615,00	0,00	0,00	0,00	1 615,00	50,00	1 665,00
	70	6332	Cotisations versées au F.N.A.L	BFH	F	2 188,00	0,00	0,00	0,00	2 188,00	50,00	2 238,00
	70	6336	Cotisations au CNFPT et au centre de gestion de la fonction	BFH	F	4 377,00	0,00	0,00	0,00	4 377,00	100,00	4 477,00
	70	64111	Rémunération principale	BFH	F	398 914,00	0,00	0,00	0,00	398 914,00	-1 400,00	397 514,00
	70	64112	Supplément familial de traitement et indemnité de résidence	BFH	F	7 771,00	0,00	0,00	0,00	7 771,00	50,00	7 821,00
	70	64113	NBI	BFH	F	3 056,00	0,00	0,00	0,00	3 056,00	50,00	3 106,00
	70	64118	Autres indemnités	BFH	F	163 537,00	0,00	0,00	0,00	163 537,00	0,00	163 537,00
	70	64118.1	AUTRES INDEMNITES-HS-ASTREINTES	BFH	F	1 027,00	0,00	0,00	0,00	1 027,00	100,00	1 127,00
	70	64131	Rémunérations	BFH	F	51 072,00	0,00	0,00	0,00	51 072,00	0,00	51 072,00
	70	6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F	BFH	F	81 159,00	0,00	0,00	0,00	81 159,00	1 000,00	82 159,00
	70	6453	Cotisations aux caisses de retraite	BFH	F	129 091,00	0,00	0,00	0,00	129 091,00	0,00	129 091,00
	70	6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C	BFH	F	3 012,00	0,00	0,00	0,00	3 012,00	0,00	3 012,00
	70	6472	Prestations familiales directes	BFH	F	84,00	0,00	0,00	0,00	84,00	0,00	84,00
	70	6475	Médecine du travail, pharmacie	BFH	F	100,00	0,00	0,00	0,00	100,00	0,00	100,00
	70	6488	Autres charges	BFH	F	11 500,00	0,00	0,00	0,00	11 500,00	0,00	11 500,00
	70	673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	71	6574	Subventions de fonctionnement aux personnes, aux association	BB	F	86 000,00	0,00	0,00	0,00	86 000,00	0,00	86 000,00
	72	6188	Autres frais divers	BC	F	97 445,00	0,00	0,00	0,00	97 445,00	0,00	97 445,00
	72	6188.69	AUTRES FRAIS DIVERS - OPAH	BC	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	72	6574	Subventions de fonctionnement aux personnes, aux association	BC	F	36 195,00	0,00	0,00	0,00	36 195,00	0,00	36 195,00
	731	60623	Alimentation	BS	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	731	65734	Communes et structures intercommunales	BS	F	49 968,00	0,00	0,00	0,00	49 968,00	0,00	49 968,00
	731	6574	Subventions de fonctionnement aux personnes, aux association	BS	F	18 500,00	0,00	0,00	0,00	18 500,00	3 011,00	21 511,00
	738	60632	Fournitures de petit équipement	BS	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	738	60636	Habillement et vêtements de travail	BS	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	738	617	Etudes et recherches	BS	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	738	6188	Autres frais divers	BS	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	738	6188.300	AUTRES FRAIS DIVERS - ENS	BS3	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	738	6188.301	AUTRES FRAIS DIVERS - APN	BS3	F	1 200,00	0,00	0,00	0,00	1 200,00	0,00	1 200,00

	738	6281	Concours divers (cotisations)	BC	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	738	6561	Organismes de regroupement (syndicats mixtes et ententes)	BS	F	100 000,00	0,00	0,00	0,00	100 000,00	0,00	100 000,00
	738	6568	Autres participations	BS	F	364,00	0,00	0,00	0,00	364,00	0,00	364,00
	738	6568.10	AUTRES PARTICIPATIONS - PLATE FORME DEVELOPPEMENT DURABLE	BS	F	2 750,00	0,00	0,00	0,00	2 750,00	0,00	2 750,00
	738	65734	Communes et structures intercommunales	BS	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	738	65734.300	SUBVENTIONS FONCTIONNEMENT CNES ET STRUCTURES INTERC - ENS	BS3	F	25 000,00	0,00	0,00	0,00	25 000,00	0,00	25 000,00
	738	65734.301	SUBVENTIONS FONCTIONNEMENT CNES ET STRUCTURES INTERC - APN	BS3	F	8 000,00	0,00	0,00	0,00	8 000,00	0,00	8 000,00
	738	65734.65	SUBVENTIONS DIVERSES ENVIRONNEMENT (PUBLIC)	BS	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	738	6574	Subventions de fonctionnement aux personnes, aux association	BB	F	1 000,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00	0,00	1 000,00
	738	6574.300	SUBVENTIONS FONCTIONNEMENT CNES ET STRUCTURES INTERC - ENS	BS3	F	15 000,00	0,00	0,00	0,00	15 000,00	0,00	15 000,00
	738	6574.301	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX PERSONNES - APN	BS3	F	9 700,00	0,00	0,00	0,00	9 700,00	0,00	9 700,00
	738	6574.5	SUBV.FONCT.PERSONNES, ASSOCIAT.AUTRES ORGANISMES - CULTURE	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	738	6574.60	SUBVENTIONS ACTIVITES PLEINE NATURE	BS	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	738	6574.65	SUBVENTIONS DIVERSES ENVIRONNEMENT (PRIVES)	BS	F	7 000,00	0,00	0,00	0,00	7 000,00	0,00	7 000,00
	738	6574.72	SIG LR fonctionnement	BC	F	19 000,00	0,00	0,00	0,00	19 000,00	0,00	19 000,00
	738	6574.76	Subv. fonct. A.L.E.	BS	F	63 000,00	0,00	0,00	0,00	63 000,00	35 000,00	98 000,00
	738	673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	BB	F	15 000,00	0,00	0,00	0,00	15 000,00	0,00	15 000,00
	74	6541	Créances admises en non-valeur	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	74	6574	Subventions de fonctionnement aux personnes, aux association	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
937				**Somme :**		**1 448 709,00**	**1 948,00**	**0,00**	**0,00**	**1 450 657,00**	**58 500,00**	**1 509 157,00**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	Virements de crédits	DMs votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
938	80	6184	Versements à des organismes de formation	BFH	F	4 638,00	0,00	0,00	0,00	4 638,00	0,00	4 638,00

	80	6218	Autre personnel extérieur	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	80	6251	Voyages, déplacements et missions	BFH	F	700,00	0,00	0,00	0,00	700,00	0,00	700,00
	80	6255	Frais de déménagement	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	80	6331	Versement de transport	BFH	F	439,00	0,00	0,00	0,00	439,00	0,00	439,00
	80	6332	Cotisations versées au F.N.A.L	BFH	F	549,00	0,00	0,00	0,00	549,00	0,00	549,00
	80	6336	Cotisations au CNFPT et au centre de gestion de la fonction	BFH	F	1 098,00	0,00	0,00	0,00	1 098,00	0,00	1 098,00
	80	64111	Rémunération principale	BFH	F	119 851,00	0,00	0,00	0,00	119 851,00	-300,00	119 551,00
	80	64112	Supplément familial de traitement et indemnité de résidence	BFH	F	4 287,00	0,00	0,00	0,00	4 287,00	0,00	4 287,00
	80	64118	Autres indemnités	BFH	F	27 751,00	0,00	0,00	0,00	27 751,00	0,00	27 751,00
	80	64118.1	AUTRES INDEMNITES-HS-ASTREINTES	BFH	F	149,00	0,00	0,00	0,00	149,00	0,00	149,00
	80	64131	Rémunérations	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	80	6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F	BFH	F	18 730,00	0,00	0,00	0,00	18 730,00	0,00	18 730,00
	80	6453	Cotisations aux caisses de retraite	BFH	F	34 913,00	0,00	0,00	0,00	34 913,00	0,00	34 913,00
	80	6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	80	6472	Prestations familiales directes	BFH	F	200,00	0,00	0,00	0,00	200,00	0,00	200,00
	80	6475	Médecine du travail, pharmacie	BFH	F	100,00	0,00	0,00	0,00	100,00	0,00	100,00
	80	6488	Autres charges	BFH	F	2 812,00	0,00	0,00	0,00	2 812,00	300,00	3 112,00
	81	6188	Autres frais divers	RT	F	500,00	0,00	0,00	0,00	500,00	0,00	500,00
	81	6231	Annonces et insertions	RT	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	81	6245	Transports de personnes extérieures à la collectivité	RT	F	5 557 000,00	0,00	-1 000,00	0,00	5 556 000,00	0,00	5 556 000,00
	81	6245.2	FRAIS DE TRANSPORT - PERSONNES HANDICAPEES	RT	F	316 300,00	0,00	0,00	0,00	316 300,00	0,00	316 300,00
	81	6245.3	Transport de personnes extérieures à la collectivité	RT	F	242 500,00	0,00	0,00	0,00	242 500,00	0,00	242 500,00
	81	6245.9	FRAIS DE TRANSPORTS SCOLAIRES - LIGNES REGULIERES	RT	F	569 400,00	0,00	0,00	0,00	569 400,00	0,00	569 400,00
	81	6541	Créances admises en non-valeur	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	81	6542	Créances éteintes	BB	F	500,00	0,00	0,00	0,00	500,00	0,00	500,00
	81	65734.3	SUBV.CNES ET STRUCT.INTERCOM. - CNE MENDE - PART.TS - TUM	RT	F	75 000,00	0,00	0,00	0,00	75 000,00	0,00	75 000,00
	81	65734.44	Subvention Cne de Mende - Participation T.S.	RT	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	81	6574	Subventions de fonctionnement aux personnes, aux association	RT	F	1 260,00	0,00	0,00	0,00	1 260,00	0,00	1 260,00
	81	6574.12	Subvention Allocations journalières	RT	F	85 000,00	0,00	0,00	0,00	85 000,00	0,00	85 000,00
	81	6574.22	Subvention Allocations transports hebdomadaires	RT	F	135 000,00	0,00	0,00	0,00	135 000,00	0,00	135 000,00
	81	65888	AUTRES	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	81	673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	RT	F	7 000,00	0,00	0,00	0,00	7 000,00	0,00	7 000,00

	821	6245	Transports de personnes extérieures à la collectivité	RT	F	6 000,00	0,00	0,00	0,00	6 000,00	0,00	6 000,00
	821	65734.1	SUBVENTIONS COMMUNES ET STRUCTURES INTERCOMMUNALES - TAD	RT	F	35 000,00	0,00	0,00	0,00	35 000,00	0,00	35 000,00
	821	65734.2	SUBV.CNES ET STRUCTURES INTERCOM. - CNE MENDE - NAVETTE	RT	F	20 000,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00	0,00	20 000,00
	822	6574	Subventions de fonctionnement aux personnes, aux association	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	88	6247	Transports collectifs du personnel	RT	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	88	6574	Subventions de fonctionnement aux personnes, aux association	RT	F	9 000,00	0,00	1 000,00	0,00	10 000,00	0,00	10 000,00
938				**Somme :**		**7 275 677,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**7 275 677,00**	**0,00**	**7 275 677,00**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	Virements de crédits	DMs votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
939	90	60612	Energie - Electricité	BN	F	3 500,00	0,00	0,00	0,00	3 500,00	0,00	3 500,00
	90	6132	Locations immobilières	BN	F	57 800,00	0,00	0,00	0,00	57 800,00	3 000,00	60 800,00
	90	6184	Versements à des organismes de formation	BFH	F	2 625,00	0,00	0,00	0,00	2 625,00	0,00	2 625,00
	90	6188	Autres frais divers	BC	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	90	6218	Autre personnel extérieur	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	90	6251	Voyages, déplacements et missions	BFH	F	500,00	0,00	0,00	0,00	500,00	0,00	500,00
	90	6255	Frais de déménagement	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	90	6331	Versement de transport	BFH	F	681,00	0,00	0,00	0,00	681,00	150,00	831,00
	90	6332	Cotisations versées au F.N.A.L	BFH	F	852,00	0,00	0,00	0,00	852,00	150,00	1 002,00
	90	6336	Cotisations au CNFPT et au centre de gestion de la fonction	BFH	F	1 703,00	0,00	0,00	0,00	1 703,00	250,00	1 953,00
	90	64111	Rémunération principale	BFH	F	180 335,00	0,00	-3 820,00	0,00	176 515,00	-30 000,00	146 515,00
	90	64112	Supplément familial de traitement et indemnité de résidence	BFH	F	2 586,00	0,00	0,00	0,00	2 586,00	1 000,00	3 586,00
	90	64113	NBI	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	90	64118	Autres indemnités	BFH	F	50 579,00	0,00	0,00	0,00	50 579,00	0,00	50 579,00
	90	64118.1	AUTRES INDEMNITES-HS-ASTREINTES	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	90	64131	Rémunérations	BFH	F	0,00	0,00	3 500,00	0,00	3 500,00	27 000,00	30 500,00
	90	6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F	BFH	F	29 042,00	0,00	0,00	0,00	29 042,00	6 000,00	35 042,00
	90	6453	Cotisations aux caisses de retraite	BFH	F	54 241,00	0,00	0,00	0,00	54 241,00	0,00	54 241,00
	90	6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C	BFH	F	0,00	0,00	300,00	0,00	300,00	2 000,00	2 300,00
	90	6472	Prestations familiales directes	BFH	F	42,00	0,00	20,00	0,00	62,00	150,00	212,00
	90	6475	Médecine du travail, pharmacie	BFH	F	100,00	0,00	0,00	0,00	100,00	0,00	100,00

	90	6488	Autres charges	BFH	F	5 000,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00	0,00	5 000,00
	90	6561	Organismes de regroupement (syndicats mixtes et ententes)	BC	F	193 000,00	0,00	-270,52	0,00	192 729,48	0,00	192 729,48
	90	6561	Organismes de regroupement (syndicats mixtes et ententes)	BN	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	90	65734.90	SUBVENTION FONDS INTERVENTION ECONOMIQUE	BC	F	20 000,00	0,00	40 000,00	0,00	60 000,00	0,00	60 000,00
	90	6574	Subventions de fonctionnement aux personnes, aux association	BB	F	57 000,00	0,00	0,00	12 000,00	69 000,00	0,00	69 000,00
	90	6574.52	SUBVENTIONS DIVERSES AMENAGEMENT DU TERRITOIRE	BC	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	90	6574.90	SUBVENTIONS FONDS INTERVENTION ECONOMIQUE	BC	F	150 000,00	0,00	-40 000,00	0,00	110 000,00	0,00	110 000,00
	91	6188	Autres frais divers	BC	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	91	6231	Annonces et insertions	BN	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	91	6561.3	Participation Syndicat Mixte RN88	BC	F	21 000,00	0,00	535,52	0,00	21 535,52	0,00	21 535,52
	91	65734.13	SUBV. CNES-CNTES : POLITIQUES TERRITORIALES PAYS	BC	F	10 000,00	0,00	40 000,00	0,00	50 000,00	0,00	50 000,00
	91	65737	AUTRES ETABLISSEMENTS PUBLICS LOCAUX	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	91	65737	AUTRES ETABLISSEMENTS PUBLICS LOCAUX	BB3	F	100 000,00	0,00	0,00	0,00	100 000,00	0,00	100 000,00
	91	65737	AUTRES ETABLISSEMENTS PUBLICS LOCAUX	BC	F	285 000,00	0,00	0,00	0,00	285 000,00	0,00	285 000,00
	91	6574	Subventions de fonctionnement aux personnes, aux association	BB	F	92 500,00	0,00	1,00	0,00	92 501,00	0,00	92 501,00
	91	6574.43	SUBVENTIONS - POLITIQUES TERRITORIALES PAYS	BC	F	161 500,00	0,00	-40 000,00	0,00	121 500,00	-10 000,00	111 500,00
	91	6574.5	SUBV.FONCT.PERSONNES, ASSOCIAT.AUTRES ORGANISMES - CULTURE	BB	F	1 200,00	0,00	0,00	0,00	1 200,00	0,00	1 200,00
	91	65821	Déficit des budgets annexes à caractère administratif	BB	F	451 794,00	0,00	0,00	21 696,00	473 490,00	-2 333,52	471 156,48
	921	65821	Déficit des budgets annexes à caractère administratif	BB	F	718 750,00	0,00	0,00	50 963,86	769 713,86	-27 243,98	742 469,88
	928	62268.1	AUTRES HONORAIRES - CDAF	BS	F	300,00	0,00	0,00	0,00	300,00	500,00	800,00
	928	6281	Concours divers (cotisations)	BS	F	50,00	0,00	0,00	0,00	50,00	0,00	50,00
	928	6541	Créances admises en non-valeur	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	928	65737	AUTRES ETABLISSEMENTS PUBLICS LOCAUX	BS	F	161 530,00	0,00	0,00	0,00	161 530,00	0,00	161 530,00
	928	6574	Subventions de fonctionnement aux personnes, aux association	BB	F	34 000,00	0,00	0,00	0,00	34 000,00	0,00	34 000,00
	928	6574	Subventions de fonctionnement aux personnes, aux association	BC	F	28 500,00	0,00	0,00	0,00	28 500,00	0,00	28 500,00
	928	6574	Subventions de fonctionnement aux personnes, aux association	BS	F	55 640,00	0,00	0,00	0,00	55 640,00	0,00	55 640,00

	928	6574.25	SUBV. - VALORISATION EMPLOI DANS AGRICULTURE	BS	F	44 000,00	0,00	0,00	0,00	44 000,00	0,00	44 000,00
	928	6574.26	Subvention Fonds d'aide diversification agricole	BS	F	70 000,00	2 815,00	0,00	0,00	72 815,00	0,00	72 815,00
	928	6574.5	SUBV.FONCT.PERSONNES, ASSOCIAT.AUTRES ORGANISMES - CULTURE	BB	F	2 000,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00	0,00	2 000,00
	928	6574.67	SUBV.ANIMATION MOBILISATION FONCIERE (PRIVES)	BS	F	18 236,00	0,00	0,00	0,00	18 236,00	6 000,00	24 236,00
	928	6574.71	Subvention Fonctio. Ass De Lozère	BS	F	95 000,00	0,00	0,00	0,00	95 000,00	0,00	95 000,00
	928	6574.74	Subv. Agriculteurs - PDE	BS	F	30 000,00	0,00	0,00	0,00	30 000,00	-30 000,00	0,00
	928	6574.77	SUBVENTION BGS	BS	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	25 000,00	25 000,00
	928	6574.83	SUBVENTIONS DIVERSES FORESTIERES	BS	F	4 000,00	0,00	0,00	0,00	4 000,00	0,00	4 000,00
	928	6574.84	SUBVENTIONS FDCUMA	BS	F	2 000,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00	0,00	2 000,00
	928	6574.85	SUBVENTIONS ANIMATION SAFER	BS	F	20 000,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00	0,00	20 000,00
	928	6745	Subventions de fonctionnement aux personnes de droit privé	BS	F	2 000,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00	0,00	2 000,00
	928	6745.1	SUBV. DE FONCTION. - INSTANCE FONCIERE DPTLE	BC	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	928	678	Autres charges exceptionnelles	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	93	6188	Autres frais divers	BC	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	93	6188.99	AUTRES FRAIS DIVERS - ACCUEIL PORTEURS PROJETS	BC	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	93	6574	Subventions de fonctionnement aux personnes, aux association	BB	F	4 500,00	0,00	0,00	0,00	4 500,00	0,00	4 500,00
	93	6574.5	SUBV.FONCT.PERSONNES, ASSOCIAT.AUTRES ORGANISMES - CULTURE	BB	F	3 000,00	0,00	0,00	0,00	3 000,00	0,00	3 000,00
	93	6574.54	SUBVENTIONS PROMOTION ECONOMIQUE	BC	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	93	6713	Dots et prix	BB	F	750,00	0,00	0,00	0,00	750,00	0,00	750,00
	94	6188	Autres frais divers	BC	F	180 000,00	0,00	0,00	0,00	180 000,00	0,00	180 000,00
	94	6188.111	AUTRES FRAIS DIVERS - ETUDE SCHEMA TOURISME	BC	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	94	6227	Frais d'actes et de contentieux	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	94	65734	Communes et structures intercommunales	BC	F	72 800,00	0,00	0,00	0,00	72 800,00	0,00	72 800,00
	94	65738	Organismes publics divers	BC	F	99 550,00	0,00	-265,00	0,00	99 285,00	0,00	99 285,00
	94	6574	Subventions de fonctionnement aux personnes, aux association	BB	F	70 000,00	0,00	-1,00	0,00	69 999,00	0,00	69 999,00
	94	6574	Subventions de fonctionnement aux personnes, aux association	BC	F	1 638 400,00	0,00	0,00	0,00	1 638 400,00	0,00	1 638 400,00
	94	6574.5	SUBV.FONCT.PERSONNES, ASSOCIAT.AUTRES ORGANISMES - CULTURE	BB	F	5 000,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00	0,00	5 000,00

	94	6574.73	Démarche qualité entreprise touristiques	BC	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	94	673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
939				**Somme :**		**5 292 586,00**	**2 815,00**	**0,00**	**84 659,86**	**5 380 060,86**	**-28 377,50**	**5 351 683,36**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	Virements de crédits	DMs votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
940		73918	AUTRES REVERSEMENTS SUR IMPOTS LOCAUX OU ASSIMILES	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		73926	REVERS AU TITRE FONDS PEREQUATION DES D.M.T.O.	BB	F	0,00	0,00	0,00	314 425,00	314 425,00	0,00	314 425,00
940				**Somme :**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**314 425,00**	**314 425,00**	**0,00**	**314 425,00**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	Virements de crédits	DMs votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
943		627	Services bancaires et assimilés	BB	F	25 000,00	0,00	0,00	0,00	25 000,00	0,00	25 000,00
		6541	Créances admises en non-valeur	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		66111	INTERETS REGLES A L'ECHEANCE	BB	F	1 826 450,00	0,00	0,00	0,00	1 826 450,00	0,00	1 826 450,00
		66112	INTERETS - RATTACHEMENTS DES ICNE	BB	F	160 000,00	0,00	0,00	0,00	160 000,00	0,00	160 000,00
		6615	Intérêts des comptes courants et de dépôts créditeurs	BB	F	130 000,00	0,00	-1 000,00	0,00	129 000,00	0,00	129 000,00
		6616	Intérêts bancaires et sur opérations de financement (escompt	BB	F	0,00	0,00	1 000,00	0,00	1 000,00	0,00	1 000,00
		6618	Intérêts des autres dettes	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
943				**Somme :**		**2 141 450,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 141 450,00**	**0,00**	**2 141 450,00**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	Virements de crédits	DMs votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
944		65861	Frais de personnel	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	48 420,00	48 420,00
944				**Somme :**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**48 420,00**	**48 420,00**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	Virements de crédits	DMs votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM

945		6815	Dotations aux provisions pour risques et charges de fonction	BB	F	85 000,00	0,00	0,00	0,00	85 000,00	0,00	85 000,00
		6817	Dotations aux provisions pour dépréciation des actifs circul	BB	F	2 514,00	0,00	0,00	0,00	2 514,00	0,00	2 514,00
945				**Somme :**		**87 514,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**87 514,00**	**0,00**	**87 514,00**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	Virements de crédits	DMs votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
946		673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)		F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		675	Valeurs comptables des immobilisations cédées		F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		6761	Différences sur réalisations (positives) transférées en inve		F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		6811	Dotations aux amortissements IMMO.INCORPORELLES		F	19 465 714,72	0,00	0,00	0,00	19 465 714,72	-184 493,72	19 281 221,00
946				**Somme :**		**19 465 714,72**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**19 465 714,72**	**-184 493,72**	**19 281 221,00**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	Virements de crédits	DMs votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
952		022	Dépenses imprévues	BB	F	917 042,00	0,00	0,00	195 564,19	1 112 606,19	-612 606,19	500 000,00
952				**Somme :**		**917 042,00**	**0,00**	**0,00**	**195 564,19**	**1 112 606,19**	**-612 606,19**	**500 000,00**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	Virements de crédits	DMs votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
953		023	Virement à la section d'investissement		F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 990 189,74	1 990 189,74
953				**Somme :**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 990 189,74**	**1 990 189,74**

				Somme :		**116 722 714,72**	**35 806,00**	**0,00**	**697 839,15**	**117 456 359,87**	**2 859 600,33**	**120 315 960,20**

BUDGET PRINCIPAL RECETTES INVESTISSEMENT

Investissement

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	DMs Votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
		001	SOLDE EXECUTION DE LA S.I. REPORTE	BB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
					Somme :	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	DMs Votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
900	0202	1311	Etat et établissements nationaux	BB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	0202	231351	BATIMENTS PUBLICS	BB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
					Somme :	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	DMs Votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
902	20	2317312	Bâtiments scolaires	BB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	21	2317312	Bâtiments scolaires	BB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	221	1332.10	D.D.E.C.	BB	I	834 974,00	0,00	0,00	834 974,00	0,00	834 974,00
	221	21841	Matériel de bureau et mobilier scolaires	BB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
					Somme :	**834 974,00**	**0,00**	**0,00**	**834 974,00**	**0,00**	**834 974,00**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	DMs Votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
903	312	1311	Etat et établissements nationaux	BB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
					Somme :	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	DMs Votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
906	621	1314	Communes et structures intercommunales	R	I	0,00	0,00	0,00	0,00	65 473,81	65 473,81
	621	1321.16	SUBVENTION ETAT - RD 806	R	I	1 628 000,00	0,00	0,00	1 628 000,00	0,00	1 628 000,00
	621	1322	Régions	R	I	0,00	0,00	0,00	0,00	480 000,00	480 000,00
	621	1322.09	SUBVENTION REGION - PROGRAMME 2009	BB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

	621	1322.11	SUBVENTIONS REGION PROGRAMME 2011	BB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	621	1322.18	SUBVENTION REGION - PROGRAMME 2008	BB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	621	2031	Frais d'études	BB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	621	231318	Autres bâtiments publics	BB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	621	23151	Réseaux de voirie	BB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	676,63	676,63
	621	23151	Réseaux de voirie	R	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	68	1312	SUBVENTIONS REGIONS	BB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	68	1312.110	SUBVENTIONS REGION - TRES HAUT DEBIT	BN	I	0,00	0,00	0,00	0,00	347 198,40	347 198,40
	68	13178	Autres	BN	I	1 500 000,00	0,00	0,00	1 500 000,00	0,00	1 500 000,00
	68	13178.32	PARTICIPATION EUROPE - EQUIPEMENT EN FIBRE OPTIQUE	BB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	68	2181	Installations générales, agencements et aménagements divers	BB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
					Somme :	**3 128 000,00**	**0,00**	**0,00**	**3 128 000,00**	**893 348,84**	**4 021 348,84**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	DMs Votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
907	74	1311	Etat et établissements nationaux	BB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
					Somme :	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	DMs Votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
909	90	1311.11	SUBV.ETAT ZONE BLANCHE TELEPHONIE MOBILE PHASE 3	BN	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	928	1312	SUBVENTIONS REGIONS	BB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	928	266.1	REMBOURSEMENT PARTICIPATION	BB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	94	2761	Créances pour avances en garanties d'emprunt	BB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
					Somme :	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	DMs Votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
910	0202	2042	Subventions d'équipement aux personnes de droit privé	BB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
					Somme :	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	DMs Votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
916	61	1312.3	SUBV REGION PROSPEC 3 SOURCES CARBO GAZ	BB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	61	1316.11	PARTICIPATION AGENCE DE L'EAU RMC	BB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	61	1316.20	PARTICIPATION AGENCE RMC - SCHEMA AEP ASSAINISSEMENT	BS	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	61	1386	Autres établissements publics locaux	BB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	68	1321	Etat et établissements nationaux	BB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
					Somme :	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	DMs Votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
917	731	1381	Etat et établissements nationaux	BS	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	731	1381.216	SUBV ADEME - ETUDE CARACTERISATION DECHETS	BB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	74	1331.10	DGE	BB	I	5 000 000,00	0,00	0,00	5 000 000,00	0,00	5 000 000,00
					Somme :	**5 000 000,00**	**0,00**	**0,00**	**5 000 000,00**	**0,00**	**5 000 000,00**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	DMs Votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
919	93	2042.235	AIDE AU COMMERCE RURAL	BB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	94	1311.12	SUBVENTION FNADT - BAGNOLS SANITAIRE TRANCHE 2 - PHASE 2	BC	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	94	1322.15	PARTICIPATION REGION-RENOVATION RESEAUX DIST.EAU BAGNOLS	BB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	94	2042.125	PROGRAMME AMENAGEMENT POLES TOURISTIQUES	BB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	94	2111	Terrains nus	BB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	94	2761	Créances pour avances en garanties d'emprunt	BB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	94	2764	Créances sur des particuliers	BB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	95	204172	CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE	BB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
					Somme :	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	DMs Votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
922		10222	F.C.T.V.A	BB	I	2 201 028,00	0,00	0,00	2 201 028,00	300 000,00	2 501 028,00

		1345	PRODUITS DES AMENDES DE RADARS AUTOMATIQUES	BB	I	355 465,00	0,00	0,00	355 465,00	0,00	355 465,00
		1348.10	AUTRES - AMENDES DE POLICE RADARS AUTOMATIQUES	BB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
					Somme :	**2 556 493,00**	**0,00**	**0,00**	**2 556 493,00**	**300 000,00**	**2 856 493,00**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	DMs Votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
923		1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	BB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	5 191 122,23	5 191 122,23
		1641.07	PRODUITS EMPRUNTS GLOBALISES 2007	BB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		1641.08	PRODUITS EMPRUNTS GLOBALISES 2008	BB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		1641.09	EMPRUNTS EN EUROS - 2009	BB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		1641.10	EMPRUNTS EN EUROS - 2010	BB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		1641.11	EMPRUNTS EN EUROS 2011	BB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		1641.12	EMPRUNTS EN EUROS 2012	BB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		1641.13	EMPRUNTS EN EUROS 2013	BB	I	0,00	6 562 676,99	-6 562 676,99	0,00	0,00	0,00
		1641.14	EMPRUNTS EN EUROS 2014	BB	I	0,00	7 154 529,24	-173 593,01	6 980 936,23	-2 540 078,89	4 440 857,34
		1641.15	EMPRUNT EN EUROS 2015	BB	I	12 277 755,28	0,00	0,00	12 277 755,28	0,00	12 277 755,28
		16441	Opérations afférentes à l'emprunt	BB	I	15 000 000,00	0,00	0,00	15 000 000,00	0,00	15 000 000,00
		16449	Opérations afférentes à l'option de tirage sur ligne de trés	BB	I	15 000 000,00	0,00	0,00	15 000 000,00	0,00	15 000 000,00
		2761	Créances pour avances en garanties d'emprunt	BB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
					Somme :	**42 277 755,28**	**13 717 206,23**	**-6 736 270,00**	**49 258 691,51**	**2 651 043,34**	**51 909 734,85**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	DMs Votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
924		454223	ETAT - REMEMBREMENT A75	BB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
					Somme :	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	DMs Votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
925		16449	Opérations afférentes à l'option de tirage sur ligne de trés		I	0,00	0,00	0,00	0,00	10 000 000,00	10 000 000,00
		2031	Frais d'études		I	534 000,00	0,00	0,00	534 000,00	0,00	534 000,00
		2033	Frais d'insertion		I	206 000,00	0,00	0,00	206 000,00	0,00	206 000,00
		21311	Bâtiments administratifs		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		21314	Bâtiments culturels et sportifs		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		21328	Autres bâtiments privés		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

		21351	Bâtiments publics		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		21838	Autre matériel informatique		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		21848	Autres matériels de bureau et mobiliers		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		231311	Bâtiments administratifs		I					7 200,91	7 200,91
					Somme :	**740 000,00**	**0,00**	**0,00**	**740 000,00**	**10 007 200,91**	**10 747 200,91**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	DMs Votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
926		192	Réalisations postérieures au 01/01/2004		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		2157	Matériel et outillage techniques		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		2182	Matériel de transport		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		21848	Autres matériels de bureau et mobiliers		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		28031	Frais d'études		I	90 000,00	0,00	0,00	90 000,00	14 786,30	104 786,30
		28031.25	AMORTIS.ETUDE FAISABILITE FUTUR HOTEL DU DPT		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		28033	Frais d'insertion		I	15 000,00	0,00	0,00	15 000,00	-7 377,37	7 622,63
		28041	Subventions d'équipement aux organismes publics		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		280411	Etat		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		2804112	BATIMENTS ET INSTALLATIONS		I	215 619,00	0,00	0,00	215 619,00	0,00	215 619,00
		280412	régions		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		2804121	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES		I	0,00	0,00	0,00	0,00	377,00	377,00
		2804122	BATIMENTS ET INSTALLATION		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		2804123	PROJETS D'INFRASTRUCTURES D'INTERET NATIONAL		I	36 400,00	0,00	0,00	36 400,00	-244,00	36 156,00
		280414	Communes et structures intercommunales		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		2804141	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES		I	480 000,00	0,00	0,00	480 000,00	-34 123,00	445 877,00
		280414.10	AMORTIS. TRAVAUX CNES POUR NOTRE COMPTE		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		280414.111	AMORTIS.FONDS DPTAL POUR LE LOGEMENT		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		280414.121	AMORTIS. FONDS INTERVENTION ECONOMIQUE		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		280414.14	AMORTISSEMENT PROG INONDATIONS 2003		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		280414.15	AMORTIS.SUBV.CNES AMENAGEMENT ECOLES PRIMAIRES		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		280414.16	AMORTIS. SUBV. CNES AUTRES RESEAUX DE VOIRIE		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		280414.161	AMORTIS. PROG. CNAUX POLES TOURISTIQUES		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

		280414.162	AMORTIS. FONDS DIVERSIFICATION AGRICOLE		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		280414.163	AMORTIS. PROGRAMME OTSI		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		280414.183	AMORTIS. PERIMETRES DE PROTECTION		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		280414.192	AMORTIS.PROG. ASSAINIS.RURAL B.V. NAUSSAC		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		280414.199	AMORTIS. DGE : EQUIPEMENT RURAL		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		2804142	BATIMENTS ET INSTALLATIONS		I	9 400 000,00	0,00	0,00	9 400 000,00	-11 063,00	9 388 937,00
		280414.201	AMORTIS.SUBV. CNE ST CHELY-AMENAG. PARKING		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		280414.215	AMORTIS. PROGRAMME ABRIS VOYAGEURS		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		280414.216	AMORTIS. PROG. DECHETS MENAGERS ET ASSIMILES		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		280414.217	AMORTIS.PROG.DPTAL ASSAINISSEMENT COLLEC.-RMC		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		280414.223	AMORTIS.TRAVAUX DE SECURITE MAISON DE RETRAITE		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		280414.23	AMORTIS.SUBV CNE ST PAUL LE FROID-V.C.BISONS		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		280414.233	AMORTIS.SUBV.CNTE CNES HAUTES TERRES-M.R.		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		280414.235	AMORTIS. PROG. AIDE AU COMMERCE RURAL		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		280414.239	AMORTIS. SUBV. MAISON RETRAITE FOURNELS		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		280414.25	AMORTISSEMENT PROG. MONUMENTS HISTORIQUES		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		280414.250	AMORTIS.CNTE CNES VLEE LONGUE-BERGES INTERNAT		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		280414.26	AMORTIS. SUBV CNE MENDE- TAXE ELECTRICITE		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		2804143	PROJETS D'INFRASTRUCTURES D'INTERET NATIONAL		I	183,00	0,00	0,00	183,00	0,00	183,00
		280414.328	AMORTIS.SUBV.CNES AU TITRE DES PMT ET PED		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		280414.333	AMORTIS.PROG. CRECHES ET HALTES GARDERIES		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		280414.35	AMORTIS.PROGR.AMENAG.CENTRES SECOURS PAR LES CNES		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		280414.448	AMORTISSEMENT SUBV.CNES 4EME PED		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		280414.47	AMORTIS. MONUMENTS HISTORIQUES NON CLASSES		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		280414.48	AMORTIS.PROG.CNAUX HOTELLERIE DE PLEIN AIR		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

		280414.5	AMORTIS.SUBVENTIONS EN CAPITAL MONUMENTS HISTORIQUES		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		280414.52	AMORTIS. PROGRAMME DPTAL AEP		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		280414.6	AMORTIS.SUBVENTION CNES ZONES D'ACTIVITE		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		280414.7	AMORTIS. PROGRAMME AMENAGEMENT URBAIN		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		280414.73	AMORTIS. PROG CONSERVATOIRE DFCI		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		280414.78	AMORTIS. P.E.V.C.		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		280414.83	AMORTIS. PROG. AMENAGEMENT VILLAGES		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		280414.85	AMORTIS. PROG.ENVIRONNEMENT-PAYSAGE-RANDONNEE		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		280414.90	AMORTIS. F.D.I.I.A.		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		280415	Autres groupements de collectivités		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		2804151	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES		I	4 980,00	0,00	0,00	4 980,00	-2 405,00	2 575,00
		2804152	BATIMENTS ET INSTALLATIONS		I	24 246,00	0,00	0,00	24 246,00	-433,00	23 813,00
		280417	Autres établissements publics locaux		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		280417.128	AMORTIS.SUBV.PROG.RESOR.ZONES OMBRE T.V.		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		280417.176	AMORTIS. SUBV. TX SECURITE MAISON RETRAITE		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		280417.20	AMORTIS. SUBV. SDEE		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		28041721	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES		I	1 598,00	0,00	0,00	1 598,00	0,00	1 598,00
		28041722	BATIMENTS ET INSTALLATIONS		I	60 000,00	0,00	0,00	60 000,00	-3 999,00	56 001,00
		280417.4	AMORTIS.SUBV SDEE ELECTRIFICATION RURALES CNES		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		280417.55	AMORTISSEMENT PROG FONDS INTERVENTION ECONOMIQUE		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		2804178	AUTRES		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		28041781	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES		I	31 899,00	0,00	0,00	31 899,00	0,00	31 899,00
		28041782	BATIMENTS ET INSTALLATIONS		I	1 500 000,00	0,00	0,00	1 500 000,00	164 159,00	1 664 159,00
		28041783	PROJETS D'INFRASTRUCTURES D'INTERET NATIONAL		I	2 186,00	0,00	0,00	2 186,00	-266,00	1 920,00
		280417.912	AMORTIS. SUBV.SDEE - VOIRIE		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		280418	Organismes publics divers		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		280418.1	AMORTIS.PART.SELO-CAPTAGES COMPL.BAGNOLS		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		2804181	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES		I	45 000,00	0,00	0,00	45 000,00	3 882,00	48 882,00
		280418.10	AMORTIS. MAINTENANCE CIRCUITS RANDO ONF		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

		280418.115	AMORTIS. FONDS EN FAVEUR DU LOGEMENT		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		280418.125	AMORTIS.PROG. AMENAGEMENT POLES TOURISTIQUES		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		280418.14	AMORTIS.PART.SELO-SECURISATION RESSOURCE EAU CHALDETTE		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		280418.16	AMORTIS.PART.SELO-EAU THERMALE LA CHALDETTE		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		280418.17	AMORTIS.PART.SELO-RENOVATION HEBERG.STE LUCIE		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		280418.176	AMORTIS. SUBV. TX MAISON DE RETRAITE		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		280418.18	AMORTIS.PART.SELO-RACCORDEMENT FORAGE BAGNOLS		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		280418.195	AMORTIS.SUBV.FRANCE TELECOM-ENFOUIS.RESEAUX TELEPH.		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		2804182	BATIMENTS ET INSTALLATIONS		I	470 000,00	0,00	0,00	470 000,00	2 231,00	472 231,00
		280418.20	AMORTIS. SUBV SELO REMISE EN FORME LA CHALDETTE		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		280418.5	AMORTIS.PART.SELO-LES BOUVIERS RENOVATION ACCEUIL		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		280418.6	AMORTIS.PART.SELO-TOIT CENTRE THERMAL BAGNOLS		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		28042	Subventions d'équipement aux personnes de droit privé		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		28042.1	AMORTISSEMENT COMPLEMENT PERSON.DROIT PRIVE		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		280421	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES		I	1 050 000,00	0,00	0,00	1 050 000,00	5 063,09	1 055 063,09
		28042.10	AMORTIS.HABITAT AUTONOME JEUNES AGRICULTEURS		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		28042.115	AMORTIS. SUBV. LOGEMENTS		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		28042.125	AMORTIS. DEVELOPPEMENT TOURISTIQUE		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		28042.13	AMORTIS.PROG. TRX SECURITE MAISON DE RETRAITE		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		28042.145	AMORTIS.PROG.MONUMENTS HISTORIQUES NON CLASSES		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		28042.151	AMORTIS.MONUM.HISTO.CLASSES OU INSCRITS PRIVE		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		28042.153	AMORTIS.PROG.LOISIRS AMENG.VILLAGES ET EQUIP.		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		28042.158	AMORTIS.PROG.HOTELLERIE DE PLEIN AIR		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		28042.16	AMORTIS.ASS. LA DRAILLE -ESPACE CULTUREL MUTIMEDIA		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		28042.167	AMORTIS.PROG.EQUIPEMENTS SPORTIFS POUR ASS.		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

		28042.174	AMORTIS. SCENES CROISEES		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		28042.175	AMORTIS.SUBV.EQUIPEMENT ADDA		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		28042.176	AMORTIS.TRAVAUX SECURITE MAISON RETRAITE		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		28042.195	AMORTIS. FRANCE TELECOM ENFOUISSEMENT		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		28042.199	AMORTIS.DGE EQUIPEMENT RURAL		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		280422	BATIMENTS ET INSTALLATIONS		I	598 061,28	0,00	0,00	598 061,28	400 000,00	998 061,28
		28042.218	AMORTIS.SUBV.OGEC COLL.PRIVES-INFORM.PEDAGOGIQUE		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		28042.234	AMORTIS.ASSAINISSEMENT AUTONOME		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		28042.235	AMORTIS.AIDE AU COMMERCE RURAL		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		280423	PROJETS D'INFRASTRUCTURES D'INTERET NATIONAL		I	74 693,00	0,00	0,00	74 693,00	0,00	74 693,00
		28042.333	AMORTIS.PROG.CRECHES ET HALTES GARDERIES		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		28042.41	AMORTISSEMENT PROG INONDATIONS EN FAVEUR ENTPS		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		28042.45	AMORTIS. FONDS IMMOBILIER INDUSTRIEL ET ARTISANAL		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		28042.49	AMORTIS.PLAN DEVELOP.COM.ENTPS ARTISANALES		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		28042.52	AMORTIS. OT GORGES DU TARN ET GRANDS CAUSSES		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		28042.55	AMORTIS. FONDS DPTAL INTERVENTION ECONOMIQUE		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		28042.63	AMORTIS.SUBV.OGEC-INVESTIS. COLLEGES PRIVES		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		28042.73	AMORTIS. PROGRAMME CONSERVATOIRE DFCI		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		28042.75	AMORTIS. PROGRAMME OTSI		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		28042.85	AMORTIS. PROG.ENVIRONNEMENT-PAYSAGE-RANDONNEE		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		28042.87	AMORTIS. F.D. PME-PMI		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		28042.88	AMORTIS. PROGRAMME CHARMES		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		28042.918	AMORTIS.PLAN DE RENOVATION DES HAMEAUX		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		28042.95	AMORTIS.FONDS AIDE A LA DIVERSIFICATION		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		28042.950	AMORTIS. CENTRE DE RESSOURCES		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		28043	Subventions aux établissements scolaires pour leurs dépenses		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		280431	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES		I	20 214,00	0,00	0,00	20 214,00	-155,00	20 059,00
		280432	BATIMENTS ET INSTALLATIONS		I	54 000,00	0,00	0,00	54 000,00	70,00	54 070,00

		28043.206	AMORTIS.SUBV.COLL.PUBLICS-INFORMATIQUE PEDAGOGIQUE		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		28043.336	AMORTIS.SUBV.COLL.PUBLICS-PAM		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		280441	AMORTIS. SUBV.EQUIPEMENT EN NATURE-ORGANISMES PUBLICS		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		2804411	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES		I	6 705,00	0,00	0,00	6 705,00	0,00	6 705,00
		2804412	BATIMENTS ET INSTALLATIONS		I	19 593,00	0,00	0,00	19 593,00	0,00	19 593,00
		2805	Concessions et droits similaires, brevets, licences, droits		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		28051	Concessions et droits similaires		I	368 000,00	0,00	0,00	368 000,00	-72 931,45	295 068,55
		2805.11	AMORTIS.ACQ.LOGICIELS-SIG DIVERS DOMAINES		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		2805.8	AMORTIS.ACQ.LOGICIELS-INVENTAIRE, AMORTISSEMENT		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		281311	Bâtiments administratifs		I	36 045,00	0,00	0,00	36 045,00	0,00	36 045,00
		281312	Bâtiments scolaires		I	47 853,00	0,00	0,00	47 853,00	0,00	47 853,00
		281313	Bâtiments sociaux et médico-sociaux		I	30 617,00	0,00	0,00	30 617,00	0,00	30 617,00
		281314	Bâtiments culturels et sportifs		I	64 833,00	0,00	0,00	64 833,00	0,00	64 833,00
		281318	Autres bâtiments publics		I	220 000,00	0,00	0,00	220 000,00	-60 786,00	159 214,00
		281351	Bâtiments publics		I	230 000,00	0,00	0,00	230 000,00	-135 913,00	94 087,00
		2814	Constructions sur sol d'autrui		I	101 526,00	0,00	0,00	101 526,00	-0,09	101 525,91
		28152	Installations de voirie		I	151 343,00	0,00	0,00	151 343,00	0,00	151 343,00
		28153	Réseaux divers		I	260 000,00	0,00	0,00	260 000,00	-73 581,05	186 418,95
		28157	Matériel et outillage techniques		I	650 000,00	0,00	0,00	650 000,00	-115 565,65	534 434,35
		2817	Immobilisations reçues au titre d'une mise à disposition		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		28172	Agencements et aménagements de terrains		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		281728	AGENCEMENTS ET AMENAGEMENTS DE TERRAINS		I	4 634,00	0,00	0,00	4 634,00	-0,62	4 633,38
		28173	Constructions		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		2817312	Bâtiments scolaires		I	1 800 000,00	0,00	0,00	1 800 000,00	-123 111,87	1 676 888,13
		2817314	Bâtiments culturels et sportifs		I	6 076,00	0,00	0,00	6 076,00	0,00	6 076,00
		2817318	Autres bâtiments publics		I	16 000,00	0,00	0,00	16 000,00	-2 674,00	13 326,00
		281735	Installations générales, agencements, aménagements des const		I	85 496,52	0,00	0,00	85 496,52	0,00	85 496,52
		281753	Réseaux divers		I	300 000,00	0,00	0,00	300 000,00	-46 815,00	253 185,00
		2817841.02	AMORTIS.EQUIP.MOB.COLL.PUBLICS-PROG.2002		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		2817841.03	AMORTIS.EQUIP.MOB.COLL.PUBLICS-PROG.2003		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		281785	Matériel de téléphonie		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		2818	Autres immobilisations corporelles		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

		28181	Installations générales, agencements et aménagements divers		I	14 200,00	0,00	0,00	14 200,00	102,60	14 302,60
		28182	Matériel de transport		I	300 000,00	0,00	0,00	300 000,00	-25 524,41	274 475,59
		281838	Autre matériel informatique		I	400 000,00	0,00	0,00	400 000,00	-53 196,25	346 803,75
		281841	Matériel de bureau et mobilier scolaires		I	100 000,00	0,00	0,00	100 000,00	5 059,66	105 059,66
		281841.02	AMORT.EQUIP.MOBILIER COLLEGES PUBLICS STE ENIMIE		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		281841.03	AMORTIS.MATERIEL DE BUREAU ET MATERIEL SCOLAIRES		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		281841.05	AMORTIS.EQUIP.MOBILIER COLLEGES PUBLICS PROG2005		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		281841.21	AMORTIS.ACQ.MATERIEL ET MOBILIER ECOLE ANNEXE		I	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		281848	Autres matériels de bureau et mobiliers		I	57 000,00	0,00	0,00	57 000,00	-9 563,13	47 436,87
		28185	Matériel de téléphonie		I	6 713,92	0,00	0,00	6 713,92	-0,30	6 713,62
		28188	Autres		I	15 000,00	0,00	0,00	15 000,00	-496,18	14 503,82
					Somme :	**19 465 714,72**	**0,00**	**0,00**	**19 465 714,72**	**-184 493,72**	**19 281 221,00**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	DMs Votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
951		021	Virement de la section de fonctionnement		I	0,00	0,00	0,00	0,00	1 990 189,74	1 990 189,74
					Somme :	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 990 189,74**	**1 990 189,74**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	DMs Votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
954		024	PRODUITS DES CESSIONS D'IMMOBILISATIONS	BB	I	0,00	0,00	0,00	0,00	6 483,72	6 483,72
					Somme :	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**6 483,72**	**6 483,72**

				Somme :		**74 002 937,00**	**13 717 206,23**	**-6 736 270,00**	**80 983 873,23**	**15 663 772,83**	**96 647 646,06**

BUDGET PRINCIPAL RECETTES FONCTIONNEMENT

Fonctionnement

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	DMs Votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
		002	RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	1 990 189,74	1 990 189,74
					Somme :	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 990 189,74**	**1 990 189,74**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	DMs Votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
930	0201	6419	Remboursements sur rémunérations du personnel	BFH	F	30 000,33	0,00	0,00	30 000,33	0,00	30 000,33
	0201	6419	Remboursements sur rémunérations du personnel	BMG	F	0,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00	20 000,00
	0201	6459	Remboursements sur charges de Sécurité Sociale et de prévoya	BFH	F	3 000,00	0,00	0,00	3 000,00	0,00	3 000,00
	0201	6459	Remboursements sur charges de Sécurité Sociale et de prévoya	BMG	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	0201	7475	Autres groupements de collectivités et établissements public	BFH	F	1 000,00	0,00	0,00	1 000,00	0,00	1 000,00
	0201	7475	Autres groupements de collectivités et établissements public	BMG	F	0,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00	10 000,00
	0201	7588	Autres produits divers de gestion courante	BMG	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	0201	773	Mandats annulés (sur exercices antérieurs)	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	0201	7788	PRODUITS EXCEPTIONNELS DIVERS	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	4 470,56	4 470,56
	0202	70323	Redevance d'occupation du domaine public départemental	BMG	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	0202	70323	Redevance d'occupation du domaine public départemental	BN	F	4 500,00	0,00	0,00	4 500,00	0,00	4 500,00
	0202	70878	Par des tiers	BMP	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	0202	752	Revenus des immeubles	BMG	F	40 000,00	0,00	0,00	40 000,00	0,00	40 000,00
	0202	7711	Dédit et pénalités perçus	BMG	F	1 000,00	0,00	0,00	1 000,00	0,00	1 000,00
	0202	773	Mandats annulés (sur exercices antérieurs)	BMG	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	0202	7788	PRODUITS EXCEPTIONNELS DIVERS	BFI	F	0,00	0,00	0,00	0,00	6 534,00	6 534,00
	0202	7788	PRODUITS EXCEPTIONNELS DIVERS	BMG	F	30 000,00	0,00	0,00	30 000,00	20 000,00	50 000,00
	021	775	Produits des cessions d'immobilisations	R	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
					Somme :	**109 500,33**	**0,00**	**0,00**	**109 500,33**	**61 004,56**	**170 504,89**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	DMs Votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
932	20	6419	Remboursements sur rémunérations du personnel	BD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	20	6419	Remboursements sur rémunérations du personnel	BFH	F	2 000,00	0,00	0,00	2 000,00	10 000,00	12 000,00
	20	6459	Remboursements sur charges de Sécurité Sociale et de prévoya	BD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	20	7475	Autres groupements de collectivités et établissements public	BD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	15 000,00	15 000,00
	20	7475	Autres groupements de collectivités et établissements public	BFH	F	15 000,00	0,00	0,00	15 000,00	-15 000,00	0,00
	221	6419	Remboursements sur rémunérations du personnel	BD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	221	7473.2	Participations autres Départements - Fonctionnement collèges	BD	F	160 000,00	0,00	0,00	160 000,00	0,00	160 000,00
	221	7474	Communes et structures intercommunales	BD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	221	74881	PARTIC. FAMILLES AU TITRE RESTAURATION-HEBERG.SCOLAIRES	BD	F	280 000,00	0,00	0,00	280 000,00	0,00	280 000,00
	221	752	Revenus des immeubles	BD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	4 500,00	4 500,00
	221	752	Revenus des immeubles	BMG	F	4 500,00	0,00	0,00	4 500,00	-4 500,00	0,00
	221	7711	Dédit et pénalités perçus	BD	F	1 000,00	0,00	0,00	1 000,00	0,00	1 000,00
	221	7788	PRODUITS EXCEPTIONNELS DIVERS	BD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
					Somme :	**462 500,00**	**0,00**	**0,00**	**462 500,00**	**10 000,00**	**472 500,00**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	DMs Votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
933	30	6419	Remboursements sur rémunérations du personnel	BD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	30	6459	Remboursements sur charges de Sécurité Sociale et de prévoya	BD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	312	74718.5	AUTRES - PARTICIPATION DRAC-PROG CONSERV PREV CNES	BD	F	70 000,00	0,00	0,00	70 000,00	0,00	70 000,00
	312	7472.32	PARTICIPATIONS REGION - FOUILLES ARCHEOLOGIQUES JAVOLS	BD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	313	6459	Remboursements sur charges de Sécurité Sociale et de prévoya	BI	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	313	7788	PRODUITS EXCEPTIONNELS DIVERS	BI	F	0,00	0,00	0,00	0,00	563,25	563,25
	314	7788	PRODUITS EXCEPTIONNELS DIVERS	BI	F	1 000,00	0,00	0,00	1 000,00	0,00	1 000,00
	315	7088	Autres produits d'activités annexes (abonnements et ventes d	BH	F	5 000,00	0,00	0,00	5 000,00	0,00	5 000,00
	315	74718	Autres	BH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

	315	74718.28	PARTICIPATIONS ETAT - DRAC - PROG.NATIONAL NUMERISATION 2009	BH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	315	74718.56	PARTICIPATION DRAC - EXPO COULEURS LOZERE 2009	BH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	315	7711	Dédit et pénalités perçus	BH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	197,11	197,11
	315	7788	PRODUITS EXCEPTIONNELS DIVERS	BH	F	1 400,00	0,00	0,00	1 400,00	0,00	1 400,00
	32	74718	Autres	BD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	32	773	Mandats annulés (sur exercices antérieurs)	BD	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
					Somme :	**77 400,00**	**0,00**	**0,00**	**77 400,00**	**760,36**	**78 160,36**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	DMs Votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
934	40	6419	Remboursements sur rémunérations du personnel	BFH	F	5 000,00	0,00	0,00	5 000,00	0,00	5 000,00
	40	6419	Remboursements sur rémunérations du personnel	BL	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	40	6459	Remboursements sur charges de Sécurité Sociale et de prévoya	BL	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	40	752	Revenus des immeubles	BL	F	0,00	0,00	0,00	0,00	1 500,00	1 500,00
	40	752.1	REVENUS DES IMMEUBLES - ST ALBAN	BMG	F	1 500,00	0,00	0,00	1 500,00	-1 500,00	0,00
	41	7512	Recouvrements sur Sécurité Sociale et organismes mutualistes	BL	F	20 000,00	0,00	0,00	20 000,00	0,00	20 000,00
	42	7788	PRODUITS EXCEPTIONNELS DIVERS	BL	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
					Somme :	**26 500,00**	**0,00**	**0,00**	**26 500,00**	**0,00**	**26 500,00**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	DMs Votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
935	50	6419	Remboursements sur rémunérations du personnel	BFH	F	70 000,00	0,00	0,00	70 000,00	0,00	70 000,00
	50	6419	Remboursements sur rémunérations du personnel	BL	F	0,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00	5 000,00
	50	6459	Remboursements sur charges de Sécurité Sociale et de prévoya	BFH	F	40 000,00	0,00	0,00	40 000,00	0,00	40 000,00
	50	6459	Remboursements sur charges de Sécurité Sociale et de prévoya	BL	F	0,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00	5 000,00
	50	747813	DOTATION VERSEE AU TITRE DES MDPH	BL	F	249 035,00	0,00	0,00	249 035,00	0,00	249 035,00
	50	7714	Recouvrement sur créances admises en non valeur	BL	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	50	7788	PRODUITS EXCEPTIONNELS DIVERS	BL	F	3 000,00	0,00	0,00	3 000,00	0,00	3 000,00
	51	70878	Par des tiers	BMP	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

	51	7513	Recouvrements sur bénéficiaire, tiers-payants et successions	BL	F	3 000,00	0,00	0,00	3 000,00	0,00	3 000,00
	51	773	Mandats annulés (sur exercices antérieurs)	BL	F	0,00	0,00	0,00	0,00	370,64	370,64
	52	70848	aux autres organismes	BL	F	390 000,00	0,00	0,00	390 000,00	0,00	390 000,00
	52	70848.1	MISE A DISPO PERSONNEL FACTUREE AUTRES ORGANISME - REMB MDPH	BL	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	52	747812	DOTATION VERSEE AU TITRE DE LA PCH	BL	F	949 044,00	0,00	0,00	949 044,00	0,00	949 044,00
	52	7513	Recouvrements sur bénéficiaire, tiers-payants et successions	BL	F	100 000,00	0,00	0,00	100 000,00	0,00	100 000,00
	52	7518	Recouvrements sur autres redevables	BL	F	50 000,00	0,00	0,00	50 000,00	0,00	50 000,00
	52	7538	Autres	BL	F	20 000,00	0,00	0,00	20 000,00	0,00	20 000,00
	52	773	Mandats annulés (sur exercices antérieurs)	BL	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	53	7475	Autres groupements de collectivités et établissements public	BL	F	280 000,00	0,00	0,00	280 000,00	0,00	280 000,00
	53	7475.1	AUTRES GROUPEMENTS DE COLLECTIVITES ET ETABLISSEMENTS PUBLIC	BL	F	0,00	0,00	0,00	0,00	5 500,00	5 500,00
	53	7476	Sécurité sociale et organismes mutualistes	BL	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	53	7513	Recouvrements sur bénéficiaire, tiers-payants et successions	BL	F	836 031,15	0,00	0,00	836 031,15	0,00	836 031,15
	53	773	Mandats annulés (sur exercices antérieurs)	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	150,00	150,00
	544	74771	Fonds social européen	BL	F	150 000,00	0,00	0,00	150 000,00	0,00	150 000,00
	5471	74783	FONDS DE MOBILISATION DPTAL POUR L'INSERTION	BL	F	320 000,00	0,00	0,00	320 000,00	0,00	320 000,00
	5471	7531	RECOUVREMENT DES INDUS RMI	BL	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	550	747811	DOTATION VERSEE AU TITRE DE L'APA	BL	F	3 206 408,00	0,00	0,00	3 206 408,00	0,00	3 206 408,00
	550	7533	RECOUVREMENT DES INDUS APA	BL	F	20 000,00	0,00	0,00	20 000,00	0,00	20 000,00
	564	74718	Autres	BL	F	40 000,00	0,00	0,00	40 000,00	0,00	40 000,00
	567	7518	Recouvrements sur autres redevables	BL	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	567	75342	ALLOCATIONS FORFAITAIRES	BL	F	70 000,00	0,00	0,00	70 000,00	0,00	70 000,00
	567	75342	ALLOCATIONS FORFAITAIRES	BMP	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	567	75343	ALLOCATIONS FORFAITAIRES MAJOREES	BL	F	0,00	0,00	0,00	0,00	662,56	662,56
	567	773	Mandats annulés (sur exercices antérieurs)	BL	F	0,00	0,00	0,00	0,00	816,90	816,90
	568	74888	AUTRES	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	568	74888	AUTRES	BL	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	58	7588	Autres produits divers de gestion courante	BL	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
					Somme :	**6 796 518,15**	**0,00**	**0,00**	**6 796 518,15**	**17 500,10**	**6 814 018,25**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	DMs Votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
936	60	6419	Remboursements sur rémunérations du personnel	BFH	F	5 000,00	0,00	0,00	5 000,00	50 000,00	55 000,00

	60	6419	Remboursements sur rémunérations du personnel	R	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	60	6459	Remboursements sur charges de Sécurité Sociale et de prévoya	R	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	60	7788	PRODUITS EXCEPTIONNELS DIVERS	R	F	5 800,00	0,00	0,00	5 800,00	0,00	5 800,00
	61	7474	Communes et structures intercommunales	BS	F	30 000,00	0,00	0,00	30 000,00	0,00	30 000,00
	61	7475.24	PARTICIPATION AGENCE EAU - SATESE	BS	F	60 000,00	0,00	0,00	60 000,00	0,00	60 000,00
	61	7475.25	PARTICIPATION AGENCE EAU - SATEP	BS	F	80 000,00	0,00	0,00	80 000,00	0,00	80 000,00
	61	7475.26	PARTICIPATION AGENCE EAU - RESEAU MESURE EAU	BS	F	30 000,00	0,00	0,00	30 000,00	0,00	30 000,00
	621	6419	Remboursements sur rémunérations du personnel	BFH	F	10 000,00	0,00	0,00	10 000,00	0,00	10 000,00
	621	6419	Remboursements sur rémunérations du personnel	R	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	621	6459	Remboursements sur charges de Sécurité Sociale et de prévoya	BFH	F	1 000,00	0,00	0,00	1 000,00	0,00	1 000,00
	621	6459	Remboursements sur charges de Sécurité Sociale et de prévoya	R	F	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00	1 000,00
	621	70323	Redevance d'occupation du domaine public départemental	R	F	130 000,00	0,00	0,00	130 000,00	0,00	130 000,00
	621	7038	Autres redevances et recettes	R	F	24 000,00	0,00	0,00	24 000,00	0,00	24 000,00
	621	70878	Par des tiers	BMP	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	621	7475	Autres groupements de collectivités et établissements public	R	F	0,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00	10 000,00
	621	7711	Dédit et pénalités perçus	R	F	50 000,00	0,00	0,00	50 000,00	0,00	50 000,00
	621	7718	Autres produits exceptionnels sur opérations de gestion	R	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	621	773	Mandats annulés (sur exercices antérieurs)	R	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	621	775	Produits des cessions d'immobilisations	R	F	0,00	0,00	0,00	0,00	24,00	24,00
	621	7788	PRODUITS EXCEPTIONNELS DIVERS	R	F	100 000,00	0,00	0,00	100 000,00	0,00	100 000,00
	622	7088	Autres produits d'activités annexes (abonnements et ventes d	R	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	628	7081	Produits des services exploités dans l'intérêt du personnel	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	628	7081	Produits des services exploités dans l'intérêt du personnel	BH	F	12 000,00	0,00	0,00	12 000,00	0,00	12 000,00
	628	7088	Autres produits d'activités annexes (abonnements et ventes d	R	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
					Somme :	**537 800,00**	**0,00**	**0,00**	**537 800,00**	**61 024,00**	**598 824,00**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	DMs Votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
937	70	6419	Remboursements sur rémunérations du personnel	BFH	F	100 000,00	0,00	0,00	100 000,00	-30 000,00	70 000,00

	70	6419	Remboursements sur rémunérations du personnel	BS	F	0,00	0,00	0,00	0,00	30 000,00	30 000,00
	72	74718	Autres	BS	F	22 000,00	0,00	0,00	22 000,00	0,00	22 000,00
	731	7475.28	Autres grpts collect. établiss.public ademe dechets menagers	BS	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	738	7351	Taxe sur l'électricité	BS	F	20 000,00	0,00	0,00	20 000,00	65 553,82	85 553,82
	738	7472.34	PARTICIPATION REGION - REALISATION DU BILAN CARBONE	BS	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	738	7475	Autres groupements de collectivités et établissements public	BS	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	74	7788	PRODUITS EXCEPTIONNELS DIVERS	BS	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
					Somme :	**142 000,00**	**0,00**	**0,00**	**142 000,00**	**65 553,82**	**207 553,82**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	DMs Votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
938	81	7474	Communes et structures intercommunales	RT	F	420 000,00	0,00	0,00	420 000,00	0,00	420 000,00
	81	74888	AUTRES	RT	F	180 500,00	0,00	0,00	180 500,00	0,00	180 500,00
	81	74888.1	Autres	RT	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	81	7714	Recouvrement sur créances admises en non valeur	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	81	773	Mandats annulés (sur exercices antérieurs)	RT	F	0,00	0,00	0,00	0,00	487,20	487,20
					Somme :	**600 500,00**	**0,00**	**0,00**	**600 500,00**	**487,20**	**600 987,20**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	DMs Votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
939	90	6419	Remboursements sur rémunérations du personnel	BFH	F	0,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00	10 000,00
	90	6459	Remboursements sur charges de Sécurité Sociale et de prévoya	BC	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	90	6459	Remboursements sur charges de Sécurité Sociale et de prévoya	BN	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	90	7038	Autres redevances et recettes	BC	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	90	7038	Autres redevances et recettes	BN	F	2 000,00	0,00	0,00	2 000,00	0,00	2 000,00
	90	74718	Autres	BC	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	90	7711	Dédit et pénalités perçus	BC	F	3 000,00	0,00	0,00	3 000,00	0,00	3 000,00
	90	7788	PRODUITS EXCEPTIONNELS DIVERS	BC	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	91	74718	Autres	BC	F	53 800,00	0,00	0,00	53 800,00	0,00	53 800,00
	91	7475	Autres groupements de collectivités et établissements public	BC	F	250 000,00	0,00	0,00	250 000,00	0,00	250 000,00
	91	74772	PARTICIPATIONS FEDER	BC	F	134 500,00	0,00	0,00	134 500,00	0,00	134 500,00

	91	775	Produits des cessions d'immobilisations	BMG	F	0,00	0,00	0,00	0,00	6 459,72	6 459,72
	928	74778	Autres	BC	F	30 000,00	0,00	0,00	30 000,00	0,00	30 000,00
	928	7718	Autres produits exceptionnels sur opérations de gestion	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	94	70323	Redevance d'occupation du domaine public départemental	BC	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	94	70323.4	Redevance occupation domaine publics Les Bouviers	BC	F	1 800,00	0,00	0,00	1 800,00	0,00	1 800,00
	94	70323.5	Redevance occupation domaine publics Ste lucie	BC	F	30 000,00	0,00	0,00	30 000,00	0,00	30 000,00
	94	757	Redevances versées par les fermiers et concessionnaires	BC	F	22 640,00	0,00	0,00	22 640,00	0,00	22 640,00
	94	7718	Autres produits exceptionnels sur opérations de gestion	BC	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	94	7788	PRODUITS EXCEPTIONNELS DIVERS	BC	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	95	7038	Autres redevances et recettes	BC	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
					Somme :	**527 740,00**	**0,00**	**0,00**	**527 740,00**	**16 459,72**	**544 199,72**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	DMs Votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
940		7311	Contributions directes	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		73111	Taxe foncière sur les propriétés bâties	BB	F	16 461 300,00	0,00	430 273,00	16 891 573,00	0,00	16 891 573,00
		73112	Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises	BB	F	4 180 495,00	0,00	439 923,00	4 620 418,00	0,00	4 620 418,00
		73114	Imposition forfaitaire sur les entreprises de réseaux	BB	F	441 914,00	0,00	26 281,00	468 195,00	0,00	468 195,00
		73121	FNGIR	BB	F	915 704,00	0,00	2 357,00	918 061,00	0,00	918 061,00
		73125	FRAIS DE GESTION DE LA TAXE FONCIERE SUR PROPRIETES BATIES	BB	F	4 212 467,00	0,00	0,00	4 212 467,00	399 854,00	4 612 321,00
		73128	AUTRES - PART ETAT TSCA	BB	F	2 471 463,00	0,00	0,00	2 471 463,00	0,00	2 471 463,00
		7318	AUTRES IMPOTS LOCAUX OU ASSIMILES	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
					Somme :	**28 683 343,00**	**0,00**	**898 834,00**	**29 582 177,00**	**399 854,00**	**29 982 031,00**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	DMs Votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
941		73122	Fonds de péréquation de la cotisation sur la valeur ajoutée	BB	F	238 092,00	0,00	0,00	238 092,00	0,00	238 092,00
		7321	TAXE DPTLE PUB.FONCIERE ET DROIT DPTAL ENREGIS.	BB	F	4 000 000,00	0,00	0,00	4 000 000,00	0,00	4 000 000,00
		7322	TAXE DPTLE ADDITION.A CERTAINS DROITS ENREGIS.	BB	F	60 000,00	0,00	0,00	60 000,00	0,00	60 000,00

		7324	Taxe destinée au financement des dépenses : CAUE	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		7326	FONDS DE PEREQUATION DES DMTO	BB	F	2 222 749,00	0,00	0,00	2 222 749,00	0,00	2 222 749,00
		7327	Taxe d'aménagement	BB	F	150 000,00	0,00	0,00	150 000,00	0,00	150 000,00
		7342	TAXE SUR LES CONVENTIONS D'ASSURANCE	BB	F	10 500 000,00	0,00	0,00	10 500 000,00	252 082,16	10 752 082,16
		7342.1	TAXE SUR LES CONVENTIONS D'ASSURANCE - SDIS	BB	F	1 400 000,00	0,00	0,00	1 400 000,00	0,00	1 400 000,00
		7351	Taxe sur l'électricité	BB	F	1 000 000,00	0,00	0,00	1 000 000,00	0,00	1 000 000,00
		7352	TAXE INTERIEURE CONSOMMATION PRODUITS ENERGETIQUES (TICPE)	BL	F	2 841 122,00	0,00	0,00	2 841 122,00	0,00	2 841 122,00
		7352.1	TAXE INTERIEURE CONSOMMATION PRODUITS ENERGETIQUES COMPLEMEN	BB	F	2 661 659,00	0,00	0,00	2 661 659,00	0,00	2 661 659,00
		7352.2	TAXE INTERIEURE CONSOMMATION PRODUITS ENERGETIQUES RSA	BL	F	310 974,00	0,00	0,00	310 974,00	0,00	310 974,00
		7388	AUTRES	BB	F	4 000,00	0,00	0,00	4 000,00	0,00	4 000,00
					Somme :	**25 388 596,00**	**0,00**	**0,00**	**25 388 596,00**	**252 082,16**	**25 640 678,16**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	DMs Votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
942		7411	Dotation forfaitaire	BB	F	11 147 006,00	0,00	0,00	11 147 006,00	7 182,00	11 154 188,00
		74121	DOTATION DE FONCTIONNEMENT MINIMALE	BB	F	17 051 174,00	0,00	0,00	17 051 174,00	-1,00	17 051 173,00
		74123	DOTATION DE COMPENSATION	BB	F	15 869 209,00	0,00	0,00	15 869 209,00	0,00	15 869 209,00
		7461.09	DOTATION GENERALE DE DECENTRALISATION	BB	F	1 550 004,39	0,00	0,00	1 550 004,39	0,00	1 550 004,39
		74831	Compensation des pertes de bases d'imposition à la CET	BB	F	144 394,60	0,00	-32 161,60	112 233,00	0,00	112 233,00
		74832	DCRTP	BB	F	1 221 963,00	0,00	-38 172,00	1 183 791,00	0,00	1 183 791,00
		74833	ETAT - COMPENSATION TITRE CONTRIBUTION ECO TERRITORIALE	BB	F	19 157,30	0,00	-2 649,30	16 508,00	0,00	16 508,00
		74834	ETAT - COMPENSATION TITRE EXO TAXE FONCIERE PROP BATIES	BB	F	117 070,50	0,00	-29 231,50	87 839,00	0,00	87 839,00
		74835	ETAT - DOT TRANSF COMPENSATIONS EXO FISCALITE DIRECTE LOCALE	BB	F	1 056 887,45	0,00	-62 974,45	993 913,00	0,00	993 913,00
		761	Produits de participations	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
					Somme :	**48 176 866,24**	**0,00**	**-165 188,85**	**48 011 677,39**	**7 181,00**	**48 018 858,39**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	DMs Votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
943		761	Produits de participations	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

		768	Autres produits financiers	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		775	Produits des cessions d'immobilisations	BB	F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
					Somme :	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	DMs Votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
945		7815	Reprises sur provisions pour risques et charges de fonctionn	BB	F	85 000,00	0,00	0,00	85 000,00	0,00	85 000,00
		7817	Reprises sur provisions pour dépréciation des actifs circula	BB	F	2 514,00	0,00	0,00	2 514,00	0,00	2 514,00
					Somme :	**87 514,00**	**0,00**	**0,00**	**87 514,00**	**0,00**	**87 514,00**

Chap	S-Chap	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	DMs Votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
946		773	Mandats annulés (sur exercices antérieurs)		F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		775	Produits des cessions d'immobilisations		F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		7761	Différences sur réalisations (négatives) reprises au compte		F	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		777	Quote-part des subventions investissement transférées au CR		F	5 105 937,00	0,00	0,00	5 105 937,00	-28 921,33	5 077 015,67
		7811	Reprises sur amortissements des immobilisations incorporelle		F	0,00	0,00	0,00	0,00	6 425,00	6 425,00
					Somme :	**5 105 937,00**	**0,00**	**0,00**	**5 105 937,00**	**-22 496,33**	**5 083 440,67**

					Somme :	**116 722 714,72**	**0,00**	**733 645,15**	**117 456 359,87**	**2 859 600,33**	**120 315 960,20**

BUDGETS ANNEXES DEPENSES FONCTIONNEMENT ET INVESTISSEMENT

Fonctionnement

Budget	Nom budget	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	DMs Votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
1	**LABORATOIRE DPTAL ANALYSES**	002	RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE	BB	**F**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		023	VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT			0,00	0,00	42 963,86	42 963,86	0,00	42 963,86
		60611	Eau et assainissement	BMG		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		60611	Eau et assainissement	RB		2 000,00	0,00	0,00	2 000,00	0,00	2 000,00
		60612	Energie - Electricité	BMG		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		60612	Energie - Electricité	RB		23 000,00	0,00	0,00	23 000,00	0,00	23 000,00
		60621	Combustibles	BM		20 000,00	0,00	0,00	20 000,00	0,00	20 000,00
		60621	Combustibles	BMG		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		60621	Combustibles	RB		45 000,00	0,00	0,00	45 000,00	0,00	45 000,00
		60622	Carburants	BMG		1 000,00	0,00	0,00	1 000,00	0,00	1 000,00
		60623	Alimentation	BM		500,00	0,00	0,00	500,00	0,00	500,00
		60632	Fournitures de petit équipement	BM		80 000,00	0,00	0,00	80 000,00	0,00	80 000,00
		60636	Habillement et vêtements de travail	BM		1 750,00	0,00	0,00	1 750,00	0,00	1 750,00
		60636	Habillement et vêtements de travail	BMG		700,00	0,00	0,00	700,00	0,00	700,00
		6064.1	FOURNITURES ADMINISTRATIVES HT	BMG		600,00	0,00	0,00	600,00	0,00	600,00
		60668	Autres produits pharmaceutiques	BM		160 000,00	0,00	0,00	160 000,00	0,00	160 000,00

		611	CONTRATS DE PRESTATIONS DE SERVICES	BMG		8 000,00	0,00	0,00	8 000,00	0,00	8 000,00
		611	CONTRATS DE PRESTATIONS DE SERVICES	RB		1 500,00	0,00	0,00	1 500,00	0,00	1 500,00
		6135	Locations mobilières	BMG		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		61521	TERRAINS	RB		2 000,00	0,00	0,00	2 000,00	0,00	2 000,00
		61522	Bâtiments	BM		500,00	0,00	0,00	500,00	0,00	500,00
		61522	Bâtiments	RB		4 900,00	0,00	0,00	4 900,00	0,00	4 900,00
		61551	Matériel roulant	BMG		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		61558	Autres biens mobiliers	BM		26 000,00	0,00	0,00	26 000,00	0,00	26 000,00
		61558	Autres biens mobiliers	RB		1 000,00	0,00	0,00	1 000,00	0,00	1 000,00
		6156	Maintenance	BFI		26 000,00	0,00	0,00	26 000,00	0,00	26 000,00
		6156	Maintenance	BM		25 000,00	0,00	0,00	25 000,00	0,00	25 000,00
		6156	Maintenance	RB		1 600,00	0,00	0,00	1 600,00	0,00	1 600,00
		616.1	PRIMES D'ASSURANCES - DOMMAGES AUX BIENS	BMG		700,00	0,00	0,00	700,00	0,00	700,00
		616.2	PRIMES D'ASSURANCES - ASSURANCES VEHICULES	BMG		2 300,00	0,00	0,00	2 300,00	0,00	2 300,00
		616.91	ASSURANCE - RESPONSABILITE CIVILE	BMG		1 200,00	0,00	0,00	1 200,00	0,00	1 200,00
		6182.1	DOCUMENTATION GENERALE ET TECHNIQUE	BMG		2 000,00	0,00	0,00	2 000,00	0,00	2 000,00
		6184.1	VERSEMENTS A DES ORGANISMES DE FORMATION	BFH		2 000,00	0,00	0,00	2 000,00	0,00	2 000,00
		6184.2	VERSEMENTS A DES ORGANISMES DE FORMATION AVEC TVA	BFH		18 000,00	0,00	0,00	18 000,00	-1 000,00	17 000,00
		6188	Autres frais divers	BM		48 000,00	0,00	0,00	48 000,00	0,00	48 000,00
		62268	Autres honoraires, conseils¿	BM		36 900,00	0,00	0,00	36 900,00	0,00	36 900,00
		6231	Annonces et insertions	BM		100,00	0,00	0,00	100,00	0,00	100,00
		6231	Annonces et insertions	BMP		0,00	0,00	3 000,00	3 000,00	0,00	3 000,00

		6236	Catalogues et imprimés et publications	BMG		2 500,00	0,00	0,00	2 500,00	0,00	2 500,00
		6251	Voyages, déplacements et missions	BFH		10 000,00	0,00	0,00	10 000,00	0,00	10 000,00
		6251.1	VOYAGES, DEPLACEMENTS ET MISSIONS	BFH		500,00	0,00	0,00	500,00	0,00	500,00
		6261	Frais d'affranchissement	BMG		1 000,00	0,00	0,00	1 000,00	0,00	1 000,00
		6262	Frais de télécommunications	BFI		2 000,00	0,00	0,00	2 000,00	0,00	2 000,00
		6281	Concours divres (cotisations...)	BM		350,00	0,00	0,00	350,00	0,00	350,00
		6283	Frais de nettoyage des locaux	BMG		42 000,00	0,00	0,00	42 000,00	0,00	42 000,00
		6331	VERSEMENT DE TRANSPORT	BFH		2 672,00	0,00	0,00	2 672,00	0,00	2 672,00
		6332	COTISATIONS VERSEES AU FNAL	BFH		3 265,00	0,00	0,00	3 265,00	0,00	3 265,00
		6336	Cotisations au CNFPT et au centre de gestion de la fonction	BFH		6 231,00	0,00	0,00	6 231,00	0,00	6 231,00
		64111	Rémunération principale	BFH		430 595,00	0,00	0,00	430 595,00	-1 500,00	429 095,00
		64112	Supplément familial de traitement et indemnité de résidence	BFH		15 818,00	0,00	0,00	15 818,00	0,00	15 818,00
		64113	NBI	BFH		9 421,00	0,00	0,00	9 421,00	0,00	9 421,00
		64118	Autres indemnités	BFH		102 636,00	0,00	0,00	102 636,00	0,00	102 636,00
		64118.1	AUTRES INDEMNITES-HS-ASTREINTES	BFH		17 948,00	0,00	0,00	17 948,00	1 500,00	19 448,00
		64131	Rémunérations	BFH		178 348,00	0,00	0,00	178 348,00	0,00	178 348,00
		6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F	BFH		124 179,00	0,00	0,00	124 179,00	0,00	124 179,00
		6453	Cotisations aux caisses de retraite	BFH		144 129,00	0,00	0,00	144 129,00	0,00	144 129,00
		6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C	BFH		11 458,00	0,00	0,00	11 458,00	0,00	11 458,00
		6472	Prestations familiales directes	BFH		500,00	0,00	0,00	500,00	0,00	500,00
		6474	VERSEMENTS AUX OEUVRES SOCIALES	BFH		6 000,00	0,00	0,00	6 000,00	0,00	6 000,00
		6475	Médecine du travail, pharmacie	BFH		300,00	0,00	0,00	300,00	1 000,00	1 300,00

		6488	AUTRES CHARGES	BFH		16 000,00	0,00	0,00	16 000,00	0,00	16 000,00
		6541	Créances admises en non valeur	BB		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		6542	CREANCES ETEINTES	BB		500,00	0,00	0,00	500,00	0,00	500,00
		6574.1	PARTICIPATION ETAT ESB TVA 0%	BB		0,00	0,00	5 000,00	5 000,00	0,00	5 000,00
		65888	AUTRES	BB		2,00	0,00	0,00	2,00	0,00	2,00
		673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	BB		0,00	0,00	5 000,00	5 000,00	0,00	5 000,00
		6811	DOTATIONS AMORTISSEMENTS IMMO. INCORPORELLES ET CORPORELLES			165 500,00	0,00	0,00	165 500,00	-27 243,98	138 256,02
		6817	DOTATIONS AUX PROVISIONS POUR DEPRECIATION ACTIFS CIRCULANTS	BB		1 341,00	0,00	0,00	1 341,00	0,00	1 341,00
					F						
1			**LABORATOIRE DPTAL ANALYSES**		Somme :	**1 837 443,00**	**0,00**	**55 963,86**	**1 893 406,86**	**-27 243,98**	**1 866 162,88**
Budget	**Nom budget**	**Article**	**Libellé Article**	**Service**	**Sect**	**BP**	**Reports**	**DMs Votées**	**Total crédits inscrits avant DM**	**Propositions DM**	**Total crédits inscrits après DM**
2	**AIRE DE LA LOZERE**	002	RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE	BB	**F**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		023	VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		60611	Eau et assainissement	BMG		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		60611	Eau et assainissement	RB		49 200,00	0,00	0,00	49 200,00	0,00	49 200,00
		60612	Energie - Electricité	BMG		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		60612	Energie - Electricité	RB		15 000,00	0,00	0,00	15 000,00	0,00	15 000,00
		60621	COMBUSTIBLES	BMG		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		60621	COMBUSTIBLES	RB		22 000,00	0,00	0,00	22 000,00	0,00	22 000,00
		60631	FOURNITURES D'ENTRETIEN	BMG		1 000,00	0,00	0,00	1 000,00	0,00	1 000,00
		611	Contrats de prestations de services	RB		118 000,00	0,00	0,00	118 000,00	0,00	118 000,00
		61522	Bâtiments	RB		24 500,00	0,00	0,00	24 500,00	0,00	24 500,00

		61523	VOIES ET RESEAUX	RB		11 000,00	0,00	0,00	11 000,00	0,00	11 000,00
		61558	ENTRETIEN ET REPARATIONS AUTRES BIENS MOBILIERS	RB		500,00	0,00	0,00	500,00	0,00	500,00
		6156	Maintenance	RB		5 000,00	0,00	0,00	5 000,00	0,00	5 000,00
		616.1	PRIMES D'ASSURANCES - DOMMAGES AUX BIENS	BMG		300,00	0,00	0,00	300,00	0,00	300,00
		6188.1	AUTRES FRAIS DIVERS - FONCT STATION EPURATION ALBARET	BS		11 000,00	0,00	0,00	11 000,00	0,00	11 000,00
		62268	AUTRES HONORAIRES, CONSEILS...	BB		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		6231	Annonces et insertions	BMP		0,00	0,00	2 696,00	2 696,00	0,00	2 696,00
		6283	Frais de nettoyage des locaux	BMG		100 000,00	0,00	0,00	100 000,00	0,00	100 000,00
		63512	Taxes foncières	RB		7 300,00	0,00	0,00	7 300,00	0,00	7 300,00
		63513	AUTRES IMPOTS LOCAUX	BB		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		63513	AUTRES IMPOTS LOCAUX	RB		11 200,00	0,00	0,00	11 200,00	0,00	11 200,00
		6574.3	Subvention CDT - Aire de la Lozère	BC		125 000,00	0,00	0,00	125 000,00	0,00	125 000,00
		65888	AUTRES	BB		25 000,00	0,00	0,00	25 000,00	6 000,00	31 000,00
		673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	BB		0,00	0,00	19 000,00	19 000,00	0,00	19 000,00
		675	VALEURS COMPTABLES DES IMMO. CEDEES			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		6761	DIF./REALISATION POSITIVES TRANSFEREES EN INVESTIS.			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		6811	DOTATIONS AMORTIS.IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELL			348 428,00	0,00	0,00	348 428,00	-8 333,52	340 094,48
					F						
2			**AIRE DE LA LOZERE**		Somme :	**874 428,00**	**0,00**	**21 696,00**	**896 124,00**	**-2 333,52**	**893 790,48**
Budget	**Nom budget**	**Article**	**Libellé Article**	**Service**	**Sect**	**BP**	**Reports**	**DMs Votées**	**Total crédits inscrits avant DM**	**Propositions DM**	**Total crédits inscrits après DM**
3	**DOMAINE DES BOISSETS**	002	RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE	BB	**F**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		023	VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

		60611	Eau et assainissement	BMG		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		60611	Eau et assainissement	RB		800,00	0,00	0,00	800,00	0,00	800,00
		60612	Energie - Electricité	BMG		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		60612	Energie - Electricité	RB		8 000,00	0,00	0,00	8 000,00	0,00	8 000,00
		60631	FOUNITURES D'ENTRETIEN	BMG		500,00	0,00	0,00	500,00	0,00	500,00
		6068	Autres matières et fournitures	BMG		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		611	CONTRATS DE PRESTATIONS DE SERVICES	RB		500,00	0,00	0,00	500,00	0,00	500,00
		61522	Bâtiments	RB		5 000,00	0,00	0,00	5 000,00	0,00	5 000,00
		61558	AUTRES BIENS MOBILIERS	RB		500,00	0,00	0,00	500,00	0,00	500,00
		616.1	PRIMES D'ASSURANCES - DOMMAGES AUX BIENS	BMG		600,00	0,00	0,00	600,00	0,00	600,00
		6262	Frais de télécommunications	BFI		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		6283	Frais de nettoyage des locaux	BMG		600,00	0,00	0,00	600,00	0,00	600,00
		63512	Taxes foncières	RB		10 000,00	0,00	0,00	10 000,00	0,00	10 000,00
		65888	AUTRES	BB		2,00	0,00	0,00	2,00	0,00	2,00
		65888	AUTRES	RB		400,00	0,00	0,00	400,00	0,00	400,00
		675	VALEURS COMPTABLES DES IMMOBILISATIONS CEDEES			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		6761	DIF./REALISATINS POSITIVES TRANSFEREES EN INVESTIS.			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		6811	DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS IMMO.INCORPOREL.ET CORPORELLES			46 000,00	0,00	0,00	46 000,00	-2 326,00	43 674,00
					F						
3			**DOMAINE DES BOISSETS**		Somme :	**72 902,00**	**0,00**	**0,00**	**72 902,00**	**-2 326,00**	**70 576,00**

Investissement

Budget	Nom budget	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	DMs Votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
1	**LABORATOIRE DPTAL ANALYSES**	001	SOLDE EXECUTION DE LA S.I. REPORTE	BB	**I**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		13913	SUBVENTION D'EQUIPEMENT TRANSFEREES AU CPTE RESULTAT			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		2031	FRAIS D'ETUDES	RB		5 000,00	30 000,00	0,00	35 000,00	0,00	35 000,00
		2033	Frais d'insertion	BMP		3 000,00	0,00	-3 000,00	0,00	0,00	0,00
		2033	Frais d'insertion	RB		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		2051	CONCESSIONS ET DROITS SIMILAIRES	BFI		10 000,00	0,00	0,00	10 000,00	0,00	10 000,00
		21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	BMG		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	RB		2 000,00	1 540,76	0,00	3 540,76	0,00	3 540,76
		2188	Autres	BM		44 000,00	0,00	0,00	44 000,00	0,00	44 000,00
		231318	Autres bâtiments publics			33 000,00	0,00	0,00	33 000,00	0,00	33 000,00
		231318	Autres bâtiments publics	RB		420 000,00	14 423,10	0,00	434 423,10	0,00	434 423,10
		281848	Autres matériel de bureau et mobilier			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
					I						
1			**LABORATOIRE DPTAL ANALYSES**		Somme :	**517 000,00**	**45 963,86**	**-3 000,00**	**559 963,86**	**0,00**	**559 963,86**
Budget	**Nom budget**	**Article**	**Libellé Article**	**Service**	**Sect**	**BP**	**Reports**	**DMs Votées**	**Total crédits inscrits avant DM**	**Propositions DM**	**Total crédits inscrits après DM**
2	**AIRE DE LA LOZERE**	001	SOLDE EXECUTION DE LA S.I. REPORTE	BB	**I**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		13912	SUBV. INVESTIS. TRANSFEREES AU C.R.- REGION			302,00	0,00	0,00	302,00	0,00	302,00

		13913	SUBV.INVESTISSEMENT TRANSFEREES AU C.R. - DEPARTEMENTS			102 330,00	0,00	0,00	102 330,00	0,00	102 330,00
		192	DIF./REALISATION D'IMMO.-POSTERIEURES AU 01/01/04			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		2033	Frais d'insertion	BMP		3 000,00	0,00	-2 696,00	304,00	0,00	304,00
		2033	Frais d'insertion	RB		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		21848	AUTRES MATERIELS DE BUREAU ET MOBILIER	RB		3 000,00	0,00	0,00	3 000,00	0,00	3 000,00
		2314	Constructions sur sol d'autrui			6 000,00	0,00	0,00	6 000,00	0,00	6 000,00
		2314.31	Travaux aménagement Aire	RB		23 000,00	5 105,00	0,00	28 105,00	0,00	28 105,00
					I						
2			**AIRE DE LA LOZERE**		Somme :	**137 632,00**	**5 105,00**	**-2 696,00**	**140 041,00**	**0,00**	**140 041,00**

Budget	Nom budget	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	DMs Votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
3	**DOMAINE DES BOISSETS**	001	SOLDE EXECUTION DE LA S.I. REPORTE	BB	**I**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		13911	SUBV.INV.TRANSFEREES AU C.R.-ETAT ET ETBS NATIONAUX			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		192	DIF./REALISATION IMMO POSTERIEURES AU 01/01/04			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		21848	AUTRES MATERIELS DE BUREAU ET MOBILIER	RB		500,00	0,00	0,00	500,00	0,00	500,00
		231314	Bâtiments culturels et sportifs	RB		19 700,00	8 629,75	0,00	28 329,75	0,00	28 329,75
					I						
3			**DOMAINE DES BOISSETS**		Somme :	**20 200,00**	**8 629,75**	**0,00**	**28 829,75**	**0,00**	**28 829,75**

BUDGETS ANNEXES DEPENSES FONCTIONNEMENT ET INVESTISSEMENT

Fonctionnement

Budget	Nom budget	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	DMs Votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
1	**LABORATOIRE DPTAL ANALYSES**	002	RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE	BB	**F**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		023	VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT			0,00	0,00	42 963,86	42 963,86	0,00	42 963,86
		60611	Eau et assainissement	BMG		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		60611	Eau et assainissement	RB		2 000,00	0,00	0,00	2 000,00	0,00	2 000,00
		60612	Energie - Electricité	BMG		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		60612	Energie - Electricité	RB		23 000,00	0,00	0,00	23 000,00	0,00	23 000,00
		60621	Combustibles	BM		20 000,00	0,00	0,00	20 000,00	0,00	20 000,00
		60621	Combustibles	BMG		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		60621	Combustibles	RB		45 000,00	0,00	0,00	45 000,00	0,00	45 000,00
		60622	Carburants	BMG		1 000,00	0,00	0,00	1 000,00	0,00	1 000,00
		60623	Alimentation	BM		500,00	0,00	0,00	500,00	0,00	500,00
		60632	Fournitures de petit équipement	BM		80 000,00	0,00	0,00	80 000,00	0,00	80 000,00
		60636	Habillement et vêtements de travail	BM		1 750,00	0,00	0,00	1 750,00	0,00	1 750,00
		60636	Habillement et vêtements de travail	BMG		700,00	0,00	0,00	700,00	0,00	700,00
		6064.1	FOURNITURES ADMINISTRATIVES HT	BMG		600,00	0,00	0,00	600,00	0,00	600,00
		60668	Autres produits pharmaceutiques	BM		160 000,00	0,00	0,00	160 000,00	0,00	160 000,00

		611	CONTRATS DE PRESTATIONS DE SERVICES	BMG		8 000,00	0,00	0,00	8 000,00	0,00	8 000,00
		611	CONTRATS DE PRESTATIONS DE SERVICES	RB		1 500,00	0,00	0,00	1 500,00	0,00	1 500,00
		6135	Locations mobilières	BMG		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		61521	TERRAINS	RB		2 000,00	0,00	0,00	2 000,00	0,00	2 000,00
		61522	Bâtiments	BM		500,00	0,00	0,00	500,00	0,00	500,00
		61522	Bâtiments	RB		4 900,00	0,00	0,00	4 900,00	0,00	4 900,00
		61551	Matériel roulant	BMG		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		61558	Autres biens mobiliers	BM		26 000,00	0,00	0,00	26 000,00	0,00	26 000,00
		61558	Autres biens mobiliers	RB		1 000,00	0,00	0,00	1 000,00	0,00	1 000,00
		6156	Maintenance	BFI		26 000,00	0,00	0,00	26 000,00	0,00	26 000,00
		6156	Maintenance	BM		25 000,00	0,00	0,00	25 000,00	0,00	25 000,00
		6156	Maintenance	RB		1 600,00	0,00	0,00	1 600,00	0,00	1 600,00
		616.1	PRIMES D'ASSURANCES - DOMMAGES AUX BIENS	BMG		700,00	0,00	0,00	700,00	0,00	700,00
		616.2	PRIMES D'ASSURANCES - ASSURANCES VEHICULES	BMG		2 300,00	0,00	0,00	2 300,00	0,00	2 300,00
		616.91	ASSURANCE - RESPONSABILITE CIVILE	BMG		1 200,00	0,00	0,00	1 200,00	0,00	1 200,00
		6182.1	DOCUMENTATION GENERALE ET TECHNIQUE	BMG		2 000,00	0,00	0,00	2 000,00	0,00	2 000,00
		6184.1	VERSEMENTS A DES ORGANISMES DE FORMATION	BFH		2 000,00	0,00	0,00	2 000,00	0,00	2 000,00
		6184.2	VERSEMENTS A DES ORGANISMES DE FORMATION AVEC TVA	BFH		18 000,00	0,00	0,00	18 000,00	-4 000,00	14 000,00
		6188	Autres frais divers	BM		48 000,00	0,00	0,00	48 000,00	0,00	48 000,00
		62268	Autres honoraires, conseils¿	BM		36 900,00	0,00	0,00	36 900,00	0,00	36 900,00
		6231	Annonces et insertions	BM		100,00	0,00	0,00	100,00	0,00	100,00
		6231	Annonces et insertions	BMP		0,00	0,00	3 000,00	3 000,00	0,00	3 000,00

		6236	Catalogues et imprimés et publications	BMG		2 500,00	0,00	0,00	2 500,00	0,00	2 500,00
		6251	Voyages, déplacements et missions	BFH		10 000,00	0,00	0,00	10 000,00	0,00	10 000,00
		6251.1	VOYAGES, DEPLACEMENTS ET MISSIONS	BFH		500,00	0,00	0,00	500,00	0,00	500,00
		6261	Frais d'affranchissement	BMG		1 000,00	0,00	0,00	1 000,00	0,00	1 000,00
		6262	Frais de télécommunications	BFI		2 000,00	0,00	0,00	2 000,00	0,00	2 000,00
		6281	Concours divres (cotisations...)	BM		350,00	0,00	0,00	350,00	0,00	350,00
		6283	Frais de nettoyage des locaux	BMG		42 000,00	0,00	0,00	42 000,00	0,00	42 000,00
		6331	VERSEMENT DE TRANSPORT	BFH		2 672,00	0,00	0,00	2 672,00	0,00	2 672,00
		6332	COTISATIONS VERSEES AU FNAL	BFH		3 265,00	0,00	0,00	3 265,00	0,00	3 265,00
		6336	Cotisations au CNFPT et au centre de gestion de la fonction	BFH		6 231,00	0,00	0,00	6 231,00	0,00	6 231,00
		64111	Rémunération principale	BFH		430 595,00	0,00	0,00	430 595,00	-1 500,00	429 095,00
		64112	Supplément familial de traitement et indemnité de résidence	BFH		15 818,00	0,00	0,00	15 818,00	0,00	15 818,00
		64113	NBI	BFH		9 421,00	0,00	0,00	9 421,00	0,00	9 421,00
		64118	Autres indemnités	BFH		102 636,00	0,00	0,00	102 636,00	0,00	102 636,00
		64118.1	AUTRES INDEMNITES-HS-ASTREINTES	BFH		17 948,00	0,00	0,00	17 948,00	1 500,00	19 448,00
		64131	Rémunérations	BFH		178 348,00	0,00	0,00	178 348,00	0,00	178 348,00
		6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F	BFH		124 179,00	0,00	0,00	124 179,00	0,00	124 179,00
		6453	Cotisations aux caisses de retraite	BFH		144 129,00	0,00	0,00	144 129,00	0,00	144 129,00
		6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C	BFH		11 458,00	0,00	0,00	11 458,00	0,00	11 458,00
		6472	Prestations familiales directes	BFH		500,00	0,00	0,00	500,00	0,00	500,00
		6474	VERSEMENTS AUX OEUVRES SOCIALES	BFH		6 000,00	0,00	0,00	6 000,00	0,00	6 000,00
		6475	Médecine du travail, pharmacie	BFH		300,00	0,00	0,00	300,00	4 000,00	4 300,00

		6488	AUTRES CHARGES	BFH		16 000,00	0,00	0,00	16 000,00	0,00	16 000,00
		6541	Créances admises en non valeur	BB		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		6542	CREANCES ETEINTES	BB		500,00	0,00	0,00	500,00	0,00	500,00
		6574.1	PARTICIPATION ETAT ESB TVA 0%	BB		0,00	0,00	5 000,00	5 000,00	0,00	5 000,00
		65888	AUTRES	BB		2,00	0,00	0,00	2,00	0,00	2,00
		673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	BB		0,00	0,00	5 000,00	5 000,00	0,00	5 000,00
		6811	DOTATIONS AMORTISSEMENTS IMMO. INCORPORELLES ET CORPORELLES			165 500,00	0,00	0,00	165 500,00	-27 243,98	138 256,02
		6817	DOTATIONS AUX PROVISIONS POUR DEPRECIATION ACTIFS CIRCULANTS	BB		1 341,00	0,00	0,00	1 341,00	0,00	1 341,00
					F						
1			**LABORATOIRE DPTAL ANALYSES**		Somme :	**1 837 443,00**	**0,00**	**55 963,86**	**1 893 406,86**	**-27 243,98**	**1 866 162,88**
Budget	**Nom budget**	**Article**	**Libellé Article**	**Service**	**Sect**	**BP**	**Reports**	**DMs Votées**	**Total crédits inscrits avant DM**	**Propositions DM**	**Total crédits inscrits après DM**
2	**AIRE DE LA LOZERE**	002	RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE	BB	**F**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		023	VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		60611	Eau et assainissement	BMG		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		60611	Eau et assainissement	RB		49 200,00	0,00	0,00	49 200,00	0,00	49 200,00
		60612	Energie - Electricité	BMG		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		60612	Energie - Electricité	RB		15 000,00	0,00	0,00	15 000,00	0,00	15 000,00
		60621	COMBUSTIBLES	BMG		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		60621	COMBUSTIBLES	RB		22 000,00	0,00	0,00	22 000,00	0,00	22 000,00
		60631	FOURNITURES D'ENTRETIEN	BMG		1 000,00	0,00	0,00	1 000,00	0,00	1 000,00
		611	Contrats de prestations de services	RB		118 000,00	0,00	0,00	118 000,00	0,00	118 000,00
		61522	Bâtiments	RB		24 500,00	0,00	0,00	24 500,00	0,00	24 500,00

		61523	VOIES ET RESEAUX	RB		11 000,00	0,00	0,00	11 000,00	0,00	11 000,00
		61558	ENTRETIEN ET REPARATIONS AUTRES BIENS MOBILIERS	RB		500,00	0,00	0,00	500,00	0,00	500,00
		6156	Maintenance	RB		5 000,00	0,00	0,00	5 000,00	0,00	5 000,00
		616.1	PRIMES D'ASSURANCES - DOMMAGES AUX BIENS	BMG		300,00	0,00	0,00	300,00	0,00	300,00
		6188.1	AUTRES FRAIS DIVERS - FONCT STATION EPURATION ALBARET	BS		11 000,00	0,00	0,00	11 000,00	0,00	11 000,00
		62268	AUTRES HONORAIRES, CONSEILS...	BB		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		6231	Annonces et insertions	BMP		0,00	0,00	2 696,00	2 696,00	0,00	2 696,00
		6283	Frais de nettoyage des locaux	BMG		100 000,00	0,00	0,00	100 000,00	0,00	100 000,00
		63512	Taxes foncières	RB		7 300,00	0,00	0,00	7 300,00	0,00	7 300,00
		63513	AUTRES IMPOTS LOCAUX	BB		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		63513	AUTRES IMPOTS LOCAUX	RB		11 200,00	0,00	0,00	11 200,00	0,00	11 200,00
		6574.3	Subvention CDT - Aire de la Lozère	BC		125 000,00	0,00	0,00	125 000,00	0,00	125 000,00
		65888	AUTRES	BB		25 000,00	0,00	0,00	25 000,00	6 000,00	31 000,00
		673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	BB		0,00	0,00	19 000,00	19 000,00	0,00	19 000,00
		675	VALEURS COMPTABLES DES IMMO. CEDEES			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		6761	DIF./REALISATION POSITIVES TRANSFEREES EN INVESTIS.			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		6811	DOTATIONS AMORTIS.IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELL			348 428,00	0,00	0,00	348 428,00	-8 333,52	340 094,48
					F						
2			**AIRE DE LA LOZERE**		Somme :	**874 428,00**	**0,00**	**21 696,00**	**896 124,00**	**-2 333,52**	**893 790,48**
Budget	**Nom budget**	**Article**	**Libellé Article**	**Service**	**Sect**	**BP**	**Reports**	**DMs Votées**	**Total crédits inscrits avant DM**	**Propositions DM**	**Total crédits inscrits après DM**
3	**DOMAINE DES BOISSETS**	002	RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE	BB	**F**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		023	VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

		60611	Eau et assainissement	BMG		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		60611	Eau et assainissement	RB		800,00	0,00	0,00	800,00	0,00	800,00
		60612	Energie - Electricité	BMG		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		60612	Energie - Electricité	RB		8 000,00	0,00	0,00	8 000,00	0,00	8 000,00
		60631	FOUNITURES D'ENTRETIEN	BMG		500,00	0,00	0,00	500,00	0,00	500,00
		6068	Autres matières et fournitures	BMG		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		611	CONTRATS DE PRESTATIONS DE SERVICES	RB		500,00	0,00	0,00	500,00	0,00	500,00
		61522	Bâtiments	RB		5 000,00	0,00	0,00	5 000,00	0,00	5 000,00
		61558	AUTRES BIENS MOBILIERS	RB		500,00	0,00	0,00	500,00	0,00	500,00
		616.1	PRIMES D'ASSURANCES - DOMMAGES AUX BIENS	BMG		600,00	0,00	0,00	600,00	0,00	600,00
		6262	Frais de télécommunications	BFI		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		6283	Frais de nettoyage des locaux	BMG		600,00	0,00	0,00	600,00	0,00	600,00
		63512	Taxes foncières	RB		10 000,00	0,00	0,00	10 000,00	0,00	10 000,00
		65888	AUTRES	BB		2,00	0,00	0,00	2,00	0,00	2,00
		65888	AUTRES	RB		400,00	0,00	0,00	400,00	0,00	400,00
		675	VALEURS COMPTABLES DES IMMOBILISATIONS CEDEES			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		6761	DIF./REALISATINS POSITIVES TRANSFEREES EN INVESTIS.			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		6811	DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS IMMO.INCORPOREL.ET CORPORELLES			46 000,00	0,00	0,00	46 000,00	-2 326,00	43 674,00
					F						
3			**DOMAINE DES BOISSETS**		Somme :	**72 902,00**	**0,00**	**0,00**	**72 902,00**	**-2 326,00**	**70 576,00**

Investissement

Budget	Nom budget	Article	Libellé Article	Service	Sect	BP	Reports	DMs Votées	Total crédits inscrits avant DM	Propositions DM	Total crédits inscrits après DM
1	**LABORATOIRE DPTAL ANALYSES**	001	SOLDE EXECUTION DE LA S.I. REPORTE	BB	**I**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		13913	SUBVENTION D'EQUIPEMENT TRANSFEREES AU CPTE RESULTAT			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		2031	FRAIS D'ETUDES	RB		5 000,00	30 000,00	0,00	35 000,00	0,00	35 000,00
		2033	Frais d'insertion	BMP		3 000,00	0,00	-3 000,00	0,00	0,00	0,00
		2033	Frais d'insertion	RB		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		2051	CONCESSIONS ET DROITS SIMILAIRES	BFI		10 000,00	0,00	0,00	10 000,00	0,00	10 000,00
		21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	BMG		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	RB		2 000,00	1 540,76	0,00	3 540,76	0,00	3 540,76
		2188	Autres	BM		44 000,00	0,00	0,00	44 000,00	0,00	44 000,00
		231318	Autres bâtiments publics			33 000,00	0,00	0,00	33 000,00	0,00	33 000,00
		231318	Autres bâtiments publics	RB		420 000,00	14 423,10	0,00	434 423,10	0,00	434 423,10
		281848	Autres matériel de bureau et mobilier			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
					I						
1			**LABORATOIRE DPTAL ANALYSES**		Somme :	**517 000,00**	**45 963,86**	**-3 000,00**	**559 963,86**	**0,00**	**559 963,86**
Budget	**Nom budget**	**Article**	**Libellé Article**	**Service**	**Sect**	**BP**	**Reports**	**DMs Votées**	**Total crédits inscrits avant DM**	**Propositions DM**	**Total crédits inscrits après DM**
2	**AIRE DE LA LOZERE**	001	SOLDE EXECUTION DE LA S.I. REPORTE	BB	**I**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		13912	SUBV. INVESTIS. TRANSFEREES AU C.R.- REGION			302,00	0,00	0,00	302,00	0,00	302,00

		13913	SUBV.INVESTISSEMENT TRANSFEREES AU C.R. - DEPARTEMENTS			102 330,00	0,00	0,00	102 330,00	0,00	102 330,00
		192	DIF./REALISATION D'IMMO.-POSTERIEURES AU 01/01/04			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		2033	Frais d'insertion	BMP		3 000,00	0,00	-2 696,00	304,00	0,00	304,00
		2033	Frais d'insertion	RB		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		21848	AUTRES MATERIELS DE BUREAU ET MOBILIER	RB		3 000,00	0,00	0,00	3 000,00	0,00	3 000,00
		2314	Constructions sur sol d'autrui			6 000,00	0,00	0,00	6 000,00	0,00	6 000,00
		2314.31	Travaux aménagement Aire	RB		23 000,00	5 105,00	0,00	28 105,00	0,00	28 105,00
					I						
2			**AIRE DE LA LOZERE**		Somme :	**137 632,00**	**5 105,00**	**-2 696,00**	**140 041,00**	**0,00**	**140 041,00**
Budget	**Nom budget**	**Article**	**Libellé Article**	**Service**	**Sect**	**BP**	**Reports**	**DMs Votées**	**Total crédits inscrits avant DM**	**Propositions DM**	**Total crédits inscrits après DM**
3	**DOMAINE DES BOISSETS**	001	SOLDE EXECUTION DE LA S.I. REPORTE	BB	**I**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		13911	SUBV.INV.TRANSFEREES AU C.R.-ETAT ET ETBS NATIONAUX			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		192	DIF./REALISATION IMMO POSTERIEURES AU 01/01/04			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		21848	AUTRES MATERIELS DE BUREAU ET MOBILIER	RB		500,00	0,00	0,00	500,00	0,00	500,00
		231314	Bâtiments culturels et sportifs	RB		19 700,00	8 629,75	0,00	28 329,75	0,00	28 329,75
					I						
3			**DOMAINE DES BOISSETS**		Somme :	**20 200,00**	**8 629,75**	**0,00**	**28 829,75**	**0,00**	**28 829,75**

LISTE DES VIREMENTS DE CREDITS – DM 2 – 2015

SECTION INVESTISSEMENT

		Imputation d'origine						***Imputation cible***									
Exer.	**N° virement**	**Chapitre (O)**	**Code Fonct. (O)**	**Article (O)**	**Service (O)**	**Année (O)**	**Code Enveloppe (O)**	**Chapitre (E)**	**Sous-Chapitre (E)**	**Article (E)**	**Service (E)**	**Année (E)**	**Code (E)**	**Libellé 1**	**Libellé 2**	**Montant**	**Date Modif.**
2015	30	900	0202	231351	RB	2013	BATINSTITU	900	0202	231351	RB	2013	BATINSTITU	Pour accessibilité MDPH		19 759,56	27/01/2015
2015	32	900	0202	231351	RB	2013	BATINSTITU	900	0202	231351	RB	2013	BATINSTITU	Pour accessibilité MDPH		1 956,85	27/01/2015
2015	43	900	0202	2157	BMG	2015	MOBI.MAT	900	0202	21848	BMG	2015	MOBI.MAT	VIREMENT DU 04/02/15		28 000,00	06/02/2015
2015	83	900	0202	231351	RB	2013	BATINSTITU	900	0202	21848	RB	2013	BATINSTITU	EXTINCTEURS ARCHIVES		388,13	24/03/2015
2015	96	900	0202	21838	BFI	2013	INFORMATIQ	900	0202	2051	BFI	2013	INFORMATIQ	MEME OPERATION MEME CHAPITRE		2 500,00	22/04/2015
2015	104	902	221	2317312	RB	2012	COLDEZE	902	221	2031	RB	2012	COLDEZE	COLLEGE COLLET DE DEZE		140 000,00	06/05/2015
2015	31	906	621	2031	RB	2013	BATROUTES	906	621	21848	RB	2013	BATROUTES	TRAVAUX RENOVATION DIVERS		67,39	29/01/2015
2015	33	906	621	23151	R	2014	TXVOIRIE	906	621	2031	R	2014	TXVOIRIE	de TM art 23151 vers TM 2031		15 000,00	29/01/2015
2015	34	906	621	23151	R	2014	TXVOIRIE	906	621	2157	R	2014	TXVOIRIE	de TM art 23151 vers TM 2157		5 000,00	29/01/2015
2015	35	906	621	23151	R	2014	TXVOIRIE	906	621	23181	R	2014	TXVOIRIE	de TM art 23151 vers TM 23181		4 500,00	29/01/2015
2015	36	906	621	23151	R	2014	TXVOIRIE	906	621	2317318	R	2014	TXVOIRIE	deTM art 23151 vers TM 2317318		36 500,00	29/01/2015
2015	37	906	621	23151	R	2014	TXVOIRIE	906	621	231318	R	2014	TXVOIRIE	deTM art 23151 vers TM 231318		168 500,00	29/01/2015
2015	49	906	621	23151	R	2014	TXVOIRIE	906	621	23151	R	2014	TXVOIRIE	De TU 2014000 vers TS 2014000		1 450 000,00	18/02/2015
2015	68	906	621	231318	RB	2013	BATROUTES	906	621	231318	RB	2013	BATROUTES	Pour opération Reprise AP 2009		90,72	19/02/2015
2015	71	906	621	23151	R	2013	TXVOIRIE	906	621	238	R	2013	TXVOIRIE	Vrt pour versement de l'avance		84 000,00	09/03/2015
2015	75	906	622	2182	R	2014	TXVOIRIE	906	621	2182	R	2014	TXVOIRIE	virement de vltvh à vlmt		90 400,00	16/03/2015
2015	84	906	622	2157	R	2014	TXVOIRIE	906	621	2182	R	2014	TXVOIRIE	VIREMENT DE MTVH VERS VLMT		12 975,17	25/03/2015
2015	87	906	621	23151	R	2014	TXVOIRIE	906	621	23151	R	2014	TXVOIRIE	De TU 2014000 vers ROA 2014000		400 000,00	08/04/2015
2015	88	906	621	23151	R	2013	TXVOIRIE	906	621	23151	R	2013	TXVOIRIE	De TM 2013000 vers TU 2013000		12 794,04	08/04/2015
2015	89	906	621	23151	R	2013	TXVOIRIE	906	621	23151	R	2013	TXVOIRIE	De TS 2013000 vers TU 2013000		12 050,34	09/04/2015
2015	90	906	621	23151	R	2013	TXVOIRIE	906	621	23151	R	2013	TXVOIRIE	De AVTP 2013000 vers TU2013000		479,35	09/04/2015
2015	91	906	621	23151	R	2013	TXVOIRIE	906	621	23151	R	2013	TXVOIRIE	De SEOP 2013000 vers TU2013000		813,35	09/04/2015
2015	92	906	621	23151	R	2013	TXVOIRIE	906	621	23151	R	2013	TXVOIRIE	De RC 2013000 vers TU2013000		57 272,36	09/04/2015
2015	93	906	621	23151	R	2013	TXVOIRIE	906	621	23151	R	2013	TXVOIRIE	De TU 2013000 vers RC 2013000		14 340,00	10/04/2015
2015	25	910	0202	204142.328	BC	2014	PED	910	0202	2041782	BC	2014	PED	Virement de crédits classique		14 026,81	29/01/2015
2015	95	910	0202	204142.328	BC	2012	PED	910	0202	204141.328	BC	2012	PED	Virement de crédits classique		13 373,50	17/04/2015
2015	103	912	21	204121	BD	2015	COLLEGES	912	221	20431.206	BD	2015	COLLEGES	du chapitre 912-21/204121	vers chap. 912-221/20431.206	1 000,00	28/04/2015
2015	44	913	312	204122	BC	2013	PATRIMOINE	913	312	204142	BC	2013	PATRIMOINE	Virement de crédits classique		5 000,00	06/02/2015
2015	45	913	312	20422	BC	2013	PATRIMOINE	913	312	204142	BC	2013	PATRIMOINE	Virement de crédits classique		1 074,00	06/02/2015
2015	59	913	33	20421.2	BLASE	2015	CRECHES	913	33	2041721	BLASE	2015	CRECHES	Virement de crédit	Virement de crédit	3 000,00	18/02/2015
2015	69	913	33	204142.2	BLASE	2013	CRECHES	913	33	204142.2	BLASE	2013	CRECHES	Virement de crédit	Virement de crédit	22 221,96	03/03/2015
2015	74	917	72	204142	BC	2014	LOGEMENT	917	72	204182	BC	2014	LOGEMENT	Virement de crédits classique		9 132,00	12/03/2015
2015	42	919	90	204142	BC	2013	PER	919	90	204141	BC	2013	PER	Virement de crédits classique		7 010,64	04/02/2015
2015	47	919	94	204182	BC	2015	ECOTOURIS	919	90	20422	BC	2015	ECOTOURIS	Virement de crédits classique		13 000,00	17/02/2015
2015	57	919	93	20421.33	BC	2013	DEVELOPECO	919	93	20422.235	BC	2013	DEVELOPECO	Virement de crédits classique		3 522,00	17/02/2015
2015	70	919	921	204182	BB	0		919	95	2041782.2	BB	0		Virement SDEE		142 333,33	02/03/2015
2015	72	919	93	20421.33	BC	2013	DEVELOPECO	919	93	20422.235	BC	2013	DEVELOPECO	Virement de crédits classique		16 900,47	09/03/2015
2015	73	919	93	20422.45	BC	2015	ECOTOURIS	919	94	204182	BC	2015	ECOTOURIS	Virement de crédits classique		13 000,00	12/03/2015
2015	81	919	90	20421	BC	2013	PER	919	90	204142	BC	2013	PER	Virement de crédits classique		6 000,00	24/03/2015
2015	82	919	90	20422	BC	2013	PER	919	90	204142	BC	2013	PER	Virement de crédits classique		3 409,64	24/03/2015

SECTION FONCTIONNEMENT

		Imputation d'origine						*Imputation cible*									
Exer.	N° virement	Chapitre (O)	Code Fonct. (O)	Article (O)	Service (O)	Année (O)	Code Enveloppe (O)	Chapitre (E)	Sous-Chapitre (E)	Article (E)	Service (E)	Année (E)	Code (E)	Libellé 1	Libellé 2	Montant	Date Modif.
2015	21	930	0202	61522	RB	0		930	0202	6227	RB	0		Acte notarié Les Ravines		900,00	19/01/2015
2015	27	930	0202	60622	BMG	0		930	0202	616.2	BMG	0		PAIEMENT PRIME FLOTTE AUTO		22 000,00	23/01/2015
2015	46	930	023	6188.112	COM	0		930	023	6231	COM	0		VIREMENT DE CREDITS		1 000,00	05/02/2015
2015	58	930	023	6188.112	COM	0		930	023	6231	COM	0		VIREMENT DE CREDITS		1 000,00	13/02/2015
2015	60	930	0202	6262	BFI	0		930	0202	6281	BFI	0		REGUL CDE IDEAL		152,75	18/02/2015
2015	65	930	023	6188.112	COM	0		930	023	6231	COM	0		VIREMENT DE CREDITS		500,00	19/02/2015
2015	97	930	0202	616.9	BMG	0		930	0202	616.1	BMG	0		VIREMENT DU 23/04/2015		230,00	27/04/2015
2015	100	930	023	6188.97	COM	0		930	023	6231	COM	0		AJUSTEMENT LIGNES		5 000,00	27/04/2015
2015	101	930	023	6188	BB2	0		930	023	6238.21	COM	0		Virement de Attractivité		30 000,00	27/04/2015
2015	102	930	023	6188	BB2	0		930	023	6231	COM	0		Virement de Attractivité		5 000,00	27/04/2015
2015	18	932	221	65511	BD	0		932	221	65512	BD	0		DDF COLLEGES PUBLICS VERS	DDF COLLEGES PRIVES	1 240,00	12/01/2015
2015	19	932	221	65511	BD	0		932	221	65512.1	BD	0		DDF COLLEGES PUBLICS VERS	FORFAIT EXTERNAT COL.PRIVES	1 069,00	12/01/2015
2015	61	932	21	6574	BB	0		932	221	6574	BB	0		PED		19,00	19/02/2015
2015	63	932	222	6574	BB	0		932	221	6574	BB	0		PED		300,00	19/02/2015
2015	76	932	221	6711	RB	0		932	221	6227	RB	0		Pour acte notarié coll Collet		1 760,00	13/03/2015
2015	77	932	221	6241	RB	0		932	221	6227	RB	0		Pour acte notarié coll Collet		2 000,00	13/03/2015
2015	78	932	221	61522	RB	0		932	221	6227	RB	0		Pour acte notarié coll Collet		5 401,10	13/03/2015
2015	38	933	311	6574	BD	0		933	311	65734	BD	0		Subvention culture	Cnes et structures interco	1 500,00	28/01/2015
2015	66	933	311	6574	BB	0		933	32	6574	BB	0		PED		55,00	19/02/2015
2015	67	933	311	6574.5	BB	0		933	32	6574	BB	0		PED		90,00	19/02/2015
2015	94	933	312	6068	BD	0		933	312	60632	BD	0		chapitre 933/312-6068	vers chapitre 933/312-60632	125,00	13/04/2015
2015	98	933	32	6574.20	BD	0		933	32	6574.45	BD	0		FORMATION JEUNES SPORTIFS	SUBVENTIONS DIV SPORTS MANIF	1 639,00	23/04/2015
2015	99	933	32	6574.14	BD	0		933	32	6574.45	BD	0		COMITES SPORTIFS	SUBVENTIONS DIV SPORTS MANIF	3 000,00	23/04/2015
2015	4	935	564	6228	BLRSA	0		935	564	6574	BLRSA	0		VIREMENT DE CREDIT	VIREMENT DE CREDIT	130 000,00	12/01/2015
2015	5	935	53	6188	BL	0		935	53	6064	BLMAIA	0		VIREMENT DE CREDIT	VIREMENT DE CREDIT	12 000,00	12/01/2015
2015	6	935	53	6188	BL	0		935	53	6068	BLMAIA	0		VIREMENT DE CREDIT	VIREMENT DE CREDIT	6 000,00	12/01/2015
2015	7	935	53	6188	BL	0		935	53	611	BLMAIA	0		VIREMENT DE CREDIT	VIREMENT DE CREDIT	10 000,00	12/01/2015
2015	8	935	53	6188	BL	0		935	53	6135	BLMAIA	0		VIREMENT DE CREDIT	VIREMENT DE CREDIT	5 000,00	12/01/2015
2015	9	935	53	6188	BL	0		935	53	614	BLMAIA	0		VIREMENT DE CREDIT	VIREMENT DE CREDIT	8 000,00	12/01/2015
2015	10	935	53	6188	BL	0		935	53	61551	BLMAIA	0		VIREMENT DE CREDIT	VIREMENT DE CREDIT	5 000,00	12/01/2015
2015	11	935	53	6188	BL	0		935	53	616	BLMAIA	0		VIREMENT DE CREDIT	VIREMENT DE CREDIT	2 000,00	12/01/2015
2015	12	935	53	6188	BL	0		935	53	6182	BLMAIA	0		VIREMENT DE CREDIT	VIREMENT DE CREDIT	3 000,00	12/01/2015
2015	13	935	53	6188	BL	0		935	53	62268	BLMAIA	0		VIREMENT DE CREDIT	VIREMENT DE CREDIT	12 000,00	12/01/2015
2015	14	935	53	6188	BL	0		935	53	6238	BLMAIA	0		VIREMENT DE CREDIT	VIREMENT DE CREDIT	12 000,00	12/01/2015
2015	15	935	53	6188	BL	0		935	53	6251	BLMAIA	0		VIREMENT DE CREDIT	VIREMENT DE CREDIT	30 000,00	12/01/2015
2015	16	935	53	6188	BL	0		935	53	627	BLMAIA	0		VIREMENT DE CREDIT	VIREMENT DE CREDIT	5 000,00	12/01/2015
2015	17	935	53	6188	BL	0		935	53	6227	BL	0		VIREMENT DE CREDIT	VIREMENT DE CREDIT	500,00	12/01/2015
2015	20	935	50	6135	BL	0		935	50	6231	BL	0		Virement de crédit	Virement de crédit	500,00	14/01/2015
2015	24	935	58	65561.2	BL	0		935	58	6556	BL	0		Virement de crédit	Virement de crédit	250 000,00	22/01/2015
2015	41	935	51	652411	BLASE	0		935	51	6523	BLASE	0		Virement de crédit	Virement de crédit	900,00	02/02/2015
2015	48	935	51	652412.1	BLASE	0		935	51	673	BLASE	0		Virement de crédit	Virement de crédit	500,00	06/02/2015
2015	62	935	53	6574	BB	0		935	58	6574	BB	0		PED		10,00	19/02/2015
2015	79	935	53	65243.1	BL	0		935	53	673	BL	0		Virement de crédit	Virement de crédit	11 000,00	17/03/2015
2015	85	935	567	65171	BLRSA	0		935	567	673	BLRSA	0		Virement de crédit	Virement de crédit	4 100,00	03/04/2015
2015	86	935	567	65171	BLRSA	0		935	567	65662	BLRSA	0		Virement de crédit	Virement de crédit	5 900,00	03/04/2015
2015	1	936	621	60622	R	0		936	621	61523	R	0		BESOIN CREDIT BUDGET 2015		50 000,00	12/01/2015
2015	3	936	621	60628	R	0		936	621	61523	R	0		BESOIN CREDIT BUDGET 2015		50 000,00	12/01/2015
2015	22	936	621	61522	RB	0		936	621	60632	RB	0		Achat petit equipmt CT Malzieu		3 105,16	19/01/2015

Exer.	N° virement	Chapitre (O)	Code Fonct. (O)	Article (O)	Service (O)	Année (O)	Code Enveloppe (O)	Chapitre (E)	Sous-Chapitre (E)	Article (E)	Service (E)	Année (E)	Code (E)	Libellé 1	Libellé 2	Montant	Date Modif.
2015	28	936	621	61522	RB	0		936	621	6227	RB	0		Acte notarié Achat CT Bastide		2 652,52	26/01/2015
2015	29	936	621	61523	R	0		936	621	6135	R	0		virement SDG 3 sur SDG 6	DE GPER VERS LOCATION U3	500,00	27/01/2015
2015	39	936	621	61523	R	0		936	621	6135	R	0		Virt SDG3 vers SDG6	Virt SDG3 vers SDG6	4 000,00	29/01/2015
2015	50	936	621	61523	R	0		936	621	61523	R	0		SDG 9 vers SDG 10 (Absorbant)	SDG 9 vers SDG 10 (Absorbant)	462,00	09/02/2015
2015	51	936	621	61523	R	0		936	621	61523	R	0		SDG 4 vers SDG 10 (Absorbant)	SDG 4 vers SDG 10 (Absorbant)	924,00	09/02/2015
2015	52	936	621	61523	R	0		936	621	61523	R	0		SDG 3 vers SDG 10 (Absorbant)	SDG 3 vers SDG 10 (Absorbant)	462,00	09/02/2015
2015	53	936	621	61523	R	0		936	621	61523	R	0		SDG 11 vers SDG 10 (Absorbant)	SDG 11 vers SDG 10 (Absorbant)	1 386,00	09/02/2015
2015	54	936	621	61523	R	0		936	621	61523	R	0		SDG 8 vers SDG 10 (Absorbant)	SDG 8 vers SDG 10 (Absorbant)	924,00	09/02/2015
2015	55	936	621	61523	R	0		936	621	61523	R	0		SDG 14 vers SDG 10 (Absorbant)		924,00	09/02/2015
2015	105	938	81	6245	RT	0		938	88	6574	RT	0		SOLDE SUBVENTION ASS. VOISINE		1 000,00	05/05/2015
2015	40	939	91	6574.43	BC	0		939	91	65734.13	BC	0		Virement de crédits classique		40 000,00	02/02/2015
2015	56	939	90	6574.90	BC	0		939	90	65734.90	BC	0		Virement de crédits classique		40 000,00	10/02/2015
2015	64	939	94	6574	BB	0		939	91	6574	BB	0		PED		1,00	19/02/2015
2015	80	939	90	64111	BFH	0		939	90	6472	BFH	0		Virement crédit paie 03-2015		20,00	18/03/2015
2015	23	943		6615	BB	0		943		6616	BB	0		PAIEMENT COMMISSION NON UTILI		1 000,00	21/01/2015

Délibération n°CD_15_1035

DÉPARTEMENT DE LA LOZÈRE

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

Séance du 26 juin 2015

Objet : Gestion de la collectivité : Agenda d'accessibilité programmée des établissements recevant du public - délégation à accorder à la commission permanente

Commission : Finances et gestion de la collectivité

Dossier suivi par Routes, transports et bâtiments

Le Conseil départemental de la Lozère, régulièrement convoqué, s'est réuni, sous la présidence de Sophie PANTEL.

Le quorum étant atteint, la séance est ouverte à 14h30

Présents : Robert AIGOIN, Françoise AMARGER-BRAJON, Alain ASTRUC, Laurence BEAUD, Denis BERTRAND, Régine BOURGADE, Henri BOYER, Patricia BREMOND, Eve BREZET, Francis COURTES, Sabine DALLE, Bruno DURAND, Bernard DURAND, Valérie FABRE, Christine HUGON, Sophie MALIGE, Michèle MANOA, Jean-Claude MOULIN, Bernard PALPACUER, Sophie PANTEL, Guylène PANTEL, Jean-Paul POURQUIER, Patrice SAINT-LEGER, Michel THEROND, Valérie VIGNAL.

Pouvoirs : Laurent SUAU ayant donné pouvoir à Régine BOURGADE.

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des Départements et des Régions;

VU le code général des collectivités et notamment les articles L 1111-1, L 1111-2, L 3211-1, L 3211-2 ;

VU la loi du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées ;

VU l'ordonnance du 26 septembre 2014 relative à la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées ;

VU l'arrêté du 8 décembre 2014 fixant les dispositions prises pour l'application des articles R. 111-19-7 à R. 111-19-11 du code de la construction et de l'habitation et de l'article 14 du décret n° 2006-555 relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public situés dans un cadre bâti existant et des installations existantes ouvertes au public ;

CONSIDÉRANT le rapport n°709 intitulé "Gestion de la collectivité : Agenda d'accessibilité programmée des établissements recevant du public - délégation à accorder à la commission permanente" en annexe ;

Le Conseil Départemental, après en avoir délibéré,

VU l'avis favorable de la commission « Finances et gestion de la collectivité » du 19 juin 2015 ;

ARTICLE UNIQUE

Donne délégation à la commission permanente pour examiner, lors d'une séance ultérieure, l'agenda d'accessibilité programmée (Ad'Ap) ainsi que les demandes de dérogations afférentes.

Adopté à l'unanimité des voix exprimées,

La Présidente du Conseil Départemental
Sophie PANTEL

Délibération n°CD_15_1035

Rapport n°709 "Gestion de la collectivité : Agenda d'accessibilité programmée des établissements recevant du public - délégation à accorder à la commission permanente", joint en annexe à la délibération n°CD_15_1035 de la Commission Permanente du 26 juin 2015

La loi du 11 février 2005 imposait une mise en accessibilité de tous les établissements recevant du public au 1er janvier 2015.

Le Gouvernement a entrepris fin 2013 des concertations qui ont abouties à une réforme des textes ayant pour but d'optimiser les coûts et délais d'application de la réglementation et réduire les risques juridiques.

L'ordonnance du 26 septembre 2014 et l'arrêté du 8 décembre 2014 recadrent l'obligation d'accessibilité des établissements recevant du public, rendent obligatoire les agendas d'accessibilité programmée (Ad'Ap) et définissent les modalités de mise en œuvre de ces agendas (dispositif de programmation et de financement des travaux de mise en accessibilité).

Les propriétaires ou gestionnaires d'établissements recevant du public ou d'installations ouvertes au public ont jusqu'au 27 septembre 2015 pour déposer leur Ad'Ap en Préfecture.

Le Département de la Lozère, gestionnaire de 27 sites classés établissements recevant du public ou installations ouvertes au public doit, en conséquence, déposer un Ad'Ap en Préfecture avant le 27 septembre 2015.

C'est pourquoi, je vous propose de donner délégation à la commission permanente pour examiner, lors d'une séance ultérieure, l'agenda d'accessibilité programmée ainsi que les demandes de dérogations afférentes.

Délibération n°CD_15_1032

DÉPARTEMENT DE LA LOZÈRE

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

Séance du 26 juin 2015

Objet : Politiques territoriales : proposition de modification du règlement en faveur des travaux exceptionnels

Commission : Politiques territoriales et Europe

Dossier suivi par Aménagement du territoire et économie

Le Conseil départemental de la Lozère, régulièrement convoqué, s'est réuni, sous la présidence de Sophie PANTEL.

Le quorum étant atteint, la séance est ouverte à 14h30

Présents : Robert AIGOIN, Françoise AMARGER-BRAJON, Alain ASTRUC, Laurence BEAUD, Denis BERTRAND, Régine BOURGADE, Henri BOYER, Patricia BREMOND, Eve BREZET, Francis COURTES, Sabine DALLE, Bruno DURAND, Bernard DURAND, Valérie FABRE, Christine HUGON, Sophie MALIGE, Michèle MANOA, Jean-Claude MOULIN, Bernard PALPACUER, Sophie PANTEL, Guylène PANTEL, Jean-Paul POURQUIER, Patrice SAINT-LEGER, Michel THEROND, Valérie VIGNAL.

Pouvoirs : Laurent SUAU ayant donné pouvoir à Régine BOURGADE.

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des Départements et des Régions;

VU le code général des collectivités et notamment les articles L 1111-1, L 1111-2, L 3211-1, L 3211-2 ;

VU l'article L 3212-3 et L 3233-1 du Code général des collectivités territoriales ;

VU l'article L 131-2 du code de la voirie routière ;

VU la délibération n°CG_13_5120 du 20 décembre 2013 approuvant le règlement général d'attribution des subventions ;

VU la délibération n°CG_14_8147 du 19 décembre 2014 approuvant la politique départementale 2015 et le règlement et la délibération n°CG_14_8148 du 19 décembre 2014 votant l'autorisation de programme ;

CONSIDÉRANT le rapport n°800 intitulé "Politiques territoriales : proposition de modification du règlement en faveur des travaux exceptionnels" en annexe ;

Le Conseil Départemental, après en avoir délibéré,

VU l'avis favorable de la commission « Politiques territoriales et Europe » du 18 juin 2015 ;

ARTICLE UNIQUE

Décide de modifier le règlement départemental du dispositif « Travaux exceptionnels » en faveur des communes ou communautés de communes, ci-joint, en portant le taux de financement de 70 % à 80 % toutes aides publiques confondues et permettre ainsi aux collectivités de réaliser les travaux dans de meilleures conditions.

Adopté à l'unanimité des voix exprimées,

La Présidente du Conseil Départemental
Sophie PANTEL

Délibération n°CD_15_1032

Rapport n°800 "Politiques territoriales : proposition de modification du règlement en faveur des travaux exceptionnels", joint en annexe à la délibération n°CD_15_1032 de la Commission Permanente du 26 juin 2015

Lors de sa réunion en date du 19 décembre 2014, nous avons reconduit le règlement du dispositif "Travaux exceptionnels" en faveur des communes ou communautés de communes.

Le taux maximum d'aides publiques avait été ramené à 70 %, pour être en harmonie avec le taux maximum d'aides publiques voté au titre des contrats.

Or, au titre de ce dispositif, les projets financés concernent des travaux qui s'avèrent urgents et exceptionnels**, que** les collectivités n'avaient pas pu prévoir.

Aussi, je vous propose de porter le taux de financement à nouveau à 80 % toutes aides publiques confondues afin de permettre aux collectivités de réaliser les travaux dans de meilleures conditions financières.

Je vous demande de bien vouloir délibérer sur cette proposition de modification.

TRAVAUX EXCEPTIONNELS

Dispositions complémentaires au règlement général d'attribution des subventions

NATURE DES INVESTISSEMENTS SUBVENTIONNÉS

Travaux d'investissements (hors voirie communale) qui s'avèrent urgents et dont les opérations doivent être engagées rapidement

Travaux réalisés sur la voirie départementale ou liés à des travaux sur la voirie départementale à la charge des communes ou communautés de communes.

BÉNÉFICIAIRES

Communes et communautés de communes

SUBVENTIONS

Le taux de subvention est de **80 %** du montant H.T. des travaux toutes subventions confondues

CONDITIONS PARTICULIÈRES D'ATTRIBUTION

Les individualisations de crédits sont effectuées au cours de l'année sur proposition de la Présidente du Conseil départemental.

Règlement modifié le

Contact

Direction de l'Aménagement du Territoire et de l'Économie
Service du Développement économique et Tourisme
Tél : 04 66 49 66 66
Fax : 04 66 49 66 33 - Mail : economie@cg48.fr

Délibération n°CD_15_1033

DÉPARTEMENT DE LA LOZÈRE

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

Séance du 26 juin 2015

Objet : Politiques territoriales : modification du règlement d'aide "animation territoriale" et individualisation de crédits

Commission : Politiques territoriales et Europe

Dossier suivi par Aménagement du territoire et économie

Le Conseil départemental de la Lozère, régulièrement convoqué, s'est réuni, sous la présidence de Sophie PANTEL.

Le quorum étant atteint, la séance est ouverte à 14h30

Présents : Robert AIGOIN, Françoise AMARGER-BRAJON, Alain ASTRUC, Laurence BEAUD, Denis BERTRAND, Régine BOURGADE, Henri BOYER, Patricia BREMOND, Eve BREZET, Francis COURTES, Sabine DALLE, Bruno DURAND, Bernard DURAND, Valérie FABRE, Christine HUGON, Sophie MALIGE, Michèle MANOA, Jean-Claude MOULIN, Bernard PALPACUER, Sophie PANTEL, Guylène PANTEL, Jean-Paul POURQUIER, Patrice SAINT-LEGER, Michel THEROND, Valérie VIGNAL.

Pouvoirs : Laurent SUAU ayant donné pouvoir à Régine BOURGADE.

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des Départements et des Régions;

VU le code général des collectivités et notamment les articles L 1111-1, L 1111-2, L 3211-1, L 3211-2 ;

VU l'article L 1611-4 et L 3212-3 du Code général des collectivités territoriales ;

VU la délibération n°CG_13_5120 du 20 décembre 2013 approuvant le règlement général d'attribution des subventions ;

VU la délibération n°CG_14_8114 du 19 décembre 2014 approuvant la politique départementale 2015 et le règlement;

VU la délibération n°CG_14_8158 du 19 décembre 2014 votant le budget primitif 2015 ;

VU la délibération n°CD_15_1012 du 27 avril 2015 votant la décision modificative n°1 ;

CONSIDÉRANT le rapport n°801 intitulé "Politiques territoriales : modification du règlement d'aide "animation territoriale" et individualisation de crédits " en annexe ;

Le Conseil Départemental, après en avoir délibéré,

VU l'avis favorable de la commission « Politiques territoriales et Europe » du 18 juin 2015 ;

VU la précision apportée en séance ;

ARTICLE 1

Abroge le règlement en vigueur concernant l'aide départementale à l'animation territoriale compte tenu de l'avancement non abouti des Pôles d'Équilibres Territoriaux Ruraux (PETR) et du fait que le financement du FEADER sur les futurs GALs n'est pas encore connu à ce jour.

ARTICLE 2

Précise qu'un nouveau règlement sera proposé l'Assemblée départementale pour l'année 2016.

ARTICLE 3

VU la non-participation au débat et au vote de Jean-Paul POURQUIER Michèle MANOA, Patrice SAINT-LEGER, Patricia BREMOND, Henri BOYER, Sophie MALIGE, Valérie FABRE, Michel THEROND, Alain ASTRUC et Eve BREZET concernant le dossier « Pays du Gévaudan Lozère » ;

VU la non-participation au débat et au vote de Sophie PANTEL, Robert AIGOIN, Denis BERTRAND, Michèle MANOA, Guylène PANTEL, Francis COURTÈS, Jean-Paul POURQUIER et Valérie FABRE concernant le dossier « Association Territoriale Causses Cévennes » ;

Individualise, pour l'année 2015, les subventions suivantes représentant un financement des missions « accueil », à hauteur de 10 % établi selon une répartition pluri-annuelle, présentées dans le cadre de la convention inter-régionale Massif central au titre de l'opération « Accueil de Nouvelles populations » :

Bénéficiaire	Projet	Aide allouée	2015
Pays Gévaudan Lozère	Poursuite de la politique de maintien et d'accueil de nouvelles populations. Budget prévisionnel : 168 886,06 €	16 888,61 €	4 538,00 €

Bénéficiaire	Projet	Aide allouée	2015
Pays des Sources en Lozère	Accueil et le maintien de nouvelles populations Budget prévisionnel : 186 597,92 €	18 659,79 €	3 933,00 €
Association Territoriale Causses Cévennes	Accueil et le maintien de nouvelles populations Budget prévisionnel : 152 993,00 €	15 299,30 €	5 100,00 €

ARTICLE 4

Prend acte, qu'en ce qui concerne le projet « Accueil et le maintien de nouvelles populations » dont le portage est actuellement assuré par le pays des Sources, il sera modifié au profit de l'Association Terres de Vie en Lozère au cours de la durée de vie du projet.

ARTICLE 5

VU la non-participation au débat et au vote de Henri BOYER concernant le dossier GAL Gévaudan Lozère et Françoise AMARGER, Régine BOURGADE, Jean-Claude MOULIN et Laurent SUAU concernant le dossier « GAL Terres de vie Lozère » ;

Décide d'octroyer une aide complémentaire et forfaitaire de 11 666,00 € à chaque territoire Leader lozérien pour couvrir les 7 derniers mois de l'année 2015 et individualise, à cet effet un crédit de 34 998,00 €, prélevé au chapitre 939-91/6574.43, réparti comme suit :

- octroi d'une aide financière d'un montant de 11 666,00 € pour le GAL Gévaudan Lozère pour la période du 1er juin au 31 décembre 2015,
- octroi d'une aide financière d'un montant de 11 666,00 € pour le GAL Terres de vie Lozère pour la période du 1er juin au 31 décembre 2015,
- octroi d'une aide financière d'un montant de 11 666,00 € pour le GAL Causses Cévennes pour la période du 1er juin au 31 décembre 2015.

ARTICLE 6

Autorise la signature de tous les documents nécessaires à la mise œuvre de ces financements.

ARTICLE 7

Décide de ne pas renouveler l'adhésion du Département à l'association MACEO au titre de l'année 2015.

Adopté à l'unanimité des voix exprimées,

La Présidente du Conseil Départemental
Sophie PANTEL

Délibération n°CD_15_1033

Rapport n°801 "Politiques territoriales : modification du règlement d'aide "animation territoriale" et individualisation de crédits ", joint en annexe à la délibération n°CD_15_1033 de la Commission Permanente du 26 juin 2015

Lors du vote du budget primitif 2015, un crédit de 306 894 € a été inscrit pour la politique territoriale reparti comme suit :

Imputations budgétaires	Crédits votés	Individualisations antérieures	Crédits disponibles
939-91/6574.43	121 500,00 €	39 609,00 €	81 891,00 €
939-91/65734.13	50 000,00 €	41 227,55 €	8 772,45 €
930-0202/6281	11 826,00 €	3 296,00 €	8 530,00 €
936-61/6574	76 068,00 €	0,00 €	76 068,00 €
937-738/6574.72	19 000,00 €	19 000,00 €	0,00 €
939-928/6574	28 500,00 €	0,00 €	28 500,00 €
Total	306 894,00 €	103 132,55 €	203 761,45 €

I – Modification de règlement

Lors de la réunion du Conseil général en date du 19 décembre 2014, un règlement relatif à l'animation territoriale a été voté.

C**ompte tenu de l'avancement** non abouti des Pôles d'Équilibres Territoriaux Ruraux (PETR) et le financement non encore connu du FEADER sur les futurs GALs, je vous propose d'abroger le règlement en vigueur concernant l'animation du LEADER.

L*es individualisations proposées ci-dessous, vous sont proposées dans le cadre du règlement général d'attribution des subventions de fonctionnement.*

Un nouveau règlement vous sera proposé ultérieurement pour 2016.

II – Individualisations

Pour l'année 2015, je vous propose les attributions suivantes :

A) Accueil Nouvelles Populations

Dans le cadre de la participation à l'Accueil Nouvelles populations, je vous propose une aide de 10 % dans le cadre de la convention inter-régionale Massif Central, comme le règlement départemental l'a validé lors de la réunion du Conseil général du 19 décembre 2014.

Il est entendu que le Département **donne uniquement un avis** de principe pour sa participation financière sur les années futures couvrant l'appel à projet et qu'annuellement un rapport vous sera soumis pour individualiser notre participation financière.

Pays Gévaudan Lozère

Le Président est Jean-Paul POURQUIER

Depuis 2011, le Pays est engagé dans la mise en œuvre d'une politique de maintien et d'accueil de

nouvelles populations. Afin de poursuivre son travail effectué, le Pays a décidé de candidater au nouvel appel à projet lancé par le Massif sur l'Accueil qui s'étend du 1er mars 2015 au 28 février 2018.

Le Pays Gévaudan Lozère travaillera sur cinq axes principaux :

– axe 1 : Collecte de l'offre

– axe 2 : Accompagnement des nouveaux arrivants

– axe 3 : Mobilisation et participation au Réseau Accueil

– axe 4 : Promotion de l'offre du territoire

– axe 5 : Intégration des nouveaux arrivés

Le Pays sollicite une aide financière du Département à hauteur de 10 % sur les 3 ans, selon le plan de financement suivant :

	2015-2018
Budget prévisionnel	168 886,06 €
FEDER Massif Central	67 554,42 €
Département 48 (10 %)	**16 888,61 €**
Région Languedoc Roussillon (10 %) (sollicité)	16 888,61 €
Autofinancement	67 554,42 €

Pour l'année 2015 cela représente un montant de 4 538,46 €, ensuite le Département sera sollicité annuellement pour participer au financement de la mission accueil comme suit :

	2015	2016	2017	**2018**	**Total**
Conseil départemental 48	**4 538,4 €**	**6 072,1 €**	**5 574,1 €**	**703,6 €**	**16 888,2 €**

Si vous en êtes d'accord, le crédit de **4 538 €** sera prélevé au chapitre 939-91/6574.43 sous réserve de l'obtention d'un cofinancement du Massif central.

Pays des Sources en Lozère

Le Président est Régis TURC

Le Pays des Sources en Lozère travaille sur l'accueil et le maintien de nouvelles populations sur son territoire et souhaite continuer la démarche lancée depuis 2011.

Aussi, le Pays a décidé de candidater au nouvel appel à projet lancé par le Massif sur l'Accueil qui s'étend du 1er avril 2015 au 31 mars 2018. Il est à noter que le portage du dossier sera modifié au profit de l'Association Terres de Vie en Lozère au cours de la durée de vie du projet.

Le Pays des Sources en Lozère travaillera sur cinq thématiques principales :

– Mobilisation et sensibilisation

– Mobilisation et construction d'offre qualifiée d'accueil

– Promotion de l'offre du territoire

– Accompagnement de porteurs de projets

– Intégration des nouveaux arrivés

Le Pays des Sources en Lozère sollicite une aide financière du Département à hauteur de 10 %, selon le plan de financement suivant :

	2015-2018
Budget prévisionnel	186 597,92 €
FEDER Massif Central	74 639,17 €
Département 48 (10 %)	**18 659,79 €**
Région Languedoc Roussillon (6,50 %) (sollicité)	12 128,86 €
État (3,50%)	6 530,93 €
Autofinancement	74 639,17 €

Pour l'année 2015 cela représente un montant de 3 932,85 € ensuite le Département sera sollicité annuellement pour participer au financement de la mission accueil comme suit :

	2015	2016	2017	2018	**Total**
Conseil départemental 48	**3 932,9€**	**6 897,0 €**	**4 897,0 €**	**2 932,9 €**	**18 659,8 €**

Si vous en êtes d'accord, le crédit de **3 933 €** sera prélevé au chapitre 939-91/6574.43 sous réserve de l'obtention d'un cofinancement du Massif central.

Association Territoriale Causses Cévennes

La Présidente est Sophie PANTEL

L'association prend la suite du travail mené par le Pays Gorges Causses Cévennes sur l'accueil et le maintien de nouvelles populations sur son territoire, souhaite continuer la démarche lancée depuis 2009. Aussi, l'Association a décidé de candidater au nouvel appel à projet lancé par le Massif sur l'Accueil qui s'étend du 1er janvier 2015 au 31 décembre 2017.

L'association travaillera sur cinq axes principaux :

– Sensibilisation locale à la culture de l'accueil

– Communication externe et prospection de porteurs de projets

– Accompagnement des candidats à l'installation

– Recenser, organiser et développer l'offre du territoire

– Participation à des rencontres et des programmes nationaux et européens

L'association sollicite une aide financière du Département à hauteur de 10 % sur les 3 ans selon le plan de financement suivant :

	2015- 2018
Budget prévisionnel	152 993,00 €
FEDER Massif Central	61 197,20 €
Département 48 (10 %)	**15 299,30 €**
Région Languedoc Roussillon (10 %) (sollicité)	15 299,30 €
État (7,84%)	12 000,00 €
Autofinancement	49 197,20 €

Pour l'année 2015 cela représente un montant de 5 099,77 €, puisque l'association répartit de façon égale la participation financière du Département sur 3 ans. Ensuite le Département sera sollicité annuellement pour participer au financement de la mission accueil comme suit :

	2015	2016	2017	Total
Conseil départemental 48	**5 099,77 €**	**5 099,77 €**	**5 099,77 €**	**15 299,30 €**

Si vous en êtes d'accord, le crédit de **5 100 €** sera prélevé au chapitre 939-91/6574.43 sous réserve de l'obtention d'un cofinancement du Massif central.

Je vous propose de bien vouloir délibérer sur ces propositions

B) Animation des GALs

Lors de la Commission permanente du 23 février 2015, nous avons procédé à l'individualisation de crédits pour les GALs sur la fin de la programmation 2007-2013 qui courrait jusqu'au 31 mai 2015.

Aujourd'hui, les GALs sont en attente de la notification officielle par le Conseil régional de leur sélection à la candidature LEADER pour la période 2014-2020. La convention définissant l'enveloppe FEDER qui leur sera attribuée et devrait pas être signée avant l'automne 2015 au mieux. Les GALs n'ont pas encore reçu le conventionnement pour la période 2014-2020 et ne sont donc pas en capacité de présenter à ce jour des budgets prévisionnels arrêtés avec l'aide du FEADER.

Au titre de l'année 2015, l'enveloppe budgétaire réservée pour l'animation des GALs s'élève à 57 959 €, sachant que 22 959 € ont déjà été individualisés pour solder la programmation 2007- 2013 qui courait jusqu'au 31 mai 2015. Compte tenu du caractère exceptionnel de l'année 2015, de l'hétérogénéité en densité et superficie des territoires en Lozère, je vous propose d'octroyer une aide forfaitaire de 11 666 € (35 000 €/3) pour chaque territoire Leader Lozérien sur les 7 derniers mois de l'année 2015.

Lorsque les GALs auront pu établir leur budget respectif et répartir les dépenses éligibles et non éligibles sur des financements Leader, un nouveau rapport vous sera présenté afin de ventiler les dépenses et notre aide.

Si vous en êtes d'accord un crédit de 34 998 € (11 666 X 3) sera prélevé au chapitre 939-91/6574.43 de la manière suivante :

– octroi d'une aide financière d'un montant de 11 666 € pour le GAL Gévaudan Lozère pour la période du 1er juin au 31 décembre 2015,

– octroi d'une aide financière d'un montant de 11 666 € pour le GAL Terres de vie Lozère pour la période du 1er juin au 31 décembre 2015,

– octroi d'une aide financière d'un montant de 11 666 € pour le GAL Causses Cévennes pour la période du 1er juin au 31 décembre 2015.

Je vous propose de bien vouloir délibérer sur cette proposition.

III – Non reconduction d'adhésion

MACEO

André MARCON est le Président de MACEO

Depuis 2010, les quatre réseaux socio-économiques à l'échelle du Massif Central, que sont

l'ADIMAC, APAMAC (Chambre des métiers et de l'artisanat), le SDAM (Chambre d'Agriculture) et l'UCCIMAC (Chambre de Commerce et d'industrie), ont fusionné et regroupé leurs moyens pour constituer MACEO.

MACEO intervient sur l'ensemble du Massif Central, soit 6 régions et 22 départements. MACEO est une association d'acteurs du développement économique durable du Massif central qui travaille pour le développement et l'aménagement de ce territoire.

Au titre de l'année 2014, compte tenu des contraintes budgétaires le Département de la Lozère n'a pas souhaité renouveler sa cotisation pour un montant de 2 701 €.

Je vous propose également de ne pas renouveler notre adhésion pour l'année 2015 compte tenu des contraintes budgétaires.

Si vous en êtes d'accord je vous propose de :

– d'approuver les individualisations de crédits d'un montant de 48 569 €,

– de m'autoriser à signer les documents nécessaires à la mise œuvre de ces financements,

– d'entériner la non-reconduction d'adhésion.

Les montants des crédits disponibles à la suite de cette réunion seront répartis comme suit :

Imputations budgétaires	Crédits votés	Individualisations réalisées à ce jour	Crédits disponibles
939-91/6574.43	81 891,00 €	48 569,00 €	33 322,00 €
939-91/65734.13	8 772,45 €	0,00 €	8 772,45 €
930-0202/6281	8 530,00 €	0,00 €	8 530,00 €
936-61/6574	76 068,00 €	0,00 €	76 068,00 €
937-738/6574.72	0,00 €	0,00 €	0,00 €
939-928/6574	28 500,00 €	28 500,00 €*	0,00 €
Total	203 761,45 €	77 069,00 €	126 692,45 €

* individualisation réalisée ce jour dans le rapport n°600.

Délibération n°CD_15_1034

DÉPARTEMENT DE LA LOZÈRE

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

Séance du 26 juin 2015

Objet : Politiques territoriales : autorisation de répondre à l'Appel à Projets "Accompagner les territoires du Massif central dans la mise en œuvre d'une offre d'accueil qualifiée '

Commission : Politiques territoriales et Europe

Dossier suivi par Aménagement du territoire et économie

Le Conseil départemental de la Lozère, régulièrement convoqué, s'est réuni, sous la présidence de Sophie PANTEL.

Le quorum étant atteint, la séance est ouverte à 14h30

Présents : Robert AIGOIN, Françoise AMARGER-BRAJON, Alain ASTRUC, Laurence BEAUD, Denis BERTRAND, Régine BOURGADE, Henri BOYER, Patricia BREMOND, Eve BREZET, Francis COURTES, Sabine DALLE, Bruno DURAND, Bernard DURAND, Valérie FABRE, Christine HUGON, Sophie MALIGE, Michèle MANOA, Jean-Claude MOULIN, Bernard PALPACUER, Sophie PANTEL, Guylène PANTEL, Jean-Paul POURQUIER, Patrice SAINT-LEGER, Michel THEROND, Valérie VIGNAL.

Pouvoirs : Laurent SUAU ayant donné pouvoir à Régine BOURGADE.

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des Départements et des Régions;

VU le code général des collectivités et notamment les articles L 1111-1, L 1111-2, L 3211-1, L 3211-2 ;

VU l'article L 3212-3 et L 3231-2 du code général des collectivités territoriales ;

CONSIDÉRANT le rapport n°802 intitulé "Politiques territoriales : autorisation de répondre à l'Appel à Projets "Accompagner les territoires du Massif central dans la mise en œuvre d'une offre d'accueil qualifiée "' en annexe ;

Le Conseil Départemental, après en avoir délibéré,

VU l'avis favorable de la commission « Politiques territoriales et Europe » du 18 juin 2015 ;

ARTICLE 1

Donne un avis favorable à la candidature du Département de la Lozère à l'appel à projets, destinés à l'accueil de nouvelles populations, lancé par le Commissariat général à l'égalité des territoires (CGET) du Massif central.

ARTICLE 2

Précise que la réponse du Département se focalise sur la promotion du territoire, thématique principale et commune à l'ensemble des partenaires, et se compose de trois axes de travail :

- proposer une nouvelle vie en Lozère, c'est-à-dire rendre plus attractives et plus visibles les offres de nouvelles vies que propose le territoire dans son ensemble,
- améliorer le vivre-ensemble, c'est-à-dire poursuivre les actions de sensibilisation aux enjeux de l'accueil d'actifs sur le territoire et auprès de l'ensemble de la population (citoyens, élus, entrepreneurs…) et faire en sorte que l'intégration des nouveaux arrivants sur le territoire soit facilitée afin que leur installation soit pérenne,
- améliorer la mutualisation et capitaliser l'expérience, c'est-à-dire perpétuer le travail en réseau et faire en sorte que l'exemple de la Lozère en matière d'organisation et de coordination de sa politique d'accueil serve à d'autres territoires.

ARTICLE 3

Prend acte que les projets sélectionnés recevront, pour une durée de trois ans, un soutien à hauteur de 50% maximum de fonds Massif (FEDER et/ou FNADT) pour des dépenses strictement liées à la mise en œuvre du projet, dans la limite de 100 000,00 € de montant FEDER.

Adopté à l'unanimité des voix exprimées,

La Présidente du Conseil Départemental
Sophie PANTEL

Rapport n°802 "Politiques territoriales : autorisation de répondre à l'Appel à Projets "Accompagner les territoires du Massif central dans la mise en œuvre d'une offre d'accueil qualifiée '", joint en annexe à la délibération n°CD_15_1034 de la Commission Permanente du 26 juin 2015

Depuis 2009, le CGET Massif Central a lancé une série d'appels à projets destinés à l'accueil de nouvelles populations dans les territoires du Massif Central.

Les deux premiers appels à projets étaient à destination des Pays. Le Pays Gorges Causses Cévennes, le Pays Gévaudan-Lozère et le Pays des Sources en Lozère ont répondu et ont été labellisés afin de structurer l'offre « accueil » sur leurs territoires respectifs et ont engagé leurs actions en 2009 pour le Pays Gorges Causses Cévennes et en 2010 pour les deux autres Pays.

En 2010, le CGET Massif Central a souhaité élargir le cadre de ces appels à projets aux Conseils départementaux et a alors lancé un troisième appel à projets '"Accueil de Nouvelles Populations"'. Le Conseil départemental et ses partenaires dans ce projet ont été labellisés en 2011 et c'est dans ce contexte que la mission Accueil et le Réseau Accueil se sont structurés.

Fort de la réussite de ce projet collectif et territorial, la mission Accueil souhaite répondre au nouvel appel à projets du CGET du Massif central à destination des Conseils départementaux.

Dans l'objectif d'être plus efficient dans la démarche d'attractivité et son corollaire l'accueil d'actifs, engagée par le Conseil départemental, la réponse à cet appel à projets se focalise sur une thématique principale et commune à l'ensemble des partenaires : **la promotion du territoire** dans sa globalité.

Cette thématique se découpe en trois axes de travail :

- proposer une nouvelle vie en Lozère, c'est-à-dire rendre plus attractives et plus visibles les offres de nouvelles vies que propose le territoire dans son ensemble,
- améliorer le vivre-ensemble, c'est-à-dire poursuivre les actions de sensibilisation aux enjeux de l'accueil d'actifs sur le territoire et auprès de l'ensemble de la population (citoyens, élus, entrepreneurs…) et faire en sorte que l'intégration des nouveaux arrivants sur le territoire soit facilitée afin que leur installation soit pérenne,
- améliorer la mutualisation et capitaliser l'expérience, c'est-à-dire perpétuer le travail en réseau et faire en sorte que l'exemple de la Lozère en matière d'organisation et de coordination de sa politique d'accueil serve à d'autres territoires.

La réponse à l'appel à projets doit être déposée avant le 25 août 2015.

Les projets sélectionnés recevront, pour une durée de trois années, un soutien à hauteur de 50% maximum de fonds Massif (FEDER et/ou FNADT) pour des dépenses strictement liées à la mise en œuvre du projet et dans la limite de 100 000 € sur trois ans de montant FEDER.

Je vous propose que le Département de la Lozère réponde à cet appel à projets.

En fonction de votre décision, je vous proposerai, lors de la commission permanente de juillet 2015, de valider la réponse définitive.